



Société **E**uropéenne de **D**éfense – **S€D AISBL**
Europese Vereniging voor Defensie IVZW
Europäische Gesellschaft für Verteidigung INPV
European Society for Defence INPA

Colonel administrateur militaire e. r. Jean Marsia
Président de la Société européenne de défense
AISBL

Une constitution fédérale pour les États-Unis d'Europe

Pourquoi et comment ?

Deuxième édition, revue et augmentée

Préface d'André Flahaut

Cette 2^{ème} édition a été remaniée et complétée entre février 2022 et le 31 juillet 2026. Les textes nouveaux sont en gras. Ils mettent mieux en évidence ce que l'Europe doit à la Grèce antique et donnent un exposé plus complet de la pensée paneuropéenne de Charles de Gaulle.

Crédits :

© Société européenne de défense AISBL (S€D) 2026



Société **E**uropéenne de **D**éfense AISBL – **S€D**
Europese Vereniging voor Defensie IVZW – **S€D**
Europäische Gesellschaft für Verteidigung INPV – **S€D**
European Society for Defence INPA – **S€D**

rue des Petits Carmes 24, Bte 10
B-1000 Bruxelles
Tél. +32 476 490 496
info@seurod.eu
www.seurod.eu



ISBN : 978-2-9602553-3-1 EAN : 9 782960 255331

Imprimé par :
Dépôt légal D/2026/14.940/04

Illustration de couverture : design Andy Jacobs
Photo Livio Andronico, 2013, Vatican - Sala del Museo Profano -
Athena – CC
[https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Athena_punishes_Daedalus.j
pg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Athena_punishes_Daedalus.jpg)

Tous droits réservés. Aucun extrait de cet ouvrage ne peut être reproduit, ni saisi dans une banque de données, ni communiqué au public, sous quelque forme que ce soit, électronique, mécanique, par photocopie, film ou autre, sans le consentement écrit et préalable de l'éditeur.

PREFACE

« Une constitution fédérale pour les États-Unis d'Europe. Pourquoi et comment ? » rappelle pourquoi l'Europe a besoin d'une gouvernance fédérale, puis répond à deux des questions qui ont été le plus posées à l'auteur lors des **plus de 330** exposés qu'il a prononcés depuis 2015¹ : « En quoi consisteront les États-Unis d'Europe ? » et « Comment pourraient-ils advenir ? ».

C'est le troisième ouvrage rédigé par Jean Marsia. Sa thèse de doctorat, « La clé d'une défense européenne, celle des États-Unis d'Europe », est parue en 2015 chez *Academic & Scientific Publishers*. L'Académie royale a publié « Les États-Unis d'Europe, pour notre sécurité et notre défense » en 2017.

Ces trois ouvrages sont le fruit de son expérience professionnelle, particulièrement celle acquise dans le cadre des dernières fonctions qu'il a exercées. Attaché, de 1999 à 2003, à mon Secrétariat administratif et technique, lorsque j'étais ministre de la Défense, il a notamment contribué au lancement du programme d'avion de transport A400M. Devenu colonel administrateur militaire et directeur de l'Enseignement académique de l'École royale militaire de 2003 à 2010, chargé de l'adapter « à Bologne », il l'a insérée dans les Espaces européens de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, puis dans le programme Erasmus. Il l'a tournée vers la Politique européenne de sécurité et de défense. Il a obtenu l'accréditation des diplômes qu'elle délivre.

Militant de la cause européenne, Jean Marsia a participé, en 2004, à la création du mécanisme de financement des opérations militaires de l'Union européenne (UE) « Athena » ; en 2005, à la fondation du Collège européen de sécurité et défense ; en 2008, à l'élaboration du programme Erasmus militaire et, de 2004 à 2009, au développement du concept du « Groupement tactique de l'UE » (*EU Battle Group*), s'inspirant de l'opération

¹ Au 31/7/2026.

Artémis, menée en 2003 par l'UE en République démocratique du Congo.

En 2012, il a suggéré au président du Conseil européen Herman Van Rompuy la mise de la défense à l'ordre du jour des réunions du Conseil européen. Pour s'y préparer, le premier ministre Elio Di Rupo a nommé Jean Marsia « conseiller défense » en janvier 2013. Il l'est resté jusqu'en octobre 2014, ce qui lui a donné l'opportunité d'assister au Conseil européen de décembre 2013 et au Conseil atlantique de 2014.

Le résultat décevant de ces deux réunions, l'incapacité des dirigeants européens à unir l'Europe de façon « sans cesse plus étroite », à la doter d'une défense crédible et à la faire respecter sur la scène internationale, leur carence dans la lutte contre le réchauffement climatique et les pollutions, et par contre, le succès de nos deux institutions fédérales, la Cour de Justice de l'UE et la Banque centrale européenne, ont forgé une conviction : il n'y a pas de salut sans les États-Unis d'Europe.

L'humanisme, le progressisme et l'universalisme sont le socle des valeurs européennes qui nous unissent, telles qu'elles sont énoncées à l'article 2 du traité sur l'UE. Ces valeurs constituent la base de nos forces morales, mais elles ont été insuffisantes pour empêcher le Brexit. Il nous faut acter l'échec et la perte de substance pour l'UE : elle a perdu 66 millions de citoyens britanniques. **L'Europe à 27 n'a plus que 452 millions d'habitants et son produit intérieur brut (PIB) 2024 est réduit à 40.000 € par habitant, contre 80.000 € pour un Américain. L'UE n'a plus les moyens d'investir massivement, pour relancer l'économie et réduire les tensions sociales, réussir la transition énergétique, assurer notre sécurité et notre défense.**

La dégradation du contexte international et la désagrégation de l'UE doivent inciter les citoyens européens à relancer l'union politique de l'Europe. Elle seule peut nous donner les capacités nécessaires pour apaiser nos relations avec notre voisinage et nos partenaires : cela nécessite une Europe puissante et donc unie. C'est ce que veulent les citoyens européens. Ceux-ci tiennent à leurs différences, car ils savent qu'elles les

enrichissent, mais, au chaos et à l'impuissance, ils préfèrent l'unité dans la diversité et la cohérence.

A ce jour, l'Europe fédérale reste une utopie. Souvenons-nous qu'en publiant *De Optimo Reipublicae Statu, deque nova Insula Utopia*, à Louvain, en 1516, Thomas More a donné à la forme républicaine de gouvernement un début d'existence. Puisse le nouvel ouvrage de Jean Marsia contribuer à amplifier un mouvement d'opinion de plus en plus perceptible. Nous devons rapidement convaincre les dirigeants d'au moins deux des États membres de l'UE et de l'OTAN de créer les États-Unis d'Europe (EUE) et une défense européenne réelle, efficiente, crédible et respectée. Cela inciterait tôt ou tard les autres pays à s'y associer.

C'est l'objet de l'association internationale sans but lucratif (AISBL) Société européenne de défense (SED) – <https://www-seurod.eu>. Elle rassemble celles et ceux qui partagent les valeurs européennes et qui veulent contribuer à la création des États-Unis d'Europe et de la défense européenne. Elle mérite votre soutien !

André Flahaut
Ministre d'État
Ministre de la Défense
(12/7/1999-21/12/2007)
Président de la Chambre des
Représentants (20/7/2010-
30/6/2014)
Membre du Comité d'honneur de
la SED

TABLE DES MATIERES

Préface	3
Remerciements	13
Introduction	15
1. Les fondements des États Unis d'Europe	19
3.1. Un héritage grec	20
4.1. Une continuité historique commune	30
4.2. Les valeurs européennes	35
4.3. Une même patrie, une culture commune	39
2. 1849-2005, tant d'espoirs déçus d'unir l'Europe	48
2.1. L'avant-Première Guerre mondiale	49
2.2. L'entre-deux-guerres	49
2.3. De la Deuxième Guerre mondiale au traité de Washington	52
2.4. La fondation de l'Alliance atlantique et le projet paneuropéen de Charles de Gaulle	60
2.5. Les Six, l'échec du premier projet de « traité constitutionnel »	62
2.6. De Messine à Rome	73
2.7. Adenauer et de Gaulle, les fondateurs réels de l'Europe unie	76
2.8. Du rapport Davignon à l'Acte unique européen	89
2.9. De l'activation de l'UEO à la création de l'Eurocorps	92

2.10.	Les années Solana, la période faste qui se termine mal	98
3.	<i>De Merkel à Macron, le délitement de l'UE</i>	111
3.1.	M. Schäuble plaide en vain pour une souveraineté européenne	111
3.2.	Poutine déclare la guerre à l'Occident, Sarkozy devient président	113
3.3.	La présidence « normale » de M. Hollande	120
3.4.	La première présidence de M. Macron	126
3.5.	Le bilan de Merkel	143
4.	<i>Le monde depuis la guerre de haute intensité en Ukraine</i>	150
4.1.	la guerre de haute intensité que Poutine fait à l'Ukraine	150
	Les prémices	152
	L'entrée en guerre de haute intensité	160
	De la guerre de mouvement à la guerre des tranchées	164
	L'impasse militaire ?	171
	La guerre des drones	173
	Les perspectives de paix selon Trump : une trahison	179
	Quel après-guerre ? Pour quand ? Et comment ?	184
	Comment l'Ukraine devrait-elle préparer le retour inéluctable des hostilités ?	186
4.2.	La Chine de M. Xi, prise au piège de Thucydide	188
4.3.	La Turquie, un pied dans chaque camp	205
4.4.	L'échec de la guerre faite par l'Occident au terrorisme islamiste	217
4.5.	Les États-Unis d'Amérique	233

4.6.	L’avenir de l’OTAN : assuré par Poutine, menacé par Trump !	242
4.7.	Le Royaume-Uni	247
4.8.	En Allemagne, la coalition « Ampel » a déçu, M. Merz aussi	251
4.9.	La France, mal gouvernée par M. Macron	255
4.10.	L’UE, à bout de souffle, est méprisée dans un monde de brutes	261
	L’UE accentue le déclin de l’Europe depuis fin 2004	261
	L’UE et la défense, que de fausses bonnes idées	264
	La coopération entre divers États européens est vouée à l’échec	267
	L’UE et l’OTAN	269
	L’effort de défense des Européens n’est pas négligeable, il est inefficace	272
	La politique industrielle de défense de l’UE	273
	La gestion défailante des crises par l’UE	275
	L’insuffisance du Soft Power	276
	La boussole qui a perdu le nord	276
	La Communauté politique européenne bis	277
	La cause structurelle de nos maux : des institutions mal conçues	278
	L’Europe fédérale, nécessaire et possible	281
	Une défense fédérale européenne deviendrait possible	289
4.11.	Considérations finales	292
5.	<i>La constitution des États-Unis d’Europe</i>	301
	Article 1^{er}. Les dispositions fondamentales	311
	1.1. La déclaration de fondation des États-Unis d’Europe	311
	1.2. Les valeurs et les buts des États-Unis d’Europe	312
	1.3. Les modes d’expression de la volonté du peuple	313
	1.4. L’adhésion de nouveaux États	313

1.5. La modification des frontières extérieures ou intérieures	314
1.6. Les territoires d'outre-mer	315
1.7. La permanence des États-Unis d'Europe	315
1.8. La politique culturelle des États-Unis d'Europe	317
1.9. La neutralité et l'impartialité des États-Unis d'Europe	320
1.10. Le droit à l'autodéfense des citoyens des États-Unis d'Europe	322
Article 2. Les symboles des États-Unis d'Europe	323
Article 3. Souveraineté, subsidiarité et répartition des compétences	330
Article 4. Le contrat social	332
4.1. La citoyenneté, les droits et les devoirs	332
4.2. La liberté d'association	335
4.3. L'emploi des langues	336
4.4. La citoyenneté et la naturalisation	337
Article 5. Le pouvoir exécutif	337
5.1. Le Président	339
5.2. Le gouvernement et le premier ministre	340
Article 6. Le pouvoir législatif	342
6.1. Le Parlement	343
6.2. Le Sénat	351
6.3. La votation et la pétition	353
6.4. Le délégué aux forces armées	354
6.5. Les organes consultatifs	355
Article 7. Le pouvoir judiciaire	355
Article 8. Les relations internationales	358
8.1. Les Affaires étrangères	358
8.2. La protection diplomatique à l'étranger	359
8.3. Le commerce extérieur	359
8.4. La coopération au développement	360
8.5. Les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile	360

Article 9. La sécurité et la défense	360
9.1. La sécurité intérieure	361
9.2. La défense	361
9.3. La base industrielle et technologique, la recherche scientifique et technologique de défense	365
Article 10. Les Affaires intérieures, économiques, sociales et environnementales	366
10.1. Les Affaires intérieures, la défense civile	366
10.2. Les Affaires économiques	366
10.2. Les Affaires sociales	368
10.3. Le droit du travail, la sécurité, la mobilité et la concertation sociales	368
10.4. La préservation de l'environnement et la santé publique	369
Article 11. Les finances publiques et le budget	370
11.1. La Cour des Comptes des États-Unis d'Europe	372
11.2. Mesures financières transitoires	372
Article 12. Entrée en vigueur, modification de la constitution et de la loi fondamentale	373
6. La loi fondamentale des États-Unis d'Europe	375
Article 1^{er}. Les dispositions fondamentales	375
1.4. L'adhésion de nouveaux États	375
Article 3. Souveraineté, subsidiarité et répartition des compétences	376
Article 4. Le contrat social	381
4.1. La citoyenneté, les droits et les devoirs	381
4.3. L'emploi des langues	382
4.4. La citoyenneté et la naturalisation	383
Article 5. Le pouvoir exécutif	383
5.1. Le Président	383
Article 6. Le pouvoir législatif	387

6.1. Le Parlement	389
6.2. Le Sénat	391
6.3. La votation et la pétition	391
6.5. Les organes consultatifs	392
Article 7. Le pouvoir judiciaire	392
Article 8. Les relations internationales	394
8.1. Les Affaires étrangères	394
8.5. Les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile	397
article 9. La sécurité et la défense	397
9.1. La sécurité intérieure	398
9.2. La défense	398
Article 10. Les Affaires intérieures, économiques, sociales et environnementales	404
10.3. Le droit du travail, la sécurité, la mobilité et la concertation sociales	404
article 11. Les finances publiques et le budget	405
 Liste des abréviations et acronymes	 423
Bibliographie	427
Illustrations	485

« Un jour viendra où l'on verra ces deux groupes immenses, les États-Unis d'Amérique, les États-Unis d'Europe, placés en face l'un de l'autre, se tendant la main par-dessus les mers ».²

« En réalisant son unité, l'Europe obtiendrait une sécurité adéquate, tout en poursuivant la marche vers le progrès humain qui a caractérisé la civilisation occidentale. [...] L'établissement d'une fédération européenne viable irait loin pour créer la confiance parmi les peuples du monde entier dans le fait que l'Europe fait sa part entière et vitale en accordant cette coopération. [...] Si, avec notre aide morale et matérielle, les nations européennes libres pouvaient parvenir à une intégration similaire, nos amis pourraient être renforcés, nos propres économies améliorées et le laborieux mécanisme de défense mutuelle de l'OTAN largement simplifié. »³

REMERCIEMENTS

² Victor Hugo, *Discours au Congrès de la paix*, Paris, Assemblée nationale, 21/8/1849.

³ *[With] unity achieved, Europe could build adequate security and, at the same time, continue the march of human betterment that has characterized western civilization. [...] The establishment a workable European federation would go far to create confidence among people everywhere that Europe was doing its full and vital share in giving this cooperation. [...] If, with our moral and material assistance, the free European nations could attain a similar integration, our friends could be strengthened, our own economies improved, and the laborious NATO machinery of mutual defense vastly simplified.* » Dwight D. Eisenhower, *Address at The English Speaking Union Dinner at Grosvenor House, Park Lane, London*, 3/7/1951, <https://www.nytimes.com/1951/07/04/archives/eisenhower-urges-union-for-europe-in-london-he-makes-a-bold-plea.html>.

« Une constitution fédérale pour les États-Unis d'Europe. Pourquoi et comment ? » doit beaucoup à celles et ceux qui, depuis mai 2018, m'ont prodigué de multiples encouragements, de très nombreuses corrections et de précieuses suggestions.

Parmi celles et ceux qui n'ont pas voulu rester anonymes figurent : M^{me} Yasmine Kherbache, **députée au Parlement flamand (2014-2019) puis députée fédérale en 2019** et MM. André Flahaut, ministre d'État ; Henri Bentégeat, général d'armée (FR) 2s., ancien président du Comité militaire de l'UE ; Claude Courtoy, référendaire honoraire à la Cour constitutionnelle ; Chemsî Chéref-Khan, juriste ; **Lambros Couloubaritsis, professeur émérite à l'Université libre de Bruxelles (ULB)** ; Alain De Kerpel, colonel administrateur militaire e. r. ; Renaud Denuit, conseiller honoraire de la Commission européenne, professeur invité à l'Université de Lille ; Andy Jacobs, graphiste, Christian Jourquin, membre de l'Académie royale de Belgique, Jean-Claude Laes, ancien président du Service public fédéral Finances, professeur à l'ULB ; Arthur Notéris, juriste, ULB ; Didier Nuchelmans, juriste ; José-Miguel Palacios, professeur à l'Université Carlos III de Madrid, **Peter Praet, ancien économiste en chef de la Banque centrale européenne, ainsi que les regrettés Jean Somers, directeur honoraire à la Commission européenne** et Heinrich von Moltke, directeur général honoraire à la Commission européenne.

INTRODUCTION

« La construction européenne doit être poursuivie. Par son histoire particulière, par sa pierre angulaire qu'est la construction de la paix, par son engagement à construire l'unité dans la diversité, l'UE demeure un point de référence pour toute l'humanité. »⁴ Cette prise de position des évêques de Belgique, à l'occasion des élections du 26 mai 2019, ne peut qu'être saluée par tous les Européens de bonne volonté, pourvu qu'ils soient attachés à la poursuite de la construction européenne, au maintien de la paix, à la recherche de l'unité dans la diversité, à l'union sans cesse plus étroite des peuples européens, à la transparence, à la démocratie, bref aux valeurs inscrites à l'article 2 du traité sur l'UE (TUE).

Toutefois, ces évêques ont tort d'affirmer que **l'UE demeure un point de référence pour toute l'humanité**. Le Parlement, la Commission et le Conseil européens ne sont pas capables de formuler un projet politique « témoignant de la capacité de s'ouvrir aux autres, de dialoguer avec tous, d'engendrer de nouveaux modèles de vivre ensemble », car la transparence et la démocratie sont quasiment absentes de l'UE et de l'Espace économique européen⁵ (EEE) tels qu'ils ont été construits de 1950 jusqu'à présent.

En 1979, l'élection directe du Parlement européen a été un progrès sans lendemain. Rien n'a été fait depuis pour qu'il devienne une branche d'un authentique pouvoir législatif européen, ayant, dans le cadre d'un État fédéral européen, le droit d'initiative législative, de lever l'impôt, de voter le budget, de désigner et de contrôler un réel pouvoir exécutif fédéral, de développer un pouvoir judiciaire européen encore trop embryonnaire, de fixer le contingent de l'armée fédérale.

⁴ Les évêques de Belgique, « Aux chrétiens catholiques au seuil des élections » in *La Libre Belgique*, <https://www.lalibre.be/debats/opinions/voici-la-lettre-des-eveques-avant-les-elections-5cc2c2c8d8ad586a5ad4322c>, 26/4/2019.

⁵ La prise en compte de l'EEE entraîne la mise des régions, des cantons et des *Länder* sur un pied d'égalité.

L'État fédéral européen aura pour mission prioritaire de combler les lacunes de l'UE, en particulier dans les domaines de la sécurité, de la défense, de la garde des côtes et des frontières, de la protection du milieu naturel et de la santé publique. Les citoyens européens doivent être mieux protégés, nos entreprises également. La défense est un outil pour préserver nos intérêts, notre bien-être, notre manière de vivre, notre culture, et sur ce socle, pour faire rayonner les valeurs européennes, qui ont vocation universelle, et notre civilisation.

Créer une armée **européenne** valable requiert une gouvernance⁶ fédérale. Les péripéties de la guerre d'indépendance américaine l'ont démontré à George Washington. Avec l'appui de James Madison, Alexander Hamilton et John Jay, il a obtenu le remplacement de la constitution confédérale de 1776⁷ par celle, fédérale, de 1787.

Pour savoir si notre effort en vue de la Fédération européenne est pertinent, le chapitre 1^{er} va exposer « Les fondements des États-Unis d'Europe ». Les chapitres 2, « 1849-2005, tant d'espoir déçus d'unir l'Europe », 3, « De Merkel à Macron, le délitement de l'UE » et 4, « Le monde depuis la guerre de haute intensité en Ukraine », vont tenter

⁶ « La notion de « gouvernance » désigne les règles, les processus et les comportements qui influent sur l'exercice des pouvoirs au niveau européen, particulièrement des points de vue de l'ouverture, de la participation, de la responsabilité, de l'efficacité et de la cohérence. » Commission des Communautés européennes, *Gouvernance européenne, un livre blanc*, Bruxelles, 2001, COM(2001)428 final, p. 9, note 1.

⁷ **Vingt ans après que Benjamin Franklin avait publié son dessin (voir p. 219) « Join, or Die », (S'unir, ou mourir) dans la *Pennsylvania Gazette* du 9 mai 1754, un Congrès continental s'était réuni en 1774 à Albany, bien que le Massachusetts fût puritain, Rhode Island, libertarien, la Virginie, aristocratique et épiscopaliennne, le Maryland, catholique, New York, calviniste d'origine hollandaise, la Pennsylvanie, quaker. **Washington, vénérable maître de loge d'Alexandria (Virginia) a usé de la capacité de la franc-maçonnerie à unir, par le travail en commun, des personnes très différentes, avec leurs sensibilités respectives. Grâce aux loges militaires, il a donné un esprit de corps à son armée et formé ses cadres. Grâce aux loges civiles, il a uni le peuple américain. Il a évidemment opté pour la franc-maçonnerie des *Antients*, avec l'appui de la Grande Loge d'Irlande, et non pour celle des *Moderns* de la Grande Loge d'Angleterre.****

de faire comprendre pourquoi nous nous trouvons dans la déplorable situation actuelle. Pour inciter des élus européens à se mettre d'urgence au travail en tant que constituants, afin de remédier substantiellement à l'impuissance de l'UE, nous proposons au chapitre 5 une ébauche de constitution fédérale pour les États-Unis d'Europe, et au chapitre 6 une ébauche de loi fondamentale.

1. LES FONDEMENTS DES ÉTATS UNIS D'EUROPE

L'incapacité des institutions de l'UE et de ses États membres à gérer les crises depuis les années 1990 a favorisé la résurgence des partis populistes et nationalistes en Europe. Ceux-ci sont encore moins capables que les démocrates de faire face aux crises, mais ils suscitent la peur pour empêcher la réflexion et lui substituer l'émotion ; ils désignent des boucs émissaires pour servir d'exutoire à la frustration des citoyens. Ils déconstruisent notre société. Pour la rendre conflictuelle, divisée à l'intérieur et agressive vers l'extérieur, ils exploitent sa dualisation entre les très riches et les très pauvres, consécutive à l'effritement de la classe moyenne.

Les citoyens qu'ils réussissent à tromper ne voient plus en l'Europe qu'un conglomérat d'une quarantaine d'États aux populations d'origines, de cultures et de traditions différentes, impossibles croient-ils à unir, sans percevoir qu'aucun de ces États n'est une des puissances mondiales, capable d'assurer notre sécurité et notre défense, de maintenir notre bien-être, de contribuer efficacement à répondre aux grands défis internationaux.

Cette impuissance ne laisse pas à la Société européenne de défense AISBL (SED) d'autre choix que de promouvoir une union sans cesse plus étroite de l'Europe, en stimulant le patriotisme européen, lequel permet l'inclusion sur la base des valeurs que nous partageons pour la plupart.

Dès qu'ils sont sur un autre continent, les citoyens européens perçoivent mieux ce qu'ils ont de commun, qu'il s'agisse de la liberté d'expression, de l'égalité des genres ou du respect des droits humains ; ils se retrouvent, se reconnaissent et partagent des points communs. Ils savent que les 24 langues officielles de l'UE nous séparent, mais qu'elles ont en commun la liberté et la démocratie, qu'elles nous enrichissent. Elles font de Bruxelles la ville du dialogue. 120 nationalités y cohabitent, dans des quartiers très différents, aux modes ou styles de vie très

dissemblables, aux traditions variées. Chacun peut y avoir une conception de vie personnelle. Ces 120 nationalités y prennent conscience de l'existence d'une civilisation européenne, issue d'une histoire commune. Celle-ci sera l'objet de la section 1.1. Nous analyserons ensuite les valeurs européennes dans la section 1.2. Enfin, la section 1.3 montrera que nous partageons une même patrie et une culture commune.

3.1. UN HÉRITAGE GREC

Depuis le géographe Hécatee de Milet (-550, -475), sont appelées Europe les terres situées à l'Ouest, au Nord-Ouest et au Nord de l'Anatolie, le pays où se lève le soleil, l'Asie Mineure, l'actuelle Turquie. Notre civilisation, animée par le désir de comprendre l'homme et le milieu dans lequel il vit, sur la base de la rationalité, de la logique, de la dialectique et du discours, est toutefois née en Grèce classique, qui fut un ensemble de villes et de colonies éparpillées sur le pourtour de la Méditerranée et de la mer Noire.⁸

Nos racines culturelles sont donc à la fois européennes, asiatiques et africaines, mais surtout grecques. Grâce à elles, qui constituent le socle de notre civilisation, l'Europe a su s'émanciper des régimes despotiques, absolutistes ou totalitaires, ainsi que des religieux intégristes voire fanatiques, qui ont culminé lors des guerres de religions. Sous l'impulsion des Lumières anglaises, écossaises, françaises et allemandes, le droit et l'État de droit ont pu triompher en Europe, ce qui a permis de promouvoir la tolérance, le respect de la loi, des magistrats et de la justice, l'amour des libertés, la recherche de la clarté, le progrès de la science et des techniques, le goût pour la philosophie.⁹

⁸ Voir Jacqueline de Romilly, *Pourquoi la Grèce ?*, Paris, Le Livre de poche n° 13549, 1994, réédité en 2008, p. 8.

⁹ Idem, p. 304.

Les idées de justice, de liberté, de démocratie,¹⁰ de respect des lois, d'universalisme, de civisme, de courage et de soutien aux opprimés,¹¹ les notions de tolérance et de libéralisme politique sont d'origine grecque.¹²

Les textes grecs s'attachent aux traits les plus révélateurs de la condition humaine, de l'homme, de son rapport avec la mort, la souffrance et la justice.¹³ Ils font voir que la pratique mythico-religieuse archaïque a progressivement évolué vers diverses coutumes compatibles avec l'émergence de la pensée philosophique. Dans la poésie, la tragédie, la comédie, les sciences de l'homme ou celles de l'univers, la Grèce classique a privilégié l'aspect humain, général, universel.¹⁴ Les savants grecs, en cherchant, en enseignant, en publiant des traités, ont fondé des disciplines scientifiques valables pour tous, à l'usage de tous, pour tous les temps.¹⁵ Comment cela advint-il ?

A Athènes, au VII^e siècle avant notre ère, l'aristocratie terrienne remplace la royauté par une oligarchie, mais il en résulte des conflits entre riches et pauvres. Solon, à partir de -594, libère les agriculteurs en abolissant leurs dettes et les protégeant par la loi. Il encourage le civisme et condamne la démesure, *l'hubris*. Il enseigne que les bonnes lois doivent apporter à la cité l'ordre et la discipline, limiter l'injustice et l'orgueil, faire cesser la convoitise et

¹⁰ La démocratie grecque classique ne respecte pas le principe « un être humain majeur et capable, une voix ». A l'époque de Périclès, il n'y avait que 65.000 citoyens considérés comme libres parce qu'ils pouvaient participer aux décisions politiques, sur 400.000 Athéniens, car les femmes, les 70.000 métèques et les 200.000 esclaves n'avaient aucun droit.

¹¹ Voir Jacqueline de Romilly, *Pourquoi la Grèce ?*, op. cit., p. 286-287.

¹² Idem., p. 114-115. Les Grecs respectaient l'attachement de chacun à ses propres croyances religieuses, et acceptaient l'agnosticisme, voire l'athéisme, tout en privilégiant une religion civique propre à la cité (*polis*). Pour le contexte historique, voir Lambros Couloubaritsis, *Histoire de la philosophie ancienne et médiévale*, Paris, Grasset, 1998, et *La philosophie face à la question de la complexité*, 2 volumes, Bruxelles, Ousia, 2014.

¹³ Voir Jacqueline de Romilly, *Pourquoi la Grèce ?*, op. cit., p. 93.

¹⁴ Idem, p. 286-287.

¹⁵ Idem, p. 179-183.

disparaître la démesure.¹⁶ Antigone affirme face au roi Créon, pour la première fois, la supériorité des lois non écrites, universelles, nous dirions du droit naturel, sur les lois formelles, pour nous le droit positif.¹⁷

Pisistrate, à partir de -561, s'appuie sur les classes populaires, développe l'économie, étend les relations extérieures, raffermi les liens sociaux. Il fait travailler maints architectes, sculpteurs et peintres à la construction de temples. A sa cour brillent les poètes et les savants. Il aurait publié les deux ouvrages fondateurs de la culture grecque, composés aux siècles précédents, que sont l'Iliade et l'Odyssée. Attribués à Homère, ils expriment l'humanisme, le désir d'universalité et l'ouverture aux autres. Les héros sont décrits par leurs traits essentiels, ils n'ont que les émotions et les gestes les plus fondamentaux, comme la colère et la pitié, l'honneur et la tendresse.

Homère n'analyse ni ne juge les personnages d'un point de vue moral. Ceux-ci sont à la mesure humaine, ils connaissent le doute et l'hésitation, ils souffrent et ils meurent. Homère ne parle de ce qui se passe après la mort que dans l'Odyssée : il fait état de la descente d'Ulysse dans les Enfers où il rencontre le spectre de sa mère ; il limite le merveilleux aux dieux.¹⁸ Il ne cite, dans l'*Iliade*, qu'un miracle : l'arrêt du temps après la mort de Patrocle. Il ne parle pas d'objets magiques ni de métamorphoses.¹⁹ Il montre les hommes et même les rois essayant d'atteindre les solutions sages par le débat au sein d'une assemblée.²⁰

L'Odyssée est à la fois mythique et allégorique, scientifique et philosophique : si cet ouvrage décrit sommairement le périple d'Ulysse en Méditerranée, il montre surtout le roi d'Ithaque en recherche de la vie bonne, allant du chaos à l'harmonie, trouvant sa juste place dans le cosmos, vainquant les peurs qui nous font nous replier sur nous-

¹⁶ Idem, p. 58-42 et 99-101.

¹⁷ Idem, p. 184-187.

¹⁸ Idem, p. 15-16, 26-37 et 39-42, ainsi que la note 6 p. 64.

¹⁹ Idem, note 21 p. 65.

²⁰ Idem, p. 58 sv et note 38 p. 66.

mêmes, nous empêchent de penser librement et de nous ouvrir aux autres.

Clisthène, en -508, fonde la « démocratie » athénienne, c'est-à-dire le gouvernement par les seuls citoyens, qu'il rend égaux devant les lois en privant les Eupatrides, la noblesse foncière, de leur monopole d'accès aux fonctions de magistrat et sacerdotales. Par suite, les agriculteurs et les artisans ont eu le droit d'intervenir dans les débats des assemblées et le devoir de siéger dans les tribunaux. Ils ont eu intérêt à savoir convaincre, d'où l'essor de la rhétorique et de l'enseignement. Apprendre à parler de façon discursive implique d'avoir appris à penser de façon critique, pour savoir analyser, raisonner et argumenter, dans un procès comme dans un débat politique ou de philosophie politique et morale.²¹

Les guerres opposent, de -500 à -448, les Grecs aux envahisseurs perses. La démocratie athénienne devient en -479, grâce à Thémistocle, la première puissance maritime. Les Grecs sont victorieux sur mer, notamment à Salamine, et à terre, mais ensuite, les cités grecques, aux régimes politiques différents, aux ambitions, opinions politiques et intérêts divergents, s'opposent.

La Grèce classique, sur tout le pourtour méditerranéen, brille dans les explications rationnelles des phénomènes naturels. Citons Thalès (-625, -545), Anaximandre (-610, -546) et Anaximène (-585, -525) tous trois de Milet, Pythagore de Samos (-580, -495), Parménide d'Élée en Campanie (-590, -450), Anaxagore (-500, -428), de Clazomènes en Ionie,²² Empédocle (-490, -435) d'Agrigente en Sicile, Euclide d'Alexandrie (vers -300) et Hipparque (Nicée, -190, Rhodes, -120). Hippocrate, (Cos, -460, Larissa, -377) écarte toute explication surnaturelle dans l'analyse des symptômes des maladies, ne prenant en considération

²¹ Idem, p. 99-101, 107-108, 123-124 et 133.

²² Périclès (-495, -429), élève d'Anaxagore, bien qu'aristocrate, est le chef du parti démocratique.

que la nature de l'homme et l'observation pour établir leurs causes.²³

Le philosophe Héraclite d'Éphèse (-544, -480) montre un univers en perpétuel devenir (*Tout coule, rien ne demeure*) et fonde la pensée dialectique (*L'opposé est utile, et des choses différentes naît la plus belle harmonie ; toutes les choses sont engendrées par la discorde*). Protagoras (Abdère en Thrace, -490, Athènes, -420) développe l'esprit critique et l'agnosticisme ; il fait de l'homme la mesure de toutes choses. Il est le chef file des sophistes qui considèrent que tout est opinion et s'opposent par tous les moyens discursifs à leurs interlocuteurs. L'Athénien Socrate (-470, -399) les combat. Il aide chacun de ses interlocuteurs à chercher sa vérité puis à accéder au bien. Cela conforte la démocratie car elle s'en remet au jugement des citoyens. Socrate aide à passer de la diversité du concret à l'abstraction, puis il universalise le concept. D'autres philosophes, comme l'Athénien Platon (-428, -348), tendent à orienter les gens vers l'acceptation de leur propre pensée et suscitent ou confortent les tyrans.²⁴ En s'opposant à Protagoras, Platon affirme que ce n'est pas l'homme mais Dieu qui est la mesure de toute choses, ce qui conduira aux théologies médiévales.

Compte tenu de l'objet de la présente section, une histoire commune à l'Europe, la naissance de la science historique revêt une importance particulière. Son fondateur est Hérodoté d'Halicarnasse (-480, -425). Il voyage de la Grèce à la Perse et d'Égypte à l'actuelle Ukraine, notant les usages sociaux, les méthodes de guerre, les formes du culte, avec un sens de la tolérance et de l'universel remarquable. Il publie ses découvertes sous la forme d'anecdotes plaisantes à lire et pleines d'enseignements.²⁵ Il mentionne par exemple

²³ Voir Jacqueline de Romilly, *Pourquoi la Grèce ?*, op. cit., p. 179-183.

²⁴ Idem, p. 249, 262 et 301-302. Platon a aussi ses bons côtés. Il oppose le bien et la vérité à l'art des sophistes, et ceux-ci, qui prétendent détenir la vérité, aux philosophes, qui la cherchent. Il diffuse la pensée de Socrate.

²⁵ Idem, p. 148-154 et 159-165. Selon Cicéron, Hérodoté a inventé l'histoire en relatant des événements et en présentant des personnages de la plus

qu'un ancien roi de Sparte a dit à l'empereur perse Xerxès que les Grecs ne se soumettront pas à lui ou à un autre maître, car ils n'ont comme maître que la loi. Cela implique pour Hérodote qu'ils se sentent responsables, préfèrent la simplicité au luxe, l'effort à la mollesse et la réserve à l'extériorisation des émotions. Ils ne tremblent pas devant leurs multiples dieux, ni devant les prêtres. Ils n'envisagent pas d'édifier des palais à la gloire d'un roi.²⁶

De -448 à -429, Périclès dirige Athènes qui domine militairement et intellectuellement le monde grec, fondant l'âge d'or de la démocratie antique. Tandis que les sophistes y fixent les règles de la rhétorique, Eschyle, Sophocle et Euripide y créent la tragédie, Aristophane la comédie.²⁷ Périclès lance la construction de la plupart des monuments de l'Acropole que Phydias orne de magnifiques statues. Mais à partir de -431, les adversaires d'Athènes se regroupent autour de Sparte. La guerre du Péloponnèse va commencer.

Le stratège Thucydide admire Hérodote mais, pour comprendre et exposer les causes exactes des événements qui ont jalonné cette guerre, il ajoute à sa méthode les outils d'analyse de la rhétorique et se base sur des faits précis. Il met en œuvre le rationalisme pour développer la critique historique et livrer un récit aussi objectif que possible. Il écarte les anecdotes, préférant montrer la violence et l'égoïsme des hommes et constater que l'on ne peut arrêter les passions, que la guerre entraîne l'irrespect de la loi et de la morale et que seule la force prévaut. Il fait preuve de positivisme, rejetant toutes les explications fondées sur les religions et les superstitions : seuls les hommes agissent. Il

exactement possible. Il l'a popularisée par ses qualités littéraires a beaucoup contribué à l'éveil de la conscience politique et à la réflexion sur le sort des peuples, la tyrannie et la liberté, la guerre et la paix, dont il a dit que dans la première, les pères enterrent les fils et que dans la seconde, c'est l'inverse. Pour lui, les libertés que la démocratie octroie aux citoyens leur permet de collaborer de toutes leurs forces et les motive à se battre pour les garder. Ainsi, elle surpasse les tyrannies, qui mettent à l'écart les meilleurs des citoyens et tuent l'esprit d'initiative.

²⁶ Idem, p. 94-95.

²⁷ Idem, p. 62-64.

vérifie les informations et les témoignages, avec esprit critique. Il raconte la guerre, dans l'ordre chronologique,²⁸ rapportant les faits avec objectivité, tout en présentant ce qu'ils comportent d'humain, de général et d'instructif, sans négliger le rôle de la logistique, de l'économie et des questions financières.²⁹

Thucydide veut savoir la vérité, comment les gens vivent, quels sont leurs moyens de défense, leurs forces, leurs ressources,³⁰ puis il tire des faits concrets des leçons universelles. Les vertus et les faiblesses, les passions et les tentations, les moyens et les limites de la nature humaine étant ce qu'ils sont, il estime possible, en comprenant les événements du passé, de voir clair dans ceux qui se présenteront à l'avenir et qui présenteront des similitudes ou des analogies par rapport à eux. Les facteurs de succès ou d'échec qu'il met en avant, comme l'expérience, le courage, la surprise, le don inné, l'entraînement, la peur, se rencontrent partout et dans toutes les époques.

Thucydide apprécie, comme ses contemporains, les progrès de l'humanité et il déplore que trop souvent la lucidité s'efface devant les passions, l'ambition démesurée, la vanité, la volonté de puissance et de conquête, la crainte et la violence inhérente aux humains, ce qui entraîne les peuples à l'erreur.³¹ Il s'inspire d'Hippocrate, de son analyse scientifique, pour décrire la peste,³² mais aussi de son serment, lorsqu'il recommande aux hommes politiques de rendre à la cité le plus de services possibles, ou du moins de ne lui causer délibérément aucun préjudice.³³

²⁸ Voir Jacqueline de Romilly, *Pourquoi la Grèce ?*, op. cit. p. 146-151.

²⁹ Idem, p. 168.

³⁰ Idem, p. 154.

³¹ Idem, p. 159-160.

³² Voir Jacqueline de Romilly, « Introduction », in Thucydide, Jacqueline de Romilly, Albert Thibaudet, *Histoire de la guerre du Péloponnèse. La Campagne avec Thucydide*, Paris, Robert Laffont, 1990, p. 144-146.

³³ Voir Jacqueline de Romilly, *Pourquoi la Grèce ?*, op. cit., p. 179-183.

Thucydide écrit en faisant des choix personnels pour établir sa vérité et donner à son *Histoire de la guerre du Péloponnèse* une interprétation universelle mais nuancée. Il est concentré sur le présent, sur la politique. Il rejette le merveilleux et ne mentionne les oracles que pour souligner leurs erreurs. Seuls les hommes l'intéressent, leurs erreurs de conception des opérations ou les fautes commises dans la conduite de la bataille. Il relate les divers témoignages en faisant preuve d'esprit critique pour distinguer le vrai du faux, comme le ferait un juge en son tribunal. Il sait que la causalité est complexe, qu'un incident peut hâter ou freiner l'action de la cause profonde, qu'une tempête peut mettre la flotte en péril, qu'une campagne dépend du succès ou de l'échec d'un débarquement ou d'une bataille.³⁴ Il n'est pas que stratège, il est polémologue, sociologue, psychologue et philosophe politique.³⁵

Voici comment s'est déroulée la guerre du Péloponnèse selon lui. La ligue de Délos s'est soumise à l'impérialisme athénien, qui supprime l'autonomie des alliés. Ceux-ci doivent chaque année apporter leur tribut à Athènes. Périclès n'hésite pas à sanctionner très durement ceux qui se rebellent, mais il renforce aussi la démocratie athénienne³⁶ en faisant rémunérer les fonctions de magistrat, de membre du Conseil et de juge, puis de membre de l'Assemblée, pour les rendre accessibles aux classes sociales les plus modestes.³⁷

Selon Thucydide, dans son Oraison funèbre pour les premiers morts de la guerre du Péloponnèse, Périclès rappelle que dans le régime politique athénien, les choses dépendent non pas du petit nombre, mais de la majorité. Il dit : « Nous pratiquons la liberté, en politique et dans la vie quotidienne. Nous sommes tolérants, nous laissons notre prochain agir à sa fantaisie. Dans le domaine public, la

³⁴ Idem, p. 165-167.

³⁵ Idem, p. 161-163.

³⁶ Idem, p. 673-675.

³⁷ Idem p. 99-101.

crainte nous retient de faire quoi que ce soit d'illégal, car nous prêtons attention aux magistrats qui se succèdent et aux lois, surtout à celles qui fournissent un appui aux victimes de l'injustice, ou qui, sans être des lois écrites, comportent pour sanction une honte indiscutée, comme le respect des serments. Nous sommes généreux, en suivant moins un calcul d'intérêt que la confiance propre à la liberté. Ces hommes sont morts en combattant pour cela. »³⁸

Périclès nous a aussi légué quelques maximes qui n'ont pas perdu leur pertinence : « Les qualités de l'homme d'État sont le jugement sûr, la clarté de l'exposé, l'intégrité, la constance, la fermeté, l'absence d'arrogance et le souci du bien commun. »³⁹ « Ceux qui, en face du malheur, montrent, dans leurs sentiments, le moins d'affliction, et, dans leur conduite, le plus de résistance, sont ceux qui l'emportent. »⁴⁰ « En démocratie, c'est le premier citoyen qui devrait gouverner et non les démagogues intéressés personnellement et intrigants. »⁴¹

En -429, beaucoup d'Athéniens, dont Périclès, meurent de la peste. Ses successeurs cessent d'appliquer ses principes, les alliés se révoltent. Une paix est conclue en -421, puis la guerre reprend.⁴² En -415, les Athéniens détruisent la cité de Mélos, qui voulait rester neutre, en affirmant que « le droit intervient dans les appréciations humaines pour inspirer un jugement lorsque les pressions s'équivalent ; le possible règle, en revanche, l'action des plus forts et l'acceptation des faibles. » Les habitants de Mélos ont invoqué en vain la tolérance, le libéralisme politique, le respect des droits humains.⁴³ En -411, la flotte athénienne, bloquée dans le port de Syracuse, est détruite. Lorsque le

³⁸ Voir Jacqueline de Romilly, *Pourquoi la Grèce ?*, op. cit., p. 264-266.

³⁹ Idem p. 276.

⁴⁰ Voir Jacqueline de Romilly, *Pourquoi la Grèce ?*, op. cit., p. 277.

⁴¹ **Jacqueline de Romilly**, « Introduction », in **Jacqueline de Romilly, Albert Thibaudet**, *Histoire de la guerre du Péloponnèse. La Campagne avec Thucydide*, op. cit., p. 280.

⁴² Voir Jacqueline de Romilly, *Pourquoi la Grèce ?*, op. cit., p. 693 sv.

⁴³ Idem, p. 475.

général spartiate Lysandre occupe Athènes en -404, il rase ses remparts et il lui impose un régime oligarchique, de même qu'aux cités membres de la ligue de Délos.⁴⁴

Thucydide a magistralement mis en évidence la cause du désastre final : en accroissant sa puissance et son impérialisme pendant 50 ans,⁴⁵ Athènes a progressivement ligué contre elle les autres villes, qui ont rejoint la coalition péloponnésienne, pour abattre Athènes. L'augmentation des capacités de cette coalition menaçante a rendu la guerre inévitable pour Athènes.⁴⁶

Ce processus, que certains nomment le piège de Thucydide, a été observé pour d'autres conflits. Albert Thibaudet constate que les Provinces-Unies, puis l'Angleterre, puis les États-Unis d'Amérique ont vu l'agrandissement de leur puissance financière et maritime contesté par une puissance militaire.⁴⁷ Certains craignent que ce processus soit à l'œuvre depuis l'accession au pouvoir de Xi Jinping, au vu des tensions croissantes entre les États-Unis d'Amérique et la Chine.

Après la guerre du Péloponnèse, la science grecque continue de progresser. Le Macédonien Aristote (Stagire -384, Chalcis, -322) maîtrise l'ensemble des connaissances de son temps. Dans *Politeia*, il confronte à la logique et à l'éthique les modèles de régimes politiques allant de la démocratie à l'aristocratie, en passant par l'oligarchie, la monarchie et la tyrannie. Il précise le rôle de la cité dans l'éducation, déjà envisagé par Protagoras et Platon, en analysant le lien entre l'éducation et le régime politique. A la justice abstraite de Platon il substitue l'équité. Il recommande le juste milieu, dans l'ensemble des actions et activités humaines, en appliquant la sagesse pratique (*phonèsis*), pour adapter

⁴⁴ Idem, p. 693 sv.

⁴⁵ Idem, p. 161-163.

⁴⁶ Idem p. 165-167.

⁴⁷ Voir Albert Thibaudet, « La Campagne avec Thucydide » in Jacqueline de Romilly, Albert Thibaudet, *Histoire de la guerre du Péloponnèse. La Campagne avec Thucydide*, op. cit., p. 37-39.

chacune d'entre elles au contexte dans lequel elles interviennent.⁴⁸ Il forme Alexandre le Grand (-356, -323), qui devient roi de Macédoine en -336, et bénéficie des expéditions de ce dernier, pour recevoir des informations sur les plantes et les animaux, réalisant les premières découvertes en biologie, développées également par son élève Théophraste. Par sa conquête de l'empire perse, Alexandre ouvre le Proche et le Moyen-Orient à la culture grecque. Il fonde notamment Alexandrie d'Égypte, qui devient la nouvelle Athènes. C'est là qu'Hérophile (Chalcédoine, -325, Alexandrie, -250) découvre par la dissection la circulation du sang et qu'Ératosthène (Cyrène, en Libye, -280, Alexandrie, -194) estime la circonférence terrestre à 39.375 km, ce qui est proches de la mesure actuelle : 40.075,02 km.

Archimède (-287, -212), de Syracuse en Sicile, est aussi brillant mathématicien et physicien qu'ingénieur. En le tuant, les Romains mettent un coup d'arrêt au développement des sciences et techniques.

Les Romains n'ont pas tué Polybe (Mégalo polis, -208, mort en campagne vers -126), qui était ingénieur, général et homme d'État. Ils l'ont pris en otage. Passé au service de la famille Scipion, il participe comme conseiller à leurs campagnes en Espagne et au siège de Carthage. Dans ses *Histoires*, il propose un mélange de royauté, d'aristocratie et de démocratie qui fait penser à celui de la Grande-Bretagne. Montesquieu, dans le 2^e livre de *l'Esprit des Lois*, s'en est inspiré pour définir la république, pour nous l'État, dans lequel l'autorité peut être royale, aristocratique, ou démocratique, en fonction du nombre de gouvernants. Cette autorité gouverne en édictant des lois, ce qui la distingue du despotisme, dans lequel les caprices du maître tiennent lieu de lois.⁴⁹

4.1. UNE CONTINUITÉ HISTORIQUE COMMUNE

⁴⁸ Voir Jacqueline de Romilly, *Pourquoi la Grèce ?*, op. cit, p. 264-286.

⁴⁹ Voir Jacqueline de Romilly, *Pourquoi la Grèce ?*, op. cit, p. 145-147.

César met en place un mode de gouvernance qui inspire bien des souverains, jusqu'aux kaisers et aux tsars. En -27, Auguste devient le premier empereur romain, fort du soutien de l'armée et du peuple, mais il maintient le Sénat de la *Res Publica*. Considérant que l'empire n'est pas sa propriété et que sa fonction n'est pas héréditaire, il élabore la notion d'État. Vitruve rédige les dix livres intitulés *De architectura*, la bible des ingénieurs architectes jusqu'à l'invention de l'artillerie, et même au-delà pour le génie civil. Puis, la culture latine se réduit aux sept arts libéraux : la grammaire, la rhétorique, la dialectique, l'arithmétique, la géométrie, l'astronomie et la musique. Les empereurs Titus, en 70, et Hadrien, en 135, amplifient la diaspora juive. Leurs successeurs subissent l'essor de la pensée chrétienne, qui nous parle d'amour, d'égalité et d'humanité.

Au quatrième siècle de notre ère, l'empire romain se scinde. L'Est est grec et survit pendant un millénaire. **Il porte le droit, par la codification de Théodose puis celle de Justinien, à un niveau remarquable.** L'Ouest, latin, succombe sous le coup des grandes invasions.

Trois siècles plus tard, les Arabes isolent l'Europe de la rive sud de la Méditerranée, mais le monde musulman préserve la culture gréco-latine, depuis l'Afghanistan jusqu'en Espagne, et il continue à nous relier à la Perse, à l'Inde et à la Chine.

Charlemagne restaure l'empire d'Occident, il fonde l'Europe par les armes. Il entame la *Reconquista* de l'Espagne. Comme ceux de l'Antiquité, son empire est constitué de peuples très divers, mais ceux-ci sont identifiés comme européens, par opposition aux peuplades musulmanes du sud et aux populations slaves de l'est. En propageant sa conception de la foi chrétienne, il nous lègue la notion de dignité humaine⁵⁰ et le principe de séparation

⁵⁰ Voir la *Lettre de Paul aux Galates* verset 28 : « il n'y a plus ni juif ni grec, il n'y a plus ni esclave ni homme libre, il n'y a plus l'homme et la femme, car tous, vous ne faites plus qu'un dans le Christ Jésus ».

Association épiscopale liturgique pour les pays francophones,
<https://www.aelf.org/bible/Ga/3>, 15/12/2021.

des Églises et de l'État.⁵¹ En faisant appel aux architectes arméniens et wisigoths, il prépare le style roman. En installant une Académie en son palais d'Aix-la Chapelle, dirigée par Alcuin,⁵² qui rassemble les meilleurs lettrés et artistes de son temps, qui sont Francs, Italiens, Wisigoths, Irlandais ou Anglais ; en diffusant dans tout l'empire l'usage du latin et de la calligraphie caroline ; en promulguant en 789 l'*Admonitio generalis*, qui institue un enseignement fondé sur les sept arts libéraux, l'empereur suscite la Renaissance carolingienne. Il recueille et transmet dans l'empire ce qui a pu être sauvé de l'héritage de la Grèce antique. Il recourt au droit romain. A l'image de la cour impériale, les cours féodales, les cathédrales et les monastères sont les conservatoires de la culture gréco-latine.

En 1054, les trois patriarches chrétiens d'Orient deviennent orthodoxes, celui de Rome, catholique. A la frontière entre la Croatie et la Serbie, cette césure est toujours sensible.

Aux XII^e et XIII^e siècles, l'université de Bologne naît des écoles locales de droit, celle de Montpellier est fondée par des médecins juifs chassés d'Espagne par les sultans almoravides ; le *studium generale* de Paris est le premier à s'intituler *universitas*. En leur sein, les facultés des arts enseignent les arts libéraux et dispensent la *licentia docendi*, un diplôme permettant d'enseigner dans toute la chrétienté catholique suite à une décision du pape Nicolas IV (1230-1292), ce qui donne aux universités un caractère paneuropéen. Après les arts, les étudiants peuvent poursuivre des études en théologie, en droit ou en médecine.

Au XIV^e siècle, les invasions turques exilent des Tatars de Crimée, musulmans, en Pologne et en Lituanie. Dans la

⁵¹ En pratique, Charlemagne oscille entre le césaropapisme et la soumission, notamment lorsqu'il demande au pape de le couronner empereur.

⁵² Alcuin défendait l'idée que la quête du bonheur et de la vérité doit être la quête principale de l'homme.

Voir Florence Close, *La pensée théologico-politique de Charlemagne*, Université de Liège, https://culture.uliege.be/jcms/prod_957278/en/la-pensee-theologico-politique-de-charlemagne?part=4, septembre 2012.

première moitié du XV^e siècle, les Portugais, sous l'impulsion d'Henri le Navigateur, explorent les côtes de l'Afrique. Les Ottomans font chuter l'empire d'Orient en 1453. La typographie perfectionnée par Gutenberg entre 1454 et 1468 permet l'impression de masse, la baisse énorme du prix des livres et la diffusion du savoir dans toute l'Europe. Copernic révolutionne l'astronomie. En 1492, la reine Isabelle de Castille et son mari le roi Ferdinand d'Aragon terminent la *Reconquista*, ils chassent les musulmans et les juifs d'Espagne ; ceux-ci sont accueillis à Constantinople, à Sarajevo et au Maroc ; Christophe Colomb découvre l'Amérique et ouvre l'ère coloniale.

En 1516, Thomas More publie, à Louvain, *Utopia*, un projet innovant de communauté politique républicaine. Le 31 octobre 1517 voit l'avènement du protestantisme, dont l'éthique soutient le développement du capitalisme moderne. Érasme, les collègues des langues anciennes de Louvain, d'Alcalá de Henares, de Paris et de Vienne développent la philologie classique. Vésale réinvente l'anatomie, Mercator renouvelle la géographie. Les traités de Westphalie mettent fin en 1648 aux guerres de religion. Ils fondent les États nations, qui se démocratisent petit à petit. Descartes amorce le déclin de la pensée magique. Les échecs des sièges de Vienne de 1529 et 1683 amorcent le reflux de l'empire ottoman.

La Glorieuse Révolution en Angleterre marque le début du libéralisme politique. Locke, Hobbes, Newton, Leibnitz et Montesquieu fondent la pensée, la science et le droit modernes.

Pierre le Grand arrime la Russie à l'Europe. Kant reprend l'expression du poète latin Horace *Sapere aude*, « Ose savoir ! », pour en faire la devise des Lumières : « Aie le courage de te servir de ton intelligence ! ». Il fonde en outre la pensée critique, républicaine et humaniste, en dépassant les communautarismes. L'indépendance des États-Unis d'Amérique, les constitutions américaines de 1776 et 1787 inspirent les meneurs de la Révolution française, qui adoptent la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, avant qu'elle ne sombre dans la Terreur, puis dans la dictature napoléonienne. Celle-ci met l'Europe à feu et sang, mais elle nous laisse le Code civil, qui donne des relations sociales,

familiales et patrimoniales communes à bien des peuples européens.

Le traité de Vienne et la Restauration ouvrent le XIX^e siècle, qui est celui du romantisme, de la montée des nationalismes, de la première révolution industrielle, celle du charbon et du chemin de fer. Tocqueville théorise la démocratie. L'Allemagne et l'Italie s'unifient. Puis viennent l'essor du socialisme, du syndicalisme et de la démocratie chrétienne, qui confortent les efforts des libéraux pour obtenir des conservateurs l'humanisation de l'essor économique, notamment par l'instauration du suffrage universel ou par l'accès au logement, comme au Grand Hornu, au Bois du Luc, à New Lanark, ou à Guise.

L'empire austro-hongrois comportait une douzaine de nationalités, d'ethnies et de cultures, mais il s'unifie en promouvant le libre-échange, en instaurant une citoyenneté et une armée communes, en imposant une administration, un pouvoir judiciaire et une politique scolaire uniques, en interdisant les discriminations linguistiques et confessionnelles, en abrogeant les frontières régionales.⁵³

Le pacifisme naïf ne peut éviter la Première Guerre mondiale. Au cours de celle-ci, la médecine et la chirurgie s'efforcent de limiter quelque peu les effroyables pertes humaines, causées notamment par l'essor de la chimie. La fin des empires russe, allemand, austro-hongrois et turc, les excès du traité de Versailles, favorisent l'essor des totalitarismes et portent en leur sein la Seconde Guerre mondiale. Les promoteurs des États-Unis d'Europe, Coudenhove-Kalergi, Churchill, Briand et Stresemann échouent à les instaurer.

Charles de Gaulle contribue à concevoir la tactique qui permet à Guderian et à Rommel de percer les lignes françaises en 1940. La lâcheté des dirigeants démocrates face aux nazis, lors de la militarisation de la Rhénanie, de l'occupation des Sudètes puis de l'Autriche, le pacte von Ribbentrop - Molotov, mènent au

⁵³ Voir Pieter M. Judson, *L'Empire des Habsbourg. Une histoire inédite*, Paris, Perrin, 2021.

conflit, **de la Pologne à la Finlande**, puis il se généralise et ouvre la voie à la deuxième révolution industrielle, celle du pétrole, du moteur à réaction, des antibiotiques, de la radio, du radar et de l'atome.

A la fin de la Guerre froide débute la troisième révolution industrielle, celle des télécommunications et du traitement de l'information. La chute de l'empire soviétique libère des millions d'Européens. La renaissance chinoise, si elle tire des centaines de millions de Chinois de la pauvreté, prolonge le règne du totalitarisme communiste. La Chine, puissance⁵⁴ montante, et l'hégémon américain, puissance déclinante, sont pris au piège de Thucydide.

4.2. LES VALEURS EUROPÉENNES

L'Europe **actuelle**⁵⁵ se fonde sur des valeurs communes mais interculturelles. Elle s'est construite sur la volonté de paix et de coopération, la démocratie, la liberté de pensée et la liberté d'association, l'équilibre entre l'individu et le groupe, entre la liberté et l'organisation, entre la protection et la liberté d'expérimenter.

Depuis le traité de Lisbonne, les valeurs de l'UE sont inscrites à l'article 2 TUE, qui dispose : « L'Union est fondée sur les valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de

⁵⁴ Devenir une puissance tient à la géographie, à la démographie, à l'innovation technico-scientifique, à l'économie, au commerce international et aux capacités militaires.

⁵⁵ Voir Chantal Delsol, *La fin de la Chrétienté. L'inversion normative et le nouvel âge*, Paris, Les Éditions du Cerf, 2021. Pour M^{me} Delsol, l'Europe est devenue pluraliste, elle n'accepte plus la domination d'une conviction ou d'une idéologie. Croyant détenir la vérité, la chrétienté, appuyée par l'autorité de l'État depuis le bas-empire romain, l'a imposée à la société, par sa structure hiérarchique, par la contrainte, l'asservissement et le mensonge. Sauf sous le pape Jean XXIII, elle s'est opposée aux Lumières, au libéralisme, à l'émancipation des femmes, au désenchantement du monde, ... C'est pourquoi seize siècles de chrétienté s'achèvent. Une nouvelle inversion normative et philosophique rouvre l'ère païenne, restaure les sagesses antiques, principalement le stoïcisme et l'épicurisme.

démocratie, d'égalité, de l'État de droit, ainsi que de respect des droits de l'homme, y compris des droits des personnes appartenant à des minorités. Ces valeurs sont communes aux États membres dans une société caractérisée par le pluralisme, la non-discrimination, la tolérance, la justice, la solidarité et l'égalité entre les femmes et les hommes. »⁵⁶

L'Europe doit continuer à les faire rayonner de par le monde, en étant forte, en parlant d'une seule voix, en étant un partenaire fiable pour nos alliés. Elle pourra alors mieux défendre nos intérêts et nous protéger. Si elle s'en abstient, elle facilitera la résurgence des diverses formes de barbarie.

Le texte de l'article 2 TUE est complet et équilibré, mais il est difficilement compréhensible pour des jeunes de douze ans, qui commencent à accéder à la citoyenneté, et pour une recrue peu éduquée qui s'engage dans les services de sécurité ou à l'armée. Or, les valeurs partagées dans notre société fondent les forces morales de nos soldats, policiers ou pompiers. C'est pourquoi il est utile de les résumer en trois mots : l'humanisme, lequel repose sur la tolérance et l'éthique, le progressisme et l'universalisme. L'Europe valorise l'esprit d'ouverture et de libre découverte, qui débouche sur le pluralisme. Celui-ci implique la séparation de l'État et des religions comme des conceptions philosophiques. Chaque individu a droit à son autonomie, sa dignité et l'estime des autres ; il a aussi des devoirs. Ce ne sont ni le consumérisme ni les intégrismes qui peuvent relier entre eux les membres de notre société. L'Europe est multiethnique, multiculturelle, multireligieuse, tolérante et laïque. Cela implique que ses citoyens œuvrent au progrès,

⁵⁶ Ces valeurs ont été affirmées pour la première fois par le traité de Maastricht en 1992. Avec le traité de Lisbonne, la Charte s'est vue reconnaître un caractère obligatoire pour les États membres (art. 6 TUE). Les droits énoncés peuvent être invoqués par les citoyens européens à l'encontre d'un acte de l'UE qui leur serait contraire. Voir Direction de l'Information légale et administrative, Vie publique, « Quelles valeurs l'Union européenne défend-elle ? », <http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/union-europeenne/ue-citoyennete/definition/quelles-valeurs-union-europeenne-defend-elle.html>, consulté le 19/7/2014.

cultivent la bienveillance et même la fraternité entre eux, rejettent la violence et combattent la barbarie.

Le phénomène de désenchantement du monde occidental constaté par Max Weber entraîne deux conséquences. D'une part les courants religieux ne sont plus prépondérants dans l'opinion publique : les athées (40%) et les « croyants sans religion » (30%) seraient aujourd'hui largement majoritaires en Europe.⁵⁷ D'autre part, selon Marcel Gauchet, la religion ne structure plus la société. Il est donc préférable que les citoyens traitent dans la sphère privée les questions métaphysiques qu'ils se posent légitimement.⁵⁸

Il convient donc de substituer la neutralité au communautarisme, lequel juxtapose les différentes conceptions métaphysiques.

Le « miracle grec » **dont question dans la section 1.1** a produit une « spiritualité laïque » qui est une quête et une définition de la vie bonne, réussie, de la sagesse. Celle-ci ne fait référence ni à la métaphysique ni à la foi religieuse.⁵⁹ Le sage est défini depuis l'antiquité comme celui qui parvient à la vie bonne, à être soi-même, qui accepte la finitude humaine, le vieillissement et la mort. Il se connaît lui-même, il adopte des règles morales et une éthique. Il développe une vision du monde et il donne un sens à sa vie.⁶⁰ Il recherche la vérité. Il arrive à dévoiler et à dépasser les contradictions entre les opinions qui existent sur un sujet donné. Il est capable d'affronter les peurs, qu'elles soient psychiques ou sociales, et de vivre le présent

⁵⁷ Selon les sondages Eurobaromètre de 2010 et WIN/Gallup International de 2012. Voir Leila Marchand, « Plus de la moitié des Français ne se réclament d'aucune religion » in *Le Monde*, http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2015/05/07/une-grande-majorite-de-francais-ne-se-reclament-d-aucune-religion_4629612_4355770.html, 7/5/2015.

⁵⁸ Voir Marcel Gauchet, Marie-Claude Blais, Dominique Ottavi, *Conditions de l'éducation*, Paris, Stock, 2008.

⁵⁹ Voir Paul Danblon, Lambros Couloubaritsis (dir.), *Humanisme ou barbarie, actes du colloque Europe, Terre d'humanisme*, Bruxelles, Éditions Espace de libertés, 1997.

⁶⁰ Ce sens peut être d'origine religieuse, et cette conception n'empêche nullement une réflexion métaphysique, par exemple sur ce qu'il peut y avoir avant et après la vie humaine.

comme s'il était l'éternité, sans nostalgie et sans espérance : il fait le bien pour l'amour du bien lui-même, et pas pour une hypothétique récompense.

Une telle sagesse n'est nullement antinomique aux diverses convictions métaphysiques, en ce compris l'agnosticisme et l'athéisme, mais bien complémentaire. Elle correspond dans le monde philosophique à la pratique scientifique.⁶¹

Chaque individu étant considéré capable de choisir en conscience sa conception du bien,⁶² cette sagesse, cet humanisme s'adresse à, et respecte, tous les humains, de toutes convictions.

Les valeurs cardinales de l'humanisme sont nées de la confrontation de la tradition gréco-romaine avec le judéo-christianisme, sans négliger l'apport de l'islam et du bouddhisme : la liberté d'expression, de pensée et de conscience, degrés suprêmes de la liberté humaine ; l'immanence, qui postule que l'histoire suit le cours naturel des événements, sans intervention extérieure ; la morale du progrès, recherche du moindre mal substituée à celle du bien absolu ; les droits de l'homme, l'égalité et le respect de la dignité de la personne humaine ; la tolérance ; la protection sociale ; la créativité et la responsabilité qui, avec la liberté, constituent les présupposés de la démocratie. A ce système de valeurs, se conjugue un ensemble de méthodes : le libre examen, appliqué à tous les domaines d'activités humaines ; la méthode scientifique ou expérimentale ; la démocratie, comme mode de

⁶¹ Selon Renan, cité par Paul Robert, « Abstraction » in *Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française*, Paris, Société du nouveau Littré, 3^e éd., 1977, p. 8, « Le principe essentiel de la science, c'est de faire abstraction du surnaturel ». Hélié de Saint-Marc disait : « Sous l'uniforme, je ne te demande ni ton nom ni ta religion... mais seulement quel est ton courage. » Hélié de Saint-Marc, *Les sentinelles du soir*, Paris, Les Arènes, 1999, cité par Henri Bentégeat, *Aimer l'armée, une passion à partager*, Paris, Du Mesnil, 2012, p. 140.

⁶² Par analogie avec la conception politique de la justice que développe Rawls : des individus avec des opinions conflictuelles, mais raisonnables et conciliables par compromis, se mettent d'accord pour réguler les structures de base de la société. Voir John Rawls, *Libéralisme politique*, trad. Catherine Audard, Paris, PUF, 1995.

gestion de la chose publique ; la technologie, considérée comme l'application de la science. Au fondement de la démocratie, on trouve des principes tels que l'égalité de droit, de dignité et de traitement de tous les citoyens, l'exclusion de toute forme de racisme et de xénophobie, le refus de toute discrimination fondée sur l'origine sociale, l'appartenance ethnique ou la religion, et bien sûr la liberté, comprise à la fois comme responsabilité, libre jouissance de ses droits, protection contre toute forme d'arbitraire ou d'exploitation, participation à la vie politique.⁶³

4.3. UNE MÊME PATRIE, UNE CULTURE COMMUNE

D'un point de vue géographique, l'Europe⁶⁴ est délimitée par ses côtes au nord, à l'ouest, au sud. À l'est, les géographes ont fixé la frontière à l'Oural et à la mer Caspienne, ce qui englobe la partie occidentale de la Russie. Au sud-ouest, le continent s'arrête au détroit du Bosphore et à la mer Noire. Mais ce continent n'a pas d'autre expression politique que l'UE, qui n'est pas un État,⁶⁵ **mais seulement une association d'États.**

L'UE est critiquée pour s'être élargie aussi rapidement vers l'Est, lors de l'implosion de l'Union soviétique, mais de nombreuses raisons, historiques, économiques, sécuritaires et surtout géopolitiques imposaient de procéder ainsi. Observons que l'UE a su éviter la démesure du Conseil de l'Europe, hypertrophié par l'adjonction de la Fédération de Russie,

⁶³ Voir Jean Marsia, « La spécificité de la fonction militaire », in André Flahaut, Luk Sanders, Hervé Broquet (éd.), *Citoyenneté, Pour devenir citoyen du monde*, Bruxelles, École royale militaire, syllabus LM 199/999–21, 2003, p. 3.

⁶⁴ Ce nom, d'origine sémitique (*ereb*), désigne le couchant du soleil.

⁶⁵ Rappelons-nous que les départements français d'Algérie ont fait partie de la CEEA, de la CEE et de l'Euratom jusqu'à ce que l'Algérie accède à l'indépendance en 1962 ; il a fallu éconduire une candidature marocaine justifiée par ce fait. Le Groenland, les Canaries, les Açores, Madère et les départements ou territoires français d'Outre-mer sont, pour des raisons diverses, partiellement européens, que ce soit au sens géographique, politique ou culturel. Enfin, Malte est dans l'UE, bien que les géographes la situent en Afrique.

Sibérie comprise, et de la Turquie, alors que la majeure partie des territoires russe et turc sont en Asie.

Quelques États des Balkans occidentaux, l'Ukraine, la **Moldavie** et la Géorgie sont candidats à l'adhésion. La Suisse, qui réunit 26 cantons peuplés de quatre ethnies distinctes et la Norvège, dont les habitants utilisent trois langues différentes, ont une forte cohésion et une vision de leur avenir qui leur a fait refuser l'adhésion à l'UE, en tout cas formellement, car ils sont dans l'Espace économique européen (EEE). En pratique, ces deux pays, leurs citoyens et leurs entreprises ont les droits et devoirs des Européens, mais **leurs** citoyens ne votent pas lors des élections au Parlement européen ni aux élections locales dans un autre État membre ; **leurs** gouvernements ne siègent pas au Conseil européen. Ils n'en appliquent pas moins le droit européen, ils paient leur quote-part au budget de l'UE, ils participent à l'Agence européenne de défense et leur apport à la culture européenne est indéniable.

L'Athénien Isocrate (-436, -338) nous a appris qu'« On appelle Grecs les gens qui participent à notre éducation, plutôt que ceux qui ont la même origine que nous. » On est Européen parce qu'on partage une culture. Commençons donc par définir la culture, au sens figuré, d'après l'œuvre de Renaud Denuit,⁶⁶ **car** Platon, dans *La République*, nous a enseigné que « la perversion de la cité-État commence par la perversion des mots ».

Dans le langage courant, la culture est l'ensemble des valeurs, des traditions et des œuvres d'art propres à un vaste groupe social.⁶⁷ Tout au long de la vie, en famille, par les formations primaire, secondaire et supérieure, de base et continuée, continue, par la lecture et par les « beaux-arts », la culture se développe en lien étroit avec l'esthétique, l'innovation, la création artistique, l'imaginaire, tandis que le développement

⁶⁶ Voir Renaud Denuit, *Politique culturelle européenne*, Bruxelles, Bruylant, 2016 ; Renaud Denuit, *Capitales européennes de la culture, un rêve de Melina*, Bruxelles, Académie royale de Belgique, 2018.

⁶⁷ En Allemagne, *Kultur* désigne les éléments constitutifs de l'identité d'un peuple, son génie spécifique, son *Geist*, ce que les Français expriment par « la civilisation ».

scientifique et technologique se conçoit en termes d'accumulation de savoirs et d'expériences. Les pouvoirs publics stimulent le développement de la littérature, des arts, des sciences et des technologies.

Le public qui s'estime cultivé et les professionnels de la culture en ont une perception plus restreinte : ils ne se préoccupent guère que de la littérature sous toutes ses formes, mais surtout romanesque, et des arts qui génèrent les chiffres d'affaires les plus considérables, ainsi que le plus grand nombre d'emplois : le cinéma, la radio, la télévision et la presse écrite.

L'anthropologie sociale, cependant, a de la culture une conception beaucoup plus large : c'est l'ensemble des moyens utilisés par une collectivité pour assurer sa subsistance. Ce sont la gestuelle, la langue, les normes régulant la vie de groupe, y compris les relations sexuelles, le vêtement, les savoirs, dont l'art culinaire, l'éducation, les mythes, les traditions religieuses, les moyens de transports, les loisirs, les activités sportives, l'armement, etc. Ces moyens donnent à cette collectivité son identité.

« La culture, dans son sens le plus large, est considérée comme l'ensemble des traits distinctifs, spirituels et matériels, intellectuels et affectifs, qui caractérisent une société ou un groupe social. Elle englobe, outre les arts et les lettres, les modes de vie, les droits fondamentaux de l'être humain, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances. »⁶⁸

Les cultures sont donc aussi nombreuses que les groupes humains d'une certaine ampleur. Mais toutes n'intègrent pas de la même façon les droits fondamentaux énoncés par la Déclaration universelle des Droits de l'Homme de 1948, alors que ceux-ci sont les mêmes pour tous les humains, puisqu'il n'y a qu'une seule race humaine.

Philosophiquement et juridiquement, les droits fondamentaux de l'être humain ne peuvent pas varier d'une culture à l'autre,

⁶⁸ UNESCO, *Déclaration de Mexico sur les politiques culturelles*, Mexico City, Conférence mondiale sur les politiques culturelles, 26 juillet - 6 août 1982.

notamment s'il s'agit du respect de la personne humaine. Mais bien des cultures, en fonction de leur conception plus ou moins patriarcale de la famille, de la religion ou de leur orientation politique et religieuse dominante, tolèrent des discriminations, notamment en fonction du genre et de l'orientation sexuelle. Or, la diversité culturelle ne peut servir d'argument pour transgresser les droits fondamentaux de la personne.

L'Europe est composée de peuples avec des traditions, des langues, des religions, des systèmes politiques fort divers. Ils s'opposent depuis la fin de l'empire de Charlemagne, heureusement par des moyens moins belliqueux depuis 1945, si l'on exclut le déchirement tragique de l'ex-Yougoslavie et les invasions russes, en Géorgie et en Ukraine. Mais la Chine et l'Inde ont une histoire aussi tumultueuse que la nôtre, elles ont une diversité culturelle comparable à la nôtre. Les États-Unis d'Amérique, la Russie, le Brésil, n'ont pas été fédérés de tout temps, ils sont aussi vastes et diversifiés que l'Europe, sinon plus. Cela ne les a pas empêchés de développer progressivement une culture commune.

En voyageant hors d'Europe, nous percevons mieux l'*habitus*⁶⁹ européen. Nous avons des points communs avec les États-Unis d'Amérique, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Argentine, le Chili et Israël, qui sont très majoritairement peuplés d'immigrants européens, mais nous en avons davantage entre Européens. Aux États-Unis d'Amérique, l'absence d'histoire ancienne est perceptible, l'architecture est plus fonctionnelle, l'urbanisme aussi : il ne se rencontre guère, là-bas, de ruelles sinueuses, de charmantes petites places, ni de lieux dédiés à la gastronomie. Au Japon, en Chine, en Inde, en Afrique, nous sommes clairement des étrangers. Un Européen, en revanche, peut se sentir chez lui, de Palerme à Saint-Petersbourg et d'Édimbourg à Athènes.

Le monde entier comprend ce que signifie « s'habiller à l'européenne ». L'existence de cette culture est attestée depuis

⁶⁹ Le mot *habitus* signifie, en sociologie, la manière d'être d'un individu, liée à un groupe social, une disposition d'esprit, exprimées par le vêtement, la prise de parole, la gestuelle, les codes, la hiérarchie des valeurs etc.

Charlemagne, qui régnait sur une grande partie du continent, et a réalisé la première renaissance, dite caroline. Les partisans du projet d'Europe unifiée ne sont pas les seuls à participer au développement de notre culture, tous les citoyens le font, chacun à sa façon. Nous ne sommes pas seulement de telle famille, de tel quartier, de telle ville de telle province, de telle région ; notre passeport, à la fois national et européen, ne nous caractérise que partiellement, car nos identités sont multiples.

Les rapports des Européens à la nature, à la ville, à l'État, à l'autorité, sont, sinon identiques, du moins fort proches. Ils ont reçu en héritage, des Grecs, la pensée, philosophique et scientifique, mais aussi l'art de la guerre, des Romains, l'organisation étatique et le droit, de la religion judéo-chrétienne, une conception particulière du monde, comportant notamment la séparation des Églises et des États. Les Lumières, l'esprit scientifique expérimental, la révolution industrielle se sont ajoutés à ce patrimoine culturel. Celui-ci ne protège toutefois pas des affrontements : les liens tissés entre nous découlent malheureusement aussi des onze siècles de conflits internes qui ont ravagé l'Europe entre le traité de Verdun de 843 et **les capitulations allemandes des 8 et 9 mai 1945**.

Depuis l'extension de l'UE vers l'Est, d'après l'Eurobaromètre semestriel, il y a une convergence grandissante entre les cultures des peuples de l'Est et de l'Ouest. On assiste à l'émergence d'un *habitus* de plus en plus commun, d'une « société européenne » qui partage les mêmes valeurs, les mêmes indignations, les mêmes rêves. Pour les jeunes générations, le fait européen relève de l'évidence. La suppression des contrôles aux frontières et des entraves de toutes sortes à la liberté de circulation et au droit d'établissement, constitue un facteur majeur. La possibilité du voyage stimule la curiosité intellectuelle pour les autres peuples ; les affaires, les amitiés, les familles deviennent de plus en plus transnationales.

Le processus de Bologne fait converger les systèmes d'enseignement supérieur. La suppression de la peine de mort, la sécurité sociale, l'enseignement de base obligatoire et la solidarité sont communs à tous les pays de l'UE et font partie de notre culture européenne.

Les bâtisseurs de cathédrales, les peintres, les musiciens, les philosophes ont voyagé de tous temps ; ils se sont inspirés les uns et des autres. Le métissage des courants intellectuels, le brassage des idées, le partage des techniques, les lectures croisées, le nomadisme ont conféré à notre culture un caractère européen, bien avant que naisse le projet d'Europe politique. L'Europe n'est pas pour rien la première destination touristique du monde. Léonard de Vinci, Érasme, Mozart, Nietzsche, Schiller, Beethoven et Victor Hugo sont avant tout Européens.

Le Conseil de l'Europe depuis 1949, notre Convention des Droits de l'Homme, la Convention culturelle européenne, qui contribue depuis 1954 à sauvegarder et à promouvoir le patrimoine culturel européen, font partie de notre culture. Les journées européennes du patrimoine, les itinéraires culturels européens, l'Observatoire européen de l'audiovisuel, le Fonds Eurimages,⁷⁰ qui subventionne le cinéma, également.

La Commission européenne a été forcée de s'intéresser au secteur audio-visuel à propos des normes et de la technologie. À partir de 1985, 55 villes ont été Capitales européennes de la culture. En 1989, est adoptée la directive « télévision sans frontières ». Le programme MEDIA soutient la production de films européens. Un article « Culture » apparaît dans le traité de Maastricht. Pour les Américains, la culture n'est qu'un aspect de l'industrie du divertissement, pour les Européens, les produits culturels doivent être protégés. Les droits d'auteur sont un autre enjeu majeur pour la culture européenne, si nous voulons nous protéger contre l'impérialisme culturel américain.

Celui-ci est particulièrement prégnant dans le domaine de la défense, car il bénéficie du relais puissant que constitue l'OTAN. Néanmoins, les militaires européens en fonction au sein du Service européen d'action extérieure (SEAE) ou de l'Agence européenne de défense (AED), ou en mission pour l'UE, développent une culture stratégique commune.⁷¹ Ils

⁷⁰ Eurimages est depuis 1989 le Fonds culturel du Conseil de l'Europe. Voir <https://www.coe.int/fr/web/eurimages>, 25/2/2020.

⁷¹ Voir Samuel B. H. Faure, *L'émergence d'une culture stratégique commune*, Balma, Éditions Athéna, 2015.

ne sont plus seulement au service de leur État, mais aussi des institutions européennes, qui utilisent des méthodes de travail particulières. Cette culture stratégique commune est diffusée au sein des forces armées européennes, mais aussi dans divers milieux civils, par les institutions militaires d'enseignement supérieur d'Europe, et en particulier par le Collège européen de sécurité et de défense (CESD) du SEAE.

L'intégration européenne n'est pas comparable à celle de la formation des États-Unis d'Amérique, de la Suisse, ou des Républiques fédérales d'Autriche ou d'Allemagne. Si les États nations européens ont tenté par le passé de gommer leurs régions, l'UE protège la diversité des cultures au sein des États membres : des budgets sont destinés à la préservation des langues et cultures minoritaires.

Les diverses langues et cultures d'Europe ne sont nullement un obstacle à son unification, pas plus que les éléments constitutants du paysage ne s'opposent à son unité esthétique. Notre grandeur s'exprime le mieux par notre multiculturalité. Vouloir remplacer les 24 langues officielles de l'UE par un mauvais anglais n'a aucun sens. N'imitons pas sur ce point les États-Unis d'Amérique qui n'ont plus qu'une langue officielle au niveau fédéral, alors qu'ils menaient encore la campagne présidentielle en 16 langues en 1912.

Le grec ancien est mort d'avoir été adopté dans tout l'empire d'Alexandre, puis vidé de son sens, car un grec de piètre qualité est devenu la langue commune. Ceci ne va pas à l'encontre de la constatation qu'il est vain d'empêcher une langue d'évoluer.⁷² **Pour éviter que les langues européennes actuelles ne soient, comme le grec ancien, vidées de leur sens, ce qui est déjà en cours et risque de nous replonger dans la barbarie, l'État au sens le plus large doit veiller à ce que la langue soit utilisée correctement dans toutes les**

⁷² Voir Andrea Marcolongo, *La lingua geniale. 9 ragioni per amare il greco*, Gius, Laterza & Figli, 2016, trad. Béatrice Robert-Boissier, *La langue géniale, 9 bonnes raisons d'aimer le grec*, Paris, Les belles lettres, p. 234.

sphères de la vie publique, afin de servir d'exemple à l'ensemble de la société.

Le chapitre 2 va rappeler que, malgré les plaidoyers de Victor Hugo, de Richard Coudenhove-Kalergi, de Winston Churchill, de Charles de Gaulle, de Dwight D. Eisenhower, notamment, les Européens ont échoué à unifier l'Europe, politiquement et militairement. Cela nous a coûté des dizaines de millions de morts et un déclassement sur la scène internationale.

2. 1849-2005, TANT D'ESPOIRS DEÇUS D'UNIR L'EUROPE

Ayant établi au premier chapitre l'existence d'une histoire, **de valeurs, d'une culture et d'un patriotisme communs aux Européens**, et sachant ce qu'ont apporté à notre bien-être le grand marché, l'ouverture des frontières et la monnaie commune, nous disposons d'un socle, sur lequel construire une Europe démocratique et transparente, fédérale,⁷³ réellement apte à **protéger : les États-Unis d'Europe, concept énoncé pour la première fois par Victor Hugo, comme il sera exposé dans la première section. C'est pourquoi cette histoire commence en 1849. Hugo a pris comme modèle les États-Unis d'Amérique. Ceux-ci, en 1787, sur la proposition de George Washington, compte tenu des dysfonctionnements institutionnels d'une confédération constatés lors de la guerre d'Indépendance, sont devenus une fédération.**⁷⁴ La Confédération helvétique a fait de même en 1848, après la guerre civile du *Sonderbund* ; l'Allemagne a suivi en 1949, après les errements confédéraux des I^{er}, II^e et III^e Reich.

Afin de comprendre pourquoi ce projet déjà fort ancien des États-Unis d'Europe ne s'est pas encore réalisé, un rappel de l'histoire de l'Europe est nécessaire, allant dans un

⁷³ Lucien de Sainte Lorette, in *L'idée d'union fédérale européenne*, Paris, Librairie Armand Collin, 1955, p. 9-20, montre que depuis le XIV^e siècle, les précurseurs de Hugo, Pierre Dubois, Georges Podiebrad, Érasme, Henri IV et Sully, William Penn, l'abbé de Saint-Pierre, Montesquieu et Immanuel Kant n'envisageaient que des confédérations. **C'est pourquoi ce récit débute en 1849.**

⁷⁴ George Washington a fait adopter par une Convention réunie à Philadelphie en 1787 une constitution fédérale. Elle établit une république fondée sur la séparation et l'équilibre des pouvoirs, comme l'avait préconisé Montesquieu, ainsi que leur collaboration (les *checks and balances*) ; un pouvoir exécutif, le président des États-Unis ; un pouvoir législatif, le Congrès, composé de la Chambre des représentants des citoyens, et du Sénat, qui représente les États fédérés et le pouvoir judiciaire, avec à son sommet la Cour suprême, qui veille au respect de la Constitution par les lois, les États fédérés et les organes de l'État fédéral. Pour la faire ratifier par les 13 États, James Madison, Alexander Hamilton et John Jay ont publié 85 articles en 1788, *The Federalist Papers*.

premier temps de l'avant-Première Guerre mondiale à 1949.

Suivront le début de l'intégration européenne, la création de l'Alliance atlantique, le projet paneuropéen de Charles de Gaulle et les débuts de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier (CECA), puis l'échec de la Communauté européenne de défense (CED) et du premier projet de « traité constitutionnel », censé fonder la Communauté politique européenne (CPE).

Les traités de Rome sur la Communauté économique européenne (CEE) et la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom) **ouvriront la voie à la période faste, œuvre de Charles de Gaulle et Konrad Adenauer. Après leur départ, ce sera une période stagnante, qui va du rapport Davignon à l'Acte unique. Celui-ci inspire une série d'avancées significatives mais néanmoins insuffisantes, comme l'activation de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), la création de l'Eurocorps, de la zone Schengen, du grand marché, de la monnaie unique, de l'Identité européenne de sécurité et de défense et du concept d'EU Battle Group.**

En 2005, l'échec du 3^{ème} projet de traité constitutionnel atteste déjà du délitement de l'UE.

2.1. L'AVANT-PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

Le 21 août 1849, à Paris, dans son discours au Congrès des amis de la paix universelle, Victor Hugo appelle à la création des États-Unis d'Europe.⁷⁵ Cette magnifique allocution, publiée deux jours plus tard par le journal *Le Siècle*, puis les appels à la paix de Jean Jaurès n'ont pu empêcher les guerres de la fin du XIX^e siècle et la Première Guerre mondiale.

2.2. L'ENTRE-DEUX-GUERRES

⁷⁵ Victor Hugo, *Discours au Congrès de la paix*, op. cit.

Après ce terrible massacre, l'idée des États-Unis d'Europe est reprise en 1923 par Richard Coudenhove-Kalergi (1894-1972), lorsqu'il constate, en 1922, que les États-Unis d'Amérique n'adhèrent pas à la Société des Nations (SdN). Il crée le Mouvement paneuropéen. Il voulait une confédération d'États, une communauté, qui mènerait des politiques communes, étrangère, économique et de défense.⁷⁶ En 1923, il publie *Pan Europa*, titre qui exprime le concept politique d'Europe par opposition au concept géographique. L'ouvrage est préfacé par Churchill.

Coudenhove-Kalergi voit clair : « Si l'Europe ne tire pas de leçon de l'histoire, elle subira le même destin que l'Empire romain de la nation germanique. Politiquement et militairement, elle va devenir l'échiquier du monde, l'objet de la politique mondiale dont elle était jadis le sujet. On l'oubliera dans le partage des marchés et des pays producteurs de matières premières. Comme hier en Chine ou en Turquie, l'Europe sera demain partagée en sphères d'influences ».⁷⁷

Le Mouvement paneuropéen acquiert le soutien de nombreuses personnalités européennes : des économistes et des hommes d'affaires, des diplomates et des écrivains, des hommes politiques aussi, comme Edvard Beneš, Paul Painlevé, Édouard Herriot, Gustav Stresemann, qui, en 1925, fait adopter l'idée des États-Unis d'Europe par le congrès du parti socialiste allemand tenu à Heidelberg et Aristide Briand qui, en 1929, introduit **enfin** son intention de « faire les États-Unis d'Europe » dans le programme de son gouvernement, puis devant l'assemblée de la SdN à Genève, où il est reçu avec enthousiasme.

Briand est président d'honneur du Mouvement paneuropéen, mais il respecte la souveraineté des États. **Il propose seulement « la création d'un organe capable d'affirmer de manière permanente et efficiente la spécificité européenne au sein de la SdN », dans un mémorandum transmis le 17 mai 1930**

⁷⁶ Erich Schenk, "Interview mit Richard Coudenhove-Kalergi", Wien, Österreichische Mediathek, <https://www.mediathek.at/frauenstimmen/suche/detail/atom/15E9DB6C-003-000AC-00000EBC-15E91EC7/pool/BWEB/>, 19/11/1971.

⁷⁷ Richard Coudenhove-Kalergi, *Pan-Europa*, Wien, Verlag, 1923, p. 25-26.

aux 26 gouvernements européens. Le Quai d'Orsay publie un Livre blanc et la SdN installe une Commission d'études pour l'Union européenne présidée par Briand lui-même. La commission se réunira plusieurs fois jusqu'à la mort de son président ; elle sera enterrée en même temps que lui. Malheureusement, tous les États européens ont ensuite considéré, à l'exception des Pays-Bas, que leur union devrait maintenir la souveraineté et l'indépendance ⁷⁸ des États participants.

Coudenhove-Kalergi n'a réussi ni à convaincre les décideurs, ni à mobiliser les masses populaires, mais la lecture de *Pan Europa* a donné à Konrad Adenauer et à Charles de Gaulle leur volonté de construire l'Europe.⁷⁹

En 1938, Winston Churchill a plaidé dans la presse américaine en faveur des thèses de Coudenhove-Kalergi, en précisant quel devait être le rôle de la Grande-Bretagne : *The attitude of Great Britain towards European unification or "federal links" would, in the first instance, be determined by her dominant conception of a united British Empire. Every step that tends to make Europe more prosperous and more peaceful is conducive to British interests. (...) We rejoice at every diminution of the internal tariffs and the martial armaments of Europe. We see nothing but good and hope in a richer, freer, more contented European commonalty. But we have our own dream and our own task. We*

⁷⁸ Arthur Salter, *The United States of Europe, and other papers*, New York, Reynal and Hitchcock Inc., 1933. La souveraineté n'est que la liberté théorique de faire ce que l'on veut, même attaquer ses voisins.

L'indépendance permet de se développer librement, d'où la Déclaration d'Indépendance du 4 juillet 1776, signée par tous les délégués au Congrès.

⁷⁹ En 1942, Maurice Schumann a parlé de Coudenhove-Kalergi à de Gaulle. Le général connaissait ses idées et les approuvait dans leurs grandes lignes. Voir Alain Larcen, « Relations et convergences de Richard Coudenhove-Kalergi et Charles de Gaulle, « deux réalistes courageux inspirés par des idéaux modernes » in Alain Larcen, *Coudenhove-Kalergi - de Gaulle. Une certaine idée de l'Europe*, Paris, Cahier n° 6 - 1999 de la Fondation Charles-de-Gaulle, p. 92. De 1943 à 1970, Coudenhove-Kalergi a écrit 44 lettres politiques au général, qui a répondu par 25 lettres. La correspondance entre Richard Niklaus de Coudenhove-Kalergi et Charles de Gaulle entre 1943 et 1970 est conservée aux archives cantonales vaudoises.

*are with Europe, but not of it. We are linked, but not comprised. We are interested and associated, but not absorbed.*⁸⁰

2.3. DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE AU TRAITÉ DE WASHINGTON

Nous savons ce que le maintien de la souveraineté absolue et de l'indépendance politique des États a coûté à l'Europe, en termes de millions de morts, de millions de blessés, de destruction du patrimoine culturel et matériel, de déclassement sur la scène internationale, notamment.

Les Américains estiment généralement que leur Constitution fédérale de 1787 permet le vivre-ensemble à des populations venues de la terre entière, qui se reconnaissent comme les nationaux d'une puissance universelle. John Foster Dulles est l'un de ceux qui, conscients de la diversité et de la multiculturalité de l'Europe, ont voulu y transposer le modèle américain. Après la signature de la Charte atlantique par Roosevelt et Churchill, le 14 août 1941, ce juriste, qui fut le secrétaire d'État du président Eisenhower de 1953 à 1959, a soutenu un fédéralisme européen, car il déplorait que cette Charte veille, dans ses articles 2 et 3, à rétablir la division du continent européen et à garantir la sécurité du Royaume-Uni par l'équilibre des forces.

Dulles estimait que « le coût de cette ancienne politique de misère humaine et de gaspillage économique est maintenant devenu prohibitif ». ⁸¹ Il craignait, comme Alexander Hamilton (1757-1804), un des fondateurs des États-Unis d'Amérique, que « chercher la poursuite de l'harmonie entre un certain nombre de souverainetés indépendantes et non liées,

⁸⁰ Winston Churchill, "Why not 'The United States of Europe'?" in *The Saturday Evening Post* and *The News of the World*, 9/5/1938. Une version abrégée, "A Great Big Idea," a paru dans *John Bull* le même jour. Voir <https://winstonchurchill.org/publications/finest-hour/finest-hour-130/the-united-states-of-europe/>, 11/5/2019.

⁸¹ "There is abundant evidence that the English people realize that the cost of this old policy in human misery and economic waste has now become prohibitive." John Foster Dulles, « Peace Without Platitudes » in *Fortune*, vol. XXV, n° 1, jan. 1942.

situées dans le même voisinage, reviendrait à méconnaître le cours uniforme des événements humains et à défier l'expérience accumulée des siècles passés. »⁸²

Dulles aurait pu citer le constat et la solution de l'abbé Gabriel Bonnot de Mably : « les nations voisines sont naturellement des ennemies les unes des autres, à moins que leur faiblesse commune ne les oblige à se ranger dans une république confédérale et que leur constitution prévienne les (querelles) de voisinage, éteignant cette jalousie secrète qui dispose tous les États à s'agrandir aux dépens de leurs voisins ». ⁸³

En 1941, les militants antifascistes Altiero Spinelli, Ernesto Rossi et Eugenio Colorni, exilés à Ventotene, une petite île de la mer Tyrrhénienne ont rédigé « Pour une Europe libre et unie. Projet de manifeste », ⁸⁴ qui a été diffusé au sein de la résistance européenne par Ursula Hirschmann, l'épouse de Colorni. Ce *Manifeste de Ventotene* plaidait, en pleine guerre, pour l'union politique de l'Europe sous la forme d'un État fédéral. Il a été adopté comme programme par le Mouvement Fédéraliste Européen, fondé en août 1943 à Milan.

Les gouvernements de la Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg ont signé le 21 octobre 1943 à Londres un accord monétaire. Il a été complété le 5 septembre 1944 par une convention douanière établissant un tarif commun et

⁸² “To look for a continuation of harmony between a number of independent unconnected sovereignties, situated in the same neighbourhood, would be to disregard the uniform course of human events, and to set at defiance the accumulated experience of ages.” Alexander Hamilton, “Concerning Dangers from Dissensions Between the States” in *The Independent Journal* (Federalist Papers No. 6), al. 2, http://avalon.law.yale.edu/18th_century/fed06.asp.

⁸³ Gabriel Bonnot de Mably (1709-1785), *Des principes des négociations pour servir au Droit public fondé sur les traités*, La Haye, 1757, <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k93799c.image>, cité par Alexander Hamilton, “Concerning Dangers from Dissensions Between the States”, op. cit.

⁸⁴ Voir Altiero Spinelli et Ernesto Rossi, préface d'Eugenio Colorni, *Il Manifesto di Ventotene / Le Manifeste de Ventotene*. Présentation d'Enrico Letta et introductions de Lucio Levi et Pier Virgilio Dastoli, Genoa-Ventotene, 2021.

prévoyant la création d'une union économique Benelux, ancêtre de l'Union économique et monétaire européenne.⁸⁵

En 1944, les 31 mars, 29 avril, 20 mai et les 6 et 7 juillet, le pasteur Willem Visser 't Hooft a réuni, à Genève, des représentants de mouvements de résistance du Danemark, de France, d'Italie, de Norvège, des Pays-Bas, de Pologne, de Tchécoslovaquie et de Yougoslavie, ainsi que ceux d'un groupe de militants antinazis allemands, pour préparer l'avènement, après la guerre, d'une Europe fédérale et démocratique telle que celle proposée par le *Manifeste de Ventotene*. Le *Manifeste de la résistance européenne*⁸⁶ qui résulte de leurs travaux déclare que les buts de la Résistance ne peuvent être atteints que si tous les pays s'accordent à dépasser le dogme de la souveraineté absolue des États et acceptent de s'intégrer dans une organisation fédérale, seule capable de garantir la démocratie, la justice sociale et le respect des droits de l'homme, mais aussi d'assurer la participation pacifique du peuple allemand à la vie européenne. Le *Manifeste de la résistance européenne* prône la création d'une union fédérale entre les peuples européens, l'établissement d'un gouvernement responsable envers les peuples des pays membres de la fédération, d'une armée placée sous les ordres de ce gouvernement fédéral et d'un tribunal suprême compétent pour juger les questions relatives à l'interprétation de la constitution fédérale et pour trancher les différends éventuels entre les États membres de la fédération.

La Conférence fédéraliste de Paris, organisée du 22 au 25 mars 1945 par Altiero Spinelli et présidée par Albert Camus, a tenté, sans succès, d'influencer les décideurs qui, à la suite de la

⁸⁵ Cet accord et cette convention étaient des extensions du traité d'Union économique belgo-luxembourgeoise (UEBL) du 25 juillet 1921, qui a débouché le 23 mai 1935 sur une association monétaire paritaire.

⁸⁶ Voir sn, « La Résistance et l'idée européenne » Luxembourg Centre for Contemporary and digital History, <https://www.cvce.eu/collections/unit-content/-/unit/02bb76df-d066-4c08-a58a-d4686a3e68ff/81649a8e-0558-4721-b443-d609f19dfa24>.

conférence de Yalta, le mois précédent, envisageaient la réorganisation politique du continent.

En 1946, du 15 au 22 septembre, d'anciens résistants fédéralistes venus de quatorze pays se réunissent à Hertenstein, près du lac des Quatre-Cantons.⁸⁷ Le 19 septembre, à Zurich, Churchill a développé son souhait de 1938 : *We must build a kind of United States of Europe. (...) There is no reason why a regional organisation of Europe should in any way conflict with the world organisation of the United Nations. (...) And why should there not be a European group which could give a sense of enlarged patriotism and common citizenship to the distracted peoples of this mighty continent? (...) In order that this may be accomplished there must be an act of faith in which the millions of families speaking many languages must consciously take part. (...) Let there be justice, mercy, and freedom. The peoples have only to will it and all will achieve their heart's desire. Our constant aim must be to build and fortify the United Nations Organisation. Under and within that world concept we must re-create the European family in a regional structure called, it may be, the United States of Europe, and the first practical step will be to form a Council of Europe. If at first all the States of Europe are not willing or able to join a union, we must nevertheless proceed to assemble and combine those who will and who can. The salvation of the common people of every race and every land from war and servitude must be established on solid foundations and must be created by the readiness of all men and women to die rather than to submit to tyranny. In this urgent work France and Germany must take the lead together. Great Britain, the British Commonwealth of Nations, mighty America - and, I trust, Soviet Russia, for then indeed all would be well - must be the friends and sponsors of the new Europe and must champion its right to live. Therefore, I say to you: "Let Europe*

⁸⁷ Voir Robert Belot, *Henri Frenay. De la Résistance à l'Europe*, Paris, Éditions du Seuil, 2023, p. 523.

*arise!*⁸⁸ Les 15 et 16 décembre est fondée à Paris l'Union européenne des fédéralistes (UEF).

En juin 1947, considérant que la prospérité est le premier remède contre le communisme, le général Marshall, secrétaire d'État américain aux Affaires étrangères, invite les nations européennes à s'unir, en vue de recevoir l'aide américaine ; le Plan Marshall est mis en œuvre à partir de 1948 dans seize pays européens hors zone soviétique, par l'Organisation européenne de coopération économique (OECE).

Du 27 au 31 août, l'UEF réunit son premier congrès à Montreux. Il demande une autorité fédérale européenne, comportant un gouvernement, une Cour suprême pour trancher les différends éventuels entre États membres, ainsi qu'une force armée, mais il ne prévoit pas d'Assemblée parlementaire, ni de constitution.⁸⁹

Les nombreuses réponses positives au questionnaire relatif à l'établissement d'une fédération européenne dans le cadre des Nations unies qu'il avait adressé en octobre 1946 à plus de quatre mille parlementaires d'Europe occidentale, ont conduit Richard Coudenhove-Kalergi à organiser, du 8 au 10 septembre 1947, à Gstaad, le premier congrès de l'Union parlementaire européenne (UPE). Il a rassemblé cent-quatorze députés et sénateurs européens venus de dix pays pour débattre de la façon la plus efficace de promouvoir le fédéralisme européen. Aucun projet de Constitution européenne, instaurant des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, ainsi qu'une monnaie européenne commune, n'a malheureusement été élaboré par l'UPE. Celle-ci disposait pourtant du projet de constitution pour les États-Unis d'Europe, établi par la Commission juridique de V^e Congrès paneuropéen, qui a siégé à New York, de 1943 à 1945, en collaboration avec le Centre d'étude pour une

⁸⁸ Winston Churchill, *Speech delivered at the University of Zurich*, 19/9/1946, <https://rm.coe.int/16806981f3>.

⁸⁹ Voir Robert Belot, *Henri Frenay. De la Résistance à l'Europe*, op. cit., p. 527.

Fédération européenne d'après-guerre de l'Université de New York, car la préface de Richard Coudenhove-Kalergi a été datée à Gstaad, le 1^{er} septembre 1947. Il écrit qu'elle a été établie le 25 mai 1944, pour servir de base de discussion à une Assemblée constituante européenne.⁹⁰

Le coup de Prague en février 1948 et le blocus de Berlin en mai, ont renforcé la perception de la menace de l'armée rouge, à laquelle a répondu le pont aérien. Le 17 mars a été signé à Bruxelles le traité d'Union occidentale entre la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg (le Benelux), la France et le Royaume-Uni. Ce fut un pacte de défense mutuelle, mais aux garanties traditionnelles de défense s'ajoutait un engagement formel de coopération économique, social et culturel. Le traité reconnaissait, en effet, que ces nations ont un « patrimoine commun » constitué par « les principes démocratiques des libertés civiques et individuelles, les traditions constitutionnelles et le respect des lois. ».⁹¹ L'Union Occidentale fut un des rares succès du Benelux, avec la conférence de Messine en 1955 et la suppression des frontières intérieures en 1975. Ce traité visait à montrer à l'opinion publique américaine et au Congrès que l'Europe s'organisait et fournissait un effort de défense, mais que pouvaient les 10 divisions de ces cinq pays face aux 150 à 175 divisions soviétiques,⁹² sans

⁹⁰ Ce projet de 14 pages a été versé aux archives de Strasbourg sous la cote 2 Z 48, https://archives.strasbourg.eu/archive/fonds/FAMC67482_0077_2Z/n:537. Cité par Edouard Bonnefous, *L'Europe en face de son destin*, Paris, Presses universitaires de France et Éditions du Grand siècle, 1955, p. 92-93.

⁹¹ Robert Bichet, *Le drapeau de l'Europe*, Besançon, Jacques et Demontrond, 1985, p. 6.

⁹² La Belgique y contribue pour 70.000 hommes, le Luxembourg pour 1.200 ; les Pays-Bas ont le gros de leurs forces en Indonésie ; les 400.000 soldats britanniques sont éparpillés dans le *Commonwealth* ; l'armée française a 110.000 hommes en Indochine, 115.000 en Afrique du Nord, 45.000 autres ailleurs en outre-mer, 65.000 en Allemagne, 190.000 en métropole. Le matériel date de la Seconde Guerre mondiale et est obsolète. En nombre de divisions, incomplètes, cela donne 1 belge, 2 américaines, 2 britanniques et 5 françaises. À raison d'un front de 36 km par division, il est possible de tenir la ligne IJsselmeer – Suisse, mais sans disposer d'aucune

l'armement atomique des États-Unis ? Dès le 6 juillet s'ouvraient à Washington les discussions préparatoires au traité de l'Atlantique Nord, entre le Département d'État américain et les ambassadeurs du Canada et des États membres de l'Union Occidentale.

Du 7 au 10 mai 1948, s'est tenu à La Haye un congrès de l'Europe, congrès international sous la présidence d'honneur de Winston Churchill. Le Comité international de coordination des mouvements pour l'unité européenne y a réuni près de 800 personnalités en provenance de la plupart des pays d'Europe occidentale : hommes politiques (parlementaires et ministres), dirigeants patronaux et syndicaux, journalistes, intellectuels, etc. Dix-sept pays ont été représentés ; des observateurs d'Europe de l'Est et des États-Unis étaient dans l'assistance. Au cours des débats, les Britanniques et les Scandinaves, conduits par Churchill, ont voulu une Union européenne intergouvernementale, dirigée par les gouvernements et les parlements nationaux. Ils ont rejeté la demande d'une défense commune formulée par les fédéralistes, soit la plupart des Français, des Belges, des Italiens, des Néerlandais ainsi que la majorité des syndicalistes.

Les fédéralistes n'ont pas su s'entendre sur la définition du fédéralisme.⁹³ Les démocrates, menés par Spinelli,⁹⁴ disaient

réserve. Au mieux, l'Europe peut être défendue sur les Pyrénées. Voir Jean-Michel Sterkendries, *La Belgique et la sécurité de l'Europe occidentale, 1944-1955*, ULB, thèse de doctorat, 2003, p. 123-128 et 160.

⁹³ Robert Belot, *Henri Frenay. De la Résistance à l'Europe*, op.cit., p. 533.

⁹⁴ Spinelli n'est pas un fédéraliste au sens des *Federalist Papers* d'Alexander Hamilton, John Jay et James Madison de 1788. Ces **fédéralistes américains ont suivi** Montesquieu, qui s'est élevé, dans le livre XI de *L'Esprit des Lois*, chapitre 4, contre le risque de corruption et de dérive despotique inhérent à la république, à la démocratie. Il a posé que, pour qu'on ne puisse abuser du pouvoir, il faut que, par la disposition des choses, le pouvoir arrête le pouvoir, ce qui pour lui impliquait une monarchie à l'anglaise. La Convention fédérale a fondé une république dissociant la source souveraine de l'autorité politique, le peuple, du pouvoir de faire les lois, donné à ses représentants, aux différents niveaux de pouvoir : local, régional, national, fédéral.

vouloir une constitution de type américain ou suisse, mais **ils ne l'ont pas rédigée**. Les fédéralistes philosophiques ou intégraux avaient Henri Brugmans et Alexandre Marc comme porte-paroles.⁹⁵ Avec les technocrates inspirés par Monnet,⁹⁶ ils avaient le projet de confier le pouvoir aux élites économiques, syndicales et intellectuelles, par rejet de la démocratie et du suffrage universel.⁹⁷

Le Congrès de l'Europe a fait oublier l'idée de rédiger un **projet de Constitution européenne fédérale, jusqu'à nos jours** ; il a pu seulement s'accorder sur la mise en commun de certains droits souverains des États, sur l'urgence d'une union

⁹⁵ La pensée fédéraliste philosophique ou intégrale est proche du personnalisme, elle est d'inspiration chrétienne et anticommuniste. Voir Henri Brugmans, *Panorama de la pensée fédéraliste*, Paris, La colombe, 1956, p. 10 ; Robert Aron, Alexandre Marc, *Principes du fédéralisme*, Paris, Le portulan, 1947, p. 146-147 ; Gianfranco Martini, « Fédéralisme et pensée politique d'inspiration chrétienne » in *Le fédéraliste, revue de politique*, XXXe année, 1988, n° 1, <https://www.thefederalist.eu/site/index.php/fr/notes/1748-federalisme-et-pensee-politique-dinspiration-chretienne>, p. 30 sv.

⁹⁶ Pour divers chercheurs, Monnet voulait écarter le plus possible les peuples des prises de décision. Il n'a jamais été élu, mais marchand et banquier, fonctionnaire en France et international. Il se méfiait de la politique, de la démocratie et surtout du peuple, qu'il jugeait versatile. Voulant la fin les États nations, trop guerriers, il pratiquait la méthode des petits pas, les liant entre eux par traités, pour leur retirer des compétences, secteur par secteur, pour limiter les souverainetés de façon quasi irréversible. Il réduisait la politique à l'application par des institutions supranationales des règles fixées par les traités qui les fondent, ou établies par elles-mêmes. Voir Coralie Delaume, *Europe, les États Désunis*, Paris, Michalon, 2014, <http://blogdenico.fr/entretien-avec-coralie-delaume-sur-leurope-de-monnet-a-draghi/>.

⁹⁷ En France, le terme « fédéralisme » peut référer aux Girondins, aux principes de Proudhon, Littré, Le Fur et Scelle, ou encore aux fédérés de la Commune de Paris, **les 200 bataillons de la Garde nationale qui s'opposent à l'entrée des Allemands dans Paris et qui le 3 mars 1871 s'organisent en Fédération républicaine**. Dans les années 1950, « La Fédération », un mouvement monarchiste, proche du Parti social français, de la Cagoule, des pétainistes et du patronat catholique diffuse les idées de la révolution conservatrice des années 1930 et de la Révolution nationale du régime de Vichy. Voir Antonin Cohen, *De Vichy à la Communauté européenne*, Paris, PUF, 2012, p. 291 et 293-298 ; Denis de Rougemont (dir.), François Saint-Ouen (éd.), *Dictionnaire international du fédéralisme*, Bruxelles, Bruylant, 1994, p. 67-91.

politique et économique, sur l'intégration de l'Allemagne et sur la mise en place d'une Cour européenne, chargée de rédiger une charte européenne des droits de l'homme.

Le 28 septembre, Spaak exprime le sentiment européen à la tribune de l'assemblée générale de l'ONU, réunie au palais de Chaillot à Paris : la base de la politique européenne, « c'est la peur. La peur de l'URSS, de son gouvernement, de sa politique ». Son discours a un énorme retentissement, car il révèle un sentiment diffus.⁹⁸

Le 30 décembre, Charles de Gaulle, sentant venir la soumission des États d'Europe occidentale à leur grand allié, écrit à Coudenhove-Kalergi : « Nul plus que moi n'est convaincu de la nécessité de construire l'Europe ».⁹⁹

2.4. LA FONDATION DE L'ALLIANCE ATLANTIQUE ET LE PROJET PANEUROPÉEN DE CHARLES DE GAULLE

En 1949, le 4 avril, le traité de Washington inféode l'Europe occidentale aux États-Unis d'Amérique en échange de leur protection, face à l'Union soviétique. Le 5 mai, le Conseil de l'Europe est créé par le traité de Londres. **Dès le préambule, les États membres affirment leur communauté d'inspiration en se déclarant : « inébranlablement attachés aux valeurs spirituelles et morales qui sont le patrimoine commun de leurs peuples et qui sont à l'origine des principes de liberté individuelle, de liberté politique et de prééminence du droit, sur lesquels se fondent toutes démocraties véritables ».**¹⁰⁰ Le 23 mai, est publiée la *Grundgesetz* de la République fédérale

⁹⁸ Voir Albert Crahay, *Le Roi et la défense du pays de 1831 à nos jours*, Bruxelles, J.-M. Collet, 1987, p. 268-273 ; Jean-Michel Sterkendries, *La Belgique et la sécurité de l'Europe occidentale, 1944-1955*, op. cit., p. 11 et 19-22 et 109-114 et 116-122 ; Jacques-Henri Pirenne, « L'évolution des relations internationales de la Belgique de 1914 à nos jours », in *Histoire de Belgique des origines à nos jours*, t. *, 1914-1970, op. cit., p. 225-226 ; Michel Dumoulin, *Spaak*, 2^{ème} éd., Bruxelles, Racine, 1999, p. 421.

⁹⁹ Voir Alain Larcen, « Relations et convergences de Richard Coudenhove-Kalergi et Charles de Gaulle, « deux réalistes courageux inspirés par des idéaux modernes », op. cit., p. 96.

¹⁰⁰ Voir Robert Bichet, *Le drapeau de l'Europe*, op. cit, p. 9.

d'Allemagne.¹⁰¹ Ses articles 23 et 24 ne prévoient pas qu'elle puisse s'insérer dans un État (con)fédéral européen, pour éviter tout retour au Saint-Empire romain de la nation germanique. La Grande-Bretagne rejette une fédération européenne et, le 18 septembre, confirme son manque de solidarité en dévaluant la livre sterling de 30,5%. Dans sa conférence de presse du 14 novembre, le général de Gaulle fustige le fait qu'un pays membre du Conseil de l'Europe dévalue sans aucune concertation, causant un grave préjudice aux autres membres de cette institution et démontrant la carence complète de celle-ci. Les Américains, tout aussi choqués, poussent Paul-Henri Spaak à prendre des mains de Churchill l'unification de l'Europe.

La construction de l'Europe fut pour Charles de Gaulle un objectif **capital**. Le 11 novembre 1942, alors que la *Wehrmacht*, en occupant la zone **non occupée de la France**, effaçait en ce jour anniversaire de l'armistice de 1918 les derniers vestiges de la souveraineté française sur le continent européen, de Gaulle déclarait à Londres : « La France souhaite, désormais, tout faire pour qu'en Europe ceux dont les intérêts, le souci de leur défense et les besoins de leur développement sont conjugués avec les siens, se lient comme elle-même à eux, d'une manière pratique et durable. » Sentant la Libération proche, en mars 1944, depuis Alger, il appelle à « un groupement occidental [dont] la Manche, le Rhin, la Méditerranée [seraient] les artères ». En octobre 1945, à Coblenz, au cours de sa première visite en zone française d'occupation en Allemagne, il invite les Rhénans « à la compréhension mutuelle, [parce que] nous sommes des Européens et des Occidentaux ».

Au cours des activités du Rassemblement du peuple français, le parti politique qu'il a fondé le 14 avril 1947 et qu'il a présidé jusqu'à sa dissolution en 1955, Charles de Gaulle a évoqué souvent l'avenir de l'Europe, notamment en 1949 sous la forme d'une confédération des peuples de l'Europe, ou en affirmant qu'« Un référendum doit donner

¹⁰¹ Voir Constitution de la République fédérale d'Allemagne, <https://www.bundesregierung.de/resource/blob/998616/388674/8ebe168c59975c69406341a69612f94c/loi-fondamentale-data.pdf?download=1>.

naissance à la fédération » européenne.¹⁰² Il voyait la fédération succéder à la confédération, comme aux États-Unis d'Amérique.

2.5. LES SIX, L'ÉCHEC DU PREMIER PROJET DE « TRAITÉ CONSTITUTIONNEL »

Le 9 mai 1950, cinq ans jour pour jour après la capitulation de l'Allemagne face à l'URSS, incité par Jean Monnet, Robert Schuman, le ministre français des Affaires étrangères, propose la CECA, une Europe à six, sans les Britanniques qui, conformément à leurs conceptions politiques,¹⁰³ serait une

¹⁰² Voir Alain Larcen, « Relations et convergences de Richard Coudenhove-Kalergi et Charles de Gaulle, « deux réalistes courageux inspirés par des idéaux modernes », op. cit., p. 98-99.

¹⁰³ Pour Antonin Cohen, Monnet pense le projet de Haute autorité selon la conception corporatiste du régime de Vichy. Schuman, qui a voté les pleins pouvoirs à Pétain en 1940, ne mentionne nulle part la création d'une quelconque assemblée, bien qu'il s'agisse de réaliser « les premières assises concrètes d'une fédération européenne indispensable à la préservation de la paix ». Voir Antonin Cohen, *De Vichy à la Communauté européenne*, op. cit., p. 112. Le modèle communautaire de la CECA se fonde sur cinq logiques de légitimation : celle, fonctionnelle, d'un organe technocratique, celle, internationale classique, d'un organe intergouvernemental, celle, démocratique, d'une Assemblée transnationale, celle, formaliste, d'une Cour et celle, corporatiste, du Comité consultatif. Cela fait l'originalité du projet. L'équilibre sur l'axe national/supranational est lui aussi inédit. L'entreprise repose sur une valeur cardinale, la paix, et sur la substitution d'attitudes coopératives aux rivalités traditionnelles qu'elle induit. Cela transparait dans l'équilibre institutionnel, dessinant des modes de légitimité propres à une Communauté d'États. Ainsi par exemple le Conseil n'est-il pas un simple organe intergouvernemental classique, puisqu'il lui arrive de décider autrement qu'à l'unanimité, témoignant d'une forme de « collégialité » naissante. Voir Paul Magnette, *L'Europe, l'État et la démocratie, Le Souverain apprivoisé*, Bruxelles, Éditions Complexe, 2000, p. 49-50. Voir aussi R. Mossé, « La démocratie dans l'élaboration des décisions » in *Actes officiels du Congrès international d'études sur la CECA, vol. V, Les Interventions de la Haute Autorité*, Milan, Giuffrè, 1957, p. 185-195. Mêlant les deux ordres de légitimation, Mossé affirme que la « démocratie » propre à la CECA réside dans la combinaison de cinq valeurs : la collégialité, la légalité, la multiplicité des organes, la publicité et la technicité.

entité juridique indépendante, fonctionnaliste, technocratique et supranationale.¹⁰⁴

En évoquant une « première étape de la Fédération européenne », dans le 6^e alinéa de sa déclaration : « La mise en commun des productions de charbon et d'acier assurera immédiatement l'établissement de bases communes de développement économique, première étape de la Fédération européenne... », ainsi que, dans le 10^e alinéa, « Par la mise en commun de productions de base et l'institution d'une Haute Autorité nouvelle, dont les décisions lieront la France, l'Allemagne et les pays qui y adhéreront, cette proposition réalisera les premières assises concrètes d'une Fédération européenne indispensable à la préservation de la paix. », Schuman, comme Monnet, a de fait induit les Européens en erreur. Son 15^e alinéa, qui dispose : « Les principes et les engagements essentiels ci-dessus définis feront l'objet d'un traité signé entre les États et soumis à la ratification des parlements. », montre qu'il n'envisageait pas de fédérer les États : cela requiert une constitution fédérale et non un traité, c'est connu depuis 1787.

Le 25 juin, la guerre de Corée remet la défense européenne à l'ordre du jour, ainsi que l'acceptation de l'Allemagne et de l'Italie dans le camp occidental. Lors de sa conférence de presse du 9 août, de Gaulle déclare : « La seule solution pratique qui se présente à nos yeux est celle de la

¹⁰⁴ Jean Monnet affirme **mensongèrement** que supranational signifie fédéral. Il réduit le marché commun à la libre-concurrence, la suppression des contingents, des droits de douane et des cartels de producteurs ; l'égalisation des tarifs de transport ; des mesures au profit des travailleurs, notamment par la protection de l'emploi, la libre-circulation et l'accès au logement, ainsi que des consommateurs, notamment par le relèvement du niveau de vie, la baisse des prix découlant de la rationalisation de la production, et des entreprises, par la hausse de la productivité et la baisse des taux d'intérêts, grâce à un emprunt de 100 millions \$ placé par la CECA aux USA, à un taux et à des conditions d'amortissement très favorables, ce qui permet de financer les investissements des entreprises à de meilleures conditions que celles des marchés financiers européens. Voir Jean Monnet, *Les États-Unis d'Europe ont commencé*, Paris, Robert Laffont, 1955, p. 80-82.

fédération. »¹⁰⁵ Néanmoins, le 24 octobre, sur la base de la CECA, René Pleven et le gouvernement français proposent la Communauté européenne de défense (CED).

Le traité CED visait à établir une organisation supranationale, à lui confier l'exclusivité de la défense des territoires européens des États membres, de la production d'armement et à la faire participer pour leur compte à l'OTAN. Les armées de la CED ne devaient pas être des forces de coalition, mais des unités de nationalité homogène, incapables toutefois de mener seules des opérations. **Le *Supreme Allied Commander Europe* (SACEUR)**, par définition un général américain, aurait eu le pouvoir (art. 18) de s'assurer que les armées auraient été organisées, équipées, instruites et préparées de manière satisfaisante, de recommander comment stationner les forces et les déployer. Le traité requérait l'unanimité des États membres pour recruter des forces, décider de leur dimension et de leur nature, réunir les fonds nécessaires, les commander ou décider où elles doivent être stationnées et quand elles doivent être utilisées. La CED n'aurait pu agir pour assurer la sûreté des troupes en cas de troubles, ni en cas de désastre ou de calamité, comme des inondations. La CED aurait dû exécuter un programme de production d'armement et d'équipement, mais avec d'importantes contraintes budgétaires et juridiques : elle n'aurait pu dépenser moins de 85 % ou plus de 115 % de la contribution financière d'un État dans la zone monétaire de cet État. La CED n'aurait pu établir un code de justice militaire, mais elle aurait pu interdire la production, l'importation et l'exportation de matériel de guerre aussi bien que toute recherche d'intérêt militaire dans les États membres (art.107).¹⁰⁶

¹⁰⁵ Charles de Gaulle, conférence de presse du 9 août 1950, cité par Bertrand Vayssière, *Vers une Europe fédérale ? Les espoirs et les actions fédéralistes au sortir de la Seconde Guerre mondiale*, Bruxelles, Lang, 2007, p. 269.

¹⁰⁶ Voir *Traité instituant la Communauté européenne de défense*, Paris, 27 mai 1952, https://www.cvce.eu/obj/traite_instituant_la_communaute_europeenne_de_d%C3%A9fense_paris_27_mai_1952-fr-2af9ea94-7798-4434-867a-36c4a256d0af.html, consulté le 20/12/2021.

Le traité de Paris du 18 avril 1951 sur la CECA est le « péché originel » de l'intégration européenne : il a mis en place des institutions technocratiques, bureaucratiques, non démocratiques et opaques.

Le général Eisenhower, qui a quitté le commandement en chef de l'Alliance atlantique (*Supreme Allied Commander Europe* - SACEUR) pour être candidat à la présidence des États-Unis d'Amérique, affirme le 3 juillet 1951 que : *[With] unity achieved, Europe could build adequate security and, at the same time, continue the march of human betterment that has characterized western civilization. [...] The establishment of a workable European federation would go far to create confidence among people everywhere that Europe was doing its full and vital share in giving this cooperation. [...] If, with our moral and material assistance, the free European nations could attain a similar integration, our friends could be strengthened, our own economies improved, and the laborious NATO machinery of mutual defense vastly simplified.*¹⁰⁷

De Gaulle dénonce, le 25 novembre, le fait que « l'Europe, en tant qu'entité responsable et souveraine, n'existe absolument pas, faute que l'on ait, d'ailleurs, fait ce qu'il faut pour qu'elle existe. [Il affirme que c'est] seulement dans le cadre, les liens, les obligations, d'une Europe confédérée que nous appelons de nos vœux, que les diverses armées du continent, y compris celle de l'Allemagne, pourraient être, dans de bonnes conditions, non confondues, mais conjuguées. »¹⁰⁸ **Lors d'une conférence de presse au Palais d'Orsay, en 1951, de Gaulle affirme : « La Communauté européenne doit être une confédération, oui une Confédération d'États constituant entre eux un pouvoir**

¹⁰⁷ Voir Dwight D. Eisenhower, *Address at The English-Speaking Union Dinner At Grosvenor House, Park Lane, London, 3/7/1951*, op. cit.

¹⁰⁸ Pour une analyse approfondie de la pensée européenne de Charles de Gaulle, voir Edmond Jouve, *Le général De Gaulle et la construction de l'Europe 1940-1966*, t. I et II, Paris, R. Pichon & R. Durand-Auzias, 1967.

confédéral commun auquel chacun délèguera une part de sa souveraineté ».¹⁰⁹

Le 13 septembre 1952 voit l'installation à Paris, par l'Assemblée de la CECA, de l'Assemblée *ad hoc*, chargée, sous la présidence de Spaak, d'élaborer l'Europe politique, de rédiger le projet de constitution européenne prévue à l'article 38 du projet de traité CED. Les juristes américains Carl J. Friedrich et Robert R. Bowie, ainsi que 37 chercheurs de Harvard, financés par la Fondation Ford, réalisent une étude comparative des constitutions américaine, suisse, canadienne et australienne, mais n'envisagent ni celle de l'Autriche, ni celle, toute récente, de l'Allemagne. Sur base de cette étude, un groupe animé par Spinelli formule une série de résolutions, sorte de cahier des charges sur la base desquelles Spaak et le Comité d'étude pour la Constitution européenne, dans lequel Friedrich et Bowie sont consultants, rédige non pas un projet de constitution, mais un projet de traité instituant la Communauté politique européenne (CPE).¹¹⁰ Ce texte prévoyait un Parlement composé d'une Chambre des Peuples, élue au suffrage universel, et d'un Sénat, désigné par les Parlements nationaux, alors que pour la CECA et la CED, le pouvoir législatif était exercé par un Collège européen et par le Conseil des ministres nationaux. Le Parlement de la CPE aurait exercé le contrôle sur l'exécutif, représenté par un Conseil exécutif européen et un Conseil des ministres nationaux. La CPE aurait dû absorber, à terme, la CECA et la CED, coordonner les politiques monétaire et financière et établir le Marché commun à six.¹¹¹

¹⁰⁹ Voir Alain Larcen, « Relations et convergences de Richard Coudenhove-Kalergi et Charles de Gaulle, « deux réalistes courageux inspirés par des idéaux modernes », *op. cit.*, p. 98.

¹¹⁰ Sans doute après avoir constaté l'impossibilité de fédérer les empires coloniaux de la France, de la Belgique (**le Luxembourg était partie prenante**) et des Pays-Bas.

¹¹¹ Voir Bertrand Vayssière, *Vers une Europe fédérale ? Les espoirs et les actions fédéralistes au sortir de la Seconde Guerre mondiale*, *op. cit.*, p. 310.

Carl-J. Friedrich a déploré¹¹² que le mouvement pour l'unification européenne se soit ensablé, que bien des gens s'estiment satisfaits d'une intégration faible, vague et ne présentant aucun caractère politique, du genre Conseil de l'Europe ou OEEC. Il a dénoncé le fait que « le scepticisme et la faiblesse de volonté et de détermination de nombreux Européens après la guerre ont eu le dessus sur les esprits aventureux et courageux de ceux qui voulaient pousser l'organisation fédérale de l'Europe dans le sens d'une constitution fédérale. » (...) « En tant que vieux spécialiste des structures et des processus constitutionnels, (Friedrich était) convaincu qu'il est impossible que l'Europe ait une vie saine si elle ne possède pas une structure constitutionnelle ferme et claire, une constitution librement adoptée par le peuple européen, au moyen d'un référendum sur une proposition préparée par une assemblée constituante représentative, librement élue par le peuple. (...) Il est impossible d'obtenir un ordre politique moderne en termes démocratiques s'il n'existe pas de base constitutionnelle. (Une constitution) est toujours le résultat de la mise en action d'un pouvoir constituant (qui veut organiser une communauté politique, laquelle garantit) la liberté aux individus, aux groupes tels que les associations syndicales, et au peuple dans son ensemble ».¹¹³

Friedrich exposait « les devoirs en face desquels se trouvent ceux qui désirent travailler de façon efficace à l'unification de l'Europe (...) : il faut préparer un plan, ébaucher une constitution, organiser une force politique, lancer une campagne. » Il déplorait « qu'il n'a jamais été préparé de plan indiquant ce qu'il fallait faire. Il n'existe pas de *Manifeste pour l'Europe* qui, avec des mots simples, mais de façon très précise et à la suite d'une analyse profonde, expose le passé, le chaos présent et le plan futur d'un

¹¹² Voir Carl-J. Friedrich, « Vers le pouvoir constituant du peuple européen » in Mario Albertini, *Qu'est-ce que le fédéralisme ?*, Paris, Société européenne d'études et d'information, 1963, p. 211-220. Discours prononcé à Rome le 22 octobre 1955.

¹¹³ Carl-J. Friedrich, « Vers le pouvoir constituant du peuple européen », op. cit., p. 211-213.

gouvernement européen et (qui) puisse être consulté par quiconque veut savoir à quoi l'on entend aboutir. (...) Peut-être le devoir le plus urgent est-il donc celui de forger cette arme pour la bataille des idées en vue de la formation (à donner à) nos contemporains européens. (Ensuite, il faudra) dresser les grandes lignes d'une constitution. »

Friedrich abhorrait « le fruit informe né en tant que projet de l'Assemblée *ad hoc*,¹¹⁴ aux travaux préliminaires duquel (il eût) le privilège (ou plutôt le malheur) de collaborer », se disant : « très déçu que le Mouvement fédéraliste européen n'ait pas repoussé ce monstre de constitution avec une juste indignation ». Comme il n'existe qu'« une seule voie permettant de réaliser une proposition de constitution, à savoir le développement d'une force politique constituante authentique, (il) doit se former un groupe de personnes qui soit d'accord au sujet de ce que doit contenir une constitution et qui soit prêt à combattre pour atteindre le but. Ceci suppose l'organisation d'une force politique. (Il faut en démocratie) conquérir des adhérents dévoués au programme et à la doctrine, (mais pas comme le fait) le Mouvement européen, (en s'organisant) de façon nationale. Ce qui est au contraire nécessaire, c'est une *force politique européenne* unie pour établir un programme européen qui soit clair, fort et, sans équivoque possible, « fédéraliste ». ¹¹⁵

Friedrich proposait de lancer une campagne « pour une Europe unie, pour une Europe soumise à un gouvernement unique, capable de réaliser les aspirations du peuple de ce vieux continent de vivre libre et en paix. (Des) fins de ce genre ne s'obtiennent pas en contemplant les forces de l'histoire. (Ce) sont en dernière instance des problèmes de raison et volonté, de ce qu'en tant qu'hommes nous décidons de faire dans une situation donnée. »¹¹⁶

¹¹⁴ L'Assemblée élargie de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, chargée d'élaborer un projet de Communauté politique européenne.

¹¹⁵ Carl-J. Friedrich, « Vers le pouvoir constituant du peuple européen », op. cit., p. 216-218.

¹¹⁶ Idem p. 220.

Le 25 février 1953, de Gaulle répète : « Pour qu'il y ait l'armée européenne, c'est-à-dire l'armée de l'Europe, il faut d'abord que l'Europe existe, en tant qu'entité politique, économique, financière, administrative et, par-dessus tout, morale, que cette entité soit assez vivante, établie, reconnue, pour obtenir le loyalisme congénital de ses sujets, pour avoir une politique qui lui soit propre et, pour que, le cas échéant, des millions d'hommes veuillent mourir pour elle. » Il s'oppose à l'intention de subordonner la CED « au (SACEUR), c'est-à-dire, pour peu qu'on veuille bien ne pas jouer sur les mots, au commandant en chef américain en Europe, ce qui en fait l'un des instruments d'une stratégie américaine », ¹¹⁷ faisant allusion aux neuf articles du traité de Paris du 27 mai 1952 sur la CED qui, au Titre premier, chapitre II, traitent « Des forces européennes de défense », imposant dix fois l'accord du (SACEUR) ». ¹¹⁸ L'Europe gaullienne doit être affranchie du protectorat américain, celui-ci disposant « de la défense, par conséquent de la politique et, même, du territoire de ses alliés ». ¹¹⁹

Henry Frenay, qui fut successivement vichyste, résistant puis proche des Américains, tente de lui répliquer. À de Gaulle affirmant que « La CED est une technocratie », Frenay peut seulement répondre que « le Haut-Commissariat de la CED est "coincé" entre le Conseil des Ministres nationaux et l'Assemblée politique à laquelle il doit des comptes et par qui il sera contrôlé », éludant le fait que ces deux institutions sont dépourvues de légitimité. Lorsque de Gaulle constate que l'Assemblée est « dépourvue de pouvoirs réels », Frenay doit concéder : « Il

¹¹⁷ Laurent de Boissieu, *La querelle de la Communauté européenne de défense (C.E.D.)*, Centre d'information sur le Gaullisme, Une certaine idée de l'Europe, <http://www.gaullisme.net/communaute-europeenne-de-defense.html>, 20/5/2011.

¹¹⁸ Maurice Delarue, « Europe européenne et Europe des États » in *De Gaulle en son siècle, Tome V, L'Europe*, Actes des Journées internationales tenues à l'Unesco Paris les 19-24 novembre 1990 par l'Institut Charles De Gaulle, Paris, La Documentation française – Plon, 1992, p. 88 et note 2.

¹¹⁹ Charles de Gaulle, *Mémoires d'espoir*, t. 1, *Le renouveau (1958-1962)*, Paris, Plon, 1970, p. 217 et 254-255.

est vrai que l'Assemblée a trop peu de pouvoirs ». ¹²⁰
L'année suivante, il joint à une seconde édition de sa brochure une lettre au général de Gaulle, dont un seul argument ressort : "Que nous le voulions ou non, nous sommes obligés pour assurer notre défense de nous tourner vers les [Américains]." ¹²¹

Le 5 mars, Staline meurt. Le 9 mars, Spaak remet au gouvernement français le projet de CPE approuvé par l'Assemblée *ad hoc*. Spinelli critique le fait que cette CPE, comme les précédentes Communautés, englobe un Conseil des ministres nationaux qui peut en altérer la forme supranationale. ¹²²

En novembre, de Gaulle propose des institutions européennes : un « Conseil périodique et organique des chefs de gouvernement, délibérant à la majorité simple et disposant de services communs pour préparer leurs décisions dans les domaines : politique, économique, culturel, militaire ; une Assemblée délibérative, procédant du suffrage universel, dotée du pouvoir de codécision ; un « acte de souveraineté démocratique » via un référendum organisé dans tous les pays afin de mettre les peuples dans l'affaire et de donner à la confédération la décision explicite d'une masse immense d'Européens, une Assemblée représentant les régions ¹²³ et les forces économiques et sociales des États membres ; une cour de justice européenne. ¹²⁴ Cette conception s'inspire à la fois de la structure de la République fédérale d'Allemagne et de celle de la V^e République. Elle est un objectif à long terme, assez flou

¹²⁰ Henry Frenay, *La Communauté Européenne de Défense. Réponse au Général de Gaulle*, Paris, Union française des fédéralistes, 1954, p. 18.

¹²¹ Idem, p. 18 et 25.

¹²² Pour une recension détaillée des tentatives d'aboutir, au cours de la période 1945-1953, à une union politique, confédérale ou fédérale, de l'Europe, et à une armée européenne, voir Edouard Bonnefous, *L'Europe en face de son destin*, op. cit., p. 70-200.

¹²³ Le statut des régions européennes, leur organisation, leur financement, leurs attributions diffèrent fortement.

¹²⁴ Laurent de Boissieu, *Conférence de presse tenue à l'hôtel Continental, 12 novembre 1953*, Centre d'information sur le Gaullisme, Une certaine idée de l'Europe, <http://www.gaullisme.net/europe-federale.html>, 11/6/2011.

sur le plan géographique et sur le plan juridique : de Gaulle emploie indifféremment les termes de « confédération » (18 avril 1948, 1^{er} mai et 10 juillet 1950, 22 juin 1951) ou de « fédération » (12 février 1949, 21 décembre 1951 et 6 juillet 1952).¹²⁵

Le 30 août 1954, les gaullistes, appuyés notamment par les communistes et par la moitié des socialistes,¹²⁶ obtiennent, pour des raisons très diverses,¹²⁷ que l'Assemblée nationale française refuse de prendre en considération la ratification du traité instituant la CED. **Le président du Conseil Pierre Mendès-France le retire de l'ordre du jour de l'Assemblée nationale.**

¹²⁵ La Suisse induit en erreur en ayant depuis 1848 une « constitution fédérale de la Confédération suisse ».

¹²⁶ Pierre Mendès France n'aime pas la CED : l'article 107 du traité, qui interdit à toute partie de produire plus de 500 grammes de combustible par an, est incompatible avec la poursuite du programme nucléaire français, qu'il a encouragée. Voir Jean-Michel Sterkendries, *La Belgique et la sécurité de l'Europe occidentale, 1944-1955*, op. cit., p. 295 et Georges-Henri Soutou, « La politique nucléaire de Pierre Mendès France » in Maurice Vaisse (dir.), *La France et l'atome. Études d'histoire nucléaires*, Bruxelles, Bruylant, 1994, p. 83-100.

¹²⁷ Pour Marie-Thérèse Bitsch, *Histoire de la construction européenne de 1945 à nos jours*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1996, édition 2001 mise à jour, p. 94, « Le débat s'engage à l'Assemblée nationale fin août, plus de deux ans après la signature du traité. Convaincu que le traité sera rejeté faute d'avoir obtenu de nouvelles garanties, mais personnellement peu favorable à une Communauté supranationale sans les Anglais, M. Mendès France n'a pas l'intention de poser la question de confiance qui ferait éclater son gouvernement partagé entre pro- et anti-CED. Le 30 août, la CED est écartée, sans débat de fond, sur le vote d'une question préalable adoptée (par 319 voix contre 264) par une coalition où se mêlent sentiment national, antiaméricanisme, méfiance à l'égard de l'Allemagne et hostilité à l'Europe supranationale. Après le vote, tandis que les députés MRP quittent la séance pour protester contre le « crime du 30 août », communistes et gaullistes entonnent la Marseillaise. Ce refus prévisible, voire inévitable, tant les passions s'étaient déchaînées, fait échouer un projet que la France avait elle-même inventé en 1950. Sans doute peu crédible dès le départ, imaginé comme un moindre mal, pour limiter les inconvénients d'un réarmement allemand nécessaire, ce plan paraît prématuré, de l'avis même de ses promoteurs. Touchant un point sensible - l'armée, symbole de la souveraineté et de l'indépendance nationales - il est vite ressenti comme inacceptable dans une France engagée dans la guerre d'Indochine qui ne voulait pas voir limiter sa liberté d'action. ».

L'idée saugrenue de créer une armée européenne avant d'avoir défini une politique européenne de sécurité est abandonnée. Cet échec conduit à réarmer l'Allemagne et l'Italie dans le cadre à la fois du traité de Washington, modifié pour créer l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), et du traité de Bruxelles, modifié pour créer l'Union de l'Europe occidentale (UEO).¹²⁸ Celle-ci est dotée d'institutions permanentes,¹²⁹ pour faire croire à l'opinion publique qu'un pilier européen équilibre le pilier nord-américain au sein de l'OTAN, ce qui est politiquement souhaitable en Europe, alors qu'on donne à l'OTAN, en droit (article IV nouveau du traité) et en fait, le monopole des moyens d'actions militaires.¹³⁰

L'OTAN est une alliance classique entre armées nationales, financées par des budgets nationaux, administrées par des états-

¹²⁸ Par l'addition au traité de Bruxelles d'un nouvel article IV : « Dans l'exécution du traité, les Hautes Parties Contractantes et tous organismes créés par Elles dans le cadre du traité coopéreront étroitement avec l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord. En vue d'éviter tout double emploi avec les États-majors de l'OTAN, le Conseil et l'Agence s'adresseront aux autorités militaires appropriées de l'OTAN pour toutes informations et tout avis sur les questions militaires. » Voir Alfred Cahen, « L'Union de l'Europe occidentale et la mise en œuvre de la future défense commune de l'Union européenne » in *Revue du Marché commun et de L'Union européenne*, janvier 1996, p. 23-27, <http://www.cvce.eu/viewer/-/content/34ed220e-bc07-49f9-89fd-a287269bd8e6/fr>, 1/9/2012. Pour Marie-Thérèse Bitsch, *Histoire de la construction européenne de 1945 à nos jours*, op. cit., p. 96, « l'UEO va rester à l'ombre de l'OTAN, tandis que ses activités d'ordre culturel et social sont transférées au Conseil de l'Europe en 1960. De son rôle modeste témoignent de nombreux articles de presse qui ponctuent les vingtième, vingt-cinquième et trentième anniversaire de l'organisation et déplorent l'échec de diverses tentatives de réactivation ».

¹²⁹ Son Assemblée parlementaire, qui siège à Paris, est composée des délégués de ses États membres à l'Assemblée consultative au Conseil de l'Europe, qui siège à Strasbourg, et appuyée par l'Institut d'études de sécurité. Le Comité militaire, chargé d'élaborer des plans de défense, de faire l'inventaire des moyens et de coordonner les forces militaires, est à Londres. L'état-major commun, dirigé par le maréchal Montgomery, est à Fontainebleau. Il ne dispose que d'une division belge, de quatre britanniques et de quatre françaises.

¹³⁰ Voir Alfred Cahen, "The Western European Union and NATO. Building a European Defence Identity within the Context of Atlantic Solidarity", Brassey's, *Atlantic Commentary* n° 2, London, 1989.

majors nationaux, **ce qui induit une faible efficience des dépenses de défense. L'Alliance réduit généralement la politique occidentale de sécurité à l'entérinement des décisions américaines.**

L'UEO n'a qu'une existence végétative jusqu'en 1987. Son Conseil des ministres des Affaires étrangères se réunit à Londres, son Assemblée parlementaire à Paris. Celle-ci donne des avis au Conseil et aux Parlements nationaux. Une agence de l'UEO contrôle les stocks d'armes des États membres et leur production ; une commission encourage la production en coopération.¹³¹

2.6. DE MESSINE À ROME

En 1955, le 26 janvier, **l'Union des républiques socialistes soviétiques** met fin à l'état de guerre avec l'Allemagne ; le 15 mai, elle signe un traité de paix avec l'Autriche et en retire ses troupes, à condition qu'elle reste neutre. M. Monnet fonde le Comité d'action pour les États-Unis d'Europe et publie « Les États-Unis d'Europe ont commencé »,¹³² alors que la CECA n'est qu'une organisation supranationale. Il n'envisage la relance de la construction de l'Europe que par l'intégration sectorielle de l'économie,¹³³ mais heureusement M. Beyen, ministre néerlandais des Affaires étrangères, propose à ses collègues du Benelux, le 10 mars, une intégration horizontale, sur base supranationale : l'union économique, via une zone de libre-échange puis une union douanière. **Spaak** propose une autorité européenne des applications industrielles de l'énergie atomique. Le 2 juin, les Six, lors de la conférence de Messine, acceptent tant l'Euratom que le marché commun ; ils chargent le Comité Spaak de préparer les projets de traités à soumettre aux Six et à la Grande-Bretagne.

¹³¹ Voir Jean-Michel Sterkendries, *La Belgique et la sécurité de l'Europe occidentale, 1944-1955*, op. cit., p. 296-303.

¹³² Jean Monnet, *Les États-Unis d'Europe ont commencé*, op. cit., p. 22.

¹³³ Cet homme d'affaires très proche des anglo-saxons met en pratique la théorie marxiste ; il s'est marié à Moscou...

Le 26 février 1956, M. Macmillan, chancelier de l'Échiquier, déclare que le « marché commun tuera notre commerce et nous le combattons ». Les Britanniques proposent une zone de libre-échange avec les Six, le Royaume-Uni, la Suisse et les Scandinaves. Le 5 novembre, l'ultimatum atomique soviétique contre l'opération militaire franco-britannique sur le canal de Suez et la décision d'Eisenhower de ne pas soutenir ses alliés, leur laissent le sentiment humiliant de leur impuissance et renforce la conviction des fédéralistes que seule l'union est porteuse « de prestige, d'indépendance et de progrès ».¹³⁴ Le 11 décembre, Spaak est élu secrétaire général de l'OTAN.

En 1957, les projets de traités instituant la CEE et l'Euratom sont déposés le 10 janvier, signés à Rome le 25 mars et ratifiés en juillet.¹³⁵ Ils amputent le pouvoir législatif du Conseil européen du droit d'initiative, qui est réservé à la Commission, non élue, mais nommée. En revanche, un contrôle par le Conseil européen de l'usage des ressources financières de la CECA par la Haute Autorité **est instauré.**

¹³⁴ Voir Jean Monnet, *Mémoires*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1976, p. 623-624.

¹³⁵ Walter Hallstein, in *Der unvollendeter Bundesstaat*, Düsseldorf, Econ Verlag, 1969, Trad. Pierre Degon, *L'Europe inachevée*, Paris, Ed. Robert Laffont, 1970, p. 45-46, affirme que : « La CEE constitue une partie de la construction qui mène à la Fédération, ce qui est impossible selon la lettre du traité. Elle est, écrit-il, déjà fédérale, de par sa structure constitutionnelle. » En revanche, p. 52-66, il reconnaît que la Communauté n'est ni une fédération, parce qu'elle n'est pas un État, ni une confédération, parce qu'elle exerce directement la puissance publique sur le citoyen. Il nous saute aux yeux que la CEE n'a pas de constitution et que ses pouvoirs législatif, exécutif et juridictionnel sont très imparfaits. Les « Pères fondateurs » ont fait croire aux Européens qu'ils établissaient les États-Unis d'Europe alors qu'il s'agissait d'une Communauté, une *Gemeinschaft*, inspirée par l'idéologie commune aux nazis et au régime de Vichy, technocratique, antidémocratique, antiparlementaire. Ils voulaient créer un grand marché, délaissant le développement de la culture européenne. Hallstein ne pouvait ignorer ce qu'aurait pu être une constitution fédérale européenne en 1950, un an après l'adoption de la première constitution fédérale de l'histoire allemande. Il savait que celle-ci interdisait à la République fédérale de devenir un état fédéré.

Les institutions de la CEE et de l'Euratom s'installent à Bruxelles. Les Britanniques créent alors l'Association européenne de libre-échange et les États-Unis d'Amérique entrent dans l'OECE, qui devient l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).¹³⁶

Pour Spaak, « les hommes d'Occident, cette fois, n'ont pas manqué d'audace et n'ont pas agi trop tard. [...] Ils ont fait une grande chose et ils l'ont faite, ce qui est remarquable et peut-être unique, en répudiant tout usage de la force, toute contrainte, toute menace. C'est cela, ce seul appel à l'intelligence, à la sagesse, à la solidarité qui donne son véritable aspect à notre œuvre. »¹³⁷

Avec Konrad Adenauer, nous pouvons juger que Paul-Henri Spaak a bien mérité de l'Europe.¹³⁸

Il convient néanmoins de mentionner quelques faiblesses des traités fondateurs des actuelles institutions européennes. Le premier alinéa du préambule du traité de Rome du 25 mars 1957 sur la CEE affiche la volonté politique de réaliser « une union sans cesse plus étroite » entre les peuples européens, **mais ce** que les Hautes Parties contractantes ont juridiquement institué entre elles ne répond pas à cet objectif. La CEE n'est pas un État fédéral démocratique, c'est une Communauté supranationale et technocratique, qui, à l'époque, ne dispose pas même d'une assemblée parlementaire élue directement. Elle peut créer une union douanière et un Marché commun, mais pas une union entre les peuples : elle n'est que l'Europe des marchands.

Le professeur-sénateur Fernand Dehousse affirmait à tort que les traités européens fondamentaux sont des actes de droit constitutionnel international, soumis à la ratification des

¹³⁶ Voir Jean Monnet, *Mémoires*, op. cit., p. 629 et 644.

¹³⁷ Michel Dumoulin, *Spaak*, op. cit., p. 526-527.

¹³⁸ Konrad Adenauer, *Mémoires, 1956 - 1963*, Paris, Hachette, 1969, p. 94. Spaak est appuyé par les Américains, qui « soutiennent fermement le Marché commun contre la zone de libre-échange, considérée à Washington comme un instrument inventé par le gouvernement britannique pour freiner l'intégration. » Marie-Thérèse Bitsch, *Histoire de la construction européenne de 1945 à nos jours*, op. cit., p. 128.

parlements nationaux,¹³⁹ en dépit du fait que les termes « traité » et « constitutionnel » sont incompatibles : le premier est un acte externe à l'État, l'autre renvoie à l'acte interne à l'État le plus élevé dans la hiérarchie des normes.

Fin 1957, les trois Communautés existent en droit, mais l'Union douanière doit être concrétisée. Dès l'automne 1958, de Gaulle et Adenauer vont se mettre à la tâche.

2.7. ADENAUER ET DE GAULLE, LES FONDATEURS RÉELS DE L'EUROPE UNIE

Michel Debré portait sur le traité de Rome instituant la Communauté économique européenne (CEE) un jugement nettement plus négatif que de Gaulle, ce qui avait fait craindre à Adenauer que de Gaulle allait dénoncer ce traité après son retour au pouvoir. De Gaulle savait qu'un retour au protectionnisme dans les limites nationales compromettrait la prospérité et le rayonnement de la France et que le libre-échangeisme général aboutirait à la domination absolue des Etats-Unis d'Amérique ; des liens bilatéraux laisseraient subsister trop de différences économiques et de protectionnisme.

De Gaulle voyait dans le Marché commun l'opportunité de moderniser l'économie française. Les mesures de redressement économique et monétaire prises à la fin de 1958 ont permis à la France d'appliquer sans clause de sauvegarde les dispositions du traité de Rome, ce qui à l'époque surprit tout le monde. Le mérite de l'ouverture de l'économie française à la concurrence internationale revient donc en partie au président de Gaulle.¹⁴⁰

¹³⁹ Voir Comité d'étude pour la Constitution européenne, *Projet de statut de la Communauté politique européenne. Travaux préparatoires*. Bruxelles, Mouvement européen, novembre 1952, p. 203.

¹⁴⁰ François-Xavier Ortoli, « De Gaulle et la construction européenne », in Fondation Charles de Gaulle (dir), *La politique économique et financière du Général de Gaulle, 1958-1969*, Cahiers de la Fondation Charles de Gaulle, Paris, 2005, p. 73-86. Sous de Gaulle (1958-1969), le taux de croissance annuelle du PIB fut de 5,1 % en moyenne pour les Six, plus élevé que celui des Etats-Unis d'Amérique (4,1 %) et que celui de la

Celui-ci considère l'indépendance nationale comme la seule posture valable pour la France, en attendant que l'Europe devienne une (con)fédération d'États. Sa politique européenne est basée sur le postulat de la réunification allemande, qu'il énonce dès le 25 mars 1959. Il considère « probable » l'implosion du « bloc totalitaire de l'Est », qu'il annonce, dès 1964. Sur la base du Marché commun, il projette une solidarité de défense entre Européens. Il veut conforter la cohésion des Six, sur le plan économique puis politique.¹⁴¹ Il invite Adenauer à Colombey-les-Deux-Églises, du 14 au 15 septembre 1958,¹⁴² pour lui dire ce qui suit :

1. « L'Europe doit devenir une réalité sur les plans politique, économique et culturel.
2. La mise en œuvre des traités du Marché commun et de l'Euratom sera poursuivie ; sur cette base, la coopération pourra être développée dans un cadre plus vaste que celui des Six en évitant, toutefois, que l'évolution provoque des difficultés graves dans tel ou tel pays.
3. La coopération européenne doit s'affirmer aussi en dehors de l'Europe, à l'égard des grands problèmes mondiaux tels que, par exemple, celui du Moyen-Orient. Cette coopération pourra se manifester dans le domaine politique et dans le domaine économique.

Grande-Bretagne (2,7 %). Entre 1958 et 1970, le commerce intracommunautaire fut multiplié par six. Lors du *Kennedy Round* du 4 mai 1964 au 15 mai 1967, la CEE s'affirma comme la première puissance commerciale du monde, devant les États-Unis d'Amérique, le Japon et la Grande-Bretagne. En juin 1967, afin de faire aboutir le *Kennedy Round* et d'éviter une fragmentation du Pacte atlantique, le gouvernement américain donna la priorité aux considérations politiques et accepta des concessions sur le plan économique.

¹⁴¹ Marie-Thérèse Bitsch, *Histoire de la construction européenne de 1945 à nos jours*, op. cit., p. 129.

¹⁴² Selon Raymond Cartier, *Les 19 Europes*, Paris, Plon, 1960, p. 654, « Adenauer raconte qu'il se rendit à cette première entrevue (dans) un état d'angoisse, avec la conviction que son rêve européen allait se briser. (Il) fut rassuré en quelques minutes ».

4. Pour atteindre les objectifs mentionnés ci-dessus, des consultations régulières auront lieu entre les gouvernements intéressés. Ce mécanisme de consultations pourra prendre un caractère en quelque sorte organique au fur et à mesure qu'il se développera. »¹⁴³

Charles de Gaulle estime qu'il s'agit de « faire toute l'Europe, ou bien il n'y aura pas d'Europe ». ¹⁴⁴ Il expose « l'intérêt primordial que présenterait l'union de l'Europe, union qui exige avant tout la coopération de Paris et de Bonn », afin de promouvoir la paix et le progrès. [II] propose que les Six se concertent régulièrement sur toutes les questions politiques ; il demande et obtient le soutien de l'Allemagne sur deux points : élargir la CEE à l'agriculture et écarter la candidature de la Grande-Bretagne tant qu'elle « demeurera économiquement et politiquement ce qu'elle est ». Il annonce la fin future de la participation de la France au volet militaire de l'Alliance atlantique. Les deux pays « établissent alors, dans tous les domaines, des rapports directs et préférentiels ». ¹⁴⁵

Le général de Gaulle considère que l'Alliance atlantique n'est que la subordination militaire et politique de l'Europe occidentale aux États-Unis d'Amérique. Il estime « assez invraisemblable que, du côté soviétique, on entreprenne de marcher à la conquête de l'Ouest ». Comme « les Soviétiques ont acquis ce qu'il faut pour détruire l'Amérique », l'Europe de l'Ouest n'est plus protégée par l'OTAN. Néanmoins, de Gaulle maintient la France dans l'Alliance, mais il veut soit qu'un triumvirat américano-franco-britannique la dirige, soit sortir

¹⁴³ Charles de Gaulle, « Note pour les Affaires étrangères, 13 août 1958 » in *Lettres, Notes et Carnets*, juin 1958-décembre 1960, Paris, Plon, 1985, p. 73, cités par Raymond Poidevin, « De Gaulle et l'Europe en 1958 » in *De Gaulle en son siècle, Tome V, L'Europe*, Actes des Journées internationales tenues à l'Unesco Paris les 19-24 novembre 1990 par l'Institut Charles De Gaulle, Paris, La Documentation française – Plon, 1992, p. 83.

¹⁴⁴ Entretiens franco-allemands, 14 septembre 1958 (AE, Secrétariat général 26, C. 58) cités par Raymond Poidevin, « De Gaulle et l'Europe en 1958 » op. cit., p. 83.

¹⁴⁵ Voir Charles de Gaulle, *Mémoires d'espoir*, t. 1, *Le renouveau (1958-1962)*, op. cit., p. 223-227. La France et l'Allemagne lancent alors la production du Transall C-160, un appareil de transport militaire à moyen rayon d'action.

son armée du commandement américain. Il veut se doter d'une force de dissuasion atomique autonome et entreprendre une détente, puis une entente, puis une coopération avec la Russie, puis avec la Chine. Dès le 14 septembre 1958, de Gaulle adresse un mémorandum aux gouvernements américain et britannique en ce sens et ne reçoit qu'une réponse évasive.¹⁴⁶

Le 23 novembre, Richard Coudenhove-Kalergi écrit à Charles de Gaulle pour lui proposer une initiative hardie et spectaculaire : instaurer une union politique franco-allemande indissoluble bien avant qu'Adenauer ne quitte le pouvoir.¹⁴⁷

Le 26 novembre, de Gaulle rappelle au chancelier la nécessité d'avoir une organisation européenne afin de créer une politique nouvelle de paix, de force, de puissance, de rayonnement, qui ne serait pas une politique américaine et qui ne serait pas non plus hostile à l'Europe de l'Est, dans le secret espoir de l'attirer un jour vers nous. Entre une Russie dangereuse face à laquelle il ne faut pas se désarmer, et une Amérique qui est un autre monde, soucieux de faire son jeu et rien d'autre, de Gaulle imagine ainsi une troisième force.¹⁴⁸ Cette rencontre permet d'enterrer le projet britannique de zone de libre-échange.¹⁴⁹

La France applique dès le 1er janvier 1959 la première mesure prévue par le traité de Rome : une baisse de 10% des droits de douane. Alors que la France est protectionniste, de Gaulle

¹⁴⁶ Voir Charles de Gaulle, *Mémoires d'espoir*, t. 1, *Le renouveau* (1958-1962), op. cit., p. 211-212 et 255-260 ; Michel Dumoulin, *Spaak*, op. cit., p. 633 ; Tony Mortier, *Het plan Pleven: een geïntegreerd Europees leger*, afstudeerwerk, Brussel, Koninklijke Militaire School, 1987, p. 102-103.

¹⁴⁷ **Richard Coudenhove-Kalergi à Charles de Gaulle, 23/11/1958, Archives cantonales vaudoises PP 1000/33 12 1958, enveloppe n° 12 (lettre du 23 novembre 1958).**

¹⁴⁸ sn, « Entretiens du 26 novembre 1958 » (AE, Secrétariat général 46, C. 58), cités par Raymond Poidevin, « De Gaulle et l'Europe en 1958 » op. cit., p. 83.

¹⁴⁹ Edmond Jouve, *Le général de Gaulle et la construction de l'Europe*, Tome premier, op. cit., p. 457.

déclare qu'on a « fait quelque chose de positif, [la CEE] ; peu à peu, les barrières douanières entre les Six s'effacent. »¹⁵⁰

Malgré la tension à Berlin et le fait que la bombe « A » française n'est pas encore disponible,¹⁵¹ de Gaulle retire de l'OTAN la flotte de Méditerranée et il expulse de France les armes atomiques américaines. L'armée de l'air et le contrôle aérien redeviennent nationaux. Le 3 novembre, il annonce à l'École de Guerre la création de la « force de frappe ».¹⁵² Les services d'études stratégiques de l'École militaire reçoivent de nouvelles directives au sujet de la sécurité du pays, qui doit se défendre par lui-même.¹⁵³

En 1960, le 31 mai, de Gaulle envisage une « coopération organisée des États (membres de la CEE), en attendant d'en venir peut-être à une imposante confédération ». Le 5 septembre, lors d'une conférence de presse au palais de l'Élysée, il envisage comme "possible et souhaitable la coopération régulière de l'Europe occidentale" dans les domaines : politique, économie, culture et défense. Il prévoit « un concert régulier des gouvernements responsables, des organismes spécialisés dans chacun des quatre domaines et subordonnés aux gouvernements, une Assemblée délibérante formée de délégués

¹⁵⁰ L'Union douanière existe le 1er juillet 1968, un an et demi avant la date prévue, grâce à l'acharnement mis, à partir de 1958, à la concrétiser. Toutefois, Adenauer n'a pu y travailler que pendant cinq ans, tandis de Gaulle a poursuivi l'effort pendant une décennie. Voir Paul Magnette, *L'Europe, l'État et la démocratie*, op. cit., p. 50.

¹⁵¹ Le général de Gaulle a créé le Commissariat à l'énergie atomique le 8 octobre 1945, à des fins civiles et militaires. Voir André Martel (dir.), Claude Carlier, Jacques Frémeaux, Claude Hesse d'Alzon, Philippe Masson, *Histoire militaire de la France, tome IV – De 1940 à nos jours*, Paris, PUF, 1994, p. 240.

¹⁵² Le premier essai nucléaire français a eu lieu le 13 février 1960 dans l'actuelle Algérie.

¹⁵³ Voir Charles de Gaulle, *Mémoires d'espoir*, t. 1, *Le renouveau (1958-1962)*, op. cit., p. 211-212 et 255-260 ; Michel Dumoulin, *Spaak*, op. cit., p. 633 ; Tony Mortier, *Het plan Pleven: een geïntegreerd Europees leger*, op. cit., p. 102-103.

des parlements nationaux. Enfin, un solennel référendum européen devrait apporter une large adhésion populaire. »¹⁵⁴

En 1961, le 18 juillet, l'Europe politique naît à Bad-Godesberg : dorénavant, les ministres des Affaires étrangères se réunissent régulièrement pour se concerter.¹⁵⁵ A la fin de l'année, suite au lancement de la première fusée intercontinentale soviétique, Kennedy remplace la stratégie de *Massive Retaliation* par la *Flexible Response*, limitant l'emploi des armes nucléaires à une riposte à une attaque atomique.¹⁵⁶

En 1961-1962, de Gaulle propose en vain trois versions successives du Plan Fouchet sur la coopération politique intergouvernementale à Six, dans les domaines de la politique étrangère, des affaires culturelles et de la défense, en vue d'établir une confédération d'États, en attendant une fédération. Les ministres des Affaires étrangères belge, Spaak, et néerlandais, Luns, voulaient l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun avant de passer au plan Fouchet, ce que refusait de Gaulle,¹⁵⁷ notamment parce qu'en acceptant l'offre de Kennedy d'équiper les sous-marins lanceurs de missiles balistiques de la *Royal Navy* de fusées Polaris américaines, porteuses de la bombe A britannique, le Royaume-Uni rendait impossible une force atomique européenne indépendante.¹⁵⁸

¹⁵⁴ Charles de Gaulle, *Discours et messages, Volume III : Avec le renouveau (1958-1962)*, Paris, Plon, 1970, p. 244-246.

¹⁵⁵ Voir Jean Monnet, *Mémoires*, op. cit., p. 641 ; Tony Mortier, *De Frans-Brits-Duitse troika, vooruitgang of stagnatie voor een Europese Defensiegemeenschap*, eindverhandeling, Brussel, Vrije Universiteit Brussel, 1992, p. 64.

¹⁵⁶ La nouvelle stratégie montre sa pertinence lors de la crise de Cuba en 1962, elle devient la doctrine de l'OTAN en 1967. Voir Luc De Vos et Jean-Michel Sterkendries, *Les grands problèmes géopolitiques après la Deuxième Guerre Mondiale*, Bruxelles, École royale militaire, cours HI005, s.d., p. 62 et 168.

¹⁵⁷ Voir Bino Olivi, Alessandro Giacone, *L'Europe difficile : histoire politique de la construction européenne*, Paris, Gallimard, 1998, édition 2007 refondue, mise à jour et augmentée, p. 72-74.

¹⁵⁸ Voir Jacques-Henri Pirenne, « L'évolution des relations internationales de la Belgique de 1914 à nos jours » in Henri Pirenne, *Histoire de Belgique des origines à nos jours*, t. *, 1914-1970, op/cit., p. 244-245 ; Charles de

A défaut d'accord à six, Adenauer et de Gaulle signent le traité franco-allemand de l'Élysée, qui aurait dû établir la coopération politique intergouvernementale à deux mais, lors de sa ratification, le *Bundestag* lui a adjoint un préambule non négocié avec la France, qui le subordonne au traité de Washington de 1949 et le vide de sa substance. Le nouveau chancelier Erhard n'applique guère le traité de l'Élysée. Bien que le général de Gaulle se montrât « moins enthousiaste » à l'égard des affaires européennes après ces déceptions, il a poursuivi la réalisation du Marché commun.

De Gaulle entre en conflit avec la Commission européenne présidée par M. Hallstein, qui vise à renforcer ses compétences et celles du Parlement européen.

En 1965, M. Hallstein rate sa tentative de gérer le produit des droits de douane sous le seul contrôle de l'Assemblée parlementaire : de Gaulle bloque le Conseil européen et la Commission, mais il obtient la fusion de la Haute Autorité de la CECA, de la Commission de la CEE et de celle de l'Euratom, pour permettre qu'une seule Commission représente les Six, définisse une politique commune en matière énergétique, industrielle ou de transport, facilite le regroupement d'entreprises ou une plus étroite coopération dans le domaine de la recherche scientifique.¹⁵⁹

En 1966, l'arrangement de Luxembourg¹⁶⁰ limite les aspects supranationaux de l'intégration européenne et la réoriente dans un sens intergouvernemental : lorsque, même dans le cas de décisions susceptibles d'être prises à la majorité sur proposition de la Commission, des intérêts très importants d'un ou plusieurs

Gaulle, *Mémoires d'espoir*, t. 1, *Le renouveau (1958-1962)*, op. cit., p. 276 ; Jean Monnet, *Mémoires*, op. cit., p. 645 ; Tony Mortier, *Het plan Pleven: een geïntegreerd Europees leger*, op.cit, p. 99-106.

¹⁵⁹ Edmond Jouve, *Le général de Gaulle et la construction de l'Europe*, t. I, op.cit., p. 389.

¹⁶⁰ Maurice Couve de Murville, qui en fut le négociateur, rappelle dans son livre, *Le Monde en face*, Paris, Plon, 1989, qu'il n'y a pas eu de compromis, mais l'affirmation que le désaccord sur la procédure de décision ne devait pas empêcher la Communauté de fonctionner. Voir Maurice Delarue, « Europe européenne et Europe des États » in *De Gaulle en son siècle*, Tome V, *L'Europe*, op. cit., p. 92, note 1.

partenaires sont en jeu, les membres du Conseil s'efforceront, dans un délai raisonnable, d'arriver à des solutions qui pourront être adoptées à l'unanimité.¹⁶¹

Le 20 juin 1967, M. Hallstein doit démissionner, il est remplacé par Jean Rey, le Commissaire aux Relations extérieures. Le 27 novembre 1967, de Gaulle met à nouveau son veto à l'entrée de la Grande-Bretagne dans la CEE, pour protéger celle-ci d'un ennemi intérieur téléguidé par les Américains. Il sait que c'est grâce à la CEE et surtout à M. Rey que l'accord commercial issu du *Kennedy Round* met l'Europe à égalité avec les Américains.

En janvier 1969, le président Nixon et son conseiller à la Sécurité nationale Henry Kissinger prennent leurs fonctions. Du 28 février au 2 mars, ils sont reçus à Paris par le général de Gaulle. Les deux présidents se connaissent : quand de Gaulle s'est rendu aux EUA en 1960, Nixon était le vice-président d'Eisenhower. Nixon a été reçu par de Gaulle à Paris en 1963 et en 1967. Kissinger n'est pas un inconnu : lorsque, dans son discours de Phnom Penh de septembre 1966, de Gaulle condamne fermement l'intervention américaine au Vietnam et prédit leur défaite, il est honni aux USA, mais pas par Kissinger, qui nie que de Gaulle soit anti-américain, car lors des fortes tensions avec l'Union soviétique, en 1960, 1961 et 1962, il a soutenu sans réserve les USA. Kissinger explique qu'il n'y a pas de divergences quant à l'attitude à avoir avec l'Union soviétique entre les USA et la France, mais que pour de Gaulle, l'Europe doit être indépendante, autonome.¹⁶² Nixon apprécie le courage, la hauteur de vue et la sagesse du général et Kissinger compte sur de Gaulle pour les aider à mettre en œuvre les trois axes de la politique étrangère de Nixon : renforcer la relation transatlantique par des liens

¹⁶¹ Voir Laurent de Boissieu, *L'Europe des intérêts nationaux : 1958-1969*, Centre d'information sur le Gaullisme, Une certaine idée de l'Europe, <http://www.gaullisme.net/traite-de-rome.html>, 22/5/2011 ; Michel Dumoulin, *Spaak*, op. cit., p. 645-664.

¹⁶² Voir Henry Kissinger, « The Illusionist: Why We Misread de Gaulle », *Harper's*, mars 1965.

bilatéraux, notamment avec la France, mener une politique de détente avec l'Union soviétique, ce que de Gaulle souhaite également et amorcer un rapprochement avec la Chine de Mao, que la France a reconnue dès janvier 1964. Au cours des dix heures d'entretien de Nixon et de Kissinger avec de Gaulle, celui-ci demande à Kissinger pourquoi les USA ne se retirent pas du Vietnam, car cette guerre les affaiblit ; ils y perdent des milliers d'hommes et leur autorité morale. Un mois plus tard, à l'occasion des obsèques d'Eisenhower, de Gaulle presse Nixon de mettre fin rapidement au conflit vietnamien, mais Nixon et Kissinger estiment que deux ou trois ans sont nécessaires pour faire comprendre aux alliés que cela ne signifie pas la fin de la lutte contre l'expansion du communisme.¹⁶³ La chute peu glorieuse de Saigon, les 29 et 30 avril 1975, a montré combien de Gaulle avait raison.

L'image fausse d'un Charles de Gaulle fossoyeur de l'intégration européenne a été répandue en Europe, par MM. Monnet et Hallstein notamment. En réalité, la correspondance de Richard Coudenhove-Kalergi et de Charles de Gaulle montre l'ancienneté et la continuité de leurs relations, ainsi que l'émergence de leur conception d'une « Europe européenne », d'abord confédérale puis fédérale,¹⁶⁴ telle qu'elle fut proposée dans le plan Fouchet.

¹⁶³ Voir Jérémie Gallon, « Henry Kissinger. L'Européen », Paris, Gallimard, 2021, p. 24 ; Yves-Henri Nouailhat, « Nixon-de Gaulle : un épisode original des relations américaines », Revue française d'études américaines, n° 32, avril 1987, American Potpourri, p. 309-318, https://www.persee.fr/doc/rfea_0397-7870_1987_num_32_1_1281; Henry Kissinger, *White House Years*, chapter IV, European Journey, The Colossus of de Gaulle, <https://media.oiiipdf.com/pdf/f7f2032a-0f2c-497d-a106-45f3ae0f78b8.pdf>.

¹⁶⁴ Voir Alain Larcen, « Relations et convergences de Richard Coudenhove-Kalergi et Charles de Gaulle, « deux réalistes courageux inspirés par des idéaux modernes » » in Alain Larcen, *Coudenhove-Kalergi, De Gaulle, Une certaine idée de l'Europe*, op. cit., p. 101. Richard Coudenhove-Kalergi (1894-1972) et le général de Gaulle (1890-1970) se sont rencontrés à de nombreuses reprises et ont entretenu une correspondance régulière, notamment autour du thème de la construction de l'Europe. Cela a été exposé lors du colloque organisé à Nancy le 14 novembre 1998 par la Fondation Coudenhove-Kalergi, la

Charles de Gaulle voulait unir l'Europe en réconciliant la France et l'Allemagne occidentale, puis réunifier l'Allemagne. Peu nombreux, en dehors de MM. Paul-Henri Spaak, Willy Brandt et Helmut Schmidt, sont ceux qui ont avoué avoir corrigé leur jugement sur de Gaulle.¹⁶⁵

Durant la première décennie du Marché commun, l'essor européen reposa sur deux piliers : la politique agricole commune et la mise en place de l'union douanière, l'ouverture du marché français à l'industrie allemande étant compensée volontairement par un soutien financier allemand à l'agriculture française. Le traité de Rome du 25 mars 1957 précisa bien le processus des réductions tarifaires pour l'industrie, mais resta quasiment muet sur les mesures à prendre pour l'agriculture. Il a fallu attendre l'accord des Six sur les principes de la politique agricole commune à la mi-janvier 1962, puis la décision de décembre 1964 sur le prix commun des céréales pour que se concrétise la perspective d'une économie réellement commune. La politique agricole européenne est clairement un succès. Les droits de douane à l'intérieur de la Communauté furent baissés à 90 % en janvier 1959, à 70 % début 1961 et à 50 % en juillet 1962, prenant ainsi une avance de trois ans sur le calendrier prévu par le traité de Rome. La CEE diminua ses droits de douane intérieurs de 10 % supplémentaires respectivement en 1963, 1965 et 1966. Au 1er juillet 1967, 15 % des droits de douane initiaux furent encore en place. Ils disparurent complètement dès le 1er juillet 1968, date aussi de l'achèvement du Marché commun agricole. Les Six prirent ainsi une avance de dix-huit mois sur le programme fixé en 1957.

Régulièrement, de Gaulle dénonça l'Europe
supranationale, régie par "quelque aréopage

Fondation Charles de Gaulle et l'Université de Nancy II sur le thème
« Richard Coudenhove-Kalergi-Charles de Gaulle ».

¹⁶⁵ Voir Paul-Henri Spaak, *Combats inachevés. De l'espoir aux déceptions*, Fayard, Paris, 1969 ; pour Helmut Schmidt, voir Reiner Marcowitz, *Option für Paris ? Unionsparteien, SPD und Charles de Gaulle, 1958 bis 1969*, Munich, Oldenburg, 1996, p. 298-299.

technocratique, apatride et irresponsable ». L'Europe intégrée servait pour lui d'alibi aux « mythomanes » irréalistes, aux « petits messieurs » voulant s'asseoir parmi les grands et aux « malades comme Jean Monnet ». De Gaulle voulait un maximum d'indépendance pour la France, mais il a accepté que la Commission représente la CEE vis-à-vis de pays tiers, notamment dans les négociations du Kennedy Round (1964-1967) et ne s'est pas opposé aux arrêts de la Cour de justice européenne, qui établit durant les années 1960 les fondements d'une jurisprudence accordant au droit européen le primat sur le droit national.

La vision gaullienne dépassait une coopération privilégiée entre la France et l'Allemagne : elle visait « l'union » des deux pays comme noyau d'une Europe européenne à créer. Le 22 janvier 1963, de Gaulle signa avec Adenauer le traité de l'Élysée « en vue de parvenir, autant que possible, à une position analogue » dans les domaines des Affaires étrangères, de la Défense et de l'Éducation. Malgré ses déceptions après la signature du traité, de Gaulle persista dans l'idée d'une coopération franco-allemande organique. Le 23 mars 1964, de Gaulle envoya à Bonn son ministre de l'Économie et des Finances, Valéry Giscard d'Estaing, pour proposer aux Allemands une union monétaire. L'initiative française visait clairement l'abandon du franc et du mark et la création d'une nouvelle monnaie. Quant aux pays membres de cette union monétaire, Giscard d'Estaing proposa à son homologue allemand le cadre des Six, ou bien, à défaut d'un consensus communautaire, une coopération entre la République fédérale d'Allemagne et la France.¹⁶⁶

Le 15 novembre 1965, lors d'une conversation ente MM. von Hassel, ministre allemand de la Défense et Messmer, ministre français des Armées, l'établissement d'un

¹⁶⁶ Voir Benedikt Schoenborn, *La mésentente apprivoisée. De Gaulle et les Allemands, 1963-1969*, Paris, PUF, 2007, chapitre 3.

gouvernement européen jusqu'en 1990, avec autorité politique, militaire et même nucléaire a été évoqué.¹⁶⁷

En revanche, le général de Gaulle s'est opposé aux ambitions de la Commission Hallstein de devenir en mars 1965 le gouvernement européen et à l'extension du vote majoritaire au Conseil des ministres, prévue pour le 1er janvier 1966 par le traité de Rome. Le texte signé le 30 janvier 1966 à Luxembourg a mis fin à la crise de la chaise vide qui fut la conséquence du refus par les Cinq d'une union politique. Les différentes tentatives d'amorcer une union politique européenne - le Plan Fouchet en 1961-1962, puis les propositions respectives de l'Allemagne, de la Belgique, de l'Italie et de la Commission en 1964-1965 - n'avaient pas réussi à recueillir le consensus nécessaire. Pour de Gaulle, une position commune vis-à-vis de Washington et la perspective d'une défense européenne étaient primordiales.

L'attitude du président de Gaulle durant la crise de la chaise vide ainsi que son refus d'élargir la Communauté ont largement contribué à son image d'anti-européen, en particulier lors de ses deux vetos à l'entrée de la Grande-Bretagne, le 14 janvier 1963 puis le 27 novembre 1967, sans doute plus sur la forme que sur le fond. Le président Kennedy a dit, fin janvier 1963 : « Nous étions conscients que l'adhésion au Marché commun pourrait être refusée à la Grande-Bretagne, mais nous n'étions pas préparés à la façon dont de Gaulle l'a fait ». ¹⁶⁸

L'expérience d'après 1973 montra bien la pertinence de la position du général de Gaulle. Willy Brandt, qui s'était vigoureusement investi en faveur de l'adhésion britannique dès 1967, admit plus tard avoir modifié son jugement : les relations spéciales entre Londres et Washington perturbaient en effet le développement de l'Europe. Sur ce

¹⁶⁷ Kai-Uwe von Hassel, *Militärisches Tagebuch*, Bundesarchiv, Freiburg im Breisgau, BW1/105.

¹⁶⁸ sn, *Foreign Relations of the United States (FRUS), 1961-1963*, vol. XIII, Western Europe and Canada, Government Printing Office, Washington D.C., 1994, Doc.64, NSC Meeting, 31.1.1963.

point, avoua Brandt, de Gaulle avait eu raison. Aucun chef d'État français, autre que l'ancien dirigeant de la France libre et adversaire tenace du Reich, n'aurait pu sceller avec une telle irréversibilité la réconciliation franco-allemande. Nombre de Français se rallièrent à cette réconciliation parce que Charles de Gaulle s'y investit. Les Allemands en étaient fort conscients.

Après le départ du président de Gaulle de la scène politique, le 28 avril 1969, la Communauté n'avança pas plus rapidement, contrairement à ce qu'on avait imaginé. Le sommet de La Haye, en décembre 1969, donna certes un nouvel élan à la coopération financière et Georges Pompidou admit l'élargissement de la Communauté. Mais au plus tard avec l'entrée de la Grande-Bretagne, de l'Irlande et du Danemark, au 1^{er} janvier 1973, l'avancement fut ralenti.

La période de 1973 à 1983 a été avec raison nommée « la période stagnante » de la Communauté européenne.¹⁶⁹ Elle a fait ressortir les accomplissements des onze années au cours desquelles de Gaulle a été pouvoir¹⁷⁰ : l'union douanière fut mise en pratique et achevée plus vite que prévu ; la politique agricole commune fut réalisée ; les Six manifestèrent, tous, qu'ils tenaient à l'existence du Marché commun comme garant de la prospérité ; les institutions communautaires furent consolidées, l'importance du Conseil des ministres renforcée ; la Commission s'établit comme experte économique et administrative dans les négociations avec des pays tiers ; la Communauté attira de nouveaux pays candidats, même la Grande-Bretagne qui

¹⁶⁹ Geir Lundestad, *“Empire” by Integration. The United States and European Integration, 1945-1997*, Oxford, Oxford University Press, 1998, p.109.

¹⁷⁰ Même M. Hallstein reconnaît qu'en 1968, la politique agricole commune est financée, l'Union douanière et le Marché commun agricole sont achevés, la circulation des travailleurs est libérée et la politique commerciale commune existe. Voir Walter Hallstein, *Der unvollendeter Bundesstaat*, op.cit., p. 113.

avait d'abord été très sceptique.¹⁷¹ Le conflit entre les partisans des méthodes communautaires et intergouvernementales a fini par s'apaiser : le traité de Maastricht de 1992 consacra finalement leur coexistence.

J'ajoute à ce bilan l'instauration de la liberté de circulation des travailleurs, l'affirmation d'une politique commerciale commune, la fusion des trois Commissions européennes, la réorientation de l'intégration européenne dans un sens intergouvernemental et non plus supranational et la création de l'Europe politique, limitée toutefois à la réunion régulière des ministres des Affaires étrangères.

En 1969, de Gaulle démissionne. La France et l'Europe virent de cap.

2.8. DU RAPPORT DAVIGNON À L'ACTE UNIQUE EUROPÉEN

Élu président en juin 1969, Georges Pompidou, un ancien de la banque Rothschild, veut élargir la CEE, pour pouvoir commercer dans un marché plus vaste et créer une défense européenne au sein de l'Alliance atlantique, via une coopération franco-britannique. Dès décembre 1969, lors du sommet de La Haye, il débloque avec Willy Brandt les négociations entre le Royaume-Uni et la CEE. En 1970, il signe les accords franco-britanniques relatifs à l'avion Jaguar, au missile air-surface Martel, aux hélicoptères Lynx, Gazelle et Puma.¹⁷²

Pompidou était convaincu que la réussite de la France et sa capacité à écrire l'Histoire sont intrinsèquement liées au succès du projet européen, mais c'est à une Europe des États-nations, et non pas aux États-Unis d'Europe, qu'il croit. L'adhésion britannique serait pour lui un frein à toute

¹⁷¹ François-Xavier Ortoli, « De Gaulle et la construction européenne », in Fondation Charles de Gaulle (dir), *La politique économique et financière du Général de Gaulle, 1958-1969*, op. cit, p.73-86.

¹⁷² Voir Alice de Lyrot, « Pompidou, la « bombe anglaise » et le Brexit » in *The conversation*, <http://theconversation.com/pompidou-la-bombe-anglaise-et-le-brexit-126381>, 22/1/2020.

velléité fédéraliste. En outre, les Britanniques pourraient contrebalancer le poids économique croissant de la République fédérale d'Allemagne, en apportant leurs ressources technologiques, économiques et monétaires.¹⁷³

En 1970, le 27 octobre, l'adoption par les ministres des Affaires étrangères des Six du rapport Davignon ¹⁷⁴ relance la coopération politique européenne. Il vise l'harmonisation des positions, en précisant les consultations et les actions communes opportunes, ainsi que les procédures : des réunions semestrielles des ministres des Affaires étrangères et trimestrielles des directeurs de la Politique, qui forment le Comité politique.¹⁷⁵

La Grande-Bretagne entre dans le Marché commun le 1^{er} janvier 1973, avec l'Irlande et le Danemark. Le premier ministre britannique Edward Heath constate le manque d'un *focus of authority* et, avec Monnet, il élabore une proposition de Conseil des chefs de gouvernement ¹⁷⁶ pour succéder aux sommets occasionnels. Au printemps, Henry Kissinger, conseiller du président Nixon (avant de diriger le Département d'État entre septembre 1973 et janvier 1977) déclare ouverte l'année de l'Europe. Il estime que les changements intervenus dans la situation internationale depuis 1949 exigent une nouvelle forme de coopération, incluant le Japon aux côtés des États-Unis d'Amérique et de l'Europe. Il souligne la nécessité pour les

¹⁷³ Voir Jérémie Gallon, *Georges Pompidou, L'intemporel*, Paris, Gallimard, 2025, p. 125-133 et 164.

¹⁷⁴ Voir sn, *Le rapport Davignon*, Luxembourg, Office des publications officielles des Communautés européennes, Bulletin de la Communauté économique européenne, novembre 1970, n° 11, p. 9-14, http://www.cvce.eu/content/publication/1999/4/22/4176efc3-c734-41e5-bb90-d34c4d17bbb5/publishable_fr.pdf.

¹⁷⁵ Voir Geneva Centre for Security Policy, European Security and Defence College, *History and Context of the European Security and Defence Policy, Autonomous Knowledge Unit n° 1*, http://adlunap.ro/esdc/ilias.php?baseClass=ilSAHSPresentationGUI&ref_id=841, 13/9/2011.

¹⁷⁶ Voir Jean Monnet, *Mémoires*, op. cit., p. 757-778. Monnet estime (p. 778) que sa méthode de délégation de souveraineté à des institutions communes est la seule bonne, alors que le Conseil concrétise l'Europe des États préconisée par de Gaulle à partir de l'échec des plans Fouchet.

Alliés de partager le fardeau, notamment financier, devenu trop lourd à porter pour les Américains, tout en préservant leur leadership. L'Europe accueille ces vues avec réserve, voire hostilité. En octobre, au cours de la guerre du *Yom Kippour*, les Américains appuient Israël, les Européens restent à l'écart du conflit, pour sauvegarder leur approvisionnement en pétrole.¹⁷⁷

Pompidou décède le 2 avril 1974, avant que l'Alliance ne reconnaisse « la contribution des forces nucléaires française et anglaise à la défense commune », par la Déclaration d'Ottawa du 19 juin 1974.

En décembre, le chancelier Schmidt et le président Giscard réunissent le premier Conseil des chefs d'État et de gouvernement, auxquels se joint le président de la Commission européenne. **Le Conseil** décide que l'unanimité n'est plus requise pour toutes les questions et que le Parlement européen sera élu au suffrage universel à partir de 1979. Il charge le premier ministre belge, Leo Tindemans, de rédiger un rapport sur **l'Union politique de l'Europe**, lequel constate **qu'elle** « demeurera incomplète aussi longtemps que lui manquera une politique de défense commune ».

M. **Genscher**, ministre allemand des Affaires étrangères, y répond par un projet d'Acte unique, unifiant les Communautés et ajoutant aux compétences européennes le maintien de l'indépendance européenne ainsi que la protection de ses intérêts vitaux et de sa sécurité.

En 1984, le 14 février, Spinelli fait approuver son projet de traité d'Union européenne (UE), **en fait un 2^e projet de « traité constitutionnel »**, par le Parlement européen, par 237 voix contre 31 et 43 abstentions, puis par la Commission européenne. Le texte est ensuite rejeté par le Conseil européen, mais celui-ci et la Commission en extraient de quoi compléter le projet d'Acte unique. L'UE veut jouer sur la scène internationale un rôle qui corresponde à son importance économique et à ses ambitions politiques. L'UEO est chargée de contribuer à la réalisation de cette ambition en prenant en charge les aspects

¹⁷⁷ Voir Marie-Thérèse Bitsch, *Histoire de la construction européenne de 1945 à nos jours*, op. cit, p. 200-201.

militaires de la politique de sécurité commune. La déclaration de Rome du 27 octobre des ministres des Affaires étrangères et de la Défense de l'UEO permet de dégager une identité européenne de sécurité.¹⁷⁸

En 1985, la convention de Schengen étend **progressivement** à la France et à l'Allemagne l'ouverture des frontières intérieures réalisée depuis dix ans au sein du Benelux.¹⁷⁹ Malheureusement, ces pays ne mettent pas en place un corps de gardes-frontières et de gardes-côtes qui contrôlerait les frontières extérieures de la zone Schengen. Jacques Delors devient président de la Commission européenne. Il réalise, avec le soutien du président Mitterrand, du chancelier Kohl¹⁸⁰ et des industriels, le marché unique européen incluant la libre circulation des capitaux. Il prépare la monnaie unique.

2.9. DE L'ACTIVATION DE L'UEO À LA CRÉATION DE L'EUROCORPS

En 1986, l'Acte unique européen est signé, il impose la prise de décision à la majorité, afin de réaliser le grand marché avant l'échéance fixée. Le diplomate belge Alfred Cahen, secrétaire général de l'UEO, assigne un double rôle à son organisation, dans la revue fédéraliste *L'Europe en formation*¹⁸¹ : celui d'élément de la construction européenne et celui de pilier européen de l'Alliance atlantique. Il obtient de pouvoir déménager ses services de Londres à Bruxelles.¹⁸² L'opération

¹⁷⁸ Voir Alfred Cahen, « L'Union de l'Europe occidentale fait partie de la construction européenne » in *La Libre Belgique*, 2/2/1993.

¹⁷⁹ Complété en 1990 par une convention d'application, **la convention de Schengen n'est entrée** en vigueur qu'en 1995. En 1997, le traité d'Amsterdam l'a intégré dans les politiques communes de l'UE. **En juillet 2026, 29 États, dont 4 non-membres de l'UE, font partie de l'espace Schengen.**

¹⁸⁰ **M. Mitterrand est président de la République française du 21 mai 1981 au 17 mai 1995, M. Kohl est chancelier allemand de 1982 à 1998, M. Delors préside la Commission européenne de 1985 à 1995.**

¹⁸¹ Voir Alfred Cahen, « Un rôle nouveau pour l'UEO ? » in *L'Europe en formation*, 1986, p. 53-66, <http://www.ena.lu/> 13/02/2011.

¹⁸² **Ce n'est qu'en 1992 que le secrétariat général de l'UEO s'est installé à Bruxelles. Wim Van Eekelen avait succédé à Alfred Cahen. Voir Jean**

Cleansweep, premier exemple d'une opération concertée au sein de l'UEO, permet, en 1987 et 1988, le déminage du golfe Arabo-Persique pour y rétablir la liberté de navigation perturbée par la guerre entre l'Iran et l'Irak.

En 1987, le chancelier Kohl propose au président Mitterrand de créer une brigade franco-allemande à l'occasion des vingt-cinq ans du traité de l'Élysée, et qu'en outre la France et l'Allemagne s'engagent à défendre tout État européen qui serait agressé, y compris avec l'armement nucléaire français.

En 1989, l'effondrement de l'Union soviétique contraint Vladimir Poutine à fuir Dresde. La fin de la Guerre froide entraîne une insécurité croissante, du fait de la défaillance de multiples États et de divers mouvements terroristes.

En 1990, pour M. Wörner, secrétaire général de l'OTAN, l'Alliance atlantique devait, par suite de l'effondrement de l'empire soviétique, « projeter la stabilité de l'Ouest vers l'Est ».¹⁸³ En réalité, la suppression irréfléchie et non concertée de capacités militaires a réduit l'efficacité des dépenses de défense en Europe : de multiples lacunes capacitaires sont apparues, sans que les doublons ne soient réduits. En outre, l'équipement est acquis, au sein de l'OTAN et de l'UE, sur base de considérations nationales, justifiées par le prestige, l'histoire, la limitation du budget, les intérêts industriels ou ceux de la politique locale. En opérations, la fragmentation des forces expéditionnaires en micro-détachements en provenance de multiples États augmente le coût du soutien logistique.

A partir du 25 juin 1991, la Yougoslavie se déchire. La Slovénie, la Croatie puis la Bosnie-Herzégovine proclament leur indépendance et sont reconnues sans discernement ni concertation par les États membres de l'UE. Cela entraîne de durs combats, des exactions envers les civils, des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. Plusieurs observateurs européens sont tués, ainsi que des soldats des États membres de

l'UE ou de l'OTAN. Le 19 juin 1992, ces événements tragiques incitent le Conseil des ministres de l'UEO à adopter la *Déclaration de Petersberg*.¹⁸⁴ Celle-ci définit comme européennes des missions humanitaires ou d'évacuation de ressortissants, de maintien de la paix, de combat pour la gestion des crises, y compris les opérations de rétablissement de la paix. Elle ne permet pas à l'UEO de gérer ces crises, faute de capacités militaires suffisantes, mais elle induit de nouveaux besoins en imagerie satellitaire.¹⁸⁵ La formation doit ouvrir les esprits des militaires à l'Europe.

En décembre 1991, les Ukrainiens votent en masse en faveur de l'indépendance de leur pays, ce qui provoque une semaine plus tard la fin de l'URSS. L'Occident a gagné la Guerre froide. Un partenariat Russie-OTAN est mis en place. La Russie entre en 1992 au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale, elle obtient des dizaines de milliards \$ de prêts. Elle rejoint le Conseil de l'Europe en 1996 et le G7 en 1997, qui devient le G8. Lorsque la Russie est en défaut de paiement en 1998, elle bénéficie du soutien financier des Américains et de l'UE.

En 1992, le traité de Maastricht lance la mise en place d'une Union monétaire européenne, qui doit advenir en 1999, mais en acceptant que tous les États membres de l'UE n'en fassent pas d'emblée partie. Il affirme l'existence de valeurs communes. Il structure l'UE en trois piliers : Affaires communautaires ; Politique étrangère et de sécurité commune (PESC)¹⁸⁶ ; Justice et Intérieur. La PESC doit conduire à une

¹⁸⁴ Le Conseil de l'UEO s'est réuni à Bonn, à l'hôtel Petersberg.

¹⁸⁵ Le Centre satellitaire de l'UEO est fondé en 1992, il est devenu une agence de l'UE en 2002. Voir EU Satellite Centre, <https://www.satcen.europa.eu>, consulté le 3/6/2011.

¹⁸⁶ La PESC ne constitue pas la totalité de la politique des relations extérieures de l'UE, laquelle inclut la politique commerciale, celle du développement ou de l'action humanitaire, mais aussi les aspects extérieurs des politiques communautaires internes (agriculture, environnement, transports) ainsi que la coopération judiciaire et policière pénale. Toutes ces composantes de la politique extérieure de l'UE ont leur mode de fonctionnement propre.

défense commune, en s'appuyant sur l'UEO,¹⁸⁷ chargée d'élaborer et d'exécuter les décisions de l'UE ayant des implications dans le domaine de la défense, ce qui va s'avérer impossible, par suite du refus de l'Union politique par M. Mitterrand. M. Kohl lui a expliqué, mais en vain, que le fédéralisme est la seule forme pertinente d'intégration politique supranationale. « Celle-ci aurait refermé nos déchirures internes, nous aurait apporté le partage d'un destin commun, destin qui implique des responsabilités communes de défense et de sécurité ».¹⁸⁸

Le 2 juin 1992, le non au traité de Maastricht des Danois¹⁸⁹ et le faible oui des Français lors du référendum du 20 septembre réduisent la crédibilité de l'intégration européenne. Comme le *deutsche Mark* est surévalué par rapport aux autres devises, le 16 septembre 1992, le mercredi noir, la spéculation pousse la livre sterling et la lire hors du Système monétaire européen, tandis que la peseta est dévaluée. Les ajustements des taux de change créent malheureusement pour les pays qui dévaluent une inflation importée qui se répercute sur les salaires et donc sur la compétitivité.

En 1993, les marges de fluctuation au sein du Système monétaire européen sont portées à 15 %, pour mettre fin aux attaques spéculatives, qui ont mis en péril le marché commun. Ces attaques renforcent la détermination des États membres à réaliser l'Union économique et monétaire.

¹⁸⁷ Voir l'article J.4. § 2 du traité de Maastricht du 7 février 1992 : « L'UE demande à l'UEO, qui fait partie intégrante du développement de l'UE, d'élaborer et de mettre en œuvre les décisions et actions de l'UE qui ont des implications dans le domaine de la défense. Le Conseil européen, en accord avec les institutions de l'UEO, adopte les modalités pratiques nécessaires. » L'article J.4. § 4 précise que la politique de l'UE « respecte les obligations découlant pour certains États membres du traité de l'Atlantique Nord et elle est compatible avec la politique commune de sécurité et de défense arrêtée dans ce cadre. »

¹⁸⁸ Voir Henri Bentégeat, « Quelles aspirations pour la défense européenne ? » in Álvaro de Vasconcelos (dir.), *Quelle défense européenne en 2020 ?*, Paris, IESUE, 3^e éd., mars 2010, p. 105.

¹⁸⁹ **Le 1^{er} juin 2022, par référendum, 67 % des Danois ont approuvé leur participation à la PESC, inversant leur décision de 1992.**

Les gouvernements savaient, notamment par les publications du professeur Robert Mundell (24/12/1932-4/4/2021), qu'une monnaie commune présente pour eux un désavantage : la suppression des taux de change dans l'union monétaire prive les États de la possibilité de dévaluer ou de réévaluer pour absorber les chocs économiques asymétriques. Ils n'ont plus d'autre choix, pour rétablir la compétitivité et les équilibres macro-économiques, que de procéder à des réformes structurelles, ce qui entraîne une certaine impopularité, s'ils ne sont pas capables de convaincre leurs électeurs qu'ils agissent pour leur bien.

La monnaie est affaire de psychologie. M. Mundell a montré qu'un régime de changes flottants est perçu par les agents économiques, pour amortir les effets de chocs asymétriques, comme supérieur aux taux de change fixes ou à une monnaie commune, parce qu'ils souffrent d'illusion monétaire : ils acceptent une baisse de salaire réel, pour autant qu'elle s'effectue au moyen d'une hausse des prix, qui laisse leurs salaires nominaux inchangés, mais ils rejettent une baisse de salaire nominal, sauf si les dirigeants leur en expliquent la nécessité. Les analystes de l'économie ont longtemps conforté l'opposition des gouvernants à la monnaie unique, ayant constaté que l'Europe ne répond pas totalement aux critères que M. Mundell a identifiés en 1961¹⁹⁰ et qui conditionnent le succès d'une union monétaire.¹⁹¹ Puis, progressivement, les Européens ont pris conscience que les analystes avaient perdu de vue qu'aucune zone monétaire n'est optimale. Les Français, les Allemands, les Italiens, etc. ont perçu que le franc, le *Deutsche mark* ou la lire ne

¹⁹⁰ Voir Robert A. Mundell, "A Theory of Optimum Currency Areas" in *American Economic Review*, November 1961. Cette théorie lui a valu en 1999, l'année du lancement de l'€, le prix « de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel ».

¹⁹¹ Alexandre Swoboda, « Robert Mundell et les Fondements Théoriques de l'Union Monétaire Européenne », Fonds monétaire international, <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2015/09/28/04/54/vc121399>, 13/12/1999.

pouvaient pas convenir simultanément à chacune de leurs régions, à chacun des *Länder*.

Les gouvernements européens ont fini par écouter le professeur Mundell, qui a soutenu la création de la monnaie commune,¹⁹² bien que l'Europe ne réponde que partiellement à ses critères, parce qu'il savait, comme les Américains, les Australiens, les Canadiens, etc., les avantages d'une monnaie unique : la suppression des coûts et risques de change, une liquidité plus grande, une plus grande mobilité du travail et du capital et la perspective d'une solidarité, de transferts, au sein de la zone monétaire. La plupart des Européens avaient perçu cela intuitivement : c'est la raison pour laquelle certaines élections ont été défavorables à celles ou ceux qui prônaient une sortie de la zone €.

A partir de 1993, la guerre en Bosnie a rendu à l'OTAN une raison d'exister : la gestion des crises européennes. En 1994, dans le cadre d'un mandat de l'ONU et avec le soutien des forces américaines, l'OTAN y intervient militairement pour la première fois,¹⁹³ conduisant aux médiocres accords de paix de Dayton en 1995.¹⁹⁴

Les Américains, surtout les Républicains qui dominaient le Sénat, ne souhaitaient pas que cet engagement aille trop loin. Ils ont suscité l'accord de Berlin entre l'Union de l'Europe occidentale (UEO) et l'OTAN en juin 1996 :

¹⁹² Son "Plan for a European Currency" de 1970 a été publié sous le titre "Uncommon Arguments for Common Currencies". Voir H.G. Johnson and A.K. Swoboda, eds., *The Economics of Common Currencies*, London, Allen&Unwin Ltd, 1973.

¹⁹³ Voir Luc De Vos et Jean-Michel Sterkendries, *Les grands problèmes géopolitiques après la Deuxième Guerre Mondiale*, op. cit., p. 282-292.

¹⁹⁴ Les accords de paix de Dayton ont institué une mauvaise gouvernance, toute décision requérant le consentement des Croates catholiques, des Serbes orthodoxes et des Bosniaques musulmans. En avril 2021, la Slovénie, la Hongrie, la Pologne et la Croatie ont proposé de revoir les frontières sur une base ethnique. Voir Caroline de Gruyter, "Morrelen aan de fundamente van de Europese Unie" in *De Standaard*, https://www.standaard.be/cnt/dmf20220113_98107654, 14/1/2022.

l'OTAN acceptait qu'il y ait des opérations dirigées par l'UEO et on identifierait des capacités « séparables mais non séparées », ainsi que des éléments des quartiers généraux ou des structures de commandement de l'OTAN qui pourraient être mises à disposition de l'UEO.¹⁹⁵

En 1993, la France, l'Allemagne et la Belgique constituent l'état-major Eurocorps, qui signe un accord de coopération avec le SACEUR. En 1994, l'Espagne rejoint l'Eurocorps, lequel atteint la pleine capacité opérationnelle en 1995, tant pour les opérations de défense dites « article V » du Pacte atlantique que pour les missions européennes.

2.10. LES ANNÉES SOLANA, LA PÉRIODE FASTE QUI SE TERMINE MAL

En 1994, l'OTAN et l'UEO définissent l'Identité européenne de sécurité et de défense (IESD).¹⁹⁶ La France affecte à l'Eurocorps le 42^e Régiment de transmissions et le 10^e Régiment du Génie, la 1^{ère} Division blindée, le 6^e Régiment du matériel, l'Allemagne la 10^e *Panzerdivision*, comprenant la 12^e Brigade mécanisée et la 30^e Brigade blindée, la Belgique la 1^{ère} Division mécanisée à trois brigades (1, 7 et 17), l'Espagne une division, incomplète jusqu'en 1998, le Luxembourg une compagnie de reconnaissance. **Les Américains s'engagent, par les mémorandums de Bucarest, signés avec le Royaume-Uni, la Russie et, respectivement, l'Ukraine, la Biélorussie et le Kazakhstan, à garantir l'intégrité territoriale et la sécurité de ces trois pays en échange de leur renoncement**

¹⁹⁵ Voir Jean De Ruyt, *Le privilège du diplomate*, op. cit., p. 97-98.

¹⁹⁶ « According to the Final Communiqué of the Ministerial Meeting of the North Atlantic Council held in Berlin [in 1996], the ESDI would "permit the creation of militarily coherent and effective forces capable of operating under the political control and strategic direction of the WEU. » (Selon le Communiqué final de la réunion ministérielle du Conseil de l'Atlantique Nord tenue à Berlin [en 1996], l'IESD permettrait la création de forces militairement cohérentes et efficaces capables d'opérer sous le contrôle politique et la direction stratégique de l'UEO). Geneva Centre for Security Policy, European Security and Defence College, *History and Context of the European Security and Defence Policy, Autonomous Knowledge Unit n° 1*, op. cit.

aux armes nucléaires. En 2009, les Américains et la Russie ont confirmé la validité de ces trois mémorandums.

En juin 1996, la Conférence ministérielle de l'OTAN confirme l'UEO comme élément essentiel de l'IESD.

La réflexion sur la transformation de l'OTAN a débuté en juillet 1997, pour consolider les capacités de *peacekeeping* (maintien de la paix) de l'organisation et répondre aux aspirations des États d'Europe centrale et orientale, candidats à l'adhésion, sans fâcher la Russie avec laquelle l'OTAN tentait d'établir une relation positive, remplaçant l'accord sur l'équilibre des forces conventionnelles en Europe, conclu en 1990 à Paris. Pendant les premiers mois de 1997, le secrétaire général de l'OTAN, M. Solana, et le ministre russe des Affaires étrangères M. Primakov ont négocié un Acte fondateur d'une relation basée sur la coopération, la décision conjointe et l'action commune. L'Acte prévoit que l'OTAN ne déploiera pas d'armes nucléaires et ne stationnera pas de troupes dans ses nouveaux États membres. Il fut conclu le 27 mai 1997, à Paris, par le Conseil atlantique et le président de la Russie, M. Eltsine, qui avait été réélu en 1996. Selon Jean De Ruyt, l'Acte fondateur est pour le surplus un pacte inégal comme le fut le traité de Versailles, imposé à l'Allemagne après la Première Guerre mondiale. Il incite la Russie prendre sa revanche.¹⁹⁷

Le traité d'Amsterdam du 22 juillet 1997 dispose que l'UE peut faire appel à l'UEO pour l'exécution des missions de Petersberg. La Déclaration de l'UEO du 22 juillet 1997 annexée au traité d'Amsterdam harmonise les présidences et les secrétariats respectifs ; elle comporte un accord de sécurité. L'OTAN met sa structure de commandement à la disposition de l'UEO.¹⁹⁸

¹⁹⁷ Voir Jean De Ruyt, *Le privilège du diplomate*, op. cit., p. 89-90.

¹⁹⁸ Voir André Dumoulin, Éric Remacle, *L'Union de l'Europe occidentale, Phénix de la défense européenne*, Bruxelles, Bruylant, 1998.

En 1998, M. Eltsine a fait de Vladimir Poutine le directeur du Service fédéral de sécurité. Le 4 décembre, à Saint-Malo, le président Chirac a convaincu le premier ministre de Grande-Bretagne Blair que l'UE « doit avoir une capacité autonome d'action, appuyée sur des forces militaires crédibles ».¹⁹⁹

En 1999, le 1^{er} janvier, réduisant à zéro les fluctuations entre monnaies nationales, qui disparaissent, la monnaie commune, l'euro ou €, est créé, sous une forme virtuelle, numérique. Les 11 États participant à la zone € cèdent à la Banque centrale européenne (BCE) leur droit régalien de battre monnaie et la politique monétaire. Les banques nationales ne sont plus sous la tutelle des États, elles font partie de l'Eurosystème et ont un mandat commun, maintenir la stabilité des prix dans la zone euro. Les décisions sont prises par le Conseil des Gouverneurs et plus par les gouvernements. Ce progrès inouï renforce la crédibilité de l'Europe sur la scène mondiale, permet aux banques et aux entreprises de consolider leurs activités transfrontalières en Europe, conforte le marché unique et les libertés de circulation des personnes, biens, services et capitaux. Malheureusement, la Commission et le Conseil européens tolèrent que certains États membres ne rejoignent pas la zone € alors qu'ils y sont tenus par le traité instituant l'Union économique et monétaire, car ils remplissent toutes les conditions d'accès.

Bien qu'ils prennent en compte l'intérêt commun de l'UE, les États membres restent souverains pour les politiques

¹⁹⁹ Jacques Chirac, Lionel Jospin et Tony Blair, conférence de presse conjointe, XXI^e sommet franco-britannique de Saint-Malo, 4/12/1998, <http://www.diplomatie.gouv.fr/actual/evenements/stmalo.html>, 12/12/2005. L'Europe de la défense a ensuite semblé prendre corps : « groupements tactiques, force européenne de gendarmerie, agence européenne de défense et de l'armement, cellule de planification et de commandement, mais aussi programmes communs de l'A400M, du missile Meteor, de Galileo, de l'hélicoptère de transport NH90, de l'hélicoptère de combat Tigre, des démonstrateurs de [drones aériens de combat]. » Michèle Alliot-Marie, *Le chène qu'on relève*, Paris, Odile Jacob, 2005, p. 77-78.

économiques et fiscales, ainsi que pour la gestion des dettes souveraines ; les règles budgétaires européennes sont peu respectées. La BCE n'a pas comme partenaire un pouvoir exécutif fédéral européen, mais des États membres dont les positions et les intérêts divergent souvent. Enfin, le partage des compétences en matière de supervision et de réglementation des marchés, notamment financiers, entre la BCE et les États membres, n'est pas suffisamment précis. En effet, la BCE est responsable pour la supervision des banques, dans le cadre du *Single Supervisory Mechanism* (SSM - Mécanisme de surveillance unique) qui inclut la BCE et les autorités nationales de surveillance des pays participants, mais en cas de crise bancaire, le mécanisme de résolution bancaire sous l'égide du SSM ne bénéficie toujours pas d'un système européen de garantie des dépôts. La supervision des marchés financiers reste, pour une part beaucoup trop importante, une responsabilité nationale.²⁰⁰

Le 23 mars, pour mettre fin à la répression dont la majorité albanaise (85%) au Kosovo fait l'objet de la part du gouvernement serbe depuis 1989, et qui devient de plus en plus sanglante, Javier Solana, secrétaire général de l'OTAN, ordonne des attaques aériennes contre la Serbie, sans avoir de mandat de l'ONU. Après 78 jours de bombardements, la *Force du Kosovo* peut alors s'y établir. Le 17 février 2008, le Kosovo proclame son indépendance. Certains des États membres de l'UE suivent les États-Unis d'Amérique et le reconnaissent, d'autres non.

Le 29 mars, Poutine devient secrétaire du Conseil national de sécurité de la Fédération de Russie.²⁰¹ Il conclut des frappes aériennes de l'OTAN en Serbie, de l'absence de mandat de l'ONU, et des efforts américains en faveur de l'indépendance du Kosovo que le viol du droit international par les Occidentaux l'autoriserait à faire de même, par

²⁰⁰ Voir Paul Goldschmidt, *L'Euro n'est pas une monnaie comme les autres !* in Archives Jean Marsia, 16/12/2021.

²⁰¹ Voir Bruno Tertrais, *La guerre des mondes. Le retour de la géopolitique et le choc des empires*, Paris, Éditions de l'Observatoire, 2023, p. 9.

exemple en soutenant des séparatistes prorusses, afin de restaurer la puissance de son pays.

Le Conseil atlantique de Washington, les 24 et 25 avril, autorise l'UE à mener des opérations avec des moyens de l'OTAN et transforme l'accord de Berlin entre l'UEO et l'OTAN en « Berlin plus ».²⁰²

Le 1^{er} mai, l'entrée en vigueur du traité d'Amsterdam améliore le fonctionnement de l'UE.²⁰³ Le Conseil européen de Cologne des 3 et 4 juin reprend à l'UEO les missions de Petersberg. La politique européenne de sécurité et de défense (PESD) est née. En octobre, Javier Solana devient, jusque fin 2009, secrétaire général du Conseil de l'UE et haut représentant pour la PESC. Il est assisté par une unité européenne de planification de la politique et d'alerte rapide, composée de spécialistes provenant des États membres, du secrétariat du Conseil des ministres de l'UE et de la Commission ou repris de l'UEO. **Le 12 juin, 3.600 soldats russes pénètrent au Kosovo par le nord et s'emparent de l'aéroport de Pristina, avant la Kosovo Force de l'OTAN. Ils y resteront stationnés jusqu'en 2003.**²⁰⁴ Le

²⁰² Voir Jean De Ruyt, *Le privilège du diplomate*, op. cit, p. 91-92.

²⁰³ « In the area of decision-making, the Amsterdam Treaty introduced the concept of constructive abstention. This mechanism makes it possible for an EU Member State to abstain in a CFSP-related vote in the Council without blocking a unanimous decision. The Amsterdam Treaty also introduced a new legal instrument to enhance coherence in the Union's external action: the Common Strategy. These may be used to specify a political objective and the resources needed to achieve the objective(s). To date, a limited number of Common Strategies have been formulated, including one on Russia (1999), Ukraine (1999) and the Mediterranean (2000). » Geneva Centre for Security Policy, European Security and Defence College, *History and Context of the European Security and Defence Policy, Autonomous Knowledge Unit n° 1*, op. cit.

²⁰⁴ Voir Bruno Tertrais, *La guerre des mondes. Le retour de la géopolitique et le choc des empires*, op. cit, p. 10 ; sn, « Poutine révèle comment la décision d'occuper l'aéroport de Pristina a été prise en 1999 » in *Serbin Info*, <https://srbin.info/fr/politika/putin-otkrio-kako-je-doneta-odluka-o-zauzimanju-pristinskog-aerodroma-1999-godine/?lang=lat>, 14/6/2020.

16 août, la Douma nomme Poutine Premier ministre de la fédération de Russie.

Le Conseil européen d'Helsinki, en décembre, crée le Comité politique et de sécurité (CoPS) ainsi que le Comité militaire (CMUE), composé des chefs d'état-major des États membres, et définit l'objectif global (*Headline Goal*) 2003, soit une capacité autonome de défense de 50.000 à 60.000 hommes, disponible dans un délai de 60 jours et pendant un an au moins, capable d'effectuer les missions de Petersberg ; il décide de faire de l'Eurocorps un *Rapid Reaction Force Headquarter*. À partir du 31 décembre, Poutine assure les fonctions de président de la fédération de Russie par intérim.²⁰⁵

Le 7 mai 2000, Poutine est élu président de la Fédération de Russie. Il se lance dans la restauration de la puissance russe, redresse l'économie et concentre les pouvoirs. M. Robertson, Secrétaire général de l'OTAN entre 1999 et 2004, a rappelé qu'à leur première rencontre, Poutine a fait connaître sa volonté que la Russie fasse partie de l'Europe occidentale, et a demandé quand la Russie serait invitée à entrer dans l'OTAN. M. Robertson a répondu que les pays candidats ne sont pas invités, mais font une demande d'adhésion, ce à quoi Poutine a répliqué que la Russie n'était pas au niveau des États qui ne comptent pas. Au cours d'un interview à la BBC, Poutine a déclaré qu'il n'excluait pas de rejoindre l'OTAN si et quand les vues de la Russie en tant que partenaire égal seraient prises en compte.²⁰⁶

En juin, à Santa Maria da Feira, le Conseil européen reprend à l'OTAN le commandement de la Force du Kosovo. Les ministres de la Défense présentent le 21 novembre un plan pour déployer en 2003 une force de 100.000 hommes, 400 avions de combat et 100 navires, capable de maintenir pendant un an une

²⁰⁵ Bruno Tertrais, *La guerre des mondes. Le retour de la géopolitique et le choc des empires*, op. cit, p. 11.

²⁰⁶ Jennifer Rankin, "Ex-Nato head says Putin wanted to join alliance early on in his rule" in *The Guardian*, <https://www.theguardian.com/world/2021/nov/04/ex-nato-head-says-putin-wanted-to-join-alliance-early-on-in-his-rule>, 4/11/2021.

mission de 60.000 hommes.²⁰⁷ À Nice, en décembre, le Conseil européen adopte la Charte des droits fondamentaux de l'UE, qui énonce les valeurs européennes.²⁰⁸ Il transforme l'Headline Goal en « catalogue de forces »²⁰⁹ et intègre dans l'UE l'Institut d'études de sécurité (IESUE)²¹⁰, le centre satellitaire de Torrejon (SatCen) et l'état-major de l'UEO ; ce dernier devient l'état-major de l'UE (EMUE), qui comporte un Centre d'opérations - *EU Operations Centre* (OPCEN) appuyé par un Centre de situation (SitCen) pour le renseignement, l'analyse et l'alerte et par le SatCen pour l'imagerie spatiale.²¹¹

²⁰⁷ Voir Henry Kissinger, *La nouvelle puissance américaine*, New York, 2001, trad. Odile Demange, Paris, Arthème Fayard, 2003, p. 60.

²⁰⁸ Le traité de Lisbonne rend la Charte juridiquement contraignante et l'intègre au TUE.

²⁰⁹ Voir Sven Biscop, Jo Coelmont, *Europe, Strategy and Armed Forces, The making of a distinctive power*, London and New York, Routledge, 2012, p. 57-60 ; Fabien Terpan, *La politique étrangère, de sécurité et de défense de l'Union européenne*, Paris, La documentation française, 2010, p. 55-60.

²¹⁰ L'IESUE, dont le siège est à Paris, fournit au HR des analyses et des prévisions, contribue à l'élaboration de la PESC par des analyses et des recommandations et enrichit le débat stratégique en Europe au sein de son réseau d'experts des responsables politiques. Voir Europa, *L'institut d'études de sécurité de l'Union européenne*, http://europa.eu/agencies/regulatory_agencies_bodies/security_agencies/iss/index_fr.htm, 16/10/2011.

²¹¹ « The Treaty of Nice [extended the use of qualified majority voting:] formalised European Security and Defence Policy (ESDP) by bringing it into the EU's institutional structure [:] tasked the PSC to "monitor the international situation in the areas covered by the common foreign and security policy and contribute to the definition of policies by delivering opinions to the Council" [and] to "exercise, under the responsibility of the Council, political control and strategic direction of crisis management operations.» (Le traité de Nice a étendu l'utilisation du vote à la majorité qualifiée ; a formalisé la politique européenne de sécurité et de défense (PESD) en l'intégrant à la structure institutionnelle de l'UE ; a chargé le CoPS de « surveiller la situation internationale dans les domaines couverts par la politique étrangère et de sécurité commune et de contribuer à la définition des politiques en donnant des avis au Conseil » et d'« exercer, sous la responsabilité du Conseil, le contrôle politique et la direction stratégique des opérations de gestion de crise.) Geneva Centre for Security Policy, European Security and Defence College, *History and Context of the European Security and Defence Policy, Autonomous Knowledge Unit n° 1*, op. cit. Le SitCen de l'UEO comptait 5 personnes chargées de l'analyse des sources ouvertes.

En 2001, le 28 janvier, la convention sur l'Organisation conjointe de coopération en matière d'armement (OCCAr) entre en vigueur. Elle vise à rendre la gestion de certains programmes conjoints d'armement,²¹² actuels et futurs, plus efficace et efficiente, de la phase d'acquisition au soutien en service des équipements. **Après les attentats du 11 septembre, Poutine envisage une coopération avec les Américains, notamment pour lutter contre le terrorisme islamiste. Les 14 et 15 décembre,** le Conseil européen de Laeken adopte la « Déclaration sur l'avenir de l'Union européenne, pour plus de démocratie, de transparence et d'efficacité » et convoque la « Convention sur l'avenir de l'Europe », pour résoudre les questions de compétences, de simplification des traités, d'architecture institutionnelle. Il déclare opérationnelle la PESD, estimant que l'UE est capable de conduire des opérations de gestion de crise. Il institue des réunions informelles des ministres européens de la Défense.

En 2002, le 1^{er} janvier, l'€, matérialisé par des billets et des pièces, entre en circulation. Les billets présentent des monuments ou éléments architecturaux, portes, ponts ou fenêtres, de style roman, gothique, renaissance, baroque, rococo, Art nouveau ou moderne, représentant divers courants artistiques, religieux et philosophiques européens. Désormais, des centaines de millions d'Européens ont en poche et utilisent quotidiennement des symboles de l'unification de l'Europe.

L'UE et l'OTAN concluent un « Accord de partenariat stratégique » complété le 11 mars 2003 par l'accord de « *Berlin Plus* »²¹³, qui étend l'accès de l'UE aux capacités de

²¹² Par exemple, l'avion de transport A400M ; le véhicule blindé Boxer ; la frégate FREMM ; l'hélicoptère de combat Tigre ; le missile sol ou mer / air FSAF ; le programme MUSIS (visant à la mise en commun au niveau AED des satellites d'observation de la terre et des systèmes d'exploitation au sol) ; le radar de contre-batterie COBRA.

²¹³ L'accord n'est ni public ni ratifié par les parlements nationaux. Les arrangements détaillés d'application datent du 11 mars 2003. Voir Assemblée de l'UEO, *1999-2009, dix ans de politique de sécurité et de défense commune (PSDC)*, op. cit. La teneur des accords est résumée dans le communiqué de presse « EU-NATO: The Framework for permanent

planification et aux moyens de l'OTAN. Le commandement européen pour les opérations est confié à l'adjoint britannique du SACEUR. L'échange de renseignements classifiés est réglementé.

En 2003, le traité de Nice entre en vigueur ; il rénove l'architecture des institutions de l'UE, assouplit la prise de décision et précise en son article 17 que : « La PESC inclut l'ensemble des questions relatives à la sécurité de l'Union, y compris la définition progressive d'une politique de défense commune, qui pourrait conduire à une défense commune, si le Conseil en décide ainsi ».²¹⁴

Le 20 mars, lors de l'invasion de l'Irak en 2003, les protectorats américains purs et durs se sont distanciés de ceux qui ont été capables de s'en émanciper : la France, l'Allemagne, la Belgique et le Luxembourg. Il n'est pas inutile de se souvenir que Merkel²¹⁵ a pris position à cette époque en faveur de

relations and Berlin Plus ». Voir Assemblée de l'UEO, *Les accords « Berlin Plus » UE-OTAN*, Paris, novembre 2009, p. 1-2.

²¹⁴ Voir Assemblée de l'UEO, *1999-2009, dix ans de politique de sécurité et de défense commune (PSDC)*, Paris, décembre 2009, p. 1-2.

²¹⁵ **Angela**, fille du pasteur Kasner, né Kazmierczak en 1926, ce polonais ayant opté pour l'Allemagne et germanisé son nom, et d'une enseignante, est née le 17 juillet 1954 à Hambourg. Sa famille s'est ensuite établie en Allemagne de l'Est. En 1978, elle a épousé le physicien Ulrich Merkel, dont elle divorça en 1982, mais elle conserva son nom de famille. La même année, elle commença des études de physique à l'université de Leipzig, qu'elle poursuivit jusqu'à l'obtention de son doctorat en 1986. Elle a travaillé à l'Institut de physique-chimie de l'Académie des sciences d'Allemagne de l'Est. Le mur de Berlin est tombé le 9 novembre 1989. En 1990, elle a rejoint le bureau politique du Demokratischer Aufbruch (Renouveau démocratique) et a été nommée porte-parole adjointe du dernier gouvernement est-allemand. En octobre 1990, l'Allemagne a été réunifiée. Elle adhéra à l'Union chrétienne-démocrate (CDU). Éluée députée au Bundestag en 1990, elle fut ministre fédérale de la Condition féminine et de la Jeunesse de 1991 à 1994, puis ministre fédérale de l'Environnement, de la Protection de la nature et de la Sécurité nucléaire de 1994 à 1998. En 1998, elle s'est remariée avec Joachim Sauer, professeur de chimie, et a été élue présidente de la CDU. En novembre 2005, elle est devenue chancelière. Voir Boran Tobelem, "Angela Merkel : biographie de l'ancienne chancelière allemande" in *Toute l'Europe*,

l'intervention américaine, contre le gouvernement Schröder, mais aussi contre son propre parti, dans l'opposition.

Le 29 avril, le premier ministre belge Verhofstadt, le président français Chirac, le chancelier Schröder et le premier ministre luxembourgeois Juncker proposent la création d'un quartier général opérationnel européen, la mise sous un commandement intégré de tous les corps multinationaux existants, la création d'une Agence européenne de l'armement et une clause de solidarité entre États membres de l'UE. Les Britanniques rejettent le quartier général opérationnel et paralysent progressivement la PESD.

Dans l'Ituri, au nord-est du Congo, un bataillon uruguayen de la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en république démocratique du Congo (MONUC), s'était vu acculé par une rébellion. L'ONU a demandé à l'UE de stabiliser la région pour permettre à la MONUC de poursuivre son action. L'opération Artémis fut un rapide succès (du 6 juin au 6 septembre) qui permit à l'UE de manifester sa capacité à agir en commun, sous le *leadership* de Javier Solana. L'expérience acquise au cours de cette opération contribua à adapter les structures politico-militaires à Bruxelles et la chaîne de commandement des opérations, mais Artémis reste la seule opération militaire de gestion de crise menée par l'UE.²¹⁶

En 2003, la démocratisation de la Géorgie et l'invasion de l'Irak par les EUA et leurs alliés, puis en 2004, l'adhésion de la Bulgarie, de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Roumanie, de la Slovaquie et de la Slovénie à l'OTAN, ainsi que, en novembre, les foules d'Ukrainiens vêtus d'orange qui manifestent pour des élections libres et font école de la Serbie au Liban, de la Géorgie au Kirghizistan détournent Poutine d'une coopération avec l'Occident, sauf dans le cadre de la lutte contre le terrorisme islamiste.

<https://www.touteleurope.eu/fonctionnement-de-l-ue/biographie-angela-merkel-chanceliere-allemande/>, 11/1/2022.

²¹⁶ Voir Jean De Ruyt, *Le privilège du diplomate*, op. cit, p. 132-133.

En fin d'année, le Conseil européen adopte la « stratégie » européenne de sécurité, « Une Europe sûre dans un monde meilleur », ²¹⁷ l'objectif global 2010 et le concept d'utilisation des Groupements tactiques 1500 - *Battle groups*. ²¹⁸

En 2004, Javier Solana instaure le mécanisme Athena de financement commun des opérations militaires de l'UE. ²¹⁹ L'Agence européenne de défense (AED) est créée. **Angela Merkel, membre de l'opposition en Allemagne, mais influente au sein du Parti populaire européen, obtient en juin que le Conseil européen désigne José Barroso à la présidence de la Commission européenne.**

L'élargissement vers l'Europe centrale et **orientale à partir de 2004** n'a pas été **d'emblée** accompagné, comme celui opéré antérieurement vers le Sud, puis vers l'Allemagne de l'Est, par une aide économique massive, créant chez ces Européens le sentiment d'être des citoyens de seconde zone, indépendamment des flux financiers actuels. Ce sentiment a été renforcé par l'hostilité que leur afflux a suscitée, particulièrement en France, en Italie et au Royaume-Uni, parce que, faute d'aide et de perspectives, beaucoup ont migré, appauvrissant leur pays d'origine.

En 2005, le 24 février, à Bratislava, George W. Bush a attiré l'attention de Poutine sur le fait que les démocraties ont en

²¹⁷ Conseil européen, *Une Europe sûre dans un monde meilleur, Stratégie européenne de sécurité*, adoptée le 3/12/2003,

<http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cmsUpload/031208ESSIIFR.pdf>, 13/6/2011. La stratégie européenne définit les menaces principales et les objectifs stratégiques en vue d'y faire face, dont la stratégie contre la prolifération des armes de destruction massive.

²¹⁸ Les GT1500 ou *EU Battle groups* comptent 1.500 hommes, déployables en moins de 10 jours pour une période pouvant aller jusqu'à 120 jours. Depuis 2007, un ou deux EUBG sont opérationnels, sans jamais être mis en œuvre.

²¹⁹ La décision 2011/871/PESC du Conseil du 19/12/2011 (JOUE L 343/35 du 23/12/2011), créant un mécanisme de gestion du financement des coûts communs des opérations de l'UE ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense (Athena), remplace la décision homonyme 2004/197/PESC du Conseil du 23/2/2004, modifiée en 2005 et 2007. Pour les autres coûts, l'UE applique le principe *costs lie where they fall* de l'OTAN : chaque État paie pour le personnel et les équipements qu'il déploie.

commun l'État de droit, la protection des minorités, une presse libre et une opposition politique viable ; il s'est dit préoccupé par la façon dont la Russie applique ces principes universels. Poutine a répliqué que la démocratie n'est pas l'anarchie, l'effondrement de l'État, le vol et l'appauvrissement de la population. Le même jour, la Cour européenne des droits de l'homme condamnait pour la première fois la Russie, pour les exactions commises en Tchétchénie, en 1999, contre des civils, qui ont été torturés puis assassinés, ou bombardés par l'aviation. Le président Bush s'est aussi inquiété de la livraison de missiles antiaériens russes à la Syrie. Néanmoins, Russes et Américains ont conclu des accords dans le secteur énergétique, la lutte contre le terrorisme et la prolifération nucléaire, notamment en Iran, ce qui n'a pas empêché la Russie de lui livrer du combustible nucléaire.²²⁰

En France, le référendum d'approbation du projet de « traité constitutionnel » échoue, de même que la consultation populaire aux Pays-Bas, alors que **18 États membres, dont l'Allemagne, l'avaient approuvé**. Le Collège européen de sécurité et de défense (CESD) est installé,²²¹ **mais progressivement, l'ambition d'unir plus étroitement l'Europe dans le cadre communautaire et intergouvernemental de l'UE s'est amenuisée.**

Merkel, chancelière d'Allemagne fédérale et membre prépondérant du Conseil européen du 22 novembre 2005 au 8 décembre 2021, n'a pas voulu, pu ou su arrêter le délitement de l'UE. Cette période sombre, au cours de laquelle elle partage l'essentiel du pouvoir au niveau européen avec successivement Sarkozy, Hollande et

²²⁰ AFP, Reuters, AP, "George Bush donne une leçon de démocratie à Vladimir Poutine" in *Le Monde*, 26/2/2005, p. 2.

²²¹ Le CESD a attendu 2020 pour voir son budget atteindre 1,893 millions €. Voir *Bruxelles2*, « Carnet 08/11/2019 » in *Bruxelles 2*, <https://club.bruxelles2.eu/2019/11/carnet-08-11-2019-confidentiels-cops-crets-de-la-bei-a-la-turquie-budget-esdc-operations-missions-onu-darfour-sahara-et-soudan-defense-budget-defense-pays-bas-diplomatie-irak-deplorabl/>, 8/11/2019.

Macron, sous l'œil de plus en plus malveillant de Poutine, est l'objet du chapitre 3.

3. DE MERKEL A MACRON, LE DELITEMENT DE L'UE

Après le départ du chancelier Schröder, dont la tentative de fédérer l'Europe avait échoué, certains ont cru que Merkel allait se comporter en héritière des chanceliers Adenauer et Kohl et reprendre ce projet avec le président Chirac. C'était oublier qu'elle a passé sa jeunesse en Allemagne de l'Est et n'a pas connu la Deuxième Guerre mondiale. Ses préoccupations essentielles furent de conserver le pouvoir et la première place de l'Allemagne en Europe, par le maintien de sa prospérité. L'Europe et l'amitié franco-allemande n'ont été pour elle que des moyens parmi d'autres d'y parvenir, comme sa complaisance envers les Américains et Poutine. Les présidents français successifs ne semblent pas l'avoir perçu.

3.1. M. SCHÄUBLE PLAIDE EN VAIN POUR UNE SOUVERAINETÉ EUROPÉENNE

Même le plaidoyer de M. Schäuble en faveur d'une amélioration de la gouvernance de l'Europe n'a pas compté pour Merkel. En 2006 celui-ci a établi un parallèle²²² entre la gouvernance de l'UE et celle du Saint Empire romain de la nation germanique, telle que décrite vers 1667 par Samuel Pufendorf. Ni monarchie absolue, ni fédération d'États, mais quelque chose entre les deux, le Saint Empire était condamné à l'effondrement. Il dispersait ses institutions à Vienne, Francfort-sur-le-Main, Wetzlar et Regensburg. L'UE partage les siennes entre Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg. La Diète impériale, comparable au Conseil européen, a été de plus en plus paralysée par ses membres désunis, qui préféraient leur souveraineté. La lenteur de l'élaboration de la loi impériale était

²²² Voir Wolfgang Schäuble, *Speech given by Federal Minister Dr Wolfgang Schäuble on 4 December 2006 at the German Historical Museum in Berlin as part of a lecture series organized in conjunction with the exhibition Holy Roman Empire of the German Nation 962-1806*, archives Jean Marsia. Après avoir été ministre des Finances du *Bund*, il fut président du *Bundestag*.

semblable à celle du processus législatif européen.²²³ Les traités qui fondent l'UE sont devenus presque aussi complexes et incohérents que ceux de l'Empire ; ils ont conduit à un manque d'efficacité, de transparence et de légitimité démocratique. Ils s'avèrent insuffisants pour permettre à l'UE de défendre nos intérêts dans le contexte **actuel**. Pour M. Schäuble, il faut donc envisager autrement notre souveraineté : en Europe, les politiques économique, fiscale, de l'emploi, de l'environnement, de la migration et de la sécurité, extérieure et intérieure ne peuvent plus être efficaces qu'au niveau supranational.

M. Schäuble comparait ensuite l'application de la loi dans l'Empire et dans l'UE. Contrairement au droit impérial, le droit communautaire prévaut sur le droit national, tant qu'il reste dans les limites des droits souverains transférés. Mais comme l'Empire, l'UE est confrontée à l'arriéré judiciaire et à la durée des procédures. Toutefois, l'UE bénéficie de la ferme interprétation du droit communautaire par la Cour de justice de l'UE (CJUE), et de l'application du principe de subsidiarité.²²⁴

Enfin, M. Schäuble constatait que l'image de soi collective de l'Europe est la résultante de sa diversité, et que l'Empire respectait aussi la diversité, ce qui expliquerait pourquoi il a duré presque mille ans. En conclusion, M. Schäuble proposait d'établir les fondements de l'appartenance à l'Europe, de notre identité européenne, ce qui passerait pour lui par une acceptation du monopole de l'État sur le recours à la force et du

²²³ Le monde évolue bien plus vite qu'alors. Souvenons-nous où en était la Chine il y a 40 ans...

²²⁴ Dans les domaines qui ne relèvent pas de la compétence exclusive de l'UE, celle-ci ne peut agir que lorsque les mesures prises par les États membres sont inefficaces. Résoudre un problème au niveau le plus bas possible est généralement plus adapté aux conditions locales et évite une bureaucratie excessive. En revanche, pour travailler ou étudier n'importe où en Europe, il faut une reconnaissance mutuelle des diplômes et donc des normes ou standards européens. La souveraineté se répartit entre différents niveaux de réglementation, ce qui nécessite un équilibre entre le besoin de proximité, qui grandit avec la mondialisation, et les appels en faveur de solutions européennes aux problèmes communs, difficiles à trouver faute d'un mécanisme européen de prise de décision efficace, transparent et légitime sur le plan démocratique.

principe de la majorité. Il estimait que sans la volonté de faire preuve de solidarité, de patriotisme, il ne peut y avoir d'ordre libéral stable au niveau européen. Il jugeait que l'affirmation de Hegel en 1801, selon laquelle il manquait à l'Empire une figure suprême, la coopération des principautés et le patriotisme, ce qui requiert d'y avoir son mot à dire et de pouvoir y contribuer, peut s'appliquer à l'UE, qui manque d'identité politique. M. Schäuble voyait une opinion publique européenne émerger avec l'aide des télécommunications, il soulignait le besoin d'une conscience de notre identité politico-historique européenne, qui ne contredise pas l'identité nationale, mais la complète. **Malheureusement, le temps a passé et la vision de M. Schäuble n'a pu être concrétisée. Au contraire, l'UE s'est délitée.**

3.2. POUTINE DÉCLARE LA GUERRE À L'OCCIDENT, SARKOZY DEVIENT PRÉSIDENT

Le 9 février 2007, Poutine, invité à la conférence pour la sécurité de Munich, a exprimé son rejet du libéralisme et de l'élargissement de l'OTAN, son opposition au « modèle » occidental.²²⁵ Depuis, il fait la guerre à l'Occident. **Elle fut d'abord hybride,**²²⁶ faite de propagande, de grandes manœuvres plus ou moins proches de nos frontières, d'incursions de navires ou d'aéronefs dans notre zone de souveraineté, de cyberattaques, de diffusion de *fake news* et de

²²⁵ Voir Wladimir Putin: Rede auf der Münchner Sicherheitskonferenz 2007, <https://www.youtube.com/watch?v=pbYDJoR6jwc>, 9/2/2007.

²²⁶ La Russie commet envers des États membres de l'OTAN des actes de terrorisme, des sabotages et des incendies criminels ; elle procède au brouillage des signaux de navigation commerciale ; elle génère des interférences cybernétiques et électroniques ; elle mène des opérations d'influence psychologique ; elle s'ingère dans les élections et les référendums ; elle simule des attaques contre des installations militaires clés et des navires de guerre ; elle porte atteinte à la liberté de navigation et viole en mains endroits l'espace maritime et aérien. L'OTAN appelle guerre hybride ce que le général Guerassimov nomme le "contournement de la lutte armée". Voir Dimitri Minic, *Pensée et culture stratégiques russes. Du contournement de la lutte armée à la guerre en Ukraine*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2023.

pillages de données, mais dès le 6 août, l'aviation russe a bombardé une station radar militaire géorgienne à proximité de l'Ossétie du Sud. Le missile air-sol n'a pas explosé.²²⁷ Informé de l'incident, l'Occident n'a pas réagi, bien que cela établissait qu'au lieu d'améliorer le sort des 19 millions de Russes qui vivent sous le seuil de pauvreté, de refinancer la santé publique et l'enseignement, Poutine allait investir dans la remise à niveau de ses forces armées, non pour dissuader, mais pour agresser, tout en se présentant comme la victime de l'Occident.

Le 16 mai, N. Sarkozy entre à l'Élysée. À la fin de l'année, de nombreux emprunteurs américains s'avèrent incapables de payer l'intérêt de leurs prêts hypothécaires, qui a augmenté à la suite de la hausse de l'inflation. La vente des maisons hypothéquées provoque la chute de leur prix, des prêteurs deviennent insolvables, y compris en Europe.

En 2008, entre le 2 et le 4 avril, lors du Conseil atlantique de Bucarest, le dernier auquel participe Poutine, le président George W. Bush propose l'adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie à l'OTAN. Poutine a exprimé un profond sentiment d'insécurité, réel ou feint, car ce peut être une façon de cacher sa volonté de se maintenir au pouvoir et de reconstituer la domination russe sur ces États. « Pour ne pas l'irriter », Merkel et Sarkozy ont amené le Conseil à décider, 70 ans après les accords de Munich, que l'Ukraine et la Géorgie ont « vocation » à devenir membres de l'OTAN, sans qu'un calendrier ne soit fixé.

Le 7 mai, Medvedev devient président de Russie ; il nomme Poutine chef du gouvernement. Dès le 8 août, en Ossétie du Sud, l'artillerie des séparatistes prorusses bombarde un village et des soldats géorgiens, qui ripostent, mais la Russie envoie 20.000 militaires soutenir les séparatistes. En cinq

²²⁷ Voir Svante E. Cornell, David J. Smith, S. Frederick Starr, *The August 6 Bombing Incident in Georgia: Implications for the Euro-Atlantic Region*, Central Asia - Caucasus Institute, Silk Road Paper, https://isdpc.eu/content/uploads/images/stories/isdpc-main-pdf/2007_cornell-smith-starr_the-august-6-bombing-incident-in-georgia.pdf, October 2007.

jours, les Russes écrasent les forces géorgiennes. Tandis qu'ils avancent vers Tbilissi, 20.000 autres soldats russes envahissent l'Abkhazie, une autre région séparatiste de Géorgie. M. Bush, dépité par les vetos allemand et français à Bucarest, délègue la gestion de la crise à l'UE, dont M. Sarkozy assure la présidence tournante. Celui-ci s'est contenté d'une promesse de cessez-le-feu et d'un retrait partiel des troupes russes, car l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie, qui représentent 20 % du territoire géorgien, restent occupées.²²⁸

L'étrange attitude de Sarkozy à l'égard de Poutine pendant cette crise a fini par trouver une explication. Dès 2009, Sarkozy affirmait que la Russie n'est « pas un pays qui spontanément est porté à une agressivité militaire avec ses voisins » et en 2015, il accusait les Américains de souhaiter la séparation entre l'Europe et la Russie ; il disait que si la Crimée avait choisi la Russie, on ne pouvait pas le lui reprocher, qu'il faut protéger les russophones du Donbass, que l'Ukraine n'a pas vocation à entrer dans l'UE et dans l'OTAN. Son premier ministre Fillon a rencontré Poutine plusieurs fois par an, ce qui lui a permis d'apprendre, et d'écrire en 2012, dans une tribune au *Figaro*, que « L'ours russe n'est dangereux que quand il a peur ». ²²⁹ La complaisance de Sarkozy envers Poutine explique en partie pourquoi celui-ci a récidivé en Crimée puis au Donbass, en 2014 et bien plus gravement, depuis 2022.

Le 17 juin, paraît le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale, qui témoigne du manque de clairvoyance de M.

²²⁸ Voir Sylvie Kauffmann, " Le scénario ukrainien avait été écrit en Géorgie en 2008. Il suffisait de vouloir lire " in *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/02/23/le-scenario-ukrainien-avait-ete-ecrit-en-georgie-en-2008-il-suffisait-de-vouloir-lire_6114865_3232.html, 23/2/2022.

²²⁹ Voir Olivier Faye, Ivanne Trippenbach, « En France, Vladimir Poutine a bénéficié de quinze ans de complaisance politique » in *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/politique/article/2022/03/02/en-france-quinze-ans-de-complaisance-politique-envers-vladimir-poutine_6115762_823448.html, 2/3/2022.

Sarkozy : il prend en compte l'arc de crise commençant en Afghanistan et couvrant le Levant, mais il néglige l'Afrique.

Le 15 septembre, George W. Bush laisse la banque Lehman Brothers faire faillite, ce qui déséquilibre le système financier mondial et entraîne la déconfiture de nombreuses banques, européennes notamment. Cette crise financière, mal gérée principalement par Merkel, M. Schäuble et M. Dijsselbloem,²³⁰ provoque une dépression économique de dix ans, particulièrement sensible en Grèce, en Italie, en Espagne et au Portugal.

Au second semestre, la présidence française de l'UE est marquée par l'adoption des directives sur les marchés publics de défense et les transferts de matériels militaires. En décembre, le Conseil européen échoue à actualiser la « stratégie » de 2003, mais adopte un « *Report on the Implementation of the European Security Strategy – Providing Security in a Changing World* », ainsi que le programme Erasmus militaire d'échanges non académiques de jeunes officiers entre écoles militaires. L'attitude à avoir vis-à-vis de la Russie, après la guerre en Géorgie, divise les États membres : ceux de l'Est la voyaient comme une menace et ceux de l'Ouest comme un partenaire. Cela empêche de définir les priorités des menaces, faisant apparaître l'UE « *hesitant and reactive, uncertain of its role on the world stage, internally divided and riddled by institutional blockages.* ».²³¹

En 2009, le 26 février, le traité de Strasbourg entre en vigueur, cinq années après sa signature. Il donne enfin à l'Eurocorps un statut juridique ; il confère au général commandant la possibilité d'effectuer des achats de biens et services, d'embaucher du personnel, de traiter toutes les questions liées à l'environnement, aux ressources humaines et au domaine opérationnel.²³² **Lors**

²³⁰ Il a fallu à l'UE une décennie pour sortir de la crise de 2008, alors que les États-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni l'ont fait en un an.

²³¹ Voir Sven Biscop, « Old Couple or Dynamic Duo? The EU and Strategy in times of Crisis » in *European Foreign Affairs Review*, 2009, n° 14(3), p. 367-384.

²³² Voir s.n. *Corps européen, une force pour l'Union européenne et l'Alliance atlantique*,

du Conseil européen de juin, M. Barroso est reconduit à la présidence de la Commission européenne.

Poutine a proposé en vain à l'UE un accord sur la sécurité européenne. Il aurait voulu que l'Ukraine, la Finlande et la Suède restent neutres, que la Pologne et les États baltes ne puissent plus accueillir de soldats américains, que les États-Unis d'Amérique retirent leurs armes nucléaires d'Europe. Son agressivité a rendu vigueur à l'OTAN.

Le 30 juin, la Cour fédérale de Karlsruhe dit pour droit que : « La représentation des citoyens au sein du Parlement européen n'est pas liée à l'égalité des citoyens de l'UE (art. 9 TUE), mais à la nationalité qui est un critère de distinction absolument prohibé dans (l'UE). [...] L'UE se trouve ainsi dans une contradiction de valeur avec le fondement de son identité en tant qu'union de citoyens, qui ne peut s'expliquer que par le caractère de l'UE en tant qu'association d'États souverains ». Elle a ajouté que : « Même après l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, il manque à l'UE un organe de décision politique issu d'une élection égale de tous les citoyens de l'UE et ayant la capacité de représenter uniformément la volonté du peuple ».

Sarkozy subordonne ses armées à la chaîne de commandement de l'OTAN, réduisant ainsi leur autonomie vis-à-vis des États-Unis d'Amérique. **La révision générale des politiques publiques a surtout consisté en des coupures budgétaires irraisonnées qui ont fragilisé les armées françaises. Faute d'investissements suffisants, la France devient de moins en moins souveraine** et de plus en plus dépendante de son grand allié, notamment de ses télécommunications, de ses renseignements acquis par satellites ou par drones et de ses moyens de transport stratégique.

Le 1^{er} décembre, après quelques péripéties, le traité de Lisbonne entre en vigueur. Il renomme la PESD « politique de sécurité et de défense commune » (PSDC) et lui offre quelques outils juridiques, comme la Coopération structurée permanente, que

le Conseil européen n'utilisera, et de façon minimaliste, que fin 2017. Il renforce le rôle du Haut représentant (HR) de l'UE pour les affaires étrangères et la PESC, tâche pour laquelle il est assisté **par le SEAE**, constitué de membres du personnel du secrétariat général du Conseil européen, de la Commission européenne et des services diplomatiques nationaux. Il fait du HR un vice-président de la Commission européenne, qui préside le Conseil des affaires étrangères et le conseil d'administration de l'Agence européenne de défense. Texte largement incompréhensible, le traité de Lisbonne a déçu les espoirs qu'il avait soulevés, **en particulier ceux suscités par la création de la fonction de HR et du SEAE. C'était prévisible, un traité ne pouvant pas créer l'indispensable unité de commandement politico-militaire.**

En 2010, la crise de la dette grecque éclate lorsque le nouveau premier ministre socialiste Papandréou constate un déficit budgétaire trois fois supérieur aux dires de son prédécesseur conservateur et une dette atteignant 127 % du PIB, placée sans délai en catégorie spéculative par les agences de notation. La priorité de Merkel et de M. Schäuble a été que l'aide à la Grèce ne coûte rien aux contribuables allemands. En échange de trois plans de sauvetage internationaux, qui apportent plus de 300 milliards € à la Grèce, qui est aussi renflouée par des privatisations,²³³ ils exigent des Grecs des coupes budgétaires et des hausses d'impôts drastiques, qui provoquent la récession. Le chômage explose, malgré un salaire minimum réduit à un peu plus de 500 €. La diminution des retraites plonge de nombreux Grecs âgés dans la misère. Les pénuries de médicaments et un manque d'effectif dans les hôpitaux provoque la mort prématurée de 90.000 personnes... La proposition de Grexit formulée ensuite en vain par M. Schäuble a traumatisé les Hellènes, mais aussi tous ceux qui auraient pu subir le même sort. Lorsque, pour sauver l'€, Merkel a consenti un prêt à la Grèce, elle a prétendu qu'il serait remboursé et que les garanties du Fonds européen de stabilité financière ne

²³³ La Chine est devenue l'actionnaire majoritaire du port du Pirée.

seraient pas exercées, alors que le Fonds est intervenu à partir de 2011.

Bien que le traité sur l'UE et le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) ne comportent pas de disposition ayant la même force que l'article 5 du traité de Bruxelles de 1948, instituant l'Union de l'Europe occidentale et modifié en 1954, ce traité a néanmoins été dénoncé par ses États membres le 21 mai 2010.

Le « printemps arabe », né en Tunisie à la fin de 2010, s'est étendu en 2011 à l'Égypte, au Yémen, au Bahreïn, à la Syrie, à l'Algérie, à la Jordanie, à l'Arabie saoudite, au Maroc et à Oman, suscitant soit des réformes, soit des répressions plus ou moins brutales. Celles-ci ont provoqué un mouvement migratoire vers l'Europe, qui a culminé en 2015, **au plus fort de la guerre civile en Syrie et en Irak**. Merkel a assumé l'accueil des réfugiés, en tout cas pendant quelques mois, alors que les Européens de l'Est, mais aussi ceux du Sud, déjà confrontés à une migration massive, n'en voulaient à aucun prix.

En 2011, le 11 mars, le système de refroidissement principal puis le système de secours de la centrale nucléaire de Fukushima sont mis hors service par un tsunami. L'absence de réaction adéquate de l'opérateur de la centrale et des autorités publiques pour rétablir d'urgence le refroidissement entraîne la fusion des cœurs des réacteurs 1, 2 et 3 ainsi que la surchauffe de la piscine de désactivation du réacteur 4, ce qui entraîne une émission record de gaz xénon 133. Les protestations suscitées par cette catastrophe incitent Merkel à accélérer la sortie du nucléaire en Allemagne et à faire construire des milliers d'éoliennes, des centrales au gaz et des centrales au lignite pour assurer la production d'énergie, ce qui contribue puissamment au réchauffement climatique et augmente considérablement la dépendance au gaz russe de l'Allemagne.

En avril, Sarkozy et Cameron, le premier ministre britannique, ont prétendu faire respecter la résolution 1970 du Conseil de sécurité des Nations Unies du 26 février 2011, condamnant l'usage de la force par Kadhafi contre ses opposants, et appliquer la résolution 1973 du Conseil de

sécurité des Nations Unies du 17 mars 2011, mettant en place une zone d'exclusion aérienne pour protéger la population civile, en particulier celle de Benghazi, contre l'aviation de Kadhafi. En réalité, avec l'appui du président Obama, Sarkozy et Cameron ont dévoyé la « responsabilité de protéger » pour forcer un changement de régime en Libye. Comme seuls les Américains disposent des capacités voulues de renseignement, de reconnaissance, d'acquisition de cibles, de suppression des défenses aériennes ennemies et de ravitaillement en vol, M. Obama a lancé l'opération *Odyssey Dawn*, mais le Congrès y a mis fin après une semaine. La défense aérienne libyenne ayant été détruite, l'OTAN a pu prendre le relais. Son opération *Unified protector* n'a laissé que le chaos en Libye, qui s'est étendu depuis à tout le Sahel, puis à l'Afrique centrale. Depuis, le Conseil de sécurité des Nations Unies n'a plus donné de mandat à l'OTAN, mais les Américains ont recours à des coalitions *ad hoc*. L'Occident a montré en Libye à Poutine que le droit international est constitué de chiffons de papier. La Russie a eu l'opportunité de s'implanter, dès 2017, en République centrafricaine, et depuis au Sahel.

En août, dans un interview au magazine *Der Spiegel*, la ministre allemande du Travail, M^{me} von der Leyen, a appelé à un développement de l'Union politique en Europe. « Mon objectif est de créer des États-Unis d'Europe - sur le modèle des États fédéraux suisse, allemand ou américain », a-t-elle déclaré, car une monnaie commune ne suffit pas pour s'imposer dans la concurrence mondiale ; pour cela, il faut une Union politique.²³⁴ Manifestement, après cette déclaration, Merkel lui a lavé le cerveau, car M^{me} von der Leyen a plusieurs fois déclaré n'être plus fédéraliste.

3.3. LA PRÉSIDENTE « NORMALE » DE M. HOLLANDE

²³⁴ Voir sn, "Von der Leyen fordert die Vereinigten Staaten von Europa" in *Der Spiegel*, <https://www.spiegel.de/politik/deutschland/schuldenkrise-von-der-leyen-fordert-die-vereinigten-staaten-von-europa-a-782879.html>, 27/08/2011.

En 2012, le 4 mars, Poutine est réélu président, malgré une forte contestation, vite réprimée.

Au cours du mois de mars, avec l'aide de son entourage,²³⁵ j'ai pu convaincre le président du Conseil européen Herman Van Rompuy qu'il serait malvenu qu'il termine son mandat sans avoir mis la PSDC à l'ordre du jour d'une prochaine réunion de son Conseil. Celui-ci, en décembre, a décidé de revenir sur cette question en décembre 2013. Il a invité la Haute Représentante, ainsi que la Commission, à élaborer de nouvelles propositions et actions pour renforcer le développement des capacités en matière de défense et pour renforcer l'industrie européenne de la défense.²³⁶

À cet égard, les gouvernements britannique et français, les directions de BAE Systems et d'EADS, aujourd'hui Airbus Industries, ainsi que ses principaux actionnaires, Lagardère (7,5 % du capital), Daimler (22,5 %) et l'État français (15 %), ont souhaité constituer une entreprise de la taille des concurrents américains. BAE Systems aurait promu au Pentagone l'avion ravitailleur A330 MRTT et l'avion de transport A400M ; Airbus aurait soutenu BAE en Amérique latine et en Asie. Conjuguer les produits principalement civils d'EADS et essentiellement militaires de BAE aurait stabilisé le chiffre d'affaires consolidé. Le financement du groupe aurait coûté moins cher. L'État français acceptait la dilution de sa participation, mais M^{me} Merkel voulait que l'Allemagne puisse acheter 9 % du capital d'EADS-BAE pour 4 milliards €, afin de pouvoir comme la France influencer la stratégie industrielle et l'implantation des usines ou des bureaux d'études, ce que Hollande et Cameron ont refusé en octobre.²³⁷ Merkel,

²³⁵ Particulièrement son chef de cabinet l'ambassadeur Frans van Daele et son collaborateur Luuk van Middelaar.

²³⁶ Voir Conseil européen, *Conclusions du Conseil européen des 13 et 14 décembre 2012*, n° EUCO 205/12 du 14/12/2012, <http://www.european-council.europa.eu/council-meetings/conclusions.aspx?lang=fr>, 22/1/2013.

²³⁷ Voir Michel Cabirol, Fabrice Gliszczynski, "Berlin a torpillé le rapprochement EADS-BAE Systems" in *La Tribune*, <https://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/aeronautique-defense/20121010trib000724041/berlin-a-torpille-le-rapprochement->

Hollande et Cameron ont empêché l'émergence d'une firme européenne capable de figurer aux premiers rangs du marché mondial et d'unifier l'offre sur le marché européen, notamment pour le système de combat aérien du futur.

La préparation du Conseil européen de décembre 2013 a suscité, au sein de l'EU, depuis janvier 2013, d'intenses réflexions politico-militaires et des centaines de publications et *non-papiers*, émanant de milieux officiels, académiques, journalistiques, ou encore de *think tanks*, dans le contexte de la décision du président Hollande de réengager la France au Sahel contre les terroristes islamistes.

Comme l'Eurocorps, lorsqu'il n'est pas engagé par l'OTAN, constitue un quartier général déployable européen, mais que la chaîne de commandement de l'UE est toujours incomplète, la création de l'état-major opérationnel (EMOps) - *Operational Headquarter* (OHQ) européen ayant été rejetée en 2003, le cabinet du premier ministre belge et l'état-major interarmées français ont proposé en 2013 de déménager à Bruxelles, à l'occasion du Conseil européen de décembre, l'*Operational Headquarter* (OHQ) du Mont Valérien, à l'ouest de Paris, ce que M. Hollande n'a pas accepté.

Après l'attaque chimique perpétrée par l'armée de Bachar Al Assad, M. Obama, malgré des menaces préalables, s'abstient d'intervenir en Syrie.

En novembre et décembre 2013, les Ukrainiens manifestent en faveur d'un rapprochement avec l'UE.

Le Conseil européen a tenu le 19/12/2013 un débat thématique et a recensé un certain nombre d'actions prioritaires pour la défense, qui s'articulent autour de trois axes :

eads-bae-systems.html, 10/12/2012 et Hassan Meddah, " EADS-BAE : les raisons d'une fusion ratée " in *L'Usine nouvelle*, <https://www.usinenouvelle.com/article/eads-bae-les-raisons-d-une-fusion-ratee.N183770>, 10/10/2012.

- rendre l'approche globale de l'UE encore plus efficace et effective, y compris dans le cadre de son application à la gestion de crises.
- intensifier la coopération avec les partenaires mondiaux, transatlantiques et régionaux.
- améliorer les capacités de réaction rapide de l'UE, notamment en rendant plus flexibles et déployables les groupements tactiques ou en améliorant le système de financement des missions et opérations de l'UE, dans le cadre de la révision du mécanisme Athéna.

Ce Conseil européen a préconisé notamment de définir en 2014 un cadre d'action de l'UE en matière de cyberdéfense : d'élaborer d'ici juin 2014 une stratégie de l'UE en matière de sécurité maritime²³⁸ ; de renforcer la coopération pour relever les défis en matière de sécurité énergétique.²³⁹ Il a invité les États membres à accroître leurs investissements dans des programmes de recherche en coopération, en particulier les investissements communs, à développer les synergies entre la recherche au niveau national et celle qui est menée au niveau de l'UE, ainsi qu'à stimuler davantage la recherche portant sur les applications à double usage, civil et militaire. Il n'a pas été question d'une intégration des armées et des industries de défense européennes. L'acquis le plus important, c'est la décision du Conseil européen d'évaluer en juin 2015 les progrès accomplis sur toutes ces questions et de fournir de nouvelles orientations, sur la base des contributions de la Commission, de la HR et de l'AED.²⁴⁰

En février 2014, le gouvernement ukrainien, pro-Poutine, a fait tirer sur des manifestants pro-européens pacifiques, tuant des douzaines de gens. Devant la colère populaire, ce gouvernement s'est enfuit. Le président Hollande a retiré les

²³⁸ Compte tenu des actions de pirates vers la Corne de l'Afrique ou le Golfe de Guinée, des trafics de drogues, d'êtres humains et d'armes en Méditerranée et dans l'Atlantique.

²³⁹ En particulier pour échapper au chantage russe sur le gaz.

²⁴⁰ Voir Conseil européen, *Conclusions*, <http://www.european-council.europa.eu/council-meetings/conclusions.aspx?lang=fr>, 22/12/2013.

troupes françaises d'Afghanistan. Le programme de législature de la Commission Juncker affirmait : « Nous avons besoin d'une Europe plus forte en matière de politique étrangère ».²⁴¹ Le 28 février, Poutine a fait envahir la Crimée, sans rencontrer beaucoup de résistance, la population étant majoritairement russophone. Poutine a ainsi violé le Mémoire de Bucarest de 1994 et le traité russo-ukrainien de 1997, sans parler de la Charte des Nations-Unies. L'absence de réaction ukrainienne et occidentale l'a enhardi. En avril, il a soutenu militairement la sécession d'une partie des oblasts de Donetsk et de Louhansk, dans le Donbass.

En janvier 2015, la Grèce a voté pour M. Tsípras, chef de la gauche radicale, qui avait promis de mettre fin aux programmes d'austérité imposés par l'UE, la BCE et le Fonds monétaire international. Il a dû y renoncer, devant la fermeture des banques, en manque de liquidités. En mars, M. Juncker a déclaré son désir de voir se créer une armée européenne, [pour] faire face aux nouvelles menaces aux frontières de l'UE, défendre ses valeurs, rationaliser les dépenses militaires et favoriser l'intégration militaire des États de l'UE. Une telle armée nous aiderait à mettre au point une politique étrangère et de sécurité commune qui soit vraiment prise au sérieux, a-t-il dit.²⁴² En novembre, le Conseil européen, voulant donner l'impression que l'UE reste unie malgré le risque de Brexit et progresse vers une Union de défense, a envisagé une revue annuelle coordonnée de défense (CARD), un renforcement de la capacité

²⁴¹ Jean-Claude Juncker, *Un nouvel élan pour l'Europe : mon programme pour l'emploi, la croissance, l'équité et le changement démocratique, orientations politiques pour la prochaine Commission européenne*, discours au Parlement européen, Strasbourg, 15/7/2014, point 9, p. 11-12, https://ec.europa.eu/commission/priorities/docs/pg_fr.pdf, 20/7/2014.

²⁴² Voir RTL, AFP, "L'UE doit avoir son armée, estime Jean-Claude Juncker" in *RTL France*, <https://www.rtl.fr/actu/international/l-ue-doit-avoir-son-armee-estime-jean-claude-juncker-7776930411>, 8/3/2015 ; Beat Balzli, Thorsten Jungholt, Christoph Schiltz, Andre Tauber, "Juncker will EU-Armee" in *Welt am Sonntag*, <https://www.welt.de/print/wams/article138170362/Juncker-will-EU-Armee.html>, 8/3/2015.

d'intervention rapide de l'UE, notamment par l'utilisation des EUBG et le lancement de la coopération structurée permanente (CSP).²⁴³

En 2016, le 23 juin, la majorité des Britanniques qui ont pris part au vote a été en faveur du *Leave* particulièrement dans le nord et le sud-est de l'Angleterre ainsi que dans le Pays de Galles ; Londres, l'Écosse et l'Irlande du Nord ont été pour le *Remain*.

Dès lors, les institutions européennes vont multiplier les initiatives comme le Fonds européen de la défense (FEDef) en faveur d'une « défense européenne » mal conçue. Ces multiples déclarations d'intention et débuts d'exécution n'ont pas comblé nos déficits capacitaires, car la volonté politique fut insuffisamment pérenne pour obtenir des avancées significatives et durables. Le 15 décembre, le Conseil européen a approuvé une stratégie globale de l'UE (EU Global Strategy), un peu plus complète que celle de 2003 : elle comporte la liste des menaces, mais elle n'en fixe pas les priorités, ni ne définit les capacités militaires aptes à les contrer. Les dirigeants de l'UE sont restés incapables d'esquisser de façon intergouvernementale les contours d'une armée européenne, de répondre collectivement à la question de savoir si l'Europe a ou non besoin d'une dissuasion nucléaire, de

²⁴³ Les insuffisances graves de la Coopération structurée permanente (CSP) sont enfin établies par un rapport de l'Assemblée nationale française du 27 janvier 2021. Les 20 engagements souscrits par les États-membres participants ne sont pas tenus. Des 47 projets retenus, 3 ont atteint leur capacité opérationnelle initiale, 6 sont susceptibles d'atteindre cette phase d'ici à 2023, 11 ne contribuent en rien à réduire les lacunes capacitaires. Voir Nicolas Gros-Verheyde, « PESCO. Les recommandations de l'Assemblée nationale : après la bataille ! (v2) » in *Bruxelles2*, https://club.bruxelles2.eu/2021/01/pesco-les-recommandations-de-lassemblee-nationale-apres-la-bataille/?utm_source=mailpoet&utm_medium=email&utm_campaign=b2pr-o-or-newsletter-post-title_2, 28/1/2021 et Michel Cabirol, "Europe de la défense : les trop nombreux renoncements des pays européens (rapport)" in *La Tribune*, <https://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/aeronautique-defense/europe-de-la-defense-les-trop-nombreux-renoncements-des-pays-europeens-rapport-875569.html>, 1/2/2021.

bombardiers lourds, de porte-avions, de sous-marins d'attaque, de divisions blindées, de forces spéciales, etc., ou seulement de troupes aptes au maintien de la paix et à l'action humanitaire. C'est que la perception des menaces n'est pas identique pour tous les Européens. De Lisbonne, les chars russes sont invisibles. Pour les habitants de Tallinn, Daesh et Al-Qaida sont des concepts étrangers au vécu quotidien. Les migrants africains ou levantins ne sont pas légion en Scandinavie. **L'Union européenne de défense intergouvernementale est mort-née.**

3.4. LA PREMIÈRE PRÉSIDENTENCE DE M. MACRON

Le 7 mai 2017, M. Macron a été élu à la présidence de la République. Il a exposé devant la pyramide du Louvre son projet pour la France et a innové, sur le plan symbolique, en faisant son entrée au son de l'hymne européen, et en prononçant son allocution derrière une tribune portant les couleurs de la France, mais devant un drapeau européen. Il a ainsi suscité bien des attentes et, au fil du temps, autant de déceptions.

Le 18 mai, les ministres de la Défense se sont accordés sur la CARD, en liaison avec le plan de développement des capacités de l'UE (*EU Capacity Development Plan* - CDP) et avec le processus de planification de la défense de l'OTAN (*NATO Defence Planning Process* - NDPP).²⁴⁴ La Commission a annoncé la création d'un Fonds européen de la défense (FEDef) de 13 milliards €, inclus dans le cadre financier 2021-2027. Une « Action préparatoire pour la Recherche », de 90 millions € sur 3 ans à partir de 2017, a aidé, modestement, l'industrie de défense à développer de nouvelles capacités militaires.²⁴⁵ De

²⁴⁴ En 2020, il a bien fallu constater que la CARD et le CDP ne sont pas au niveau du NDPP.

²⁴⁵ Ce financement européen n'est pas suffisant pour provoquer un changement structurel, une augmentation significative de l'efficacité des dépenses de défense. Compte tenu de la lenteur de sa mise en place et de la durée des programmes de recherche et développement, il n'aura que des effets limités, et seulement vers 2030. La mise en place de règles spécifiques en matière de droits intellectuels n'est envisagée qu'après avoir tiré les leçons de l'Action préparatoire actuelle. La Commission Prodi a pourtant déjà mené une Action préparatoire sous la conduite du Commissaire à la

2017 à 2019, 500 millions € financent 20 % des programmes de recherche scientifique et technologique de défense multinationaux, répondant à un besoin capacitaire reconnu.²⁴⁶

Le 26 septembre, à la Sorbonne, conscient **que l'opinion publique, en Europe et en France, est très favorable au concept de défense européenne, mais sans reconnaître, ou vouloir voir, que cela présuppose une gouvernance fédérale, M. Macron a déclaré** : « Il y a une souveraineté européenne à construire. [...] Au début de la prochaine décennie, l'Europe devra être dotée d'une Force commune d'intervention, d'un budget de défense commun et d'une doctrine commune pour agir ». **Il a proposé « une initiative européenne d'intervention (IEI) qui groupe** des pays « militairement capables et politiquement volontaires » qui envisagent de l'entraînement, des exercices, de la planification en commun, pour créer une culture stratégique commune, pour se préparer à intervenir rapidement en cas de besoin, que ce soit pour des opérations de haute intensité militaire, comme Serval au Mali en 2013, ou pour des interventions humanitaires, à la suite de catastrophes causées par l'homme ou naturelles, comme ce fut le cas dans les Antilles, après un ouragan, en 2017.²⁴⁷ **Faute de**

Recherche Philippe Busquin, et le Parlement européen en a tiré les leçons. Voir le rapport de Philippe Busquin et Bogdan Adam Klich, *La recherche sur la sécurité – les prochaines étapes*, Parlement européen, 2004/2171(INI)), <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+REPORT+A6-2005-0103+0+DOC+XML+V0//FR>.

²⁴⁶ Pour un particulier ou pour une entreprise, ces montants sont considérables, mais ils sont dérisoires par rapport au chiffre d'affaires de notre base industrielle et technologique de défense.

²⁴⁷ L'IEI n'est pas une force commune d'intervention. L'UE dispose de la brigade franco-allemande depuis 1989, mais elle n'a été déployée qu'en 2018, au Mali et séparément : 1.000 Français au sein de l'opération Barkhane, 800 Allemands au sein de la MINUSMA et de l'EUTM-Mali. L'UE a créé en 2005 les EUBG ; ils n'ont jamais été envoyés en opération. Le traité franco-britannique de Lancaster House de 2010 a créé une *Combined Joint Expeditionary Force* qui n'a pas encore été utilisée. Le *Framework Nation Concept* proposé par l'Allemagne en 2014 a été mis en place au sein de l'OTAN, en tant que concept. Les accords de Lancaster House de 2015 et de 2017 entre les Britanniques, les Baltes, les Scandinaves et les Néerlandais ont établi une *Joint Expeditionary Force* tout aussi théorique. Dans le cadre de la CSP se développe une *European Union Force - Crisis Response*

gouvernance fédérale, l'IEI ne pourrait être qu'un coûteux gadget supplémentaire.

La CSP lancée fin 2015 est trop inclusive, car elle compte 25 États membres, et peu ambitieuse.²⁴⁸ Elle n'est qu'une construction bureaucratique de plus, incapable de combler à bref délai les déficits capacitaires du pilier européen de l'OTAN. Depuis son lancement, les États qui en font partie ont commandé ou acheté bien des équipements américains, par exemple, en ce qui concerne la France, des drones Reaper, des avions C-130 J ou E-2 Hawkeye, **une catapulte et un système d'apportage électromagnétiques pour son futur porte-avion**, etc.

En 2018, à Florence, M. Draghi, alors président de la Banque centrale européenne (BCE),²⁴⁹ a rappelé l'origine de la crise financière déclenchée le 15 septembre 2008 par la faillite de Lehman Brothers : l'accumulation des déficits publics empêchait nos États de stabiliser leur économie ; la zone € n'avait pas de partage des risques publics et n'avait que très peu de partage des risques privés. Soutenue par la création de l'Union bancaire et du Mécanisme européen de stabilité (MES), la BCE a rétabli la confiance sur les marchés des obligations souveraines, contribué à réparer le mécanisme de transmission de la politique monétaire et stoppé la récession, en annonçant en juillet 2012 des opérations monétaires directes (*Outright Monetary Transactions* - OMT) *whatever it takes*, signifiant ainsi que

Operation Core. Les coopérations militaires anciennes au sein du BENELUX et des États baltes survivent, malgré leur incapacité à développer en leur sein une politique de défense commune. Toutes ces initiatives ne donnent pas l'image d'une grande cohérence, ni entre-elles, ni avec le SEAS. Elles accroissent l'inefficience des dépenses de défense en dispersant les efforts.

²⁴⁸ À Berlin, en 2000, Joschka Fischer a proposé que des État, aussi nombreux que possible, progressent sur la voie de l'intégration politique, sans aller jusqu'à se fédérer ; Jacques Chirac lui a répondu vouloir une Europe-puissance, constituée par quelques pays seulement. **L'article 46 TUE instituant** la CSP est donc restée lettre morte, jusqu'à ce que M. Macron plie devant Merkel et accepte une CSP fort peu ambitieuse.

²⁴⁹ **Créée en 1998, la BCE a un mode de fonctionnement fédéral, comme la Cour de Justice de l'UE.**

« Dans le cadre de son mandat, la BCE fera tout ce qu'il faut pour préserver l'€ ».

A Florence, M. Draghi a appelé à augmenter la résilience des banques et à achever l'Union bancaire et celle du marché financier. Celui-ci devrait être régi par un seul ensemble de règles et tous les acteurs devraient pouvoir y opérer librement. Aujourd'hui, les règles et les pratiques, les systèmes d'insolvabilité et judiciaires varient d'un pays à l'autre. Les divergences réglementaires réduisent les économies d'échelle pour les banques transfrontalières. En Europe, comme aux États-Unis d'Amérique, au Royaume-Uni et au Japon, le Fonds de résolution bancaire devrait être soutenu par une autorité fiscale fédérale. Le partage public des risques par le biais de mesures de sauvegarde contribue à réduire les risques dans l'ensemble du système, en limitant les paniques sur les marchés en cas de crise. Un cadre de résolution solide garantit que, lorsque des faillites bancaires se produisent, le partage public des risques est très peu nécessaire, car les coûts sont essentiellement supportés par le secteur privé. Une stabilisation commune, tant au niveau national qu'au niveau de la zone €, est nécessaire pour renforcer la convergence économique et la confiance des investisseurs transfrontaliers.

Pour M. Draghi, le mécanisme de transfert monétaire de la BCE devrait être complété par un budget fédéral européen suffisant pour maintenir la convergence en cas de chocs importants, sans avoir à surcharger la politique monétaire. La fourniture de biens publics supranationaux, comme la sécurité, la défense ou la migration, devrait être financée par une fiscalité européenne. Un État fédéral européen pourrait tout d'abord instaurer une solidarité interétatique et interrégionale, via son budget, pourvu que celui-ci soit substantiel. Aux États-Unis d'Amérique, les transferts financés par le budget fédéral absorbent environ 10 % des chocs économiques. Dans la zone €, ce sont les budgets nationaux qui contribuent à la stabilisation à court terme.

Pour M. Draghi, seul un État fédéral européen pourrait définir une politique fiscale commune et mieux intégrer le

marché financier, ce qui dissocierait la consommation et le revenu au niveau local. Si le revenu diminue pendant une récession, mais que le secteur privé détient un portefeuille financier diversifié, les gens peuvent lisser leur consommation avec les rendements financiers qu'ils perçoivent dans les parties plus performantes de l'union monétaire. Aux États-Unis d'Amérique, l'atténuation des chocs économiques locaux est assurée à 45% par le marché intégré des capitaux, et à 25 % par le marché du crédit, grâce à la multiplication par 7 du nombre de banques multiétatiques au cours des dernières décennies. L'approfondissement du partage des risques privés dans la zone €, tant au niveau national qu'au niveau de l'Union économique et monétaire, par l'intégration du marché des capitaux et du marché du crédit, profiterait à notre stabilité macroéconomique. Les banques multiétatiques ne sont pas, comme les banques locales, incitées à réduire les prêts aux emprunteurs sains en cas de ralentissement régional de l'activité, car elles compensent les pertes dans une région par les gains réalisés ailleurs.²⁵⁰

Merkel n'a pas contribué à perfectionner la zone € dans le sens indiqué par M. Draghi. Répondant à des questions au Bundestag, le 13 mai 2020, elle s'est bornée à dire : « Nous ne pouvons jamais oublier ce que Jacques Delors a dit avant l'introduction de l'€. Nous avons besoin d'une union politique ; une union monétaire seule ne suffira pas. Nous avons fait quelques pas en avant, mais nous n'avons pas fait de progrès suffisants. C'est parfaitement évident. Cela signifie qu'il faut plus, et non moins, d'intégration ».²⁵¹

M. Draghi, devenu premier ministre d'Italie, n'a pas concrétisé son discours de Florence. Il s'est contenté de

²⁵⁰ Voir Mario Draghi, "Risk-reducing and risk-sharing in our Monetary Union", Speech at the European University Institute, Florence, 11 May 2018, European Central Bank, <https://www.ecb.europa.eu/press/key/date/2018/html/ecb.sp180511.en.html>.

²⁵¹ Voir Stephen Cicchetti, Kim Schoenholtz, "The euro area in the age of COVID-19" in *VoxEU-CEPR*, <https://voxeu.org/article/euro-area-age-covid-19>, 22 May 2020.

prononcer, le 3 mai 2022, au Parlement européen à Strasbourg, un discours appelant à la mise en place au niveau européen d'un fédéralisme pragmatique, qui serait aussi un fédéralisme des valeurs, mais sans préciser ces concepts. Il a préconisé, en matière de défense, la tenue d'une conférence, dans les plus brefs délais, afin que les Européens coordonnent leurs efforts militaires. Il a souhaité une politique étrangère dont les décisions ne seraient plus prises à l'unanimité, mais à la majorité qualifiée.

En 2018, la HR a proposé de remplacer le mécanisme Athena par une « Facilité européenne pour la paix ». Celle-ci finance aujourd'hui les coûts communs des opérations et missions militaires de l'UE et renforce les États partenaires, principalement l'Ukraine. Le 6 novembre, M. Macron a déclaré : « On ne protégera pas les Européens si on ne décide pas d'avoir une vraie armée européenne. Face à la Russie, qui est à nos frontières et qui [sait] être menaçante, on doit avoir une Europe qui se défend davantage seule. » Le 11 novembre, à la question²⁵² de savoir si son propos sur l'armée européenne a irrité M. Trump, M. Macron répond que « Le président Trump est d'accord avec cela. (Il) est en faveur d'un meilleur partage des charges au sein de l'OTAN. Je suis d'accord avec cela. Et je pense que pour avoir un meilleur partage des charges, nous avons tous besoin de plus d'Europe. » M. Trump approuve : « J'ai apprécié ce que vous avez dit à propos du partage de la charge. Nous voulons une Europe plus forte, plus efficace. »²⁵³ Le même jour, Poutine estime que ce projet constitue une évolution positive dans un monde multipolaire. Pour lui, « l'Europe est une alliance économique puissante et (il) est tout

²⁵² Fareed Zakaria for CNN, *Interview of President Emmanuel Macron*, <https://edition.cnn.com/videos/world/2018/11/10/emmanuel-macron-fareed-zakaria-trump-tweet-sot-gps-vpx.cnn>, 11/11/2018.

²⁵³ Fareed Zakaria for CNN, *Interview of President Donald Trump*, <https://edition.cnn.com/videos/world/2018/11/10/trump-macron-bilateral-meeting-bts-vpx.cnn/video/playlists/intl-latest-world-videos/>, 11/11/2018.

à fait naturel que ces pays souhaitent être indépendants et souverains dans le domaine de la sécurité et de la défense ».²⁵⁴

Le 12 novembre, M. Stoltenberg, le secrétaire général de l'OTAN, s'est élevé contre un projet européen « qui concurrencerait l'Alliance atlantique ». Le 13 novembre, Merkel lui a répondu que « l'armée européenne compléterait l'OTAN, car l'époque où nous pouvions compter sur d'autres est terminée. » Devant le Parlement européen, elle a déclaré que : « Nous devons élaborer une vision permettant un jour d'arriver à une véritable armée européenne. [Une telle] armée montrerait au monde qu'entre les pays européens, il n'y aurait plus de guerre. Ce sera une armée qui complètera de façon utile l'OTAN, sans remettre en cause ce lien avec l'OTAN ».

Ce même 13 novembre, par le règlement (UE) 2018/1092, l'UE a mis en place le programme de développement industriel de défense européenne (*European defence industrial development programme* - EDIDP), qui vise à soutenir la compétitivité et la capacité d'innovation de l'industrie de la défense de l'Union.

Le 18 novembre, M. Macron, commémorant au Bundestag le centenaire de la fin de la Première Guerre mondiale, a préconisé « de partager, de mettre en commun la capacité de décision, la politique étrangère, de construire une défense commune, afin de ne pas devenir le jouet des puissances ».²⁵⁵ Le 20 novembre, à Louvain-la-Neuve, il a plaidé pour que l'UE permette à quelques pays d'avancer plus vite sur la voie de l'intégration. Il a semblé ignorer que cela a été décidé en 1992 et appliqué depuis lors.

Le 19 novembre, le Conseil européen a approuvé les spécifications militaires pour la mobilité en Europe.²⁵⁶ La

²⁵⁴ sn, « Vladimir Poutine répond en exclusivité aux questions de RT France », 11/11/2018, <https://francais.rt.com/international/55305-vladimir-poutine-repond-exclusivite-questions-rt-france-video>.

²⁵⁵ sn, « Transcription du discours du Président de la République au Bundestag à Berlin, cérémonie commémorative du 18 novembre 2018 », <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2018/11/18/le-president-de-la-republique-a-berlin-pour-la-commemoration-du-18-novembre>, 19/11/2018.

²⁵⁶ Elles décrivent les routes, les ports, les capacités de gestion de conteneurs, de chargement de camions et d'accès aux réseaux routier et

Commission a prévu 6,5 milliards €, dans le cadre financier 2021-2027. Les ministres ont précisé que « toutes les décisions relatives aux investissements dans les infrastructures demeurent des décisions nationales souveraines et seront prises au cas par cas ». Déplacer sans encombre des chars de 74,5 tonnes d'un bout à l'autre de l'UE restera donc impossible.

Le 20 novembre, le Conseil européen a porté le cadre de la *Military Planning and Conduct Capability* (MPCC), qui a succédé à l'OPCEN, à 60 permanents, auxquels pourraient s'ajouter jusqu'à 94 renforts. Il l'a habilité à conduire des opérations militaires « exécutives » (de combat)²⁵⁷ comptant jusqu'à 2.500 soldats. La Commission a approuvé le premier EDIDP, pour cofinancer des projets industriels communs dans le domaine de la défense, en 2019 et 2020.

En 2019, le 16 janvier, devant les députés européens, le premier ministre espagnol Pedro Sánchez a affirmé vouloir dépasser les relations intergouvernementales, aller vers une Europe fédérale et créer une armée européenne, pour avoir la capacité de projeter des forces au-delà de nos frontières, pour être crédibles.

Le 22 janvier, le traité sur la coopération et l'intégration franco-allemande d'Aix-la-Chapelle a complété celui de l'Élysée de 1963 : il envisage des déploiements conjoints, il garantit aide et assistance en cas d'attaque armée de leurs territoires, il renforce la coopération entre les forces armées en vue d'instaurer une culture commune, il favorise les programmes de défense communs et les investissements conjoints pour combler les lacunes capacitaires, il incite à définir une approche commune en matière d'exportation d'armements, il crée un Conseil franco-allemand de défense et de sécurité.

Le 4 mars, dans une lettre envoyée aux citoyens européens dans le cadre de la campagne électorale européenne, M. Macron a proposé un traité de défense et de sécurité, qui définisse nos obligations, en lien avec l'OTAN et nos alliés européens :

ferroviaire, de gestion des trains, les tunnels et les ponts, les aéroports, les connexions multimodales...

²⁵⁷ Jusqu'alors, la MPCC pouvait seulement superviser des missions d'entraînement.

l'augmentation des dépenses militaires, une clause de défense mutuelle, un Conseil de sécurité européen associant le Royaume-Uni aux décisions collectives. Le 21 mai, il a déclaré vouloir une Convention européenne,²⁵⁸ pour que les chefs d'État et de gouvernement, la Commission européenne, le Parlement européen et les citoyens européens prennent le temps de définir la stratégie de l'Europe pour les cinq années à venir, et les changements de traités.

Le 17 avril la HR a déclaré : « Nous avons posé les bases pour une politique européenne de sécurité et de défense solide. Nous avons utilisé tous les instruments du Traité. Le Fonds européen de défense, la revue des budgets de défense, le centre de commandement commun, le pacte pour les missions civiles. [...] Cela change la donne. L'UE est maintenant perçue comme un acteur complet en matière de sécurité et de paix ». C'est manifestement faux. De 2014 à 2019, seules trois missions et opérations ont été lancées : en Méditerranée (2015), en République centrafricaine (2016) et en Irak (2017). 10 missions civiles et 6 opérations sont en cours en Afrique, au Moyen-Orient, en Méditerranée, dans l'Océan Indien, dans les Balkans et en Europe orientale.²⁵⁹ Pour quel résultat ? L'UE n'a réduit les tensions ni entre la Russie et la Géorgie ou l'Ukraine, ni entre Israël et la Palestine, ni entre les États-Unis d'Amérique et l'Iran, ni en Libye, en Syrie, au Sahel, dans la Corne de l'Afrique, en Centre-Afrique, au Venezuela ou en Colombie. L'insignifiance de l'UE sur la scène internationale et l'impotence de la diplomatie européenne sautent aux yeux.

M. Juncker a admis le 30 avril n'avoir pu refonder l'UE. Il n'a pas essayé de convaincre une majorité des Britanniques de rejeter le Brexit. Il n'a pas résolu la crise migratoire, ni apaisé les relations commerciales avec l'administration Trump, ni

²⁵⁸ Cette Convention a été depuis intitulée « Conférence sur l'avenir de l'Europe ».

²⁵⁹ EUTM Mali, EUTM Somalie, EUTM RCA, EUNAVFOR MED Sophia, EUNAVFOR Atalanta, EUFOR Althea (Bosnie-Herzégovine). Voir André Dumoulin & Nicolas Gros-Verheyde, *La Politique européenne de sécurité et de défense commune*, Le Dévoluy, Éditions du Villard, 2017, mis à jour en 2019.

finalisé l'Union bancaire. Il a laissé perdurer la politique européenne d'austérité, malgré les ravages qu'elle occasionne sur les plans économique et social. Il n'a pas su réunifier Chypre, ni se faire respecter par la Turquie. Il a mis à mal les relations entre l'UE et la Suisse : le projet d'accord-cadre, qui devait englober les 120 accords bilatéraux, n'est qu'une tentative d'imposer l'adaptation automatique de la législation suisse à l'évolution du droit européen.²⁶⁰ Il n'a pas su doter l'UE d'une politique environnementale, ni mettre fin au dumping fiscal et social. L'armée européenne qu'il annonçait en 2014 et en 2015 n'existe toujours pas.

En septembre, l'inefficience scandaleuse de nos dépenses de défense a été dénoncée par la Cour des comptes européenne. Son analyse²⁶¹ de la CSP, du CARD et du FEDef montre qu'il existe un fossé entre ces initiatives et ce que les États membres sont censés faire. Après vingt ans de PESD-PSDC, il n'y a pas de processus de planification digne de ce nom au sein de l'UE qui puisse servir de base au développement des capacités militaires. Les États membres, écrit-elle, n'ont pas la même perception des menaces, ni une vision commune du rôle de l'UE en matière de défense : ils ont des règles d'engagement différentes et des conceptions très diverses du recours à la force militaire. Elle recommande de rendre le processus de planification de l'UE aussi efficace que celui de l'OTAN, pour déterminer les besoins capacitaires européens tout en garantissant la cohérence et la complémentarité des initiatives européennes avec celles de l'OTAN, de façon à éviter les doubles emplois et les chevauchements de fonctions. Elle préconise une gouvernance efficiente, comportant un contrôle

²⁶⁰ Cette tentative est vaine car les Suisses refusent que l'UE limite les mesures de protection contre le dumping, les expulsions de criminels et les révocations du permis de séjour pour ceux qui menacent la sécurité publique. Voir Armando Mombelli, « Accord-cadre Suisse-UE : où en sommes-nous ? » in *Swissinfo.ch*, https://www.swissinfo.ch/fr/négociations-entre-berne-et-bruxelles_accord-cadre-suisse-ue--où-en-sommes-nous-/45026344, 12/6/2019.

²⁶¹ Voir sn, *La défense européenne*, Cour des comptes européenne, document d'analyse n° 9, https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/REW19_09/REW_EU-defence_FR.pdf, 12/9/2019.

parlementaire équivalent à celui qui s'exerce dans d'autres domaines, ainsi que l'obligation de rendre compte, car aujourd'hui, les organes, les missions et les opérations relevant de la PSDC ne sont pas soumis aux mêmes dispositions en matière d'audit et de décharge. En particulier, les missions militaires de l'Agence européenne de défense et de l'UE ne font pas l'objet d'un contrôle du Parlement européen, elles sont régies par des dispositions spécifiques en matière d'audit et elles ne relèvent pas du mandat d'audit de la Cour. Elle conclut : « Contribuer à améliorer les capacités de défense en Europe nécessite d'aller au-delà des discours et exige la mise en œuvre effective d'initiatives concrètes, le but étant d'encourager la compétitivité de l'industrie européenne de la défense et de renforcer les capacités militaires des États membres, en complémentarité totale avec l'OTAN. En définitive, la réussite et l'avenir de l'UE dans le domaine de la défense dépendent entièrement de la volonté politique des États membres. »²⁶²

Dans son allocution aux armées du 13 juillet, M. Macron a défini l'Europe de la Défense : une culture stratégique, des capacités et des opérations communes. Il n'a pas dit qui va déterminer cette culture, définir de quelles capacités nous avons besoin et pour que faire, et encore moins diriger les opérations et en assumer la responsabilité politique, juridique et financière. Il voudrait sans doute que les Européens acquièrent des armes européennes, qu'ils participent avec des soldats des forces spéciales aux opérations contre le terrorisme islamiste et qu'ils financent la force française de dissuasion nucléaire, dont le coût représente 10 % du budget de défense hexagonal. Il a peu de chances d'être entendu sur ce dernier point.

Le 15 février 2020, lors de la conférence de Munich sur la sécurité, M. Stoltenberg, le secrétaire général de l'OTAN, a rejeté l'appel à placer la dissuasion nucléaire de la France au centre de la stratégie de défense européenne, affirmant que les États-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne fournissent depuis des décennies la garantie de sécurité ultime pour

²⁶² sn, *La défense européenne*, Cour des comptes européenne, op. cit., § 142-144 p. 69.

l'Europe et qu'elle est efficace.²⁶³ La veille du 14 juillet, le chef de l'état-major interarmées a dit que M. Macron a mesuré « tout ce que lui apporte, dans ses responsabilités internationales, le fait d'être le chef d'une armée puissante, efficace et complète ». ²⁶⁴ Il devrait en déduire ce dont l'Europe a besoin : une Union politique, une gouvernance fédérale, une défense, une armée. Ce n'est pas ce que les membres du Conseil européen nous proposent. Plutôt que de gouverner, ils se font prédicateurs. Ayant parlé, ils estiment avoir sauvé le monde. Ils déçoivent ainsi la grande majorité des citoyens de l'UE, dont beaucoup finissent par voter pour des populistes, non par conviction, mais par dépit.

Depuis fin 2019,²⁶⁵ les dirigeants occidentaux²⁶⁶ savaient que quelque chose de grave se passait en Chine,²⁶⁷ bien que celle-ci

²⁶³ Radio Free Europe/Radio Liberty, "NATO Chief Rejects Macron Call to Put French Nukes at Center of European Strategy" in *defense-aerospace*, <https://www.defense-aerospace.com/article-view/release/209729/nato-chief-rejects-macron-call-to-put-french-nukes-at-center-of-european-strategy.html>, 16/2/2020.

²⁶⁴ Général François Lecointre, chef d'état-major des armées françaises, « Entretien avec Nathalie Guibert », in *Le Monde*, 13 juillet 2019, p. 4. La France dispose d'une capacité de dissuasion autonome de 300 armes, « fondamentalement politique. C'est la responsabilité suprême du Président de la République d'apprécier en permanence la nature de nos intérêts vitaux et les atteintes qui pourraient y être portées. » Voir François Hollande, *Discours sur la dissuasion nucléaire*, prononcé à Istres le 19 février 2015, <https://www.dailymotion.com/video/x2hlivt>.

²⁶⁵ Fin 2019, les services de renseignement européens et américains ont su par l'internet et par les satellites d'observation de la terre, qui surveillent notamment les émissions de CO₂, que l'activité économique s'arrêtait à Wuhan. Selon ABC News, fin novembre 2019, le *National Center for Medical Intelligence* avertissait d'une contagion à Wuhan. Le 8 avril, le Pentagone a nié l'existence d'un tel rapport. Voir Josh Margolin, James Gordon Meek, "Intelligence report warned of coronavirus crisis as early as November: Sources" in *ABC News*, <https://abcnews.go.com/Politics/intelligence-report-warned-coronavirus-crisis-early-november-sources/story?id=70031273>, 9/4/2020.

²⁶⁶ Les autorités américaines ont sous-estimé la dangerosité du virus. Voir K. M. Cambell et R. Doshi, "The Coronavirus Could Reshape Global Order", *Foreign Affairs*, www.foreignaffairs.com, 18/3/2020.

²⁶⁷ **On 3 January the US Center for Disease Control and Prevention was (alerted to the disease. Despite that) a day later Trump was insisting the situation was under control. The World Health Organization (WHO)**

ait masqué la réalité et l'ampleur de l'épidémie, notamment par l'arrestation du premier médecin qui a exposé dès décembre 2019 la dangerosité du virus,²⁶⁸ si bien que 4 à 5 semaines ont été perdues pour contenir sa propagation. Au lieu de se contenter, pour la plupart, d'affirmer avec désinvolture, voire cynisme : « Ce n'est pas grave, et nous sommes prêts », nos

warned about Covid-19 on 10 January. The WHO declared a public health emergency on 30 January." Voir Peter Beaumont, Julian Borger, "WHO warned of transmission risk in January, despite Trump claims" in *The Guardian*, <https://www.theguardian.com/world/2020/apr/09/who-cited-human-transmission-risk-in-january-despite-trump-claims>, 9/4/2020.

²⁶⁸ Selon le *South China Morning Post* de Hong Kong (Voir <https://www.scmp.com>) la 1^{ère} personne infectée s'est présentée le 17 novembre 2019 à l'hôpital. Deux médecins, Li Wenliang et Ai Fen ont lancé l'alerte. Le premier est décédé rapidement, les autorités ont effacé les traces de son existence avant de le réhabiliter. Voir Simon Leplâtre, « Coronavirus: le 1^{er} médecin à avoir lancé l'alerte en Chine réhabilité à titre posthume » in *Radio France International*, <http://www.rfi.fr/fr/asie-pacifique/20200320-coronavirus-1er-m%C3%A9decin-avoir-lanc%C3%A9-alerte-chine-r%C3%A9habilit%C3%A9-li-wenliang>, 20/3/2020. La seconde a été vivement réprimandée par la police. Voir Hannah Devlin, "Has Covid-19 mutated into a more deadly strain? Busting the coronavirus myths" in *The Guardian*, <https://www.theguardian.com/world/2020/mar/05/has-covid-19-mutated-into-a-more-deadly-strain-busting-the-coronavirus-myths> et Brice Pedroletti, « Coronavirus : l'urgentiste chinois Ai Fen révèle les pressions subies pour cacher la gravité de l'épidémie » in *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/international/article/2020/03/13/l-urgentiste-ai-fen-revele-les-pressions-subies-pour-cacher-la-gravite-de-l-epidemie_6032920_3210.html, 13/3/2020. Certains virologues suspectent le Wuhan National Biosafety Laboratory, le laboratoire de confinement biologique de niveau de biosécurité 4 (BSL4) de l'Académie chinoise des sciences à Wuhan, d'avoir modifié le génome du virus pour le rendre plus agressif, pour qu'il se transmette plus facilement et se reproduise plus rapidement à l'intérieur du corps : un assemblage de 7 ou 8 séquences de gènes de coronavirus différents dans un même génome a une probabilité de construction naturelle extrêmement faible. Le virus a été identifié dès le 7/1/2020, son génome séquencé le 10/1, le 13/1, un test RT-PCR permettait de le détecter. Cette rapidité plaide pour une fuite de virus du BSL4 : les premiers cas de SIDA ont été décrits en juin 1981, le virus VIH n'a été identifié qu'en 1983. Le BSL4 a été divulgué par Xia H, Huang Y, Ma H, Liu B, Xie W, Song D, et al., « Biosafety Level 4 laboratory user training program, China » in *Emerging Infectious Diseases Journal*, nr 5, May 2019, <https://doi.org/10.3201/eid2505.180220> ou https://wwwnc.cdc.gov/eid/article/25/5/18-0220_article.

leaders auraient dû prendre les mesures de précaution adéquates, en s'inspirant des pandémies précédentes et des bonnes pratiques, notamment celles en usage à Taïwan, qui concilient la lutte contre le virus, le soutien à l'économie et la sauvegarde des libertés individuelles.

Malgré ses compétences en matière de santé publique,²⁶⁹ la Commission européenne n'a pas su prendre la main, pour coordonner la réponse à la pandémie et définir des standards communs. L'UE et ses États membres se sont une fois de plus révélés inaptes à gérer les crises. Ils ont pris conscience tardivement de leur dépendance à l'égard d'approvisionnements extérieurs en médicaments, équipements de protection et de test, respirateurs et produits réactifs. Les États membres n'ont pas coordonné leurs mesures de protection et ont adopté une attitude de repli national, symbolisée par le refus initial de Paris et de Berlin, d'exporter vers l'Italie des masques et des tenues de protection, ou encore les différentes mesures de contrôle instaurées aux frontières entre États membres.

Les erreurs de gestion de ces dernières années, l'absence de considération pour les services de renseignement, l'impréparation à la gestion de crise, la mauvaise appréciation de l'ampleur du phénomène, les décisions tardives et bancales de la plupart de nos leaders sont indéniables.

À l'exception de la Suède, les gouvernements européens ont répondu à la pandémie par le confinement, le *lock down*, imposé par les forces de l'ordre, ce qui a provoqué une récession économique. En réponse, la BCE a augmenté, le 10 décembre 2020, de 500 milliards € son programme d'achats d'urgence de dettes, pour financer les mesures de solidarité sociale et de relance décidées par les États

²⁶⁹ Le traité sur le fonctionnement de l'UE, titre XIV, Santé publique, article 168, confère diverses compétences sanitaires à la Commission. Ces compétences datent du traité de Paris du 18 avril 1951 instituant la CECA, article 46, qui traite des conditions de vie et de travail de la main d'œuvre et du traité Euratom de 1957, dont le chapitre III traite de la protection sanitaire de la population et des travailleurs contre les dangers résultant des radiations ionisantes.

membres de l'UE. La Commission européenne a *in fine* admis un déficit budgétaire supérieur à 3%.

Le 17 décembre 2020, la Commission, le Parlement et le Conseil européens se sont mis d'accord sur un budget 2021-2027 limité à 1.824,3 milliards €, soit 1,3 % du produit intérieur brut (PIB) de l'UE à 27.²⁷⁰ Le plan *Next Generation EU* devrait rendre l'UE plus verte, plus numérique, plus résiliente et mieux adaptée aux défis actuels et à venir.²⁷¹ L'UE affecte, pour la première fois, 0,7% du budget 2021-2027, soit 13,2 milliards € pour sept années, à notre sécurité et à notre défense. C'est moins de 2 milliards par an pour 440 millions d'habitants ou 5 € par contribuable et par an.

Le 19 janvier 2021, adressant ses vœux aux armées dont il est le chef, M. Macron disait qu'au Sahel, « les résultats sont là ». Sa ministre des Armées vantait des « succès militaires importants », alors que les experts en contre-terrorisme et les ONG constataient que la stratégie adoptée pour stabiliser la région était inefficace, faute de s'attaquer aux causes profondes de l'instabilité. Le 10 juin 2020, M. Macron a annoncé la fin de l'opération Barkhane, reconnaissant ne pas pouvoir sécuriser le Sahel, faute de stabilité politique, mais occultant le fait que l'opération a coûté la vie à 59 soldats français et coûté annuellement un milliard €. Malgré des succès tactiques, que la France a été incapable d'exploiter politiquement, faute d'unité de vue entre les gouvernants, les diplomates, les militaires et les services de coopération au développement, Barkhane n'est pas parvenue à neutraliser les organisations terroristes. La *Task Force* Takuba des forces spéciales européennes et l'opération Sabre des forces spéciales françaises a été dissoute en 2022 sur un même constat d'échec, les Maliens n'en voulant plus sur leur sol. La Mission

²⁷⁰ La part du budget fédéral américain dans leur PIB était de 36,3 % en 2022.

²⁷¹ Voir Commission européenne, "Plan de relance pour l'Europe – NextGenerationEU", https://ec.europa.eu/info/strategy/recovery-plan-europe_fr.

multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), malgré des moyens considérables, fut incapable de faire autre chose que de se défendre, mais seulement grâce au soutien des Français. Les forces armées locales, sauf en Mauritanie, ne sont pas fort développées : après leur formation par les Européens, les soldats sahéliens ne sont généralement plus payés et équipés correctement, ni appuyés par des gouvernements et des administrations locales corrompues. Ce sont les organisations terroristes qui administrent les zones rurales et y rendent la « justice ».²⁷²

Le 16 décembre 2021, la BCE a annoncé l'allègement de son dispositif de soutien à l'économie mis en place au cours de la pandémie, estimé à 1.850 milliards €. ²⁷³

Force est de constater que, depuis 2017, les déclarations et les réalisations de M. Macron, tant en politique intérieure qu'en relations extérieures, ne concordent pas. Depuis les discours qu'il a prononcés en 2017 à la Sorbonne et à Athènes, la souveraineté de l'Europe n'a pas progressé, mais régressé. Il a dit que l'Europe doit être autonome sur le plan militaire, mais il ne veut pas d'une Europe fédérale qui en est la condition nécessaire. Son illustre prédécesseur, Charles de Gaulle, le chapitre 2 ci-avant l'a montré, percevait la nécessité d'une Europe politique, capable de définir une politique européenne de sécurité, c'est-à-dire une Europe fédérale, comme préalable à une armée européenne.

M. Macron a voulu une Conférence sur l'avenir de l'Europe, pour sortir l'Europe du marasme, mais aussi pour soutenir sa campagne pour l'élection présidentielle française. Cette Conférence n'a donné lieu qu'à des bavardages stériles : à son issue, le Conseil européen n'a

²⁷² Voir Michel Goya, « Une analyse de l'engagement militaire français au Sahel » in *La Voie de l'épée*, <https://lavoiedelepee.blogspot.com>, 16/8/2022.

²⁷³ Voir AFP, « La BCE fait un premier pas vers la sortie de son mode de crise » in *AGEFI Luxembourg*, janvier 2022, p. 12.

rien fait des 267 propositions de révision des traités formulées par le Parlement européen.

M. Macron n'a pas perçu que l'entente franco-allemande n'a existé que de 1958 à 1963, lorsque de Gaulle et Adenauer étaient aux affaires, et puis ponctuellement lorsque Mitterrand et Kohl arrivaient à s'entendre. Les autres dirigeants ont seulement communiqué pour entretenir le mythe. M. Macron, qui est réformateur, et Merkel, qui est conservatrice, étaient fatalement en désaccord sur la plupart des sujets, en particulier sur les questions d'armement.²⁷⁴ Ils ont maintenu leur duumvirat en Europe, tout en s'en disputant la prééminence. Elle s'appuyait sur son écrasante supériorité économique et lui sur son statut de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU et la puissance de ses armées, négligeant que la France n'a plus les moyens financiers et humains d'une politique de défense indépendante, ni même de combler les lacunes capacitaires françaises. Identifiées dès la première guerre du Golfe en 1990-1991, celles-ci n'ont fait que s'aggraver, à quelques exceptions près. M. Macron a seulement arrêté la perte de puissance de ses armées, il a reporté leur redressement à la législature 2022-2027.

Faute de moyens économiques et militaires, M. Macron a vainement tenté de rendre à la France son rang sur la scène internationale, ce que de Gaulle avait brillamment su faire.

²⁷⁴ En 2017, M. Macron a proposé à Merkel une coopération sur le remplacement des avions de combat, des chars lourds, des avions de patrouille maritime et des systèmes d'artillerie, sur la production d'un drone européen de combat « Moyenne altitude - longue endurance » (Male) européen, et enfin sur une amélioration de l'hélicoptère de combat Tigre. Dès décembre 2017, Berlin annonçait le lancement de deux satellites de reconnaissance électro-optiques, alors que depuis 2008, les compétences étaient partagées, les satellites électro-optiques étant pour la France, les satellites équipés de radar pour l'Allemagne. Quelques mois plus tard, Berlin a empêché l'exportation de blindés français équipés de boîtes de vitesses allemandes vers l'Arabie saoudite, au mépris du droit de l'UE sur les exportations d'armes et de l'accord Schmidt-Debré de 1971. En 2019, Berlin a imposé l'entrée de Rheinmetall dans le programme MGCS, confié à KNDS, produit de la fusion de Krauss-Maffei-Wegman et de la firme française Nexter.

M. Macron n'a été crédible ni à l'ONU, ni avec M. Trump, ni avec M. Biden, ni au sein de l'UE, face à Merkel, à M^{me} May ou à M. Johnson, ni avec nos partenaires africains, ni au Levant (Liban, Syrie, Irak), ni avec M. Erdoğan, ni avec M. Xi Jinping, ni, surtout, avec Poutine. M. Macron a dénoncé à tort la mort cérébrale de l'OTAN : elle a montré sa réactivité après le 24 février 2022.

Tout au plus M. Macron peut-il aligner quelques contrats d'exportations d'avions de combat Rafale ou de navires de guerres, mais il n'a pu éviter l'annulation de l'achat de sous-marins français par l'Australie, car le poids de M. Biden était bien plus grand que le sien, en particulier dans le Pacifique. Malgré ce piètre bilan, en décembre 2021, M. Macron a promis que sa présidence de l'UE au 1^{er} semestre 2022 allait accroître l'autonomie stratégique de l'Europe et conforter sa place dans le monde. Nous y reviendrons au chapitre suivant.

3.5. LE BILAN DE MERKEL

L'aptitude de la chancelière à rassurer les conservateurs allemands et le soutien de leurs mass médias expliquent sa longévité politique, exceptionnelle en démocratie. Elle est arrivée au pouvoir le 22 novembre 2005 et elle y est restée jusqu'au 8 décembre 2021. Six mois après son départ, 33 % des Allemands estimaient qu'elle a fait de son mieux, 55 % qu'elle avait commis beaucoup d'erreurs, 12 % qu'elle avait engendré un désastre géopolitique,²⁷⁵ dont la guerre en Ukraine est une des conséquences, mais aussi social et économique.

Merkel a bénéficié de la réforme du marché du travail menée par le chancelier Schröder en 2004. Il a rendu l'industrie allemande compétitive, mais seuls des emplois mal rémunérés ont été créés. Les Britanniques ont su développer à Londres un centre financier de niveau mondial, à forte valeur ajoutée,

²⁷⁵ Voir Hans-Werner Sinn, "Le fiasco énergétique allemand" in *Project Syndicate*, <https://www.project-syndicate.org/commentary/germany-energy-shambles-dependence-on-russian-gas-by-hans-werner-sinn-2022-03/french>, 28/3/2022.

Francfort est restée une place régionale. **Merkel a rendu l'économie allemande dépendante des livraisons russes d'énergie, de métaux rares et de blé mais aussi** des exportations de voitures de luxe et de machines vers la Chine et les États-Unis d'Amérique, dont la pérennité n'est pas assurée : les entreprises allemandes n'ont pas conservé longtemps leur avance technologique : elles ont donné leur propriété intellectuelle à des entreprises chinoises qui n'ont pas seulement imité l'industrie allemande avec succès, mais ont réussi à innover.

Merkel n'a perçu la mondialisation que comme un processus commercial. Elle a sous-estimé les ambitions géopolitiques des autocrates chinois, russes et turcs et minimisé les risques inhérents aux longues chaînes d'approvisionnement de l'Europe. Celles-ci sont trop vulnérables à la fermeture des ports chinois lors des confinements censés éradiquer le Covid-19, à la piraterie endémique dans le détroit de Malacca, vers la Corne de l'Afrique et dans le golfe de Guinée, à l'échouage d'un porte-conteneurs dans le canal de Suez, etc.

L'obsession des conservateurs allemands envers les déficits publics a empêché d'investir pour corriger les faiblesses de l'Allemagne dans le domaine des télécommunications et de l'infrastructure, notamment les chemins de fer et les autoroutes. Elle a rendu la croissance économique en Europe bien plus faible que celle des États-Unis d'Amérique. Le manque d'investissements publics a entraîné la dégradation des capacités de sécurité et de défense. Les diverses coalitions dirigées par Merkel ont amplifié le démantèlement de la Bundeswehr entamé dès la fin de la guerre froide.²⁷⁶ Celle-ci n'est plus capable de défendre le pays, qui compte trop sur les Américains pour

²⁷⁶ Fin 2021, un quart des équipements militaires allemands n'étaient pas utilisables selon le rapport du 15/3/2022 de M^{me} Högl, la Commissaire aux forces armées du *Bundestag*. Voir Wehrbeauftragte, *Jahresbericht 2021 (63. Bericht)* Deutscher Bundestag, Drucksache 20/900 20, <https://dserv.bundestag.de/btd/20/009/2000900.pdf> et Wehrbeauftragte, *Wehrhaft sein!*“, Bundesministerium des Verteidigung, <https://www.bmvg.de/de/aktuelles/bundestag-beraet-jahresbericht-2021-der-wehrbeauftragten-5403286>, 29/4/2022.

maintenir la paix. Faute d'une politique industrielle, Merkel a ruiné l'industrie nucléaire et dégradé les industries automobile, navale, aéronautique et spatiale de l'Allemagne. Elle n'a pas établi en Europe de coopérations valables en matière de production de systèmes d'armes, elle n'a groupé ni les chantiers navals, ni les producteurs de matériels terrestres.²⁷⁷

Lors de sa dernière visite à Moscou, Poutine a remercié Merkel pour les efforts qu'elle a déployés en faveur de la Russie,²⁷⁸ où elle s'est rendue 20 fois, sans rien obtenir, en particulier pour l'Ukraine et pour les ayants-droits des victimes du vol MH-17. La décision, en 2015, de construire le gazoduc Nord Stream 2, pour acheminer plus de gaz russe en Allemagne via la mer Baltique, sans passer par les gazoducs ukrainiens, tendait aussi à étrangler financièrement l'Ukraine, ceci après que la Crimée et la moitié des oblasts de Donetsk et de Louhansk aient été annexés. Cela a accru le sentiment d'impunité de Poutine. Heureusement, les Américains se sont opposés à sa mise en service.

Merkel a permis à Poutine de renforcer ses forces armées, puis de développer son agressivité, verbale en 2007, brutale depuis 2008. En 2014, après l'annexion de la Crimée par la Russie et le début de la guerre au Donbass, Merkel et M. Hollande ont réuni, le 6 juin, en marge du 70^{ème} anniversaire des débarquements en Normandie, la Russie, l'Ukraine, l'Allemagne et la France, pour chercher une solution au conflit. Les accords de Minsk, conclus en février 2015, étant trop en deçà pour Moscou et trop au-delà pour Kiev de ce qui aurait été acceptable, ils n'ont été appliqués par aucune

²⁷⁷ Voir Robert Jules, « L'Allemagne, le maillon faible de l'Europe » in *La Tribune*, <https://www.latribune.fr/economie/international/l-allemande-le-maillon-faible-de-l-europe-912712.html>, 4/4/2022.

²⁷⁸ Voir Friedrich Schmidt, „Einer unserer wichtigsten Partner“ in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, <https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/putin-deutschland-bleibt-einer-der-wichtigsten-partner-17493770.html>, 20/8/2021.

des parties. La politique de Merkel du dialogue avec Poutine et de la main tendue vers lui a conduit au 24 février 2022.²⁷⁹

La politique énergétique de Merkel fut un désastre consécutif à celui de Fukushima en 2011. Comme physicienne, elle sait que les centrales nucléaires sont plus aptes à limiter la production des gaz à effet de serre que les éoliennes et les panneaux solaires, mais elle en a décidé le démantèlement.²⁸⁰ Elle n'a pas assez tenu compte des aléas climatiques.²⁸¹ Les énergies renouvelables assurent la moitié de la production d'électricité d'Allemagne, mais celle-ci reste le premier émetteur de CO₂ en Europe, car M^{me} Merkel a reporté la fermeture des centrales à charbon ou lignite à 2038. La transition énergétique a en effet été entravée par plusieurs Länder qui se sont opposés à la mise en place des lignes à haute tension qui permettraient de transporter l'électricité produite par les éoliennes en mer du Nord vers les industries du sud de l'Allemagne. Elle a rendu l'Allemagne trop dépendante, elle est en bonne partie responsable de la hausse des prix du gaz et de l'électricité.

Mise sous pression par M. Erdoğan en 2015, Merkel a accepté qu'entre en Europe un million de personnes présentées comme des réfugiés syriens, pouvant bénéficier du droit d'asile, mais qui étaient pour la plupart des migrants originaires du Levant, d'Asie centrale et d'Afrique. Peu d'entre eux étaient capables de s'intégrer en exerçant un emploi. Face au tollé suscité en Allemagne et en

²⁷⁹ Voir Thomas Wieder, « L'Allemagne s'interroge sur la responsabilité d'Angela Merkel dans l'escalade agressive de Vladimir Poutine » in *Le Monde*,

https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/03/29/l-allemande-s-interroge-sur-la-responsabilite-d-angela-merkel-dans-l-escalade-agressive-de-vladimir-poutine_6119646_3232.html, 29/3/2022.

²⁸⁰ Voir Eckart Lohse, "Das verbotene Thema" in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*,

<https://www.faz.net/aktuell/politik/bundestagswahl/atomkraft-im-wahlkampf-laschet-fordert-die-gruenen-heraus-17538990.html>, 21/09/2021.

²⁸¹ Voir sn, « Hoe het zover is kunnen komen: waarom uw gasfactuur zo hoog is » in *De Standaard*, https://www.standaard.be/cnt/dmf20220204_95582473, 10/2/2022.

Europe centrale par la masse des arrivants, Merkel a exigé une répartition de ceux-ci dans les autres États membres de l'UE. Pour l'obtenir, elle a conditionné l'octroi des fonds structurels européens à l'accueil d'un quota de migrants, ce qui a accentué la désunion au sein de l'UE et renforcé l'opposition des gouvernements de la Pologne et de la Hongrie à certains aspects du droit communautaire. Pour éviter l'arrivée de nouvelles masses de migrants, Merkel a fait en sorte que l'UE verse des milliards € à la Turquie afin qu'elle les garde sur son sol. Elle a ainsi renforcé le sentiment d'impunité de M. Erdoğan.

Merkel n'a pas fait grand'chose en 2016 pour convaincre les Britanniques de voter contre le Brexit ; elle a veillé à ce que l'accord négocié entre l'UE et le Royaume-Uni préserve l'industrie automobile allemande. Les marins-pêcheurs d'Europe n'ont pas eu droit à sa sollicitude.

En 2020, au contraire de la Suède, l'Allemagne n'a pas mieux géré la pandémie Covid-19 que les autres États européens. En imposant le confinement, comme en Chine et presque partout en Europe, les gouvernants ont provoqué une récession et perturbé les populations. En 2021, le PIB allemand n'avait augmenté que de 2,9 %, celui de la France de 7 %, de l'Italie, de 6,6 : et de l'Espagne, de 5 %. En 2021, M^{me} Merkel a fait adopter l'instrument de relance de l'UE, qui déroge aux dogmes des conservateurs allemands en matière de finances publiques. Son but premier était de soutenir la demande de produits allemands.

Contrairement au chancelier Kohl, Merkel n'avait guère d'ambition pour l'Europe. Seule l'Allemagne comptait. Formée en Allemagne de l'Est, elle a appliqué au sein de l'UE la doctrine de la souveraineté limitée formulée par M. Brejnev : le parti communiste russe, et lui seul, définissait le cadre idéologique et politique dans lequel les États satellites de l'URSS pouvaient agir. Dans l'UE, c'était Merkel qui fixait le cadre, ou plutôt le carcan. Elle a tout fait pour que l'Europe ne se dote pas d'une gouvernance valable, pour continuer à la diriger dans les faits, pour que l'Allemagne puisse écouler sa production.

Plutôt que de profiter du poids de la Commission dans les relations commerciales, Merkel a développé des relations bilatérales avec notamment les États-Unis d'Amérique, la Russie, la Turquie ou la Chine, infructueuses pour l'Allemagne et funestes pour l'Europe.

Avec les présidents français successifs, Merkel a parlé de souveraineté européenne et d'armée européenne, sans instaurer l'unité de commandement politico-militaire européenne. La gouvernance fédérale, c'est pourtant ce qu'elle a pratiqué en Allemagne. Elle a proposé une armée d'Européens, que M. Macron a dénommée armée européenne, sans plus préciser le concept qu'elle. Ces gouvernants ont jeté de la poudre aux yeux de leurs électeurs. En l'état, une armée « européenne » ne pourrait être qu'un conglomerat de forces armées nationales, impossible à équiper et à entraîner de façon uniforme, a fortiori à envoyer en opération. Qui prendrait cette décision et dans quel délai ? Qui serait responsable politiquement, civilement, c'est-à-dire financièrement, et pénalement, en cas de crimes de guerre par exemple ? Merkel n'a même pas respecté les accords franco-allemands sur les exportations d'armement.

Malgré le traité de l'Élysée de 1963, les systèmes juridiques français et allemand relatifs à l'armée restent totalement opposés, notamment en ce qui concerne les droits individuels, politiques et syndicaux des soldats. En France, le lancement des opérations militaires est une prérogative du chef de l'État. Il est soumis à une autorisation du *Bundestag* en Allemagne.

Le chapitre 4 va passer tout d'abord en revue les événements dramatiques qui ont conduit à l'invasion de l'Ukraine, le 24 février 2022, puis ceux qui se sont succédés depuis lors, pour tenter de discerner quelle pourrait être l'issue de cette guerre. Elle conditionnera notre avenir, et notamment nos relations futures avec la Fédération de Russie, la Chine, la Turquie, les États-Unis d'Amérique et nos autres alliés. Ensuite, nous envisagerons d'autres éléments significatifs sur le plan géopolitique.

4. LE MONDE DEPUIS LA GUERRE DE HAUTE INTENSITE EN UKRAINE

Les soucis d'ordre géopolitiques sont devenus les priorités les plus élevées des gouvernants européens depuis le 24 février 2022. La guerre de haute intensité en Ukraine, les fortes tensions autour de Taïwan et les atrocités au Levant leur ont enfin fait prendre conscience, ainsi qu'à leurs électeurs, de l'extrême faiblesse de nos armées, y compris celles de la France et du Royaume-Uni. Leur impuissance et la montée des tensions poussent nos gouvernants à se soumettre de plus en plus aux États-Unis d'Amérique, de Biden ou de Trump, au lieu de se renforcer en s'unissant. Ils augmentent nos dépenses de défense et nos importations d'armements américains, au détriment des Européens les moins favorisés et de nos entreprises technologiques. Pourtant, le dérèglement climatique, qui fait alterner sécheresse et inondations, ou l'insécurité et le coût des approvisionnements énergétiques ou encore les problèmes socio-économiques, comme l'inflation et le chômage, ne devraient pas être négligés, sans quoi les mouvements extrémistes de tous bords continueront à mobiliser aisément le mécontentement des masses populaires, ce qui fera le jeu tant de Trump que des autocrates. Quant aux institutions de l'UE, elles sont dépassées, comme à chaque fois en période de crise.

Le présent chapitre va présenter les menaces et les défis auxquels l'Europe est confrontée et la voie du salut : la fédération européenne et sa défense. Il abordera successivement la guerre de haute intensité que Poutine fait à l'Ukraine ; la Chine de M. Xi, prise au piège de Thucydide ; la Turquie, un pied dans chaque camp ; l'échec de la guerre faite par l'Occident au terrorisme islamiste ; les États-Unis d'Amérique sous l'emprise de Trump et consorts ; l'OTAN et son avenir ; le Royaume-Uni ; l'Allemagne ; la France et enfin l'Union européenne.

4.1. LA GUERRE DE HAUTE INTENSITÉ QUE POUTINE FAIT À L'UKRAINE

Afin de comprendre les événements passés et de prévoir le futur proche, il convient de rappeler que le comportement de Poutine s'explique en partie par les frustrations qu'il a vécues lors de l'effondrement de l'Union soviétique, et pas uniquement par l'intérêt de la Russie. Il a souffert de la chute du système inhumain qu'il avait servi avec zèle et qui, en retour, lui avait permis de monter en grade.

En maintenant des troupes en Moldavie, en agressant la Géorgie, puis l'Ukraine, Poutine a voulu empêcher ces États, qui avaient fait partie de l'Union soviétique, de se rapprocher de l'UE et de l'OTAN. Manœuvrier, menteur de profession, calculateur et redoutable manipulateur, il feint d'oublier qu'une quinzaine d'États qui furent membres de la sphère soviétique ont adhéré à l'UE ou à l'OTAN, sans que la Russie ne s'y oppose, après qu'en 1989, M. Gorbatchev a dit ne pas s'opposer à l'adhésion de la Finlande et de l'Autriche à l'UE et que le 25 août 1993, M. Eltsine a autorisé la Pologne à entrer dans l'OTAN.²⁸²

Poutine feint aussi d'oublier qu'en 1991, l'Ukraine avait plus d'armes nucléaires que la Grande-Bretagne, la France et la Chine, et qu'en 1994, la Russie, les États-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni ont « garanti » l'intégrité territoriale de l'Ukraine, par le mémorandum de Budapest,²⁸³ en échange de sa ratification du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. En 1996, ses

²⁸² Voir Jane Perlez, « Yeltsin 'Understands' Polish Bid for a Role in NATO » in *The New York Times*, <https://www.nytimes.com/1993/08/26/world/yeltsin-understands-polish-bid-for-a-role-in-nato.html>, 26/8/1993. M. Eltsine est toutefois revenu sur cet accord dans une lettre du 15 septembre 1993 au président Clinton. Voir sn, « Retranslation of Yeltsin letter on NATO expansion » in *National Security Archive, The George Washington University*, <https://nsarchive.gwu.edu/document/16376-document-04-retranslation-yeltsin-letter>, sd.

²⁸³ La France et la Chine l'ont rejoint plus tard. En 2009, les Américains et les Russes ont confirmé la validité de ce mémorandum. Aucun des signataires du mémorandum de Budapest du 5 décembre 1994, les États-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni, la France ou la Chine, n'est intervenu lorsque la Fédération de Russie a envahi en partie l'Ukraine, par deux fois en 2014, puis en 2022.

dernières armes nucléaires sont allées en Russie pour y être démantelées.

LES PREMICES

Devenu autocrate, Poutine n'a pas voulu courir le risque que les Russes choisissent ce qu'il rejette : la démocratie, les droits humains, la civilisation européenne. Son univers, c'est le monde de brutes dans lequel il a grandi. Poutine rejette le multilatéralisme et le droit international, y compris la charte des Nations-Unies, l'Acte final d'Helsinki de 1975 et la Charte de Paris de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) de 1990. Le retrait de la Russie du traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire et du traité *Open Skies*,²⁸⁴ l'arrêt du désarmement nucléaire dans le cadre du traité sur la non-prolifération, ainsi que le rejet par la Russie du nouveau traité sur l'interdiction des armes nucléaires ont conduit le Parlement européen à demander l'exclusion de la Russie du système international de paiement (Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication – SWIFT) et la réduction des importations de pétrole, de gaz, de fer, d'acier, d'aluminium et de nickel russes, mais cela n'a guère été fait avant 2022.

Ce sont plus de mille arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme que Poutine a refusé d'exécuter. Il a empêché la restitution à la Pologne de l'épave et des boîtes noires de l'avion Tu-154 du gouvernement polonais, qui s'est écrasé près de Smolensk en avril 2010. Il incite les forces armées russes à violer l'espace maritime et aérien de pays européens, surtout près des mers Baltique, du Nord et Noire. Des cyberattaques ont visé des infrastructures européennes sensibles. Des ingérences ont eu lieu au cours de diverses élections, notamment en 2024, le 24 novembre, lors du premier tour de la présidentielle en Roumanie, qui a pour cette raison été annulé par le Cour constitutionnelle,

²⁸⁴ Le *Treaty on Open Skies* a instauré des vols de surveillance non armés sur les territoires de l'OTAN et de la Russie en 1992. Les Américains s'en sont retirés en 2020, les Russes en 2021.

le 6 décembre.²⁸⁵ En 2014, les services de renseignement russes ont fait sauter un dépôt de munitions en Tchéquie. Ils ont commis des tentatives d'assassinats en Bulgarie en 2015 et au Royaume-Uni en 2018, cette fois au moyen d'un agent neurotoxique, ainsi qu'un assassinat à Berlin en 2019. En 2015, des hackers ont ciblé les ordinateurs de parlementaires allemands, dont celui de Merkel. En Biélorussie, Poutine soutient M. Loukachenko, qui, en 2021, a fait détourner un avion européen pour capturer un opposant.

En ne réagissant que mollement à l'agression contre la Géorgie en 2008 et aux nombreux crimes de guerre commis par l'armée russe en Tchétchénie et en Syrie, notamment des bombardements d'hôpitaux et l'usage d'armes chimiques contre des civils, les Occidentaux ont incité Poutine à penser qu'il pouvait par la force rendre sans délai à la Russie la stature qui était la sienne au temps de l'Union soviétique. Le 28 février 2014, Poutine a imité l'annexion des Sudètes par Hitler en 1938 : il a fait envahir la Crimée, sans rencontrer beaucoup de résistance, hormis celle des Tatars. La marine ukrainienne, principalement basée en Crimée, a été quasi détruite. Il a fourni le lanceur et le missile Buk qui ont abattu le vol MH17 de Malaysia Airlines, au-dessus du Donbass.

La très faible réaction occidentale a enhardi Poutine : en avril, il a soutenu la sécession d'une partie des oblasts de Donetsk et de Louhansk, mais l'armée ukrainienne a empêché la dissidence de s'étendre au reste du Donbass. Poutine a dû postposer l'exécution du plan qu'il a décrit dans une vidéoconférence le 17 avril : la transformation en

²⁸⁵ Voir AP, AFP, "Roumanie : la Cour constitutionnelle annule le premier tour de l'élection présidentielle du fait de graves manipulations sur TikTok" in *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/international/article/2024/12/06/roumanie-la-cour-constitutionnelle-annule-le-premier-tour-de-l-election-presidentielle-apres-de-graves-manipulations-sur-tiktok_6433720_3210.html, 6/12/2024.

Nouvelle Russie²⁸⁶ de la partie industrielle de l'Ukraine, soit les oblasts de Kharkov, Louhansk, Donetsk, Kherson, Mykolaev et Odessa.²⁸⁷ Le centre et l'ouest de l'Ukraine constitueraient un État-tampon entre la zone d'influence russe et l'OTAN, sans accès à la mer Noire, avec Lviv comme capitale.

Contre l'évidence et le bon sens, Poutine conteste l'existence d'une identité ukrainienne et considère qu'il n'y a pas de place pour une Ukraine souveraine, par méconnaissance de l'histoire ou par mauvaise foi. En juillet 2021, dans son article « Sur l'unité historique des Russes et des Ukrainiens » publié sur le site internet du Kremlin, Poutine a affirmé que les pays qui furent intégrés à l'Union soviétique étaient liés à Moscou par la culture, la langue et la religion, que leur indépendance actuelle vient d'une erreur des Soviétiques et qu'il ne permettra pas que les territoires historiquement russes et que les personnes proches de la Russie soient utilisées contre elle. Pour en dissuader l'Occident, il l'a menacé d'une guerre.²⁸⁸

C'est pourquoi il convient de rappeler que Kharkiv a été fondée en 1654, par les Cosaques et non par les Russes. Sous les tsars, elle bénéficiait d'une certaine autonomie, ce qui a facilité la formation d'une société civile, d'une culture politique, artistique et scientifique, d'une identité ukrainienne. L'université date de 1726, le théâtre est de

²⁸⁶ Grigori Potemkine avait donné ce nom aux territoires conquis par lui sur les Cosaques et les Turcs de 1768 à 1774 et qui furent peuplés de Russes à partir du XVIII^e siècle.

²⁸⁷ Voir Piotr Żochowski, Rafał Sadowski, Marek Menkiszak, « The Russian military intervention in eastern Ukraine » in *OSW, Centre for Eastern Studies*, <https://www.osw.waw.pl/en/publikacje/analyses/2014-09-03/russian-military-intervention-eastern-ukraine>, 3/9/2014. D'autres documents citaient aussi les oblasts de Kiev, Dniepropetrovsk et Zaporijjia, ainsi que la Crimée et la Transnistrie.

²⁸⁸ Ce texte sera lu lors de la "formation militaro-politique" des soldats russes. Voir Paul Gogo, « L'inquiétant article de Vladimir Poutine sur l'Ukraine » in *La Libre*, <https://www.lalibre.be/international/europe/2021/07/18/inquietant-article-de-vladimir-poutine-sur-lukraine-hofonp6jyzcnhbhczzprmd4tq/>, 16/7/2021.

1840, plusieurs instituts d'études techniques et des gymnases spécialisés sont du 19^{ème} siècle. Le style moderne s'est imposé dans l'architecture dès 1890.²⁸⁹ Du milieu du 19^{ème} siècle aux années 1930, des associations politiques ont revendiqué en vain l'indépendance de l'Ukraine. Les bolchéviques ont choisi de « soviétiser » l'Ukraine, ce qui a conduit en 1919-1921 à l'élimination des cosaques, en 1932-1933 à la grande famine dite Holodomor et en 1934-1937 à l'élimination de 80 % de l'intelligentsia, dont plus de deux mille artistes, qui furent fusillés.²⁹⁰ L'Ukraine est ainsi devenue la docile République socialiste soviétique d'Ukraine, constitutive de l'Union soviétique, jusqu'en 1991 : sa Rada (son parlement) a adopté le 24 août une déclaration d'indépendance, qui a été approuvée lors du référendum du 1^{er} décembre sur l'autodétermination par 92,3 % des votants, avec un taux de participation de 84,18 %, dont 54 % de oui en Crimée, 87% à Donetsk et 86 % à Louhansk.

En octobre 2021, les services de renseignement américains, alors bien implantés au cœur de l'État russe, ont fait preuve d'une clairvoyance inattendue, compte tenu de leurs échecs, notamment en Irak, depuis 2003, et en Afghanistan, de 2001 à 2021 : ils ont perçu que Poutine reprenait la mise en œuvre de son plan de 2014, qu'il préparait une attaque de l'Ukraine.²⁹¹ Informé, le président Biden s'est montré plus clairvoyant qu'aucun de ses prédécesseurs depuis M. Reagan. Il a envoyé à Moscou le directeur de la CIA, qui fut ambassadeur en Russie, pour ramener Poutine à la raison,

²⁸⁹ C'est pourquoi Kharkiv, si proche de la Russie et majoritairement russophone, n'a pas capitulé lorsqu'elle a été attaquée le 24 février 2022.

²⁹⁰ Voir Nathalie de Kaniv, "Kharkiv, République populaire de Donetsk. Un retour sur l'histoire" in *La lettre d'EuroDéfense-France*, No 76 - Avril 2022, p. 12-13, archives Jean Marsia.

²⁹¹ Ces informations ont été confirmées en mars 2022. Le président de la Biélorussie, Loukachenko, a expliqué à son conseil de sécurité, et à son peuple via la télévision, que les Russes et lui allaient en quatre jours occuper le Nord, l'Est et le Sud de l'Ukraine, l'Ouest formant un tampon entre la Russie et les Occidentaux. Les cartes montrées par Loukachenko étaient semblables à celles que la presse britannique avait publiées en 2014.

sans succès. Il a mandaté la responsable de l'ensemble des services de renseignement américains pour avertir les alliés, réunis au siège de l'OTAN. La France et l'Allemagne sont restées très sceptiques, les Américains ayant menti en 2003 pour justifier l'invasion de l'Irak.

M. Biden a augmenté, mais toujours trop peu et trop tard, les livraisons d'armes à l'Ukraine. Pour vaincre les réticences des alliés, il a mis en place un partage immédiat des informations reçues, ce qui leur a ouvert les yeux, mais il n'a pas pu faire de même avec le gouvernement ukrainien, à l'époque trop infiltré par les services russes de renseignement.

Le 17 décembre, Poutine a présenté deux projets de traités aux États-Unis d'Amérique, l'un pour empêcher l'Ukraine, la Géorgie et d'autres anciens États soviétiques de rejoindre l'OTAN, l'autre pour interdire aux Américains de coopérer militairement avec l'Ukraine ou tout autre État ex-soviétique non-membre de l'OTAN et d'y établir des bases militaires. Pour pousser les Américains à négocier et à faire pression sur l'Ukraine et l'UE, Poutine a déployé 105.000 de ses soldats autour de l'Ukraine et 30.000 en Biélorussie. Cela n'a pas fait pas trembler les Ukrainiens, ni les Américains, car il semblait improbable que Poutine veuille occuper un pays peuplé de 44 millions d'habitants et plus étendu que la France avec un effectif aussi faible. Une force d'occupation nécessite 20 soldats par mille habitants, soit 880.000 pour l'Ukraine.²⁹² L'Europe centrale et orientale s'est néanmoins inquiétée,²⁹³ d'autant plus que M. Biden a dit le 22 février 2022 : « We have no intention of fighting Russia », ce qui a incité Poutine à attaquer.²⁹⁴ L'OTAN a stationné des

²⁹² Voir Norman M. Wade, *The Joint Forces Operations and Doctrine* (2nd ed.), Lakeland, The Lightning Press, 2009.

²⁹³ Voir Dan Sabbagh, "Ukraine crisis: how Putin feeds off anger over Nato's eastward expansion" in *The Guardian*, <https://www.theguardian.com/world/2021/dec/27/ukraine-crisis-how-putin-feeds-off-anger-over-nato-eastward-expansion>, 27/12/2021.

²⁹⁴ Voir Keir Giles, *Who will defend Europe. An awakened Russia and a sleeping continent*, London, Hurst & Co, 2024, p. 53. Les Américains ont toujours évité la confrontation avec les Russes, sauf en 1962 à Cuba, qui est

troupes, des avions et des navires en Europe orientale.²⁹⁵ En riposte, la Russie a renforcé de six navires sa flotte de mer Noire. Pour éviter une confrontation, le chef d'état-major américain a téléphoné à son homologue russe.²⁹⁶

Les capacités militaires classiques de la Russie étaient alors impressionnantes sur le papier : 1,1 million de soldats d'active, 13.000 chars, 27.000 véhicules blindés de combat, 15.000 obusiers ou lance-missiles, 1.500 avions de combat, 2.000 hélicoptères, 4.000 drones et 440 avions de transport, mais leur opérationnalité était douteuse, faute d'entretien, car le budget russe de défense ne dépassait semble-t-il pas 60 milliards \$ par an.

Poutine n'a pas pu rester rationnel. Il a fortement surestimé ses forces et sous-estimé le camp adverse. Il a méjugé la volonté de résistance ukrainienne et mal anticipé les réactions occidentales ou turques. Il a négligé le fait que les Ukrainiens avaient arrêté l'avancée des prorusses dans le Donbass depuis 2014. Il a très mal mesuré la volonté d'indépendance et les capacités militaires des Ukrainiens, qui savent qu'ils ont le choix entre se battre pour leur liberté et l'esclavage. Il a mal jaugé la détermination des Occidentaux, en particulier des Britanniques et de M. Biden, à les soutenir, à cause du piteux retrait occidental d'Afghanistan en août 2021. Le soutien polonais, en

trop près de la Floride. Le 9 mai 1945, le général Patton est entré dans Prague ; il a été sommé de l'évacuer pour faire place à l'armée Koniev. Lors du blocus de Berlin-Ouest en 1948, les Américains se sont limités à un pont aérien. L'OTAN n'est intervenue qu'en paroles lors des répressions en Allemagne de l'Est en 1953, en Pologne et en Hongrie en 1956, en Tchécoslovaquie en 1968, en Pologne en 1970, 1976, 1980 et 1981.

²⁹⁵ Voir Gilles Sengès, « Biden est prêt à tout pour l'Ukraine, sauf la guerre » in *L'Opinion*, <https://www.lopinion.fr/international/biden-est-pret-a-tout-pour-lukraine-sauf-la-guerre>, 23/1/2022.

²⁹⁶ Agence France-Presse, Press Association, Reuters, "'Things could go crazy quickly,' Biden warns on Ukraine as talks in Berlin fail" in *The Guardian*, <https://www.theguardian.com/world/2022/feb/11/things-could-go-crazy-quickly-biden-warns-on-ukraine-as-talks-in-berlin-fail>, 11/2/2022.

particulier pour l'accueil de millions de réfugiés ukrainiens, a aussi été déterminant.

LA CRAINTE INFONDEE D'UNE GUERRE NUCLEAIRE

Le côté timoré de M. Biden s'explique par la crainte infondée d'une guerre nucléaire entre la Russie et l'OTAN. Il devait pourtant savoir que les menaces russes d'utilisation des armes nucléaires tactiques en Ukraine sont peu crédibles, même si elles ont été répétées 200 fois au moins depuis le 24 février 2022,²⁹⁷ et même si nous savons que Poutine néglige la sécurité nucléaire : il a stationné des troupes sur le site de Tchernobyl jusqu'au 2 avril 2022, de nombreux soldats y ont été irradiés. La centrale de Zaporizhia,²⁹⁸ qui groupe 6 réacteurs, ce qui en fait la plus grande d'Europe, est depuis mars 2022 occupée par les Russes, en violation du protocole additionnel n°1 de 1977 des conventions de Genève de 1949. Le directeur général et des experts de l'Agence internationale de l'énergie atomique ont pu s'y rendre début septembre 2022 pour évaluer le risque de fusion de réacteur et de radiation. Le secrétaire-général de l'ONU a demandé en vain de démilitariser la zone autour de la centrale, car les Russes y ont installé de l'artillerie lourde, notamment des lance-roquettes multiples.

Comme lors des crises de Suez (1956), de Berlin (1961) et du Kippour (1973), les Russes ont agité la menace d'utiliser des armes nucléaires tactiques en Ukraine, pour faire pression

²⁹⁷ Dans un extrait publié sur Telegram d'un interview télévisé accordé à la télévision d'État russe, Poutine déclare : « Il n'y a pas eu nécessité d'utiliser ces armes nucléaires... et j'espère qu'elles ne seront pas nécessaires. » Voir Reuters, « Poetin “hoopt” dat er geen nood is om kernwapens in te zetten in Oekraïne » in *De Standaard*, <https://www.standaard.be/buitenland/poetin-hoopt-dat-er-geen-nood-is-om-kernwapens-in-te-zetten-in-oekraïne-gewonden-bij-nachtelijke-droneaanval-op-kiev/35173633.html>, 4/5/2025.

²⁹⁸ Voir Drew Hinshaw, Joe Parkinson, “Russian Army Turns Ukraine’s Largest Nuclear Plant into a Military Base” in *The Wall Street Journal*, <https://www.wsj.com/world/europe/russian-army-turns-ukraines-largest-nuclear-plant-into-a-military-base-11657035694>, 5/7/2022.

sur le camp adverse, car la Russie possède 6.255 armes nucléaires.²⁹⁹ La mise de la force de dissuasion russe en régime spécial d'alerte au combat, y compris nucléaire, a impressionné bon nombre d'Européens, qui ont fait provision de pastilles d'iode. Ils savent que les missiles hypersoniques russes, porteurs d'une bombe de 2 mégatonnes, ont une portée de 6.000 km.³⁰⁰ Ils seraient capables de pénétrer les systèmes antimissiles occidentaux, mais ils semblent fort peu précis.³⁰¹

Les Européens auraient dû se rappeler que si le conflit en Ukraine reste sous le seuil nucléaire, c'est grâce à la dissuasion. Depuis 1945, les armes nucléaires ne servent qu'à cela. La doctrine russe n'autorise le feu nucléaire qu'en cas de tir de missiles balistiques contre la Russie ou un allié, l'usage d'une arme nucléaire par un adversaire, une attaque contre un site d'armement nucléaire russe ou une agression mettant en jeu l'existence de l'État russe, car chacun sait qu'une guerre nucléaire ne peut être gagnée.

La dissuasion est réciproque, grâce aux capacités de destruction mutuelle assurée, chacun pouvant annihiler l'autre, même après avoir subi une frappe nucléaire, grâce à la partie des forces nucléaires qui est en état d'alerte. Celle-ci est notamment constituée par les sous-marins lanceurs de missiles balistiques en patrouille, soit 1 à 2 pour la France, la Grande-Bretagne et la Chine, et 5 à 7 ou 8 pour la Russie et les Américains. Toutefois, dissuader, ce n'est

²⁹⁹ Voir Ronan Le Gleut, Hélène Conway-Mouret, *Europe de la défense, le défi de l'autonomie stratégique*, Rapport d'information du Sénat de France, <https://www.senat.fr/notice-rapport/2018/r18-626-notice.html>, 3/7/2019.

Selon d'autres évaluations, la Russie disposerait d'environ 1700 têtes nucléaires stratégiques déployées et d'environ 2600 en réserve.

³⁰⁰ Voir AFP, « Moscou déploie son "arme absolue", le missile hypersonique Avangard » in *La Libre Belgique*, <https://www.lalibre.be/international/europe/2019/12/27/moscou-deploie-son-arme-absolue-le-missile-hypersonique-avangard-U3R7O5VEX5G7NKWNON2NPGLMXQ/>, 27/12/2019.

³⁰¹ Voir sn, "Russia deploys first hypersonic missiles" in *The Guardian*, <https://www.theguardian.com/world/2019/dec/27/russia-deploys-first-hypersonic-missiles-nuclear-capable>, 27/12/2019.

pas déployer des moyens, c'est avant tout persuader l'adversaire que l'on est prêt à les utiliser.

Il est peu probable que Poutine et surtout son entourage prennent le risque d'une réaction militaire de l'OTAN sur base de l'article 5 du traité de Washington. Même l'usage d'une arme nucléaire tactique contre l'Ukraine serait inacceptable pour les Occidentaux. Ce serait risquer la 4^{ème} Guerre mondiale, si l'on considère la Guerre froide comme la 3^{ème}. Elle n'est pas impossible, car Poutine est devenu imprévisible. Il tient peu compte des pertes humaines et des avis opposés au sien, et il en existe. Si son entourage a appuyé sa tentative de contraindre les ex-satellites de l'URSS et les États neutres au non-alignement, il ne semble pas porté au suicide collectif. En janvier 2021, M. Biden et Poutine ont d'ailleurs prolongé pour cinq ans le traité *New Start*, acronyme de *Strategic Arms Reduction Treaty*.³⁰² Le traité a expiré le 5 février 2026, marquant la fin du dernier accord bilatéral contraignant russo-américain sur le contrôle des armes nucléaires.

Néanmoins, face aux menaces, les Occidentaux ont, plus que d'habitude, communiqué sur les exercices annuels de leurs forces nucléaires, pour rassurer les alliés et vérifier la préparation des forces, afin que leur capacité de dissuasion reste crédible. Cela fonctionne bien : le 29 octobre 2022, devant le Club Valdaï, à Moscou, Poutine a relativisé ses propos sur la possibilité d'utiliser l'arme atomique. En Russie comme dans l'OTAN, ces armes sont extrêmement contrôlées. Le risque qu'une erreur de calcul ou une provocation puisse susciter l'usage d'armes nucléaires est donc très faible.

L'ENTREE EN GUERRE DE HAUTE INTENSITE

Le 24 février 2022, Poutine a espéré s'emparer en quatre ou cinq jours de Kiev, forcer M. Zelensky à quitter le pouvoir

³⁰² Voir André Dumoulin, « Faut-il s'inquiéter de la menace nucléaire russe ? » in *La Libre*, <https://www.lalibre.be/debats/opinions/2022/02/28/faut-il-sinquieter-de-la-menace-nucleaire-russe-YR7UFS7HBZGKXOJY3C3VJ3QS7Q/>, 28/2/2022.

et conquérir la Nouvelle Russie. Il a soumis l'Ukraine à des bombardements meurtriers et dévastateurs, mais limités : le premier jour de la guerre, la Russie a tiré 160 missiles sur 60 objectifs. Le premier mois, les Russes ont utilisé un millier de missiles balistiques ou de croisière, soit les deux tiers de leur stock. En Irak, en 2003, les Américains en avaient tiré 850 en un jour, 2.500 en sept jours.

Dès 2017, l'Ukraine avait demandé à rejoindre, en 2023, le réseau électrique, et entrepris de se mettre aux normes de l'Europe. Le 23 février 2022 à 23 heures, quelques heures avant l'invasion, elle s'est débranchée de la Russie. Le 26 février, elle a demandé à être synchronisée en urgence au réseau européen, ce que le Réseau européen des gestionnaires de réseau de transport d'électricité a décidé le 11 mars et a exécuté le 16 mars. Il en a été de même pour le réseau moldave.³⁰³ Cela rend l'Ukraine plus résiliente face aux innombrables frappes russes sur ses réseaux énergétiques.

Poutine s'est avéré d'emblée être un fort piètre stratège. Il a opté pour la confrontation au lieu de percevoir les bénéfices politiques et économiques de sa démonstration de force de 2021. Il a perdu de vue le fait que la Fédération de Russie n'a que 147 millions d'habitants et un produit intérieur brut de 1.710 milliards \$, semblable à celui de l'Italie, qui ne compte que 60 millions d'habitants. La part fort réduite de l'industrie et des services dans l'économie russe, car elle se contente d'exploiter ses ressources naturelles, ne donne pas à Poutine les moyens de sa politique d'agression. Sa base industrielle ne produisait pas suffisamment de blindés, d'obus, de drones, ...

Avant de lancer l'action terrestre, Poutine ne s'est pas assuré la maîtrise de l'air. Alors que l'aviation russe a beaucoup plus d'avions que l'Ukraine, elle reste incapable

³⁰³ Voir Perrine Mouterde, " L'Ukraine a été raccordée en urgence au réseau électrique européen " in *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/planete/article/2022/03/17/l-ukraine-a-ete-raccordee-en-urgence-au-reseau-electrique-europeen_6117879_3244.html, 17/3/2022.

de supprimer les défenses aériennes adverses, de mener des frappes au-dessus de la majeure partie de l'Ukraine et de fournir un appui air-sol valable. En revanche, l'aviation de combat et les défenses antiaériennes ukrainiennes se renforcent, grâce aux systèmes occidentaux.³⁰⁴

Poutine n'a pas organisé un soutien logistique adéquat : les ravitaillements, les dépannages et la maintenance des systèmes d'armes sont défaillants. Il n'a pas mis en place les nécessaires moyens de planification, de commandement, de contrôle et de communication efficaces et sécurisés. Faute de radios valables, les communications des forces russes passaient par des téléphones portables connectés au réseau téléphonique ukrainien, ce qui a permis d'écouter les conversations, d'identifier et de géolocaliser les émetteurs, en particulier les généraux et les colonels, qui sont devenus des cibles.

Par peur des fuites, Poutine n'a donné qu'au dernier moment ses ordres à ses états-majors opérationnels, mais les Américains connaissaient ses objectifs depuis 2014. Les grandes lignes des plans russes étaient connues depuis la mi-2021 et leur détail depuis début décembre. C'est ainsi que, le 12 janvier 2022, les Américains ont pu communiquer à M. Zelensky le plan des parachutistes russes pour la prise de l'aéroport d'Hostomel, près de Kiev, siège de l'usine Antonov, ce qui a permis de faire échouer cette attaque, mais pas de sauver de la destruction partielle les ateliers et les avions en cours de maintenance. Les appareils opérationnels, ces gros-porteurs essentiels pour la mobilité des forces armées européennes, ont pu *in extremis* décoller vers Leipzig. Les Américains n'ont cependant pas pu persuader les Ukrainiens d'organiser la défense du sud, ce qui explique l'avancée rapide des 20.000 Russes massés en

³⁰⁴ Center for Naval Analyses, « Russian Combat Air Strengths and Limitations: Lessons from Ukraine » in *Defense-aerospace.com*, https://www.defense-aerospace.com/lessons-from-ukraine-about-russian-combat-air-strengths-and-limitations/?utm_source=mailpoet&utm_medium=email&utm_campaign=les-newslettertotal-derniers-articles-de-notre-blog-11, 25/4/2023.

Crimée vers Kherson et Melitopol. La plupart des ponts n'étaient ni minés, ni défendus, car seuls 1.500 Ukrainiens tenaient la frontière avec la Crimée, soit une centaine de kilomètres.³⁰⁵

Poutine n'a pas tenu compte de la météo : il a attaqué dix jours avant le dégel, la Raspoutitsa, qui rend les chemins de campagne impraticables, ce qui empêche les véhicules lourds de quitter le réseau asphalté. C'est inexplicable de la part d'un Russe. Au lieu de concentrer ses efforts, il a dispersé 160.000 soldats sur 21 axes, répartis sur quatre fronts totalisant 1.000 km, face aux 700.000 Ukrainiens mobilisés. Il n'a pas économisé ses moyens : au lieu d'exploiter ses avancées dans les oblasts de Kherson et Zaporizhia, il s'est obstiné à s'emparer de Kiev, de Kharkiv et du Donbass au plus vite et quel qu'en soit le coût. Il n'a pas constitué de réserve opérationnelle, mais en Transnistrie, il a mis la 14^e Armée russe en alerte, pour menacer les arrières ukrainiens, ce que font aussi les forces biélorusses. Pour briser les forces morales des Ukrainiens, il a fait appliquer la doctrine militaire russe, qui prévoit l'usage sans frein de la force, ce qui incite à la commission de très nombreux crimes de guerre. Jusqu'à présent, ces atrocités renforcent l'esprit de résistance des Ukrainiens et stimulent le soutien des Occidentaux.

Malgré le manque de savoir-faire tactique patent dans beaucoup d'unités russes, du 24 février au 11 mars, Poutine a conquis 8 % du pays, en plus de la Crimée et de la partie du Donbass occupées depuis 2014. Au Sud, les Russes massés en Crimée grâce au pont de Kerch ont pu percer début mars vers deux directions : Marioupol et Odessa. La percée a été facilitée par le fait que Kherson a été prise sans combat, ses défenseurs n'ont même pas fait sauter les ponts sur le Dniepr. Les Russes ont ainsi pu déployer 20 à 30.000

³⁰⁵ Voir Euheniia Martyniuk, « “I only had one brigade.” Ukrainian General explains why Russians rapidly occupied southern Ukraine early in invasion » in *Euromaidan*, <https://euromaidanpress.com/2023/09/21/why-russians-rapidly-occupied-southern-ukraine-early-in-invasion/>, 21/09/2023.

soldats sur la rive droite du fleuve, mais leur avancée vers Odessa, Kryvyï Rih et Mykolaev a pu être arrêtée.

La marine russe a saisi l'îlot Zmiinyi, ou des Serpents, qui n'a que deux hectares de superficie, mais qui permet d'interdire la partie occidentale de la mer Noire à la navigation si on y installe des systèmes antiaériens et antinavires. Le 24 mars, la marine russe a perdu trois navires amphibies à Berdiansk et un patrouilleur à Marioupol. Le 13 avril, ses pertes se montaient à une quinzaine de navires, dont le croiseur Moskva. Touché par deux missiles Neptune, il a coulé deux jours plus tard.³⁰⁶

Le 5 avril, il est devenu patent que les Ukrainiens avaient vaincu cinq armées russes, mais le 17 mai, faute de ravitaillement et de renforts, les derniers défenseurs du dernier bastion de Marioupol, l'usine fortifiée Azovstal, se sont rendus, sur ordre du président Zelenski, après avoir usé 12 groupements tactiques russes.

DE LA GUERRE DE MOUVEMENT A LA GUERRE DES TRANCHEES

Une fois connue l'ampleur des crimes de guerres commis par les Russes, une cinquantaine de pays ont fourni à l'Ukraine des équipements militaires, létaux ou non. M. Biden a signé le 9 mai un *Ukraine Democracy Defense Lend-Lease Act of 2022*, inspiré de celui de 1941.

Début avril, Poutine a replié en Russie ou en Biélorussie ses unités, dont beaucoup étaient très éprouvées, de la région de Kiev, des secteurs Nord et Nord-Est du pays, ainsi que de la région de Mykolaev, au Sud. Il a complété leurs effectifs et il les a regroupées dans l'oblast de Volgograd, puis il leur ordonné d'achever la conquête du Donbass. Il a ainsi tout

³⁰⁶ Voir Michel Goya, " Soixante-quatrième jour : état des forces et perspectives " in *Le Grand Continent*, <https://legrandcontinent.eu/fr/2022/04/28/soixante-quatrieme-jour-etat-des-forces-et-perspectives/>, 28/4/2022 ; Michel Goya, " Point de situation des opérations en Ukraine 8 mai 2022 " in *La voie de l'épée*, <https://lavoiedelepee.blogspot.com>, 8/5/2022.

de même appliqué une des règles de l'art militaire : le maintien d'une certaine liberté d'action.

Ensuite, les Russes ont attaqué dans l'oblast de Louhansk, sur un front étroit, avec un appui d'artillerie écrasant : ils ont aligné près de 2.000 obusiers, qui ont tiré 50.000 obus de 152 mm par jour, mais ils n'ont pu progresser que très lentement et au prix de très lourdes pertes, sans pouvoir détruire les unités ukrainiennes. Celles-ci ont évacué Severodonetsk le 24 juin et Lysychansk le 3 juillet, non sans pertes. Du côté de Donetsk, le 9 mai, le groupe Wagner et les Tchétchènes ont réalisé une percée à Popasna, qu'ils n'ont pas pu exploiter.

À partir du 21 avril 2022, les Ukrainiens ont reçu les premiers obusiers américains de 155 mm, dont la portée et la précision sont supérieures à celle des obusiers russes de 152 mm, grâce en particulier aux obus M982 Excalibur de Raytheon et BAE Systems AB, guidés par GPS et plateforme inertielle : ils frappent avec précision jusqu'à 40 km. C'est pourquoi l'îlot Zmiinyi, ou des Serpents, situé à 35 kilomètres des côtes ukrainiennes, a été évacué par les Russes le 30 juin. Avec les pertes de la marine russe, cela a contribué au rétablissement partiel de la liberté de navigation depuis les ports ukrainiens vers la Méditerranée et à la reprise de l'exportation des denrées agricoles.

Les Européens, les Américains et les Britanniques ont ensuite fourni d'autres obusiers, des chars anti-aériens équipés de canons de 35 mm et des lance-missiles multiples, ainsi que les munitions qui permettent à ceux-ci des tirs précis jusqu'à 80 km.³⁰⁷ Ainsi équipée, en août 2022,

³⁰⁷ Fin septembre 2022, les Américains avaient donné à l'Ukraine pour plus de 17,5 milliards \$ de matériel de défense, dont 20 hélicoptères Mi-17, 34 lance-missiles multiples HIMARS, des navires de défense côtière, 146 obusiers et 276 véhicules tracteurs, des obus de 155 et 105 mm, dont des obus Excalibur, 200 M113, 100 véhicules blindés, 200 Mine Résistant Ambush Protected vehicles, des drones Puma, 700 drones Switchblade, 700 drones Phoenix Ghost, des missiles antiradiation HARM, 2 systèmes Harpon de défense côtière, 8 systèmes antiaériens, 1.400 missiles antiaériens Stinger, 8.500 missiles antichars Javelin,

l'Ukraine semblait devenue capable de vaincre : ses pertes avaient été bien moindres, elle avait pu les combler et constituer de nouvelles brigades. C'est pourquoi Poutine a décrété en octobre une mobilisation partielle, car le recrutement de volontaires au printemps n'avait attiré que 40 % des 134.000 soldats souhaités, ce qui était insuffisant pour combler ses pertes. Tentant de sauver la face, il a annexé à la Russie les républiques séparatistes du Donbass et d'autres territoires conquis, dont certains ont été rapidement libérés.³⁰⁸

32.000 systèmes antichars, 10.000 petites armes et lance-grenades, 75.000 casques et gilets pare-balles, 50 radars de contre-batterie, 4 radars contre les mortiers, des systèmes lance-roquettes à guidage laser, des systèmes de guerre électronique, 60 millions de cartouches pour petites armes, des mines antipersonnel Claymore, de l'explosif C-4, des systèmes de télécommunication sécurisés, des lunettes de vision nocturne, les systèmes optiques, des télémètres, des services satellitaires commerciaux, des systèmes de déminage, du matériel médical, du matériel de campagne et des pièces de rechange. Voir Lee Ferran, "From HIMARS to helos: What the US has given Ukraine" in *Breaking Defense*, https://breakingdefense.com/2022/10/from-himars-to-helos-what-the-us-has-given-ukraine-graphic/?utm_campaign=BD%20Daily&utm_medium=email&hsmi=28213778&hsenc=p2ANqtz---XDFVnaLsa6MQuuW2CanEw1WkWS1vwLSe_mhDJV11vpT14YQtP4oJJK2-lqdPP0KnMtjb8S6XxJOIujNViamOrPmEg&utm_content=228213778&utm_source=hs_email, 3/10/2022; Joe Gould, "Pentagon sending Excalibur guided artillery, more HIMARS to Ukraine" in *Defense News*, https://www.defensenews.com/pentagon/2022/10/04/pentagon-sending-excalibur-guided-artillery-more-himars-to-ukraine/?utm_source=sailthru&utm_medium=email&utm_campaign=a-ir-dnr, 4/10/2022.

³⁰⁸ Voir Reuben Johnson, Aaron Mehta, "Flimsy numbers and sparks of protest: How Putin's mobilization may end up another miscalculation" in *Breaking Defense*, https://breakingdefense.com/2022/09/flimsy-numbers-and-sparks-of-protest-how-putins-mobilization-may-end-up-another-miscalculation/?ga=2.73888466.1756889272.1663600488-942942739.1625582143&utm_campaign=BD%20Daily&utm_medium=email&hsmi=226865090&hsenc=p2ANqtz-9mtxghHgNWP1kFRv7QiD5KkY8Z3IeMcdxUfHj1t8HzIUPHqtOk44v-x79BHcCL9Dek8RafSBOmidq1-gsDmQbTY8HP1g&utm_content=226865090&utm_source=hs_email, 21/9/2022.

Le 6 septembre 2022, l'Ukraine a attaqué vers l'est à 50 km au sud de Kharkiv un front dégarni par les Russes pour protéger Kherson. Elle a percé les défenses russes, puis, en trois jours, elle a libéré Balaklija,³⁰⁹ puis Izium. Le 1^{er} octobre, des unités russes, pour la plupart déjà très éprouvées, ont été prises au piège dans Lyman,³¹⁰ car Poutine a interdit leur repli. L'exploitation de la percée ukrainienne a permis de disloquer le dispositif adverse. Le 11 novembre, l'est de l'oblast de Kharkiv, soit plus de 12.000 km², était libéré, mais faute de matériel et de munitions en quantités suffisantes, les Ukrainiens ne sont pas parvenus à poursuivre vers Louhansk au-delà de Svatove et de Kreminna.

Au sud, par des frappes d'artillerie à longue portée sur les ponts qui enjambent le Dniepr, l'Ukraine a isolé les Russes installés sur la rive droite du fleuve, puis elle a détruit leurs postes de commandement et leurs stocks, notamment de carburant et de munitions. Ensuite, elle les a repoussés, prudemment pour limiter ses pertes.³¹¹ Le 11 novembre, les Russes s'étant retirés la veille de leurs positions désormais intenable, la ville de Kherson était libre. Les Russes ont détruit les ponts routiers et ferroviaires subsistant sur le Dniepr, rendant malaisée la traversée du fleuve et la poursuite de l'avancée ukrainienne vers la Crimée.

En Russie, des résistants, épaulés par les forces spéciales ukrainiennes, font dérailler les trains ou sauter des ponts. Dans la zone occupée, des dizaines d'attentats visent des

³⁰⁹ Voir sn, "In Kharkiv region, Ukraine Army advances 50 km in three days" in *Ukrinform*, <https://www.ukrinform.net/rubric-ato/3567530-in-kharkiv-region-ukraine-army-advances-50-km-in-three-days.html>, 9/9/2022.

³¹⁰ Voir Patrick Schlereth, "Die ukrainischen Truppen haben in der strategisch wichtigen Stadt Lyman im Gebiet Donezk nach eigenen Angaben rund 5000 russische Soldaten eingekesselt" in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, <https://www.faz.net/aktuell/politik/ukraine-liveticker-offenbar-5000-russische-soldaten-in-lyman-eingekreist-18134628.html>, 1/10/2022.

³¹¹ Voir Michel Goya, « L'art opératif à l'épreuve de la guerre en Ukraine – 3. La fabrique des batailles » in *La Voie de l'Épée*, <https://lavoiedelepee.blogspot.com>, 26/9/2022.

autorités russes ou des collaborateurs.³¹² La base aérienne de Saky,³¹³ en Crimée, a été attaquée en septembre, les avions de combat russes ont été redéployés plus loin du front. Le 29 octobre 2022, des drones navals ukrainiens ont attaqué la flotte russe de la mer Noire à Sébastopol. Le 26 décembre 2023, une attaque aérienne a permis de couler le navire de transport et de débarquement Novocherkassk dans le port de Feodosia, en Crimée.³¹⁴

Pour donner des gages politiques aux ultranationalistes et minimiser ses échecs militaires, Poutine a ordonné à l'automne 2022 des attaques aériennes plus massives contre les villes et surtout contre les réseaux d'électricité et de chauffage, afin de rendre l'hiver plus pénible aux Ukrainiens et pour inciter l'armée ukrainienne à moins protéger les troupes au front. Les Russes frappent avec des missiles de croisière ou balistiques, des drones suicides, notamment des Shahed-136 iraniens, des munitions rôdeuses dont le rayon d'action est estimé à 2.500 kilomètres, lancés depuis le territoire russe et la Crimée annexée ou par des avions bombardiers, ou depuis la Biélorussie, ou à partir de bâtiments russes opérant en mer Noire. À partir de novembre 2022, l'arrivée de systèmes occidentaux de défense antiaérienne et antimissiles à longue portée a progressivement quelque peu limité l'efficacité des frappes aériennes russes.

Au début de la Raspoutitsa du printemps 2023, le monde entier a constaté l'échec de l'offensive russe d'hiver. Elle s'est limitée à un secteur d'environ 250 km dans l'oblast de

³¹² Voir Michel Goya, "Vers une guerre de corsaires en Ukraine ?" in *La Voie de l'épée*, <https://lavoiedelepee.blogspot.com>, 10/8/2022.

³¹³ Voir Samantha Lock, Dan Sabbagh, "Russian warplanes destroyed in Crimea airbase attack, satellite images show" in *The Guardian*, <https://www.theguardian.com/world/2022/aug/11/russian-warplanes-destroyed-in-crimea-saky-airbase-attack-satellite-images-show>, 11/8/2022.

³¹⁴ Voir Reuters, "Ukraine carries out air assault on Crimea's port of Feodosia" in *Euractiv*, <https://www.euractiv.com/section/europe-s-east/news/ukraine-carries-out-air-assault-on-crimeas-port-of-feodosia/>, 26/12/2023.

Donetsk, alors que le front est long de plus de 1.000 km, et à des attaques de faible ampleur, mais sans cesse répétées malgré des pertes très élevées. Pour compléter sa conquête des oblasts de Donetsk et de Louhansk, Poutine aurait dû s'emparer de 11.300 km² supplémentaires. Il a échoué, à cause d'une stratégie déficiente et d'une tactique obsolète depuis 1918, faute aussi de capacités humaines et matérielles suffisantes. Les matériels russes de pointe, censés faire face aux systèmes d'armes occidentaux, comme le char T-14 Armata et l'avion de combat de 5^{ème} génération Sukhoi-57, sont invisibles en Ukraine. En revanche, près de 800 chars T-62, produits à partir de 1962, ont été modernisés et remis en service, de même que des transports de troupes blindés BTR-50, qui datent des années 1950, bien qu'ils soient très vulnérables aux armes antichars occidentales.

Les contre-offensives ukrainiennes de 2023 ont été précédées par la donation par les Occidentaux de 230 chars et 1.550 véhicules blindés. L'Ukraine a ainsi pu constituer de nouvelles brigades qui ont reçu des munitions et une formation de base, ce qui est insuffisant pour des attaques massives.³¹⁵ Celles-ci ont été mal préparées à Wiesbaden, où différents scénarios ont été testés sur les ordinateurs du quartier général des forces américaines pour l'Europe et l'Afrique. Le 2 mars, le chef d'état-major des armées des États-Unis d'Amérique a qualifié cela de « wargames » destinés à aider l'état-major ukrainien.³¹⁶

³¹⁵ Voir sn, Press conference by NATO Secretary General Jens Stoltenberg and the Prime Minister of Luxembourg, Xavier Bettel, https://www.nato.int/cps/ru/natohq/opinions_214221.htm, 27/4/2023. Par exemple, la 37^e brigade d'infanterie, équipée de chars légers AMX-10, a été entraînée au camp de Canjuers, dans le Var. Elle avait pour objectif d'atteindre Berdiansk, sur la mer d'Azov, mais elle n'a pas pu percer les lignes russes. Voir sn, « Sur le front de Donetsk avec la 37^e brigade d'infanterie » in *Le Figaro*, 19/7/2023, p. 4.

³¹⁶ Voir Cédric Pietralunga, « L'Ukraine prépare sa contre-offensive avec des « wargames » organisés par le Pentagone » in *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/international/article/2023/03/08/l-ukraine-prepare-sa-contre-offensive-avec-des-wargames-organises-par-le-pentagone_6164572_3210.html, 8/3/2023.

La contre-offensive ukrainienne lancée le 4 juin 2023 n'a donc pas bénéficié d'un effet de surprise. Les Russes ont eu le temps de perfectionner leur dispositif défensif, fait de tranchées, de champs de mines, de fossés antichars, de dents de dragon, tenues par une infanterie nombreuse et bien appuyée par une artillerie redoutable. Percer les défenses russes s'est avéré impossible, même après avoir isolé les forces russes, frappé leurs postes de commandement et coupé leurs lignes de réapprovisionnement par des tirs d'artillerie et des missiles à moyenne portée, comme le Storm Shadow-Scalp de MBDA.³¹⁷ Ce qui m'a le plus surpris, c'est que ces « wargames » n'ont semble-t-il pas tenu compte du fait que les forces terrestres ukrainiennes n'ont guère de soutien aérien, alors que la doctrine « Air-Land Battle » de l'OTAN prévoit d'obtenir la supériorité aérienne avant de lancer des opérations terrestres.³¹⁸

Après l'échec des contre-offensives ukrainiennes, les Russes ont exploité dans l'oblast de Donetsk leur supériorité numérique et celle de leurs appuis-feux pour progresser lentement vers l'ouest. Les Ukrainiens ont tenté de constituer une petite tête de pont sur la rive gauche du Dniepr, entre le barrage partiellement détruit de Nova Kakhova et le delta. Ils ont dû constater que le fleuve reste un obstacle difficile à franchir, et que l'absence de pont empêcherait toute percée vers le sud. Au nord-est de l'Ukraine, au début du mois d'août 2024, les Ukrainiens ont pu rompre le front adverse et exploiter la percée en direction de Kursk, mais les Russes, appuyés par des Nord-Coréens, ont ensuite pu substantiellement réduire cette poche. En 2025, les Ukrainiens ont été forcés de se retirer quasi complètement de l'oblast de Kursk.

³¹⁷ Voir Laurent Lagneau, « Le Royaume-Uni va livrer à l'Ukraine des missiles de croisière Storm Shadow / SCALP » in *Zone militaire opex360.com*, <https://www.opex360.com/2023/05/11/le-royaume-uni-va-livrer-a-lukraine-des-missiles-de-croisiere-storm-shadow-scalp/>, 11/5/2023.

³¹⁸ Norman M. Wade, *The Joint Forces Operations and Doctrine* (2nd ed.), op. cit.

L'IMPASSE MILITAIRE ?

Comme la fin de la guerre reste difficilement prévisible compte tenu du peu d'information fiable disponible, je me réfère à l'avis de deux militaires en principe bien informés : le général Cavoli, commandant des forces américaines en Europe et commandant allié suprême de l'OTAN,³¹⁹ ainsi que le général belge Dutron, chef du Service général du Renseignement et de la Sécurité.³²⁰ Celui-ci a rappelé que Trump a contraint Zelensky à faire des concessions en échange d'un soutien militaire et qu'une fois « victorieux » en Ukraine, Poutine se concentrera probablement d'abord sur la Transnistrie, la Moldavie et peut-être la Biélorussie, puis il tentera de couper les États baltes de l'Europe. Dutron constate que les cyberattaques sont devenues monnaie courante en Belgique et estime qu'elle doit rattraper son retard en matière de protection des infrastructures critiques.

Je partage son avis. La guerre hybride nous est faite par Poutine sans discontinuer depuis 2007. Depuis le début de 2024, 11 câbles ont été endommagés en Baltique, notamment par des navires laissant traîner leur ancre sur le fond marin.³²¹ Sans l'appui inconditionnel des Américains, il serait difficile de dissuader l'armée russe ou biélorusse de s'emparer de la région de Narva en Estonie, de celle de

³¹⁹ Voir Nikki Wentling, "Top general recommends US maintain current troop levels in Europe" in *Military Times*, https://www.militarytimes.com/news/your-military/2025/04/08/top-general-recommends-us-maintain-current-troop-levels-in-europe/?utm_source=sailthru&utm_medium=email&utm_campaign=air-dnr, 8/4/2025.

³²⁰ Voir Jeroen Van Horenbeek, "Stéphane Dutron, hoofd van de militaire geheime dienst: 'De VS zijn een van de grote winnaars van de oorlog'" in *De Morgen*, <https://www.demorgen.be/oorlog-in-ukraine/stephane-dutron-hoofd-van-de-militaire-geheime-dienst-de-vs-zijn-een-van-de-grote-winnaars-van-de-oorlog~ba4b56ed/>, 4/4/2025.

³²¹ Voir sn, « Russische kabelaanvallen 'dreigen internet wereldwijd af te sluiten' » (Les attaques des câbles russes 'menacent de couper Internet dans le monde entier) in *MSN*, <https://www.msn.com/nl-nieuws/Buitenland/russische-kabelaanvallen-dreigen-internet-wereldwijd-af-te-sluiten/ar-AA1CEFch>, 10/4/2025.

Daugavpils en Lettonie ou du couloir de Suwalki entre la Lituanie et la Pologne.

Le général Cavoli a déclaré le 8 avril 2025 la Chambre des représentants américaine qu'il recommandait de maintenir les effectifs militaires américains en Europe, portés de 80.000 à 100.000 soldats par le président Biden en réponse à l'attaque russe du 24 février 2022, alors que le Pentagone envisagerait de réduire leur nombre. Selon Cavoli, l'agression russe rend notre avenir incertain et menace les intérêts vitaux des Occidentaux. Il estime que les positions défensives ukrainiennes sont très solides, qu'il est très peu probable qu'elles s'effondrent, mais qu'une offensive libératrice ne semble plus envisageable, même si, ayant perdu plus de 4.000 chars, les Russes manquent de blindés et de soldats, bien que la plupart des volontaires reçoivent jusqu'à six fois leur salaire annuel et viennent des régions les plus pauvres de Russie.

Les deux camps ont développé selon Cavoli des capacités de frappes à longue portée, au moyen de missiles balistiques, de missiles de croisière et de drones. En 2015, l'armée ukrainienne pâtissait de 30 années de sous-investissement. Elle a néanmoins arrêté les Russes. Il en fut de même lors de l'offensive massive de 2022. L'industrie locale produit à présent une grande part des munitions nécessaire à l'Ukraine, elle est au premier rang mondial pour les drones d'attaque. Les Russes ont un niveau de compétence très élevé dans certains domaines techniques. Les F-16 sont efficaces tant pour la défense contre les missiles de croisière que pour le bombardement. Les Ukrainiens ont rapidement maîtrisé l'emploi des systèmes Patriot, qui sont essentiels pour contrer les missiles balistiques et les missiles de croisière. Pour Cavoli, notamment, l'appui américain reste essentiel pour le renseignement et la capacité à frapper à longue distance les postes de commandement, la logistique, etc.³²²

³²² Voir Thomas Gutschker, "Ohne Amerika wird die Ukraine blind" in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*,

LA GUERRE DES DRONES

En 2025, le complexe militaro-industriel russe a produit 6 millions de drones et les usines d'Ukraine également. Les drones se substituent à des ressources humaines de plus en plus rares et coûteuses, ainsi qu'aux systèmes d'armes, comme les chars d'assaut, les navires de guerre et les avions de combat, mais aussi aux petites armes. Dès 2022, les Ukrainiens ont mis en œuvre des drones aériens turcs pour détruire les blindés russes, mais l'adversaire a rapidement réussi à brouiller leur système de guidage. En 2025, 80 % des morts et des blessés ukrainiens sur le front ont été victimes d'un drone. Le front s'est transformé en un *no man's land* mortel de vingt kilomètres de large, où tout ce qui est repéré risque d'être rapidement mis hors de combat. Ainsi, fin décembre 2025, au nord de l'oblast de Donetsk, des drones ont contribué, avec le 3^e Corps d'Armée ukrainien et l'unité spéciale Artan du Service de renseignement militaire ukrainien (dont l'acronyme ukrainien est HUR) à neutraliser un régiment d'infanterie russe de 2.000 soldats. En 2026, le front russo-ukrainien se caractérise, dans l'air, à terre, sur et dans la mer, par un degré fort élevé de transparence, de létalité et de fugacité : les logiciels des drones sont obsolètes après un mois et demi, les drones au bout d'un an.

Les drones ne permettent pas encore d'occuper un territoire, ni de gagner significativement du terrain. Les véhicules blindés ne sont pas obsolètes s'ils sont adaptés à la nouvelle forme de guerre, car ils conservent notamment leur mobilité et leur puissance de feu. Dans le but d'empêcher l'identification et l'acquisition par l'ennemi, les Russes et les Ukrainiens utilisent principalement des systèmes de

<https://www.faz.net/aktuell/politik/ukraine/was-die-fehlende-militaerhilfe-der-usa-fuer-kiew-bedeutet-110335108.html>, 4/3/2025; Dan Sabbagh, Luke Harding, "Ukraine has firepower to fight on without US support – for now" in *The Guardian*,
<https://www.theguardian.com/world/2025/mar/04/ukraine-has-firepower-to-fight-on-without-us-support-for-now>, 4/3/2025.

brouillage des ondes radio, pour couper la communication entre le drone et son opérateur, ou des signaux du *Global Navigation Satellite System* (GNSS),³²³ pour perturber sa navigation. Il est toutefois malaisé de brouiller efficacement de larges zones et toutes les fréquences radio. Les fréquences généralement utilisées par les drones sont les plus brouillées, mais certains drones utilisent des fréquences inhabituelles, ou des techniques avancées qui résistent au brouillage comme les antennes électroniques adaptatives, le saut de fréquence etc. La navigation inertielle, combinée éventuellement aux capteurs optiques est une alternative à la navigation GNSS.

Les drones aériens augmentent l'occurrence de détection précoce des menaces, facilitent la reconnaissance, l'identification et l'acquisition de l'ennemi. C'est particulièrement le cas des drones dit « vue à la première personne » ou *first person view* (FPV), qui donnent à l'opérateur quasi la même connaissance de la situation que s'il était à bord de l'appareil, grâce à une caméra embarquée. Ils augmentent la probabilité de tirer en premier, d'atteindre la cible, de détruire celle-ci et enfin de reprendre rapidement le combat. Les drones FPV emportent souvent quelques kilos d'explosifs, pour détruire des chars, des blindés d'infanterie, des pièces d'artillerie, des véhicules logistiques, des bunkers ou même des soldats isolés. Certains drones sont commandés par fibre optique, qui mesurent environ 20 km, mais certaines vont jusqu'à 60 km. Elles maintiennent un lien physique avec l'opérateur, ce qui garantit une communication parfaite mais limite la manœuvrabilité et fait courir le risque que l'adversaire coupe ou suive la fibre jusqu'à l'opérateur, pour l'éliminer.

Pour frapper des cibles à plus longue distance, comme des raffineries, des dépôts de carburant, des bases aériennes et des infrastructures militaires, l'Ukraine emploie des

³²³ Le Global Navigation Satellite System (Système mondial de navigation par satellite) ou GNSS englobe le Global Positioning System (GPS) américain, le Galileo européen, le GLONASS russe et le BeiDou chinois.

munitions rôdeuses lourdes comme le Vyriy-10 ou le Liutyi, conçus pour résister au brouillage et contourner les défenses antiaériennes, tandis que la Russie s'appuie notamment sur les ZALA Lancet et sur des drones dérivés des Shahed iraniens mais produits localement. L'attaque de la nuit du 23 décembre 2025, ciblant le réseau et les centrales électriques dans 13 régions ukrainiennes, a impliqué 635 drones et 38 missiles.³²⁴

Pour sa logistique, l'armée ukrainienne utilise des véhicules terrestres et aériens sans pilote,³²⁵ tels les Malloy T150 et T400, qui transportent entre 70 et 150 kg jusqu'à 70 km à une vitesse moyenne de 100 km/h. D'autres drones terrestres portent jusqu'à 300 kg.³²⁶ Un logiciel permet de commander la nourriture, les munitions, le carburant. En fonction de la position de l'unité et du type de ravitaillement, un drone transporteur est programmé pour enlever les fournitures dans les dépôts avancés et les livrer.³²⁷ D'autres drones transporteurs ont remplacé les ambulances, trop vulnérables dans la *kill zone*.

³²⁴ Voir Illia Novikov, The Associated Press, "Une attaque aérienne russe fait trois morts et cause des pannes de courant en Ukraine" in *L'actualité*, <https://lactualite.com/actualites/une-attaque-aerienne-russe-fait-trois-morts-et-cause-des-pannes-de-courant-en-ukraine/>, 23/12/2025.

³²⁵ Voir Christopher Kinsey, Ronald Ti, « Combat Logistics in the Twenty-first Century. Enabling the Mobility, Endurance, and Sustainment of NATO Land Forces in a Future Major Conflict » in Mikael Weissmann (dir), Niklas Nilsson, *Advanced Land Warfare: Tactics and Operations*, Oxford, Oxford University Press, 2024, p. 14, <https://academic.oup.com/book/45784/chapter/400597938?login=false>.

³²⁶ Voir Jack Watling, Nick Reynolds, *Tactical Developments During the Third Year of the Russo- Ukrainian War*, London, Royal United Services Institute for Defence and Security Studies, 2025, p. 17, <https://static.rusi.org/tactical-developments-third-year-russo-ukrainian-war-february- 2205.pdf>.

³²⁷ Voir Jack Watling, Si Horne, *Assuring the Tactical Sustainment of Land Forces on the Modern Battlefield*, London, Royal United Services Institute for Defence and Security Studies, <https://www.rusi.org/explore-our-research/publications/occasional->

Depuis avril 2022, l'Ukraine, quasi dépourvue de navires de guerre, a réussi à détruire la flotte russe de la mer Noire. Elle a d'abord coulé le croiseur lance-missiles Moskva, le fleuron de la flotte russe de la mer Noire, avec deux missiles antinavires R-360 Neptune basés à terre. Ensuite, des drones navals, beaucoup moins chers, ont frappé Sébastopol, puis le pont de Kerch.³²⁸

Le *Security Service of Ukraine* (dont l'acronyme ukrainien est SBU) a développé le *Sea Baby*. Sa première version mesure 6 mètres et peut porter 850 kg d'explosifs à 1.000 km, pour détruire des navires ou des infrastructures, poser des mines marines, tirer des roquettes vers la côte ou lancer des missiles antiaériens, grâce à une navigation autonome, des lance-roquettes, des porte-drones FPV opérés par fibre optique, etc.³²⁹ Sa version la plus récente peut transporter jusqu'à 2.000 kg à plus de 1.500 km.³³⁰ Le 28 novembre 2025, le SBU a revendiqué l'attaque en mer Noire, près de la Turquie, par des *Sea Baby*, des pétroliers russes Kairos et Virat.

Le Groupe 13 du HUR dispose de divers types de *Maritime Autonomous Guard Unmanned Robotic Apparatus* (MAGURA) fabriqués par *Spets Techno Export*, une filiale du groupe industriel de défense Ukroboronprom. Celui-ci emploie près de 67.000 travailleurs. Le MAGURA V est un

[papers/assuring-tactical-sustainment-land-forces-modern-battlefield](#), 16/4/2024.

³²⁸ Voir Leonardo Jacopo Maria Mazzucco, "How Ukraine's Unmanned Surface Vessels Have Reshaped Modern Naval Warfare in the Black Sea" in *Rabdan Security and Defence Institute*, <https://rsdi.ae/en/publications/how-ukraines-unmanned-surface-vessels-have-reshaped-modern-naval-warfare-in-the-black-sea>, 15/10/2025.

³²⁹ Voir Pavlo Odnokoz, « Ukraine to Sell Its Sea Drones Internationally — Why It's a Good Deal » in *LinkedIn*, <https://stackedpreference.medium.com/ukraine-to-sell-its-sea-drones-internationally-why-its-a-good-deal-39386282505d>, 11/11/2025.

³³⁰ Voir Efrem Lukatsky, Derek Gatopoulos, "Ukraine unveils upgraded sea drone it says can strike anywhere in the Black Sea" in *AP News*, <https://apnews.com/article/0719211dd0314f2b9d15422e81ca66e32>, 22/10/2025.

navire sans pilote de 5,5 mètres. Son autonomie est de 830 km, sa vitesse maximale est de 78 km/h et sa charge utile est de 320 kg. Conçu pour s'attaquer aux navires de guerre russes ou effectuer des missions de renseignement, de surveillance et de reconnaissance, il est devenu multirôle. Le 31 décembre 2024, un MAGURA V équipé de deux rails de lancement pour missile sol-air à guidage infrarouge « Sea Dragon », une variante ukrainienne du missile air-air soviétique R-73, a abattu deux hélicoptères de combat russes Mi-8 à 60 km de Sébastopol. Le MAGURA VII mesure 7 mètres, sa proue redessinée lui confère une meilleure navigabilité. Les 2 et 3 mai 2025, des MAGURA VII ont abattu deux avions de combat Su-30 avec des missiles air-air AIM-9 *Sidewinder* à guidage infrarouge, près de Novorossiysk, sur la rive caucasienne de la mer Noire,³³¹ où se trouvent une base navale russe, un port et un terminal pétrolier qui ont été plusieurs fois attaqués. Le 15 décembre 2025, des drones sous-marins (*Sub Sea Baby*) du SBU y ont fait exploser un sous-marin russe Projet 636.3 *Varshavyanka* diesel-électrique. Ce type de sous-marin est armé de quatre lanceurs de missiles de croisière *Kalibr*, avec lesquels la Russie frappe en Ukraine.³³²

Le SBU a détruit le 31 mai deux ponts ferroviaires dans les régions de Kursk et Briansk. L'opération « Toile

³³¹ Voir Mike Mattis, « Black Sea battle: how Ukraine's drones overpowered the Russian Navy » in *Navy Lookout*, <https://www.navylookout.com/black-sea-battle-how-ukraines-drones-overpowered-the-russian-navy/>, 22/7/2025 ; H. I. Sutton, "World First: Ukrainian Maritime Drone Shoots Down Russian Flanker Jet" in *Naval News*, <https://www.navalnews.com/naval-news/2025/05/world-first-ukrainian-maritime-drone-shoots-down-russian-flanker-jet/>; H. I. Sutton, "First Image Of Ukraine's Sidewinder-Armed Magura V7 Surface Drone" in *Naval News*, <https://www.navalnews.com/naval-news/2025/05/first-image-of-ukraines-sidewinder-armed-magura-v7-surface-drone/>, 4/5/2025.

³³² Voir sn, "Kiev affirme avoir frappé un sous-marin russe en mer Noire" in *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/international/live/2025/12/15/en-direct-guerre-en-ukraine-apres-sa-reunion-avec-les-negociateurs-americains-volodymyr-zelensky-rencontrera-lundi-des-responsables-europeens_6657241_3210.html, 15/12/2025.

d'araignée » a frappé, le 1^{er} juin, les bases aériennes Diaguimevo et Ivanovo, près de Moscou, d'Olenla, au nord de Mourmansk, de Belaïa, près du lac Baïkal et d'Ukrainka, sur le fleuve Amour, à la frontière chinoise. Des drones coûtant quelques milliers d'euros ont détruit ou endommagé une quinzaine de bombardiers stratégiques Tu95, Tu22M et Tu160, mais aussi des avions radar A50, qui sont une dizaine et servent à coordonner les opérations aériennes russes. Le 2 juin, des explosions ont endommagé des piliers du pont de Kertch, grâce à des drones sous-marins semble-t-il.

Selon le gouverneur de la région d'Omsk, en Sibérie occidentale, la plus grande raffinerie de pétrole de Russie, Gazpromneft, a été attaquée le 6 juillet 2026 par des drones ukrainiens. Elle est située à environ 2.700 km du territoire contrôlé par l'Ukraine, près de la frontière avec le Kazakhstan.³³³

La nature de la guerre a fondamentalement et durablement été transformée par les drones, la défense de l'Europe doit s'envisager autrement qu'aujourd'hui, tant du point de vue de l'efficacité tactique que de l'efficacité des dépenses militaires : employer un missile qui coûte 1,2 million \$ pour abattre un drone à 2.000 \$ est peu raisonnable. Les drones aériens coûtent beaucoup moins cher que les obus d'artillerie, les M142 *High Mobility Artillery Rocket System* (HIMARS) et les *Army Tactical Missile Systems* (ATACAMS) et ils sont plus faciles à mettre en œuvre avec précision. Certains drones antichars coûtent moins de 500 \$ l'unité, beaucoup moins que les missiles *Javelin*, à 266.000 € l'unité,³³⁴ et infiniment moins qu'un char de combat, estimé à 30 millions €. Un *Sea Baby* première

³³³ Voir Jonas Wagner, "Ukraine greift westsibirische Region Omsk mit Drohnen an" in *Liveblog Frankfurter Allgemeine Zeitung*, <https://www.faz.net/aktuell/politik/ukraine/ukraine-liveticker-buergermeister-moskau-von-mehr-als-400-ukrainischen-drohnen-ins-visier-genommen-faz-110683325.html>, 6/7/2026.

³³⁴ En 2025, les USA ont approuvé la vente de 2.500 Javelin à la Pologne pour 665 millions €. ³³⁴

version coûte 221.000 \$, une frégate de 600 millions à 1,5 milliard \$.

Depuis 2022, les mesures prises en Europe, tant pour améliorer les capacités de défense que pour stimuler la production d'armes et de munitions, ont été fort tardives et très insuffisantes, alors que la Russie et l'Ukraine sont passées sans délai à l'économie de guerre, mais c'est plus difficile pour des non-belligérants. Selon les Ukrainiens,³³⁵ les Européens devraient développer leur aptitude à la guerre des drones, leurs communications par satellites et leurs capacités de guerre électronique. Celle-ci comporte la détection et l'interception des signaux, le brouillage et les contre-mesures, ainsi que la numérisation du champ de bataille, qui consiste à recueillir les données venant de l'espace ou des capteurs, et à les agréger grâce à des systèmes automatisés de traitement de l'image, pour appréhender la situation et permettre un ciblage très précis et rapide.

LES PERSPECTIVES DE PAIX SELON TRUMP : UNE TRAHISON

En 2024, les partisans de Trump au Congrès ont empêché pendant sept mois le vote du budget qui devait financer la livraison à l'Ukraine de munitions par l'administration Biden ; de nombreux soldats ukrainiens ont payé de leur vie la réduction sensible de leur appui-feu. Cela indique le but de Trump est de faire capituler l'Ukraine, et non de mettre fin à la guerre en Ukraine en 24 heures comme il l'a promis pendant sa campagne présidentielle. Sa victoire le 5 novembre 2024 a rendu obsolète le « plan pour la victoire » présenté par M. Zelensky à l'OTAN le 17 octobre 2024.³³⁶ Ce plan fondé sur le droit international et la charte des

³³⁵ Voir Laure Mandeville, "Les Ukrainiens, instruits par trois années de conflit, pressent l'Europe de se préparer à une future guerre des drones" in *Le Figaro*, 6/8/2025, p. 2-3.

³³⁶ Voir Hans Petter Midttun, " Ukraine's Victory Plan Is Not a Call for a Russian Defeat but a Just and Lasting Peace " in *The Kyiv Post*, <https://www.kyivpost.com/opinion/40067>, 5/10/2024.

Nations-Unies avait pourtant reçu le soutien de 96 pays et organisations internationales,³³⁷ mais Poutine n'en a cure. Il ne fait aucune concession. Il veut atteindre tous les objectifs qu'il a assignés à « l'opération spéciale », notamment conquérir les oblasts de Louhansk, Donetsk, Zaporijjia et Kherson, qu'il n'occupe qu'en partie, mettre en place un régime fantoche à Kiev, désarmer l'Ukraine, qui deviendrait un territoire neutre, et mettre fin de la coopération militaire entre l'OTAN et l'Ukraine. Malgré les piètres performances de son armée, Poutine est certain de sa victoire, car il bénéficie manifestement du soutien de Xi. Le 8 avril, l'armée ukrainienne a capturé deux soldats chinois. En réagissant à cette annonce, la porte-parole du

³³⁷ Voir Confédération suisse, "Summit on Peace in Ukraine: Joint Communiqué on a Peace Framework", https://www.eda.admin.ch/eda/en/home/das_ed/aktuell/dossiers/konferenz-zum-frieden-ukraine/Summit-on-Peace-in-ukraine-joint-communicue-on-a-peace-framework.html, 16/6/2024.

Au 10 septembre 2024, c'étaient l'Albanie, Andorre, Antigua-et-Barbuda, l'Argentine, l'Australie, l'Autriche, la Barbade, la Belgique, le Bénin, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, Cabo Verde, le Canada, le Chili, les Comores, le Costa Rica, la Côte d'Ivoire, le Conseil de l'Europe, la République coopérative de Guyane, la Croatie, Chypre, la République dominicaine, le Danemark, Fidji, la Finlande, la France, la Gambie, la Géorgie, l'Allemagne, le Ghana, la Grèce, le Guatemala, la Hongrie, les États fédérés de Micronésie, l'Équateur, l'Estonie, la Commission européenne, le Conseil européen, le Parlement européen, l'Islande, l'État indépendant de Papouasie-Nouvelle-Guinée, l'Irlande, Israël, l'Italie, le Japon, le Kenya, le Royaume de Tonga, le Kosovo, la Lettonie, le Liberia, le Liechtenstein, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, la Moldavie, Monaco, le Monténégro, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, la Macédoine du Nord, les Pays-Bas, l'Organisation des États américains, Palau, le Pérou, les Philippines, la Pologne, le Portugal, le Qatar, la République du Botswana, le République de Corée, la République du Malawi, République de Maurice, la République de Panama, la République des Îles Marshall, la Roumanie, Saint-Marin, Sao Tomé et Príncipe, la Serbie, Singapour, la République slovaque, la Slovénie, la Somalie, l'Espagne, le Suriname, la Suède, la Suisse, Timor Leste, la Turquie, l'Ukraine, le Royaume-Uni, les États-Unis d'Amérique, l'Uruguay et la Zambie.

département d'État américain a rappelé que la Chine fournit près de 80 % des articles à double usage dont la Russie a besoin pour soutenir la guerre.

Il me semble improbable que Trump puisse, si tant est qu'il en ait envie, rééditer le coup d'éclat de Nixon et Kissinger, qui avaient réussi à éloigner la Chine de l'URSS pour mettre fin à la guerre en Indochine, car Mao et Khrouchtchev ne s'entendaient pas : Mao était resté stalinien.

En 2025, dès le 20 janvier, la deuxième administration Trump a montré un profond mépris pour les alliés de longue date des États-Unis d'Amérique, en Europe comme dans la zone indopacifique. Le 20 février, Trump a accusé l'Ukraine d'être le fauteur de guerre, alors que l'invasion de la Crimée puis d'une partie du Donbass par la Russie remonte à 2014 et que l'agression russe n'a pas cessé de s'amplifier. Trump feint d'oublier qu'en 1994, les États-Unis d'Amérique ont « garanti » l'intégrité territoriale de l'Ukraine, par le mémorandum de Budapest. Ils en ont confirmé la validité en 2009.

Dès avant le début des pourparlers avec Poutine, Trump a exclu l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. Le 24 février, une date combien symbolique, à l'ONU, les États-Unis d'Amérique se sont alignés derrière la Russie, la Corée du Nord, la Biélorussie et le Nicaragua en votant contre une résolution préparée par l'Ukraine et ses alliés européens, qui proposait de mettre fin à la guerre tout en préservant l'intégrité territoriale de l'Ukraine.³³⁸

Le 28 février, le pitoyable spectacle de Trump et de son vice-président, humiliant le président Zelensky, en présence des télévisions, puis le sommant de quitter la Maison Blanche, parce qu'il avait refusé de signer un accord léonin sur

³³⁸ Voir Clara Hidalgo, Fig Data, « «Les États-Unis ont rejoint le camp des brigands» : l'alliance «historique» entre les Américains et les Russes à l'ONU aura-t-elle des conséquences ? » in *Le Figaro*, <https://www.lefigaro.fr/international/les-etats-unis-ont-rejoint-le-camp-des-brigands-l-alliance-historique-entre-les-americains-et-les-russes-a-l-onu-aura-t-elle-des-consequences-20250225>, 25/2/2025.

l'exploitation des minerais ukrainiens, fut indigne d'un chef d'État.

Le 3 mars, un haut fonctionnaire du gouvernement américain, cité par Fox News, a déclaré que Trump avait décidé de suspendre toute fourniture de munitions, de véhicules et autres équipements à l'Ukraine, y compris celles en cours de transport ou en transit en Pologne.³³⁹ Le 5 mars, le chef de la CIA, John Ratcliffe, a confirmé que l'envoi d'informations provenant des réseaux de satellites et des services de renseignement américains avait été temporairement interrompu, pour rendre l'Ukraine plus réceptive aux pourparlers de paix avec la Russie, car sans désignation précises des cibles, les frappes ukrainiennes peinent à contenir la pression exercée par une armée russe plus nombreuse, dont la puissance de feu reste redoutable et qui est peu sensible aux pertes humaines. L'Union européenne, qui dispose d'un Centre satellitaire à Torrejon, et ses États membres qui ont quelques de satellites d'observation de la terre, ne sont malheureusement pas capable de fournir à l'Ukraine les renseignements dont elle a besoin, faute de capacités d'analyse équivalentes à celles des Américains.

Malgré tout, l'Ukraine continue à résister, avec le soutien d'une partie de la communauté internationale. Elle sait qu'en cas de défaite, elle risque un génocide d'une ampleur comparable à l'Holodomor, la famine de 1932-1933, organisée par Staline pour briser la résistance des

³³⁹ Voir Piotr Smolar, "Donald Trump gèle brutalement l'aide militaire à l'Ukraine pour soumettre Volodymyr Zelensky à sa volonté" in *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/international/article/2025/03/04/donald-trump-gele-brutalement-l-aide-militaire-a-l-ukraine-pour-soumettre-volodymyr-zelensky-a-sa-volonte_6576145_3210.html, 4/3/2025 ; Andrew Roth, "US has suspended all military aid to Ukraine, White House official says, in wake of Trump-Zelenskyy row" in *The Guardian*, <https://www.theguardian.com/world/2025/mar/04/us-military-aid-ukraine-pause-trump-zelenskyy-updates>, 4/3/2025; peer/dpa/AFP/Reuters, "Trump stellt Militärhilfe für Ukraine vorerst ein" in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, <https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/trump-stellt-militaerhilfe-fuer-ukraine-vorerst-ein-110333803.html>, 4/3/2025.

paysans ukrainiens à la collectivisation des terres. En un peu plus de six mois, environ 4 millions de paysans ukrainiens, soit un sur six, moururent de faim.

Depuis 2014, le droit international, le droit humanitaire et le droit de la guerre ne sont pas respectés par les Russes en Ukraine : des dizaines de milliers de crimes de guerre ont été recensés par les autorités ukrainiennes et les observateurs internationaux, allant de la torture ou des exécutions de prisonniers de guerre ukrainiens aux attaques contre des cibles civiles. Chacun se souvient de la fin tragique du vol MH17 de Malaysia Airlines, abattu le 17 juillet 2014 par un missile sol-air Buk russe. La prise de Marioupol, le 20 mai 2022, par les troupes du général Mordvitchev, s'est faite dans un bain de sang. Il n'a pas hésité à faire bombarder le théâtre et l'abri situé sous celui-ci, sachant qu'au moins 600 civils, dont de nombreux enfants, s'y étaient réfugiés.

Jusqu'à la fin de la présidence de M. Biden, les Occidentaux ont fourni une aide matérielle à l'Ukraine, afin d'aboutir au retrait, à l'attrition ou à l'anéantissement du corps expéditionnaire russe, mais même après le 24 février 2022, les systèmes d'armes occidentaux, en particulier les avions de combat F-16, les missiles à longue portée, les véhicules blindés n'ont été livrés qu'au compte-goutte et après bien des hésitations, ce qui est désastreux d'un point de vue militaire. Contrairement aux attentes des promoteurs de sanctions économiques contre elle, la Russie semble en mesure de générer les ressources économiques nécessaires pour maintenir une puissance militaire suffisante pour mener la guerre en Ukraine et, à plus long terme, pour se réarmer en vue d'une confrontation prolongée avec l'Occident.³⁴⁰

³⁴⁰ Richard Connolly, "Russia's Wartime Economy isn't as Weak as it Looks" in *RUSI*, <https://www.rusi.org/explore-our-research/publications/commentary/russias-wartime-economy-isnt-weak-it-looks>, 22/1/2025.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que, jusqu'au 31 juillet 2026, les discussions entre Russes et Ukrainiens sous l'égide de Trump n'ont conduit qu'à l'échange de prisonniers et de soldats morts, et que la ligne de front ne se déplace que de quelques kilomètres, au gré des rapports de forces du moment. Toutefois, les capacités ukrainiennes de frappe à longue portée, au-delà de 1.000 km, ont permis de frapper Moscou et Saint-Petersbourg, de détruire une part significative de la capacité russe de raffinage et de transport de pétrole, créant des pénuries de carburant en Crimée et à Moscou, notamment, et limitant les possibilités d'exportation, ainsi que de rendre la situation difficilement tenable en Crimée, qui n'est plus approvisionnée par la Russie que par le pont de Kerch.

QUEL APRES-GUERRE ? POUR QUAND ? ET COMMENT ?

Pour écourter la guerre, l'Occident, au lieu de s'engager dans les accords de Minsk, aurait dû décider dès 2015 la livraison de véhicules, de pièces d'artillerie et d'avions de combat modernes, ainsi que des munitions associées, de missiles antiaériens, antimissiles et antinavires à longue portée, car la maîtrise de leur utilisation, ainsi que la mise en place de leur logistique, prennent du temps. Cela aurait permis à l'Ukraine de mieux se défendre contre les missiles balistiques ou de croisière, les bombardiers à long rayon d'action et les navires lance-missiles, ainsi que les très nombreuses attaques d'infanterie soutenues par l'artillerie.

Espérons que les Ukrainiens ne seront pas abandonnés par les Américains à un sort cruel, contrairement à ce qui s'est passé en ex-Yougoslavie, au Rwanda, en Syrie, au Kurdistan ou en Afghanistan, car l'Occident ne se range pas derrière Trump. Les Vietnamiens ont obtenu le retrait des armées américaines, les Afghans, des forces soviétiques, les Ukrainiens finiront par faire comprendre aux troupes russes qu'elles doivent repasser la frontière internationalement reconnue en 1991.

Poutine finira par devoir quitter le pouvoir, mais qui sait quand et comment cela se passera ? Après sa défaite en Afghanistan, après l'accident de Tchernobyl, nul

n'imaginait que la fin de l'URSS était toute proche. Poutine va-t-il rester libre jusqu'à sa mort ? Le 3 mars 2023, le procureur de la Cour pénale internationale, avec le soutien de 40 États membres de la charte de la Cour, a ouvert une enquête sur les très nombreux crimes de guerre commis en Ukraine par les Russes.

Une fois le successeur de Poutine installé, pour autant qu'il ne soit pas auteur de crimes de guerre, les relations de l'Europe avec la Russie pourraient reprendre. L'Occident devrait exiger la dissolution de l'armée de Poutine, comme ce fut fait pour la *Wehrmacht*, et l'adoption par sa remplaçante des valeurs, des principes démocratiques et éthiques que la *Bundeswehr* doit au réformateur prussien, le général Scharnhorst, ainsi qu'au général Wolf von Baudissin, le créateur de l'*Innere Führung*, qui a conçu en 1955 le soldat allemand comme un citoyen en uniforme, apte à penser par lui-même et pour les autres, et à agir de façon responsable.

Comme après la Deuxième Guerre mondiale, il conviendra de réprimer les crimes de guerre commis en Ukraine. La Cour pénale internationale ne pourra pas laisser impunis les dizaines de milliers de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre commis par les dirigeants, les militaires et les mercenaires russes. Ces crimes sont documentés. Ils vont de la destruction d'infrastructures routières, ferroviaires et énergétiques, dont le barrage de Nova Kakhova, d'usines, d'écoles, de logements, de gares, d'hôpitaux, de musées et de monuments historiques, à des crimes contre des personnes. L'oppression dans les territoires occupés recourt à des tortures commises sur des résistants, de simples opposants, des membres de familles de militaires ukrainiens ou des Tatars de Crimée. Les Russes ont torturé et assassiné de nombreux militaires ukrainiens faits prisonniers et des civils. Pour russifier les territoires occupés, des centaines d'enfants et d'adolescents ont été arrachés à leur famille par un occupant barbare, qui a entrepris d'endoctriner ces jeunes emmenés en Russie.

COMMENT L'UKRAINE DEVRAIT-ELLE PREPARER LE RETOUR INELUCTABLE DES HOSTILITES ?

Comme l'Ukraine ne peut capituler sans risquer un génocide, il n'y aura qu'une trêve éphémère. Pour se préparer à la reprise du combat, l'armée ukrainienne devra continuer à s'améliorer. Elle n'a pas jusqu'à présent réussi à gérer ses ressources humaines d'une façon aussi efficace qu'elle aurait dû et pu l'être en temps de guerre. Elle n'a pas été aussi économe du sang de ses soldats que le roi des Belges Albert 1^{er} le fut sur le front de l'Yser, au cours de la Première Guerre mondiale. Comme il n'est jamais trop tard, et qu'un cessez-le-feu n'est pas le retour de la paix, voici quelques mesures qui devraient être prises, car la guerre sera encore longue.

La première étape consiste à remplacer les tués, prisonniers, disparus et blessés graves, qui constituent un peu moins de la moitié de ceux qui sont absents des unités. Les autres devraient y revenir : ils peuvent être en formation ou en permission ou ce sont des blessés légers, ou des déserteurs de plus ou moins longue durée. C'est la tâche des centres de recrutement et de formation, qui doivent disposer des ressources matérielles, des camps et des équipements d'instruction, et surtout humaines, des cadres en particulier. Ceux-ci doivent être informés des évolutions sur le front, qui sont très rapides. L'armée française a développé des solutions bien connues depuis la Première Guerre mondiale.

Il faut ensuite affecter les bons individus aux bons endroits et faire face aux besoins nouveaux : l'emploi des drones, par exemple, nécessite de plus en plus de personnel. Entre les unités qui sont sur le front et l'état-major général ou le ministère de la Défense, des états-majors de division ou de corps d'armée gèrent les opérations des brigades qu'ils commandent et couvrent leurs besoins dans tous les domaines. Ces états-majors connaissent les besoins et ils sont capables d'exprimer quels recrutements et formations sont les plus adaptés. Le contrôle de qualité est assuré par

des inspecteurs délégués par l'état-major général ou le ministère de la Défense.

Une attention particulière doit être réservée à l'infanterie, qui conquiert, contrôle et tient le terrain. Elle doit être la première équipée, car elle subit environ 70% des pertes. Or, pour accumuler l'expérience du combat, il est préférable de survivre. Cela ne doit pas conduire à affaiblir les indispensables unités d'appui et de soutien sans lesquels les bataillons d'infanterie sont peu opérationnels, ce qui réduirait la confiance des volontaires dans le système de gestion des ressources humaines, au cas où ils seraient affectés à des unités où ils ne veulent pas aller, ce qui produit plus de pertes et de désertions que de bons fantassins. Sans les compétences exigées par le combat d'infanterie et sans avoir confiance en des camarades qu'ils connaissent bien, les néophytes envoyés au front meurent ou s'effondrent psychologiquement en moyenne quatre fois plus que les anciens placés dans les mêmes conditions. Ces formations devraient être dispensées au niveau des divisions ou des corps d'armée et non des brigades.

Créer de nouvelles brigades doit se faire à partir d'anciennes qui sont dédoublées et les unités opérationnelles doivent être encadrées par des gens qui ont subi l'épreuve du feu. Le courage de l'immense majorité des soldats ukrainiens et l'ingéniosité de certaines unités méritent un commandement bien organisé et transparent, ainsi que des décideurs politiques courageux.³⁴¹

Le système de génération de force russe repose largement sur la pauvreté d'une grande partie de la population habituée à vivre dans un État autoritaire, gangrené par la pègre et la corruption, où la police et la justice ne protègent pas mais imposent la soumission à l'arbitraire. La faible mobilité géographique limite ses perspectives d'y échapper. Des primes d'engagement conséquentes et des salaires élevés font accepter les privations et les risques inhérents à

³⁴¹ Voir Michel Goya, "L'Ukraine et la GRH de guerre" in *La Voie de l'épée*, <https://lavoiedelepee.blogspot.com>, 15/1/2025.

un engagement dans l'armée, qui reste caractérisée par la brutalité de la hiérarchie et le mépris pour la vie humaine. Les sévices vécus dans les prisons russes sont tels que le traitement inhumain des fantassins peut paraître une alternative attirante à un détenu, ou même à un accusé susceptible de le devenir. Presque exclusivement tournées vers les minorités ethniques et la périphérie du territoire, les campagnes de recrutement ignorent largement la population occidentalisée et mobile des grands centres urbains.

4.2. LA CHINE DE M. XI, PRISE AU PIÈGE DE THUCYDIDE

M. Clinton, lorsqu'il était président des États-Unis d'Amérique, savait que le régime chinois est par essence dictatorial, qu'il ignore les droits humains, nos valeurs et nos libertés, que son progrès technologique a été basé sur le vol de propriétés intellectuelles et l'espionnage industriel, que la Chine se livre à une concurrence déloyale et au dumping social,³⁴² qu'elle conteste à l'Organisation internationale du travail l'universalité et la légitimité des normes sociales fondamentales. Il savait que la communauté internationale était restée sans réaction efficace face aux agressions et aux graves violations des droits humains commises sur ordre du parti communiste chinois. La Chine est depuis 1962 en guerre avec l'Inde.³⁴³ Les Tibétains sont

³⁴² Voir Aquilino Morelle, *L'opium des élites. Comment on a défait la France sans faire l'Europe*, Paris, Grasset, 2021, p. 343.

³⁴³ La Chine a publié le 28 août 2023 une nouvelle carte qui inclut l'île de Bolchoï Oussourisk, l'Arunachal Pradesh et l'Aksai Chin, 80 % de la mer de Chine méridionale, ainsi que Taïwan. La Malaisie, les Philippines et le Vietnam ont protesté après la publication de la carte. L'île de Bolchoï Oussourisk (300 kilomètres carrés), au confluent des fleuves Amour et Oussouri, est disputée depuis 1929 par la Russie et la Chine. En 2004, elle avait été partagée e deux parties égales. Le conflit qui oppose depuis 1962 Pékin à l'Inde, les deux pays les plus peuplés de la planète, deux puissances nucléaires, le long d'une frontière de 3.500 kilomètres, trouve son origine dans la ligne McMahon, définie par traité entre le Tibet et les Britanniques en 1914, qui a incorporé à l'Inde le Ladakh et l'Arunachal Pradesh, un État de 75.000 kilomètres carrés

mal traités depuis l'annexion de leur pays en 1965. Les manifestations du printemps 1989 sur la place Tiananmen ont été durement réprimées. Les Ouïgours du Xinjiang, qui tentent sporadiquement depuis 1954 de recouvrer leur indépendance, font depuis les années 2010 l'objet de mesures qualifiées par certains de génocidaires, notamment par l'Assemblée nationale française.³⁴⁴ Un million de membres de cette minorité seraient enfermés dans des camps de travail forcé au Xinjiang. D'autres seraient stérilisés de force. La loi fondamentale de Hong Kong de 1990 a été violée à maintes reprises par Pékin. Cela n'a

frontalier du Bhoutan, qui contient des ressources minières et hydrauliques importantes et abrite le monastère Galden Namgye Lhatse, le deuxième plus grand monastère du Tibet après le Potala à Lhassa. Pékin ne reconnaît pas la ligne McMahon et occupe depuis 1962 l'Aksai Chin, une zone de 37.000 kilomètres carrés au Ladakh. Le 14 mars 2023, le Sénat américain a adopté une résolution déclarant que la ligne McMahon constitue la frontière internationale entre la Chine et l'Inde. Le ministre des Affaires étrangères indien, a déclaré le 21 octobre 2024, en marge de la réunion des BRICS à Kazan, que l'Inde et la Chine ont négocié "les modalités des patrouilles le long de la ligne de démarcation dans les zones frontalières entre l'Inde et la Chine. Les négociations sur le tracé de la frontière, interrompue en 2019, pourraient reprendre.

Voir Sophie Landrin, "Le dialogue s'enlise entre la Chine et l'Inde sur leur conflit dans l'Himalaya" in *Le Monde*,

https://www.lemonde.fr/international/article/2023/04/29/le-dialogue-s-enlise-entre-la-chine-et-l-inde-sur-leur-conflit-dans-l-himalaya_6171506_3210.html, 29/4/2023 ; Frédéric Lemaître, « La

Chine redéfinit ses frontières avec ses voisins, y compris la Russie » in *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/international/article/2023/09/03/la-chine-redefinit-ses-frontieres-avec-ses-voisins-y-compris-la-russie_6187600_3210.html, 3/9/2023 ; sn, « 2023 edition of national map released » in *China Daily*,

<https://www.chinadaily.com.cn/a/202308/28/WS64ec91c2a31035260b81ea5b.html>, 2023/8/28 ; Abhinav Singh, « Explained : China releases distorted 'standard' map. What exactly is the controversy? » in WION, <https://www.wionews.com/world/explained-china-releases-distorted-standard-map-what-exactly-is-the-controversy-630264>, 29/8/2023.

³⁴⁴ Voir SV, AFP, « L'Assemblée nationale a adopté une résolution dénonçant le « génocide » des Ouïghours par la Chine » in *BFMTV*, https://www.bfmtv.com/politique/l-assemblee-nationale-adopte-une-resolution-denoncant-le-genocide-des-ouighours-par-la-chine_AD-202201200244.html, 20/1/2022.

pas empêché M. Clinton de dire en 2012, à l'occasion de l'entrée de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce, que cela accélérerait sa libéralisation, tant sur le plan économique que politique.

M. Xi, arrivé au pouvoir en cette même année 2012, a rendu le régime communiste encore plus intolérant, agressif et nationaliste. Deng Xiaoping avait abrogé le contrôle idéologique sur le peuple et celui de l'État et du parti sur l'économie. Selon M. Xi, cela a mené à un écart sans précédent entre les pauvres et les riches, et permis aux Américains d'infiltrer la Chine et de maîtriser une partie de l'économie chinoise. M. Xi a donc restauré le contrôle idéologique. Sous sa direction, le parti communiste chinois³⁴⁵ est devenu de plus en plus répressif, il surveille strictement la population, notamment par des techniques de reconnaissance faciale et la supervision de l'internet, à la fois pour des raisons politiques et pour faire face aux effets désastreux du modèle de développement défaillant.

M. Xi dit vouloir lutter contre la corruption, associer puissance, richesse et renaissance nationale, faire le bonheur du peuple et développer les Nouvelles routes de la soie. Or, après dix ans de pouvoir, la corruption persiste et s'il a réduit la pauvreté et la pollution en Chine, 900 millions de Chinois vivent encore avec moins de 2.000 yuans (270 €) par mois.

Le parti communiste chinois a fêté en 2021 ses 100 ans en promettant de « fracasser la tête et répandre le sang » de tous ceux qui voudraient l'intimider.³⁴⁶ Son impérialisme est facilité par le laxisme de nos dirigeants politiques et par

³⁴⁵ Selon Pierre Servent, *Le monde de demain*, Paris, Robert Laffont, 2022, p. 219, sous M. Xi, ce parti dirige le gouvernement, l'armée, la société et l'université. Il compterait 90 millions de membres pour une population de 1,4 milliards d'habitants.

³⁴⁶ Voir Frédéric Lemaître, « Xi Jinping a de nombreux ennemis parmi les cadres du parti, mais ils n'ont pas réussi à se coaliser » in *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/international/article/2021/09/15/xi-jinping-a-de-nombreux-ennemis-parmi-les-cadres-du-parti-mais-ils-n-ont-pas-reussi-a-se-coaliser_6094758_3210.html, 15/9/2021.

la courte vue des élites économiques occidentales, qui nous ont conduits à une dépendance dont le caractère excessif est apparu au cours de la pandémie Covid-19 et lorsque le porte-conteneurs *Ever Given* a temporairement obstrué le canal de Suez.

Sous M. Xi, la Chine tente de dominer la gouvernance onusienne. Elle viole l'intégrité territoriale des États riverains de la mer de Chine méridionale, soit le Vietnam, la Malaisie, les Philippines et Brunei, en construisant de multiples îlots qu'elle militarise à outrance, pour accaparer la zone économique exclusive qui les entoure. Elle est menaçante envers les États libéraux de la zone indopacifique, en particulier l'Australie. Dans cette zone, elle conteste la présence des Européens, notamment de la France en Nouvelle-Calédonie, en soutenant les indépendantistes Kanaks. Le Japon, le Vietnam, Singapour, les Philippines et l'Indonésie voient leurs voies de communication maritimes vers l'Europe contrôlées par la marine chinoise. La France, dont le domaine maritime est le deuxième au monde par sa taille, perçoit une menace pour la liberté de navigation dans l'indopacifique, de même que la Grande-Bretagne, mais elles sont désarmées.³⁴⁷ Au Tibet, au Népal, dans le royaume du Bhoutan, dans le Cachemire, l'Inde et la Chine se disputent le contrôle de l'accès à l'eau, les couloirs économiques, les zones de déploiement militaire, avec de l'argent, de l'aide au développement, des promesses de soutien politique et des armements.³⁴⁸ Le Canada, le Danemark et la Norvège prennent ombrage de la présence permanente de la Chine dans l'Arctique.

³⁴⁷ sn, "La Belt and Road Initiative : une stratégie maritime chinoise" in *Brèves marines*, n° 246, <https://cesm.marine.defense.gouv.fr/images/breves/BM-246---BRI-2.pdf>, janvier 2022.

³⁴⁸ La Chine a déployé au Xinjiang et au Tibet, face à l'Inde, des chars légers de 33 tonnes, aptes à opérer au-dessus de 4.300 m d'altitude et armés d'un canon de 105 mm. Voir Gabriel Dominguez, « Type 15 light tank enters service in Xinjiang » in *Jane's Defence Weekly*, 10/02/2021.

M. Xi veut en outre annexer Taïwan. Le 16 juin 2022, après une rencontre entre ministres de la Défense chinois et américain, un porte-parole chinois a dit : « Si quelqu'un ose séparer Taïwan de la Chine, l'armée chinoise n'hésitera pas un instant à déclencher une guerre, quel qu'en soit le coût ». ³⁴⁹ Taïwan intéresse les Occidentaux. Son régime démocratique contraste avec le totalitarisme communiste. Par le détroit de Taïwan passe le trafic allant de Corée du Sud et du Japon vers l'Europe. L'île réalise 63 % de la production mondiale de semi-conducteurs. Sa côte orientale donne accès aux eaux profondes, les seules où les sous-marins chinois lanceurs de missiles balistiques sont en sécurité, ce qui n'est guère le cas de 14.000 km de côtes chinoises.

Dans le reste du monde, la Chine exerce de multiples pressions, par exemple pour empêcher l'organisation en France d'une exposition sur la Mongolie. Elle mène de nombreuses cyberattaques, elle pratique la désinformation et le piratage informatique. Elle méconnaît la démocratie, la séparation des pouvoirs, l'État de droit, les libertés fondamentales, en particulier celles de la presse, d'expression et de culte, le suffrage universel, libre et multipartis. ³⁵⁰

M. Xi a contribué à montrer que la mondialisation n'est pas nécessairement synonyme de paix dans le monde, de prospérité généralisée et de développement de la démocratie, que la libéralisation économique n'entraîne pas nécessairement l'ouverture politique. L'amélioration du niveau de vie de la classe moyenne chinoise ne suscite pas une forte revendication de liberté. Cette classe moyenne peut user des médias sociaux, sous surveillance : il est interdit d'en

³⁴⁹ AFP, "La Chine "n'hésitera pas à déclencher une guerre" pour Taïwan" in *La Libre*, <https://www.lalibre.be/international/asie/2022/06/10/la-chine-nhesitera-pas-a-declencher-une-guerre-pour-taiwan-7QLGNYW7SBCXVAXJ3SAT7VYZYE/>, 10/6/2022.

³⁵⁰ Voir Aquilino Morelle, *L'opium des élites. Comment on a défait la France sans faire l'Europe*, op.cit., p. 398-400.

faire un usage politique. Elle peut voyager à l'étranger et n'en profite pas pour y rester, notamment parce que la sortie des capitaux est difficile. **En revanche, la libre compétition des idées autres que politiques est un fait, car elle contribue à renforcer la puissance chinoise.** Le partenariat biaisé de la Chine avec l'Occident lui a permis de multiplier son PIB par 30 en 40 ans, ce qui donne à M. Xi les moyens économiques, technologiques et militaires de promouvoir un nouvel ordre international favorable aux autocrates et de constituer pour les Occidentaux la pire menace.

L'effort de défense de la Chine, qui est de 2% du PIB environ, a cru plus vite que son PIB, passant de 5 milliards \$ en 1989 à 224 milliards \$ en 2023.³⁵¹ La Chine et ses alliés contestent la suprématie de l'Occident dans le cyberspace et l'espace circumterrestre. La Chine augmenterait substantiellement le nombre des missiles capables de frapper le continent américain.³⁵² M. Smith, directeur de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI) a communiqué via l'Agence France-Presse que la Chine a fait passer son stock de 350 à 410 têtes nucléaires ; elle ambitionne d'en avoir 1.000 en 2030. L'Inde, le Pakistan, la Corée du Nord et la Russie ont augmenté leurs stocks de 4.477 à 4.489 têtes, tandis que les autres puissances nucléaires les ont maintenus stables.³⁵³

³⁵¹ Selon l'American Enterprise Institute, la Chine dépense 711 milliards \$ par an pour son armée. En mars 2024, les autorités chinoises ont annoncé une augmentation de 7,2 % des dépenses de défense. Voir Mitch McConnell, "The Price of American Retreat" in *Foreign Affairs*, January / February 2025, https://www.foreignaffairs.com/united-states/price-american-retreat-trump-mitch-mcconnell?utm_medium=promo_email&utm_source=fa_edit&utm_campaign=pre_release_mcconnell_b&utm_content=20241216&utm_term=ESZZZ004D4, 16/12/2024.

³⁵² Voir Gabriel Dominguez, « China to field more nuclear weapons that can target the United States, says report » in *Jane's Defence Weekly*, 20/01/2021.

³⁵³ Voir AFP, "La Chine a augmenté son arsenal nucléaire dans un contexte de tensions globales croissantes" in *Connaissance des énergies*, <https://www.connaissancedesenergies.org/afp/la-chine-augmente-son->

L'Armée populaire de libération est forte de deux millions de soldats. Malgré une modernisation et des exercices à grande échelle, l'Armée populaire de libération n'est plus familiarisée avec les guerres de haute intensité depuis 1979, ce qui soulève des doutes quant à sa résilience. La Chine dispose de la plus grande force aérienne de la région indopacifique, plus de la moitié de ses avions étant de quatrième ou cinquième génération.³⁵⁴ Depuis 2014, la Chine a construit l'équivalent des marines britannique et française, elle surclasse celles de la Russie et de l'Inde, mais si la flotte chinoise a plus de navires³⁵⁵ que celle des États-Unis d'Amérique, ceux-ci disposent de 11 porte-avions de 100.000 tonnes. La Chine commence seulement à acquérir la technologie nécessaire pour construire et mettre en œuvre ces bâtiments complexes.

Pour déployer sa flotte, la Chine a besoin de ports et d'aéroports ailleurs que dans les pays que sa montée en puissance et son agressivité inquiètent et qui se coalisent contre elle, comme le Japon, la Corée du Sud, Taïwan, les Philippines, le Vietnam, la Malaisie, l'Indonésie, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les territoires européens de la zone indopacifique, l'Inde et les États-Unis d'Amérique. En outre, les îles Tuvalu, Marshall, Palau et Nauru reconnaissent Taïwan. C'est pourquoi, en 2013, M. Xi a lancé la « Belt and Road Initiative », pour assurer soi-disant

[arsenal-nucleaire-dans-un-contexte-de-tensions-globales-croissantes-230612](#), 12/6/2023.

³⁵⁴ Voir Voice of America News, "China Expands Defense Budget 7.2%, Marking Slight Increase" in *Defense-aerospace.com*, https://www.defense-aerospace.com/china-expands-defense-budget-7-2-marking-slight-increase/?utm_source=mailpoet&utm_medium=email&utm_campaign=les-newslettertotal-derniers-articles-de-notre-blog-11, 5/3/2023.

³⁵⁵ Les États-Unis d'Amérique gardent la première capacité de projection de force ; ils disposent de 11 porte-avions de 100.000 tonnes. La Chine n'a que deux porte-aéronefs (le Liaoning et le Shandong), et un porte-avion, le Fujian, celui-ci est comparable aux porte-avions américains Ford et Kennedy, si l'on excepte qu'il n'est pas équipé d'une source d'énergie nucléaire. Voir sn, « Armed to the teeth » in *Jane's Defense Weekly*, <https://emagazines.janes.com/webviewer>, 31/01/2023.

la sécurité des voies maritimes jusqu'au Moyen-Orient et garantir l'approvisionnement énergétique. Elle se retourne contre la Chine, car les échanges sont déséquilibrés et les prêts chinois ont des taux trop élevés. Bien des pays qui ont reçu des fonds ou accueilli des investissements chinois développent à présent un fort sentiment antichinois.

C'est aussi pourquoi le ministre des Affaires étrangères chinois a visité, du 26 mai au 4 juin 2023, le Timor oriental, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les îles Salomon, Kiribati, Vanuatu, Fidji, Tonga et Samoa, afin d'y signer des accords sécuritaires et économiques bilatéraux. Ceux-ci portent sur l'agriculture, ce qui permet aux Chinois de s'installer à terre, sur la pêche, sur l'assistance humanitaire, sur la réponse aux catastrophes, ce qui permet d'envoyer des navires, et sur les investissements, ce qui aide à prendre le contrôle des télécommunications, des ports ou des aéroports.³⁵⁶ La Chine a en outre créé deux importantes bases militaires, au Cambodge et à Djibouti. Il ne lui manque que des arrangements logistiques suffisants pour soutenir des opérations expéditionnaires, faute de partenaires fiables.

M. Xi veut, avant le centenaire de l'arrivée au pouvoir des maoïstes en 1949, **effacer avec son *Hard Power*** l'humiliation **que la Chine** a subie depuis la première guerre de l'opium (1839-1842) et pour cela la porter au tout premier rang, sur les plans économique, stratégique et idéologique. Il voit l'idéologie « socialiste » chinoise évincer le modèle occidental, **alors que ce communisme totalitaire semblait condamné à s'étioler il y a quelques années.**

C'est sans doute ce qui explique que sa position au sein du parti communiste a été confirmée par le 20^{ème} congrès en octobre 2022, malgré sa gestion désastreuse de la pandémie Covid-19 et de l'économie. Il a obtenu le 9 mars 2023 un

³⁵⁶ Voir Nathalie Guibert, « Le but de la Chine est de bouter les Etats-Unis hors du Pacifique » in *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/international/article/2022/06/03/le-but-de-la-chine-est-de-bouter-les-etats-unis-hors-du-pacifique_6128852_3210.html, 3/6/2022.

troisième mandat présidentiel, une première depuis Mao, mais les Chinois, pourtant habitués au totalitarisme, ont fini en novembre 2022 par s'indigner de l'impuissance du gouvernement à vacciner efficacement les personnes âgées vulnérables, à fournir les pharmacies en médicaments antiviraux et en remèdes contre la fièvre, ainsi qu'à tirer les leçons de l'expérience d'autres pays et du territoire de Hong Kong. L'imposition du vaccin chinois, moins efficace que les vaccins occidentaux et l'écart manifeste entre la propagande et les faits, ont transformé l'indignation en colère, qui a été amplifiée par la constatation que les autorités punissent ceux qui disent la vérité, comme ce fut le cas à Wuhan lors de l'apparition de la pandémie. M. Xi a dû abandonner sa politique du zéro-Covid. En revanche, pour répondre au vœu du parti communiste chinois, qui aspire au contrôle des médias, des systèmes politiques, des populations et de l'accès aux ressources naturelles, M. Xi referme la Chine sur elle-même, augmente le protectionnisme, assiste impuissant à la réduction de son commerce extérieur, tente en vain de développer la demande intérieure et réprime les partisans du libéralisme politique, ainsi que la minorité ouïghoure.³⁵⁷ Li Qiang, un proche de Xi Jinping, a été désigné Premier ministre de la Chine le 11 mars, malgré sa gestion chaotique du confinement à Shanghai, où il était responsable du parti communiste.

Cela ne suscite guère d'opposition en Chine. Depuis Confucius, les droits de la communauté priment sur ceux des individus qui la composent, tandis que notre vie sociale est fondée sur l'équilibre entre les droits individuels de la personne et ses devoirs vis-à-vis de la collectivité. Ce débat n'est pas seulement culturel, il concerne aussi le domaine économique et social, la Chine contestant à l'Organisation internationale du travail l'universalité et la légitimité des normes sociales fondamentales.

³⁵⁷ Voir Kevin Rudd, « Sur la Chine, les Américains n'ont pas de stratégie » in *Le Monde*, 11-12/8/2019, p. 2.

Le nouveau concept économique de M. Xi, qui consiste à découpler la Chine de l'Occident et à reprendre le contrôle des grandes entreprises, a sapé la confiance des investisseurs, particulièrement dans le secteur technologique, le plus rétif au contrôle et à la répression.³⁵⁸ Cela n'aide pas à régler les problèmes structurels qui rendent la Chine vulnérable.³⁵⁹ Le vieillissement de la population chinoise est le pire sur terre, car la politique de l'enfant unique a été maintenue avec trop de rigueur et trop longtemps. Le nombre de Chinois en âge de travailler décroît déjà.

Les communes et le secteur immobilier sont surendettés. La Banque centrale ne peut donc pas soutenir la croissance par une politique monétaire accommodante. Le gouvernement chinois doit se contenter de mesures peu décisives, comme la réduction du premier acompte sur les prêts immobiliers et les taux hypothécaires. Cela ne suffira pas à relancer le marché immobilier, qui représente environ un quart de l'économie chinoise. Deux ans après les problèmes rencontrés par le promoteur *Evergrande, Country Garden* est en difficulté pour payer les intérêts de ses obligations ce qui pourrait contaminer le secteur financier et le reste de l'économie chinoise. Pour aider les banques, la banque centrale a réduit les réserves de devises qu'elles doivent détenir à 4 % du capital au lieu de 6 %, ce qui permet de soutenir le yuan et d'octroyer de nouveaux prêts immobiliers, mais risque de saper la confiance des épargnants.

Pour occulter ses échecs intérieurs, M. Xi s'active sur la scène internationale. Il dénonce les actes d'hégémonie, de despotisme et d'intimidation posés par les Occidentaux et

³⁵⁸ Voir Céline Boulenger, "Les nombreuses faiblesses de l'économie chinoise" in *AGEFI-Luxembourg*, juin 2022, p. 12.

³⁵⁹ Voir Toshi Yoshihara, Jack Bianchi, « Seizing on Weakness: Allied Strategy for Competing With China's Globalizing Military » in *Center for Strategic and Budgetary Assessment*, <https://csbaonline.org/research/publications/seizing-on-weakness-allied-strategy-for-competing-with-chinas-globalizing-military>, 4/1/2021.

en particulier par les Américains. Il aide la Corée du Nord à augmenter ses forces stratégiques, tant en termes de missiles qu'en termes d'armes nucléaires.³⁶⁰ Au Moyen-Orient, il a obtenu, le 10 mars 2023, la reprise des relations diplomatiques entre l'Arabie saoudite et l'Iran, après une rupture de 7 ans. Il ne condamne pas l'agression de Poutine en Ukraine, car il estime qu'elle fait partie de la zone d'influence russe.³⁶¹ Il soutient politiquement et économiquement la Russie. Cela lui coûte cher, car M. Biden a conservé les sanctions commerciales décidées par M. Trump et il en a ajouté de nouvelles. *L'Executive Order* signé en juillet 2023 interdit aux Américains d'investir en Chine dans l'intelligence artificielle, les ordinateurs quantiques et les semi-conducteurs. Le 7 octobre 2022, M. Biden a interdit l'exportation de semi-conducteurs de pointe vers la Chine. En conséquence, Hewlett Packard investit pour produire en Thaïlande, au Vietnam et au Mexique. Dell veut sortir de Chine. Sony a fait de même pour 90% de ses appareils photos, ne produisant plus en Chine que pour le marché intérieur. Apple va vers l'Inde et le Sud-Est asiatique. Ces désinvestissements s'ajoutent à la baisse de 80% en 2022 des montants investis en Chine par les fonds de capital-risque américains. En représailles, la Chine restreint ses exportations de gallium et de

³⁶⁰ Voir Gabriel Dominguez & Dae Young Kim, « North Korea expands number of ballistic missile units, says Seoul » in *Jane's Defence Weekly*, 10/02/2021.

³⁶¹ La guerre en Ukraine a rendu la Russie de plus en plus dépendante de la Chine, notamment sur le plan économique : plus de 40 % des importations russes viennent de Chine, qui fournit des matières premières et des composants électroniques indispensables à l'effort de guerre. Les importations chinoises de pétrole russe ont augmenté de 8 % en 2022, les importations de gaz russe, de 50 %. Cela explique en partie pourquoi les sanctions occidentales ont eu moins d'effet sur l'économie russe qu'escompté. Le déficit budgétaire russe s'est toutefois creusé après que l'Occident a fixé des plafonds de prix et décrété des embargos sur les exportations de gaz et de pétrole russes. Voir Pjotr Sauer, Amy Hawkins, “ ‘Good old friend’: Putin offers praise for Xi ahead of first trip to Russia since Ukraine invasion ” in *The Guardian*, <https://www.theguardian.com/world/2023/mar/20/xi-set-to-visit-russia-in-trip-that-will-reaffirm-ties-with-putin-china>, 20/3/2023.

germanium, qui sont nécessaires pour produire certains composants électroniques.³⁶²

L'économie chinoise a été affaiblie par plus de deux ans de politique du « zéro Covid ». Au début du second semestre 2023, elle a basculé dans la déflation. L'indice des prix a reculé de 0,3 % en juillet. Au 1^{er} semestre, la croissance du PIB s'est limitée à 0,8%. L'économie n'est plus portée comme les années passées par Huawei, Alibaba, Tencent, TikTok et l'immobilier. L'exportation a baissé de 14,2 % en juillet, à cause de la demande internationale faible et de l'effet des sanctions prises en Occident pour cause de son soutien à la Russie. Le secteur immobilier est en crise. La demande intérieure est faible, en particulier pour les voitures et les logements. Les Chinois épargnent par précaution, car ce qu'ils ont placé dans l'immobilier se déprécie en dehors de Pékin, Shenzhen et Shanghai, et la sécurité sociale est peu généreuse. La plupart des 290 millions de travailleurs migrants en sont exclus.³⁶³

Le surendettement des collectivités locales empêche le gouvernement de prendre des mesures de relance permettant de compenser la chute des investissements étrangers. Le taux de chômage des jeunes a atteint 21 %, soit le double de ce qu'il est au Royaume-Uni et près de trois fois le taux américain. La remise annuelle des diplômes à 11-12 millions d'étudiants au cours de l'été aggrave les difficultés à trouver un emploi convenable, car la plupart des emplois se situent dans l'économie informelle, sont peu rémunérés et peu qualifiés, par rapport aux emplois de meilleure qualité dans l'industrie manufacturière et la construction. Sous la direction de Xi Jinping, la Chine a généré une montagne de créances douteuses, d'infrastructures de transport et de biens immobiliers peu utiles ou non rentables, de capacités de production

³⁶² Voir Claudia Cohen, Lucas Mediavilla, « Les États-Unis intensifient leur « guerre de la tech » contre la Chine » in *Le Figaro*, 14/8/2023, p. 22.

³⁶³ Voir Armelle Bonheust, « La Chine encalminée plonge en déflation » in *Le Figaro*, 10/8/2023, p. 22.

excédentaires, par exemple dans les secteurs du charbon, de l'acier, des panneaux solaires et des véhicules électriques. La productivité ne croît plus et la Chine a l'un des niveaux d'inégalité les plus élevés au monde.³⁶⁴

La Chine bénéficie toutefois de ses investissements passés dans la recherche scientifique et technologique. Elle devance les États-Unis d'Amérique dans la course à la technologie dans 37 des 44 domaines critiques et émergents, elle brille dans les batteries électriques, l'hypersonique, les matériaux et la fabrication à l'échelle nanométrique, l'hydrogène et l'ammoniac pour l'énergie, la biologie synthétique et les communications de 5^e et de 6^e génération. Les Américains ne sont plus les premiers que dans sept technologies, telles que les vaccins, l'informatique quantique et les systèmes de lancement spatial. L'Inde, le Royaume-Uni, la Corée du Sud, l'Allemagne, l'Australie, l'Italie et le Japon ne gardent que quelques points forts.³⁶⁵

L'ancien secrétaire américain à la défense, Robert M. Gates, estimait en 2023 que la Chine possédait plus de navires de guerre que les Américains, qu'elle avait modernisé et restructuré ses forces conventionnelles, qu'elle avait presque doublé ses forces nucléaires stratégiques, qu'elle avait amélioré son système de commandement et de contrôle, qu'elle renforçait ses capacités dans l'espace et le cyberspace, qu'elle était le premier partenaire commercial de plus de 120 pays, dont la quasi-totalité des pays d'Amérique du Sud, qu'elle participait au développement des infrastructures dans plus de 140 pays, qu'elle possédait, gérait ou avait investi dans plus de 100 ports dans une soixantaine de pays, qu'elle disposait d'un vaste réseau de propagande pour mettre en évidence le déclin de l'Occident,

³⁶⁴ Voir George Magnus, "China's recent economic woes suggest there is something seriously amiss" in *The Guardian*, <https://www.theguardian.com/business/2023/aug/11/china-economic-problems-show-things-are-seriously-amiss>, 11/8/2023.

³⁶⁵ Voir Daniel Hurst, "China leading US in technology race in all but a few fields, thinktank finds" in *The Guardian*, <https://www.theguardian.com/world/2023/mar/02/china-leading-us-in-technology-race-in-all-but-a-few-fields-thinktank-finds>, 2/3/2023.

éroder la confiance dans les institutions internationales et vanter le modèle chinois de développement et de gouvernance.³⁶⁶

La Chine met en question l'hégémonie américaine sur les plans économique, scientifique et militaire, comme l'Allemagne le faisait vis-à-vis de la Grande-Bretagne au début du XX^e siècle. Il y a donc un vrai risque de confrontation, qui pourrait venir d'une série d'incidents non maîtrisés.³⁶⁷ Les plus proches collaborateurs de M. Biden font tout pour réduire la tension avec la Chine, tout en restant fermes, notamment pour le contrôle de l'exportation des technologies avancées. Le 20 juillet 2023, M. Kissinger a été reçu à Pékin par Xi Jinping, Wang Yi, le ministre des Affaires étrangères et Li Shangfu, le ministre de la Défense, beaucoup plus chaleureusement que les précédents visiteurs américains, Janet Yellen, la secrétaire d'État au Trésor, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères Anthony Blinken, l'envoyé spécial pour le climat John Kerry et le directeur de la CIA, Bill Burns. Li Shangfu a récemment refusé de recevoir le secrétaire d'État à la défense, Lloyd Austin. Mme Yellen a récemment rappelé que les économies américaine et chinoise restent extrêmement interdépendantes et qu'un découplage serait irresponsable. Le 27 avril, le conseiller à la sécurité nationale de M. Biden, Jake Sullivan, a proposé une nouvelle stratégie américaine inspirée du New Deal, englobant la politique, la géopolitique, la sécurité nationale, l'économie et le commerce, pour remplacer la stratégie des années 1980, qui fondait la puissance américaine sur la libéralisation de l'économie, le libre-échange et la réduction de la place de l'État. M. Sullivan propose une intervention beaucoup plus forte de l'État dans l'économie, notamment par des politiques industrielles liées à la stratégie de sécurité

³⁶⁶ Voir Robert M. Gates, "The Dysfunctional Superpower. Can a Divided America Deter China and Russia?" in *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/united-states/robert-gates-america-china-russia-dysfunctional-superpower?>, 29/9/2023.

³⁶⁷ Voir Martin Bernier, "Pour Kissinger, il y a un vrai risque de confrontation entre Américains et Chinois" in *Le Figaro*, 1/8/2023, p. 19.

nationale, notamment vis-à-vis de la Chine. Cela va obliger l'Europe, le Japon, la Corée du Sud, etc., à développer leurs propres politiques industrielles.

Quelle attitude adopter envers M. Xi ?

La Chine, puissance ³⁶⁸ montante, conteste l'hégémon américain. Comme Périclès nous l'a appris, l'hégémon n'a pas d'autre choix que de détruire le contestataire, ou de se soumettre à lui. C'est le piège de Thucydide, que Xi a évoqué pour mettre en garde Trump lors de sa visite d'État en Chine le 14 mai 2026.³⁶⁹

Les conditions sont réunies pour une escalade. Les Américains veulent rester la seule superpuissance. A Washington, certains politiques veulent une guerre commerciale, pour forcer les Chinois à respecter la propriété intellectuelle, à mettre fin aux transferts illégaux de technologies, à limiter les subventions d'État aux entreprises, à garantir le statu quo militaire. D'autres veulent couper la Chine des marchés financiers, limiter l'accès de ses entreprises aux places financières, restreindre les crédits bancaires, comme c'est le cas pour le Venezuela et l'Iran, afin d'empêcher la Chine de s'élever davantage. D'autres Américains encore visent à bloquer les routes de la soie et les revendications territoriales chinoises dans la mer de Chine méridionale, y compris par des opérations navales et par l'interdiction aux firmes américaines et alliées d'aider au développement technologique chinois.

M. Xi remet en question les règles maritimes, il entrave la liberté de navigation et il cherche à contrôler les principaux détroits essentiels au transport maritime entre l'Asie du Sud-Est et l'Europe. En conséquence, les navires américains acceptent des risques tactiques calculés et une position plus affirmée dans les opérations quotidiennes, pour arrêter les

³⁶⁸ Devenir une puissance tient à la démographie, à l'innovation technico-scientifique, à l'économie, au commerce international et aux capacités militaires.

³⁶⁹ Voir Célian Boulens, « Donald Trump a-t-il compris le « Piège de Thucydide » ? » in *Revue de Défense nationale*, https://www.defnat.com/e-RDN/affiche_breve.php?cid=949, 18/5/2026.

agressions, l'expansionnisme et les violations du droit international, notamment en mer de Chine du Sud.³⁷⁰ La confrontation est probable dans la décennie à venir, mais elle n'est pas inéluctable, car l'Amérique pourrait choisir de faire comprendre à M. Xi que restaurer sa croissance économique lui impose de modérer ses dépenses militaires et son agressivité puis, comme l'ont fait MM. Nixon et Kissinger, opposer la Chine et la Russie.³⁷¹

M. Biden avait amélioré la préparation de ses forces armées, y compris les *Coast Guards* et les *National Guards*, aux futurs conflits militaires, car les opérations américaines des dernières décennies ont surtout affronté les djihadistes et non une armée moderne comme celle de la Chine. Il savait que, dans le conflit entre l'Occident et le bloc formé par la Chine, la Russie, la Corée du Nord, le Pakistan et l'Iran, les Américains auront notamment besoin du Canada, du Japon, de l'Australie, de l'Inde et de l'Europe.³⁷² C'est pourquoi il avait revitalisé son réseau d'alliés et de partenaires, mis à mal par la priorité que les précédents présidents américains avaient donnée à leur intérêt national, au détriment des Indochinois, Iraniens, Somaliens, Irakiens, Afghans, Kurdes, etc., qui leur avaient fait confiance. Trump renoue avec cette pratique ancienne.

³⁷⁰ Voir Helen Davidson, "US Navy to adopt 'more assertive posture' against China and Russia" in *The Guardian*, <https://www.theguardian.com/us-news/2020/dec/18/us-navy-to-adopt-more-assertive-posture-against-china-and-russia>, 18/10/2020.

³⁷¹ Voir Marc-Olivier Bherer, "Guerre en Ukraine : « Nous avons quitté l'ancien monde dans lequel l'économie a, pendant trente ans, dominé le politique » " in *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/05/02/guerre-en-ukraine-nous-avons-quitte-l-ancien-monde-dans-lequel-l-economie-a-pendant-trente-ans-domine-le-politique_6124404_3232.html, 2/5/2022.

³⁷² Voir Jean-Yves Heurtebise, « Pour être sûr que la troisième guerre mondiale n'aura pas lieu, il faut voir qu'elle est en train de commencer et savoir s'y préparer » in *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/07/16/pour-etre-sur-que-la-troisieme-guerre-mondiale-n-aura-pas-lieu-il-faut-voir-qu-elle-est-en-train-de-commencer-et-savoir-s-y-preparer_6088399_3232.html, 16/8/2021.

L'Europe doit comme les États-Unis d'Amérique redéfinir ses relations avec la Chine. Le 30 mars 2023, M^{me} von der Leyen affirmait que face à la volonté de la Chine de devenir la nation la plus puissante au monde, l'Europe doit prendre acte du fait que la Chine est devenue plus répressive à l'intérieur de ses frontières et plus agressive à l'étranger. Néanmoins, sachant que la Chine représente 9 % de nos exportations et plus de 20 % de nos importations, la présidente de la Commission européenne compte sur la Chine pour freiner le changement climatique et améliorer la protection de la nature tout en prétendant avoir une attitude plus ferme envers elle.³⁷³ Elle présente la Chine comme étant à la fois rivale, partenaire et concurrente. M^{me} von der Leyen a cru pouvoir dissocier les domaines politique, économique et climatique dans ses rapports avec Pékin et se distancier de M. Biden, notamment en accompagnant M. Macron dans leur inutile, voire nuisible, visite à M. Xi des 6 et 7 avril 2023 car, contrairement à M. Biden, ni M. Macron, ni elle, n'ont la démographie et les capacités militaires de leur politique. Comme celles de MM. Scholz et Sánchez, leur visite à M. Xi a incité celui-ci à croire qu'il peut diviser l'Occident.

J'avais suggéré, dans la première édition de ce livre, que les dirigeants chinois, plutôt que de garder, comme le kaiser Guillaume II, une attitude revancharde potentiellement suicidaire, remettent en vigueur les préceptes de Deng Hsiao-Ping : les libertés individuelles dans le cadre de l'économie socialiste de marché à l'intérieur et des relations apaisées avec le reste du monde et les complètent par une évolution vers la démocratie politique et économique, afin de faire de la Chine un pays développé, libéralisé et ouvert. M. Xi a malheureusement choisi de refermer ce pays, ce qui réduit son commerce extérieur ; il augmente le protectionnisme, il

³⁷³ Voir Nicolas Gros-Verheyde, "Il faut définir une attitude plus ferme avec la Chine. Dixit U. von der Leyen" in *Bruxelles2*, https://club.bruxelles2.eu/2023/03/actualite-il-faut-definir-une-attitude-plus-ferme-avec-la-chine-dixit-u-von-der-leyen/?utm_source=mailpoet&utm_medium=email&utm_campaign=b2-pro-notif-article, 30/3/2023.

tente de développer la demande intérieure et il réprime les partisans du libéralisme politique, notamment mais pas seulement à Hong Kong, ainsi que les Ouïghours et les Tibétains.³⁷⁴ L'économie chinoise en souffre : la productivité stagne à cause du contrôle tatillon du parti sur les entreprises et de la démotivation de la population, à cause notamment de la déconfiture du secteur immobilier.

Néanmoins, Xi a choisi l'escalade : il a sanctionné 14 entreprises européennes, dont Rheinmetall, interdisant de leur vendre des biens à double usage, en réponse aux sanctions de l'UE contre 14 firmes de Chine et de Hong Kong, en raison de leur appui à l'industrie militaire russe.³⁷⁵

Les Américains et leurs alliés devraient s'opposer aux ambitions de M. Xi, sinon il se sentira libre de conquérir Taïwan, puis le Pacifique occidental, puis il s'imposera au Moyen-Orient.³⁷⁶ En répondant vigoureusement à l'expansion chinoise, les Américains et leurs alliés peuvent obliger Pékin à répartir ses ressources, qui restent limitées. Ils devraient démontrer de manière crédible leur capacité à mettre en danger les forces et l'économie chinoises et mener une contre-offensive diplomatique et d'information coordonnée. Ils devraient attirer l'attention des États ayant des relations commerciales avec la Chine sur les risques de dépendance envers elle et démontrer leur capacité à les protéger par des exercices navals multinationaux dans les mers proches, montrant qu'une agression chinoise serait contrée par une réponse coalisée. Avec l'imprévisible Trump, cela sera-t-il possible ?

4.3. LA TURQUIE, UN PIED DANS CHAQUE CAMP

³⁷⁴ Voir Kevin Rudd, « Sur la Chine, les Américains n'ont pas de stratégie » in *Le Monde*, 11-12/8/2019, p. 2.

³⁷⁵ Voir AFP, « En soutien à Poutine, la Chine sanctionne les Européens » in *Blick*, <https://www.blick.ch/fr/monde/ukraine-en-soutien-a-poutine-la-chine-sanctionne-leurope-id22132310.html>, 24/7/2026.

³⁷⁶ Voir Gabriel Dominguez, « China authorises coast guard's use of firepower against foreign vessels » in *Jane's Defence Weekly*, 25/01/2021.

Erdoğan, né en 1954 à Istanbul, en est élu maire en 1994. En 2002, il remporte les législatives et en 2003 il devient premier ministre. Ce populiste a su rallier les électeurs pieux et défavorisés, les milieux d'affaires, les Kurdes et les gens déçus par le Parti républicain du peuple (CHP) fondé par Mustafa Kemal Atatürk, le père de la Turquie moderne. Il fait face à l'exode rural et à la croissance démographique : en 1954, Istanbul avait 1,5 million d'habitants, en 2023, 16 millions.

La Turquie est candidate à l'adhésion à l'UE, officiellement depuis les années 1960 et officiellement depuis 1987, mais l'UE ne lui a reconnu le statut de candidat qu'en 1999, et n'a guère fait progresser le processus d'adhésion. Erdoğan s'est donc appliqué à séduire les dirigeants belges et allemands du Parti populaire européen. Dès 2003, ils l'ont considéré comme un « musulman-démocrate ». Ils ont envisagé d'accueillir son Parti de la justice et du développement (AKP) au sein du « Parti populaire européen », un des sept groupes politiques au Parlement européen, constitué par les députés de quatorze partis de centre-droite, dont six se disent démocrates-chrétiens. Pourtant, Erdoğan refusait de reconnaître la République de Chypre et ne remettait pas en question l'occupation par l'armée turque du nord de l'île de Chypre, qui date de 1974, ni l'existence de la république turque de Chypre du Nord, créée par la Turquie en 1983, mais qu'elle n'a pu faire reconnaître internationalement.

Après l'entrée de Chypre dans l'UE en 2004, les relations entre la Turquie et l'UE se sont détériorées. Erdoğan est devenu de plus en plus intolérant, autoritaire et impérialiste. Il semble avoir pris comme modèle le sultan et calife Soliman II le Magnifique (1494-1566). Ayant conquis en partie la Hongrie, celui-ci a, en 1529, assiégé Vienne, mais en vain. Cela ne l'a pas empêché d'ajouter l'année suivante

à ses titres celui d'empereur de l'Europe,³⁷⁷ ce qui a effrayé les Européens, et notamment l'humaniste et pacifiste Érasme.³⁷⁸ Dans son opus de 1530, *De bello turcico* (De la guerre contre les Turcs),³⁷⁹ celui-ci a exhorté vainement les souverains d'Occident à unir leurs efforts pour chasser les Ottomans de nos contrées.³⁸⁰ « Aucun évènement politique [n'a] autant ébranlé, secoué, tourmenté, interrogé, interpellé [Érasme que l'avancée des Turcs. Dans des centaines de lettres,³⁸¹ il a écrit que] les rivalités entre princes chrétiens ruinent la chrétienté. [II] répète inlassablement qu'il devient de plus en plus urgent de coaliser les forces européennes. Mais personne n'écoute Érasme parce que personne ne veut ou ne peut comprendre le langage de la raison. ». ³⁸²

Du 14 juillet au 12 septembre 1683, l'armée ottomane a de nouveau assiégé Vienne, jusqu'à ce qu'une armée polonaise, conduite par le roi Jean III Sobiewski la mette en déroute. Cela a amorcé le retrait des Turcs de l'Europe centrale et de l'Est, mais l'empire ottoman ne s'est effondré qu'en 1917. Le traité de Sèvres de 1920, qui le dépeçait, a été remplacé, à la suite de la déroute grecque de 1922, par le traité de Lausanne du 24 juillet 1923, très avantageux pour la Turquie, mais qui a maintenu dans la Grèce la plupart

³⁷⁷ Jean-Pierre Vanden Branden, *Érasme et son temps. Trente essais d'études érasmiennes*, Bruxelles, Rotary club Bruxelles Érasme, 2022, p. 21.

³⁷⁸ Érasme est né à Rotterdam en 1469 et décédé à Bâle en 1536.

³⁷⁹ Un exemplaire de cet ouvrage édité à Bâle en 1530 est conservé dans la splendide Maison d'Érasme à Anderlecht. Voir <https://collections.heritage.brussels/fr/objects/55255>.

³⁸⁰ Jean-Pierre Vanden Branden, *Érasme et son temps. Trente essais d'études érasmiennes*, op.cit., p. 21.

³⁸¹ Elles contiennent cent soixante allusions à la menace turque. Voir notamment sn, *Correspondance d'Érasme*, vol IX, L 2366 et 2399, Bruxelles, Institut Interuniversitaire pour l'Étude de la Renaissance et de l'Humanisme, Université Libre de Bruxelles & Vrije Universiteit Brussel.

³⁸² Jean-Pierre Vanden Branden, *Érasme et son temps. Trente essais d'études érasmiennes*, op. cit., p. 123-124, 128, 129.

des îles de la mer Égée, restreignant ainsi fortement le domaine maritime turc. C'est pourquoi Erdoğan le récuse. Il conteste aussi la souveraineté et l'intégrité de la Bulgarie, de la Grèce et de Chypre, car il cherche à accaparer une partie de la Thrace et des îles de la Mer Égée.³⁸³ Il veut faire exploiter une portion des ressources de la zone économique exclusive grecque. Il n'hésite pas à faire pression sur ses voisins grâce à ses capacités militaires. Ses armées disposent de 425.000 militaires sur 84 millions d'habitants et d'un budget deux fois plus important que celui des forces grecques,³⁸⁴ bien que celles-ci comptent 142.000 militaires, sur une population de 10,6 millions d'habitants et obtiennent 3,6 % du PIB.

L'accueil depuis 2011 de 4 millions de réfugiés syriens malgré un taux de chômage de 10 % n'a pas plu aux Turcs. La communauté kurde s'est en partie détournée de M. Erdoğan, car il l'a fort mal traitée en Turquie, en Irak et en Syrie. À partir de 2013, Erdoğan a brouillé son image : il s'est montré proche des frères musulmans égyptiens, tout en se présentant comme le chef politique des turcophones, d'où son alliance avec l'Azerbaïdjan, pourtant de confession chiite. Or, les Arabes sunnites n'envisagent pas une nouvelle domination turque et les chiites turcophones ne vont pas se soumettre à un sunnite. La popularité de M. Erdoğan a donc chuté. Les investissements privés se sont réduits. La croissance économique est devenue irrégulière. Néanmoins, Erdoğan a été élu président en 2014. En 2015, il a utilisé les flux de réfugiés syriens et les mouvements migratoires illégaux pour exercer des pressions sur les Européens, ce qui

³⁸³ Nicolas Bourcier, Marina Rafenberg, "Entre la Grèce et la Turquie, les tensions s'accroissent" in *Le Monde*, , https://www.lemonde.fr/international/article/2022/11/14/entre-la-grece-et-la-turquie-les-tensions-s-accroissent_6149805_3210.html, 14/11/2022.

³⁸⁴ Voir sn, « Le français Nexter vise l'acquisition du grec ELVO pour le remplacement du segment médian de l'Armée de Terre hellénique » in *Meta-Defense.fr*, <https://meta-defense.fr/2023/04/04/le-francais-nexter-vise-lacquisition-du-grec-elvo-pour-le-remplacement-du-segment-median-de-larmee-de-terre-hellenique/>, 4/4/2023.

a considérablement éloigné la perspective d'adhésion de la Turquie à l'UE.

En juillet 2016, un coup d'état, manqué ou feint, a permis l'accroissement des pouvoirs présidentiels, l'affaiblissement du pouvoir judiciaire, de la presse et du parlement, la répression de dizaines de milliers d'opposants, réels ou présumés, notamment les membres de la confrérie Gülen,³⁸⁵ des militaires, des magistrats, des enseignants et des journalistes. Le nombre de personnes détenues a doublé en Turquie depuis 2011, il est le deuxième plus élevé d'Europe par mille habitants, après la Russie, et il est le triple de la moyenne européenne.

L'accord de 2016 entre l'UE et la Turquie, qui permettait de limiter fortement l'arrivée de migrants en Grèce et en Bulgarie contre le paiement de 3 milliards € en 2016 et de 3 autres en 2018, a été mal appliqué. L'UE a tardé à payer, notamment parce que les lourdes bureaucraties municipales et gouvernementales turques, celles du Programme alimentaire mondial, de l'Organisation mondiale de la migration et de l'UE ont ralenti les procédures.³⁸⁶ La négociation de la modernisation de l'union douanière UE-Turquie et son extension aux services, ainsi que les négociations d'adhésion, ont été gelées par l'UE.³⁸⁷ Néanmoins, l'UE reste le premier partenaire commercial de

³⁸⁵ Voir Charlotte Oberti, "Turquie : la confrérie Gülen, entre secte et franc-maçonnerie" in *France24*, <https://www.france24.com/fr/20131227-turquie-confrerie-guelen-entre-secte-franc-maconnerie-erdogan>, 27/12/2013. M. Gülen est décédé le 20/10/2024. Voir Daren Butler, "Gülen, the powerful cleric accused of orchestrating a Turkish coup, dies" in *Reuters*, <https://www.reuters.com/world/us/turkish-us-based-cleric-gulen-has-died-media-says-2024-10-21/>, 21/10/2024.

³⁸⁶ Voir Leonor Hubaut, "Où sont passés les six-milliards promis par l'Europe à la Turquie ?" in *Bruxelles2*, https://www.bruxelles2.eu/2020/03/ou-sont-passes-les-six-milliards-promis-par-leurope-a-la-turquie/?utm_source=mailpoet&utm_medium=email&utm_campaign=les-newsletter-total-derniers-articles-de-notre-blog_2, 17/3/2020.

³⁸⁷ Un chapitre sur les dispositions financières et budgétaires avait été ouvert, comme le prévoyait le pacte migratoire.

la Turquie, avec 41% des échanges, mais ceux-ci sont en baisse.

La Turquie est dans l'OTAN depuis 1952, mais son positionnement géostratégique a beaucoup évolué. Longtemps l'alliée fidèle des États-Unis d'Amérique, elle apparaît désormais comme un électron libre. En 2017, elle a acheté des missiles russes anti-aériens S-400, ce que M. Biden a sanctionné en 2020 : elle a perdu la production de 900 pièces de l'avion de combat F-35, dont la partie centrale du fuselage. C'est que la Turquie dépend de la Russie pour l'énergie, le blé, l'acier, les touristes, etc.

Erdoğan a été réélu président en 2018, avec des pouvoirs accrus qui lui ont permis de prendre le contrôle de la banque centrale et de soutenir la croissance économique par l'expansion du crédit bon marché et des dépenses publiques, ce qui bénéficie au secteur de la construction. Néanmoins, en 2019, l'AKP a perdu les élections locales dans les grandes villes. L'intervention militaire turque contre les Kurdes dans le nord de la Syrie a remis en question nos succès communs dans la lutte contre Daech.

Alors que les États membres de l'ONU doivent coopérer aux inspections de contrôle de l'embargo sur l'envoi d'armes vers la Libye décidé par le Conseil de Sécurité, à maintes reprises, la Turquie a refusé à plusieurs reprises à l'opération de l'UE « EUNAVFOR MED IRINI » l'autorisation d'arraisonner et d'inspecter des navires suspects de violer l'embargo. Cela a facilité la conclusion d'un accord énergétique entre la Turquie et la Libye, dressant de nouvelles frontières maritimes du sud-ouest de la Turquie au nord-est de la Libye, à travers une zone revendiquée par la Grèce et Chypre. Ankara, qui n'est pas signataire de la Convention des Nations-Unies sur le droit de la mer, conteste que certaines îles grecques disposent de zones économiques exclusives. Ce point est une source de discordes d'autant plus vive que la Méditerranée orientale

est riche en hydrocarbures.³⁸⁸ Erdoğan a d'ailleurs fait procéder à des forages pétroliers et gaziers dans les eaux chypriotes.

À partir du 24 février 2022, Erdoğan a aidé l'Ukraine, tout d'abord en interdisant le passage par les détroits des navires de guerre russes venus des flottes du Nord et du Pacifique pour renforcer la flotte de la mer Noire. Il a ensuite fourni de nombreux drones de combat à l'Ukraine. Il a aidé l'Ukraine à reprendre l'exportation de denrées alimentaires.

Le 3 septembre 2022, M. Erdoğan a menacé de frapper Athènes avec le missile "Tayfun"³⁸⁹ et rappelé la défaite grecque de 1922.³⁹⁰ Le Haut représentant de l'UE (HR) s'est borné à demander que les différends soient réglés de manière pacifique.

Au cours du tremblement de terre de février 2023 en Turquie, des milliers de bâtiments se sont effondrés, causant environ 50.000 morts. Un million d'habitants se sont déplacés. Une zone de la taille de l'Allemagne est en ruines. Un grand nombre de Turcs tiennent M. Erdoğan pour responsable de cette situation. Les électeurs sont plus nombreux à vouloir une gouvernance plus efficace. À cause de la mauvaise situation politique et économique, le nombre de jeunes turcs diplômés de l'enseignement supérieur qui demandent l'asile politique en Belgique a triplé en un an, le nombre de demandes pour raison économique a doublé.³⁹¹

³⁸⁸ Voir Nicolas Bourcier, Marina Rafenberg, "Entre la Grèce et la Turquie, les tensions s'accroissent", op. cit.

³⁸⁹ Voir dpa, "Erdogan droht Athen indirekt mit Raketenangriff" in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, <https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/erdogan-droht-athen-indirekt-mit-raketenangriff-18527687.html>, 11/12/2022.

³⁹⁰ Voir TRT World, <https://www.trtworld.com/video/social-videos/erdogan-to-greece-if-you-go-further-you-will-pay-a-heavy-price/63135d2adfcf4c0017524f83>, sd.

³⁹¹ Voir Kubra Mayda, « Aantal Turken dat in België asiel aanvraagt, is verdrievoudigd » in *De Standaard*, https://www.standaard.be/cnt/dmf20230508_95824900, 09/05/2023.

Lors des élections présidentielles du 14 mai 2023, le candidat de l'opposition, une coalition de six partis, M. Kılıçdaroğlu, a déçu. Après avoir misé sur un message d'espoir plutôt que sur la peur, sur le compromis plutôt que sur l'affrontement, il a ensuite brouillé son image en adoptant un langage xénophobe envers les réfugiés, principalement syriens, pour rallier des voix de l'extrême droite. Sa défaite découle aussi de ce qu'il a négligé de faire compagne en Europe et particulièrement en Allemagne, où résident 3 millions de Turcs, dont seuls 732.000 ont voté, à 67%, pour Erdoğan. M. Kılıçdaroğlu n'a même pas essayé de convaincre les autres de voter pour lui. Certes, un second tour a été nécessaire, pour la première fois depuis 20 ans, mais M. Erdoğan l'a emporté, par 52,2% des voix. Son parti a également remporté les législatives. Les Turcs ont préféré être soumis à un régime autocratique, où la dissidence est absente, l'économie en berne et la corruption croissante, au lieu d'être membres d'une démocratie dans laquelle le peuple est souverain. Le centenaire de la République turque, en 2023, n'a pas coïncidé avec un retour aux valeurs qui furent celles de Mustafa Kemal Atatürk.³⁹²

Erdoğan a polarisé son pays, mais il a renforcé la position de la Turquie en tant que puissance militaire régionale, non seulement en Asie, mais aussi dans les Balkans. C'est à ce titre que, le 3 juin 2023, la Turquie a annoncé qu'elle enverrait des commandos au Kosovo, en réponse à une demande de l'OTAN de se joindre à l'opération de maintien de la paix, après les troubles survenus dans le nord du pays depuis que des maires d'origine albanaise ont pris leurs

³⁹² Le 5 novembre 2023, M. Kılıçdaroğlu a été déchu de son mandat de président du Parti républicain du peuple, et remplacé par M. Özel, 49 ans, député d'Izmir, soutenu par le maire d'Istanbul, M. İmamoğlu. Voir Nicolas Bourcier, "En Turquie, l'opposition tourne la page Kılıçdaroğlu avec l'élection de Özgür Özel, candidat « au changement »" in *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/international/article/2023/11/05/l-opposition-turque-tourne-la-page-kilicdaroglu-avec-l-election-de-ozgur-ozel-candidat-au-changement_6198367_3210.html, 5/11/2023.

fonctions dans la région à majorité serbe, car la population serbe avait boycotté les élections d'avril.³⁹³

Erdoğan a nommé son nouveau cabinet le 3 juin 2023, jour où il fallait 21 livres turques pour acheter un dollar.³⁹⁴ La livre turque a en effet perdu 80 % de sa valeur par rapport au dollar depuis 2003, car les réserves de change ont été épuisées et Erdoğan a refusé d'admettre que la baisse des taux d'intérêt n'est pas un remède à l'inflation. Celle-ci a été estimée à 85,5 % l'an en novembre 2022 et à 44 % l'an en avril 2023. Comme la Turquie doit importer de nombreuses marchandises et matières premières, dont le prix augmente en raison de la dépréciation de la livre, l'inflation importée augmente.

L'économie turque est caractérisée par des déséquilibres macro-économiques et par la fuite des investisseurs. Depuis 2022, Botas, la société publique de transport et de distribution de pétrole et de gaz, ne paye plus ses factures à Gazprom, qui lui a octroyé un crédit de 20 milliards de dollars. C'est pourquoi Erdoğan a décidé le retour de l'économiste M. Şimşek, qui est connu pour sa bonne gestion en matière de politique économique et financière. Il a été ministre des Finances et vice-Premier ministre entre 2009 et 2018.³⁹⁵ La nomination de M. Fidan, qui a dirigé l'Organisation nationale du renseignement turc pendant 13 ans, au poste de ministre des Affaires étrangères, en remplacement du diplomate Çavuşoğlu, indique que la

³⁹³ Voir Lisa O'Carroll, "Turkey to send commandos to Kosovo in response to Nato peacekeeping call" in *The Guardian*, <https://www.theguardian.com/world/2023/jun/03/turkey-send-commandos-kosovo-response-nato-peace-keeping-call-serbia>, 3/6/2023.

³⁹⁴ Voir Ruth Michaelson, "Turkish president Recep Tayyip Erdoğan announces new cabinet" in *The Guardian*, <https://www.theguardian.com/world/2023/jun/03/turkish-president-recep-tayyip-erdogan-announces-new-cabinet>, 3/6/2023.

³⁹⁵ Voir Reuters, "Erdogan signalisiert ökonomische Kehrtwende" in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, <https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/neuer-finanzminister-erdogan-signalisiert-oekonomische-kehrtwende-18940161.html>, 4/6/2023.

diplomatie sera plus musclée. La nouvelle gouverneure de la banque centrale, M^{me} Hafize Gaye Erkan, a surpris le 24 août 2023 en relevant son taux directeur, de 17,5% à 25% « pour faire refluer l'inflation ». ³⁹⁶

Peu avant le Conseil atlantique du 11 juillet 2023 à Vilnius, M. Erdoğan a annoncé qu'il ne bloquerait plus l'adhésion de la Suède à l'OTAN, à condition que son pays rejoigne l'UE. ³⁹⁷ Il a toutefois fallu attendre le 23 octobre 2023, soit 17 mois, pour qu'il transmette à son parlement la demande de ratification. ³⁹⁸ La pusillanimité des dirigeants de l'OTAN et de l'UE, face à Erdoğan, est déplorable. Il n'est plus un allié fiable au sein de l'OTAN. Il n'a pas sa place en Europe. Ses valeurs ne sont pas celles inscrites à l'article 2 du traité sur l'UE. Il persécute l'Arménie, il joue un jeu néfaste en Libye, et il a même empêché de porter assistance aux Syriens victimes en 2022 d'un tremblement de terre. ³⁹⁹

Le rapport 2023 du Parlement européen sur la Turquie constate qu'il est impossible de reprendre le processus d'adhésion de ce pays à l'UE et préconise dès lors un partenariat plus étroit, car la Turquie reste un pays candidat à l'adhésion. Il souligne que le processus d'adhésion à l'OTAN d'un pays ne peut en aucun cas être

³⁹⁶ Voir AFP, « En Turquie, l'inflation repart à la hausse, au plus haut depuis décembre 2022 » in *La Tribune*,

[https://www.latribune.fr/economie/international/en-turquie-l-inflation-repart-a-la-hausse-au-plus-haut-depuis-decembre-2022-974789.html#xtor=CS3-33-\[Article\]-\[-\]-\[-\], 4/9/2023.](https://www.latribune.fr/economie/international/en-turquie-l-inflation-repart-a-la-hausse-au-plus-haut-depuis-decembre-2022-974789.html#xtor=CS3-33-[Article]-[-]-[-], 4/9/2023.)

³⁹⁷ Voir Corry Hancké, « Erdogan geeft toe: Zweden mag lid worden van de Navo » in *De Standaard*,

https://www.standaard.be/cnt/dmf20230710_96768973, 10/7/2023.

³⁹⁸ Le parlement hongrois n'a ratifié l'accession de la Suède à l'OTAN que le 26 février 2024.

³⁹⁹ Selon Pierre Servent, *Le monde de demain*, op. cit, p. 206, M.

Erdoğan n'a pas reconnu l'annexion de la Crimée par Poutine, il a fourni des drones Bayraktar à l'Ukraine, mais il continue à commercer avec la Russie. Erdoğan a mis la justice et la Banque centrale aux ordres du gouvernement, muselé la presse, la société civile et l'armée, et enrichi les oligarques qui lui sont dévoués. Il emprisonne les opposants, en particulier les Kurdes. A cause de la politique monétaire absurde qu'il mène, l'inflation aurait été de 79% en juillet 2022.

lié au processus d'adhésion à l'UE d'un autre pays. Il a été adopté par 434 voix pour, 18 contre et 152 abstentions.⁴⁰⁰ Cette prise de position courageuse du Parlement européen montre que l'UE n'est, pour une fois, pas seulement l'Europe des marchands, mais elle rend plus compliquée la normalisation des relations de l'UE avec la Turquie que certains, outre-Atlantique et à l'OTAN, envisagent pour de justes motifs géopolitiques. Ils négligent cependant, d'une part l'écart grandissant entre les valeurs de l'UE et celles promues par Erdoğan et d'autre part le fait que plusieurs de nos intérêts sont diamétralement opposés à ceux des Turcs, notamment en Thrace, en mer Égée, à Chypre et en Libye. Cette prise de position présage la reprise du chantage exercé sur l'UE par Erdoğan en 2015-2016, car il sait qu'elle est toujours démunie face à un nouvel afflux massif de migrants, compte tenu de l'échec de l'opération navale Sophia, du mécanisme de relocalisation et du projet d'accord sur le pacte asile et migration.

Face à Erdoğan, seule la force associée à la main tendue permettent la négociation. En février 2023, les sauveteurs grecs sont intervenus sans délai après le tremblement de terre en Turquie. Depuis lors, il n'y a plus eu de violation de l'espace aérien et maritime grec par les avions et les navires turcs. Il n'y a plus eu de forage en mer Égée, ni de menace de pousser vers l'Europe des masses de migrants. M. Erdoğan a réagi rapidement à un accident de train meurtrier dans le centre de la Grèce. Mais plus que la bonne volonté, c'est le réarmement de la Grèce qui a porté ses fruits. Enfin sortie de la crise monétaire de 2010, elle a notamment acheté des frégates et des avions de combat F-

⁴⁰⁰ Voir sn, "Les députés demandent à l'UE et à la Turquie de chercher d'autres moyens de coopérer" in *Actualité du parlement européen*, <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20230911IPR04914/le-pe-demande-a-l-ue-et-a-la-turquie-de-chercher-d-autres-moyens-de-cooperer>, 11/9/2023.

16 de dernière génération. Elle pourrait acquérir des F-35 et des Rafale, ce que l'on refuse à Erdoğan.⁴⁰¹

Le 7 décembre 2023, celui-ci était à Athènes pour signer avec le Premier ministre grec, M. Mitsotakis, une déclaration sur les relations de bon voisinage qui pourrait amorcer le règlement des différends portant sur les ressources énergétiques sous-marines et Chypre et surtout accroître les échanges commerciaux. Il a été convenu qu'ils seraient doublés, passant de 5 à 10 milliards \$ par an. La Grèce espère que la Turquie, un marché de 80 millions de personnes, deviendra un partenaire commercial important, tandis que M. Erdoğan tente d'attirer à nouveau les investisseurs étrangers et de réparer les relations de la Turquie avec l'UE et l'Occident. En outre, 15 accords ont été signés à Athènes par des ministres grecs et turcs, dont un système de visa automatique de 12 mois qui permettra aux ressortissants turcs de visiter les îles grecques sans demander de visa. Les flux migratoires illégaux ont également fait l'objet d'un accord inédit en vertu duquel des garde-côtes grecs seront installés à Smyrne et des membres des garde-côtes turcs envoyés à Lesbos.⁴⁰²

Il reste que cette visite n'a pas effacé les divergences sur les plateaux continentaux, l'espace aérien au-dessus de la mer, les gisements sous-marins de pétrole et de gaz que les deux pays revendiquent en mer Égée, et à Chypre. Constatons que la fermeté grecque a payé, et qu'elle contraste avec la faiblesse de l'UE, mais aussi de l'OTAN et du Royaume-Uni.

Le 23 mars 2025, M. İmamoğlu, le maire d'Istanbul, et une centaine de personnes ont été emprisonnées, sur ordre du Bureau du procureur général d'Istanbul, qui les accuse de terrorisme et de corruption. M. Özel, le chef du Parti

⁴⁰¹ Voir Alexia Kefala, « Le président Erdoğan en ami à Athènes » in *Le Figaro*, 6/12/2023, <https://www.lefigaro.fr/international/le-president-turc-erdogan-en-ami-a-athenes-20231206>.

⁴⁰² Voir Helena Smith, "Erdoğan hails 'new era' of friendship with Greece on historic visit to Athens" in *The Guardian*, <https://www.theguardian.com/world/2023/dec/07/erdogan-hails-new-era-of-friendship-with-greece-during-historic-visit-to-athens>, 7/12/2023.

républicain du peuple,⁴⁰³ y a vu une tentative d'empêcher M. İmamoğlu d'être le candidat de l'opposition contre Erdoğan lors de la prochaine élection présidentielle, prévues en mai 2028. En revanche, en octobre 2025, le président de la République turque de Chypre du Nord sortant, nationaliste turc opposant à la réunification de l'île et soutenu par Ankara, a été battu par le candidat de l'opposition, M. Erhürman, social-démocrate et partisan d'une solution fédérale. Le pire n'est donc pas inéluctable.

4.4. L'ÉCHEC DE LA GUERRE FAITE PAR L'OCCIDENT AU TERRORISME ISLAMISTE

Après le 11 septembre 2001, les Américains ont envahi l'Afghanistan, officiellement pour combattre Al Qaïda, mais avec un contingent trop petit : ils n'ont pas pu encercler complètement les montagnes de Tora Bora où Ben Laden et 300 de ses partisans s'étaient cachés. Les renforts nécessaires, deux compagnies d'infanterie, ont été refusés, la priorité du président George W. Bush étant devenue l'invasion de l'Irak. Ben Laden a pu passer au Pakistan,⁴⁰⁴ puis, avec l'appui du service de renseignement militaire pakistanais, renforcer Al Qaïda et le faire essaimer, notamment au Sahel.

Les Américains ont ensuite changé d'objectif. Alors qu'ils avaient échoué à établir une démocratie par la force à Cuba, au Vietnam, en Somalie, en Iran, en Irak, en Libye et en Syrie, ils ont voulu créer un État afghan stable, démocratique et respectueux des droits humains, sans prendre en compte la difficulté de construire une nation dans ce pays morcelé par le relief montagneux et peuplé de diverses ethnies. En 2003, les États-Unis d'Amérique ont activé l'article 5 du traité de l'Atlantique Nord, qui dispose que si un État membre subit une attaque armée, tous se

⁴⁰³ M. Özel et 90 autres parlementaires ont formé le Nouveau Parti (Yeni Parti) le 24 juillet 2026, il est désormais la principale force d'opposition au Parlement.

⁴⁰⁴ Les *Navy Seals* ont enfin neutralisé Ben Laden le 2 mai 2011, près de l'académie militaire pakistanaise d'Abbottabad.

considèrent attaqués. Les membres de l'OTAN et 10 autres alliés, dont le Japon, ont obtempéré ; ils ont fourni jusqu'à 130.000 personnes en 2013. Ils ont, la plupart du temps, entériné les décisions américaines sur le terrain, sans esprit critique, sans mesurer la réalisation de l'objectif politique et sans scénario de sortie du théâtre d'opération.

Les alliés ont pensé à tort que les Afghans approuveraient le projet, mais seule une partie des citoyens y ont adhéré. Les campagnards, très conservateurs, sont restés proches des talibans, car ni les Américains, ni les alliés n'ont veillé à la mise en place d'une gouvernance valable. Les Occidentaux ont toléré la corruption de nombreux politiciens, fonctionnaires, policiers et militaires. Les Américains ont payé des soldats et des policiers qui n'existaient pas. Les stocks de carburant et de munitions étaient souvent revendus aux talibans.

Les Européens ont, encore moins que les Américains, veillé au bon emploi des moyens considérables donnés à l'Afghanistan, qui fut le premier bénéficiaire de l'aide au développement de l'UE, avec certains résultats positifs : en 1998, il n'y avait pas d'Afghane dans l'enseignement secondaire et supérieur. En 2020-2021, 40 % des enfants scolarisés étaient des filles. À l'université, elles étaient 20 % des étudiants. 22 % des femmes avaient un emploi rémunéré, y compris au sein des forces de l'ordre, 20% des fonctionnaires étaient des femmes, en dépit des efforts des fondamentalistes pour freiner cette évolution. Ils ont assassiné des femmes journalistes, médecins, policières, artistes. Ils ont massacré des écolières, attaqué des maternités.

La victoire des talibans était inéluctable⁴⁰⁵ : les Occidentaux n'ont pas détruit Al Qaïda dans 15 des 34 provinces afghanes. Ils n'ont pas jaugé correctement le rapport des

⁴⁰⁵ Le général Scaparrotti, alors commandant suprême des forces alliées en Europe, disait en février 2018 que « les talibans ne pourraient pas l'emporter sur le champ de bataille » ! Les Américains et les alliés avaient peu de contacts avec les unités au front. Ils se fiaient aux informations transmises par le ministère de la Défense afghan.

forces en présence, ni mesuré l'échec de la construction d'un État à l'occidentale, ni constaté la faiblesse de l'armée et des forces de sécurité afghanes. Ils ont laissé le Pakistan, l'Arabie saoudite et le Qatar financer les talibans à hauteur de 1,2 milliard € par an. Ils ne les ont pas empêchés de contrôler le trafic de drogue. Ils avaient donc les moyens de s'équiper, de recruter et de redevenir influents, par le terrorisme, mais surtout par leur action sociale et par la corruption.

L'OTAN a perdu 3.500 personnes en Afghanistan ; les organisations non gouvernementales, 444 ; 72 journalistes ont été tués. Les Afghans ont eu 66.000 soldats et 48.000 civils tués, dont beaucoup de femmes et d'enfants, les trois quarts massacrés par les talibans, les autres victimes de dommages collatéraux des bombardements alliés ; 75.000 Afghans ont été blessés. Selon l'ONU, les talibans disposaient de 75.000 combattants en 2020 et 51.000 sont morts en 20 ans.

M. Biden, lorsqu'il était vice-président, avait jugé la victoire des talibans préférable à la poursuite de l'enlèvement. Il savait que 52 % de ses concitoyens voulaient la fin de la guerre, compte tenu surtout des 2.500 soldats et des 3.846 contractuels américains tués et des 20.000 blessés, souvent amputés, mais aussi des 2.000 milliards \$ dépensés pour un piètre résultat. Le président Biden n'a pas anticipé en 2021 que 74 % blâmeraient la façon dont il a appliqué l'accord négocié par Trump, qui a fait libérer 5.000 talibans pour obtenir, le 29 février 2020, l'accord de Doha sur le retrait des forces américaines. Le 14 avril 2021, le Conseil atlantique a entériné le retrait des forces américaines.

Après la décision de M. Biden, les Américains ont cessé de payer les soldes, de fournir le renseignement et le soutien aérien, médical et logistique, de ravitailler en essence et en munitions. Fin juin, il ne restait sur place qu'un quart des contractuels chargés de la maintenance des avions de

l'armée afghane.⁴⁰⁶ Le 2 juillet 2021, l'évacuation de nuit et sans préavis de la base aérienne de Bagram par les Américains a indiqué aux Afghans la victoire des talibans. Les services de renseignements américains estimaient alors que le gouvernement afghan allait s'effondrer dans les 6 à 12 mois. Ce fut fait en 15 jours, car dans l'armée afghane, les désertions étaient nombreuses, à cause des conditions de vie et des combats incessants, du manque d'appui feu et de soutien logistique ainsi que de moyens aériens d'évacuation médicale.

Les forces américaines ont évacué 82.300 personnes, les Européens 24.000 personnes et le Royaume-Uni 15.000. Les Français ont amené leurs réfugiés aux Émirats arabes unis, les Allemands en Ouzbékistan, les Polonais en Géorgie, les Belges, les Luxembourgeois, les Néerlandais et les Roumains au Pakistan, les Italiens au Koweït, les Espagnols à Dubaï.⁴⁰⁷ Combien de personnes ayant des liens avec l'Occident sont-elles restées en Afghanistan ? On sait que seuls 4.500 des 20.000 Afghans qui ont travaillé pour les forces allemandes sont en Allemagne.

L'inaction des gouvernants européens de la mi-avril à la mi-août pour préparer les évacuations s'explique par leur habituelle inaptitude à la gestion de crise, qu'elle soit financière, sanitaire ou militaire, mais aussi parce que leur priorité fut d'éviter un afflux de réfugiés et de migrants afghans semblable à celui des Syriens en 2015, lesquels sont 6,7 millions dans le monde, dont 1.100.000 au Liban, 900.000 en Allemagne, 630.000 en Jordanie, 57.000 en Suède, 12.000 aux Pays-Bas et au Danemark, 10.000 en Suisse, 5.000 en France et en Belgique, 3.000 en Espagne. Les réfugiés

⁴⁰⁶ Voir Gabriel Dominguez, « Growing demands take toll on Afghan Air Force fleet » in *Jane's Defence Weekly*,

https://emagazines.janes.com/webviewer/#janesdefenceweekly11august2021/growing_demands_take_toll_on_afghan_air_force_fleet, 11/8/2021.

⁴⁰⁷ Voir Nicolas Gros-Verheyde, "Les premières leçons de la 'crise de Kaboul'" in *Bruxelles2*, http://www.bruxelles2.eu/2021/09/les-premieres-lecons-de-la-crise-de-kaboul/?utm_source=mailpoet&utm_medium=email&utm_campaign=les-newsletter-total-derniers-articles-de-notre-blog_2, 1/9/2021.

afghans sont 2,6 millions dans le monde, dont 1.400.000 au Pakistan, 780.000 en Iran, 148.000 en Allemagne, 41.000 en France, 40.000 en Autriche et 27.000 en Belgique. Par le passé, moins de 13 % des réfugiés afghans arrivèrent en Europe.

Les Chinois ont commencé à coopérer avec les talibans. Ceux-ci n'auront pas de peine à se maintenir au pouvoir en réprimant les opposants, comme le font les mollahs iraniens depuis 1979. Les talibans disposent de systèmes d'armes abandonnés en bon état par les forces occidentales, dont des hélicoptères de combat et des véhicules blindés, en plus grand nombre que ceux dont disposait l'armée de terre allemande en 2021.

Les vétérans occidentaux sont nombreux à avoir été amputés ou à souffrir de troubles mentaux post-traumatiques. Ceux-ci sont ravivés et amplifiés par le sentiment que leur engagement a été inutile, qu'ils, ou les ayants-droits de ceux qui sont tombés au champ d'honneur, ne sont pas aidés financièrement par l'UE, mais que les talibans le sont, pour éviter d'aggraver la situation des Afghans.⁴⁰⁸ En réalité, une aide additionnelle de 200 millions € a été décidée par la Commission européenne le 24 août 2021, qui triple l'aide déjà attribuée de 57 millions €. Elle est versée aux ONG ou via les organisations internationales et non aux talibans.

Les Afghans ont montré aux Américains qu'ils ne peuvent pas remodeler le monde par la force des armes et que leur hégémonie issue de la chute de l'empire soviétique a pris fin. Ni M. Biden, ni le Conseil atlantique n'ont anticipé la déception, voire la colère des alliés, notamment britanniques et allemands, dont les pertes humaines et les sacrifices financiers ont été parmi les plus importants. Ils n'ont pas pressenti la sidération des autorités indiennes, sud-coréennes, japonaises et ukrainiennes en constatant la fuite des Occidentaux. Ils n'ont pas prévu que partout, le

⁴⁰⁸ Voir Corry Hancké, "Het was allemaal voor niets" in *De Standaard*, https://www.standaard.be/cnt/dmf20210903_94067963, 3/9/2021.

moral des terroristes islamistes irait à son zénith, en particulier au Sahel, mais aussi du Nigéria au Mozambique, lorsque ceux-ci verraient à la télévision ou sur les réseaux sociaux les humiliations que les Occidentaux ont dû subir au cours d'un retrait chaotique.

Au Sahel, l'Occident n'a pas non plus réussi à vaincre les terroristes islamistes, dont l'implantation a été facilitée par l'intervention malencontreuse de l'OTAN en Libye en 2011. Les Américains se sont contentés d'appuyer mollement la France et l'UE, qui ont échoué et ont dû se retirer en 2023. L'ONU a, comme en République démocratique du Congo, notamment, fait preuve d'inefficacité. Cela fait le malheur des populations locales, prises en étau entre d'Al-Qaïda et Daech, qui tentent de les contrôler par la terreur, les Russes qui tentent de s'implanter militairement et les Chinois qui accaparent les richesses locales. Depuis 2013, la zone d'action des terroristes islamistes s'est étendue du Mali jusqu'au golfe de Guinée et au Mozambique.

Dans la bande de Gaza, Israël croyait avoir apaisé ses relations avec le Hamas. L'attaque du 7 octobre 2023 a surpris et la férocité des assaillants a médusé. Ils ont tué 1.400 personnes et enlevé 240 otages.⁴⁰⁹ Certains⁴¹⁰ qualifient de bestial le raid mené au départ de Gaza.

⁴⁰⁹ Voir Guillaume Ancel, « Ukraine : enlèvement du front, prolongation de l'offensive et collision avec le Proche-Orient » in *Ne Pas Subir*, <https://nepassubir.fr/2023/11/01/ukraine-enlèvement-du-front-prolongation-de-loffensive-et-collision-avec-le-proche-orient/>, 1/11/2023 ; sn, « Washington sollicité pour fournir à Israël des munitions destinées à l'Ukraine » in *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/international/live/2023/10/19/guerre-en-ukraine-en-direct-le-point-sur-la-situation-en-fin-de-journee_6195347_3210.html#:~:text=Facebook-Washington%20sollicité%20pour%20fournir%20à%20Israël%20des%20munitions%20destinées%20à,au%20site%20d%27information%20Axios,19/10/2023.

⁴¹⁰ Voir Guillaume Ancel, " La « non-stratégie » d'Israël, en matraquant le peuple palestinien, met en danger l'équilibre de nos sociétés " in *Ne pas Subir*, <https://nepassubir.fr/2023/11/04/la-non-strategie-disrael-en-matraquant-le-peuple-palestinien-met-en-danger-lequilibre-de-nos-societes/>, 4/11/2023.

Personnellement, je ne connais aucun animal qui ait un comportement aussi abject que celui de certains de ces terroristes.

Depuis lors, la pratique israélienne des « représailles disproportionnées », auparavant mise en œuvre au Liban contre le Hezbollah, puis à nouveau à partir d'octobre 2024, est d'application. La bande de Gaza a été soumise à un bombardement impitoyable et à un blocus quasi complet. Il me semble que des « représailles disproportionnées » ne peuvent être une réponse intelligente à un acte terroriste. Elles sont généralement le signe que ceux qui avaient en charge la gestion de la crise n'ont pas fait preuve de retenue, mais ont réagi exagérément, sous le coup de l'émotion et de la pression exercée par les *mass-media* et l'opinion publique, alors qu'ils auraient dû s'inspirer de l'expérience accumulée notamment par les Britanniques en Irlande du Nord. Ceux-ci ont fini par comprendre, car ils avaient oublié les leçons de la guerre contre les guérillas maoïstes en Malaisie, que la réponse à un acte terroriste doit être prudente et étalée sur une période de plusieurs mois, voire plusieurs années, car une action précipitée conduit à des erreurs, à des dommages collatéraux et à la perte de la sympathie du public.⁴¹¹

Le 30 janvier 1972, à Londonderry, après plusieurs mois de violences et d'attentats à la bombe en Irlande du Nord, en mission de maintien de l'ordre, le *Parachute Regiment* a ouvert le feu sur des manifestants non violents ; ils en ont tué 13 et en ont blessés 15. Cette journée est connue depuis comme le *Bloody Sunday*. Elle a exacerbé les violences. Ce n'est qu'en 1998 qu'un processus de paix a pu réduire les

⁴¹¹ Voir Tim Willasey-Wilsey, "Why Restraint in Counterterrorism is So Important, Yet So Hard to Achieve" in The Royal United Services Institute for Defence and Security, https://rusi.org/explore-our-research/publications/commentary/why-restraint-counterterrorism-so-important-yet-so-hard-achieve?utm_campaign=Central%2BRUSI%2BNewsletter%2B03-11-23&utm_medium=email, 31/10/2023.

troubles. La détente ne fut effective qu'en 2010 et reste fragile.

Plus lucide fut la réaction de Golda Meir, le Premier ministre israélien, à l'assassinat de onze athlètes israéliens par des Palestiniens lors des jeux olympiques de Munich en 1972. Elle a chargé les services de renseignement et d'action d'éliminer un par un, en évitant les dommages collatéraux, ceux qui avaient commandité ou exécuté l'action terroriste. Ce fut chose faite en 1992.

En octobre 2008, le général Eizenkot a théorisé un mode d'action de *Tsahal* (*Tsva HaHagana LeYisrael*) contraire au droit de la guerre, car il ne fait pas la distinction entre civils et militaires. Sa doctrine, *Dahiya*,⁴¹² du nom d'un quartier chiite résidentiel de Beyrouth, Dahieh Janoubiyé, rasé par l'aviation israélienne en 2006 pour avoir abrité le Hezbollah, prône un usage de la force disproportionné, des représailles contre des zones civiles servant de base à des attaques, dans un but de dissuasion. La doctrine considère que les villages civils qui servent de base de lancement à des roquettes qui frappent Israël sont des bases militaires, car selon Eizenkot, le seul moyen de dissuader le Hezbollah, c'est de terroriser les civils pour les désolidariser des combattants ou de les considérer comme des combattants. Israël se fait ainsi l'adepte de la guerre totale.

Comme il semble qu'ont été commises à maintes reprises, par Israël et les Américains, à Gaza, en Cisjordanie, au Liban et en Iran, des violations des Conventions de La Haye, adoptées en 1899 et 1907, qui interdisent certains moyens et

⁴¹² Voir Benjamin Barthe, « Israël et le Hezbollah, des ennemis de trente ans » in *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2015/12/20/israel-hezbollah-trente-ans-de-guerre-par-intermittence_4835413_3218.html, 20/12/2015 ; Reuters, « Israel warns Hizbullah: war would invite destruction » in *Yediot Aharonot*, <https://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-3604893,00.html>, 10/3/2008 ; Rachid Achachi, "«Dahiya» et «Hannibal», les deux doctrines de Tsahal" in *Le Monde*, https://fr.le360.ma/monde/dahiya-et-hannibal-les-deux-doctrines-de-tsahal_4JD4VVD5SZFH7KJAQ62FPLG3T4/, 23/11/2023.

méthodes de combat, ainsi que des Conventions de Genève de 1864, de 1949 et de 1977, qui protègent les personnes qui ne participent pas ou plus aux hostilités, il convient de préciser ce qu'on entend par « crime de guerre ».

Constitueraient des crimes de guerre les violations suivantes des Conventions précitées par certains militaires si elles étaient avérées : l'homicide intentionnel ; le fait de causer intentionnellement de grandes souffrances ou de porter gravement atteinte à l'intégrité physique ou à la santé ; la destruction de biens, non justifiées par des nécessités militaires et exécutées sur une grande échelle de façon illicite et arbitraire ; la déportation de populations du territoire occupé ; la détention illégale de personnes.

D'autres violations graves des lois et coutumes de la guerre semblent avoir été commises par certains militaires israéliens et américains depuis le 7 octobre 2023. Ce sont notamment le fait d'attaquer la population et les biens qui ne sont pas des objectifs militaires, en particulier les bâtiments consacrés à la religion, à l'enseignement, à l'art, à la science ou à l'action caritative et humanitaire, les monuments historiques, les hôpitaux et les moyens de transport sanitaire, ainsi que le personnel portant les signes distinctifs prévus par les Conventions de Genève, notamment la croix ou le croissant rouge ; le fait d'affamer des civils, y compris en empêchant l'envoi des secours prévus par les Conventions de Genève.

Les atrocités commises apparemment par le Hamas le 7 octobre, comme l'homicide intentionnel ; le fait de causer intentionnellement de grandes souffrances ou de porter gravement atteinte à l'intégrité physique ou à la santé ; la prise d'otages et la détention illégale de personnes ; le fait qu'il utilise depuis 2007 la population gazaouie pour éviter que certains points, zones ou forces armées de Gaza ne soient la cible d'opérations militaires israéliennes, par exemple en enfouissant son quartier général opérationnel

sous un hôpital, constitueraient également des crimes de guerre si elles étaient avérées.⁴¹³

Depuis 1919, des terroristes palestiniens opposés au sionisme ont attaqué les Juifs présents en Palestine. Depuis 1949, des combattants pour la libération de la Palestine ont commis un peu partout dans le monde des centaines d'attentats, qui ont fait rien qu'en Israël près de 10.000 morts et trois fois plus de blessés.

En réponse, dès avant la création de l'État d'Israël en 1948, ont sévi trois mouvements terroristes sionistes. La *Haganah*, la « Défense », la milice sioniste, recrutée dès 1920 au sein de la communauté juive de Palestine, a notamment assassiné l'écrivain juif antisioniste Jacob Israël De Haan en 1924 à Jérusalem. En 1937, la scission de l'*Irgoun Zvai Leumi* (« l'Organisation »), dirigée par Menahem Begin, premier ministre de 1977 à 1983, a fait sauter des bombes et des grenades dans les marchés arabes ou dans des autobus. En 1939, la *Haganah* et l'*Irgoun* décident de soutenir le Royaume-Uni face à l'Allemagne nazie, suscitant une nouvelle dissidence, celle du *Lehi*, l'acronyme hébreu des « Combattants pour la liberté d'Israël » aussi appelé *Stern*. Yitzhak Shamir, qui fut premier ministre d'Israël de 1983 à 1984, puis de 1986 à 1992, en était le leader.

Le 6 novembre 1944, au Caire, Lord Moyne, ministre d'État britannique pour le Moyen-Orient, est assassiné avec son chauffeur par deux terroristes du *Lehi*. Le premier ministre, Winston Churchill, condamne des « gangsters dignes de l'Allemagne nazie ». Les deux assassins de Lord Moyne sont pendus au Caire, le 22 mars 1945. En 1975, le gouvernement du travailliste Yitzhak Rabin négocie avec l'Égypte un échange entre les dépouilles des meurtriers de Lord Moyne et une vingtaine de fédajins palestiniens. Les honneurs militaires ont été rendus devant les deux cercueils, en présence de M. Shamir.

⁴¹³ Voir sn, « Crimes de guerre » in *Nations Unies, Définitions*, <https://www.un.org/fr/genocideprevention/index.shtml>, sd.

Le 22 juillet 1946, l'*Irgoun* perpètre un attentat contre l'hôtel King David, à Jérusalem, quartier général de l'armée britannique, lequel a fait 91 victimes, dont 28 Britanniques, et 46 blessés. En 2006, le soixantième anniversaire de cet attentat est l'occasion d'une conférence organisée au King David afin de célébrer l'héroïsme du commando, avec la participation d'un des terroristes ayant introduit des explosifs dans l'hôtel. À cette occasion, une plaque est dévoilée, en présence de Benyamin Netanyahu, premier ministre de 1996 à 1999, de 2009 à 2021 et depuis 2022, dont le père était un partisan actif de l'*Irgoun*.

En 1947, la résolution 181 adoptée par l'Assemblée générale des Nations-Unies, partage la Palestine en un État juif et un État arabe.

Lors de la première guerre israélo-arabe, en mai 1948, l'ONU nomme un médiateur, Folke Bernadotte, un diplomate suédois qui avait sauvé, en février-mars 1945, plus de 20.000 prisonniers des nazis, dont plus de 6.000 Juifs. Bernadotte obtient, dès juin 1948, une trêve de quatre semaines, puis propose un plan de paix reposant sur la neutralisation de Jérusalem et le retour de centaines de milliers de réfugiés arabes. Ce plan est rejeté par l'armée israélienne, qui vient d'être fondée à partir de la *Haganah*, avec absorption de l'*Irgoun*. Le *Lehi* a gardé son autonomie opérationnelle sous l'autorité, entre autres, de Shamir. Le 17 septembre 1948, à Jérusalem, quatre militants du *Lehi*, en uniforme de *Tsahal*, assassinent Bernadotte, ainsi que le colonel André Sérot, le commandant français des observateurs de l'ONU dans cette ville, qui était venu remercier Bernadotte d'avoir, en 1945, sauvé son épouse juive du camp de Ravensbrück.

L'émotion internationale force Israël à dissoudre le *Lehi*, qualifié d'organisation terroriste, mais seuls deux membres du commando sont jugés et condamnés, en février 1949, à quelques années de prison. Ils sont libérés juste après dans le cadre d'une amnistie générale. Cela n'empêche pas Israël de devenir membre de l'ONU, en mai 1949, en tant qu'État « pacifique ». L'assassinat de Bernadotte est commémoré, à

Tel-Aviv, dans un musée à la gloire du *Lehi* et dépendant du ministère israélien de la Défense.⁴¹⁴ Le 9 avril 1948, le *Lehi* massacre 254 Palestiniens habitant *Deir Yassin*, ce qui facilite la *Nakba*, la « catastrophe », la déportation de 700.000 Palestiniens d'Israël vers les pays voisins.⁴¹⁵

Le retour des réfugiés palestiniens, décidé par la résolution 194 du 4 novembre 1948 de l'Assemblée générale de l'ONU, n'a toujours pas eu lieu. Le terrorisme juif a continué à faire des victimes, notamment chez les Palestiniens et chez les Juifs modérés, dont le plus célèbre est le Premier ministre d'Israël Yitzhak Rabin. Sa mort en 1995 a signifié la fin du processus de paix qui avait abouti aux accords d'Oslo en 1993. Signés par Rabin et Arafat sous l'égide du président Clinton, l'Organisation de libération de la Palestine ayant reconnu Israël et renoncé à la violence, ils créaient l'Autorité palestinienne et lui donnaient le contrôle partiel de la Cisjordanie et de Gaza.

Les accords d'Abraham sont une victime collatérale du 7 octobre 2023. Signés en 2020 sous l'égide de Trump, ceux-ci renforcent les relations diplomatiques, économiques et sécuritaires entre Israël et les Émirats arabes unis, Bahreïn, le Maroc et le Soudan, sur le modèle des accords précédents avec l'Égypte et la Jordanie. Un front commun est ainsi

⁴¹⁴ Voir Jean-Pierre Filiu, "En Israël, les extrémistes juifs de l'Irgoun et du Lehi progressivement réhabilités après les attentats de 1944-1948" in *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/un-si-proche-orient/article/2025/01/12/en-israel-les-extremistes-juifs-de-l-irgoun-et-du-lehi-progressivement-rehabilites-apres-les-attentats-de-1944-1948_6493883_6116995.html, 12/1/2025.

⁴¹⁵ Voir Sir Gerald Kaufman, *Speech to the Commons on the war in Gaza in 2009*, <https://www.youtube.com/watch?v=xEYz00MqCxo>, 21/1/2001; Thibault Finet, *De la Haganah à Tsahal, histoire et perspective du terrorisme israélien*, Comité de solidarité de Trois-Rivières, <https://www.cs3r.org/7868-de-la-haganah-a-tsahal-histoire-et-perspective-du-terrorisme-israelien-copie>, sd ; sn, 17 septembre 1948 : assassinat à Jérusalem par une milice sioniste de Folke Bernadotte, médiateur de l'ONU, et du français André Sérot in Association France Palestine Solidarité, <https://www.france-palestine.org/17-septembre-1948-assassinat-a-Jerusalem-par-une-milice-sioniste-de-Folke>, sd.

établi face à l'Iran, mais la question palestinienne reste entière. La colère croissante, dans les pays arabomusulmans, mais aussi en Occident, contre la politique d'Israël à l'égard de Gaza et des territoires occupés illégalement en Cisjordanie, ainsi que du Liban, a éloigné les perspectives de paix durable.⁴¹⁶

Les soutiens de Bachar Al Assad ont été affaiblis par les frappes israéliennes en Syrie et sur le Hezbollah, ainsi que par la guerre en Ukraine pour ce qui concerne les Russes. En dix jours, le groupe islamiste Hayat Tahrir Al-Cham, qui dit vouloir une Syrie où toutes les confessions coexisteraient pacifiquement, où la justice prévaudrait et où le droit serait établi, et ses alliés de l'armée nationale syrienne mais aussi kurdes, turcs et américains, ont mis fin le 8 décembre 2024 à 50 ans d'oppression et à 13 années de guerre civile.

Le 22 juin 2025, 125 avions américains ont bombardé les sites iraniens d'enrichissement d'uranium de Fordow et Natanz, un sous-marin a lancé des missiles Tomahawk sur Ispahan. Cette campagne a duré 12 jours. Le 24 juin, l'Iran a attaqué une base américaine au Qatar.

Depuis le 28 février 2026 et durant 40 jours, aidés par le Maven Smart System de Palantir Technologies, qui fusionne les données disponibles, classe les cibles, recommande les systèmes d'armes et génère les ordres d'attaque motivés juridiquement grâce à l'intelligence artificielle « Claude » d'Anthropic, les États-Unis d'Amérique et Israël ont bombardé plus de 25.000 fois l'Iran, tuant près d'une centaine de dirigeants politiques, dont le Guide suprême Ali Khamenei, des militaires, des policiers, des Gardiens de la Révolution islamique, frappant des casernes, la défense aérienne, la marine, dont 43 navires ont été coulés, les installations de fabrication et de lancement des missiles et des drones, et les sites développant une arme nucléaire. Cela n'a pas ébranlé le régime, mais les Gardiens de la Révolution islamique se sont renforcés par rapport aux religieux. Parmi les dégâts collatéraux, 168

⁴¹⁶ Israël et l'Arabie Saoudite se sont discrètement rapprochés.

personnes ont été tuées. Plus de 100 d'entre elles avaient moins de 12 ans, car le 28 février, un missile de croisière Tomahawk a frappé une école primaire dans le sud de l'Iran, qui avait fait partie d'une installation navale du Corps des Gardiens de la Révolution islamique jusqu'en 2016. Le ciblage avait utilisé des renseignements obsolètes.

L'Iran a riposté en demandant au Hezbollah d'attaquer Israël, qui a répliqué par des bombardements très intenses sur le Liban chiite et occupé le Sud du Liban. L'Iran a aussi lancé des milliers de missiles et de drones contre 17 pays dont Israël, Chypre et l'Azerbaïdjan, Bahreïn, Koweït, le Qatar et les Émirats Arabes Unis. Ceux-ci ont été attaqués par 1.440 drones, 8 missiles de croisière et 253 missiles balistiques. Des opérateurs de drones ukrainiens ont abattu le 12 mars 2026 plusieurs drones Shahed-136 qui visaient Dubaï. Le détroit d'Ormuz a été fermé plusieurs fois à la navigation, par les Gardiens de la Révolution islamique ou par les Américains, déboussolant le marché mondial du pétrole et du gaz. Les négociations entre Américains et Iraniens sur la réouverture du détroit et la dilution du stock iranien d'uranium enrichi piétinent.

Comme depuis le 7 octobre 2023, *Tsahal* a eu 900 soldats tués et 18.500 blessés ou souffrants de stress post-traumatiques, et que les ultra-orthodoxes, soit 15 % de la population, sont exemptés de service militaire, il manque à *Tsahal* au moins 15.000 soldats, dont 7.000 combattants, alors que jamais dans l'histoire d'Israël, son armée n'a mené autant de guerres de front : en Cisjordanie, à Gaza, en Syrie, au Liban, au Yémen, ...⁴¹⁷

Tsahal a su tirer certaines leçons de l'analyse des raisons de sa défaillance avant le 7 octobre 2023, qui a causé 1.200 morts, et qui sont : une lecture erronée des intentions et une sous-estimation du Hamas ; l'incapacité du renseignement à interpréter des signaux d'alerte pourtant disponibles et la priorité donnée à la technologie sur le renseignement

⁴¹⁷ Voir Stanislas Poyet, " L'armée israélienne n'a plus les moyens de ses guerres " in *Le Figaro*, 28/3/2026, p. 7.

humain ; l'abandon progressif du plan de défense « Jericho Wall » ; l'affaiblissement de la culture opérationnelle ; l'écart persistant entre scénarios envisagés et préparation réelle des unités ; et, enfin, des décisions inadaptées dans les heures cruciales : plusieurs alertes avaient été collectées la nuit précédente sans déclenchement d'alerte générale.⁴¹⁸

Pour relancer le processus de paix, il serait utile de s'inspirer du général de Gaulle, qui connaissait bien le Proche-Orient, y ayant servi dans l'entre-deux-guerres. Il était partisan du retour aux frontières d'avant la guerre des Six-Jours de 1967, en échange de la reconnaissance de l'existence de l'État d'Israël par les États arabes. Sa position est adoptée par l'ONU et transcrite, quoique maladroitement, dans la résolution 242 du Conseil de sécurité.⁴¹⁹ Dans sa conférence de presse du 27 novembre 1967, où il évoquait un peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur,⁴²⁰ de Gaulle a dit vouloir surtout éviter que « le monde arabe ne verse dans une dangereuse amertume ». Lorsqu'en février 1969, il reçoit Richard Nixon, il le met en garde contre l'expansionnisme d'Israël, car, dit-il « les enrégés vont arriver au pouvoir dans les capitales arabes ».

Aujourd'hui, pour assurer son existence à long terme, Israël devrait renoncer à conquérir le peu de territoire qui reste aux Palestiniens, à l'expulsion ou à l'extermination des 1,5 millions de Gazaouis et des 2,5 millions de Cisjordanien. Comme l'a rappelé récemment le président de la Conférence sur la sécurité de Munich, l'occupation des

⁴¹⁸ Voir Stanislas Poyet, "Israël limoge plusieurs hauts gradés en raison des défaillances mortelles du 7 Octobre " in *Le Figaro*, 26/11/2025, p. 10.

⁴¹⁹ Dans sa version française le point 1. i) de la Résolution 242 du 22 novembre 1967 dispose : « Retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés lors du récent conflit ». Malheureusement, la version anglaise, « Withdrawal of Israel armed forces from territories occupied in the recent conflict » n'exigeait apparemment qu'un retrait partiel. Voir sn, « Résolution 242 », in *Nations Unies*, <https://digitallibrary.un.org/record/90717?ln=fr>, 1967.

⁴²⁰ Voir sn, « Charles de Gaulle, "Les Juifs... Un peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur" », INA, <https://www.ina.fr/ina-eclairage-actu/video/i19073226/charles-de-gaulle-les-juifs-un-peuple-d-elite-sur-de-lui-meme-et-dominateur>, 27/11/1967.

territoires palestiniens est une violation flagrante du droit international, qui prévoit une solution à deux États.⁴²¹

Israël n'en prend pas le chemin : son armée a déplacé plus d'un million d'habitants du Sud-Liban et dévaste une bande de 10 km de profondeur le long de sa frontière, mais ce glacis ne va pas arrêter les drones et les missiles du Hezbollah. L'Arabie saoudite et le Pakistan ont conclu le 17 septembre 2025 un accord de défense mutuelle, qui inclut la couverture de l'Arabie saoudite par le parapluie nucléaire du Pakistan, mettant fin au monopole d'Israël sur la possession de capacités nucléaires dans la région.⁴²²

« Il reste heureusement, en Israël et dans le monde arabo-musulman, des femmes et des hommes qui ont le courage de se lever contre la majorité et de mettre en avant notre humanité commune, de nous montrer qu'il reste, malgré toutes les horreurs, une lumière fragile au bout du tunnel, que la raison et nos valeurs humanistes nous permettent de résister et de réfléchir à l'avenir. L'avenir devra nécessairement prendre en compte les droits des deux peuples dans un contexte de reconnaissance mutuelle et leur

⁴²¹ Voir Peter Carstens, "Kritik am Chef der Münchner Sicherheitskonferenz" in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, <https://www.faz.net/aktuell/politik/inland/nahost-konflikt-kritik-am-chef-der-muenchner-sicherheitskonferenz-19270196.html>, 26/10/2023.

⁴²² Voir AFP, "L'Arabie saoudite passe sous la protection du parapluie nucléaire du Pakistan" in *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/international/article/2025/09/22/l-arabie-saoudite-passe-sous-la-protection-du-parapluie-nucleaire-du-pakistan_6642384_3210.html?search-type=classic&ise_click_rank=1, 22/9/2025; Riad Kahwaji, "Saudi-Pakistan defense pact brings new nuclear player to region" in *Breaking Defense*, https://breakingdefense.com/2025/09/saudi-pakistan-defense-pact-brings-new-nuclear-player-to-region/?utm_medium=email&hsenc=p2ANqtz-9ADHNX9ZTZSeS7kLouFgGI4SSTqQX5OPVxKm8ddxk1jVGBdgpP5baYh6E4gsE5YgVjYvjTXXKyvb90C1k35iEcWoJedgg&hsmi=381933049&utm_content=381933049&utm_source=hs_email, 22/9/2025.

permettre de construire une coexistence, [selon la formule] qu'ils décideront d'un commun accord. »⁴²³

4.5. LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Entre 1981 et 1989, le président Reagan a grandement contribué à ce que l'Occident gagne la Guerre froide, ce qui fut une des causes de l'implosion de l'URSS. Celle-ci a rendu les États-Unis d'Amérique hégémoniques. Les valeurs de liberté et de progrès, l'ouverture des frontières et des marchés, le libre-échange se sont répandus quasi partout, mais dès 2003, les désastreuses invasions de l'Afghanistan puis de l'Irak ordonnées par le président G. W. Bush ont sapé la puissance militaire américaine. Ce sont surtout Apple, Google, Microsoft, Facebook, Amazon et la maîtrise des marchés financiers qui ont conforté le statut international du pays.⁴²⁴

Ce *Soft power* est mis en péril par Trump, alors qu'il prétend remettre son pays à la première place militaire, technologique et économique. Pour l'auteur de ce concept, Joseph Nye, il est fort probable que Donald Trump échoue à rivaliser avec la Chine s'il fragilise la confiance des alliés à l'égard des États-Unis d'Amérique, en formulant des aspirations impériales, en affaiblissant l'Agence américaine pour le développement international (*US Aid*), en réduisant au silence *Voice of America*, en remettant en question les lois de son propre pays et en se retirant des agences de l'Organisation des Nations-Unies. En effet, user de la contrainte avec des alliés démocratiques tels que le Danemark ou le Canada, c'est affaiblir la confiance dans nos alliances. Menacer le Panama, c'est réveiller la crainte de l'impérialisme *yankee* en Amérique latine. Affaiblir l'*US Aid*, c'est nuire à sa réputation de bienfaisance. Réduire au

⁴²³ Dominique Eddé, « Le “nous contre eux” signe fatalement le début de l'obscurantisme et de la cécité » in *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/10/31/l-ecrivaine-libanaise-dominique-edde-sur-la-guerre-israel-hamas-le-recours-au-nous-contre-eux-signe-fatalement-le-debut-de-l-obscurantisme-et-de-la-cecite_6197490_3232.html, 31/10/2023.

⁴²⁴ Voir Jean De Ruyt, *Le privilège du diplomate*, op. cit, p. 190.

silence *Voice of America*, c'est offrir un cadeau à ses adversaires autoritaires. Imposer des droits de douane à ses amis, c'est apparaître comme un partenaire peu fiable. Tenter d'étouffer la liberté d'expression dans son propre pays, c'est mettre à mal sa crédibilité. »⁴²⁵

Comment les États-Unis d'Amérique en sont-ils arrivés là ?

Le 20 janvier 2017, Trump est devenu président. Lors de son premier mandat, il a forcé l'UE, les États d'Amérique centrale et du Sud et les États du Pacifique à réduire leurs excédents commerciaux et à acheter des systèmes d'armes américains. ⁴²⁶ **Il a promis de vaincre les terroristes islamistes, mais il n'y est arrivé nulle part. Il a même, le 6 octobre 2019, pour amadouer Erdogan, toléré l'offensive turque contre les Kurdes syriens, les alliés des Occidentaux dans la lutte contre Daech.** ⁴²⁷ Il a renforcé les sanctions économiques contre l'Iran ; en 2018, il a dénoncé l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien (*The Joint Comprehensive Plan of Action* - JCPOA). En 2019, il a inscrit les Gardiens de la Révolution islamique dans la liste des organisations terroristes. Il a répliqué militairement aux actes de guerre des Iraniens et de

⁴²⁵ Voir Joseph Nye, "« Le soft power culturel des Etats-Unis survivra-t-il au déclin de leur soft power politique ? » : les dernières réflexions de Joseph Nye, mort début mai" in *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/05/24/le-soft-power-culturel-des-etats-unis-survivra-t-il-au-declin-de-leur-soft-power-politique-les-dernieres-reflexions-de-joseph-nye-mort-debut-mai_6608179_3232.html, 24/5/2025.

⁴²⁶ En outre, le 14 février 2020, notre « allié » a porté les droits de douane de 10 à 25 % sur les avions Airbus. Le vin, le fromage, le café et les olives sont taxés à hauteur de 25 % depuis octobre 2019. Consolons-nous en pensant qu'il maltraite tout autant la Corée du Sud. Voir Reuters, "US to put 9,000 South Korea workers on leave as military funding row deepens" in *The Guardian*, <https://www.theguardian.com/world/2020/jan/29/us-to-put-9000-south-korea-workers-on-leave-as-military-funding-row-deepens>, 29/1/2020.

⁴²⁷ Voir Michel Cabirol, « Syrie : "Les Américains ont renoncé à assurer la sécurité collective" (Jean-Yves Le Drian) » in *La Tribune*, <https://www.latribune.fr/economie/international/syrie-les-americains-ont-renonce-a-assurer-la-securite-collective-jean-yves-le-drian-831238.html>, 22/10/2019.

leurs alliés, les Houthis,⁴²⁸ le Hezbollah et les milices chiites irakiennes, comme le bombardement de raffineries saoudites, l'attaque de pétroliers près d'Ormuz et le bombardement d'une base militaire américaine en Irak. **Il a conclu en février 2020 un accord avec les talibans sur le retrait américain d'Afghanistan, sans concertations avec ses alliés et le gouvernement afghan.**⁴²⁹

Au cours de son premier mandat, Trump a nui au *Soft Power* de son pays, en ôtant leur crédibilité à ses valeurs traditionnelles, notamment en faisant libérer 5.000 talibans, en gracieant des criminels de guerre américains et en ne fermant pas la prison de Guantanamo. Il a dénoncé l'accord avec la Russie sur les missiles nucléaires de moyenne portée. Il a restauré la *Balance of power* d'avant 1914-1918, la loi du plus fort, l'instabilité des alliances et la course aux armements. Il a rendu le monde beaucoup moins sûr. Les Américains l'avaient compris, il n'a donc pas été réélu fin 2019.

Le président Biden, dans son discours du 4 février 2021 au Département d'État sur « la place de l'Amérique dans le monde »,⁴³⁰ a dit vouloir une diplomatie axée sur la défense

⁴²⁸ Les Houthis ont pris pour cible une centaine de navires marchands à l'aide de missiles et de drones entre le 7 octobre 2023 et fin 2024. Les Houthis se sont emparés d'un navire et en ont coulé deux. Quatre marins ont été tués. Voir Jon Gambrell, The Associated Press, "Two US Navy pilots shot down over Red Sea in 'friendly fire' incident" in *Military Times*, https://www.militarytimes.com/news/your-military/2024/12/22/two-us-navy-pilots-shot-down-over-red-sea-in-friendly-fire-incident/?utm_source=sailthru&utm_medium=email&utm_campaign=mil-breaking, 22/12/2024.

⁴²⁹ Voir Eugene Kiely, Robert Farley, "Timeline of U.S. Withdrawal from Afghanistan" in *FactCheck.org*, <https://www.factcheck.org/2021/08/timeline-of-u-s-withdrawal-from-afghanistan/>, 17/8/2021; Aila Sisco, "Donald Trump Holds Responsibility for Afghanistan Withdraw, Ex-Adviser Says" in *Newsweek*, <https://www.newsweek.com/donald-trump-responsible-afghanistan-withdraw-ex-adviser-1944696>, 26/8/2024.

⁴³⁰ Voir President Biden, "Remarks on America's Place in the World" in *White House*, <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/speeches->

de la démocratie et de la liberté, ainsi que sur le respect des droits universels et de l'État de droit, ceci pour inciter les États, en particulier les Alliés, à affronter ensemble les défis mondiaux, de la pandémie au changement climatique, en passant par la prolifération nucléaire et par l'avancée de l'autoritarisme. Il a annoncé un effort accru dans le domaine de la cybersécurité et la suspension du retrait de troupes d'Allemagne. Dès le 23 janvier, un exercice aéronaval en mer Noire avait démontré la volonté américaine de protéger la Bulgarie, la Roumanie et la Turquie, mais aussi la Géorgie et l'Ukraine de l'agressivité russe, ainsi que de garantir la liberté de navigation sur mer, dans l'air et dans l'espace.⁴³¹ Cette pression accrue a sans doute contribué à ce que Poutine prolonge pour cinq ans le traité entre les États-Unis d'Amérique et la Russie sur la réduction du nombre d'armes nucléaires stratégiques, mais dès la fin de 2021, M. Biden a dû constater l'agressivité croissante de Poutine envers l'Ukraine. Pour éviter une attaque de Taïwan par la Chine, M. Biden a augmenté la solidité des alliances américaines dans l'indopacifique. Cette zone comporte des territoires et une très importante zone maritime qui dépendent d'États membres de l'OTAN ; elle est en outre couverte par l'alliance dite *Aukus*, entre l'Australie (AU), le Royaume-Uni (UK) et les États-Unis d'Amérique (US), ainsi que le *Quad*, qui groupe les États-Unis d'Amérique, le Japon, l'Australie et l'Inde ; elle comporte des pays alliés comme la Corée du Sud, le Vietnam, l'Indonésie et les Philippines.

L'ancien secrétaire américain à la défense, Robert M. Gates, estimait en 2023 que les dysfonctionnements aux États-Unis d'Amérique ont rendu le pouvoir américain erratique et peu fiable. Il constatait que les dirigeants occidentaux n'ont pas

[remarks/2021/02/04/remarks-by-president-biden-on-americas-place-in-the-world/](https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2021/02/04/remarks-by-president-biden-on-americas-place-in-the-world/), 4/2/2021.

⁴³¹ Voir sn, "U.S. Navy Conducts Interoperability with NATO in the Black Sea", *US Naval Forces Europe-Africa / US Sixth Fleet Public Affairs*, <https://www.c6f.navy.mil/Press-Room/News/News-Display/Article/2479674/us-navy-conducts-interoperability-with-nato-in-the-black-sea/>, 23/1/2021.

réussi à formuler une stratégie à long terme pour garantir que les valeurs démocratiques l'emportent, alors que les autocrates russe et chinois sont convaincus que les démocraties sont en déclin irréversible. Ces deux dirigeants ont déjà commis des erreurs d'appréciation majeures : Poutine en Ukraine, Xi à trois reprises : en étant agressif, il a incité les États-Unis d'Amérique à freiner la croissance de la Chine, à moderniser leur armée et à renforcer leurs partenariats militaires en Asie ; en réinsérant le parti dans la gestion des entreprises privées et en privilégiant les entreprises d'État, Xi a nui à l'économie chinoises ; sa politique du « zéro Covid » a également ralenti l'économie. Poutine et Xi semblent susceptibles de commettre d'autres erreurs encore plus graves, qui pourraient avoir des conséquences catastrophiques pour leur pays et pour le monde.⁴³²

Sous la direction de M. Biden, les États-Unis d'Amérique et l'OTAN n'ont pas donné à l'Ukraine les moyens d'obtenir la victoire, alors que celle-ci aurait augmenté la sécurité européenne, en forçant la Russie à accepter une paix juste et durable. M. Biden a en revanche accordé à Israël un soutien excessif.

Au cours du mandat de M. Biden, les États-Unis d'Amérique sont devenus le 1^{er} producteur mondial de pétrole et le premier exportateur de gaz naturel liquéfié. La croissance du PIB a été de 2,3 %, celle de la productivité de 2,2 %. L'inflation a été réduite à 1,8 %, venant de 9,1 % en juin 2022, mais les taux d'intérêt sont restés élevés. Le chômage a été ramené à 3,4 % de la population active, le niveau le plus bas depuis un demi-siècle. Les salaires ont augmenté, notamment les plus bas, mais trop d'emplois de qualité ont été perdus à cause de la mondialisation, particulièrement dans l'industrie. M. Biden s'est félicité des 12 millions de nouveaux emplois créés en deux ans, ce qu'aucun autre président n'a réalisé en quatre ans. Son *Inflation Reduction Act* a induit un investissement public

⁴³² Voir Robert M. Gates, "The Dysfunctional Superpower. Can a Divided America Deter China and Russia?" in *Foreign Affairs*, op. cit.

massif dans l'énergie, les semi-conducteurs, les microprocesseurs et l'intelligence artificielle, ainsi que dans de nouvelles infrastructures, des aéroports à l'internet à haut débit.

Cela n'a pas suffi à rendre M. Biden populaire, car les États-Unis se sont engagés dans la décarbonation, ce qui a mécontenté les producteurs de charbon et les mineurs. M. Biden s'est aussi aliéné les grandes entreprises, aériennes, pharmaceutiques, de loisir, en luttant contre leurs abus. Les milliardaires comme M. Musk (PayPal, SpaceX, Tesla, OpenAI, Neuralink, Twitter/X) ont donc soutenu Trump. M. Biden a régulé l'intelligence artificielle, ce qui a dressé la Silicon Valley contre lui, notamment M. Luckey, fondateur d'Anduril, qui produit entre-autres des senseurs et des drones qui utilisent l'intelligence artificielle, ou M. Thiel, de Palantir, qui produit des logiciels de gestion de données volumineuses, comme l'imagerie satellitaire ou les télécommunications. Le désenchantement de plus de 10 millions d'électeurs démocrates les a incités à s'abstenir de voter en 2024, particulièrement dans les 7 *Swing States*.

De nombreux Américains ne veulent plus que leur pays soit le « gendarme du monde », n'ayant pas gagné la guerre de Corée, ni celle du Vietnam ; n'ayant pas su empêcher les conflits entre l'Inde et le Pakistan depuis 1948, au Levant, en 1948, 1956, 1967, 1973 et 1986 ; ni entre l'Inde et la Chine depuis 1962, ni les génocides au Cambodge de 1975 à 1979 et au Rwanda en 1994 ; n'ayant pu reprendre pied ni en Chine depuis 1949, ni en Iran depuis 1979, ayant échoué en Afghanistan, au Congo, en Somalie, en Irak et en Libye, et n'ayant obtenu qu'un accord boiteux en ex-Yougoslavie.⁴³³ Ils ont eu tendance à faire confiance à Trump, qui se présentait comme le champion de la paix, alors que Biden a augmenté de 20.000 le nombre de soldats américains stationnés en Europe, portant leur nombre à 65.717, qui

⁴³³ Voir Gérard Araud, *Passeport diplomatique. 40 ans au Quai d'Orsay*, Paris, Grasset, 2019.

sont répartis sur près de 40 bases. Plus de la moitié sont casernés dans 13 bases en Allemagne.

Une majorité d'Américains a voté pour Trump le 5 novembre 2024, et même une majorité de femmes, d'Afro-américains et de Latino-américains, malgré 91 accusations pénales contre lui, qui n'ont mené à aucune condamnation pénale définitive, deux tentatives de destitution, une tentative de coup d'État et le vol de documents secrets.⁴³⁴ C'est que beaucoup d'Américains ont cru aux promesses de Trump. Tout d'abord, mettre rapidement fin aux guerres en Ukraine et au Levant, mais les deux conflits se poursuivent, car Poutine exige de l'Ukraine se démilitariser, se « dénazifier », se neutraliser, devienne une zone tampon, cède des territoires, et de l'Occident, qu'il lève les sanctions contre la Russie et cesse complètement l'aide militaire et la fourniture de renseignement à l'Ukraine, tandis que Netanyahu poursuit l'écrasement des Palestiniens. Ensuite, arrêter l'immigration, et il a obtenu une forte baisse des passages illégaux de la frontière ; réduire le déficit fédéral, car les électeurs s'inquiètent du poids de la dette : elle est passée de 17.000 milliards \$ en 2014 à 33.000 milliards \$ en 2023, à cause des réductions d'impôts décidées par Trump en 2017, mais aussi du soutien de Biden à l'économie pendant et après la pandémie,⁴³⁵ si bien qu'en 2024 les intérêts de la dette américaine (870 milliards \$) ont dépassé les dépenses de défense, qui étaient de 822 milliards \$ selon le *Congressional Budget Office*. Trump a aussi promis de réduire le déficit commercial. Son « jour de la libération », le 2 avril 2025, a vu l'annonce d'une forte hausse des droits de douane, portés en moyenne à 25 %, ce qui n'était plus arrivé depuis la mise en place de l'Accord

⁴³⁴ Voir Robert Reich, "Yes, Trump is dominating the primaries. That doesn't mean he'll beat Biden" in *The Guardian*, <https://www.theguardian.com/commentisfree/2024/jan/23/trump-primaries-election-biden-robert-reich>, 23/1/2024.

⁴³⁵ Voir Aimee Picchi, "U.S. interest payments on its debt are set to exceed defense spending. Should we be worried?" in CBS news, <https://www.cbsnews.com/news/federal-debt-interest-payments-defense-medicare-children/?ftag=CNM-00-10aac3a>, 1/3/2024.

général sur les tarifs douaniers et le commerce en 1947, auquel a succédé l'Organisation mondiale du commerce en 1995. Il a eu pour conséquence que les *bond vigilantes*, les placeurs, qui sanctionnent les politiques inflationnistes en vendant massivement des obligations, ont fait baisser leur prix et augmenter le taux d'intérêt. En moins d'une semaine, Trump a ramené la hausse des droits de douane à 17 % en moyenne. Ses électeurs n'avaient pas prévu que Trump allait cesser la lutte contre le changement climatique et l'aide au développement, avec pour conséquence la chute des exportations agricoles américaines, car elles étaient en grande partie financées par l'*US Aid*. Le deuxième mandat de Trump pourrait être celui de l'accentuation du déclin américain dans le monde et du chaos interne croissant.⁴³⁶

Le chaos règne également sur la scène internationale. Le 14 février 2025, le vice-président américain, lors de son discours à la conférence de Munich sur la sécurité, a prétendu parler de nos valeurs communes, car « la menace qui le préoccupe le plus vis-à-vis de l'Europe n'est pas la Russie, ni la Chine, ni aucun autre acteur extérieur. Ce qui l'inquiète, c'est la menace intérieure, le recul de l'Europe par rapport à certaines de ses valeurs les plus fondamentales, comme la défense de la démocratie, de la liberté de surprendre, de commettre des erreurs, d'inventer, de construire. Il critique l'annulation de l'élection présidentielle en Roumanie, le contrôle des médias sociaux par l'Union européenne, les limitations à la liberté d'expression, ou de religion, dans certains pays européens. Il a annoncé que l'Administration Trump se battra pour le maintien de la liberté d'opinion et de son expression sur la place publique, pour une meilleure prise en compte de la voix des citoyens, par la liberté d'expression et celle de la presse. Il a estimé que de tous les défis auxquels les nations représentées à Munich sont confrontées, il n'y a rien de plus urgent que les migrations de masse. Il a rappelé que la

⁴³⁶ Voir Alfred W. McCoy, "Requiem for an empire" in *Counterpunch*, <https://www.counterpunch.org/2024/11/20/requiem-for-an-empire/>, 20/11/2024.

démocratie repose sur le principe sacré de l'importance de la voix du peuple, qu'il n'y a pas de place pour les paresseux et que si nous refusons d'écouter cette voix, même nos combats les plus fructueux n'aboutiront pas à grand-chose. ».

Lors de l'altercation entre les présidents américain et ukrainien dans le bureau Ovale, le 28 février 2025, devant les médias, pour forcer M. Zelensky à signer un accord sur l'exploitation des minerais ukrainiens par les Américains, celui-ci a su, calmement, rétablir la vérité sur la situation concrète de l'Ukraine. Il a rappelé que les Ukrainiens se battent pour leur souveraineté, pour la démocratie, pour le droit international. En refusant de s'humilier, de se laisser vassaliser sous l'œil des caméras, M. Zelensky a remporté une victoire morale. Il a révélé au monde entier que Trump n'est pas tout-puissant ; sa conception de la gouvernance s'apparente à une émission de télévision, comme *The Apprentice*, à laquelle il doit en partie sa notoriété. Il est tragique que la survie de l'Ukraine et le maintien de la paix en Europe dépendent en grande partie de Trump, du fait de la carence des gouvernants européens.⁴³⁷

Bien que l'Europe reste leur principal partenaire commercial et le premier investisseur aux États-Unis d'Amérique, ceux-ci n'apporteraient probablement à l'Europe qu'une aide limitée à la dissuasion nucléaire en cas d'attaque russe, car ils veulent concentrer leurs forces sur un éventuel conflit avec la Chine à Taïwan, selon l'*Interim National Defense Strategic Guidance* du secrétaire à la Défense Hegseth divulguées le 29 mars 2025 par le *Washington Post*.⁴³⁸ Les Européens, même ceux qui faisaient

⁴³⁷ Voir Marion Dupont, « Cécile Alduy, sémiologue : "La séquence entre Donald Trump et Volodymyr Zelensky n'était pas un dérapage, mais une proclamation»" » in *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/03/04/cecile-alduy-semiologue-la-sequence-entre-donald-trump-et-volodymyr-zelensky-n-etait-pas-un-derapage-mais-une-proclamation_6576155_3232.html, 4/3/2025.

⁴³⁸ Voir sn, "Secret Pentagon memo on China, homeland has heritage fingerprints" in *The Washington Post*,

aveuglement et de longue date confiance à l'OTAN, prennent petit à petit conscience du risque que nous fait courir la nouvelle administration Trump. Comme elle ne remplit pas ses obligations résultant du mémorandum de Budapest de 1994, par lequel les Américains et d'autres ont « garanti » l'intégrité territoriale de l'Ukraine, il est possible qu'elle décide de nier les devoirs qui découlent du traité de l'Atlantique Nord.

Les États-Unis d'Amérique risquent donc de perdre leurs alliés et de devoir faire face isolément à un bloc qui conteste leur hégémonie, composé au minimum de la Chine, de la Russie, de l'Iran et de la Corée du Nord, mais qui sera sans doute bien plus large, car la Chine a maillé un réseau mondial.

Lors des élections de mi-mandat en novembre 2026, le parti républicain devrait subir des pertes, alors qu'il ne dispose que d'une courte majorité de 220 contre 213 députés à la Chambre des Représentants.⁴³⁹ Ce pourrait être un premier pas vers la restauration du lien transatlantique.

4.6. L'AVENIR DE L'OTAN : ASSURÉ PAR POUTINE, MENACÉ PAR TRUMP !

Le 4 avril 2024, les ministres des Affaires étrangères des 32 pays membres de l'OTAN ont commémoré le 75^e anniversaire de l'Alliance à Bruxelles. Le 4 avril 1949, douze pays, dont la Belgique, avaient signé le traité de Washington, pour créer un « bouclier contre l'agression », selon le président américain Harry Truman. Ce bouclier a résisté jusqu'à la fin de l'Union soviétique, mais au lieu de se dissoudre comme le Pacte de Varsovie, l'Alliance a

<https://www.washingtonpost.com/national-security/2025/03/29/secret-pentagon-memo-hegseth-heritage-foundation-china/>, 29/3/2025; sn, "Uitgelekt document: VS zouden Europa beperkt steun bieden bij Russische aanval" in *De Morgen*, Live Oekraïne, 2/4/2025.

⁴³⁹ David Smith, "Trump feels tug of political gravity as economy falters and polls plunge" in *The Guardian* <https://www.theguardian.com/us-news/2025/may/04/trump-popularity-voters-economy-immigration>, 4/5/2025.

subsisté, car la Russie a conservé un nombre très élevé d'armes de destructions massives. L'OTAN s'est ensuite étendue vers l'Est, car les pays libérés de l'emprise soviétique craignaient à juste titre une résurgence de l'impérialisme russe. La guerre déclarée à l'Occident par Poutine en 2007, puis faite par la Russie à la Géorgie depuis 2008, et ensuite à l'Ukraine depuis 2014, a justifié *a posteriori* la pérennité de l'Alliance et son extension.

Depuis près de 8 décennies, les Américains ont protégé l'Europe par la dissuasion nucléaire et des forces conventionnelles, mais ils ont entretenu la confusion entre les dépenses de défense de l'OTAN et les dépenses de l'OTAN.

Les dépenses de défense de l'OTAN sont la somme des budgets de défense des États membres, et il est vrai que le budget américain 2025 (980 milliards \$) dépasse de loin les dépenses des autres alliés (657 milliards \$), mais en 2020, les Américains n'affectaient que 35,8 milliards \$ à la défense de l'Europe, soit un peu moins que le budget 2020 de défense de la France.

Les dépenses de l'OTAN se limitaient en 2019 à 2 milliards 345 millions €, dont 1.395 millions € pour la structure de commandement intégrée,⁴⁴⁰ 700 millions € pour les capacités militaires communes : les avions de détection lointaine et de contrôle aérien, les drones de reconnaissance, les avions de transport lourds ; 250,5 millions € pour le siège politico-militaire à Bruxelles. La part des États-Unis d'Amérique dans ces dépenses est seulement de 23,1%, alors qu'en fonction de la clé de répartition officielle, le PIB, elle devrait être d'environ 50%.

⁴⁴⁰ Le Comité militaire et l'état-major militaire international à Bruxelles ; les commandements stratégiques, dont le SHAPE à Mons, et leurs systèmes de commandement, de contrôle et d'information ; les agences, les opérations et missions de l'Alliance ; le Collège de défense de l'OTAN à Rome ; l'Organisation OTAN pour la science et la technologie et le Centre pour la recherche et l'expérimentation maritimes de La Spezia notamment.

L'OTAN base sa capacité de dissuasion sur des forces classiques, mais aussi sur des armes nucléaires stratégiques, américaines, britanniques et françaises, ainsi que tactiques. Il semble qu'en 2019, en plus des 40 bombes B61 dont l'*US Air Force* disposerait à Aviano en Italie et à Incirlik en Turquie, les Américains entreposaient en Europe 140 bombes B61,⁴⁴¹ munies de la double clef, une pour l'unité de soutien américaine, une pour l'Allemagne, la Belgique ou les Pays-Bas. L'Allemagne affecte à cette mission la 33^{ème} escadre de chasseurs bombardiers Tornado PA-200, avion qui équipe également le 6^e *Stormo* italien ; la Belgique, le 10^e *Wing* équipé de F-16, tout comme les 312^e et 313^e escadrons des Pays-Bas.⁴⁴² Sauf à renoncer à participer à la dissuasion nucléaire, le remplacement de ces aéronefs ne peut s'envisager que par des avions jugés B61-compatibles par les Américains, par exemple le F-35.

Au sein de l'OTAN, la standardisation devrait permettre d'opérer ensemble, avec les mêmes procédures, les mêmes tactiques et les mêmes réseaux de communication. À partir de 1958, le système *NATO Air Defence Ground Environment* (NADGE) a permis d'améliorer la capacité de l'OTAN à

⁴⁴¹ Pendant la Guerre froide, le Royaume-Uni et la Grèce étaient également pays hôtes. Le nombre d'armes, qui allaient du missile de portée intermédiaire à l'obus, aurait dépassé 7.000. Après 17 ans de travail, la *National Nuclear Security Administration* (NNSA), qui dépend du Département de l'Énergie, a terminé le 18/12/2024 la mise à niveau des anciennes versions des bombes à gravitation B-61 afin de les porter au standard B61-12, pour environ 9 milliards \$. Elles peuvent être larguées par des F-15E, F-35, F-16, B-2, B-21, ainsi que les Tornado allemands et italiens. La NNSA développe une version B61-13, plus puissante que la B61-12 : 360 kilotonnes au lieu de 50 kilotonnes. Voir Aaron Mehta, "US completes \$9B B61-12 nuclear warhead upgrade" in *Breaking Defense*, https://breakingdefense.com/2025/01/us-completes-9b-b61-12-nuclear-warhead-upgrade/?utm_medium=email&hsenc=p2ANqtz-9o-ZCSXk0YmcUqDORJqXI9xf5vH-PWQ_2dVt29BrI5KAe40vRZ9JnZ3V9sp0g3sNODtvQBHZPL6wEwd3xi9H9aZw2kOQ&hsmi=341538588&utm_content=341538588&utm_source=hs_email, 7/1/2025.

⁴⁴² Voir Emmanuelle Maitre, « Forces aériennes européennes et mission nucléaire de l'OTAN », Paris, *Défense & Industries*, n°13, juin 2019.

détecter, identifier et intercepter les aéronefs et, le cas échéant, à détruire les aéronefs ennemis.⁴⁴³ Le NADGE était composé de 84 stations radars surveillant la frontière orientale de l'Europe occidentale, de la Norvège à la Turquie.

Depuis la résurgence de la menace russe et l'émergence des menaces iraniennes, chinoise et nord-coréenne, l'OTAN n'a pas réussi à se doter d'un système de commandement et de contrôle commun, couvrant l'Europe centrale et orientale, capable de planifier des opérations de combat collaboratif coordonné, de les conduire et de protéger nos espaces aériens, dans le contexte d'un beaucoup plus grand nombre de capteurs, au sol et en vol, alors que les ennemis potentiels renforcent leurs capacités et disposent notamment de missiles de croisière hypersoniques, plus rapides que les nôtres.

Les menaces n'ont en effet pas disparu : les missiles nord-coréens, qui peuvent être porteurs d'armes nucléaires, peuvent frapper quasi tout notre continent : seuls le Portugal et l'ouest de l'Espagne sont hors de portée. En réponse à la menace iranienne, l'OTAN déploie un dispositif de défense anti-missile balistique qui comprend un radar situé en Turquie, des sites en Roumanie et en Pologne, ainsi que des frégates antimissiles *Aegis* en Espagne. Ce dispositif a dégradé nos relations avec la Russie, qui le juge prohibé par le traité de 1988 sur les forces nucléaires à portée intermédiaire, soit de 500 à 5.500 km. En réponse, mais en contradiction avec ce même traité, selon le Conseil de l'Atlantique Nord, la Russie a produit des missiles 9M729. Russes et Américains ont finalement dénoncé ce traité. Ils modernisent et augmentent leur arsenal, tout comme le font la Chine, l'Inde, le Pakistan et Israël.

En 2024, les alliés européens de l'OTAN, Turquie comprise, ont affecté ensemble 476 milliards \$ à la défense, soit environ 2% du PIB, l'objectif défini en 2006 et confirmé en

⁴⁴³ Voir sn, « Air Defence in a supersonic age” in *NATO*, https://www.nato.int/cps/en/natohq/declassified_147357.htm, 2/6/2025.

2014.⁴⁴⁴ Ces alliés ont, depuis 2022, acheté pour plus de 185 milliards \$ de systèmes d'armes américains.⁴⁴⁵ Toutefois, l'augmentation des budgets ne s'est pas nécessairement traduite par une amélioration des capacités militaires. Dans certains pays, l'inflation élevée réduit le pouvoir d'achat des dépenses de défense et absorbe les augmentations nominales.

L'OTAN a échoué depuis 75 ans à rendre plus efficaces les dépenses de défense européennes. Depuis 1992 et le traité de Maastricht, l'UE n'a pas su faire mieux. L'effort de défense européen s'élève à plus de 400 milliards € par an, qui servent principalement à payer près d'un million et demi de soldats, dont moins de 50.000 sont réellement opérationnels. La nouvelle doctrine de l'OTAN prévoit qu'en cas d'attaque, les pays européens doivent mobiliser 300.000 soldats dans un délai d'un mois et 500.000 dans un délai de six mois, sans préciser comment faire. En dépensant la moitié du budget de la défense américaine, les Européens obtiennent moins d'un dixième de leurs capacités militaires.

Lors du conseil atlantique de La Haye, les 24 et 25 juin 2025, ses membres ont décidé, sous la pression de Trump, d'affecter, au plus tard en 2035, 3,5 % de leur PIB à la défense et 1,5 % à leur sécurité. En contrepartie, Trump a réaffirmé être prêt à répondre à la clause d'assistance de l'article 5 du traité de Washington. L'Ukraine n'a guère été abordée.

Le Conseil atlantique s'est réuni à Ankara, les 7 et 8 juillet 2026, dans un contexte tendu, à cause du Groenland, de l'Iran et des budgets de défense européens. Les alliés européens ont montré leurs progrès vers les 5 % du PIB et

⁴⁴⁴ Voir sn, « Dépenses de défense : onze pays ont atteint les 2% du PIB requis par l'OTAN, qui espère que 18 pays atteignent ce palier en 2024 » in *RTBF*, <https://www.rtf.be/article/depenses-de-defense-onze-pays-ont-atteint-les-2-du-pib-requis-par-l-otan-qui-espere-que-18-pays-atteignent-ce-palier-en-2024-11344160>, 14/3/2024.

⁴⁴⁵ Voir Mitch McConnell, "The Price of American Retreat" in *Foreign Affairs*, January / February 2025, op. cit.

constaté que l'OTAN est affaiblie par le manque d'engagement clair et de leadership de Trump. Néanmoins, tous les alliés ont réaffirmé leur engagement inébranlable envers la défense collective en vertu de l'article 5 du traité de Washington et envers le lien transatlantique. L'offensive de drones réussie de l'Ukraine depuis ce printemps ayant considérablement réduit l'approvisionnement en carburant, munitions et autres fournitures de la Crimée et ayant frappé jusqu'à deux mille kilomètres à l'intérieur de la Russie sur des raffineries et des dépôts de carburant ou des munitions, ce qui a provoqué d'importantes pénuries de carburant à travers la Russie et réduit l'approvisionnement des troupes russes sur une grande partie de la ligne de front a été qualifiée par Trump d'escalade positive, car elle pourrait accélérer la fin de la guerre. Il semble improbable que le Conseil atlantique se réunisse l'année prochaine en Albanie, car aucune date n'a été fixée.⁴⁴⁶ Cela donne raison aux humoristes qui disent que NATO signifie *No Action, Talks Only*.

4.7. LE ROYAUME-UNI

Au cours de la campagne préalable au référendum sur le Brexit, la députée proeuropéenne Labour Jo Cox s'est trouvée fort seule face aux mensonges antieuropéens de MM. Farage, Johnson et consorts, puis elle a été assassinée. La Commission Juncker et les gouvernements européens n'ont même pas essayé de convaincre les Britanniques que rester dans l'UE était dans leur intérêt matériel et culturel. Personne n'a proposé une forme de patriotisme européen. Déboussolés, 36 % des Britanniques ont voté en faveur du Brexit en 2016. Le Royaume-Uni s'est séparé de l'UE le 31 janvier 2020. Depuis, le déficit commercial avec l'UE n'a cessé de se creuser, notamment dans le secteur des biens alimentaires et autres produits agricoles. Selon le *Centre for European Reform*, le PIB a été réduit de 5,5 % par rapport

⁴⁴⁶ See Atlantic Council Experts, « Eleven takeaways from the NATO Summit in Ankara » in *Atlantic Council*, <https://www.atlanticcouncil.org/dispatches/eleven-takeaways-from-the-nato-summit-in-ankara/>, 9/7/2026.

à ce qu'il aurait été si le Royaume-Uni était resté dans l'UE. En 2025, seuls 30 % des Britanniques pensent encore que le Brexit était une bonne idée.⁴⁴⁷ Le Brexit a, des deux côtés de la Manche, accéléré le déclassement, amplifié les tensions sociales et accentué les divisions internes, mais il ne signifie pas un désengagement du Royaume-Uni de la sécurité et de la défense de l'Europe.⁴⁴⁸

Le traité de Lancaster du 2 novembre 2010, entre la France et le Royaume-Uni, a produit principalement un canon de 40 mm destiné à armer des véhicules blindés de combat et le missile antichar de moyenne portée *Brimstone*. Le *Trinity House Agreement* signé le 23 octobre 2024 à Londres entre le Royaume-Uni et l'Allemagne prévoit que les deux armées s'entraîneront plus souvent ensemble afin de renforcer le flanc oriental de l'OTAN. Des avions P8 de patrouille maritime et de lutte anti-sous-marine allemands opéreront à partir de la base écossaise de Lossiemouth afin de contribuer à la protection de l'Atlantique nord.

L'industrie de défense britannique reste considérable, mais les capacités militaires souffrent du manque de personnel, de l'inopérationalité de nombreux systèmes d'armes et de la faiblesse des stocks.⁴⁴⁹ Le Royaume-Uni dispose néanmoins de 225 armes nucléaires, mises en œuvre par la *Royal Navy* au moyen de 4 sous-marins *Vanguard* lanceurs

⁴⁴⁷ Voir Laetitia Commanay, « Cinq ans après le Brexit, visualisez comment le divorce avec l'UE a changé le Royaume-Uni » in *France Télévisions* https://www.francetvinfo.fr/monde/europe/la-grande-bretagne-et-l-ue/infographies-cinq-ans-apres-le-brexit-visualisez-comment-le-divorce-avec-l-ue-a-change-le-royaume-uni_7045133.html, 31/1/2025.

⁴⁴⁸ Voir Toby Helm, Robin McKie, James Tapper et Phillip Inman, “‘What have we done?’: six years on, UK counts the cost of Brexit” in *The Guardian*, <https://www.theguardian.com/politics/2022/jun/25/what-have-we-done-six-years-on-uk-counts-the-cost-of-brexit>, 25/6/2022.

⁴⁴⁹ Voir Tim Ripley, Fenella McGerty, “UK defence secretary wants to end ‘hollow force’” in *Jane's Defence Weekly*, <https://www.janes.com/article/91684/uk-defence-secretary-wants-to-end-hollow-force>, 3/10/2019.

de missiles balistiques Trident, qui vont être remplacés par 4 sous-marins *Dreadnought* à partir de 2028 ; il dépend des États-Unis d'Amérique pour l'entretien des missiles Trident, ainsi que pour une partie des équipements de haute technologie.

La *Royal Navy* ne dispose plus que de deux porte-avions de 65.000 tonnes, dépourvus d'avion *Hawkeye* de surveillance aérienne et de commandement, un élément pourtant indispensable de toute flottille aérienne embarquée, car il permet de surveiller un espace aérien de 500 km de rayon, de diffuser la situation aérienne à l'ensemble de la force aéronavale, grâce à la liaison radio sécurisée et résistante au brouillage de l'OTAN *Link 16*, et de mener la guerre électronique. La capacité de projection de force de ces porte-avions est limitée : ils n'embarquent qu'une douzaine d'avions F-35B à décollage court et atterrissage vertical, ce qui leur donne une autonomie et une capacité d'emport d'armes limitées, en plus de quelques hélicoptères. La *Royal Navy* met en œuvre 7 sous-marins d'attaque *Astute* ; elle sera dotée de nouvelles frégates : 8 de type 32, 8 de type 26, 5 de type 31, ainsi que de navires de soutien.

L'armée de terre a été réduite à 72.500 soldats en 2025, l'effectif le plus bas depuis 1714. Elle n'aura plus que 148 chars Challenger III, qui seront tous modernisés, dans 10 ans.⁴⁵⁰ L'artillerie sera remplacée par des lance-roquettes à longue distance et à guidage de précision, ainsi que par des drones de combat.⁴⁵¹

⁴⁵⁰ Voir Michael Tong, 'Challenger 3: Third Time Lucky for British Armoured-vehicle Programmes?', IISS, 21 May 2021,

<https://www.iiss.org/online-analysis/military-balance/2021/05/challenger-3-armoured-vehicle-programme/>.

⁴⁵¹ Voir Dan Sabbagh, "UK army, navy and RAF all to be cut back, defence review confirms" in *The Guardian*,

<https://www.theguardian.com/uk-news/2021/mar/22/uk-army-navy-and-raf-all-to-be-cut-back-defence-review-confirms>, 22/3/2011; Cécile

Ducourtieux, « Plus d'Asie et moins d'Europe : Boris Johnson définit la nouvelle stratégie « Global Britain » du Royaume-Uni » in *Le Monde*, <https://www.lemonde.fr/international/article/2021/03/17/plus-d-asie-et->

La *Royal Air Force* opère une centaine d'avions de combat *Eurofighter Typhoon*, ainsi que des hélicoptères et des avions de transport, d'entraînement ou de reconnaissance, d'une vingtaine de types différents, ce qui rend très onéreuse la maintenance des appareils et la formation des pilotes.

Les Forces spéciales britanniques comptent 5.000 soldats très professionnels.

En juin 2025, le Royaume-Uni a annoncé la construction de 12 sous-marins d'attaque, à propulsion nucléaire mais armés conventionnellement ; la modernisation des ogives nucléaires des sous-marins lanceurs d'engins balistiques ; ainsi que l'achat de 12 avions F-35A, pour renforcer sa capacité de dissuasion dans le cadre du programme *dual capable aircraft* de l'OTAN ; ils seront basés à Marham dans le Norfolk et transporteront des bombes nucléaires B61-12 américaines, car les bombes WE177 britanniques ont été retirées d'emploi en 1998. Les B61-12 sont de quatre types selon la *Federation of American Scientists* : 0.3 kilotonnes (kt), 1.5 kt, 10 kt and 50 kt. La bombe qui a tué entre 70.000 and 140.000 personnes à Hiroshima était une 15kt.⁴⁵²

Le 22 juin 2026, M. Starmer a annoncé quitter la présidence du parti Labour. Il avait conduit son parti à la victoire lors des législatives de 2024, mais avait ensuite perdu la confiance de son groupe parlementaire. Parmi les reproches qui lui ont été adressés, figure l'insuffisance des dépenses de

[moins-d-europe-boris-johnson-definit-la-nouvelle-strategie-global-britain-du-royaume-uni_6073391_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2025/06/25/le-royaume-uni-va-se-doter-d-avions-capables-de-transporter-l-arme-atomique-renforçant-la-dissuasion-nucléaire-de-l-otan_6615692_3210.html), 17/3/2021.

⁴⁵² Voir AFP, "Le Royaume-Uni va se doter d'avions capables de transporter l'arme atomique, renforçant la dissuasion nucléaire de l'OTAN" in *Le Monde*,

https://www.lemonde.fr/international/article/2025/06/25/le-royaume-uni-va-se-doter-d-avions-capables-de-transporter-l-arme-atomique-renforçant-la-dissuasion-nucléaire-de-l-otan_6615692_3210.html, 25/6/2025 ; Aletha Adu, Dan Sabbagh and Kiran Stacey, "UK to expand nuclear deterrent with US fighter jets capable of carrying warheads" in *The Guardian*, <https://www.theguardian.com/politics/2025/jun/24/uk-to-expand-nuclear-deterrent-with-us-fighter-jets-capable-of-carrying-warheads>, 24/6/2025.

défense. Son successeur comme Premier ministre, M. Burnham, nommé le 20 juillet, a comme priorités les questions économiques et sociales. Néanmoins, le Royaume-Uni, le Japon et l'Italie ont confirmé leur volonté de faire aboutir le *Global Combat Air Programme* d'ici 2035, ce qui a été concrétisé par un investissement de plusieurs milliards € sur quatre ans.⁴⁵³ Le 21 juillet 2026, le Canada est devenu observateur au sein de ce programme.

4.8. EN ALLEMAGNE, LA COALITION « AMPEL » A DÉÇU, M. MERZ AUSSI

En décembre 2021, la lecture de l'accord de coalition pour la législature 2021-2025,⁴⁵⁴ coalition dite « Ampel » (feu de circulation), car réunissant les rouges, socialistes, les jaunes, libéraux-démocrates et les verts, avait permis d'espérer que ce gouvernement ferait un peu plus pour l'Europe que ceux de Merkel. L'accord prévoyait de renforcer le Parlement européen en lui accordant le droit d'initiative, de soutenir le processus d'adhésion à l'UE des six États des Balkans occidentaux et de réformer radicalement les processus décisionnels au sein de l'EU, allant si possible jusqu'au fédéralisme. La coalition voulait remplacer la règle de l'unanimité au sein du Conseil des ministres de l'UE dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) par un vote à la majorité qualifiée. Cela a plu aux Allemands, dont 47 %, étaient d'avis que l'Allemagne ne peut plus avoir d'influence internationale que dans le cadre de l'UE, 29 % pensaient le contraire ; 43 % étaient pour la

⁴⁵³ Voir Nicolas Madelaine, « Le projet d'avion de combat britannique rival de l'ex-SCAF obtient enfin des financements » in *Les Échos*, <https://www.lesechos.fr/industrie-services/air-defense/le-projet-davion-de-combat-britannique-rival-de-lex-scaf-obtient-enfin-des-financements-2240827>, 5/7/2026.

⁴⁵⁴ *sn, Mehr Fortschritt wagen. Bündnis für Freiheit, Gerechtigkeit und Nachhaltigkeit. Koalitionsvertrag 2021 – 2025 zwischen der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands (SPD), BÜNDNIS 90 / DIE GRÜNEN und den Freien Demokraten (FDP)*, 24/11/2021, archives Jean Marsia.

création d'une armée européenne commune, 29 % contre.⁴⁵⁵ Ils ont été déçus, comme beaucoup d'Européens, de voir que rien de cela ne s'est réalisé.

À cause d'un manque d'investissements sous l'ère Merkel, qui fut obsédée par la limitation de l'endettement, la coalition « Ampel » a hérité d'infrastructures de transport, mais surtout d'une Bundeswehr en piteux état. La lecture du rapport sur l'état de son armement publié le 29 juin 2022⁴⁵⁶ reste atterrante. D'abord par le non-dit : la disponibilité des matériels n'était pas mentionnée, sauf pour certains : l'hélicoptère NH90 de l'Armée de terre est insuffisamment disponible pour couvrir les besoins opérationnels, car les délais de livraison des pièces de rechange et des ensembles réparés sont excessifs ;⁴⁵⁷ le retard de livraison des hélicoptères neufs est estimé à 134 mois ; les NH90 « Search & Rescue » de la Marine ont été mis en service six mois après leur livraison, leur disponibilité est insuffisante. Il en va de même pour les hélicoptères d'attaque Tigre de l'armée de terre, fournis par *Airbus Helicopters*. Le désastre s'étale sur des pages et des pages, tous les types de matériel, terrestre, aérien ou naval sont visés.

Bien que dépourvu des moyens d'intervenir militairement, le Chancelier Scholz a prononcé le 28 février 2022, devant

⁴⁵⁵ Voir Thomas Petersen, "Mehrheit wünscht sich ein starkes Europa" in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, <https://www.faz.net/aktuell/politik/inland/allensbach-umfrage-zu-ukraine-krieg-wunsch-nach-starkem-europa-18117629.html>, 22/6/2022.

⁴⁵⁶ Voir Thomas Wiegold, "Der 15. Rüstungsbericht: Ein detaillierter Blick" in *Augen geradeaus!*, <https://augengeradeaus.net/2022/07/der-15-ruestungsbericht-ein-detaillierter-blick/>, 4/7/2022; *sn, 15. Bericht des Bundesministeriums der Verteidigung zu Rüstungsangelegenheiten*, <https://www.bmvg.de/resource/blob/5456944/a2db4dc6bd4c5873113e39ad9292f269/20220629-download-15-bericht-des-bmvg-zu-ruestungsangelegenheiten-data.pdf>, juin 2022.

⁴⁵⁷ Le mode de gestion intergouvernemental de ce programme a conduit à un échec, tant pour le consortium NH Industries qui réunit Airbus Helicopters (62,5 %), Agusta-Westland (32 %) et Stork Fokker (5,5 %), que pour l'agence OTAN NAHEMA (NATO Helicopter Design and Development, Production and Logistics Management Organization).

le Bundestag, une réaction ferme à l'invasion de l'Ukraine. Il a exprimé une nouvelle doctrine allemande de sécurité et de défense. Il a dit vouloir une Europe libre et ouverte, juste et pacifique. Il a dit vouloir la défendre et soutenir l'Ukraine, y compris en fournissant des armes, et il en a livré plus que tout autre pays, à l'exception des États-Unis d'Amérique, mais il a refusé de livrer des missiles air-sol à moyenne portée Taurus, négligeant le fait que les Allemands étaient 59 % à estimer qu'il faut s'opposer résolument à Poutine, tandis que 30 % proposaient d'entamer un dialogue avec lui. En 2014, 41 % voyaient la Russie comme un pays européen, 29 % le pensaient pour l'Ukraine. Après l'invasion, c'est devenu 28 % pour la Russie, 50 % pour l'Ukraine ; 45 % étaient pour l'adhésion de l'Ukraine à l'UE, 29 % contre ; 32 % étaient pour l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, soit 10 % de plus qu'en février 2021.⁴⁵⁸

Pour moderniser l'armée allemande, M. Scholz a créé un « fonds spécial » de 100 milliards € mais il a fallu dix mois pour acheter 35 avions F-35A (9,9 milliards €), afin de remplacer les Tornado affectés à la dissuasion nucléaire ; 20.000 appareils de transmission numérique (1,4 milliard €) ; 140 véhicules de déneigement (552 millions €) et 120.000 fusils d'assaut (273 millions €). Un milliard € devraient permettre de réparer les véhicules blindés de combat d'infanterie Puma, dont la moitié était en panne en 2023. Tout cela ne représente que 10 % du « fonds spécial », à cause de la lourdeur des procédures allemandes d'acquisition. La coalition *Ampel* n'a pas affecté 2 % de son PIB à la défense, cela explique pourquoi de nombreux navires de guerre restent indisponibles.⁴⁵⁹

⁴⁵⁸ Voir Thomas Petersen, "Mehrheit wünscht sich ein starkes Europa" in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, op. cit.

⁴⁵⁹ Voir Thomas Wieder, "Allemagne : la mue de l'armée, plus lente qu'annoncé" in *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/international/article/2022/12/15/allemande-la-mue-de-la-bundeswehr-plus-lente-qu-annonce_6154601_3210.html, 15/12/2022.

La coalition *Ampel* a suscité des attentes, puis elle a déçu, à cause du pacifisme de Scholz, de l'état lamentable de l'armée allemande, du manque de soutien à l'Ukraine et de l'annonce de suppressions massives d'emplois dans l'industrie, devenue non-concurrentielle depuis la hausse du prix de l'énergie.⁴⁶⁰ Lors des élections anticipées du 23 février 2025, la CDU-CSU conduite par M. Merz a eu 28,5 % des voix, soit 4,4 % de mieux qu'en 2021 ; l'*Alternative für Deutschland* obtient 20,8 %, +10,1 % ; le SPD se tasse lourdement à 16,5 %, -9,2 % ; les Grünen ont 11,9 %, - 2,8 % ; *Die Linke* 8,7 %, +3,8 % ; la liste *Bündnis Sarah Wagenknecht*, 4,97 % et n'a donc pas d'élu, de même que les libéraux du FDP, 4,3 %, qui subissent une lourde sanction : -7,1 %.⁴⁶¹ Cela donne 208 + 16 sièges à la CDU-CSU et 120 au SPD, soit la majorité absolue au Bundestag, mais cela n'est pas suffisant pour modifier la *Grundgesetz* afin d'en retirer le frein à la dette, pour pouvoir investir mille milliards € dans la défense et les infrastructures. M. Merz a réussi, avec l'accord de la Cour fédérale de Karlsruhe, à faire adopter cette modification, par le *Bundestag* le 18 mars et par le Bundesrat le 21 mars, juste avant la fin de la législature.

La nouvelle majorité ayant approuvé une possibilité d'emprunt de 1.000 milliards € pour investir dans les infrastructures de transport et la Bundeswehr, M. Merz a pu rencontrer Trump le 5 juin 2025 en se montrant ouvert à l'objectif fixé, à savoir consacrer 5 % du PIB à la défense. Trump a déclaré qu'il adopterait une

⁴⁶⁰ Voir Gerhard Gnauck, "Deutschland will den Aufbau eines IV. Reiches" in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, <https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/polens-regierung-schlaegt-schaerfere-toene-gegenueber-deutschland-an-17663655.html>, 2/12/2021.

⁴⁶¹ Voir Seán Clarke, "German election opinion polls – who's leading for 2025" in *The Guardian*, <https://www.theguardian.com/world/ng-interactive/2024/dec/12/german-election-opinion-polls-whos-leading-for-2025>, 12/12/2025.

position ferme à l'égard de la Russie. La première visite à la Maison Blanche de Merz fut un succès.⁴⁶²

Un an plus tard, M. Merz n'a plus que 20 % d'opinion favorable. Il a porté l'âge de la retraite à 67 ans, réformé la fiscalité, renforcé la compétitivité des entreprises. Il veut bâtir l'armée conventionnelle la plus puissante d'Europe en portant de 185.000 à 260.000 le nombre de militaires de carrière d'ici 2035, mais il y a peu de volontaires, 530 seulement de janvier à mai 2026, pour une population de 83,6 millions d'habitants, dont la moyenne d'âge est de 45,7 ans. Ses investissements n'envisagent que ses besoins nationaux : la constellation *SatComBw* comportera 100 satellites pour les télécommunications sécurisées de la Bundeswehr, et *Riss* opérera 40 satellites pour l'observation de la Terre.

Dès 2027, les dépenses de défense de l'Allemagne atteindront le niveau cumulé de celles de la France et de la Grande-Bretagne – et elles devraient être nettement plus élevées d'ici 2030. L'objectif du gouvernement allemand est de disposer de l'armée conventionnelle la plus puissante d'Europe et surclasser la Pologne. La France et la Grande-Bretagne possèdent des armes nucléaires, elles ont moins d'argent à consacrer à la défense conventionnelle.

Le retrait récemment annoncé de 5.000 soldats américains (voire davantage) d'Allemagne conforte la décision d'augmenter fortement le budget de la Bundeswehr, ce qui provoque la crainte que la montée en puissance militaire de l'Allemagne soit comme par le passé une menace pour toute l'Europe, qu'elle soit le fondement d'un IV^e Reich.

4.9. LA FRANCE, MAL GOUVERNÉE PAR M. MACRON

En 2017, M. Macron disait vouloir éliminer l'extrême-droite, mais le Rassemblement national s'est retrouvé face à

⁴⁶² sn, « Trump lobt Merz – der Kanzler sei „schwierig“ und „großartig“ » (Trump fait l'éloge de Merz – le chancelier serait « difficile » et « formidable ») in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, <https://www.faz.net/aktuell/>, 5/6/2025.

lui au second tour de la présidentielle. Aux législatives qui ont suivi, celui-ci n'a obtenu que 8 sièges, mais en 2022, il a été au second tour de la présidentielle puis il a décuplé le nombre de ses députés, tandis que le nombre des élus macroniens a été réduit de moitié.⁴⁶³ Bien que ne disposant pas d'une majorité absolue et stable à l'Assemblée nationale, la Première ministre M^{me} Borne a remarquablement su gouverner à partir du 16 mai 2022, mais M. Macron l'a remplacée par M. Attal le 11 janvier 2024. Sans doute devenait-elle trop populaire.

M. Macron a mis longtemps à comprendre que seule une défaite de l'armée russe ouvrirait la porte à l'émergence en Russie d'une démocratie et d'une armée partageant les valeurs européennes. C'est la condition d'un accord de paix durable pour l'Ukraine et d'un voisinage paisible pour nous. L'entêtement du président français à discuter avec Poutine en 2022, sans rien obtenir, a mis en péril sa réélection, qu'il ne doit qu'à l'insuffisance stupéfiante de la droite et de la gauche françaises : il s'est retrouvé quasi seul face à deux extrémistes manifestement inadéquats pour devenir chef de l'État et commandant en chef des Armées. Tout ce qu'il a récolté en se rendant à Moscou le 7 février 2022 en tant que président tournant du Conseil européen, c'est une humiliation : il a dû s'asseoir face à une statue d'Alexandre I^{er}, le tsar qui en 1814 est entré dans Paris à la tête de son armée.⁴⁶⁴ Par la suite, la France a soutenu l'Ukraine avec volontarisme, mais dans la limite de ses possibilités.

Lors des élections au Parlement européen du 9 juin 2024, les macroniens n'ont recueilli que 14,6 % des voix, à peine plus

⁴⁶³ Voir Abel Mestre, « Élections législatives 2022 : la recomposition politique se confirme » in *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/politique/article/2022/06/11/elections-legislatives-2022-la-recomposition-politique-se-confirme_6129798_823448.html, 11/6/2022.

⁴⁶⁴ Voir sn, « Emmanuel Macron à Vladimir Poutine : « Un dialogue sincère n'est pas compatible avec une escalade » » in *BFM TV*, https://www.bfmtv.com/international/asia/russie/emmanuel-macron-a-vladimir-poutine-un-dialogue-sincere-n-est-pas-compatible-avec-une-escalade_VN-202202120217.html, 12/2/2022.

que les 13,83 % de la liste social-démocrate-socialiste, et bien moins que les 31,37 % du Rassemblement national. Le soir même, M. Macron a dissous l'Assemblée nationale. Après le 2^e tour du scrutin législatif anticipé, le 7 juillet, le Rassemblement national totalisait 32,05 % des voix et 88 sièges, l'Union de la gauche 25,68 % et 146 sièges, les macroniens, 23,14 % et 148 sièges, les autres sièges allant à pas moins de 11 partis très divers. Devenu Premier ministre le 21 septembre, M. Barnier n'avait pas de majorité absolue à l'Assemblée nationale et son gouvernement est tombé après trois mois. Le 13 décembre, M. Bayrou lui a succédé et le 8 septembre 2025, ce fut le tour de M. Lecornu, toujours sans majorité absolue, ce qui aggrave le déclin de la France. L'activisme de M. Macron sur la scène internationale nourrit sa communication, mais n'allonge pas la liste de ses réalisations. La coopération internationale dans les secteurs de la défense ou de l'espace n'a guère progressé.

M. Macron, en Europe et dans le monde, paie le prix de ses incohérences. Il insiste pour que l'UE mette en place une préférence européenne pour l'acquisition des systèmes d'armes, alors qu'il a multiplié, comme tous les États européens, les acquisitions de matériel militaire américain. Le 14 juillet 2022, à Paris, l'escadrille franco-allemande d'Évreux a participé au défilé aérien. Elle n'est pas équipée d'avions Airbus A400-M, mais de C130-J américains ! Sans la coopération des Américains, le futur porte-avions « France libre » sera comme aujourd'hui le « Charles de Gaulle », aveugle, mais aussi incapable de catapulte et de faire apponter des avions : il embarquera trois avions E-2D Hawkeye⁴⁶⁵ au coût de 600 millions € par exemplaire ; il

⁴⁶⁵ Voir Laurent Lagneau, "La commande de trois E-2D Hawkeye destinés à la Marine nationale notifiée à Northrop Grumman par le Pentagone" in *Zone militaire open.360.com*, <http://www.opex360.com/2021/12/23/la-commande-de-trois-e-2d-hawkeye-destines-a-la-marine-nationale-notifiee-a-northrop-grumman-par-le-pentagone/>, 23/12/2021.

sera équipé de systèmes américains de catapulture d'aéronefs et d'arrêt pour l'appontage.⁴⁶⁶

M. Macron devrait réaliser que ses 290 armes nucléaires ne servent qu'à sanctuariser la France, grâce à ses quatre sous-marins nucléaires qui peuvent tirer des missiles M51 à plus de 8.000 km, et à une cinquantaine de Rafale qui emportent des missiles air-sol. Néanmoins, les incertitudes concernant la dissuasion qu'assurent les États-Unis d'Amérique ont conduit M. Macron à convenir d'une coordination plus étroite en matière de dissuasion nucléaire avec le Royaume-Uni, puis à annoncer, le 2 mars 2026, à l'Île Longue, un renforcement de la dissuasion nucléaire française et son extension aux alliés européens. L'Allemagne, la Pologne, les Pays-Bas, la Belgique, la Grèce, la Suède et le Danemark ont réagi positivement à l'offre française. Le 27 mai 2026, la France et la Norvège ont conclu un accord de défense comprenant une clause d'assistance mutuelle en cas d'attaque. Il ne s'agit pas semble-t-il d'un parapluie nucléaire équivalent à celui des Américains. La « dissuasion nucléaire française de premier recours », notamment face à la menace russe, met seulement en place un groupe de pilotage nucléaire ; elle pourrait permettre à des partenaires de participer aux exercices nucléaires français ;⁴⁶⁷ elle comporte le partage de renseignements. En outre, des armes stratégiques françaises pourraient être

⁴⁶⁶ Le Département d'État américain a approuvé la vente à la France, pour un montant de 1,3 milliard de dollars, par le biais du *Foreign Military Sales*. Voir Giacomo Cavanna, « Catapulte elettromagnetica ed AAG alla Francia per 1,3 miliardi di dollari » in *Ares Osservatorio Difesa*, <https://aresdifesa.it/catapulte-elettromagnetica-ed-aag-alla-francia-per-13-miliardi-di-dollari/>, 22/12/2021.

⁴⁶⁷ Les Forces aériennes stratégiques mènent 70 exercices par an, du test des réseaux de transmission de l'ordre nucléaire à l'accrochage de bombes réelles sur des appareils au sol. L'opération Poker est pilotée depuis un centre de commandement enterré, soit à Taverny, soit à Lyon. Elle met en oeuvre cinq avions ravitailleurs A330-MRTT, un AWACS et 40 Rafale porteurs du missile nucléaire ASMPA-R. L'ennemi fictif dispose de quasiment autant d'avions que l'attaquant et de capacités de brouillage et de guerre électronique.

transférées temporairement chez certains alliés, comme le font les Américains.⁴⁶⁸

Les capacités militaires classiques de la France sont très réduites. En 2022, dans le cadre d'un conflit de haute intensité, elle aurait été seulement capable d'engager 15.000 soldats, soit deux brigades ou six régiments, 45 avions de combat et son unique porte-avions, très nettement plus petit que ceux de l'*US Navy*. Les stocks français, notamment de munitions, ne dépassaient pas deux semaines de consommation en conflit de haute intensité. Faute de chaînes médicale et logistique, il ne serait pas possible d'évacuer et de soigner de nombreux soldats blessés, ni de réparer rapidement une grande quantité d'équipements endommagés.⁴⁶⁹ Cela explique l'échec de l'opération Barkhane, qui n'avait pas les moyens de s'imposer au Sahel, dont la France, l'Europe et l'Occident sont quasi absentes depuis juillet 2022.

Le 2 juillet 2026, la ministre des Armées s'est félicitée de l'adoption définitive de la loi de programmation militaire, qui a porté le budget à 436 milliards € d'ici 2030, ce qui représente un doublement par rapport au budget 2017 et permettra de combler certaines lacunes, notamment dans les stocks de munitions et la mise en condition opérationnelle des forces. Elle a reporté l'adaptation des

⁴⁶⁸ Voir sn, « Norwegen rückt unter Frankreichs nuklearen Schutzschirm » (La Norvège passe sous le parapluie nucléaire français) in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, <https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/norwegen-rueckt-unter-frankreichs-nuklearen-schutzschirm-accg-200874325.html>, 28/5/2026; AFP, "La Norvège, dernier pays à se rallier à la « dissuasion nucléaire avancée » instaurée par la France" in *Le Parisien*, <https://www.leparisien.fr/politique/la-norvege-dernier-pays-a-se-rallier-a-la-dissuasion-nucleaire-avancee-instauree-par-la-france-28-05-2026-SJACCRLQHZEHHO2NEFOCIES6PY.php>, 26/5/2026.

⁴⁶⁹ Voir Michel Goya, "Vers une guerre de corsaires en Ukraine ?" in *La Voie de l'épée*, <https://lavoiedelepee.blogspot.com>, 10/8/2022.

forces aux menaces actuelles jusqu'après les élections présidentielle et législative de 2027.⁴⁷⁰

Selon un sondage YouGov de juin 2026, 82 % des Français sont insatisfaits de l'action de M. Macron. Ils étaient 73 % à la fin du mandat de M. Hollande et 62 % à la fin du mandat de M. Sarkozy.⁴⁷¹ Les incendies qui ont ravagé notamment les Sud-Ouest de la France en juillet 2026 vont augmenter l'impopularité de M. Macron. En juillet 2022, après les incendies qui avaient dévasté 32 000 hectares en Gascogne, M. Macron avait promis la commande de 16 bombardiers d'eau Canadair qui devaient être livrés d'ici à 2028. En juin 2025, 2 Canadair seulement ont été acquis par la France, à livrer en 2028. La maintenance des Canadair et des bombardiers d'eau Dash 8, défaillante faute de financement adéquat, limite fortement leur disponibilité. Un premier Airbus A400M équipé d'un kit permettant le largage d'eau ou de retardateur de feu est intervenu le 26 juillet 2026, mais son enveloppe de vol lui permet seulement de limiter la progression du feu, pas de le combattre. Le 27 juillet 2026, 42.000 hectares avaient été ravagés en Gironde.⁴⁷² Seuls 5 à 8 Canadair sur 12 étaient opérationnels les jours précédents.

⁴⁷⁰ Voir Nicolas Barotte, Tristan Quinault-Maupoil, "Catherine Vautrin : « En dix ans, nous aurons doublé le budget des armées »" in *Le Figaro*, 2/7/2026, p. 7.

⁴⁷¹ Voir sn, « Emmanuel Macron stabilise sa popularité à un bien bas niveau pour son dernier été à l'Élysée » in *Huffington Post*, https://www.huffingtonpost.fr/politique/article/emmanuel-macron-stabilise-sa-popularite-a-un-bien-bas-niveau-pour-son-dernier-ete-a-l-elysee_282593.html, 3/7/2026.

⁴⁷² Voir Guy Dutheil et Aline Leclerc, "Pour lutter contre les incendies depuis le ciel, la France ne dispose que de 12 Canadair qui ont « 30 ans de moyenne d'âge »" in *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/economie/article/2025/08/06/pour-lutter-contre-les-incendies-depuis-le-ciel-la-france-ne-dispose-que-de-12-canadair-qui-ont-30-ans-de-moyenne-d-age_6620504_3235.html, 6/8/2025 ; sn, « EN DIRECT - Incendies : le feu en Gironde "stabilisé" mais "pas fixé", Emmanuel Macron se rend sur place cet après-midi » in *TF1Info*, <https://www.tfiinfo.fr/environnement-ecologie/en-direct-incendies-plus-de-325-000-refugies-du-feu-en-france-et-en-espagne-la-situation-reste->

4.10. L'UE, À BOUT DE SOUFFLE, EST MÉPRISÉE DANS UN MONDE DE BRUTES

La Commission Prodi (1999-2004) avait perçu le déclassement de l'Europe et proposé la stratégie de Lisbonne pour y parer, mais en vain : les gouvernements des États membres sont restés passifs. Ils savaient pourtant que l'Europe avait lancé le GSM⁴⁷³ et le *World Wide Web*, mais qu'elle a importé l'internet, le smartphone, l'e-commerce, la cybernétique, le traitement des données numériques de masse,⁴⁷⁴ l'intelligence artificielle, les avions de combat de 5^e génération et les drones.⁴⁷⁵

L'UE ACCENTUE LE DECLIN DE L'EUROPE DEPUIS FIN
2004

La mauvaise gouvernance de l'UE a des conséquences catastrophiques pour l'Europe depuis plus de vingt ans, elle n'est plus qu'un spectateur impotent de la lutte pour la suprématie mondiale qui oppose Trump, Poutine, Xi, Modi, etc. Il fut déjà question, dans le chapitre 2, de la Commission

[tres-defavorable-en-gironde-les-informations-lundi-27-juillet-2026-2455222.html](https://www.lemonde.fr/europe/article/2026/07/27/tres-defavorable-en-gironde-les-informations-lundi-27-juillet-2026-2455222.html), 27/7/2026.

⁴⁷³ GSM signifie « Global System for Mobile communications », norme de téléphonie mobile initiée à l'origine par le « Groupe spécial mobile » établi en 1982 par la Conférence européenne des administrations des postes et télécommunications.

⁴⁷⁴ Faute de disposer de bases de données suffisantes, les chercheurs européens ratent le train de l'intelligence artificielle.

⁴⁷⁵ Les drones d'observation volant à haute altitude et de longue endurance sont américains et chinois. L'OTAN a su adapter cinq *Global Hawk* américains pour qu'ils puissent voler en Europe. Les drones qui opèrent à moyenne altitude avec une longue endurance peuvent servir à du renseignement ou à de l'appui-feu. Le *Heron* israélien, le *Reaper* américain ont été achetés par neuf pays européens. Pour les petits, les mini et les nano-drones, l'offre industrielle européenne compte plus de 120 appareils. Aux États-Unis d'Amérique, le nombre des drones a augmenté de 4.400 % entre 2001 et 2013 ; en 2012, ils représentaient un tiers des aéronefs militaires. En 2017, le marché global du drone militaire atteignait 2,8 milliards de dollars. Il devrait passer de 16,07 milliards de dollars en 2024 à 47,16 milliards de dollars d'ici 2032 selon *Fortune Business Insight*. Les États-Unis d'Amérique financent 77% de la recherche et développement dans ce domaine.

Barroso (2004-2014), et dans le chapitre 3, des Commissions Juncker (2014-2019) et von der Leyen I (2019-2024), qui n'avaient pas fait grand'chose pour remédier aux problèmes structurels de l'UE. La principale réalisation de M^{me} von der Leyen depuis 2019 fut la concentration des pouvoirs entre ses mains, au détriment de la présidence du Conseil de l'UE et du Haut Représentant. Le *Green Deal*, censé être l'acquis majeur de la Commission 2019-2024, se limite à un paquet de normes contraignantes supplémentaires qui ont rendu l'énergie plus coûteuse, et que l'actuelle Commission veut à tout le moins simplifier. En 2019, M^{me} von der Leyen a institué la direction générale *Defence Industry and Space* (DEFIS), pour élaborer et mettre en œuvre la politique industrielle de défense, mais celle-ci n'a guère été active en dehors de la recherche et du développement.

En juillet 2024, M^{me} von der Leyen a été nettement mieux confirmée dans ses fonctions par le Parlement européen que pour son premier mandat, alors qu'elle semble dépourvue de toute vision cohérente. Elle a divisé les dossiers confiés aux vice-présidents de la Commission européenne pour qu'ils ne puissent pas agir dans un domaine important sans en référer à elle. En matière de migrations, elle distribue des dizaines de milliards d'euros à la Turquie, à l'Égypte et à la Tunisie, pour qu'elles empêchent les migrants de quitter leurs pays vers l'Europe ; elle propose d'envoyer les demandeurs d'asile au Rwanda, comme les Britanniques, ou en Albanie, comme les Italiens.

La Commission von der Leyen II avait promis au Parlement européen sécurité, prospérité, protection et puissance pour être confirmée, mais le 21 janvier 2025, devant le *World Economic Forum* réuni à Davos, M^{me} von der Leyen a cité⁴⁷⁶ ses trois vraies priorités : une Union des marchés des capitaux, pour orienter les 1.400 milliards d'épargne des

⁴⁷⁶ Voir sn, "Special Address by President von der Leyen at the World Economic Forum" in *Commission européenne*, https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/speech_25_285, 21/1/2025.

ménages européens vers l'investissement ; la simplification des règles en matière de financement durable et de diligence raisonnable, car les entreprises sont confrontées à 27 législations nationales en matière de droit des sociétés, d'insolvabilité, de droit du travail et de fiscalité ; la sécurité d'approvisionnement énergétique, propre et bon marché. Elle veut déréguler dans les domaines sociaux, environnemental et numérique, mais elle n'a plus mentionné la sécurité et la défense.

Jusqu'à présent, M^{me} von der Leyen n'a su ni augmenter les ressources financières des institutions européennes, ni renforcer la cohésion et la capacité d'action de l'Union. Elle n'a pas pu renouveler l'opération *Next Generation EU* et emprunter de façon significative à l'échelle européenne, cette fois pour faire face à la crise énergétique causée par les guerres contre l'Ukraine et l'Iran (*RePower EU*), pour faire pièce à la *Belt and Road Initiative* chinoise (*Global Gateway*) et pour relancer la défense et l'industrie de défense européennes (*ReArm Europe*). Le budget pluriannuel européen 2028-2034 risque d'être encore plus étriqué que les précédents, car il devra comprendre le remboursement des emprunts de *Next Generation EU*. M^{me} von der Leyen ne semble pas comprendre que l'absence de forces de sécurité et de défense, les arrivées peu contrôlées de réfugiés et de migrants, la fragilité de la zone € et du secteur bancaire, l'inexécution des accords sur le climat, la persistance du dumping social entretiennent le développement des mouvements populistes, extrémistes et autoritaires.

Le 18 avril 2024, M. Letta a rendu public « *Much more than a market* », une vue prospective sur l'avenir du marché unique. Le 9 septembre, M. Draghi a divulgué « *The Future of European Competitiveness* ». L'un et l'autre dénoncent le recul industriel, économique et financier de l'Europe. Le rapport Letta n'a guère proposé de thérapeutiques ; il semble avoir été archivé avant un quelconque suivi. Le rapport Draghi a proposé diverses mesures pour aider l'UE à mettre fin à notre décrochage économique et scientifique par rapport aux États-Unis d'Amérique et à la Chine. En juin 2026, 30 % seulement de ses recommandations avaient

été suivies d'effet, exclusivement dans les domaines économique et scientifique. La réforme de la gouvernance, la fin des dépendances stratégiques de l'UE et l'achèvement du marché des capitaux sont dans une oubliette.⁴⁷⁷ Celui-ci n'est malheureusement pas à l'ordre du jour du Conseil européen, car depuis quinze ans l'Irlande et le Luxembourg rechignent à céder le contrôle des chambres de compensation, des dépositaires centraux de titre, des prestataires de services pour les cryptoactifs, etc. Chaque année, de 300 à 600 milliards d'euros d'épargne européenne sont placés sur les marchés d'actions ou d'obligations américains.⁴⁷⁸ En 2025, 85% des transactions pétrolières mondiales ont été effectuées en dollars, ainsi que 88% des transactions financières internationales, malgré une défiance de plus en plus forte par rapport au dollar, à cause de l'imprévisibilité de Trump. Le statut d'actif refuge ultime des bons du trésor américain est remis en question, notamment au Japon et en Chine, qui en détiennent beaucoup.

L'UE ET LA DEFENSE, QUE DE FAUSSES BONNES IDEES

L'agenda stratégique 2024-2029 que le Conseil européen a adopté lors de sa réunion du 27 juin 2024 voulait renforcer la sécurité et la défense. Présenté le 30 octobre 2024, le rapport de M. Niinistö sur la préparation de l'UE à la gestion des crises, intitulé *Safer Together : Strengthening Europe's Civilian and Military Preparedness and Readiness*, a souligné la dépendance croissante de l'Europe en matière de sécurité et de défense. Le financement des remèdes qu'il propose doit attendre la mise en place du prochain Cadre Financier Pluriannuel, soit 2028. La question qui se pose au sein de la Cour des Comptes européenne est de savoir si l'UE

⁴⁷⁷ Voir François Chimits, Jeanne Lebaudy, Énora Morin, Eve Talkowski, « Rapport Draghi : l'Europe au rendez-vous ? » in *Institut Montaigne*, <https://www.institutmontaigne.org/publications/rapport-draghi-leurope-au-rendez-vous>, juin 2026.

⁴⁷⁸ Voir Anne de Guigné, "Union des marchés de capitaux : six pays européens accélèrent" in *Le Figaro*, 28/5/2026, p. 27.

parviendra à sortir du déficit de mise en œuvre dont elle a trop souvent été victime dans le passé.⁴⁷⁹

Alors que l'article 4, § 2, dernière phrase du TUE dispose que « la sécurité nationale reste de la seule responsabilité de chaque État membre », la Commission européenne et le Parlement européen, mais pas le Conseil européen, prétendent mettre en place progressivement une Union européenne de la défense (UED),⁴⁸⁰ en la fondant sur le TUE, articles 23 à 46, relatifs à l'action extérieure de l'UE et à la PESC, article 16 sur la protection des données à caractère personnel, y compris dans le domaine de la défense ; articles 49 à 62 sur le droit d'établissement et les services, ce qui a de l'influence sur les marchés publics de défense ; articles 101 à 109 sur la concurrence dans l'industrie de défense ; article 114 sur le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres qui ont pour objet l'établissement et le fonctionnement du marché intérieur, dont la législation relative aux marchés publics de défense ; articles 170 à 172 sur la mobilité transeuropéenne, notamment militaire ; article 173 sur la politique industrielle de défense ; articles 175 à 178 sur la politique économique, qui influence le secteur de la défense ; articles 179 à 190 sur la politique de recherche et de développement pour la défense et l'espace, ainsi que la politique spatiale ; article 196 sur la coopération en matière de protection civile ; article 207 sur la politique commerciale commune, qui a de l'influence sur les marchés publics de défense, article 212 sur les actions de coopération économique, financière et technique, qui a fondé la

⁴⁷⁹ Voir Jean-Louis de Brouwer, « Towards a Preparedness Union Strategy? Show us the money! » in *Journal of the European Court of Auditors*, n° 1/2025,

https://www.eca.europa.eu/ECAPublications/JOURNAL-2025-01/JOURNAL-2025-01_EN.pdf#page=32, p. 32-34.

⁴⁸⁰ Voir Elsa Bernard, Quentin Loïez, Stéphane Rodrigues (dir.), *L'Union européenne de la défense. Commentaire article par article*, Bruxelles, Bruylant, 2024. 998 pages de textes et commentaires pour décrire une UED inexistante !

proposition de programme de soutien à l'industrie de la défense (EDIDP). L'article 222 contient la clause de solidarité. L'article 275 dispose que la CJUE n'est pas compétente en matière de politique étrangère et de sécurité commune et donc de défense, sauf pour contrôler le respect de l'article 40 du TUE, qui dispose que la PESC n'est pas en contradiction avec les dispositions du TFUE, dont les articles 308 et 309 traitent de la Banque européenne d'Investissement, qui peut agir en faveur de l'industrie de défense ; les articles 346 à 348 portent sur la sécurité des États membres et font partie de la législation sur les marchés publics de défense. Le traité Euratom fixe le droit nucléaire, civil et militaire. Divers actes dérivés trouvent aussi à s'appliquer en matière de défense.

Cette approche de la défense européenne par le droit ne répond pas à la première question que posent les militaires, à savoir qui commande, et à la première question que posent les industriels, à savoir qui signe les bons de commande. L'UED ne sera jamais à même de dissuader un potentiel agresseur, puisqu'elle ne crée aucune capacité militaire crédible, faute d'une chaîne de commandement complète, ce qui exige un chef de l'État – commandant en chef.

Le député européen M. Kubilius, un ancien premier ministre lituanien, a été désigné en 2024 par M^{me} von der Leyen comme commissaire à la Défense et à l'Espace de l'UE, « chargé de développer les investissements dans les capacités industrielles de défense et l'Union européenne de défense ». Ses attributions sont vagues, et chevauchent les responsabilités des États membres, ainsi que celles d'autres commissaires européens, en particulier celles de M^{me} Kallas, la Haute Représentante de l'UE (HR) à qui le TUE attribue la politique étrangère et de défense de l'UE, ainsi que la présidence des conseils des ministres des Affaires étrangères et de la Défense et du conseil d'administration de l'Agence européenne de défense (AED). Lors de son audition⁴⁸¹ par

⁴⁸¹ Voir sn, « Audition du commissaire désigné Andrius Kubilius » in *Parlement européen*, <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press->

les commissions des Affaires étrangères et de l'Industrie, de la recherche et de l'énergie, le 6 novembre 2024, M. Kubilius a dit vouloir que l'UE, sans concurrencer l'OTAN, contribue au développement des capacités et des ressources nécessaires à la mise en œuvre des plans militaires de dissuasion et de défense de l'OTAN. Il a présenté le 19 mars 2025 un livre blanc sur l'avenir de la défense européenne, qu'il a rédigé avec la Haute Représentante et qui encourage la hausse des dépenses de défense afin de développer ou d'acquérir les capacités essentielles de défense. Dans le discours que M. Kubilius a prononcé lors des Conversations de Tocqueville, le 28 juin 2025,⁴⁸² il a estimé à juste titre que l'époque où nous pouvions vivre sans une défense européenne commune est révolue, l'Europe étant prise « entre la révolution MAGA et le révisionnisme russe ». Malheureusement, il envisage la voie de l'Union européenne de défense (UED) pour la créer. L'irréalisme de M. Kubilius ne s'arrête pas là : il espère que nos dirigeants feront preuve d'un véritable *leadership* collectif pour assurer l'indépendance de l'Europe et la *Pax Europaea*. Ce *leadership* collectif adviendra à mon avis lors des calendes grecques, c'est-à-dire jamais.

LA COOPERATION ENTRE DIVERS ÉTATS EUROPEENS EST
VOUEE A L'ECHEC

L'incapacité des Européens à adopter une gouvernance fédérale efficiente a empêché certaines des coopérations entre États européens parmi les plus prometteuses de produire tous les bénéfices que l'on aurait pu en attendre. En voici trois exemples.

L'espace est une compétence partagée entre l'UE et les États membres depuis le traité de Lisbonne. Sur la période 2021-

[room/20241029IPR25043/audition-du-commissaire-designe-andrius-kubilius](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/speech_25_1661), 6/11/2024.

⁴⁸² Voir sn, *Speech by Commissioner Kubilius at the Tocqueville Conversations: "The Future of Europe: From Pax Americana to Pax Europaea"*, Brussels,

https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/speech_25_1661, 28/6/2025.

2027, près de 15 milliards € y sont affectés par l'UE, dont 9 milliards € pour le système de positionnement par satellites Galileo. L'UE en a confié la réalisation à l'Agence spatiale européenne, tandis que l'opérateur est l'Agence de l'UE pour le programme spatial. L'exploitation commerciale de Galileo était prévue pour 2008, mais ce n'est qu'en 2024, avec 30 satellites mis sur orbite, dont 6 de rechange, que la constellation est devenue pleinement opérationnelle. L'avance technologique de Galileo par rapport aux systèmes concurrents a été perdue. La Cour des comptes européenne a, dans son rapport spécial 7/2009, dénoncé une gouvernance inadéquate : les responsabilités ont été mal réparties, ce qui a retardé la prise de décision, l'objectif commercial n'a pas été précisé, le financement était à inadéquat à l'origine.⁴⁸³ L'Europe spatiale garde des lacunes, notamment dans la connectivité spatiale sécurisée en orbite basse, les vols habités et la capacité d'action militaire en orbite. *Odin's Eye*, le projet européen d'alerte précoce pour détecter le décollage de missiles balistiques et hypervéloces, discuté depuis 2021, n'avance guère.

En juillet 2000, écartant l'Antonov An-70 et le C-130 J de Lockheed-Martin, l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, l'Espagne, la Belgique, le Luxembourg et la Turquie ont choisi l'avion A400M afin de remplacer leurs avions de transport militaire Transall et C-130 Hercules. En décembre 2002, un *Memorandum of understanding* a fixé la commande à 180 avions pour le prix de 20 milliards €, et désigné l'OCCAr comme donneur d'ordre. Mis sous pression par les motoristes Snecma, Rolls Royce, MTU Aero Engines et ITP, réunis dans le consortium *Europrop International* pour développer le turbomoteur TP400-D6, les États participants ont malheureusement renoncé à commander des turbopropulseurs éprouvés à Pratt & Whitney of Canada. Le Canada n'a donc pas commandé l'avion. La mise au point du TP400-D6 fut très laborieuse : si le premier A400M est sorti d'usine en 2008 à Séville, il n'a

⁴⁸³ En 2007, le partenariat public/privé compliqué par la règle du « juste retour » a été remplacé par une dotation inscrite dans le budget de l'UE.

été certifié qu'en 2013, une fois équipé de moteurs plus ou moins fiables. La Malaisie, le Kazakhstan et l'Indonésie ont commandé respectivement 4, 2 et 2 avions, ce qui ne compense pas la réduction de leur commande par l'Allemagne et la France, contraintes d'acheter des C-130 J pour remplacer les Transall arrivés en fin de vie. L'Afrique du Sud, le Danemark et le Chili n'ont pas passé la commande qu'ils envisageaient. Les États participants ont subi 11 milliards € de surcoût et Airbus a supporté une perte de 10 milliards €. Les premiers appareils livrés ne seront mis au standard définitif qu'en 2027. Faute de nouvelles commandes, Airbus envisage l'arrêt de la production en 2028 car il ne reste que peu d'avions à construire. L'Embraer KC-390 se pose en alternative crédible même s'il n'a pas les mêmes capacités militaires.⁴⁸⁴

Un autre programme « européen », l'hélicoptère NH-90, n'a pas été un grand succès, pour la même raison : l'absence d'une autorité européenne capable de faire prévaloir l'intérêt général sur les intérêts particuliers. La Belgique a retiré d'emploi ses 4 NH-90 pour le transport de troupes en septembre 2025, après seulement 12 années de service, à cause d'un coût de fonctionnement excessif (15.000 € l'heure de vol) et d'une disponibilité trop faible, les délais de livraison des pièces de rechange étant intolérables. Ils avaient été achetés en 2007 pour 292,5 millions € avec 4 autres NH-90 pour le *Search & Rescue* en mer et la lutte anti-sous-marine lorsqu'ils sont à bord des frégates. La Norvège a retiré ses NH-90 d'emploi en 2022 et l'Australie en 2023.

L'UE ET L'OTAN

Depuis 1949, la plupart des pays européens ont compté sur les États-Unis d'Amérique, via l'OTAN, pour leur sécurité et leur défense, mais la deuxième administration Trump a semé le doute sur la fiabilité de l'engagement militaire

⁴⁸⁴ sn, "Multi-mission airlift/tanker aircraft: The C-390 offers unique advantages" in *Breaking Defense*, <https://breakingdefense.com/2025/06/multi-mission-airlift-tanker-aircraft-the-c-390-offers-unique-advantages/>, 26/6/2025.

américain à soutenir l'Europe, par ses déclarations et par la guerre commerciale qu'il a déclarée à ses alliés. Pourtant, nos services de renseignement dépendent encore des satellites, des serveurs et des ordinateurs de haute technologie *made in America*.

Beaucoup prennent conscience qu'il est pourtant devenu déraisonnable de s'appuyer sur l'OTAN, c'est-à-dire sur les États-Unis d'Amérique et certains imaginent à tort pouvoir compter sur la France. Les présidents Chirac et Macron ont voulu ouvrir le parapluie nucléaire français pour couvrir l'Europe, mais Poutine a cru et croit toujours que la France ne va pas risquer la destruction de Lyon, Bordeaux ou Lille pour protéger Tallinn, Riga ou Vilnius. Son raisonnement s'applique aussi à la Grande-Bretagne.

Le conseil atlantique des 24 et 25 juin 2025 à La Haye a confirmé la vassalisation de l'Europe, dont les dirigeants craignaient le désengagement américain de l'OTAN et une nouvelle hausse des droits de douane. La décision de ces dirigeants de porter leurs dépenses de sécurité et de défense à 5 % du PIB n'est accompagnée d'aucune vision de ce devront être la sécurité et à défense de l'Europe à moyen et long terme. Aucune politique industrielle de défense n'a été envisagée. Les dépenses sociales des États européens seront nécessairement réduites pour financer l'augmentation des dépenses de défense, compte tenu du niveau actuel des déficits et des dettes publiques. L'Europe a affiché sa division et sa faiblesse, alors que la Chine n'a pas craint de montrer sa force face à la brutalité de Trump. Au moment où les Européens entamaient des pourparlers avec les Iraniens, Trump faisait décoller ses bombardiers pour frapper les sites nucléaires en Iran, voulant parachever ce qu'Israël n'avait pu faire au cours de sa guerre des 12 jours avec l'Iran, faute de disposer de l'armement nécessaire.

Le 3 juillet 2026, juste avant le Conseil atlantique d'Ankara des 7 et 8 juillet, Trump a jugé ridicule le soutien étatsunien à l'OTAN, la relation de son pays avec l'Alliance n'étant pas

réciproque.⁴⁸⁵ Trump a redit, à Ankara, qu'il avait été « déçu » par l'Otan lors de la guerre en Iran et à propos du Groenland et qu'il pourrait retirer tous ses soldats d'Europe. M. Rutte a répondu que les Européens et les Canadiens ont dépensé 258 milliards de dollars en plus pour leur défense en deux ans, que les Européens pourraient, pour 4,5 milliards \$, substituer dès 2030 aux Awacs de surveillance aérienne 10 *Global Eye* de Saab, que, pour 54 milliards \$ de plus, 7 pays vont commander de nouveaux A400-M à Airbus, qui fournirait en outre un dixième A330 MRTT, que le Danemark, la Finlande, l'Allemagne et la Norvège ont prévu l'acquisition de cinq drones de surveillance à haute altitude MQ-4C Triton de Northrop Grumman, que le Danemark va acheter deux Boeing P-8A *Poseidon* de surveillance maritime, alors que Trump a réaffirmé à Ankara que le Groenland devrait être contrôlé par les États-Unis et non par le Danemark. D'autres pays vont investir dans les frappes de précision, la défense anti-drone ou antimissile. Le Royaume-Uni s'engage dans le programme PrSM de missiles balistiques de Lockheed Martin, espérant les premières livraisons dès 2027. Le projet Elsa (*European Long-Range Strike Approach*), lancé en 2024, réunit l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni. L'Allemagne demande depuis des mois de pouvoir produire sous licence avec Raytheon des missiles de croisière Tomahawk, ainsi que des Patriot PAC-3. Rheinmetall et Lockheed Martin vont fabriquer en Allemagne des missiles tactiques ATACMS. Cependant, l'UE entend limiter la part dévolue aux firmes américaines et privilégier les fournisseurs européens. M. Zelensky a insisté sur le fait que l'Europe a besoin d'urgence d'un système de défense antimissile balistique. Il a obtenu de Trump que l'Ukraine puisse produire des missiles Patriot PAC-3, avant que celui-ci ne revienne sur sa décision. Les Européens vont en outre

⁴⁸⁵ Voir AFP/OL, « Trump et l'OTAN: «Ils n'étaient pas là pour nous!» » in *L'Essentiel*, <https://www.lesessentiel.lu/fr/story/tensions-trump-et-l-otan-ils-n-etaient-pas-la-pour-nous-103595749>, 3/7/2026.

donner 70 milliards de plus à l'Ukraine en 2027, et au moins autant en 2027, en plus des 90 milliards déjà octroyés.⁴⁸⁶

**L'EFFORT DE DEFENSE DES EUROPEENS N'EST PAS
NEGLIGEABLE, IL EST INEFFICIENT**

L'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie a poussé les pays européens à augmenter considérablement leurs budgets de défense, mais les lacunes capacitaires restent très importantes. Les capacités militaires des États européens sont considérables en termes d'effectifs, mais l'équipement de notre million et demi de militaires est disparate et l'opérationnalité de nos unités est douteuse, notamment à cause de la vacuité de nos dépôts de munitions et d'un entraînement insuffisant, mais aussi faute d'avoir appliqué la stratégie de Lisbonne adoptée en 2000 : l'innovation technico-scientifique est bien moindre en Europe qu'en Chine ou aux États-Unis d'Amérique, notamment dans le domaine de l'armement, mais aussi qu'en Ukraine.

L'UE est militairement insignifiante et impuissante, car elle n'est pas un État ; elle ne dispose pas d'un chef d'État qui puisse commander en chef les forces armées européennes. L'effort de défense de l'UE reste très limité : en 2020, elle a affecté, pour la première fois, 0,7% du budget 2021-2027, soit 13,2 milliards € pour sept années, à notre sécurité et à notre défense. C'est moins de 2 milliards par an pour 440 millions d'habitants ou 5 € par contribuable et par an. C'est 0,07 % du PIB de l'UE, soit 18.000 milliards € en 2025 ; c'est 3,8 % des dépenses de défense des États membres de l'UE, qui sont passées de 190 milliards € en 2014 à 343 milliards €

⁴⁸⁶ Voir Florentin Collomp, « Otan : les Alliés regarnissent leurs arsenaux dans l'urgence » in *Le Figaro*, 8/7/2026, p. 6 ; Peter De Lobel, Jorn Van Thillo, « Opvallende uitkomst Navo-top: Oekraïne mag zelf Amerikaanse Patriot-raketten bouwen » in *De Standaard*, <https://www.standaard.be/buitenland/opvallende-uitkomst-navo-top-oekrane-mag-zelf-amerikaanse-patriot-raketten-bouwen/158442919.html>, 8/7/2026.

en 2025.⁴⁸⁷ Le commandement des missions militaires de l'UE se composerait de 60 personnes sur les 74 prévues, alors que les États membres de l'OTAN, dont 21 sont membres de l'UE, ont augmenté récemment l'effectif des structures de commandement de l'OTAN de 1.200 personnes, pour atteindre 8.800 postes.

Face à l'agressivité russe, il est urgent d'agir. En 4 ans de guerre, Poutine nous a menacés 200 fois d'attaque nucléaire. Il n'a plus aucun respect du droit international, et en particulier de l'intégrité des frontières.

LA POLITIQUE INDUSTRIELLE DE DEFENSE DE L'UE

La passation des marchés publics et le développement des capacités demeurent fragmentés dans l'UE comme dans l'OTAN. L'industrie européenne de la défense est sous-dimensionnée et organisée en fonction des États. L'UE dispose d'outils limités pour aider à développer la production de défense, encourager la recherche et le développement communs et promouvoir la passation conjointe de marchés, mais le financement actuel ne conduit pas à des changements majeurs.

La somme des budgets de défense européens est proche de la moitié du budget américain de défense, mais sur le million deux cent mille soldats européens, quelques dizaines de milliers seulement sont suffisamment formés, équipés et entraînés pour intervenir dans des opérations de haute intensité. À cause du gaspillage induit par la multiplicité des décideurs, les systèmes d'armes européens sont aujourd'hui produits en petit nombre, ce qui les rend plus coûteux à acquérir, à mettre en œuvre et à entretenir. Nos forces armées utilisent 178 types de systèmes d'armes pour 30 aux États-Unis d'Amérique. Cela pénalise notre opérationnalité et notre base industrielle et technologique de défense. Celle-

⁴⁸⁷ Voir sn, « Défense : l'Union européenne crée-t-elle une armée européenne ? » in *Parlement européen, Thèmes*, <https://www.europarl.europa.eu/topics/fr/article/20190612STO54310/de-fense-l-union-europeenne-cree-t-elle-une-armee-europeenne#:~:text=Les%20dépenses%20de%20défense%20parmi,à%20147%20milliards%20d'euros,31/3/2025>.

ci, affaiblie par trois décennies de sous-investissements, ne peut plus répondre rapidement aux besoins.

La politique industrielle de défense de l'UE restera forcément lacunaire, puisqu'il n'existe pas de politique européenne de défense, ni de marché unique des biens et services de défense. Le financement de l'industrie de défense a été fort contrarié par les exigences européennes en matière de développement durable. Faute d'une gouvernance et de processus décisionnels efficaces, l'UE n'a pu produire en 2023 que la moitié du million d'obus de 155 mm qu'elle avait promis à l'Ukraine. Notre base industrielle et technologique de défense devrait être rationalisée : l'Europe a quatre constructeurs de sous-marins (Naval Group, ThyssenKrupp Marine Systems, Navantia et Kockums) et une dizaine de producteurs de chars, tandis que les Américains n'en ont qu'un.

Selon le Haut-commissariat français au Plan, les Européens ont acheté 53 % de leurs équipements militaires aux États-Unis d'Amérique entre 2020 et 2024, contre 41 % entre 2015 et 2019.⁴⁸⁸ Une autre partie de notre équipement est acquise en Corée du Sud ou en Turquie, ce qui réduit notre PIB et l'emploi en Europe. Les géants européens sont des poids moyens face à Lockheed Martin, Raytheon Technologies, Northrop Grumman, General Dynamics et Boeing. Le britannique BAE Systems arrive en 7^e position, l'italien Leonardo, Airbus et Thales aux 11^e, 12^e et 14^e rangs.⁴⁸⁹ La politique de la concurrence de l'UE n'a pas permis la création d'un autre champion européen qu'Airbus.⁴⁹⁰ Des

⁴⁸⁸ Voir Nicolas Barotte, "Défense : inquiétude face à la dépendance européenne" in *Le Figaro*, 2/7/2026, p. 7.

⁴⁸⁹ Voir Jean-Michel Bezat, "L'Europe dispose d'une force de frappe industrielle pour répondre aux besoins des armées, mais ne peut la mettre au service d'une stratégie supranationale inexistante" in *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/04/08/l-europe-dispose-d-une-force-de-frappe-industrielle-pour-repondre-aux-besoins-des-armees-mais-ne-peut-la-mettre-au-service-d-une-strategie-supranationale-inexistante_6226558_3232.html, 8/4/2024.

⁴⁹⁰ Airbus et ses clients pâtissent depuis la signature de l'accord entre pays acheteurs, en décembre 2002, des faiblesses de l'OCCAR, de l

entreprises comme Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft, Baidu, Alibaba, Huawei, Tencent, Xiaomi, Tik Tok, etc., n'ont pas d'équivalents européens. Elles pillent impunément nos données, elles nous les revendent et leurs bénéficiaires en Europe sont exonérés d'impôt.

LA GESTION DÉFAILLANTE DES CRISES PAR L'UE

Les Européens ont dû constater la médiocre aptitude des institutions de l'UE à gérer les crises (financière, monétaire, migratoire, sanitaire, guerre en Ukraine, conflit au Moyen-Orient) survenues depuis plus de 20 ans. A titre d'exemple, rappelons qu'il avait fallu six semaines en avril-mai 2020 pour mettre enfin en œuvre le dispositif d'urgence que réclamait de manière pressante l'Italie. Or ce dispositif avait été organisé en 2002 par le règlement (CE) n° 2012/2002 du Conseil du 11 novembre 2002 instituant le *Fonds de solidarité de l'Union européenne*, clarifié ensuite le 13 mars 2020 par le Parlement européen et le Conseil « *afin de fournir une aide financière aux États membres gravement touchés par une situation d'urgence de santé publique majeure* ». Cet épisode est, parmi tant et tant d'autres, une

'incurie de la branche espagnole d'Airbus, de l'arrogance de sa haute direction franco-allemande, de l'irresponsabilité des décideurs politiques et des états-majors nationaux de défense qui ont conduit à une consolidation insuffisante de la demande, ainsi qu'au choix d'un turbopropulseur européen à développer, plutôt que du turbopropulseur éprouvé de Pratt & Whitney of Canada. Cela a entraîné la perte de la commande canadienne d'A400-M, entraîné des retards très importants de livraison, des surcoûts pour les clients et des lacunes opérationnelles sensibles. Sur la période 2015-2018, Airbus a provisionné 5,5 milliards € à cause de l'A400M. Voir AFP, Reuters, « Plombé par les amendes et l'A400M, Airbus annonce une perte nette de 1,36 milliard d'euros en 2019 » in *Ouest France*, <https://www.ouest-france.fr/economie/entreprises/airbus/plombe-par-les-amendes-et-l-a400m-airbus-annonce-une-perte-nette-de-1-36-milliard-d-euros-en-2019-6735109>, 13/2/2020. Les actionnaires ne sont pas les seuls touchés. Voir Isabelle Chaperon, « Airbus supprime 2.362 postes dans sa division défense-espace » in *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/02/20/airbus-a-la-peine-dans-la-defense-et-le-spatial-supprime-2-362-postes_6030207_3234.html, 20/2/2020.

manifestation éclatante de l'incapacité des institutions de l'UE à prendre des décisions en urgence.

L'INSUFFISANCE DU SOFT POWER

Outre sa division, c'est son aversion pour la force qui a confiné l'UE dans un rôle de *soft power*. Résultat, l'autonomie stratégique de l'Europe n'existe pas. Le seul décideur réel en Occident, c'est le président des États-Unis d'Amérique. L'UE est incapable d'assurer notre sécurité, de rendre inviolables ses frontières extérieures, de stabiliser son voisinage, de garantir le maintien de la paix. Faute de puissance militaire, l'UE est aussi inadéquate face aux terroristes et aux autocrates que l'était la Société des Nations face aux totalitarismes. Elle est inapte à faire face à un monde multipolaire de plus en plus instable, où les forces nationalistes, xénophobes, intolérantes, autoritaires sont en progrès, où les grandes puissances ont tourné le dos au multilatéralisme et ne considèrent plus que les rapports de forces. L'UE ne compte pas, par rapport aux États-Unis d'Amérique, à la Russie et à la Chine, sauf en matière commerciale, le seul domaine de compétence auquel les États membres ont complètement renoncé, depuis le traité de Rome de 1957.

Depuis la fin de la Guerre froide, nos gouvernants ont, sous prétexte d'assainissement budgétaire, démantelé bien des services publics, dans les domaines de la sécurité, de la défense, de la santé, de l'éducation, de la justice, etc., sans aucune vision du futur, sans coordination au niveau européen. Plutôt que de rechercher des synergies et des économies d'échelle illusoires entre petits groupes d'États, il eût fallu fédéraliser ces matières.

Nos carences nous exposent à de mauvaises réponses aux pandémies, aux migrations mal contrôlées, au terrorisme islamiste inspiré par Daech et Al Qaïda, ainsi qu'à l'extrémisme violent, de droite comme de gauche, car la pandémie de Covid-19 et ses conséquences économiques et sociales ont augmenté la polarisation de notre société.

LA BOUSSOLE QUI A PERDU LE NORD

Le 21 mars 2022, le Conseil européen « Affaires étrangères et Défense » a approuvé la « boussole stratégique en matière de sécurité et de défense - Pour une UE qui protège ses citoyens, ses valeurs et ses intérêts, et qui contribue à la paix et à la sécurité internationales ». ⁴⁹¹ Elle énumère les menaces, conflits et instabilités qui peuvent avoir des répercussions sur la paix dans l'UE, ainsi que des zones auxquelles les Européens doivent prêter attention, mais nos dirigeants ont été incapables de les classer par priorité et d'indiquer de quelles capacités militaires ils estiment avoir besoin pour les contrer. La boussole est trompeuse, lorsqu'elle affirme l'unité et l'autonomie décisionnelle de l'UE : des désaccords fondamentaux persistent entre les États membres. Le Conseil européen des 24 et 25 mars 2022 s'est dit « décidé à accélérer les travaux sur la défense », ⁴⁹² mais l'action se fait attendre. La boussole a annoncé que les Groupements tactiques 1500 ou *EU Battlegroups*, qui sont disponibles depuis 2007 mais n'ont jamais été déployés, vont devenir une force multinationale de réaction rapide de 5.000 militaires. Que pourrait-elle faire face à 200.000 soldats russes ? M. Macron n'a pas su faire valider son volumineux mais vague plan de mise en œuvre de la Boussole, ⁴⁹³ qui restera une déclaration d'intention non contraignante. La boussole a appelé à dépenser plus et mieux pour la défense, alors que tous les outils mis en place pour améliorer l'efficacité de nos dépenses de défense se sont avérés inopérants, notamment, depuis 2004, l'Agence européenne de défense, faute d'avoir reçu des moyens suffisants.

LA COMMUNAUTE POLITIQUE EUROPEENNE BIS

⁴⁹¹ Voir sn, *Une boussole stratégique*,

<https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-7371-2022-INIT/fr/pdf>, 21/3/2022.

⁴⁹² Voir sn, *Conclusions European Council meeting 24 & 25 March 2022*, <https://www.consilium.europa.eu/media/55082/2022-03-2425-euco-conclusions-en.pdf>, 25/3/2022.

⁴⁹³ Voir E. Macron, *Discours inaugural du salon Euro Satory à Villepinte*, <https://www.elysee.fr/front/pdf/elysee-module-19745-fr.pdf>, 13/6/2022.

Depuis le Conseil européen des 23 et 24 juin 2022, une nouvelle Communauté politique européenne (CPE) réunit périodiquement les chefs d'États ou de gouvernement européens qui veulent contribuer à la sécurité, la stabilité et la prospérité de notre continent,⁴⁹⁴ soit les 27 États membres de l'UE, les 4 pays membres de l'Espace économique européen, 9 pays candidats à l'UE, y compris la Turquie, et 7 autres pays, dont l'Azerbaïdjan. La CPE s'est réunie en 2022 en Tchéquie, en 2023 en Moldavie puis en Espagne, en 2024, au Royaume-Uni puis en Hongrie, en 2025, en Albanie et au Danemark, où le Groenland et les îles Féroé étaient représentés pour la première fois, et en 2026 en Arménie, où le Canada a participé pour la première fois. La CPE ne semble pas décider d'autre chose que de quelques nouvelles adhésions, de la date, ainsi que du lieu de la réunion suivante. Elle n'est guère plus utile que la CPE des années 1952-1954.

LA CAUSE STRUCTURELLE DE NOS MAUX : DES INSTITUTIONS MAL CONÇUES

Plus encore que ses dirigeants défaillants, c'est sa gouvernance baroque, non conforme à la séparation des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire préconisée par Montesquieu dans l'Esprit des lois, qui a conduit l'UE à la paralysie,⁴⁹⁵ à la gabegie financière, à l'impuissance opérationnelle, à l'absence de crédibilité politique. L'UE combine de façon incohérente des éléments de gouvernance supranationaux, intergouvernementaux, confédéralistes et fédéralistes. Le commissaire au Commerce extérieur est supranational. Le Conseil européen est

⁴⁹⁴ Voir Nicolas Gros-Verheyde, "La future communauté géopolitique européenne : but, contenu et fonctionnement" in *Bruxelles2*, https://club.bruxelles2.eu/2022/06/decryptage-la-future-communaute-geo-politique-europeenne-but-contenu-et-fonctionnement/?utm_source=mailpoet&utm_medium=email&utm_campaign=b2pro-or-newsletter-post-title_2, 16/6/2022.

⁴⁹⁵ La Hongrie, la Grèce, la Slovénie ont empêché ou vidé de leur portée des propositions de décisions du Conseil européen allant à l'encontre de la Chine, notamment sur les litiges territoriaux en mer de Chine méridionale ou sur les droits humains.

intergouvernemental, de même que le Conseil de la zone € ou Eurogroupe, qui se compose des ministres des Finances des États qui ont adopté l'€ comme monnaie.⁴⁹⁶ Parmi les éléments confédéralistes : l'UE est fondée sur des traités, qui ne peuvent être modifiés qu'à l'unanimité, c'est aussi à l'unanimité que se prennent un bon nombre de décisions ; l'UE n'a pas la compétence de la compétence ; un État membre peut quitter l'UE (article 50 TUE). Cependant, les compétences de base des confédérations sont les relations extérieures et la défense, les Affaires intérieures restant aux États membres, mais dans l'UE, c'est l'inverse ! Parmi les éléments partiellement fédéralistes, citons la Cour de Justice de l'UE et le Tribunal de l'UE ; le Parlement européen ; le droit communautaire directement applicable ; le vote à la majorité qualifiée en Conseil européen au niveau des ministres, par 55 % des États membres s'ils représentent au moins 65 % de la population européenne.⁴⁹⁷ La Banque centrale européenne a un fonctionnement de type fédéral, mais seuls les 20 gouverneurs des banques centrales de la zone € ont le droit de vote dans son directoire.

Depuis 2005, la Commission européenne s'est soumise au Conseil européen. Elle maîtrise parfaitement la langue de bois et elle est championne de la course sur place. En annonçant que quelque chose va se passer, elle nous fait croire que c'est chose faite.

Le Conseil européen, constitué des chefs d'État ou de gouvernement des États membres, est chargé par l'art. 15 TUE de « *donner à l'Union les impulsions nécessaires à son développement et d'en définir les orientations et priorités politiques générales* ». En réalité, faute de vision d'avenir, il manque à son devoir, fixé par les traités européens, qui est

⁴⁹⁶ Depuis le 1^{er} janvier 2026 : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, la Croatie, Chypre, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, le Portugal, la Slovaquie et la Slovénie.

⁴⁹⁷ Voir Aquilino Morelle, *L'opium des élites. Comment on a défait la France sans faire l'Europe*, op. cit., p. 235-236.

de donner à l'UE de grandes orientations, à moyen et à long terme. Il veille à ce que les gouvernements et les partis nationaux conservent le véritable pouvoir, ce que démontre l'absence de partis politiques supranationaux, faute de base légale pour en créer un, Volt en a fait l'expérience. Cela empêche tout débat public européen transnational et rend difficile l'émergence d'une opinion publique européenne, qui ne trouve guère que les sondages Eurobaromètres pour s'exprimer. Le Conseil européen est devenu, à la suite d'un abus de pouvoir, un gouvernement d'assemblée, par définition inefficace et incontrôlé : il n'est responsable, devant quelque assemblée que ce soit. Pour décider à l'unanimité, il a besoin de réunions interminables, mais il n'est pas capable de communiquer d'une seule voix sur ses décisions. Nos gouvernants, eux, communiquent à temps plein, mais ils restent silencieux dès qu'il s'agit de fixer de façon rationnelle, conformément au principe de subsidiarité, les attributions des autorités européennes, celles des États membres, celles des régions et celles des pouvoirs locaux, pour que chaque niveau de pouvoir puisse agir efficacement, sans crainte d'excès de pouvoir ni de vide juridique. Ses membres se soucient peu de l'intérêt général des Européens, mais beaucoup des intérêts des gouvernements des États membres. Le Conseil européen me fait penser à l'Assemblée des notables du Royaume de France, qui n'a fait preuve d'aucun sens des responsabilités devant l'ampleur du déficit public au début de l'année 1787, ce qui a conduit à la fin de l'Ancien Régime en 1789.

Le Parlement européen, depuis le début de la législature 2024-2029, apparaît de plus en plus marginalisé. Les débats sont de plus en plus inconsistants. Le travail sur les textes législatifs est compromis par les procédures d'urgence Omnibus. La majorité pro-européenne est divisée, le PPE ayant constitué à plusieurs reprises une majorité de rechange avec les groupes d'extrême-droite. Le défaut structurel du Parlement européen est d'être privé de certains des droits essentiels d'une assemblée législative : voter l'impôt et le budget des recettes et des dépenses, investir et contrôler le gouvernement, prendre l'initiative

législative. Il n'est compétent ni en matière de politique de sécurité et de défense commune (PSDC),⁴⁹⁸ ni en matière monétaire. La Cour fédérale de Karlsruhe a dit pour droit en 2009 que son élection ne respecte pas l'égalité des citoyens inscrite à l'article 9 du traité sur l'UE. Elle a ajouté que l'UE n'est pas un État fédéral, mais une association d'États souverains. Elle a constaté que, même après l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, il manque à l'UE, examinée par rapport aux exigences d'un État constitutionnel, un organe politique de décision constitué sur le fondement d'une élection au suffrage universel et revêtu de la capacité de représentation unitaire de la volonté du peuple.

Bref, les institutions de l'UE sont illégitimes, technocratiques et antidémocratiques. Indécise, manquant de vision, de courage, d'ambition et d'unité de vue politique, incapable de résoudre nos problèmes concrets, l'UE se satisfait depuis quelques décennies de compromis fragiles et de textes trompeurs,⁴⁹⁹ rédigés par d'obscurs comités, en des lieux propices aux tractations, supputations, concessions, renoncements et même trahisons. Les compromis entre les États membres conduisent rarement à une politique commune ambitieuse, très souvent au plus petit commun dénominateur.

L'EUROPE FEDERALE, NECESSAIRE ET POSSIBLE

Depuis 1648, les États ont le monopole de l'usage légitime de la force. Parce qu'elle n'est qu'une association d'États, l'UE n'est pas en mesure d'assurer notre sécurité et notre défense ; elle ne le serait pas plus après une réforme des traités européens. Or, les défis sont de plus en plus pressants

⁴⁹⁸ Voir Carolyn Moser, Steven Blockmans, *The extent of the European Parliament's competence in Common Security and Defence Policy*, Brussels, European Parliament, [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2022/702559/EX_PO_IDA\(2022\)702559_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2022/702559/EX_PO_IDA(2022)702559_EN.pdf), June 2022.

⁴⁹⁹ Le Fonds monétaire international a jugé le 29/6/2018 que l'accord sur l'allègement de la dette grecque n'a amélioré sa soutenabilité qu'à moyen terme, pas à long terme.

– du climat à la santé, en passant par les migrations, les questions posées par le développement des technologies numériques, la prolifération nucléaire et la guerre dans notre voisinage. Cela implique que l'Europe cesse d'être une puissance essentiellement normative, qui se borne à légiférer. Il faut respecter la séparation des pouvoirs préconisée par Montesquieu et mettre en place des institutions étatiques fédérales, composées premièrement d'un législatif bicaméral, deuxièmement d'un exécutif capable de constituer de façon efficiente et de mettre en œuvre, entre autres, de façon efficace des forces armées européennes, capables de dissuader d'éventuels agresseurs et de nous défendre en cas de besoin, et troisièmement d'une justice plus étoffée que celle de l'UE, pour ne citer que les composants essentiels, qui seront détaillés dans les chapitres suivants.

Près de 30 ans après la signature du traité de Maastricht, il est temps d'admettre que le SEAE est peu utile mais très coûteux, que la PESC et la PSDC sont deux échecs et que l'€ reste fragile, car l'UE est trop divisée pour être efficace et donc crédible. La question posée par Henry Kissinger dans les années 1970 n'a toujours pas reçu de réponse satisfaisante, car la représentation extérieure de l'UE n'est l'apanage d'aucune de ses institutions qui, toutes en disposent d'un fragment, ce qui induit en permanence la confusion chez ses interlocuteurs.

Dépourvue de légitimité démocratique, l'UE n'est pas un État et elle n'a pas de gouvernement. Elle n'est qu'une association d'États qui constitue une zone de libre-échange. Depuis près de sept décennies, la communication des politiciens nous induit en erreur. Ils ont imposé aux citoyens européens des *Ersatz* d'institutions démocratiques, comme un Parlement européen privé d'une part substantielle des attributions normales d'une Assemblée législative. Il ne suffit pas d'un drapeau, d'un hymne, d'une devise pour établir un État européen.

L'UE ne peut devenir un acteur politique, ni rendre à l'Europe un rang digne d'elle et de ses 440 millions de

citoyens, dans un monde multipolaire où démocraties et régimes autoritaires se font face. Ce dont l'Europe a le plus besoin, c'est d'un gouvernement fédéral légitime, démocratique, contrôlé par le Parlement européen. L'obtenir serait aisé, si celui-ci, qui est le représentant le plus légitime des citoyens depuis 1979, se déclarait constituant, en s'inspirant des pionniers de l'unification européenne. Il n'a eu ce courage qu'une fois, en 1984, mais au lieu de rédiger une constitution, mal inspiré par Altiero Spinelli, qui pourtant avait tenté de mobiliser les Européens en faveur d'une vraie constitution, il a écrit un deuxième projet de traité dit constitutionnel sur le modèle de celui de la CEE des années 1950, que le Conseil européen a refusé.

Les gouvernants européens sont incapables de nous maintenir en paix. Au lieu de sous-traiter cette mission aux Américains, ils devraient œuvrer à la constitution de forces armées fédérales européennes, ce qui suppose un État fédéral européen. Comme ils ne le font pas, de plus en plus d'Européens veulent le retour des frontières nationales, estimant, mais à tort, que les États nations les protègent mieux, notamment contre les flux migratoires incontrôlés, la concurrence déloyale et les maladies. L'argument le plus valable des souverainistes, c'est l'incurie de l'UE. Elle n'est par exemple même pas capable d'améliorer substantiellement la mobilité militaire, qu'elle a prise en charge en 2018, l'OTAN s'étant avérée impuissante à le faire en deux décennies. Or, la mobilité militaire, c'est faciliter le déplacement des équipements militaires dans l'UE, ce qui est appréciable pour dissuader un agresseur et serait essentiel en cas de conflit. La Cour des comptes européenne a déploré le 5 février 2025 qu'aucun point de contact unique n'existe au niveau de l'UE pour la mobilité militaire, même pas pour la simplification des formalités administratives aux passages de frontières. Les infrastructures ferroviaires et routières, les terminaux intermodaux, ne permettent pas une mobilité convenable. L'UE a prévu 1,7 milliard € entre 2021 et 2027 pour financer des travaux, mais cette enveloppe modeste était déjà

entièrement utilisée à la fin de 2023. La Commission n'a pas estimé correctement le financement nécessaire.⁵⁰⁰

C'est pourquoi nous avons besoin d'une constitution fédérale pour les États-Unis d'Europe ; d'un Parlement européen élu en respectant le principe d'égalité entre Européens et disposant de la plénitude des attributions d'une assemblée parlementaire ; d'un Sénat représentant valablement les États fédérés ; d'un président, chef des armées ; d'un gouvernement responsable devant le Parlement, d'un pouvoir judiciaire fédéral allant au-delà de la Cour et du Tribunal de Luxembourg, d'une représentation internationale plus crédible que le Service européen d'action extérieure, car elle sera appuyée sur une défense européenne fédérale, et d'un budget fédéral de 20 à 30 % du PIB, pour conforter l'€ et relancer notre économie.

Pour sortir l'Europe de son déclassement industriel, économique et financier, et la tirer de sa dépendance en matière de défense, une réforme des traités serait inopérante. Notre ambition doit être de relancer le projet de civilisation occidentale qui fut porté par Charlemagne, les Humanistes et les Lumières. Ce sera source de créativité, d'inventivité, de progrès et d'accomplissement. La difficulté est psychologique plus que politique. Le professeur en psychologie sociale à Stanford Festinger (1919-1989) a écrit que les gens préfèrent défendre des positions « que l'on sait fausses, mais généralement acceptées, pour se fondre dans la masse. Ce n'est pas que les gens soient stupides mais ils ont trop à perdre : leur réputation, leur groupe politique, leur place dans la meute. »⁵⁰¹ C'est particulièrement

⁵⁰⁰ Voir Belga, "La mobilité militaire en Europe toujours "problématique", pointe un rapport" in *La Libre*, https://www.lalibre.be/international/europe/2025/02/05/la-mobilite-militaire-en-europe-toujours-problematique-pointe-un-rapport-NP72NJFCNFEAVJRIJ5OLVGMNQ4/#cxrecs_s, 5/2/2025.

⁵⁰¹ David Vaidis, Séverine Halimi-Falkowicz, « La théorie de la dissonance cognitive, une théorie âgée d'un demi-siècle » in *Revue électronique de Psychologie Sociale*, 2007, N°1, p. 9-18, <https://psychologiescientifique.org/wp-content/uploads/2018/02/Vaidis->

observable chez les hommes et femmes politiques ont pour objectif premier de survivre socialement et politiquement, ce qui passe par la soumission au parti qui les a fait élire. Celui qui s'isole celui est perdu. Les partis n'ont pas pour but la recherche de la vérité, mais la conquête du pouvoir. Le mensonge est une des façons de séduire les électeurs, qui préfèrent souvent ne pas affronter la réalité, trop angoissante. C'est pourquoi nos dirigeants, comme ceux d'avant 1914, ou 1940, marchent comme des somnambules et nous guident vers la catastrophe.

Comme ce fut le cas récemment en Hongrie, le sursaut devrait venir des citoyens. Ils devraient exiger ce qui manque à l'Europe : c'est « le chef décisif de Jean Bodin, celui qui délibère du *Salut public*. »⁵⁰² L'État fédéral européen (et sa Constitution) doivent être « déterminés en partant de la politique et [selon Carl Schmitt], de la *Macht-Welt-Politik*. [Dans les] affrontements incessants des intérêts, opinions et forces [sur la scène internationale, la Constitution [fédérale] doit permettre] d'établir une ligne de démarcation entre l'ami et l'ennemi⁵⁰³ [puis] de mener la lutte pour le pouvoir et le règlement des conflits.⁵⁰⁴

[Le] XVIII^{ème} siècle éclairé avait adopté une conception orientée du progrès qui allait du fanatisme à la liberté, du dogme à la critique, de la superstition à l'illumination des esprits. Avec l'émergence d'un monde désoccidentalisé et

[et-Halimi-Falkowicz-2007-La-théorie-de-la-dissonance-cognitive-une-théorie.pdf](#).

⁵⁰² Irnério Semnator, « Pour une Europe restaurée » : de la « Constitution » européenne à la Macht-Politik. Une relecture de Carl Schmitt » in Irnério Semnator (éd.), Valéry Giscard d'Estaing, etc., *Constitution européenne et sécurité internationale*, Paris, Economica, 2004, p. 302.

⁵⁰³ M. Semnator n'envisage pas l'ennemi personnel et privé, l'*inimicus*, mais l'*hostis*, celui qui s'oppose à notre conception collective et occidentale de la vie et demeure le porteur d'une conception irréductible et incommensurable de l'existence et de la culture.

⁵⁰⁴ Irnério Semnator, « Pour une Europe restaurée » : de la « Constitution » européenne à la Macht-Politik. Une relecture de Carl Schmitt » in Irnério Semnator (éd.), Valéry Giscard d'Estaing, etc., *Constitution européenne et sécurité internationale*, op. cit., p. 303-305.

hostile, ce cheminement s'est inversé. On passe de l'illumination à la superstition, de la critique au dogme et de la liberté au fanatisme. Cette inversion a une cible fixe et incontournable : l'Occident, objet *a priori* d'une haine absolue. [Ce conflit] n'élimine pas, mais se superpose à la *Macht-Politik*, aux logiques stratégiques et géopolitiques des acteurs majeurs de la scène mondiale. [La Constitution fédérale des États-Unis d'Europe devrait] aider à la renaissance, désormais mûre, d'une conscience géopolitique, et d'un imaginaire, européens, un retour aux intentions politiques originelles des pays fondateurs et à l'émergence d'une nouvelle ère, celle d'une Europe restaurée et donc refondée à l'échelle planétaire. Une Europe qui dispose d'une force propre, car la force est indispensable pour les ensembles politiques qui veulent vivre sur la scène du monde. La force demeure la ressource principale de l'agir stratégique. Seuls les acquis de la puissance interdisent de confier son destin aux rêves de la paix, érigée en valeur absolue et instituée en régulatrice de la compétition internationale. Ce choix entre idées-valeurs est un choix de destin et de ce fait un choix politique radical qui appartient au primat de la délibération politique et donc du pouvoir souverain. [La] condition de survie d'un ensemble de peuples, liés par une constitution, est de prévoir les cas d'exception et les figures de la souveraineté qui délibèrent des cas extrêmes dans les situations extrêmes. En réalité, si la politique est destin, le destin de l'Europe passe d'abord par la politisation de sa constitution et par la militarisation de sa puissance, aujourd'hui *civile*. [Il faut à l'Europe une] constitution dans laquelle existe une autorité ; une autorité par laquelle se forge une décision ; une décision qui s'impose par une volonté et se fasse valoir par une force, une finalité et un espoir. »⁵⁰⁵

La Corée du Sud nous a montré l'importance d'appliquer les principes de base de la science politique lors de l'élaboration de la politique de défense et de la politique industrielle de défense. La pérennité de la volonté politique

⁵⁰⁵ Idem, p. 311-312.

joue un rôle crucial. Elle seule permet de fixer des priorités pertinentes, et donc consensuelles, et donc stables. Seule une organisation étatique permet cela. Les coalitions d'États, les associations d'États et les confédérations ne rassemblent que des volontés disparates et fluctuantes. Elles ne permettent pas à l'intérêt général de primer sur les intérêts particuliers.

James M. Buchanan a écrit : *“A constitution that will embody the terms of the contract that the peoples of Europe must make, one with another, individually and as members of separate national-cultural communities, is a “sine qua non” of the whole enterprise”*.⁵⁰⁶

À l'exemple des Ukrainiens, les Européens devraient retrouver le courage de faire face, d'oser, d'entreprendre, d'innover et inventer une Europe ambitieuse, fière, ouverte sur le monde et prête à défendre ses valeurs et ses intérêts. Ils devraient agir, d'urgence, pour rétablir la paix en Europe, pour redevenir souverains, autonomes, indépendants, respectés et pour cela, faire pression sur leurs représentants pour qu'ils fondent l'union politique de l'Europe sur un modèle fédéral, en commençant par un petit noyau, comme cela avait été fait pour les zones Schengen et €. Comme l'UE a incorporé l'Union de l'Europe occidentale, les États-Unis d'Europe pourront absorber ce qui est valable dans l'UE.

Les crises passées auraient dû imposer de doter l'Europe d'un État fédéral, plus apte à faire face à de tels défis.

⁵⁰⁶ James M. Buchanan, prix "Nobel" d'économie en 1986, « for his development of the contractual and constitutional bases for the theory of economic and political decision-making » (pour son développement des bases contractuelles et constitutionnelles de la théorie de la prise de décision économique et politique » a écrit : « Une constitution qui incarne les termes du contrat que les peuples d'Europe doivent passer, les uns avec les autres, individuellement et en tant que membres de communautés nationales et culturelles distinctes, est une condition sine qua non de l'ensemble de l'entreprise. Voir James M. Buchanan, "Introduction" in James M. Buchanan, Karl Otto Pöhl, Victoria Curzon Price, Frank Vibert, *Europe's Constitutional Future*, London, Institute of Economic Affairs, 1990, p. 2-3.

Jusqu'à présent, il n'en a rien été, mais un premier gouvernement pourrait se laisser convaincre d'amorcer le processus fédératif et constitutif d'une défense européenne, assurant la prédominance du bien commun européen sur les intérêts particuliers des États nationaux. Seule la volonté politique manque encore pour amorcer le processus fédératif qui permettrait à l'Europe d'exister géopolitiquement dans un monde devenu explicitement et résolument hostile. Un État fédéral, régi par une constitution établissant clairement et démocratiquement les compétences respectives de ses organes, dans quelque domaine que ce soit, éliminerait les empiètements et empêcherait les abus de pouvoir, sauf si un Trump européen réussissait comme l'Américain depuis 2025 à contrôler à la fois l'exécutif, le législatif et le judiciaire.

Établir une Europe fédérale ne requiert qu'une volonté politique suffisante. Nous avons déjà en Europe l'indispensable pouvoir législatif bicaméral, encore imparfait mais aisément perfectible. Il en va de même pour le pouvoir judiciaire. Ce qui nous manque principalement, c'est le pouvoir exécutif. Notre sécurité requiert la désignation d'un chef de l'État fédéral européen, qui serait aussi notre commandant en chef, légitimé démocratiquement par le suffrage universel.

Une Europe fédérale nous rendrait progressivement plus puissants, autonomes, souverains et indépendants. Elle pourrait mieux assurer le rayonnement de nos valeurs et de notre culture, la protection de nos intérêts, le maintien de la paix, la garantie de l'avenir des générations futures d'Européens. Un gouvernement fédéral européen pourrait élaborer une fiscalité innovante qui générerait des ressources propres importantes, finançant un budget fédéral substantiel, ce qui permettrait de mener une politique économique et une politique budgétaire qui appuierait la politique monétaire menée par la BCE. Il aurait une capacité significative et autonome d'emprunt, afin de pouvoir effectuer des transferts parmi les États fédérés en cas de chocs économiques asymétriques, de soutenir la croissance et la monnaie, de financer la

transition écologique, de développer la justice sociale et d'améliorer l'efficacité des dépenses de sécurité et de défense. Il pourrait peser dans les relations internationales, pour contribuer à la solution des problèmes mondiaux, de nature sécuritaire, migratoire, économique, monétaire et environnementale.

Espérons que les gouvernements de quelques petits États finiront par se laisser convaincre de les fédérer. Leurs députés européens, les représentants les plus légitimes des citoyens, devraient se déclarer constituant, en s'inspirant du *Manifeste de la résistance européenne*⁵⁰⁷ de 1944, et rédiger une constitution fédérale démocratique. Cela induirait un changement de modèle politique, de gouvernance, de dimension pour l'Europe. Cela répondrait à la volonté du peuple européen d'une Europe fédérale, démocratique, légitime, transparente, apte à garantir notre sécurité. Le peuple européen attend un projet politique novateur, apte à produire un mouvement d'opinion, à mobiliser les citoyens les plus conscients, à parler à leurs esprits et à leurs cœurs, à susciter l'enthousiasme, en mettant en évidence nos intérêts communs et les valeurs que nous partageons, celles citées à l'article 2 du traité sur l'UE.

Comme l'espace Schengen ou la zone euro, cette Fédération s'étendrait progressivement et gagnerait en puissance, devenant ainsi de plus en plus apte à dissuader une agression. Elle pourrait s'intituler les États-Unis d'Europe, comme proposé le 21 août 1849 par Victor Hugo. Combien de sang et de larmes répandus depuis lors parce qu'il n'a pas été écouté ?

UNE DEFENSE FEDERALE EUROPEENNE DEVIENDRAIT
POSSIBLE

La défense devrait prendre une place plus importante dans le projet européen. Celui-ci devrait comporter une armée

⁵⁰⁷ Voir sn, « La Résistance et l'idée européenne », Luxembourg Centre for Contemporary and digital History, <https://www.cvce.eu/collections/unit-content/-/unit/02bb76df-d066-4c08-a58a-d4686a3e68ff/81649a8e-0558-4721-b443-d609f19dfa24>, sd.

qui dispose d'une chaîne de commandement forte, fiable, efficace, mettant en œuvre un processus de décision rapide, mais légitime car démocratique, adapté à un environnement opérationnel évolutif, dispersé et complexe. Cette armée devrait générer des capacités de dissuasion et de défense suffisantes, valoriser l'entraînement, la doctrine et la formation professionnelle. Pour cela, nos armées devraient prioritairement investir dans le personnel, la formation, l'entraînement et l'infrastructure de soutien au personnel en garnison et en opération. En second lieu, nous devrions éviter les surprises stratégiques, et pour cela obtenir la supériorité technologique, pour dissuader quiconque de déclencher une guerre conventionnelle. Or, les processus d'acquisition de défense sont trop longs pour pouvoir adapter nos forces aux défis actuels et futurs et leur permettre de faire face à des circonstances inattendues. Notre base industrielle et technologique de défense devrait ajuster ses modèles commerciaux et devenir plus agile et robuste, orientée vers la coopération, défragmentée, afin qu'elle puisse connaître un essor technologique.

C'est pourquoi nos dépenses de défense devraient devenir efficaces. Les concepts de mise en commun et de partage dans le cadre dans l'UE et de défense intelligente dans celui de l'OTAN, échouent depuis des années à accroître nos capacités terrestres, maritimes, aériennes, spatiales, cybernétiques et de renseignement. Nous avons 178 types de systèmes d'armes dont beaucoup sont redondants et certains obsolètes. Nous devrions mettre en place davantage de programmes européens répondant aux besoins communs. Nous avons besoin d'interopérabilité.

Seule une Europe fédérale pourrait instituer une défense valable en Europe. Nos institutions politiques, militaires, diplomatiques et industrielles doivent le comprendre,⁵⁰⁸ ce qui bénéficierait à la base industrielle de défense. Cela semble utopique, mais Cavour et Garibaldi n'ont-ils pas

⁵⁰⁸ Voir Admiral Dragone, "The Future of Italy's Armed Forces" in *Center for Strategic and International Studies*, <https://www.csis.org/analysis/future-italys-armed-forces>, 11/5/2022.

unifié une Italie morcelée depuis la chute de l'empire romain ?

D'un point de vue militaire, pour une défense efficace, crédible et donc dissuasive de l'Europe, un pouvoir politique fédéral, démocratiquement constitué au niveau européen et donc légitime, devrait constituer une chaîne de commandement européenne apte à suppléer une carence de l'OTAN, si possible par une extension aux États-Unis d'Europe des accords de Berlin, ce qui éviterait de dupliquer les structures militaires de l'OTAN ; créer des forces armées fédérales, chargées de doter l'Europe d'une capacité de dissuasion et de combler les lacunes capacitaires des armées nationales, pour constituer avec elles un pilier européen solide de l'OTAN.

En cas de retrait américain de l'OTAN, ou d'inaction face à une crise jugée non prioritaire à Washington, l'Europe fédérée pourrait être en mesure de se protéger elle-même, avec ou sans l'appui du Royaume-Uni et / ou du Canada, et sans une augmentation massive de ses dépenses de défense, car celles-ci gagneraient en efficacité et en efficience en mettant fin aux duplications actuelles. Cela permettrait de financer des capacités de défense antiaérienne et antimissile, de transport aérien, de ravitaillement en carburant en vol, de télécommunications satellitaires, d'observation de la terre depuis l'espace, d'intelligence artificielle, de technologies nouvelles, plus respectueuses de l'environnement, de protection de nos câbles, oléoducs et gazoducs sous-marins, de moyens de transport stratégiques, aériens et maritimes, de cyberdéfense.⁵⁰⁹

Les États-Unis d'Amérique, où coexistent *US Army*, *US Navy*, *US Marines*, *US Air & Space Force*, *US Coast Guards*, mais aussi les *National Guards*, peuvent inspirer la répartition des compétences en Europe, en matière de

⁵⁰⁹ sn, "Secretary General urges continued close NATO-EU cooperation to support Ukraine and face growing threats" in *North Atlantic Treaty Organization*, https://www.nato.int/cps/en/natohq/news_232120.htm, 13/1/2025.

défense. Les forces armées nationales ont le mérite d'exister, mais il faut combler leurs lacunes capacitaires et éviter les doublons. Pour ce faire, un seul état-major de Défense et un seul ministère de la Défense devraient exprimer les besoins de rééquipement des armées européennes, y compris de celles des États fédérés, superviser leur mise en condition et si nécessaire, en cas d'agression, les mettre en œuvre.

Après avoir mis en place la chaîne de commandement, le président de la Fédération européenne va développer une capacité de dissuasion, car il vaut mieux prévenir que guérir. Gardons à l'esprit que dissuader, ce n'est pas seulement déployer des moyens de destruction massive, c'est avant tout persuader l'adversaire que l'« on » est prêt à les utiliser. Ce « on » doit nécessairement, pour être crédible, être une personne physique, un dirigeant légitime, car démocratiquement investi par le peuple européen, car un aréopage de 27 dirigeants ne peut convaincre Poutine, Xi, Erdoğan ou Trump de sa détermination. Il faudrait aux 27 un temps certain pour élaborer, s'ils y arrivent, une solution de compromis en réponse à la crise, et cette solution serait nécessairement boiteuse et fragile. L'Europe pourrait ainsi assumer davantage de responsabilités pour sa sécurité, dans son voisinage et au-delà, répondre aux crises et contribuer à la recherche scientifique et technologique, ainsi qu'à la réindustrialisation, lesquelles sont deux des clés de la sécurité de nos approvisionnements.

Une telle Europe rééquilibrerait le lien transatlantique, en éradiquant tout lien de vassalité, garantirait notre sécurité, la paix, les libertés et les droits fondamentaux, stabiliserait notre voisinage, y éradiquerait le terrorisme islamiste, en y stimulant la bonne gouvernance, le respect de l'État de droit et de l'environnement, le développement économique et social.

4.11. CONSIDÉRATIONS FINALES

L'ambition du présent ouvrage est de susciter un mouvement d'opinion, en définissant un objectif clair, en proposant une méthode politiquement adéquate, en envisageant **avec réalisme** un nombre modeste de pays pionniers et un petit nombre de

compétences à transférer vers les **États-Unis d'Europe**, ainsi qu'en présentant deux ébauches de constitution et de loi fondamentale, pour inciter les députés européens à se mettre au travail.

L'objectif, c'est de refonder l'Europe, c'est de transférer démocratiquement et en application du principe de subsidiarité, aux **États-Unis d'Europe**, les matières que les États **fédérés** ne peuvent plus gérer valablement, faute de ressources humaines et financières. C'est particulièrement le cas de la sécurité et de la défense.

La méthode, celle du noyau extensible, l'Europe la connaît. L'Union économique belgo-luxembourgeoise, puis le **Benelux**, ont été les **précurseurs de l'Europe des Six**. Le **Benelux** a supprimé ses frontières intérieures en 1975. Dix ans plus tard, à Schengen, la France et l'Allemagne ont rejoint l'initiative. La zone € a connu une évolution semblable.

Ce sont de très petits États, peu imbus de leur souveraineté, car membres de l'OTAN, de l'UE et de la zone €, qui devraient prendre l'initiative de constituer le noyau des États-Unis d'Europe, en fixant la part de souveraineté, les missions et les moyens à transférer. Les députés européens élus dans ces États formeraient l'Assemblée constituante. Ces États seront plus motivés que les moyennes puissances européennes, car plus conscients des limites de leur souveraineté actuelle. En outre, l'efficacité de leurs dépenses publiques augmentera plus et plus vite que chez celles-ci.

Les articles 23 et 24 de sa *Grundgesetz* empêcheront encore longtemps l'Allemagne de s'insérer dans un État européen. La France restera le plus longtemps possible membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU. Ces deux États ont toutefois intérêt à consolider, du côté de la demande, la base industrielle et technologique de défense européenne ; ils intégreront les États-Unis d'Europe lorsque suffisamment de très petits et de petits pays se seront agrégés.

Les domaines de compétences principaux des **États-Unis d'Europe** seraient la partie des relations internationales, de la sécurité et de la défense **qui est commune aux Européens**, en application du principe de subsidiarité. Les **États-Unis d'Europe** assumeraient les aspects politiques, militaires et industriels de la défense, agissant sur tous les leviers, de la planification de défense aux programmes d'armements, en passant par leur financement et le développement des ressources humaines, jusqu'à la mise en condition opérationnelle des forces.

Les citoyens européens devraient vaincre l'opposition des partis politiques et des diplomates, qui rechignent à de nouvelles cessions de souveraineté vers l'échelon européen, craignant de perdre une miette de pouvoir ou leur emploi. Ils devraient obliger leurs dirigeants à fédérer, dans un sens coopératif,⁵¹⁰ quelques États, pour constituer un noyau. Même M. Védrine l'a compris : « Vu la gravité du moment, il faudrait convaincre ses peuples que si elle ne devient pas une puissance, l'Europe sera impuissante et dépendante des autres, incapable de défendre son mode de vie, sa civilisation ».⁵¹¹

Comme il est urgent de contrer les forces centrifuges qui rendent l'Europe incapable de défendre nos intérêts, de faire rayonner nos valeurs, de nous affirmer, les Européens devraient se souvenir qu'il n'est « point nécessaire d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer », comme l'a dit le Taciturne. Chacun d'eux devrait dire, comme Raymond Aron, « J'ignore l'avenir, je combats de mon mieux, par la plume ou par la parole, afin qu'il ressemble, autant que faire se peut, à nos espérances. »⁵¹² Aron disait aussi « On combat les idées fausses

⁵¹⁰ Le fédéralisme suisse est coopératif : l'article 3 de la constitution dispose que les cantons sont souverains tant que leur souveraineté n'est pas limitée par la constitution fédérale. En Allemagne, les *Länder* ont perdu leur souveraineté au profit du *Bund* en acceptant, formellement ou tacitement, la *Grundgesetz* en 1949.

⁵¹¹ Propos recueillis par Alain Salles, Marc Semo : Hubert Védrine, « Soyons déterminés face aux puissances indifférentes ou hostiles à nos valeurs » in *Le Monde*, 30-31/12/2019, p. 14.

⁵¹² Raymond Aron, *Plaidoyer pour l'Europe décadente*, Paris, Éditions Robert Laffont, 1977, p. 28.

par les idées vraies ». ⁵¹³ Le grand historien Marc Bloch, après avoir implacablement analysé « l'étrange défaite » de 1940, est entré en Résistance. **M. Macron se contente de l'avoir fait entrer au Panthéon, il reste à tirer parti de ses enseignements.**

Comme eux, engageons-nous. Dénouons le fait que les gouvernants européens ne se croient plus capables de nous défendre **et y renoncent**. Ils conjurent les États-Unis d'Amérique d'assurer notre sécurité. Ils œuvrent ainsi non seulement à notre abaissement, en termes de rapports de forces, mais plus grave, à notre décadence, c'est-à-dire à une régression difficilement réversible, car elle va de pair avec un avilissement moral. ⁵¹⁴ Seule la France, de 1958 à 1969 seulement, grâce à Charles de Gaulle, a su s'émanciper de l'OTAN, tout en restant une alliée fiable. La stratégie poursuivie par MM. Pompidou, Giscard, Chirac, Sarkozy, Hollande **et Macron**, a échoué : **il n'existe toujours pas de pilier européen** au sein de l'Alliance atlantique. Le rêve d'empire eurasiatique de M. Mitterrand s'est vite dissipé. ⁵¹⁵ Comment pourrions-nous vouloir fonder un nouvel empire européen ? Ceux qui ont **tenté de** le faire après Charlemagne n'ont guère laissé derrière eux que des tombes et des ruines.

Nous voulons réunifier l'Europe pour maintenir la paix, **intérieure et extérieure**. Il ne **saurait** être question d'une constitution européenne centralisatrice, mais bien d'institutions fédérales, efficaces, légitimes et transparentes. Le processus de mise en place des **États-Unis d'Europe** nécessite la composition d'une Assemblée constituante, ⁵¹⁶ **par les**

⁵¹³ Raymond Aron, *Plaidoyer pour l'Europe décadente*, op. cit., p. 17.

⁵¹⁴ Idem, p. 23-24.

⁵¹⁵ Lors de la Conférence de Prague de 1991, M. Mitterrand a proposé une Europe confédérale, incluant la Russie et coupée de l'Alliance atlantique. « Vaclav Havel, qui présidait la réunion d'ouverture, (s'est) écrié : « Cette Europe-là, jamais ! Nous n'en voulons pas. » Simone Veil, « Une Vie », Paris, Éditions Stock, 2007, p. 256.

⁵¹⁶ Le 20 juin 1789, Mirabeau déclare aux 300 députés aux États-Généraux qu'ils forment l'Assemblée nationale et qu'ils ne quitteront la salle du Jeu de Paume, à Versailles, que par la puissance des baïonnettes ; ils prêtent serment de ne jamais se séparer, et de se rassembler partout où les

gouvernements européens **les plus lucides et courageux qui voudront** être du noyau des **États-Unis d'Europe**.

Les gouvernements du noyau mandateraient les députés européens élus dans ces États **pour** rédiger et d'adopter une constitution fédérale, répondant aux besoins des **États-Unis d'Europe, partageant** les compétences **entre** la fédération européenne, **ses** États **fédérés**, **leurs** régions, et **le** peuple européen, composé des peuples de ces États. Ces gouvernements et les parlements de ces États auraient à ratifier cette constitution et à obtenir le consentement de leurs citoyens, par référendum, pour qu'elle ait une légitimité indiscutable. Les sénateurs européens représenteraient les États **fédérés**. La mise en place des pouvoirs exécutif et judiciaire européens suivrait.

Les autres chefs de gouvernement, qui se croient encore souverains, suivraient, tôt ou tard. Ils savent que les Européens se lassent d'attendre des réponses concrètes à des questions importantes : comment garantir la garde de nos côtes et de nos frontières, notre sécurité face au terrorisme islamiste, notre défense face à des autocrates agressifs, notre rayonnement international pour contrer une mondialisation déshumanisée et irrespectueuse de l'environnement, notre santé en cas de pandémie.⁵¹⁷ Ils savent que sans ces réponses, leur réélection sera plus problématique.

D'emblée, les **États-Unis d'Europe** substitueraient une démocratie représentative et légitime, car fondée sur des élections conformes à la constitution et à la loi fondamentale européennes, à la gouvernance technocratique de l'UE, depuis trop longtemps aux mains du Conseil européen, de diplomates et d'eurocrates.

circonstances l'exigeront, jusqu'à ce que la constitution soit établie et affirmée sur des fondements solides. Voir Auriane de Viry, « 20 juin 1789 : Proclamation du Serment du Jeu de paume » in *Revue des deux mondes*, <https://www.revuedesdeuxmondes.fr/20-juin-1789-proclamation-serment-jeu-de-paume/n>.

⁵¹⁷ La pandémie Covid-19 a été combattue plus difficilement en Europe qu'à Taiwan, en Corée du Sud ou à Singapour : au moins 32 politiques de santé publique différentes étaient d'application dans l'UE, 9 ministres se partageaient cette compétence en Belgique.

Ils assureraient à leurs habitants une vie paisible, un avenir prometteur **aux** Européens. Ils promouvraient une société sécularisée, tolérante, assurant le respect des individus qui la composent et de leurs différences. Ils vivraient en bonne intelligence avec leur voisinage immédiat ainsi qu'avec la Chine et les États-Unis d'Amérique. Ils contribueraient à apaiser les Balkans occidentaux, **l'Ukraine**, le Sahel, le Proche-Orient, à réduire les tensions **sur la scène internationale**.

En se donnant comme missions prioritaires la sécurité et la défense, et en particulier la mise sur pied d'une armée et de forces de sécurité européennes efficaces et crédibles, les **États-Unis d'Europe** n'auraient pas une démarche militariste. Ils réaliseraient simplement l'unité de commandement politico-militaire requise pour des dépenses de défense efficaces, dotant l'Europe, à un coût raisonnable pour le contribuable, des instruments aptes, avec les forces des États **fédérés**, à maintenir la paix, à soutenir l'État de droit, à protéger nos libertés, à garantir notre bien-être, notre sécurité, notre défense, notre autonomie, notre indépendance et notre souveraineté, à protéger nos intérêts vitaux. Ceux-ci comportent la sécurité de nos approvisionnements, la garde des côtes et des frontières, le contrôle des flux migratoires et des divers trafics.

Ce *hard power* est indispensable pour stabiliser notre voisinage. Ceci nécessite d'y éradiquer le terrorisme islamiste, en y stimulant la bonne gouvernance, le respect de l'État de droit et le développement économique et social, en visant comme au sein des **États-Unis d'Europe** à y rendre la société plus égalitaire et solidaire, dans le cadre d'une économie sociale de marché.

Ce *hard power* est tout aussi indispensable pour rééquilibrer le lien transatlantique, pour rendre enfin à l'Europe sa place dans les relations internationales, afin de contribuer à la solution des problèmes globaux, de nature sécuritaire, migratoire, économique, monétaire et environnementale. Ceci passe par la préservation des traités importants, notamment les accords commerciaux et celui sur la réduction des armes nucléaires stratégiques. Les **États-Unis d'Europe** négocieraient un nouveau traité sur les armes nucléaires de portée intermédiaire

en Europe. Ils sauraient inciter les autres puissances à adopter une gouvernance mondiale cosmopolite, multilatérale, fondée sur le droit international, conformément à l'espérance kantienne en une politique intérieure mondiale.

Les États-Unis d'Europe seraient financés par des recettes propres, comprenant des impôts, des emprunts et des **revenus** divers. L'assiette, le taux et les modalités de la perception des impôts des États-Unis d'Europe par les États **fédérés** seraient fixés par la loi fondamentale des **États-Unis d'Europe**. Les impôts seraient prélevés de façon proportionnelle à la consommation, à la pollution, aux revenus et aux patrimoines. Un pourcentage de la TVA serait versé par les États **fédérés**. Une taxe serait prélevée sur les émissions de gaz à effet de serre, en particulier dans le domaine du transport. Un impôt sur les multinationales, notamment celles du secteur de l'information, des télécommunications et de l'informatique, qui opèrent en Europe mais se soustraient à la taxation par les États **fédérés**, mettrait fin à cette exonération fiscale abusive. Une taxe Tobin serait prélevée sur les transactions boursière. Un impôt sur la fortune s'inspirerait du modèle suisse. Parmi les produits divers, des contributions seraient versées par les États membres en fonction de leur produit intérieur brut, afin d'établir une solidarité entre eux.

Le budget de la défense européenne permettrait, comme aux États-Unis d'Amérique, de soutenir les régions les moins favorisées, de réduire les écarts de compétitivité et de chômage entre elles, entre autres par le recrutement et la formation de militaires. Il stimulerait l'innovation, la croissance économique et le plein-emploi, par une recherche scientifique et technologique duale mieux coordonnée et ciblée, par exemple vers les technologies de la communication et de l'information, mais aussi par l'amélioration des infrastructures de transport transeuropéennes de troupes et de matériel militaire.

Les **États-Unis d'Europe** donneraient aux Européens les meilleures chances de jouir du bien-être matériel, par une économie performante et innovante, créatrice d'emplois de qualité, garantie de la pérennité des régimes de protection sociale performants, qui ont depuis un siècle estompé les

clivages sociaux plus que partout ailleurs dans le monde. Ils conforteraient l'€, protégeraient nos entreprises face au dumping fiscal ou social, ainsi qu'à la concurrence déloyale, économique et technologique, que nous font les entreprises américaines, chinoises ou indiennes.

Pour bénéficier de tout cela, prenons enfin conscience du « péché originel » commis par l'Europe : la recommandation faite en 1950 par Eisenhower, de constituer une Europe fédérale, sans frontières intérieures, pour faciliter les mouvements de troupes, n'a pas été suivie. Le résultat est désastreux. C'est par le début qu'il faut reprendre le travail.

C'est « l'union de plus en plus étroite » du peuple européen que nous devons viser : passer de la désunion de l'UE à la fédération, aux **États-Unis d'Europe**. Il est impératif de renverser ce qui est devenu, à cause de M^{me} Thatcher, et de la faiblesse des autres leaders de l'époque, la logique de l'UE : chaque État membre recherche son avantage, au détriment de l'intérêt commun. La solution **aux défis et menaces actuels** ne peut être trouvée que dans un projet à forte valeur politique.

Appeler au fédéralisme **après qu'au prétexte de la pandémie ou des migrations illégales les gouvernants européens ont fermé les frontières** est sans aucun doute utopique, mais l'utopie est moins mortifère que l'inaction, le conformisme, l'égoïsme et le narcissisme de ces gouvernants. Nous savons que les virus et les idéologies totalitaires ne connaissent pas les frontières et prospèrent dès que le terrain est favorable.

Les deux chapitres suivants proposent, à titre indicatif, une constitution fédérale et une loi fondamentale pour les États-Unis d'Europe. Le but est d'inciter les États faisant partie de la coalition des volontaires à se mettre au travail, car la rédaction de la constitution et de la loi fondamentale sera l'apanage exclusif d'une assemblée constituante démocratiquement légitime.

5. LA CONSTITUTION DES ÉTATS-UNIS D'EUROPE

Exposé des motifs

La guerre est notre passé depuis onze siècles, faisons en sorte qu'elle ne soit plus jamais notre avenir. Pour cela, l'Europe devrait être puissante, souveraine, indépendante et pacifique. C'est uniquement par manque de courage politique qu'elle n'a pas de gouvernance fédérale, que nous n'avons pas de défense européenne, qu'il manque des éléments essentiels à notre stratégie, que nos capacités sécuritaires et militaires sont très insuffisantes, que nous restons vulnérables aux attentats terroristes, aux cyberattaques et aux pandémies. **Ce ne sont pas les ressources humaines et financières qui manquent, mais elles sont très mal utilisées.**

Quand un État ne veut pas ou ne sait pas se défendre, il est conquis ou protégé. Dans les deux cas, cela a un coût économique, mais aussi politique. Il est urgent de nous doter d'une sécurité et d'une défense effectives, non pour faire la guerre à la Russie ou à la Chine, mais bien pour maintenir la paix, pour stabiliser notre voisinage, pour agir face aux défis sécuritaires, sanitaires, migratoires, climatiques et environnementaux, pour peser sur la scène internationale. En refusant de céder à l'Europe plus de souveraineté en matière de relations internationales, de sécurité et de défense notamment, nos chefs d'État et de gouvernements rendent impossible la mise sur pied d'une armée, d'une protection civile, de forces de sécurité européennes efficaces. Ils nous rendent impuissants, ils déséquilibrent l'Alliance atlantique et ils démotivent les Américains de rester nos alliés. Les États européens de l'OTAN ne sont pas, depuis 1949, des partenaires valables des États-Unis d'Amérique, mais des protectorats, d'un point de vue

militaire⁵¹⁸ et politique, mais aussi économique.⁵¹⁹ **Cette situation** est indigne de la puissance économique et de la civilisation européennes. L'Europe doit retrouver la place qui lui revient sur la scène internationale, sans viser la suprématie mondiale comme le font la Chine et les États-Unis d'Amérique.

En décembre 2001, le Conseil européen de Laeken a convoqué la Convention sur l'avenir de l'Europe. Il l'a chargée de rapprocher les citoyens du projet et des institutions européens, de structurer la vie politique européenne et de faire de l'Union un facteur de stabilité dans le monde. Il a même posé la question de savoir s'il ne faudrait pas ouvrir la voie à l'adoption d'un texte constitutionnel.

Malheureusement, en 2003, MM. Giscard d'Estaing, Amato et Dehaene ont conduit cette Convention et 18 États membres de l'UE, à **proposer**, non pas une constitution, mais un **quatrième** projet de « traité établissant une constitution pour l'Europe », qui a été rejeté en 2005, par un référendum en France et par une consultation populaire aux Pays-Bas.

L'Europe doit cesser de s'obstiner sur la voie du traité constitutionnel. Faute d'être crédible, ce concept est incapable d'entraîner l'adhésion des électeurs. **Quatre** vaines tentatives rendent non pertinente la proposition de M. Verhofstadt d'en faire **une cinquième**. Comme juriste, il devrait savoir qu'un « traité constitutionnel » est un oxymore, une *contradictio in terminis* : un traité est d'ordre externe à l'État et multilatéral,

⁵¹⁸ Les Américains disposent de capacités très supérieures aux nôtres pour le transport stratégique, le renseignement, la surveillance et la reconnaissance par satellites ou drones, le ravitaillement en l'air. Pour l'**ancien** président de la Conférence de Munich sur la sécurité, « Nous sommes aveugles, sourds et incapables sans notre partenaire américain. ». Wolfgang Ischinger, « Interview » in *Ouest France*, 9 février 2019. **Le traité de Lisbonne y a contribué, car le président Sarkozy s'est catégoriquement opposé à ce que le renseignement devienne une compétence partagée entre l'UE et ses États membres.**

⁵¹⁹ Le statut privilégié du \$ dans le système monétaire international pénalise nos importateurs et nos exportateurs : Airbus paie ses travailleurs en €, mais vend ses avions en \$. L'ancien secrétaire au Trésor américain, John Connally, disait en 1971 : « Le \$ est notre monnaie, mais c'est votre problème ».

tandis qu'une constitution est un acte de droit public interne, unilatéral, qui vise à établir les droits fondamentaux des citoyens, les principes fondamentaux sur lesquels repose la légitimité du pouvoir politique et l'architecture générale des institutions. **Il est nécessaire d'établir le droit européen sur des bases plus solides et plus démocratiquement légitimes que des traités entre gouvernements nationaux, dont la loyauté au projet commun d'union est sans cesse remise en cause.**

La constitution se situe au sommet de la hiérarchie des normes juridiques de l'État.⁵²⁰ Ce n'est pas le cas d'un traité. C'est sur une autre base, **démocratique**, que l'Europe pourra s'affirmer comme la patrie des droits de l'homme et du développement durable, de la sécurité, de la défense et de la politique étrangère multilatérale. Elle pourrait ainsi prendre mieux en compte qu'aujourd'hui les questions migratoires, sociales, sanitaires, culturelles... Quatre voies sont possibles : coopération, intégration, confédération et fédération.

- La coopération consiste à prendre des décisions conjointes par les États. C'était le cas dans le cadre de l'OEEC, qui est devenue l'OCDE en 1960, ou dans celui de l'OTAN. Le général de Gaulle envisagea, le 31 mai 1960, une « coopération organisée des États (membres de la CEE), en attendant la possibilité d'une confédération imposante ». Le 5 septembre suivant, il précisa que cette coopération gouvernementale couvrirait les domaines politique, économique, culturel et de défense, et qu'elle serait contrôlée par une Assemblée délibérative, composée de délégués des parlements nationaux, après avoir reçu un soutien populaire par référendum européen.⁵²¹ Une coopération renforcée entre les États membres de l'UE, leurs armées, leurs magistrats, leurs services de

⁵²⁰ Voir Jean-Louis Quermonne, « L'Union européenne en quête d'institutions légitimes et efficaces » in *L'Union européenne dans le temps long*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, <https://www.cairn.info/Union-europeenne-dans-le-temps-long--9782724610765.htm>, p. 143 à 157.

⁵²¹ Voir Charles de Gaulle, *Discours et messages, Volume III : Avec le renouveau (1958-1962)*, Paris, Plon, 1970, p. 244-246,

renseignement et d'application de la loi, ainsi qu'avec nos partenaires internationaux, serait utile, mais pas suffisante pour parvenir à un État européen.

- L'intégration est réalisée par des États qui acceptent de se soumettre aux règles établies par des institutions supranationales, telles que la CECA, la CEE ou Euratom, qu'ils ont fondées et dont les décisions sont directement applicables. Un changement dans les institutions européennes, comme l'extension des pouvoirs du Parlement européen, n'aurait qu'un effet marginal. La création d'organismes technocratiques ne permet pas de construire une politique et une souveraineté. Une institution fédérale non démocratique, sur le modèle de l'Union économique et monétaire, ne serait pas appropriée : pour satisfaire leur soif de bien-être, de liberté, de progrès, de justice et de bonheur, les citoyens doivent exercer un contrôle continu et efficace sur ceux qui détiennent le pouvoir.
- La confédération est une association d'États qui mettent en commun certains moyens politiques et économiques tout en conservant leur souveraineté. L'histoire montre que les confédérations se transforment ou se dissolvent en fédérations. La Confédération suisse, fondée en 1291, devint fédérale en 1848 après la guerre civile du *Sonderbund*. En 1787, les États-Unis d'Amérique remplacèrent les articles de la Confédération de 1776 par une constitution fédérale, ayant connu une gouvernance inadéquate pendant la guerre d'indépendance. L'Allemagne devint fédérale en 1949, ayant enfin tiré des leçons de son passé sanglant et de l'agonie séculaire du Saint-Empire romain germanique. Quant à la Confédération des États indépendants, conçue par M. Gorbatchev en 1990 comme successeur de l'Union très centralisée des Républiques socialistes soviétiques, elle devint très rapidement dysfonctionnelle puis se dissout.
- Pour influencer le monde, faire face aux menaces et défis actuels, la seule voie pour l'Europe est le fédéralisme. Il s'agit d'une union d'États, qui lui transfèrent ou partagent une partie de la souveraineté en rédigeant une constitution.

Seule une Europe fédérale est capable de faire de l'Europe une puissance, en améliorant substantiellement l'efficacité des dépenses de défense, en atteignant l'unité de commandement, et ainsi en nous offrant un espace de sécurité et de paix, tout en réconciliant la sécurité avec la garantie des droits et libertés fondamentaux. Elle mènerait la politique budgétaire essentielle à la durabilité de l'€ et plaiderait efficacement au niveau mondial pour la protection de l'environnement naturel.

Pour obtenir enfin une gouvernance efficiente et démocratique, la constitution fédérale européenne que nous proposons est inspirée notamment par la constitution des États-Unis d'Amérique, la constitution fédérale de la Confédération helvétique et la loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne, mais aussi la constitution de la V^e République française, pour sa chaîne exemplaire de commandement politico-militaire.⁵²² C'est à l'Assemblée constituante qu'il appartiendra de choisir la dénomination (République fédérale d'Europe ou, ce qui nous semble préférable, États-Unis d'Europe,...) du nouvel État fédéral, et de définir les domaines de compétences transférés. Ce devraient être au minimum une partie des relations extérieures, de la sécurité et de la défense, ainsi que la monnaie. La constitution fédérale proposée maintient la souveraineté du peuple et institue la délégation des pouvoirs qui émanent de celui-ci, ainsi que l'équilibre entre la fédération, les États fédérés et les pouvoirs locaux. **Un État fédéral réalise d'emblée l'unité de commandement politico-militaire qui permet la gestion efficace des crises, en conférant la capacité d'évaluer la situation, de décider et d'agir en conséquence, aussi longtemps que nécessaire, dans le spectre le plus large.**

⁵²² La Constitution des **États-Unis d'Europe** qui figure ci-après s'appuie notamment sur l'ouvrage de Robert R. Bowie et Carl J. Friedrich, « Introduction » au volume II des *Études sur le fédéralisme*, Bruxelles, Mouvement fédéraliste européen, janvier 1953 et sur l'*étude comparative sur la place de la force publique dans les structures fédérales des USA, de la Suisse et de l'Allemagne*, effectuée au Centre de droit public et constitutionnel de l'Université de Liège, réalisée grâce au soutien financier de la Communauté française de Belgique, la Fédération Wallonie-Bruxelles., archives Jean Marsia.

La volonté politique est la clef, car créer un État est un acte politique. La Déclaration d'Indépendance du 4 juillet 1776 a donné le jour aux États-Unis d'Amérique. La République du Yémen a été déclarée le 22 mai 1990, sans avoir besoin d'un traité entre le Yémen du Nord et celui du Sud. La République du Sud-Soudan a vu le jour le 9 juillet 2011, par proclamation du président de son Parlement. La France libre est née de l'appel que Charles de Gaulle a prononcé à Londres le 18 juin 1940. Depuis un demi-siècle, ce grand homme, sa détermination, son courage, sa lucidité, sa probité, son souci de l'intérêt général, son ampleur de vue et sa vaste culture nous manquent beaucoup. Sa profonde connaissance de l'histoire lui permettait de se projeter dans l'avenir, à moyen et à long terme, d'élaborer un projet valable pour la France et pour l'Europe. Il savait répondre aux défis identifiés dans le cadre de nos conceptions humanistes et progressistes. Il savait faire rayonner nos valeurs de façon universelle, par son talent d'orateur et d'auteur.

Comme Charles de Gaulle, fixons des objectifs⁵²³ et décrivons les processus devant mener à leur réalisation. Comme lui, soyons à la fois visionnaires et réalistes. Sachons anticiper les évolutions de notre environnement, pour y parer avant qu'il ne soit trop tard. N'attendons pas la prochaine pandémie, **ou la prochaine agression commise par un des trop nombreux autocrates qui sévissent dans le monde**, comme font l'UE et ses États membres. Travaillons sans relâche à la grandeur, à la souveraineté, au rayonnement, à l'indépendance, à la sécurité et à la défense de l'Europe.

Pour devenir stable, donc social, tout groupe humain a besoin d'institutions reconnues par ses membres et d'un ordre juridique composé de normes, qui fixent des règles de conduite assorties ou non de sanctions.⁵²⁴ Dès que plusieurs États européens auront pris la décision politique de se fédérer, un nouveau groupe social existera de fait. Ce groupe tendra à s'organiser, à installer des institutions. Ses représentants le

⁵²³ Rappelons-nous la V^e République, la décolonisation, le Marché commun, la politique agricole commune, la force de frappe...

⁵²⁴ Voir Santi Romano, *L'Ordinamento Giuridico* (1918), *L'Ordre juridique*, trad. Pierre Gothot et Lucien François, Paris, Dalloz, 2002, p. 36-37.

doteront de normes, en commençant par une constitution qui réponde aux besoins spécifiques de ce groupe. Un ordre juridique prendra vie.

Pour être légitime, un gouvernement européen devra avoir la confiance d'un pouvoir législatif européen élu démocratiquement. Celui-ci sera bicaméral : d'une part, un vrai Parlement européen,⁵²⁵ enfin doté de l'ensemble des prérogatives d'une chambre populaire : lever l'impôt, voter le budget, fixer le contingent de l'armée, prendre des initiatives législatives ; d'autre part, une Chambre des États, un Sénat européen, qui remplacerait le Conseil européen et exprimerait le point de vue des États **fédérés**. La justice européenne serait plus étoffée que l'actuelle Cour de justice et le Tribunal de l'UE à Luxembourg.

La concrétisation de ce projet ambitieux, qui contribuerait substantiellement à la volonté d'union sans cesse plus étroite des peuples d'Europe, exprimée en 1957 par les signataires du traité de Rome instituant la CEE, nécessite que l'on cesse de considérer la politique seulement comme l'art du possible, ce qui correspond à un niveau d'ambition proche du zéro. Le contexte international et l'état **pitoyable** de l'UE requièrent qu'une Assemblée constituante fasse ce qui est parfaitement possible, absolument nécessaire et très urgent : doter la partie de l'Europe qui en ferait le choix d'une personnalité juridique complète, celle des **États-Unis d'Europe**, pour lui permettre d'assumer le destin qu'elle se serait choisi.

Une constitution **comporte** un contrat social, elle amorce un processus d'unification des peuples, de formation progressive d'un esprit civique et d'une culture commune, car l'existence d'un pouvoir politique « central » est nécessaire à la fondation de la « cité », **de la « polis »**, de l'État.

Thomas Jefferson, lorsqu'il a reçu du Congrès continental, en juin 1776, avec John Adams et Benjamin Franklin, la mission de rédiger un projet de Déclaration d'indépendance, a eu à cœur

⁵²⁵ Le Parlement européen nous coûte 2 milliards € par an, dont 250 millions pour la transhumance mensuelle Bruxelles-Strasbourg et retour, pour une bien maigre contribution à notre bien-être.

d'exprimer les notions essentielles, les sentiments communs au plus grand nombre de ses concitoyens, pour donner corps à l'esprit américain naissant et affermir l'union des 13 colonies. Il fait savoir à l'humanité que les Américains ont pour principes ceux des Lumières : les hommes naissent égaux ; ils jouissent de droits inaliénables : la vie, la liberté et la poursuite du bonheur. Il a montré que ces droits donnent au peuple américain la latitude de se séparer de la couronne britannique, qui y était opposée.⁵²⁶

Notre démarche étant ainsi motivée en droit et en faits, nous proposons ci-après une constitution fédérale pour l'Europe. Ce texte ne comporte que douze articles, les plus concis possibles, afin de le rendre accessible à tous les Européens à partir de l'âge de douze ans. Il est complété par **une** ébauche de loi fondamentale, qui fixe les autres normes, **plus détaillées**, indispensables à une organisation étatique.⁵²⁷

De plus en plus, les Européens rejettent les « partitocraties », quitte à soutenir des populistes, faute de mieux. Les **États-Unis d'Europe** auront comme objectif prioritaire de mobiliser les cœurs et les esprits, d'enthousiasmer leurs citoyens, en mettant en évidence les valeurs que nous partageons, les objectifs que nous poursuivons et les processus qui doivent mener à leur réalisation, faute de quoi les **États-Unis d'Europe** échoueront comme l'UE. Celle-ci ne repose que sur une promesse non tenue d'union sans cesse plus étroite, **mais elle n'est guère qu'un grand marché doté d'une monnaie**. Cela contribue au bien-être, mais cela ne fait pas rêver. Pour obtenir l'adhésion populaire, les **États-Unis d'Europe** devront constituer un

⁵²⁶ Pour rédiger la Déclaration, Thomas Jefferson s'est inspiré de la constitution de l'empereur perse Cyrus II, qui abolissait l'esclavage dans ses États, il y a 2.500 ans, mais le Second Congrès continental ne l'a pas suivi sur ce point, ainsi que de l'acte de La Haye, par lequel les États-Généraux des Pays-Bas ont proclamé l'indépendance des Sept Provinces-Unies, le 26 juillet 1581, et en outre des *Two Treatises of Government* de John Locke (1690), mais en remplaçant le droit de propriété par **le droit à la recherche du bonheur**.

⁵²⁷ **La France a, pour ce faire, institué les lois organiques. Voir <https://www.vie-publique.fr/fiches/19512-loi-organique-loi-ordinaire-quelles-differences>.**

espace public et susciter un sentiment de solidarité fort entre les Européens, afin qu'ils perçoivent mieux qu'aujourd'hui qu'ils font partie d'un même peuple, d'un même *demos*.⁵²⁸

⁵²⁸ Voir Céline Spector, "No demos ? Souveraineté et démocratie à l'épreuve de l'Europe", Paris, Seuil, 2021.

Préambule

Unis dans la diversité, nous, représentants des peuples (**ou** de la République..., du Royaume ..., du Grand-Duché ...), élus par ceux-ci au Parlement européen en **juin 2024, ou actuellement membres du Conseil européen** ;

Mandatés par nos gouvernements respectifs, par l'intermédiaire de leurs représentants, munis de pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme et réunis en Assemblée constituante en la ville de Bruxelles ;

Déterminés à vivre ensemble notre diversité, dans le respect de l'autre et l'équité ;

Considérant que les relations internationales sont à nouveau dominées par les rapports de forces ;

Conscients des acquis réalisés en commun depuis 1950, **qui ont permis de créer la confiance entre nous**, mais aussi des **carences** de l'Union européenne, particulièrement dans les domaines de la sécurité et de la défense, ainsi que de notre devoir d'assumer nos responsabilités envers les générations futures ;

Convaincus qu'une Europe fédérale, militairement puissante, pourrait mieux contribuer au rayonnement de notre civilisation et de nos valeurs, à la défense de nos intérêts essentiels, au maintien de la paix et de la liberté, au rétablissement de notre autonomie, de notre indépendance et de notre souveraineté, au progrès de la lutte contre le dérèglement climatique et la dégradation du milieu naturel, au maintien de la démocratie, de l'économie sociale de marché, de la concertation sociale et de la santé publique ;

Assurés qu'en combinant leur main-d'œuvre, leurs ressources naturelles et leurs capacités scientifiques et industrielles, les États **fédérés** obtiendraient plus d'efficience dans l'utilisation des ressources affectées à la défense, combleraient plus aisément les lacunes capacitaires et éviteraient les doubles emplois constatés aujourd'hui ;

Résolus à substituer à nos rivalités séculaires une défense collective de nos intérêts essentiels, en établissant des

institutions fédérales fondées sur la démocratie, la représentation parlementaire, la solidarité et l'État de droit, qui soient capables d'assumer le destin commun que nous avons choisi et d'assurer aux Européens la paix, la souveraineté, l'indépendance, la liberté et la prospérité durable, dans un esprit de solidarité et d'ouverture au monde ;

Déterminés à accueillir à terme, dans cette fédération, les autres peuples européens qui sont animés du même idéal ;

Proposons à la ratification des parlements des États dont nous sommes issus, et des autres États européens lorsqu'ils souhaiteront les rejoindre, la présente constitution fédérale des États-Unis d'Europe, **rédigée et adoptée par les membres actuels du Conseil européen et les députés européens élus par les États dont nous sommes issus**, et que nous avons approuvée en séance plénière ce XX/XX/202X.

ARTICLE 1^{ER}. LES DISPOSITIONS FONDAMENTALES

1.1. LA DECLARATION DE FONDATION DES ÉTATS-UNIS D'EUROPE

Exposé des motifs

Les principes qui découlent de la déclaration de fondation des **États-Unis d'Europe** sont d'une part le partage coopératif de la souveraineté entre le peuple, les États **fédérés** et les régions,⁵²⁹ ainsi que le républicanisme, le fédéralisme, la démocratie représentative et le régime **semi-présidentiel**.

Dispositif

Les **États-Unis d'Europe** sont une république fédérale, démocratique, indépendante et **semi-présidentielle**, dont le peuple, les États **fédérés** et les régions restent souverains tant que leur souveraineté n'est pas limitée par la présente Constitution ; **ils** exercent tous les droits qui ne sont pas

⁵²⁹ « Région », « *Land* » en Allemagne et « canton » en Suisse.

délégués aux **États-Unis d'Europe** par la présente Constitution.

1.2. LES VALEURS ET LES BUTS DES **ÉTATS-UNIS D'EUROPE**

Exposé des motifs

Les valeurs des **États-Unis d'Europe** sont celles énoncées à l'article 2 du traité sur l'Union européenne. Ces valeurs se résument en trois mots : l'humanisme, le progressisme et l'universalisme. L'humanisme repose sur l'éthique, le pluralisme et la tolérance. Le progressisme stimule et valorise l'esprit d'ouverture et de libre découverte, car les progressistes sont animés par trois idées fortes : la liberté contre l'arbitraire des pouvoirs et pour la sécurité des personnes ; l'organisation rationnelle comme substitut au poids de la tradition et à l'anarchie ; l'égalité en remplacement du privilège de la naissance ou de la richesse. L'universalisme est une composante de la culture européenne depuis la Grèce antique : les stoïciens ont proclamé l'unité, l'universalité et la dignité de la nature humaine.

Les buts des **États-Unis d'Europe** sont le maintien de la paix, de la sécurité et de la défense, ainsi que la protection des Européens, de leurs intérêts et du milieu naturel.

Dispositif

Les **États-Unis d'Europe** sont fondés sur les valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, de l'État de droit, ainsi que de respect des droits de l'homme, y compris les droits des personnes appartenant à des minorités. Ces valeurs sont communes aux États **fédérés** dans une société caractérisée par le pluralisme, la non-discrimination, la tolérance, la justice, la solidarité et l'égalité entre les femmes et les hommes. **Les États-Unis d'Europe interdisent toute forme d'utilisation de la torture psychique et physique, ainsi que toute forme de procédure exceptionnelle de nature à porter atteinte aux principes d'un procès équitables.**

Les buts premiers des **États-Unis d'Europe** sont de faire respecter et rayonner ces valeurs, de prévenir la guerre, de

maintenir la paix, de contrôler les frontières et les côtes. Les **États-Unis d'Europe** n'entreprendront aucune guerre dans des vues de conquête et n'emploieront jamais leurs forces contre la liberté d'aucun peuple. Ils se protègent et protègent tout État **fédéré** et toute région contre toute forme d'agression ou menace d'agression. Ils assurent la sécurité et la défense de leurs habitants ; ils protègent les intérêts européens et, autant que possible, leurs citoyens expatriés. Ils protègent le milieu naturel et luttent particulièrement contre le réchauffement climatique et les pollutions.

1.3. LES MODES D'EXPRESSION DE LA VOLONTE DU PEUPLE

Exposé des motifs

Les modes d'expression de la volonté du peuple sont définis par la constitution et par la loi fondamentale. Ils comprennent la démocratie représentative, la votation d'initiative populaire et le référendum sur une proposition émanant du chef de l'État. Charles de Gaulle jugeait insuffisant que le Parlement européen et les parlements nationaux votent la constitution fédérale européenne : le suffrage universel des citoyens de l'Europe est nécessaire pour la rendre légitime.

Dispositif

La souveraineté appartient au peuple, qui l'exerce par ses représentants, par référendum ou par votation.

Le suffrage est universel, égal et secret. Il peut être direct ou indirect, obligatoire ou facultatif.

La loi fondamentale détermine les modalités du référendum et de la votation.

1.4. L'ADHESION DE NOUVEAUX ÉTATS

Exposé des motifs

Les critères et la procédure d'adhésion sont définis par la constitution et par la loi fondamentale, qui fixent également les conséquences juridiques de l'adhésion.

Dispositif

Tout État européen qui répond aux critères définis par la présente constitution et par la loi fondamentale peut demander à adhérer aux **États-Unis d'Europe**. Un pays candidat doit partager les valeurs ainsi que les principes juridiques, sociaux et économiques des **États-Unis d'Europe** : il a un régime constitutionnel, démocratique et parlementaire reposant sur des élections libres ; il respecte l'État de droit, les droits humains et les libertés publiques ; il applique les principes de l'économie sociale de marché et de la concertation sociale. L'adhésion ne peut troubler ni la sécurité, ni les relations pacifiques sur la scène internationale, **ou au sein des États-Unis d'Europe**. **Toutefois, toute intégration sera conditionnée à la capacité d'assimiler de nouveaux membres, tout en gardant un fonctionnement efficace des institutions et des procédures décisionnelles et ne remettant pas en cause les politiques communes et leur financement.** Aucune dérogation à la présente constitution, à la loi fondamentale et aux lois des **États-Unis d'Europe** n'est accordée à l'État candidat ; préalablement à son adhésion, il doit satisfaire à la totalité des critères d'adhésion. La législation des **États-Unis d'Europe** est intégralement d'application dans l'État candidat dès son adhésion.

La loi fondamentale précise les conditions d'adhésion de nouveaux États et fixe les partenariats que les **États-Unis d'Europe**, leurs États **fédérés** et les régions peuvent nouer avec les pays proches géographiquement, culturellement ou économiquement.

1.5. LA MODIFICATION DES FRONTIERES EXTERIEURES OU INTERIEURES

Exposé des motifs

Le consentement des populations intéressées, donné par référendum, est requis pour une cession, un échange, ou une adjonction de territoire. Toute modification de frontière entre États **fédérés** requiert l'accord des autorités législatives des **États-Unis d'Europe** et de celles de ces États.

Dispositif

Nulle cession, nul échange, nulle adjonction de territoire n'est valable sans le consentement des populations intéressées, donné par référendum.

Aucune modification de frontière entre États **fédérés** ne peut avoir lieu sans la décision concordante des autorités législatives des **États-Unis d'Europe** et de celles de ces États, à la majorité simple.

1.6. LES TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Exposé des motifs

L'égalité des citoyens des **États-Unis d'Europe** est garantie dans les territoires d'outre-mer.

Dispositif

Les citoyens des **États-Unis d'Europe** résidant dans leurs territoires d'outre-mer ont les mêmes droits et devoirs que ceux d'Europe.

La loi fondamentale fixe, en tenant compte des dispositions du traité sur l'UE et du traité sur le fonctionnement de l'UE, les mesures compensatoires pour les inconvénients dus à l'éloignement de l'Europe et à l'insularité. Elle fixe la mesure dans laquelle les États **fédérés** restent en charge des territoires d'outre-mer, de leur défense, de leur administration et de leur développement.

1.7. LA PERMANENCE DES ÉTATS-UNIS D'EUROPE

Exposé des motifs

Conformément aux principes généraux du droit international, les **États-Unis d'Europe** sont indissolubles et leurs pouvoirs sont irrévocables ; le droit de sécession des **États-Unis d'Europe** n'existe pas.⁵³⁰ Les États **fédérés** et les régions sont

⁵³⁰ Aucune fédération n'a ouvert à ses États membres le droit à la sécession. Un droit de sécession donnerait à chaque État un droit de veto au sein de la fédération. La constitution des EUE ne l'interdit pas, car c'est un principe de droit. L'article 1 § 2 de la Charte des Nations unies mentionne certes parmi les buts des Nations unies celui de « développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect de l'égalité des droits des peuples et

soumis à la loi des **États-Unis d'Europe**. Ils portent les litiges devant la Cour suprême des **États-Unis d'Europe**.

La pérennité, la diversité culturelle, l'ordre constitutionnel, la cohésion interne, le milieu naturel et la sécurité intérieure et extérieure des États **fédérés** et des régions sont garantis par les **États-Unis d'Europe**. Ceux-ci peuvent intervenir dans un État **fédéré**, dans une région, ainsi qu'à l'égard de leurs autorités, si ceux-ci ne remplissent pas leurs obligations.

Dispositif

Les pouvoirs des **États-Unis d'Europe** sont irrévocables. La création des **États-Unis d'Europe** entraîne un engagement permanent, dans le cadre de la présente constitution, qui soumet les États **fédérés** à la loi des **États-Unis d'Europe**. Les États **fédérés**, les régions, les personnes physiques et morales ne

de leur droit à disposer d'eux-mêmes... » mais la Charte ne définit cependant pas ce qu'est un peuple ni ne fixe le contenu du droit à l'autodétermination. Toutefois, la Cour internationale de justice (de l'ONU) a classé le droit à l'autodétermination parmi les principes généraux du droit international, que les États doivent respecter, en s'abstenant notamment d'en reconnaître les violations. La question est encore de savoir dans quelles conditions ce droit à l'autodétermination peut être exercé. Dans la jurisprudence de la Cour internationale de justice (et les résolutions des Nations unies), ce droit n'a jamais été reconnu qu'aux peuples colonisés (ou installés par exemple sur des territoires déclarés non autonomes par les Nations unies, comme le Sahara occidental ou « aux peuples soumis à la subjugation, à la domination ou l'exploitation étrangère »). Avis consultatif de la CIJ sur le Kosovo, § 82. Dans ce même avis, la Cour n'a pas jugé nécessaire de trancher la question de savoir si « un droit de sécession – remède » existait dans le cas du Kosovo. Ceci dit, rappelons que l'intervention militaire occidentale en Serbie il y a vingt ans était notamment due au nettoyage ethnique opéré par les Serbes au Kosovo, justifiant d'ailleurs l'inculpation de dirigeants serbes devant le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. On peut donc conclure que ce droit à l'autodétermination n'existe juridiquement à l'heure actuelle en droit international que dans des circonstances bien déterminées, que l'on n'a retrouvées que dans des pays ou territoires colonisés ou soumis à la subjugation, à la domination ou à l'exploitation étrangère et qu'on ne retrouve évidemment pas dans nos États démocratiques. Du droit à la réalité, il peut y avoir du temps : le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui n'a toujours pas pu être exercé, bien que reconnu par la Cour internationale de justice en 1975. Voir Melchior Wathelet, « Existe-t-il un droit à l'indépendance et à l'autodétermination ? » in *La Libre Belgique*, 17/10/2019, p. 40-41.

peuvent contester la légitimité des lois des **États-Unis d'Europe**, sauf par voie de recours devant la Cour suprême des **États-Unis d'Europe**.

Les **États-Unis d'Europe** garantissent la pérennité des États **fédérés** et des régions. Tout en favorisant le développement spontané, jamais imposé, de la culture européenne, ils maintiennent leur diversité culturelle, leur ordre constitutionnel. Ils sauvegardent leur cohésion interne. Ils protègent leur milieu naturel. Ils assurent leur sécurité intérieure et extérieure, notamment dans le cadre du traité de l'Atlantique Nord.

Le gouvernement des **États-Unis d'Europe** peut intervenir dans un État **fédéré**, dans une région, ainsi qu'à l'égard de leurs autorités, s'ils ne remplissent pas leurs obligations, selon les modalités fixées par la loi fondamentale.

1.8. LA POLITIQUE CULTURELLE DES ÉTATS-UNIS D'EUROPE

Exposé des motifs

Même si elle est impuissante à garantir la paix, en témoignent les onze siècles de guerres en Europe, du traité de Verdun de 843 à 1945, « La culture peut constituer le ciment du continent européen ». ⁵³¹

Pour s'armer moralement contre les menaces qui pèsent sur elle de l'extérieur, et pour parer à son délitement interne, les **États-Unis d'Europe** développent et approfondissent le modèle multiculturel, en s'inspirant du programme d'échange Erasmus, du processus de Bologne et de l'Espace européen de la recherche, bien plus efficaces pour faire rayonner nos valeurs que le Service européen d'action extérieure de l'UE.

En outre, « La véritable école du commandement [est] la culture générale. [...] Pas un illustre capitaine qui n'eût le goût et le

⁵³¹ Peter de Caluwe, directeur de La Monnaie à Bruxelles, dans l'émission "De Afspraak" in *Canvas* sur la VRT, <https://www.vrt.be/vrtnws/nl/2019/09/16/de-munt-directeur-peter-de-caluwe-europees-commissaris-voor-de/>, 16/9/2019.

sentiment du patrimoine de l'esprit humain. Au fond des victoires d'Alexandre, on retrouve toujours Aristote. »⁵³²

Contrairement aux salafistes, qui voient le 7^e siècle de notre ère comme l'âge d'or, les **États-Unis d'Europe** agissent en vue d'un monde meilleur, en conformité avec leurs valeurs, notamment dans les domaines de la culture et de l'enseignement. L'UE n'affecte à la culture qu'un budget de 150 millions € par an, c'est dérisoire. La politique culturelle des **États-Unis d'Europe** comporte le développement de l'opinion publique et de la conscience européennes, par l'europanisation des grands médias (presse, radio et télévision), ainsi que des réseaux sociaux. Elle les incite à couvrir de façon transnationale les élections pour le Parlement européen et à suivre ses travaux, à organiser des débats citoyens et à diffuser des pages spéciales mensuelles sur l'exécution du budget européen : le citoyen a droit à une information européenne de qualité.

Les **États-Unis d'Europe** inciteront les artistes et artisans à créer un style européen composite, exprimant, par ses symboles et ses formes, d'une part la diversité culturelle de l'Europe, riche de peuples différents par la langue, la religion, les coutumes et l'habitat et, d'autre part, la force unificatrice de leur constitution.

Ils pourront s'inspirer **de la sécession viennoise**, et de l'épée d'un nouveau genre réalisée par Pierre Giner pour symboliser l'œuvre de l'académicienne française Barbara Cassin : elle est philosophe, philologue, poétesse et peintre. Le pommeau reproduit une statuette féminine hittite qui date du troisième millénaire avant notre ère, elle est préhomérique et barbare. La garde évoque l'ère numérique : elle est composée d'un écran souple et connecté, qui contient virtuellement tous les textes et toutes les images du monde. La lame lumineuse en polymère, inspirée de *Star Wars*, est non létale. Des fibres optiques permettent de lire la devise de M^{me} Cassin : « Plus d'une langue ». Elle signifie qu'il n'y a pas de langue universelle, pas

⁵³² Charles de Gaulle, *Vers l'armée de métier*, Paris, (Librairie Berger-Levrault, 1934), Plon, 1971, p. 151.

de *logos* unique, que, s'il y avait une langue de l'Europe, voire du monde, ce serait la traduction.⁵³³



534

Dispositif

Les **États-Unis d'Europe** sont inspirés par leurs valeurs humanistes, universalistes et orientées vers le progrès. Ils contribuent à la recherche scientifique et technologique et à la diffusion des savoirs. Ils encouragent l'exercice de la méthode de recherche scientifique. Ils promeuvent l'accès à la culture et les échanges culturels et intellectuels entre ses citoyens, ainsi qu'avec le reste du monde.

Ils incitent les artistes et artisans à créer un style européen composite, exprimant, par ses symboles et ses formes, d'une part la diversité culturelle de l'Europe, riche de peuples différents par la langue, la religion, les coutumes et l'habitat et, d'autre part, la force unificatrice de leur constitution. Ils favorisent le développement de l'opinion publique et de la conscience européennes.

⁵³³ Voir Barbara Cassin, « Discours de réception à l'Académie française, le 17/10/2019 » in *Le Monde*, 19/10/2019, p. 25.

⁵³⁴ A gauche, Joseph Maria Olbrich érigea en 1897/98 pour le groupement artistique *Sécession* fondé par Gustav Klimt ce bâtiment de style Art-Nouveau, voir <https://www.wien.info/fr/art-culture/art-nouveau/secession-357952> et à droite la photo de Barbara Cassin par Frédéric Stucin in *Libération*, https://www.liberation.fr/debats/2019/10/15/barbara-cassin-armee-pour-l-academie-francaise_1757808, 15/10/2019.

Dans le respect du principe de subsidiarité, les **États-Unis d'Europe** contribuent à assurer aux enfants le droit à l'éducation primaire et secondaire gratuite et obligatoire et aux jeunes adultes une égalité des chances d'accéder à une formation supérieure ou à une formation professionnelle. L'apprentissage et les compétences pratiques sont valorisés.

La loi fondamentale fixe l'obligation scolaire et les conditions d'accès à l'apprentissage.

1.9. LA NEUTRALITE ET L'IMPARTIALITE DES ÉTATS-UNIS D'EUROPE

Exposé des motifs

L'impartialité des pouvoirs publics, principe fondateur de la démocratie, élément essentiel d'une **coexistence pacifique pour les citoyens**, a toute sa place au cœur des normes fondamentales : ce principe est, avec celui de la séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, un des principes d'organisation de l'État indispensables au développement d'un système politique démocratique. Ce principe n'est pas une option ou une opinion parmi d'autres, mais bien la condition qui rend possible la vie en commun dans le respect de toutes et de tous.

L'impartialité des pouvoirs publics postule l'aptitude des êtres humains à l'autonomie.

Elle entraîne la non-reconnaissance par l'État des communautés philosophiques et religieuses, l'État ne connaissant que des citoyens. **Les pouvoirs publics n'établissent aucune distinction entre les croyants et les non-croyants.**

Elle assure à chaque être humain l'exercice des droits fondamentaux et des libertés fondamentales, indépendamment de l'origine, des convictions, des croyances ou de toute autre distinction.

Elle procure un cadre sociétal propice à l'exercice du libre examen en toute matière, qui permet de décider en toute autonomie.

Elle conditionne l'exercice des libertés et contribue à la lutte contre les discriminations, pour l'égalité et pour la mise en œuvre de politiques solidaires qui assurent la cohésion sociale et l'émancipation des citoyens, notamment par l'accès aux savoirs et la liberté d'information.

L'Europe fait face, comme le monde entier, à des menaces comme les terrorismes islamistes ou néofascistes, à des défis comme les régimes autocrates, les abus de puissance des multinationales et les migrations incontrôlées, qui sont causées par les désordres socio-économiques ou climatiques. L'Europe assiste à la remise en question par des fondamentalistes et des extrémistes, mûs par des motifs religieux, philosophiques ou politiques, des progrès engrangés depuis un demi-siècle sur les plans de l'éthique et du droit.

Parce qu'il fournit des réponses de portée universelle, indépendantes des particularismes, l'État impartial est le mieux à même d'instaurer et de protéger les valeurs de liberté, d'égalité et de solidarité; de garantir les droits de l'Homme et les libertés fondamentales, de rendre possible la coexistence paisible des opinions et conceptions philosophiques ou religieuses; de faire respecter l'égalité des genres, d'instaurer et de protéger la liberté de croire, celle de ne pas croire et celle de changer de conviction.

Par conséquent, les **États-Unis d'Europe** sont neutres et impartiaux par rapport aux conceptions philosophiques et religieuses. Ils séparent, à tous les niveaux, les pouvoirs publics des conceptions philosophiques et religieuses⁵³⁵ ; ils assurent la liberté de culte aux croyants tout comme celle de ne pas croire.

Dispositif

⁵³⁵ La séparation, la neutralité, l'impartialité plutôt que la laïcité, terme ambigu et intraduisible. Robert Schuman, fervent catholique, rappelait en 1950 que : « Depuis un siècle, le droit public est laïc. » Cité par le Comité d'étude pour la Constitution européenne, *Projet de statut de la Communauté politique européenne. Travaux préparatoires*. Bruxelles, Mouvement européen, novembre 1952, p. 203. L'un des apports du christianisme est l'adage « Rendez à Dieu ce qui est à Dieu et à César ce qui est à César ».

Conformément à leurs valeurs, les **États-Unis d'Europe** sont neutres et impartiaux par rapport aux conceptions philosophiques et religieuses. **Ils n'établissent aucune distinction entre les croyants et les non-croyants.** Ils reconnaissent des citoyens et non des communautés. Ils assurent la liberté de culte aux croyants tout comme celle de ne pas croire. **Les États-Unis d'Europe s'en remettent aux États fédérés et aux régions concernant les questions religieuses, ainsi que l'entretien des cultes et de leurs ministres. Les États fédérés doivent veiller au respect des principes contenus dans la présente Constitution dans l'exercice de leur compétence en matière religieuse.**

La loi fondamentale sépare, au sein des **États-Unis d'Europe**, à tous les niveaux, les pouvoirs publics des conceptions philosophiques et religieuses.

1.10. LE DROIT A L'AUTODEFENSE DES CITOYENS DES ÉTATS-UNIS D'EUROPE

Exposé des motifs

Dans un État de droit démocratique, la protection de l'intégrité physique, de la vie humaine, des libertés fondamentales, et de la dignité humaine, constitue la pierre angulaire du contrat social. Si l'État est le garant principal de la sécurité publique, il ne saurait ignorer la nécessité pour tout individu de disposer du droit de protéger sa propre vie et celle d'autrui face à une menace illégale et immédiate, en particulier lorsque l'intervention des forces publiques est matériellement impossible ou tardive.

Loin d'instaurer un droit illimité à l'usage d'arme où à l'agression, cette disposition vise au contraire à garantir, que chaque citoyen ne se trouve pas dans une attitude passive quand une agression illégitime et illégale fait peser un danger direct contre sa vie ou celle d'autrui. Cette disposition vise à encadrer dans un contexte démocratique, raisonnable et humain, un droit fondamental en faveur de la vie et de la sécurité des citoyens.

La présente disposition vise dès lors à inscrire dans la loi fondamentale le droit à la légitime défense, y compris par le

recours aux armes dans les limites prévues par la loi, en conformité avec les principes de nécessité et de proportionnalité.

Dispositif

Le droit de défendre sa propre vie ou la vie d'une autre personne, même avec l'usage d'une arme, est garanti dans les conditions fixées par la loi fondamentale, dans le cas où aucune autorité compétente ne se trouve dans la possibilité de garantir leur sécurité. Le droit à l'autodéfense n'est garanti que dans le cas où la vie d'une personne est en danger direct, ce droit doit être exercé de manière strictement proportionnée et nécessaire à la menace que représente l'agression à la vie d'autrui.

ARTICLE 2. LES SYMBOLES DES ÉTATS-UNIS D'EUROPE

Exposé des motifs

Les peuples, et plus encore les membres des corps de sécurité et des armées, ont besoin de symboles : ceux-ci les aident à percevoir le monde autant qu'eux-mêmes et à savoir pourquoi ils risquent leur vie et leur santé, pourquoi, le cas échéant ils se battent.

Le premier symbole est le nom de notre continent : Europe. Sa représentation **peut s'inspirer des œuvres d'art figurant Zeus emmenant Europe du Liban vers la Crète.**



536

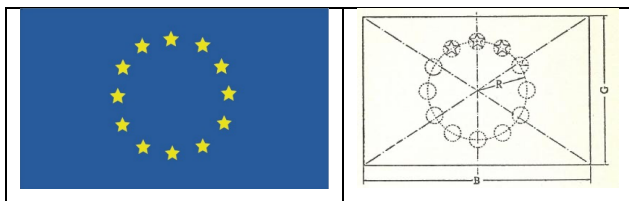
S'inspirant des propositions de Richard Coudenhove-Kalergi,⁵³⁷ l'Assemblée du Conseil de l'Europe a recommandé, le 25 octobre 1955, après cinq années de discussions, le drapeau bleu du ciel d'Occident, aux douze étoiles dorées, figurant les peuples d'Europe et formant le cercle en signe d'union,⁵³⁸ au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe. Celui-ci l'a adopté le 8 décembre 1955. L'emblème a été inauguré le 13 décembre suivant. Voici sa

⁵³⁶ Fresque de Pompéi, probablement la copie d'un original grec. Voir <https://www.lankaart.org/article-enlevement-d-europe-pompei-123153105.html>. La scène dégage une grande sérénité et un grand calme. Il ne s'agit pas d'un enlèvement, encore moins d'un viol. Europe, fille d'Agénor, roi de Tyr, se promenait sur la plage. Zeus l'a vue. Elle lui a raconté son rêve : aller du Levant vers le Couchant. Enamouré par sa beauté, Zeus s'est transformé en un taureau blanc. Il s'est couché à ses pieds. Europe s'est assise en amazone sur son dos. Le taureau a nagé jusqu'en Crète où Zeus s'est uni à la belle sous un platane que la légende situe au sud de l'île, à Gortyne. Europe devint la première reine de Crète. De leur union sont nés Minos, futur roi de Crète, Rhadamanthe et Sarpédon. Partie du Levant en direction du Couchant, Europe symbolisait la course du soleil, la recherche de la lumière, du savoir, de la sagesse, mais aussi, depuis le XVIII^e siècle et l'abbé de Saint-Pierre, les Lumières, l'*Aufklärung* et la paix.

⁵³⁷ Richard Coudenhove-Kalergi, *Pan-Europa*, op. cit. Il proposait un drapeau d'azur portant cercle d'or et croix de gueules (rouge).

⁵³⁸ Le nombre douze est un très ancien symbole de perfection, de plénitude, présent dans le zodiaque, la mythologie (les travaux d'Hercule), le christianisme (les apôtres), etc.

description héraldique : « D'azur à un cercle composé de douze étoiles d'or à cinq rais dont les pointes ne se touchent pas ». Le cercle d'étoiles permet l'insertion éventuelle à l'intérieur, d'un symbole propre à une autre organisation européenne et ce drapeau est donc celui de toute l'Europe. Ces étoiles ne représentent ni des pays, ni des États. Leur nombre restera invariable : douze est le symbole de la perfection et de la plénitude, comme l'union de nos peuples devrait être.



Géométriquement, l'emblème est constitué par un rectangle bleu dont le battant (B) a une fois et demie la longueur du guindant (G). Les douze étoiles d'or s'alignent régulièrement le long d'un cercle non apparent dont le centre est situé au point de rencontre des diagonales du rectangle. Le rayon de ce cercle (R) est égal au tiers de la hauteur du guindant. Chacune des étoiles à cinq branches est construite dans un cercle non apparent, dont le rayon (t) est égal à 1/18 de la hauteur du guindant. Toutes les étoiles sont disposées verticalement, c'est-à-dire avec une branche dirigée vers le haut et deux branches s'appuyant sur une ligne non apparente, perpendiculaire à la hampe. Les étoiles sont disposées comme les heures sur le cadran d'une montre. L'azur héraldique est représenté par le bleu outremer clair. L'or héraldique est représenté par le jaune de chrome foncé.⁵³⁹

En 1972, le Conseil de l'Europe adopta l'hymne européen, l'Ode à la Joie de Beethoven, dans sa version instrumentale. Le

⁵³⁹ Voir Robert Bichet, *Le drapeau de l'Europe*, op.cit, p. 26-31.

Conseil européen de Milan, en 1985 s'est approprié ces symboles, en y ajoutant la devise « Unie dans la diversité ».

Pour les États-Unis d'Europe, il est essentiel, pour qu'il exprime les valeurs européennes, que l'hymne réunisse le texte de Schiller, modifié par Beethoven, à sa musique, car l'Ode à la Joie, 4^{ème} mouvement de la 9^e symphonie, a été composée avec chœurs. Dès 1792, Ludwig van Beethoven (1770-1827) a envisagé de mettre en musique une partie du poème composé en 1785 par Friedrich von Schiller (1759-1805). En 1803, il en a retenu les 36 premiers versets et il les a fait remanier par son auteur. Ce n'est qu'en 1823 et 1824 que Beethoven compose la 9^e symphonie. Schiller avait écrit : « *Freude, schöner Götterfunken, Tochter aus Elysium, wir betreten feuertrunken, Himmlische, dein Heiligtum! Deine Zauber binden wieder, was die Mode Schwert geteilt. Bettler werden Fürstenbrüder wo dein sanfter Flügel weilt.* (Joie, bel éclair divin, fille de l'Élysée, nous entrons, ivres de feu, Bienheureuse, en ton royaume ! Ton pouvoir magique unit à nouveau ce que le glaive de la mode sépare. Les mendiants deviennent frères avec les princes, là où demeure ton aile douce.) ». Beethoven humanise et universalise l'idée de Schiller. Il remplace : « *was der Mode Schwert geteilt* » (ce que le glaive de la mode sépare) par « *was die Mode streng geteilt* » (ce que divisent les coutumes rigides) et « *Bettler werden Fürstenbrüder* » (Les mendiants deviennent frères avec les princes) par « *alle Menschen werden Brüder* » (Tous les humains deviennent frères). Son texte est plus conforme que l'original aux valeurs des États-Unis d'Europe, il exprime l'essence même de l'identité culturelle européenne : **l'humanisme.**

Rassemblant les voix des hommes et des femmes, le chœur symbolise l'humanité tout entière. Après le signal magistral de l'orchestre, le soliste dévoile le thème, l'hymne européen. Puis, vers la 7^e minute, le chœur reprend le thème chanté avec enthousiasme, avec l'ampleur, la ferveur et la puissance qui conviennent à ce message de paix, explicitement égalitaire, humaniste et internationaliste. L'Ode à la Joie surmonte les divisions personnelles et sociales ; elle génère une fraternité appelée à s'universaliser. Avec le chœur, l'œuvre est à son apogée. Elle fait appel aux ressources de l'esthétique et de

l'éthique pour atteindre au sublime et remuer les foules, afin que triomphent les Lumières, pour que le monde soit enfin celui dont nous rêvons : une mondialisation à visage humain.⁵⁴⁰

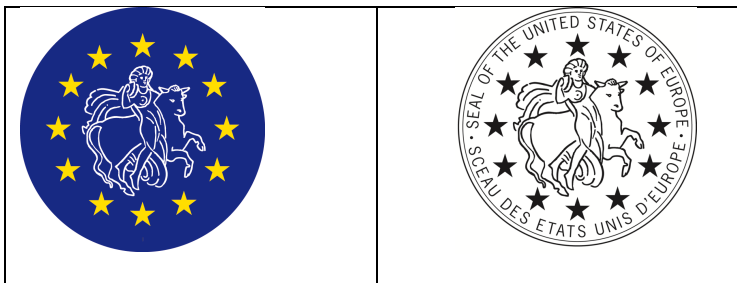
Il contraste avec les poésies, bucoliques ou martiales, de qualité discutable, des hymnes nationaux, qui sont conçus pour vénérer un monarque, comme le *God Save the King* ou la *Marcha Real*, ou bien pour fabriquer des patriotes prêts à verser leur sang comme la Marseillaise, *Fratelli d'Italia* ou *Bella Ciao*, ou encore pour stimuler le nationalisme.⁵⁴¹ Charles de Gaulle distinguait le nationalisme, qui est la haine des autres, du patriotisme, qui est l'amour de la patrie, de la terre de ses parents ou de sa terre d'adoption.

L'article I-8 du projet de traité constitutionnel **rejeté en 2005** devait **joindre aux symboles adoptés en 1985** l'€ et la journée de l'Europe, **fixée au 9 mai, ce qui ne convient pas : il doit être réservé à l'anniversaire de la capitulation de l'Allemagne nazie.** Le discours fondateur de la CECA tenu volontairement par M. Schuman cinq années après, fut **malheureusement mensonger, dans la mesure où il prétendait réaliser la Fédération européenne par un traité, expression de la souveraineté des États.** Cet article n'ayant pas été repris dans le traité de Lisbonne, une déclaration fut annexée au traité sur l'UE, par laquelle 16 États membres **ont confirmé** leur attachement à ces symboles. **M. Sarkozy ayant refusé que la France signe cette déclaration, il fallut attendre le 19 octobre 2017 pour que M. Macron répare cette anomalie.**

Les États-Unis d'Europe fixent la journée de l'Europe au 21 août, date anniversaire du discours de Victor Hugo au Congrès de la paix de 1849 ; ils adoptent les autres symboles précités ; ils y joignent des armes et un sceau :

⁵⁴⁰ Une bonne interprétation de l'Ode, par exemple celle de l'orchestre et du chœur du Wiener Philharmoniker dirigés par Léonard Bernstein achèvera sans doute de vous convaincre.

⁵⁴¹ Voir Renaud Denuit, « Symboles : rendons ses paroles à l'hymne européen ! » in Agence Europe, *Repères*,
<https://agenceurope.eu/fr/bulletin/article/12246/1>, 3/5/2019.



Designer Andy Jacobs.

Ils complètent la liste par trois pavillons de beaupré pour les navires. Ceux-ci portent les douze étoiles jaunes sur fond bleu, symbolisant l'Europe unie, ainsi que la croix scandinave. Celle-ci figure sur le plus vieux drapeau et pavillon européen, car hissé pour la première fois en 1219 : le *Dannebrog sø*, l'étoffe danoise, à croix blanche sur fond rouge. Cette croix symbolise les mers Baltique et du Nord, sa couleur rouge symbolise la Méditerranée.

Pour les bâtiments de combat, le fond est jaune, la croix rouge.



Pour la flotte auxiliaire, le fond est bleu, la croix rouge.



Pour la flotte marchande, le fond est rouge, la croix jaune.



La cocarde pour les aéronefs et les militaires sera celle de la Force de l'Union européenne (EUFOR), créée en mai 2003 :



L'article 2 de la constitution des **États-Unis d'Europe** dote enfin l'Europe d'une capitale unique, Bruxelles, ce qui n'empêche pas la déconcentration des certaines institutions, mais les pouvoirs exécutif et législatif doivent être réunis pour faciliter le contrôle de l'un par l'autre.

Le symbole ultime des **États-Unis d'Europe** sera **leur président**, dont les attributions font l'objet de l'article 5.1.

Dispositif

Les symboles des **États-Unis d'Europe** sont :

Le drapeau : douze étoiles d'or en cercle sur fond bleu. **Le pavillon de beaupré a la forme du *Dannebrog sø*, la croix encadre les douze étoiles jaunes sur fond bleu ; pour les bâtiments de combat, le fond du pavillon est jaune, la croix est rouge ; pour les pavillons de la flotte auxiliaire, le fond est bleu, la croix est rouge ; pour les pavillons de la marine marchande le fond est rouge, la croix jaune. La cocarde pour les aéronefs et les militaires sera celle de la Force de l'Union européenne.**

L'hymne : l'Ode à la Joie, 4^{ème} mouvement de la 9^{ème} symphonie, avec chœurs, texte de Schiller et Beethoven ; musique de Beethoven.

La devise : « Unie dans la diversité ».

La journée de l'Europe, le 21 août.

La monnaie, l'€, les **États-Unis d'Europe** étant membres de l'Union monétaire européenne.

Les armes et les sceaux : **Europe et Zeus.**

La capitale des **États-Unis d'Europe** est Bruxelles.

Le président des États-Unis d'Europe est le commandant en chef des armées. Il symbolise l'État fédéral. Il prête le serment suivant : « Je jure d'observer la constitution et les lois du peuple européen, de maintenir l'indépendance des États-Unis d'Europe et l'intégrité de leur territoire ».

Les officiers des forces armées et des services de police et de sécurité, les diplomates et les fonctionnaires jurent fidélité

au président des États-Unis d'Europe, obéissance à la constitution et aux lois du peuple européen.

La loi fondamentale détermine les formules des autres serments.

ARTICLE 3. SOUVERAINETE, SUBSIDIARITE ET REPARTITION DES COMPETENCES

Exposé des motifs

Tenant compte de la diversité des cultures politiques entre Européens et afin d'assurer un respect de l'identité et des intérêts propres de chaque peuple qui compose la mosaïque européenne, les États-Unis d'Europe adoptent un système politique fédéral, permettant une large autonomie des États fédérés et des entités qui les composent. La souveraineté est partagée entre les États fédérés, les régions et le peuple des États-Unis d'Europe, avec comme limites pour ceux-ci la constitution des États-Unis d'Europe et celle de l'État fédéré dont ils font partie.

Les États-Unis d'Europe ont la personnalité juridique et jouissent de la capacité juridique pour l'exercice de leurs fonctions et l'obtention des buts fixés par la présente constitution. Les États membres et les régions gardent leur personnalité juridique dans la mesure nécessaire à les rendre aptes à maintenir avec les États étrangers et les régions dont ils ou elles sont proches géographiquement, économiquement ou culturellement, ainsi que les organisations internationales, les relations qui n'excèdent pas la présente constitution.⁵⁴²

Dans le domaine de la compétence exclusive des États-Unis d'Europe, l'État fédéré et la région n'ont le pouvoir de légiférer que dans la mesure où ils y sont autorisés

⁵⁴² Les États membres sont souverains, dans la mesure où leur souveraineté n'est pas limitée par la constitution des États-Unis d'Europe, et exercent tous les droits qui n'ont pas été transférés aux institutions des États-Unis d'Europe. Voir David McKay, *Designing Europe. Comparative Lessons from the Federal Experience*, Oxford, Oxford University Press, 2001, p. 148.

expressément par une loi des **États-Unis d'Europe** et seulement dans le sens indiqué par cette loi.

Dans le domaine de la législation concurrente, les **États-Unis d'Europe** ont le droit de légiférer ; l'État **fédéré** et la région ont la compétence législative aussi longtemps que, et dans la mesure où, les **États-Unis d'Europe** n'ont pas fait usage de leur droit à légiférer. **Dans ce domaine**, en cas de conflit, la loi des **États-Unis d'Europe** prime sur la loi des États **fédérés**. Dans la limite des compétences des États **fédérés**, en cas de conflit, la loi des États **fédérés** prime sur la loi des régions.

Sont de la compétence exclusive des **États-Unis d'Europe** : la législation relative à l'industrie de défense, à la production du matériel de guerre, à son importation et à son exportation, à la formation, à l'instruction, à l'entraînement et à la mise en œuvre des forces armées.

Dispositif

Les **États-Unis d'Europe** ont une structure fédérale de type coopératif, qui leur confère la personnalité juridique et la capacité juridique **utile** à l'exercice de leurs fonctions et à l'obtention des buts fixés par la présente constitution, sans priver les États **fédérés** et les régions de leur propre personnalité juridique, de façon à pouvoir maintenir avec les États étrangers et les organisations internationales les relations nécessaires.

Les États **fédérés**, les régions, ainsi que le peuple des **États-Unis d'Europe**, sont souverains, **dans l'exercice de leurs compétences propres**, tant que leur souveraineté n'est pas limitée par la constitution des **États-Unis d'Europe** ou par celle de l'État **fédéré** dont ils font partie.

Dans le domaine de la compétence exclusive des **États-Unis d'Europe**, l'État **fédéré** et la région n'ont le pouvoir de légiférer que dans la mesure où ils y sont autorisés expressément par une loi des **États-Unis d'Europe** et seulement dans le sens indiqué par cette loi, **ou afin de mettre en œuvres les actes de l'État fédéral**.

Dans le domaine de la législation concurrente, les **États-Unis d'Europe** ont le droit de légiférer ; l'État **fédéré** et la région ont la compétence législative aussi longtemps que, et dans la

mesure où, les **États-Unis d'Europe** n'ont pas fait usage de leur droit à légiférer. **Dans ce domaine, en cas de conflit, la loi des États-Unis d'Europe prime sur la loi des États fédérés. Dans la limite des compétences des États membres, en cas de conflit, la loi des États fédérés prime sur la loi des régions.**

Dans le domaine de la compétence partagée, le principe de subsidiarité règle la répartition des compétences entre les différents niveaux de pouvoirs. En cas de conflit portant sur la compétence, la Cour constitutionnelle règle le différent.

Sont de la compétence exclusive des **États-Unis d'Europe** : la législation relative à l'industrie de défense, à la production du matériel de guerre, à son importation et à son exportation, à la formation, à l'instruction, à l'entraînement et à la mise en œuvre des forces armées, **ainsi qu'à la nationalité et à la fonction publique fédérale.**

La défense et les affaires étrangères sont des compétences propres en fonction du domaine d'exercice de cette compétence, garantissant une autonomie des États fédérés leur permettant d'exercer leur compétence propre dans leurs domaines d'action propre.

La loi fondamentale répartit les compétences et fixe le système d'arbitrage des conflits au sein des **États-Unis d'Europe**, ainsi que les sanctions nécessaires au maintien de l'unité des **États-Unis d'Europe**.

ARTICLE 4. LE CONTRAT SOCIAL

4.1. LA CITOYENNETE, LES DROITS ET LES DEVOIRS

Exposé des motifs

Le présent article **commence par définir** la citoyenneté des **États-Unis d'Europe** ; il confère à ces citoyens les droits politiques et autres ainsi que les libertés usuelles en Europe ; il prescrit leurs devoirs ; il établit l'égalité des droits et de traitement entre les citoyens des différents États **fédérés**, régions et communes ; il ouvre un droit de recours devant les tribunaux des **États-Unis d'Europe**. Il impose aux **États-Unis d'Europe** d'assurer l'égalité, la solidarité et l'émancipation de

leurs citoyens ; de veiller au respect des principes démocratiques, à l'impartialité des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, à la primauté du civil sur le militaire ; de respecter l'État de droit, les libertés fondamentales et les droits humains ; d'appliquer la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que le Protocole additionnel ; de proscrire toute discrimination, toutes les formes de travail forcé et d'abus.

Il prohibe qu'un citoyen, qu'une citoyenne des **États-Unis d'Europe** soit forcée contre sa conscience de prendre du service en tant que combattant armé.

La loi des **États-Unis d'Europe** favorise l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives, ainsi qu'aux responsabilités professionnelles et sociales, sans instaurer de discrimination positive. **Les mesures temporaires spéciales visant à accélérer l'établissement de l'égalité entre les sexes seront encadrées par la loi fédérale, mais ces mesures ne doivent en aucune façon avoir pour conséquence le maintien de normes inégales ou distinctes ; ces mesures doivent être abrogées dès que les objectifs en matière d'égalité de chance et de traitement ont été atteints.**

Le présent article ouvre aux citoyens des **États-Unis d'Europe** le droit de porter plainte auprès du Défenseur des droits.

Dispositif

Les citoyens des États **fédérés** des **États-Unis d'Europe** sont citoyens des **États-Unis d'Europe** ; ils jouissent des droits politiques et autres établis par la présente constitution et par la loi fondamentale des **États-Unis d'Europe** ; ils accomplissent les devoirs que celles-ci prescrivent. Le citoyen des **États-Unis d'Europe** est citoyen et électeur de la commune où il réside, ainsi que de la région et de l'État **fédéré** dont fait partie cette commune. Les citoyens ont la liberté de circuler, de travailler, de se former, de séjourner et de s'établir partout dans les **États-Unis d'Europe**. Celui qui s'établit dans une autre commune ou dans un autre État **fédéré** jouit de tous les droits des citoyens de cette commune ou de cet autre État **fédéré**. Les États **fédérés**, les régions et les communes accordent à tous les citoyens le

même traitement qu'à leurs ressortissants. Les litiges entre citoyens d'États **fédérés** différents peuvent être portés devant les tribunaux des **États-Unis d'Europe** une fois toutes les voies de recours épuisées au niveau local. La citoyenneté des **États-Unis d'Europe** entraîne la liberté de mouvement et d'établissement, le droit de travailler, d'avoir une protection sociale et de jouir des droits civils et politiques partout dans les **États-Unis d'Europe**.

Les **États-Unis d'Europe** assurent l'égalité des droits, la solidarité et l'émancipation de leurs citoyens. Ils veillent au respect des principes démocratiques, à l'impartialité des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, à la primauté du civil sur le militaire. Ils respectent l'État de droit, les libertés fondamentales et les droits humains. Les **États-Unis d'Europe**, leurs États **fédérés** et les régions appliquent la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950, ainsi que ses Protocoles additionnels. Au sein des **États-Unis d'Europe**, nul ne doit subir de discrimination du fait notamment de son origine, de son sexe, de son âge, de sa langue, de sa situation **socio-économique ou familiale**, de son mode de vie, de ses convictions religieuses, philosophiques ou politiques ni du fait d'une déficience corporelle, mentale ou psychique. Les **États-Unis d'Europe** combattent toutes les formes de travail forcé et d'abus.

Nul citoyen, nulle citoyenne des **États-Unis d'Europe** ne peut être forcé(e) contre sa conscience de prendre du service en tant que combattant armé.

La loi des **États-Unis d'Europe** prime sur les règles religieuses ; elle favorise l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives, ainsi qu'aux responsabilités professionnelles et sociales, sans instaurer de discrimination dite positive. **Les mesures temporaires spéciales visant à accélérer l'établissement de l'égalité entre les sexes sera encadré par la loi, mais ces mesures ne doivent en aucune façon avoir pour conséquence le maintien de normes inégales ou distinctes ; ces mesures**

doivent être abrogées dès que les objectifs en matière d'égalité de chance et de traitement ont été atteints.

Tout citoyen des **États-Unis d'Europe** a le droit d'adresser au Défenseur des droits des **États-Unis d'Europe** une plainte portant sur un domaine de compétence des **États-Unis d'Europe**. La mission du Défenseur des droits est limitée par la loi fondamentale à la conciliation portant sur les différends entre l'administration et un citoyen. S'il estime la plainte non fondée ou en cas de non-conciliation, il arrête sa mission et en avertit le plaignant. Aucun recours ne peut être exercé contre cette décision. En aucun cas, le Défenseur des droits ne peut intervenir dans des affaires pendantes devant les tribunaux ou le Conseil d'État ou tranchés par ceux-ci.

La loi fondamentale fixe :

- les droits des citoyens des **États-Unis d'Europe**, notamment politiques, individuels et de protection diplomatique à l'étranger, ainsi que leurs devoirs, notamment fiscal, ainsi que le service national éventuel, civil ou militaire ;
- les conditions d'élection de résidence, la nationalité, l'état et la capacité des personnes, les régimes matrimoniaux, les successions et libéralités ;
- les droits civiques et les garanties fondamentales accordées aux citoyens pour l'exercice des libertés publiques ; la liberté, le pluralisme et l'indépendance des médias ; les sujétions imposées par la défense aux citoyens en leur personne et en leurs biens ;
- la manière dont s'exerce le devoir électoral par les citoyens des **États-Unis d'Europe** jouissant de leurs droits civils et politiques pour les élections à la présidence et au Parlement des **États-Unis d'Europe** ;
- le statut et les compétences de médiateur du Défenseur des droits des **États-Unis d'Europe**.

4.2. LA LIBERTE D'ASSOCIATION

Exposé des motifs

La liberté d'association est garantie, notamment pour favoriser le développement de la culture européenne et l'action

citoyenne. **Elle constitue un droit civique fondamental, distinct de la liberté d'entreprise.**

Dispositif

Les partis et groupements politiques concourent à la vie démocratique et à l'expression du suffrage. Ils se forment et exercent leur activité librement. La loi des **États-Unis d'Europe** garantit l'expression pluraliste des opinions et la participation équitable des partis et groupements culturels, politiques, économiques ou syndicaux à la vie démocratique.

Toute personne peut défendre ses droits et ses intérêts par l'action syndicale et adhérer au syndicat de son choix. Le droit de grève s'exerce dans le cadre des lois qui le réglementent. Tout travailleur participe, par l'intermédiaire de ses délégués, à la détermination collective des conditions de travail ainsi que, dans la mesure fixée par la loi, à la cogestion de son entreprise.

La loi fondamentale fixe le statut des partis politiques, des syndicats, des associations et des sociétés.

4.3. L'EMPLOI DES LANGUES

Exposé des motifs

Les traditions locales et l'emploi des diverses langues européennes sont protégés. Cependant, le français est la langue de travail prioritaire pour les questions juridiques ou conceptuelles, tandis que l'anglais l'est pour les questions opérationnelles. **Ceci est conforme à ce qui est la règle à l'ONU, à l'OTAN et au Conseil de l'Europe.**

Comme Barbara Cassin, les **États-Unis d'Europe** résistent au *Globish*, au *global English*, qui réduit la langue à de la communication pour échanges commerciaux. Ils rejettent le nationalisme linguistique, qui affirme la supériorité d'un idiome et participe au développement de la haine des autres. « L'allemand n'est pas une langue authentique, enracinée dans un peuple et dans une race, comme disait Heidegger. Le français n'est pas davantage, par un privilège unique, naturellement universel, tout raison, comme disait Rivarol. [...] La singularité d'une langue, la force de son génie, la richesse de ses œuvres ne conduisent pas à la fermeture sur soi de cette langue ni du

peuple qui la parle. (II) faut soutenir avec Umberto Eco que la langue de l'Europe et peut-être la langue du monde, c'est la traduction. »⁵⁴³

Dispositif

Les **États-Unis d'Europe**, les États **fédérés** et les régions préservent les traditions locales et l'emploi des diverses langues européennes, officielles ou non.

Les langues de travail des institutions des **États-Unis d'Europe** sont le français, qui est prioritaire pour les questions juridiques ou conceptuelles, et l'anglais, qui est prioritaire pour les questions opérationnelles.

La loi fondamentale fixe l'emploi des langues en matière administrative, en justice, pour les soins de santé, dans la diplomatie et à l'armée.

4.4. LA CITOYENNETE ET LA NATURALISATION

Exposé des motifs

La citoyenneté des **États-Unis d'Europe** s'acquiert exclusivement par la naissance, ou par la naturalisation.

Dispositif

La citoyenneté est un ensemble de droits et de devoirs qui lient une personne physique ou morale aux pouvoirs publics.

La citoyenneté des **États-Unis d'Europe** s'acquiert par la naissance, ou par la naturalisation.

La loi fondamentale fixe les conditions de la naturalisation.

ARTICLE 5. LE POUVOIR EXECUTIF

Exposé des motifs

L'organisation du pouvoir exécutif découle de la volonté d'assurer aux **États-Unis d'Europe** un équilibre entre l'unité et

⁵⁴³ Barbara Cassin, « Discours de réception à l'Académie française, le 17/10/2019 » op. cit., p. 25.

la diversité, ainsi qu'entre la coordination et la décentralisation. Une élection présidentielle transnationale au suffrage universel dote les **États-Unis d'Europe** d'un symbole fort. Elle permet d'éviter les candidatures locales et elle renforce l'autorité politique du chef de l'État.

En matière de défense, selon le modèle de la cinquième République française, le président commande les armées et décide dans les domaines de la défense et des relations internationales. Il s'appuie, pour ce faire, sur le Premier ministre qui gère les questions interministérielles et sur respectivement le ministre des Affaires étrangères et le ministre de la Défense pour les questions relevant de leur ministère.

Dans le cas où le gouvernement et la majorité parlementaire n'ont pas la même orientation politique que le président, ce dernier doit composer avec le premier ministre et sa majorité. Le gouvernement n'a pas les mains libres **puisque** il ne peut engager des forces, signer ou ratifier des accords internationaux ou nommer des militaires ou des ambassadeurs sans la signature du président.

Dans le cas où le président refuse de signer ou ratifier un traité ou de nommer des militaires ou ambassadeurs, le premier ministre peut outrepasser la décision du Président par un vote à la majorité des 3/5 des voix au Parlement.

Les décisions du président en matière de défense sont prises en Conseil de défense ou en Conseil restreint de défense et de sécurité. Le premier se réunit une ou deux fois par an et pour discuter le projet de loi de programmation militaire, qui donne les orientations générales et les prévisions budgétaires **pour** 5 ans et qui détermine les réformes de structure des armées. Le second fait hebdomadairement le point sur les opérations envisagées ou en cours et les questions thématiques d'actualité.

Ces conseils, présidés par le chef de l'État, regroupent le premier ministre, les ministres concernés, les responsables du renseignement et le chef d'état-major des armées.

Le Parlement est informé dans les 48 heures du lancement d'une opération, mais ne se prononce pas sur son opportunité. Le gouvernement est tenu d'informer régulièrement les

commissions de la Défense du Parlement et du Sénat du déroulement des opérations. Si une opération se poursuit au-delà de 4 mois, le Parlement vote ou refuse sa prolongation.

Dispositif

Le pouvoir exécutif des **États-Unis d'Europe** veille à l'équilibre entre l'unité et la diversité, ainsi qu'entre la coordination et la décentralisation.

5.1. LE PRÉSIDENT

Exposé des motifs

Le Président des **États-Unis d'Europe**⁵⁴⁴ est le chef de l'État **fédéral** ; il préside le pouvoir exécutif et il commande en chef les armées. Il garantit le respect des traités et il veille au respect de la constitution des **États-Unis d'Europe**. Il est élu pour un septennat selon une procédure analogue à celle mise en place en France pour l'élection du Président de la République.

L'élection du Président au suffrage universel, direct et simultané dans **l'ensemble des États-Unis d'Europe** présente deux avantages pour la démocratie : elle réalise l'égalité des suffrages et respecte l'égalité de traitement des citoyens, sans discrimination selon la nationalité ; elle répond au besoin de démocratie directe éprouvé par les populations. En outre elle lui donne une légitimité indiscutable et elle le crédibilise sur la scène internationale.

Pour éviter de faire coïncider son élection avec les élections pour le Parlement, qui ont le même collège électoral unique, le Président nouvellement élu convoque l'élection pour le Parlement dans un délai de 40 à 80 jours, si possible en ne la jumelant pas avec des scrutins nationaux et/ou régionaux : l'Europe mérite un débat à part entière.

Dispositif

Le Président est élu pour sept ans au suffrage universel direct en deux tours de scrutin parmi les citoyens des **États-Unis**

⁵⁴⁴ L'intitulé masculin ne préjuge évidemment pas du **sexe** du titulaire de la fonction.

d'Europe éligibles, selon les règles fixées par la loi fondamentale. **Lors de sa prise de fonction, il prête serment.**

Il incarne et représente les **États-Unis d'Europe**, il en est le porte-parole, il en assure la cohésion.

Il commande en chef les forces armées. Il est le garant de l'indépendance des **États-Unis d'Europe** et de l'intégrité de leur territoire. Il garantit la suprématie du pouvoir civil sur le militaire et il incarne le principe de l'unité de commandement. Il préside le conseil de Défense, le Conseil restreint de défense et de sécurité et les Comités supérieurs de la Défense.

Il décide de la politique et de sa mise en œuvre dans les domaines de la défense et des relations internationales, dans le cadre du budget arrêté par le gouvernement et voté par le Parlement des **États-Unis d'Europe**. Il s'appuie, pour ce faire, sur le premier ministre, qui gère les questions interministérielles, ainsi que sur le ministre des Affaires étrangères et sur le ministre de la Défense, pour les questions relevant de leur ministère respectif.

Il est le garant du respect des traités qui lient les **États-Unis d'Europe**.

Il veille au respect de la présente constitution.

Dans les 40 à 80 jours suivant son élection, le Président nouvellement élu convoque l'élection du Parlement.

La loi fondamentale précise et complète les règles constitutionnelles relatives au Président, notamment par les mesures à prendre en cas de décès, de démission ou d'empêchement du président d'exercer ses fonctions.

5.2. LE GOUVERNEMENT ET LE PREMIER MINISTRE

Exposé des motifs

Le présent article fixe les responsabilités du gouvernement ainsi que le statut et les attributions du premier ministre et des sept ministres. Il détermine certains aspects des relations entre les pouvoirs exécutif et législatif. Il pose les bases du statut de la Fonction publique au sens le plus large. Il règle les interactions

entre les exécutifs des **États-Unis d'Europe**, des États fédérés, des régions et des communes.

Dispositif

Le gouvernement comprend sept ministres. **Six sont nommés par le Président, sur proposition du Premier ministre, parmi les citoyens éligibles.** Ces nominations sont soumises à l'assentiment du Parlement par un vote de confiance à la majorité simple. Nul ne peut être nommé premier ministre, ministre des Affaires étrangères, ministre de la Défense ou ministre de la Sécurité intérieure s'il n'a demandé et obtenu une habilitation de sécurité du plus haut niveau. **Seul le Premier ministre peut révoquer un membre de son gouvernement ou accorder sa démission.**

Le premier ministre dirige l'action du gouvernement. Il est responsable devant le Président et devant le pouvoir législatif de la mise en œuvre des décisions du gouvernement. Il assure l'exécution des lois. Il exerce le pouvoir réglementaire et nomme aux emplois civils et militaires, à l'exception de ceux qui sont pourvus par le président. Il peut déléguer certains de ses pouvoirs aux ministres.

Le gouvernement détermine et conduit la politique des **États-Unis d'Europe**. Il dispose de l'administration et, sur délégation expresse du président, de la force armée. En temps de crise ou en état de défense, le gouvernement assure la coordination de la défense militaire et de la défense civile.

Le gouvernement est responsable devant le Parlement, qui peut le forcer à la démission par le vote d'une motion de censure.

La composition du gouvernement reflète la diversité sociale et géographique des **États-Unis d'Europe**.

Les membres du gouvernement sont indépendants des États fédérés. Ils n'exercent aucune autre activité, rémunérée ou non.

La loi fondamentale **précise et complète** les règles constitutionnelles relatives au premier ministre et au gouvernement. Elle détermine les modalités de remplacement des députés des **États-Unis d'Europe** et des Sénateurs des

États-Unis d'Europe nommés ministres du gouvernement des **États-Unis d'Europe** ou des États membres.

ARTICLE 6. LE POUVOIR LEGISLATIF

Exposé des motifs

Le pouvoir législatif des **États-Unis d'Europe** est bicaméral, mais l'existence du Parlement et du Sénat ne retire pas au peuple le droit d'initiative législative et constitutionnelle. Les deux assemblées sont égales, mais spécialisées : le Parlement traite prioritairement de politique intérieure, le Sénat prioritairement de relations internationales.

Le présent article détermine certains aspects des relations entre les pouvoirs exécutif et législatif, ainsi que les bases du statut des parlementaires et de la procédure législative.

Dispositif

Le pouvoir législatif comporte le Parlement, le Sénat et le peuple des **États-Unis d'Europe**, qui ont, comme le gouvernement, le droit d'initiative législative et constitutionnelle. Les deux assemblées votent les lois ordinaires, budgétaires ou fiscales. **Elles fixent** le contingent de l'armée. Elles contrôlent l'application des lois. Elles autorisent le Président à déclarer la guerre et à ratifier un traité. Elles ont le droit de donner des avis au gouvernement. Elles travaillent en coordination. Elles sont égales, mais **ne disposent pas des mêmes pouvoirs. Seul le Parlement vote la confiance et la censure du gouvernement. Le budget est examiné par le Sénat, lequel dispose de pouvoirs limités par la loi fondamentale.**

Le président peut opposer son veto à une loi votée par le Parlement et par le Sénat. **Dans le domaine de la défense et des affaires étrangère, une majorité absolue des 3/5^e des votes est nécessaire pour outrepasser ce veto ; tandis que dans tous les autres domaines le seuil pour outrepasser le veto est le vote à la majorité absolue du Parlement.**

Lors de leur prise de fonction, les **députés** et les sénateurs jurent fidélité à la constitution des **États-Unis d'Europe**. Ils jouissent

de l'immunité. Ils votent individuellement, selon leur conscience, sans recevoir d'instruction de qui que ce soit.

Le Parlement et le Sénat établissent chacun leur règlement, qui peuvent autoriser la délégation de vote, mais nul ne peut recevoir plus d'une procuration.

La loi fondamentale précise les droits et devoirs des parlementaires et des sénateurs ; elle détermine les commissions parlementaires et sénatoriales, leurs attributions et les droits des groupes constitués au sein des deux assemblées ; elle fixe les règles de présentation des projets et propositions de loi devant le Parlement ou le Sénat.

6.1. LE PARLEMENT

Exposé des motifs

Le présent **texte** vise à mettre fin au constat pénible que les élections au Parlement européen n'ont jamais respecté les principes démocratiques ni les dispositions des traités fondamentaux. L'article 21 al. 3 du traité CECA de 1950, puis l'article 138 al. 3 du traité CEE de 1957, disposaient que leur Assemblée parlementaire « élaborerait des projets en vue de permettre l'élection au suffrage universel direct selon une procédure uniforme dans tous les États membres ». Cela n'ayant pas été fait, les gouvernements ont, en 1976, pris l'Acte permettant en 1979 la première élection au suffrage universel du Parlement européen, en réglant la représentation des citoyens de façon dégressivement proportionnelle, avec un seuil minimum de six députés par État membre et un plafond de 96 sièges. Cette disposition, **qui mêle la représentation des citoyens et celle des États membres**, est devenue l'article 14 al. 2 TUE. Celui-ci, en contradiction avec les valeurs, en particulier celle d'égalité, qui figurent depuis 1999 à l'article 2 TUE, pérennise le fait que le poids électoral d'un Maltais ou d'un Luxembourgeois est douze fois plus élevé que celui d'un Allemand.

L'éligibilité est acquise à 18 ans dans 14 États membres ; à 21 dans 10 autres ; à 23 en Roumanie et à 25 en Italie et en Grèce. La citoyenneté européenne (art. 20 al. 2b TFUE) permet de voter au pays de résidence, s'il fait partie de l'UE, en respectant

les règles en vigueur dans celui-ci (directive 93/109/CE du Conseil). Les nationaux résidant à l'étranger peuvent voter dans leur propre pays, par correspondance et/ou à l'ambassade, voire électroniquement, mais les Bulgares, les Grecs et les Italiens ne peuvent le faire qu'à partir d'un État membre de l'UE et c'est interdit aux Tchèques, aux Slovaques, aux Irlandais et aux Maltais. En Belgique, en Bulgarie, au Luxembourg, en Grèce et à Chypre, le vote est obligatoire, ailleurs, non. Le droit de vote est acquis partout à 18 ans, sauf en Autriche où c'est à 16.

L'article 14 al. 2 TUE ne prévoit pas de seuil électoral, ce qu'appliquent 12 États membres, mais d'autres s'en dispensent, sans être sanctionnés : Chypre a un seuil de 1,8%, la Grèce de 3%, l'Italie, l'Autriche et la Suède de 4% ; 10 pays ont un seuil de 5%. Malheureusement, seule la Cour **fédérale** de Karlsruhe a jugé, le 30 juin 2009, que l'article 14 al. 2 TUE contredit l'article 9 TUE, qui dispose : « Dans toutes ses activités, l'Union respecte le principe de l'égalité de ses citoyens, qui bénéficient d'une égale attention de ses institutions, organes et organismes. Est citoyen de l'Union toute personne ayant la **citoyenneté** d'un État membre. La citoyenneté de l'Union s'ajoute à la citoyenneté nationale et ne la remplace pas. »

Dans la plupart des États membres, mais pas en France, en Allemagne, en Espagne, en Hongrie, en Roumanie et au Portugal, des listes arrêtées par les différents partis sont en compétition et les électeurs ont à voter pour un seul candidat. Au Luxembourg, **cependant**, le vote pour plusieurs candidats de listes concurrentes est autorisé. En Belgique, en Irlande, en Italie et en Pologne, le collège électoral est divisé en circonscriptions. L'Irlande, l'Irlande du Nord, l'Écosse et Malte pratiquent un scrutin à vote unique transférable, dans le cadre d'élections à circonscriptions plurinominales.⁵⁴⁵

Au sein du Parlement européen siègent jusqu'à présent des élus issus de partis constitués au sein des États membres. Même lorsqu'ils se rattachent aux grandes familles politiques, ces partis sont fort différents d'un État membre à l'autre. **Ils n'ont**

⁵⁴⁵ Voir Renaud Denuit, « De quelques inconfortables vérités relatives à l'élection du Parlement », janvier 2019, inédit, archives Jean Marsia.

pas de programme commun. Ils ne s'entendent guère que pour peser au sein de cette assemblée, notamment pour se répartir les fonctions au sein du bureau ou des commissions.

Les mathématiques démontrent que classer collectivement des candidats par l'agrégation du classement individuel des candidats par les votants dépend essentiellement de la méthode d'agrégation choisie. Ni les travaux des mathématiciens français Borda et Condorcet, ni ceux de l'Américain Arrow n'ont donné de solution optimale à la question : « Comment décider ensemble ? ». C'est heureux, car « que serait un monde entièrement géré par des algorithmes, y compris pour traiter des situations aussi empreintes de dimension humaine que la prise de décision par une collectivité d'individus ? »⁵⁴⁶ Heureusement, les électeurs ont leur part de libre-arbitre, ils agissent plus ou moins raisonnablement. S'ils sont parfois nombreux à prêter l'oreille aux populistes de tous bords, c'est parce qu'ils ont été déçus par des politiciens plus modérés mais trop inefficaces ou corrompus. Nombreux restent ceux qui, au moment de voter, s'inspirent des valeurs européennes et tendent à favoriser l'intérêt général.

En la quasi-absence de parti politique réellement européen présentant des candidats dans tous les États membres,⁵⁴⁷ il s'agit de proposer des procédures électorales adéquates pour les élections législatives dans les **États-Unis d'Europe**. **Le scrutin se doit donc d'être organisé d'une telle manière qu'il représente à la fois, pour les citoyens, un mode d'expression politique les plaçant sur un pied d'égalité les uns par rapport aux autres, mais aussi leur assurant une représentation adéquate.**

Un scrutin proportionnel a l'avantage de représenter correctement l'aspiration de toutes et tous, et de donner à chaque citoyen la possibilité d'être représenté d'une manière cohérente, assurant une véritable égalité.

⁵⁴⁶ Philippe Vincke, *Discours du Recteur prononcé à l'occasion de la séance de rentrée*, Bruxelles, ULB, 15 septembre 2006.

⁵⁴⁷ Le 26 mai 2019, le seul parti se voulant paneuropéen, Volt, n'a obtenu qu'un seul député européen, en Allemagne. **Le 9 mai 2024, Volt en a obtenu trois en Allemagne et deux aux Pays-Bas.**

Toutefois, ce mode de scrutin appliqué à de larges circonscriptions tend à amoindrir la représentation des habitants de certains espaces géographiques et de facto de priver certains citoyens d'une représentation adéquate et donc de leur mode d'expression politique. Les citoyens de petits États du point de vue démographique comme la République de Malte, le Grand-Duché du Luxembourg, la République de Chypre, et d'autres, risqueraient d'être privés de représentation, par l'intégration dans de grandes circonscriptions transnationales, à l'avantage de leurs voisins. C'est pourquoi il est nécessaire, afin d'assurer la cohésion des citoyens et leur représentation, de contrebalancer les effets néfastes du scrutin proportionnel par l'établissement de circonscriptions locales permettant l'expression adéquates de leurs aspirations politiques.

Le scrutin est organisé d'une telle manière qu'il permet la désignation adéquate de représentants via deux votes distinctifs lors de l'élection du Parlement. Un vote sert à désigner des représentants dans des circonscriptions locale à scrutin uninominal majoritaire à un tour. Le deuxième vote sert à désigner des représentants sur la base d'un scrutin proportionnel plurinominal dans des circonscriptions plus larges, débordants parfois sur plusieurs régions ou pays. Un tiers des représentants étant désignés sur la base des circonscriptions locales majoritaires, tandis que le reste des représentants est désigné dans des circonscriptions proportionnelles plurinominales.

Le scrutin à vote unique transférable, dans le cadre d'élections à circonscriptions plurinominales, tel que pratiqué en Irlande, en Irlande du Nord, en Écosse et à Malte, garantit une représentation proportionnelle et indépendante. Il donne à l'électeur la certitude que son vote n'ira pas à un candidat qu'il rejette. Il lui permet d'exprimer sa préférence secondaire en

faveur d'un candidat d'un parti différent de celui du premier choix et donc d'influer sur la formation des coalitions.⁵⁴⁸

L'élection du Parlement au suffrage universel, direct et simultané de tous les citoyens des **États-Unis d'Europe** réalise l'égalité des suffrages et respecte l'égalité de traitement des citoyens, sans discrimination selon la **citoyenneté**. Elle lui donne une légitimité indiscutable.

Le Parlement représente le peuple. Il a pour attribution principale la politique intérieure : c'est lui qui dote les **États-Unis d'Europe** de ressources propres, en votant les recettes, les impôts et les taxes, qui autorise les dépenses et les investissements, qui fixe le contingent **des forces armées des États-Unis d'Europe**. Ceci est conforme au principe : *no representation without taxation*, « pas d'assemblée législative sans pouvoir fiscal ». C'est le corollaire du principe fondamental de la démocratie représentative qui a justifié la création des États-Unis d'Amérique : *no taxation without representation*, pas d'impôt sans l'accord d'un parlement.

Avec l'appui de la Cour des Comptes, le Parlement contrôle l'action du gouvernement, il évalue les politiques publiques et il formule les recommandations utiles. Il arrête le compte de résultats de l'exercice écoulé et il approuve le bilan financier des **États-Unis d'Europe**.

⁵⁴⁸ L'électeur doit indiquer sur son bulletin de vote un ordre de préférence entre les candidats. Après le comptage de l'ensemble des bulletins, le quotient, dit de Droop, requis pour l'élection d'un candidat est déterminé par la division du nombre de votes valides par le nombre de sièges à pourvoir plus un. Les candidats ayant obtenu un nombre de suffrages de premier choix supérieur ou égal au quotient de Droop sont élus. Les votes obtenus par ces candidats au-delà du quotient sont répartis sur les candidats non élus qui avaient été positionnés en deuxième choix. La répartition se fait selon un mécanisme qui peut varier selon les pays. Si aucun candidat n'a atteint le quotient, alors le candidat ayant obtenu le moins de votes de premier choix est éliminé. Ses votes sont alors redistribués aux candidats qui avaient été positionnés en deuxième choix par ses électeurs. Le processus se poursuit jusqu'à ce que tous les sièges soient pourvus. Ce mode de scrutin a été élaboré au XIX^{ème} siècle par Thomas Hare (1808-1891) en Grande-Bretagne, ainsi que par Carl Andrae (1812-1893) au Danemark. Hors d'Europe, il est utilisé en Australie, en Nouvelle-Zélande et en Tasmanie.

Le Parlement fixe le statut des militaires et des vétérans. En cas de désaccord avec l'exécutif quant à ses décisions en matière de défense, il peut réduire le financement des forces armées ou refuser le financement complémentaire qu'un conflit armé nécessite.

Il vote sa défiance à l'égard d'un ministre par un vote à la majorité simple.

Le Parlement peut, à l'initiative de la majorité de ses députés, présenter une motion motivée pour révoquer de leurs fonctions le Président, ou de toute autre membre de l'exécutif, en raison d'une violation manifeste de la Constitution ou des lois des États-Unis d'Europe. La décision doit être approuvée par la majorité des députés. Dans ce cas, l'affaire est renvoyée devant la Cour Suprême qui statue sur la question à la majorité des deux tiers. En cas de condamnation, la décision de la Cour Suprême se limite à la révocation sans exclure d'éventuelles poursuites pénales si nécessaire. En cas de reconnaissance de la culpabilité par la Cour Suprême, toute personne révoquée perd le droit de se présenter à une élection lors des quinze prochaines années, sauf en cas de levée de la condamnation.

Le seuil électoral est de 5 %, dans les circonscriptions où le scrutin est organisé sur une base proportionnelle plurinomiale, pour améliorer la stabilité politique au sein des États-Unis d'Europe.

Dispositif

Le Parlement représente le peuple. Il traite de la politique intérieure. Il contrôle l'action du gouvernement. Il évalue les politiques publiques.

Les commissions des deux assemblées ont un pouvoir autonome d'investigation, dans tous les domaines, y compris le renseignement.

Avec l'appui de la Cour des Comptes, le Parlement contrôle l'action du gouvernement, il évalue les politiques publiques et il formule des recommandations utiles. Après avis de la Cour des Comptes, il arrête le compte de résultats de l'exercice écoulé et il approuve le bilan financier des **États-Unis d'Europe**.

Si le budget des ressources et des charges d'un exercice n'est pas déposé en temps utile pour être promulgué avant le début de cet exercice, le gouvernement présente d'urgence au Parlement une loi de finances l'autorisant à percevoir les impôts et ouvrant les crédits indispensables dans le courant de l'exercice à raison d'un douzième du budget de l'année précédente par mois.

Le Parlement fixe annuellement le contingent des forces armées. Il fixe le statut des militaires et des vétérans, qui ne peut être inférieur à celui des fonctionnaires, notamment sur le plan pécuniaire.

En cas de désaccord avec l'exécutif quant à ses décisions en matière de défense, le Parlement peut réduire le financement des forces armées ou refuser le financement complémentaire qu'un conflit armé nécessite.

Après les élections législatives, le Président nomme un ou plusieurs formateurs en charge de former un gouvernement, en tenant compte des nouveaux équilibres politiques et du poids des formations politiques. Si un formateur n'est pas en mesure d'accomplir sa mission, le Président peut le révoquer et nommer un remplaçant.

Le Parlement exprime sa confiance au gouvernement lors de l'investiture du nouveau gouvernement et lorsque le Premier ministre demande la confiance. En cas de rejet de la confiance demandé par Premier ministre ou lors du rejet de la confiance lors de l'investiture, le Parlement présente à la majorité simple des votes, dans les 7 jours après le rejet de la confiance, un candidat au poste de Premier ministre au Président. Si aucun candidat n'est présenté par le Parlement, le Président peut désigner un candidat Premier ministre en charge de former un nouveau gouvernement. Si le candidat Premier ministre désigné par le Parlement ou le Président n'obtient pas la confiance du Parlement lors de son investiture ou s'il se trouve dans l'impossibilité de réunir une majorité au Parlement dans les 6 mois après sa désignation, le Parlement est dissout de plein droit, de nouvelles élections doivent se tenir dans les 40 à 60 jours après la dissolution.

Le Parlement peut exprimer sa défiance à l'égard du gouvernement par le vote d'une motion de censure à la majorité absolue. La censure doit être proposée par une motion signée par le cinquième des parlementaires, elle peut être accompagnée d'une proposition de candidat pour le poste de Premier ministre. Si aucun candidat au poste de Premier ministre n'est désigné ; un vote à la majorité simple dans les 7 jours après le vote de la motion de censure permet de désigner un candidat Premier ministre. En absence de désignation par le Parlement d'un candidat Premier ministre, le Président peut désigner un candidat Premier ministre. Si le candidat Premier ministre désigné par le Parlement ou le Président n'obtient pas la confiance du Parlement lors de son investiture ou s'il se trouve dans l'impossibilité de réunir une majorité au Parlement dans les 6 mois après sa désignation, le Parlement est dissout de plein droit, de nouvelles élections doivent se tenir dans les 40 à 60 jours après la dissolution.

Le vote de la motion de censure requiert la majorité absolue des votes, tandis que le vote de la motion de confiance ou de la confiance lors de l'investiture ne requiert que la majorité simple des votes. En cas de rejet de la confiance par le Parlement ou lors du vote d'une motion de censure, le gouvernement dans son ensemble est considéré comme immédiatement démissionnaire.

En cas de démission du Premier ministre, l'ensemble de son gouvernement est considéré comme démissionnaire. Le Parlement désigne alors dans les 7 jours un candidat Premier Ministre à la majorité simple. En absence de désignation par le Parlement d'un candidat Premier ministre, le Président peut désigner un candidat Premier ministre. Si le candidat Premier ministre désigné par le Parlement ou le Président n'obtient pas la confiance du Parlement lors de son investiture ou s'il se trouve dans l'impossibilité de réunir une majorité au Parlement dans les 6 mois après sa désignation, le Parlement est dissout de plein droit, de nouvelles élections doivent se tenir dans les 40 à 60 jours après la dissolution.

Le Parlement vote sa défiance à l'égard d'un ministre par un vote à la majorité simple.

Le Parlement peut, à l'initiative de la majorité de ses députés, présenter une motion motivée pour révoquer de leurs fonctions le Président, ou de toute autre membre de l'exécutif, en raison d'une violation manifeste de la Constitution ou des lois des États-Unis d'Europe. La décision doit être approuvée par la majorité simple des députés. En ce cas, l'affaire est renvoyée devant la Cour Suprême qui statue sur la question à la majorité des deux tiers. En cas de condamnation, la décision de la Cour Suprême se limite à la révocation sans exclusion d'éventuelles poursuites pénales. En cas de reconnaissance de la culpabilité par la Cour Suprême, toute personne révoquée perd le droit de se présenter à une élection lors des quinze années suivantes, sauf en cas de levée de la condamnation.

En cas de désaccords persistants et de l'échec de la conciliation entre le Parlement et le Sénat, le Parlement dispose du dernier mot sauf dans les domaines où le Sénat s'est vu expressément vu reconnaître ce droit.

Une année au moins doit s'écouler entre chaque élection législative.

La loi fondamentale organise l'élection du Parlement au suffrage universel direct, par un scrutin uninominal majoritaire à un tour et, dans le cadre d'élections à circonscriptions transnationales, un scrutin plurinominal proportionnel, avec un seuil électoral de 5 %.

Elle contient les dispositions nécessaires à l'équilibre du budget des dépenses courantes et dote les États-Unis d'Europe de ressources propres.

Elle répartit le pouvoir **fiscal entre les niveaux de pouvoir, des États-Unis d'Europe à la commune en passant par les États fédérés et les régions, pour garantir leur autonomie et répartir la pression fiscale, sans discrimination entre les citoyens. Elle organise l'harmonisation progressive des impôts.**

6.2. LE SENAT

Exposé des motifs

Les relations internationales, la représentation des États **fédérés**, la sauvegarde de leurs intérêts et ceux des régions contre toute discrimination de la part du gouvernement des **États-Unis d'Europe** sont confiées au Sénat.

Les Sénateurs ne peuvent avoir aucune autre charge, mandat ou fonction ; ils sont désignés par chaque État **fédéré**, parmi ses citoyens éligibles et selon la législation de cet État.

Les projets de lois approuvant les traités et ceux ayant pour principal objet l'organisation des collectivités territoriales sont déposés par le gouvernement au Sénat, qui les discute, les approuve ou non, puis les transmet au Parlement, qui les discute et les approuve ou non. Si le Parlement modifie un texte, celui-ci est soumis à une deuxième lecture du Sénat, qui a le dernier mot.

Le Sénat approuve ou rejette toute nomination dans la haute fonction publique, civile et militaire, proposée par le Président des **États-Unis d'Europe**.

Le Sénat peut, à l'initiative de la majorité des sénateurs, présenter une motion motivée pour révoquer de leurs fonctions le Président, ou de toute autre membre de l'exécutif, en raison d'une violation manifeste de la Constitution ou des lois des États-Unis d'Europe. La motion doit être approuvée par la majorité simple des sénateurs. Dans ce cas, l'affaire est renvoyée devant la Cour suprême qui statue sur la question à la majorité des deux tiers. En cas de condamnation, la décision de la Cour Suprême se limite à la révocation sans exclusion d'éventuelles poursuites pénales si nécessaire. En cas de reconnaissance de la culpabilité par la Cour suprême, toute personne révoquée perd le droit de se présenter à une élection lors des quinze prochaines années, sauf en cas de levée de la condamnation.

Dispositif

Le Sénat représente les États **fédérés** et traite des relations internationales. Il s'assure que le gouvernement des **États-Unis d'Europe** ne lèse pas d'État **fédéré** ou de région dans le cadre de l'exercice de ses compétences.

Les sénateurs sont désignés par chaque État **fédéré**, parmi ses citoyens éligibles et selon la législation de cet État. Les sénateurs ne peuvent avoir aucune autre charge, mandat ou fonction.

Les projets de loi approuvant les traités et ceux ayant pour principal objet l'organisation des collectivités territoriales sont déposés par le gouvernement au Sénat, qui les discute, les approuve ou non puis les transmet au Parlement, qui les discute et les approuve ou non. Si le Parlement modifie un texte, il est soumis à une deuxième lecture du Sénat, qui a le dernier mot.

Le Sénat approuve ou rejette toute nomination dans la haute fonction publique, civile et militaire, proposée par le Président des **États-Unis d'Europe**.

Le Sénat peut, à l'initiative de la majorité simple des sénateurs, présenter une motion motivée pour révoquer de leurs fonctions le Président, ou de toute autre membre de l'exécutif, en raison d'une violation manifeste de la Constitution ou des lois des États-Unis d'Europe. La décision doit être approuvée par la majorité simple des sénateurs. Dans ce cas, l'affaire est renvoyée devant la Cour Suprême qui statue sur la question à la majorité des deux tiers. En cas de condamnation, la décision de la Cour Suprême se limite à la révocation sans exclure d'éventuelles poursuites pénales si nécessaire. En cas de reconnaissance de la culpabilité par la Cour Suprême, toute personne révoquée perd le droit de se présenter à une élection lors des quinze prochaines années, sauf en cas de levée de la condamnation.

La loi fondamentale fixe le nombre de sénateurs par État **fédéré**.

6.3. LA VOTATION ET LA PETITION

Exposé des motifs

Sont soumises au vote du peuple, des régions et des États **fédérés**, les révisions de la constitution, ainsi que l'adhésion à des organisations de sécurité collective ou à des organisations supranationales.

Tout citoyen des **États-Unis d'Europe** jouissant des droits civils et politiques a le droit d'adresser au Parlement des **États-Unis d'Europe**, sous la forme d'une requête, une pétition sur une question relevant d'un domaine de compétence des **États-Unis d'Europe**.

Dispositif

Les révisions de la constitution, ainsi que l'adhésion à des organisations de sécurité collective ou à des organisations supranationales sont soumises au vote du peuple, des régions et des États **fédérés**.

Tout citoyen des **États-Unis d'Europe** jouissant des droits civils et politiques a le droit d'adresser au Parlement une pétition sur une question relevant d'un domaine de compétence des **États-Unis d'Europe**.

La loi fondamentale fixe les règles relatives à la votation et aux pétitions.

6.4. LE DELEGUE AUX FORCES ARMEES

Exposé des motifs

Le Délégué aux forces armées a une double mission : d'une part informer annuellement, ou à la demande, le Parlement et le Sénat sur l'état des forces armées et d'autre part protéger les droits fondamentaux des militaires.

Dispositif

Le Délégué aux forces armées informe annuellement le Parlement et le Sénat des **États-Unis d'Europe** sur l'état des forces armées. Il protège les droits fondamentaux des militaires. La Commission de la défense du Parlement et celle du Sénat peuvent le charger d'investiguer sur certains événements ou certaines constatations.

La loi fondamentale fixe le statut du délégué aux forces armées.

6.5. LES ORGANES CONSULTATIFS

Exposé des motifs

Les organes consultatifs principaux des **États-Unis d'Europe** sont le Conseil des régions et le Conseil économique, social et environnemental.

Dispositif

La loi fondamentale fixe les attributions, la composition et les règles de fonctionnement du Conseil des régions ainsi que du Conseil économique, social et environnemental ; elle peut rendre certains de leurs avis contraignants.

ARTICLE 7. LE POUVOIR JUDICIAIRE

Exposé des motifs

Le présent article organise l'indépendance de l'autorité judiciaire, notamment par l'inamovibilité des magistrats du siège et fixe les normes essentielles de la justice pénale : imposition de l'*habeas corpus*, rejet de la peine de mort, exécution des peines conforme aux droits humains, détention protectrice de la société tout en contribuant à la réinsertion sociale des condamnés, notamment par le développement de leurs aptitudes et de leur employabilité.

Il dispose que le pouvoir judiciaire des **États-Unis d'Europe** est compétent en matière de services publics, y compris les forces armées, pour connaître du contentieux disciplinaire et des recours des personnes liées aux **États-Unis d'Europe** par un rapport de service et de fidélité de droit public, ainsi que des crimes et délits en rapport avec la sécurité et la défense des **États-Unis d'Europe**.

Il règle la composition de la Cour suprême des **États-Unis d'Europe** ses attributions et son domaine de compétence.

Il acte que le Président n'a pas le droit de faire grâce à titre individuel pour des délits et des crimes commis contre des lois des **États-Unis d'Europe** et sanctionnés par les cours et tribunaux des **États-Unis d'Europe**.

Dispositif

Le Président est garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire. Il est assisté par le Conseil de la magistrature.

Les magistrats du siège sont inamovibles.

En matière de justice pénale, nul ne peut être détenu arbitrairement, ni condamné à la peine de mort. L'exécution des peines, particulièrement des peines privatives de liberté, respecte les droits humains. La détention est organisée de manière à protéger la société, en mettant hors d'état de nuire les condamnés qui constituent un danger. Elle a aussi pour objectif de contribuer à la réinsertion sociale des condamnés, notamment par le développement de leurs aptitudes et de leur employabilité. La publicité des jugements et des audiences est garantie, sauf en cas de menace à l'ordre public.

L'indépendance du ministère public dans l'exercice des recherches et des poursuites individuelles est assurée, tous les juges disposent d'une immunité en matière pénale qui ne peut être levée que par une décision du Conseil de la magistrature. En cas de flagrant délit, le juge peut être arrêté, mais le Conseil de la magistrature se réunissant d'urgence dans les deux jours décide ou non de la levée de l'immunité.

Le pouvoir judiciaire des **États-Unis d'Europe** est compétent en matière de services publics, y compris les forces armées. Des cours et tribunaux connaissent des crimes et délits en rapport avec la sécurité et la défense des **États-Unis d'Europe**.

La Cour suprême des **États-Unis d'Europe** se compose de la Cour constitutionnelle, de la Cour de cassation et du Conseil d'État des **États-Unis d'Europe**. **La Cour suprême juge de la violation de la Constitution ou de la législation des États-Unis d'Europe par un membre de l'exécutif ou du Président.**

La Cour constitutionnelle juge de la compatibilité avec la constitution et la loi fondamentale des lois des **États-Unis d'Europe**, de celles États **fédérés** et de celles des régions.

Le Conseil d'État connaît de la compatibilité des actes des pouvoirs exécutifs des **États-Unis d'Europe**, des États **fédérés**

et des régions au regard de la constitution, de la loi fondamentale et des lois des **États-Unis d'Europe**.

La Cour de cassation des États-Unis d'Europe ne juge pas du fond des affaires ; elle ne réexamine pas les faits qui sont à l'origine du litige. Sa mission consiste à vérifier que les tribunaux et cours d'appel de l'ordre judiciaire ont correctement appliqué la loi.

Le contrôle de la conformité des lois des États **fédérés** et des régions au regard de la constitution, de la loi fondamentale et des lois de l'État concerné, appartient aux juridictions des États **fédérés**.

La Cour constitutionnelle connaît des violations, par les autorités des **États-Unis d'Europe** ou par les États **fédérés**, de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950, ainsi que de ses Protocoles additionnels. Elle annule toute loi des **États-Unis d'Europe**, des États **fédérés** ou des régions, ainsi que toute décision des gouvernements des **États-Unis d'Europe**, des États **fédérés** ou des régions qui violeraient ces normes.

Elle est compétente en cas de violation des prérogatives et immunités diplomatiques par le gouvernement des **États-Unis d'Europe** ou ceux des États **fédérés**, ou ceux des régions. Elle est compétente dans les domaines du droit civil, pénal, public, y compris le droit militaire, rentrant dans la compétence des **États-Unis d'Europe**.

Elle **contrôle** le respect des dispositions constitutionnelles et légales en lien avec les forces armées, ce qui comporte notamment le contrôle de la conformité des lois des **États-Unis d'Europe** et des arrêtés du gouvernement des **États-Unis d'Europe** avec la présente constitution et la loi fondamentale, ainsi que le contrôle du respect des droits du Parlement en cette matière par le pouvoir exécutif.

La loi fondamentale définit les crimes et infractions fédéraux ainsi que les peines qui y sont applicables, la procédure pénale fédérale et l'amnistie; elle fixe le droit des personnes physiques et morales, ainsi que des institutions, d'agir devant la Cour

suprême ; elle fixe les attributions **de la Cour constitutionnelle, de la Cour de cassation et du Conseil d'État des États-Unis d'Europe** ; elle fixe le statut administratif et pécuniaire des magistrats des **États-Unis d'Europe** ; elle peut créer d'autres juridictions ; elle organise le Conseil de la magistrature. Elle organise les cours et les tribunaux fédéraux qui connaissent du contentieux disciplinaire et des recours des personnes liées aux **États-Unis d'Europe** par un rapport de service et de fidélité de droit public et les cours et tribunaux connaissent des crimes et délits en rapport avec la sécurité et la défense des **États-Unis d'Europe**.

ARTICLE 8. LES RELATIONS INTERNATIONALES

Exposé des motifs

Les **États-Unis d'Europe** appliquent le principe de subsidiarité, pratiquent une approche globale et respectent les principes et objectifs énoncés à l'article 21 TUE, ainsi que ceux de la charte des Nations unies et du droit international dans leurs relations avec les États étrangers et les organisations internationales.

Dispositif

Les **États-Unis d'Europe** conduisent les relations avec les États étrangers et les organisations internationales, en pratiquant une approche globale et en respectant les principes et objectifs suivants : la démocratie, l'État de droit, l'universalité et l'indivisibilité des droits de l'homme et des libertés fondamentales, le respect de la dignité humaine, l'égalité, la solidarité, ceux de la Charte des Nations unies et du droit international, ainsi que la loi fondamentale.

8.1. LES AFFAIRES ETRANGERES

Exposé des motifs

La sécurité des **États-Unis d'Europe** dépend de bonnes relations avec notre voisinage, grâce à des capacités européennes de sécurité et de défense crédibles et respectées.

Comme en toutes matières au sein des **États-Unis d'Europe**, le principe de subsidiarité régit la répartition des pouvoirs dans le

domaine de la politique étrangère. Le Président, le premier ministre et le ministre des Affaires étrangères des **États-Unis d'Europe** veillent à la cohérence des relations internationales des **États-Unis d'Europe**, des États fédérés et de leurs régions avec les États et régions étrangers, ainsi qu'avec les organisations internationales. **Un État fédéré ou une région ne peut mener une politique étrangère en contradiction avec celle des États-Unis d'Europe.**

Dispositif

Le Président des **États-Unis d'Europe** détermine, en respectant le principe de subsidiarité, la politique étrangère des **États-Unis d'Europe** dans tous leurs domaines de compétence. Les États fédérés et les régions font de même dans leurs domaines de compétence. Le premier ministre et le ministre des Affaires étrangères des **États-Unis d'Europe** veillent, conformément à la loi fondamentale, à la cohérence des relations internationales des **États-Unis d'Europe**, des États fédérés et de leurs régions avec les États et régions étrangers, ainsi qu'avec les organisations internationales. **Un État fédéré ou une région ne peut mener une politique étrangère en contradiction avec celle des États-Unis d'Europe.**

8.2. LA PROTECTION DIPLOMATIQUE A L'ETRANGER

Exposé des motifs

Les **États-Unis d'Europe** assurent la protection diplomatique à l'étranger de leurs ressortissants.

Dispositif

La loi fondamentale organise la protection diplomatique à l'étranger des personnes physiques et morales ressortissant des **États-Unis d'Europe**.

8.3. LE COMMERCE EXTERIEUR

Exposé des motifs

L'Union européenne a la compétence exclusive sur le commerce extérieur de ses États membres.

Dispositif

Le commerce extérieur de ses États membres est de la compétence exclusive de l'Union européenne.

8.4. LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

Exposé des motifs

La politique de coopération au développement et d'aide humanitaire des **États-Unis d'Europe** est conforme à leurs valeurs.

Dispositif

La loi fondamentale organise la coopération au développement et l'aide humanitaire. Celle-ci vise à contribuer, par des mesures de prévention ou de secours, à la sauvegarde de la vie humaine lorsqu'elle est menacée, ainsi qu'au soulagement des souffrances ; elle est notamment destinée aux populations victimes d'une catastrophe naturelle ou provoquée par l'homme.

8.5. LES MIGRANTS, LES REFUGIES ET LES DEMANDEURS D'ASILE

Exposé des motifs

L'accueil des réfugiés et des demandeurs d'asile, ainsi que la politique d'immigration des **États-Unis d'Europe** sont conformes à leurs valeurs.

Dispositif

La loi fondamentale fixe, conformément aux principes humanitaires, l'accueil des réfugiés et des demandeurs d'asile, ainsi que la politique d'immigration.

ARTICLE 9. LA SECURITE ET LA DEFENSE

Exposé des motifs

L'art de la guerre, de Sun Tzu à de Gaulle, en passant par Thucydide, Jomini, Clausewitz, Mahan et **Svetchine**, mais aussi la guerre totale et la guerre révolutionnaire, l'approche globale de M. Solana, **la guerre hybride de Poutine**, la lutte contre le terrorisme islamiste, ont montré le caractère artificiel de la distinction entre la sécurité intérieure et la sécurité

extérieure de l'État, devenue classique depuis les traités de Westphalie de 1648. Le présent article maintient néanmoins cette distinction, parce que les différents aspects du maintien ou de la restauration de la sécurité et de la paix ressortissent de métiers et de moyens différents.

9.1. LA SECURITE INTERIEURE

Exposé des motifs

La compétence du maintien de l'ordre est répartie entre les **États-Unis d'Europe**, les États **fédérés** et les régions, conformément au principe de subsidiarité.

Afin de garantir la sécurité, les **États-Unis d'Europe** collectent **et traitent** des données et des informations nécessaires à la prévention et la poursuite des crimes et délits.

Dispositif

Les services qui participent au maintien de l'ordre au sens large comportent notamment les forces de police des **États-Unis d'Europe**, celles des États **fédérés**, celles des régions et celles des autorités locales. Les forces de police agissent principalement à l'intérieur des **États-Unis d'Europe**, contre la criminalité et autres menaces internes, dont le terrorisme.

Les États **fédérés** sont chargés du maintien de l'ordre intérieur, mais les **États-Unis d'Europe** peuvent intervenir en cas de menace contre l'ordre constitutionnel dans un État **fédéré**, en cas de menace qui vise les **États-Unis d'Europe** eux-mêmes, ou bien plusieurs États **fédérés** ou encore qui nécessite la mise en œuvre de moyens techniques ou humains qui dépassent les capacités des États **fédérés** concernés.

Les **États-Unis d'Europe** veillent à la sécurité personnelle, économique, environnementale, alimentaire, physique, politique, communautaire et dans le cyberspace. À cette fin, les **États-Unis d'Europe** collectent **et traitent**, conformément à la loi fondamentale, des données et des informations nécessaires à la prévention et la poursuite des crimes et délits.

9.2. LA DEFENSE

Exposé des motifs

« Il arrive que les nations acceptent de respecter le droit, mais il ne suffit pas de le dire pour l'imposer. Quelque direction que prenne le monde, il ne se passera pas des armes. Sans désavouer aucune espérance, où voit-on que les passions et les intérêts d'où sortent les conflits armés taisent leurs exigences, que quelqu'un renonce de bon gré à ce qu'il désire, et que les hommes, enfin, cessent d'être des hommes ? »⁵⁴⁹

Les **États-Unis d'Europe** veillent à leur sécurité extérieure, parce que les menaces ne cesseront pas de renaître. **Les armées des États-Unis d'Europe n'amenuisent pas la souveraineté des États fédérés, elles la renforcent en comblant leurs lacunes capacitaires. Elles sortent l'Europe du statut de protectorat. Elles font des États-Unis d'Europe une puissance apte à mieux contribuer au rayonnement de notre civilisation et de nos valeurs, à la défense de nos intérêts essentiels, au maintien de la paix et de la liberté, au rétablissement de notre autonomie, de notre indépendance et de notre souveraineté.**

Les **États-Unis d'Europe sont fondés par des États membres** de l'OTAN et de l'UE. Les activités militaires européennes, envisagées dans le cadre des missions de Petersberg, sont complémentaires à celles de l'OTAN : les **États-Unis d'Europe**, comme l'UE, ont vocation à intervenir lorsque l'OTAN ne le peut ou ne le veut pas. Les **États-Unis d'Europe** répondent d'emblée à l'exigence des trois D (non-duplication, non-découplage, non-discrimination) formulée par Madeleine Albright en 1998.

Les **États-Unis d'Europe** disposent de l'ensemble des fonctions régaliennes. Ils peuvent financer, recruter, former et, après avoir constaté (en cas de légitime défense) ou rendu (dans le cadre d'une alliance) légitime l'usage de la force, employer **leurs armées**. Ils assument les risques, la responsabilité politique, juridique et économique d'éventuelles pertes humaines et matérielles, ainsi que des dommages collatéraux à

⁵⁴⁹ Charles de Gaulle, *Le Fil de l'épée*, Paris, (Berger-Levrault, 1932), Plon, 1973, avant-propos, p. 10.

leur action. Ils rendent compte devant l'opinion publique de l'échec ou du succès des opérations.

Les **forces armées des États-Unis d'Europe**, comme celles des États **fédérés**, travaille de manière intégrée au sein de l'OTAN. **Elles utilisent des procédures communes, possèdent des moyens interopérables de télécommunication et savent opérer en commun.** La question de la langue ne pose pas de problème : l'anglais s'est peu à peu imposé dans les opérations multinationales comme la principale langue de travail. Le **Benelux** ne dispose que d'une amirauté, d'écoles et de chaînes logistiques navales communes ; sa défense aérienne est seulement coordonnée, tandis que les **États-Unis d'Europe** permettent une intégration complète de l'effort de défense, garante d'une meilleure efficacité.

Le présent article fixe les missions des forces armées des **États-Unis d'Europe**, au sein de ceux-ci ou en opérations extérieures. Il précise les devoirs des États **fédérés** en matière de défense.

Dispositif

Les forces armées des **États-Unis d'Europe** assurent, avec les forces armées des États **fédérés**, la défense des **États-Unis d'Europe** contre des menaces extérieures. Elles contribuent à la garde des frontières et des côtes. Elles contribuent au rayonnement de notre civilisation et de nos valeurs, au succès de la politique étrangère des **États-Unis d'Europe** particulièrement à la prévention des conflits armés, ainsi qu'au maintien et au rétablissement de la paix. En temps de crise ou en état de défense, le gouvernement des **États-Unis d'Europe** assure la coordination de la défense militaire et de la défense civile.

Pour soutenir ou pour protéger une action humanitaire, pour lutter contre le terrorisme, pour maintenir ou rétablir la paix, des éléments des forces armées des **États-Unis d'Europe** peuvent être envoyés à l'étranger par le Président des **États-Unis d'Europe**.

Les États **fédérés** ne portent pas atteinte à la compétence des **États-Unis d'Europe** en matière de défense, mais leur facilitent

la tâche, notamment en cas d'implantation d'installations militaires sur leur territoire.

Les forces armées des États-Unis d'Europe s'engagent en temps de paix comme en temps de guerre à respecter et à faire respecter le droit international humanitaire. Toute violation du droit international humanitaire par les forces de défense des États-Unis d'Europe dans le cadre d'une opération extérieure ou intérieure sera poursuivie par les tribunaux compétents ; aucune forme d'amnistie ou de grâce ne peuvent être accordées pour des membres des forces de défense des États-Unis d'Europe pour des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité, tels que définis par les quatre conventions de Genève relatives au droit des conflits armés.

La loi fondamentale fixe les missions supplémentaires et complémentaires de l'armée ; elle détermine dans quelles circonstances les forces armées peuvent et doivent agir sur le territoire des **États-Unis d'Europe** ; elle fixe en termes généraux seulement, pour préserver le secret militaire, l'organisation du ministère de la Défense des **États-Unis d'Europe** et de leurs forces armées, dont elle détermine les missions.

Elle autorise la Défense des **États-Unis d'Europe** à posséder et le ministre de la Défense des **États-Unis d'Europe** à acquérir, à construire et à gérer les infrastructures nécessaires à son département.

Elle organise la coopération entre les forces armées et les autres services de sécurité ; elle autorise l'intervention des **forces armées des États-Unis d'Europe** en soutien à d'autres services des **États-Unis d'Europe** aux États **fédérés** et aux régions en situation de crise interne ; elle fixe les règles relatives à l'état de guerre, à la situation de crise grave, de tension ou de défense et à la sûreté des forces armées des **États-Unis d'Europe** ; elle fixe les dérogations possibles dans ces cas aux règles ordinaires, notamment en matière législative, judiciaire ou de sécurité intérieure et extérieure ; elle organise l'intervention **des forces armées** en cas de catastrophe particulièrement grave, d'origine naturelle ou causée par l'homme.

Elle organise un service national, militaire ou civil auquel sont éventuellement astreints tous les citoyens.

Dans le cadre des conventions internationales applicables, elle règle les questions juridiques, financières, logistiques et administratives découlant de l'envoi temporaire de militaires des **États-Unis d'Europe** à l'étranger ou du séjour temporaire de militaires étrangers dans les **États-Unis d'Europe**, notamment quant à la responsabilité en cas de dommage, sans déroger aux droits des citoyens des **États-Unis d'Europe**.

Elle attribue la compétence en matière de poursuite d'infractions pénales ou disciplinaires.

Elle règle l'importation et l'exportation de matériel et de biens d'équipement militaires, ainsi que de consommables, notamment de vivres, de médicaments, de matériel de santé, de combustibles et de carburants.

9.3. LA BASE INDUSTRIELLE ET TECHNOLOGIQUE, LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE DE DEFENSE

Exposé des motifs

Le présent article fixe les attributions du ministre de la Défense des **États-Unis d'Europe** en matière de fabrication, de transport et de vente d'armements, ainsi qu'en matière de développement de la base industrielle et technologique de défense européenne, en particulier de ses capacités technologiques et industrielles ; à cette fin, il le charge de la protection des intérêts essentiels de sécurité des **États-Unis d'Europe** dans le cadre en cas d'importation ou d'exportation d'équipement militaire.

Dispositif

Le ministre de la Défense des **États-Unis d'Europe** autorise la fabrication, le transport et la vente d'armements, dans les **États-Unis d'Europe** et à l'exportation, notamment dans le cadre de contrats d'État à État avec des pays alliés. Il conforte la base industrielle et technologique de défense européenne, afin que celle-ci permette aux **États-Unis d'Europe** de se déterminer de façon autonome, garantisse le niveau technologique des

armements des **États-Unis d'Europe** et renforce la crédibilité de leurs forces armées. Il veille à rendre l'industrie européenne de défense apte à effectuer les activités techniques nécessaires à la Défense des **États-Unis d'Europe** et des États **fédérés**. Il facilite l'accès de la base industrielle et technologique de défense européenne au financement de ses activités, de sa recherche, de ses investissements. Il encourage et coordonne les efforts des États **fédérés** en matière de recherche scientifique et technologique de défense, pour maintenir et accroître les capacités technologiques et industrielles européennes. Il assure le retour industriel et technologique en cas d'importation de systèmes d'armes en tenant compte des intérêts essentiels de sécurité des **États-Unis d'Europe**.

ARTICLE 10. LES AFFAIRES INTERIEURES, ECONOMIQUES, SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

10.1. LES AFFAIRES INTERIEURES, LA DEFENSE CIVILE

Exposé des motifs

En matière de défense civile le gouvernement des **États-Unis d'Europe** coordonne l'action des États **fédérés**, il fournit des conseils et une aide financière.

Dispositif

La défense civile est du ressort des États **fédérés**. En cas de besoin, le gouvernement des **États-Unis d'Europe** coordonne les mesures prises ou à prendre, il fournit des conseils et une aide financière. En temps de crise ou en état de défense, le gouvernement des **États-Unis d'Europe** assure en outre la coordination de la défense militaire et de la défense civile.

10.2. LES AFFAIRES ECONOMIQUES

Exposé des motifs

Presque partout en Europe, pendant les 30 dernières années, les services publics furent réduits à la portion congrue, l'industrie démantelée, les frontières ouvertes sans guère de contrôle, en particulier vers la Chine. Des ports ou des aéroports, des réseaux d'adduction d'eau, de gaz, d'électricité, sont devenus sa

propriété. Une trop grande part de la fabrication des produits pharmaceutiques et du matériel médical, et même de biens nécessaires à la sécurité et à la défense, lui a été confiée, sans garanties d'un approvisionnement suffisant, en quantité comme en qualité, **et en temps opportun**.

La pandémie Covid-19 a mis au jour certains des résultats les plus catastrophiques de cette politique, dans le domaine de la santé. Presque partout en Europe, des équipements protecteurs, des respirateurs, des médicaments ont manqué. Il y a eu pénurie de réactifs pour tester les soignants, les personnes qui présentent des symptômes interpellants, puis l'ensemble de la population. Or, il faut séparer les malades des gens indemnes, surtout ceux à risques, pour éviter la contagion, mais aussi pour identifier les personnes guéries, immunisées, pour que celles-ci renforcent les services qui luttent contre la maladie, ou prennent en charge la relance des services publics et de l'activité économique. Tous ces produits sont devenus rares et chers : la Chine a fait payer la crise qu'elle a déclenchée. En outre, leur qualité n'est garantie que sur le papier. L'autonomie stratégique de l'Europe devra commencer par la sécurité de nos sources d'approvisionnement.

Le constat a aussi été fait du manque de lits dans les services d'urgence et de soins intensifs de certaines régions. C'est pourquoi les **États-Unis d'Europe** redistribuent les ressources économiques entre les États **fédérés**, pour assurer la solidarité, l'équité et l'inclusion. Ils garantissent la sécurité d'approvisionnement et encouragent l'économie circulaire et le commerce équitable.

Sur l'exemple de la constitution suisse, le présent article permet de sanctionner l'abus de pouvoir économique.

Dispositif

Les matières économiques, l'agriculture, le commerce et les transports sont de la compétence de l'Union européenne et des États **fédérés**.

Dans le respect du principe de subsidiarité et dans le cadre de l'économie sociale de marché, les **États-Unis d'Europe** redistribuent les ressources économiques entre les États **fédérés**, pour améliorer leurs standards sociaux, en se fondant

sur la solidarité, l'équité et l'inclusion ; ils encouragent l'économie circulaire et le commerce équitable.

La loi fondamentale fixe les règles concernant le régime de la propriété, des droits réels et des obligations civiles et commerciales. Elle fixe les règles concernant la création de catégories d'établissements publics, les nationalisations d'entreprises et les transferts de propriété d'entreprises du secteur public au secteur privé.

La loi des **États-Unis d'Europe** sanctionne l'abus de pouvoir économique. Tout bien, toute entreprise, dont l'exploitation a ou acquiert les caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait, devient la propriété de la collectivité, selon les règles de transfert de propriété fixées par la loi fondamentale.

10.2. LES AFFAIRES SOCIALES

Exposé des motifs

Le présent article impose aux **États-Unis d'Europe** de veiller à l'harmonisation des droits sociaux, afin d'assurer aux citoyens des **États-Unis d'Europe** et aux résidents un revenu minimal et une assurance maladie, **tout en évitant le dumping social**.

Dispositif

Les **États-Unis d'Europe** veillent à l'harmonisation des droits sociaux. Les citoyens des **États-Unis d'Europe** et les résidents permanents ont droit à un revenu minimal et à une assurance maladie. Les **États-Unis d'Europe** veillent à donner aux citoyens et aux résidents permanents l'accès aux traitements médicaux, à la sécurité et à la protection sociale, ainsi que l'accès à un logement décent.

La loi fondamentale organise le développement durable du bien-être de la population, par l'expansion de l'économie et de l'emploi, par plus de justice sociale et d'égalité des chances.

10.3. LE DROIT DU TRAVAIL, LA SECURITE, LA MOBILITE ET LA CONCERTATION SOCIALES

Exposé des motifs

Le droit du travail, la sécurité sociale, la mobilité sociale et la concertation sociales concrétisent les valeurs des **États-Unis d'Europe**.

Dispositif

La loi fondamentale fixe les règles concernant le droit du travail, la sécurité sociale, la mobilité sociale et la concertation sociale.

10.4. LA PRESERVATION DE L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTE PUBLIQUE

Exposé des motifs

L'UE est incapable jusqu'à présent de répondre à cette préoccupation des citoyens européens : préserver efficacement l'environnement et la santé publique, car elle manque de pouvoirs et de ressources. Elle ne peut que formuler des intentions. Seule une Europe fédérale, unie, démocratique et souveraine, pourrait mobiliser les ressources nécessaires à la reconversion de l'économie et de la société, à sa protection contre les pandémies. Cela nécessite des investissements dans la recherche scientifique et technologique, dans l'industrie, dans le logement, dans les hôpitaux, etc. Seule une Europe fédérale aurait la crédibilité voulue pour convaincre le monde de s'engager dans le sauvetage de la planète et de l'humanité, pour vaincre la résistance des grandes puissances actuellement réticentes.

Une politique européenne relative au changement climatique pourrait jouer le même rôle que celui de la Communauté du charbon et de l'acier : contribuer à l'élimination progressive des combustibles fossiles, notamment en mettant fin aux subventions accordées à cette industrie, en fixant des normes de réduction des émissions et en instaurant une taxe sur le carbone. Il faut aussi soutenir les investissements publics et privés dans les énergies renouvelables, les emplois verts et la santé publique, notamment par la création d'une Banque européenne pour le climat ou d'un Fonds européen de soutien à la transition écologique en Europe.

Dispositif

Les **États-Unis d'Europe** s'inscrivent dans une démarche internationale volontariste en vue de la protection du milieu naturel et de l'humanité. La loi fondamentale fixe les règles concernant la préservation de l'environnement et de la santé publique.

ARTICLE 11. LES FINANCES PUBLIQUES ET LE BUDGET

Exposé des motifs

À défaut d'une Union politique, la zone € n'a pu être confortée, avant la fondation des **États-Unis d'Europe**, par une politique budgétaire, une fiscalité propre, une capacité d'emprunt, permettant notamment de soutenir la croissance et l'€, de financer la transition écologique, de développer la justice sociale et d'améliorer l'efficacité des dépenses de sécurité et de défense.

Un transfert majeur, vers les **États-Unis d'Europe**, de compétences en matière de défense et des considérables dépenses correspondantes, soulagerait substantiellement les États fédérés : **leurs budgets de défense sont passés de 1 % en 2014 à 2 % du PIB en 2025 et ils pourraient aller jusqu'à 3,5 % du PIB en 2035, avec en plus 1,5 % du PIB pour les dépenses de sécurité.**

Le budget de la défense européenne permettrait, comme aux États-Unis d'Amérique, de soutenir les régions les moins favorisées, de réduire les écarts de compétitivité et de chômage entre elles, entre autres par le recrutement et la formation de militaires. Il stimulerait l'innovation, la croissance économique et le plein-emploi, par une recherche scientifique et technologique duale mieux coordonnée et ciblée, par exemple vers les technologies de la communication et de l'information, mais aussi par l'amélioration des infrastructures de transport transeuropéennes de troupes et de matériel militaire.

Pour pouvoir remplir les tâches qui leur sont confiées, les **États-Unis d'Europe** établissent et perçoivent, ou font percevoir par les États fédérés, des impôts, prélevés de façon proportionnelle

à la consommation, à la pollution, aux revenus et aux patrimoines.

Le paiement de l'impôt et la contribution aux charges publiques constituent un devoir, conformément à un régime juste et équitable. La lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent ainsi que la fraude fiscale et sociale sont des priorités des États-Unis d'Europe.

Les impôts portent prioritairement sur les émissions de gaz à effet de serre, en particulier dans le domaine du transport, sur les transactions boursières et sur les multinationales du secteur de l'information, des télécommunications et de l'informatique. **L'impôt sur la fortune tient compte de l'écart des richesses entre chaque État fédéré où sont établis les particuliers, la taxation sera proportionnelle et progressive, elle peut aussi bien porter sur les revenus que sur le capital.** Les droits de douane sont de la compétence de l'Union européenne.

Lorsque les circonstances le justifient, les **États-Unis d'Europe** se dotent des ressources extraordinaires nécessaires, notamment par l'emprunt.

Dispositif

Les ressources des **États-Unis d'Europe** proviennent des recettes propres, qui comprennent les impôts, emprunts et produits divers ; des contributions versées par les États **fédérés** en fonction de leur produit intérieur brut, afin d'établir une solidarité entre eux ; du versement, par les États **fédérés**, d'un pourcentage de la TVA, et d'un impôt sur la fortune.

Les **États-Unis d'Europe** peuvent **louer, acquérir**, posséder et **céder** des biens mobiliers et immobiliers, ceci ne limitant pas le droit des États **fédérés** de faire de même.

Les comptes des administrations publiques des **États-Unis d'Europe** sont réguliers et sincères. Ils donnent une image fidèle du résultat de leur gestion, de leur patrimoine et de leur situation financière.

Les **États-Unis d'Europe** et les États **fédérés** coordonnent leur politique fiscale, préalablement à l'établissement d'un nouvel impôt. La législation fiscale des **États-Unis d'Europe** ne peut

établir aucune discrimination entre les citoyens des différents États **fédérés**.

Le ministre des Finances des **États-Unis d'Europe** est responsable de la fiscalité, du service de la dette et du budget. Il peut charger les États **fédérés** et leurs administrations fiscales de lever les taxes et de percevoir les impôts votés par le législateur des **États-Unis d'Europe**.

Les lois de financement de la sécurité sociale déterminent les conditions générales de son équilibre financier et, compte tenu des prévisions de recettes, fixent les limites de dépenses.

La loi fondamentale fixe les règles concernant l'assiette, le taux et les modalités de recouvrement des impositions de toute nature, ainsi que les règles relatives aux investissements, aux subsides et aux comptes patrimoniaux. Elle fixe les principes budgétaires à respecter, ainsi que les règles relatives à l'exécution et au contrôle du budget. Elle met en place un contrôle administratif et budgétaire au sein des administrations des **États-Unis d'Europe**. **Elle fixe également la procédure législative à suivre pour le vote du budget.**

11.1. LA COUR DES COMPTES DES ÉTATS-UNIS D'EUROPE

Exposé des motifs

La Cour des Comptes assiste le Parlement pour le contrôle de l'action du gouvernement. Par ses rapports publics, elle contribue à l'information des citoyens, des parlementaires, des sénateurs et des membres de la fonction publique.

Dispositif

La Cour des Comptes vérifie les comptes des administrations **des États-Unis d'Europe, suit l'exécution** du budget, des lois de finances et des lois de financement de la sécurité sociale. Elle évalue les politiques publiques.

La loi fondamentale fixe la composition, l'organisation et les attributions de la Cour des Comptes.

11.2. MESURES FINANCIERES TRANSITOIRES

Exposé des motifs

Pour permettre la mise en place d'une administration, d'une diplomatie et d'une défense embryonnaires au cours de la décennie qui suit la fondation des **États-Unis d'Europe**, une loi annuelle des **États-Unis d'Europe** impose le transfert par les États **fédérés** d'une partie de l'impôt sur le revenu et de la TVA, ainsi qu'une contribution fixe, à verser par chaque État **fédéré**. La somme de ce transfert et de cette contribution tend pour chaque État **fédéré** à égaler 2 % du PIB. Au cours de cette période décennale, les **États-Unis d'Europe** peuvent en outre se financer par des impôts directs et indirects et par l'emprunt.

Dispositif

Au cours des dix années suivant la fondation des **États-Unis d'Europe**, la loi des **États-Unis d'Europe** impose annuellement le transfert par les États **fédérés** d'une partie, qu'elle détermine, de l'impôt sur le revenu et de la TVA, ainsi qu'une contribution fixe, à verser par chaque État **fédéré**.

ARTICLE 12. ENTREE EN VIGUEUR, MODIFICATION DE LA CONSTITUTION ET DE LA LOI FONDAMENTALE

Exposé des motifs

Le présent article règle l'entrée en vigueur de la constitution et de la loi fondamentale, ainsi que les règles relatives à leur modification.

Dispositif

La constitution entre en vigueur dès qu'elle est ratifiée par deux États **fédérés**.

L'initiative d'un amendement à la Constitution appartient concurremment au Président, sur proposition du premier ministre, aux députés, aux sénateurs et au peuple des **États-Unis d'Europe**. Le projet gouvernemental ou la proposition d'amendement, ou l'amendement approuvé par votation, est discuté et éventuellement modifié au Parlement et au Sénat, puis voté à la majorité des deux tiers dans chaque assemblée. Le texte fait la navette entre les deux assemblées jusqu'à ce

qu'il soit adopté par les deux assemblées en termes identiques. Le Président des **États-Unis d'Europe** le soumet à un référendum, qui statue à la majorité simple des votes valables, émis par l'ensemble des citoyens européens et non État par État **fédéré**.

Aucune procédure d'amendement de la constitution ne peut être engagée ou poursuivie lorsqu'il est porté atteinte à l'intégrité du territoire.

La forme républicaine et **démocratique** du gouvernement des **États-Unis d'Europe** ne peut être modifiée. **Le caractère civil de l'État, la primauté du droit et le respect de l'État de droit, ne peuvent être amendés.**

La loi fondamentale complète la constitution, elle est adoptée et modifiée aux deux tiers des voix exprimées dans le Parlement et dans le Sénat.

6. LA LOI FONDAMENTALE DES ÉTATS-UNIS D'EUROPE

La volonté de rédiger une constitution brève, pour qu'elle soit accessible à tout citoyen, impose le renvoi de nombreuses dispositions qui ne peuvent pas, vu leur importance, figurer dans une simple loi, vers une loi fondamentale.⁵⁵⁰

Figurent ci-après quelques exemples de dispositions qui devraient figurer dans la loi fondamentale des **États-Unis d'Europe**.

ARTICLE 1^{ER}. LES DISPOSITIONS FONDAMENTALES

1.4. L'ADHESION DE NOUVEAUX ÉTATS

La loi fondamentale précise les conditions d'adhésion de nouveaux États et aux partenariats que les **États-Unis d'Europe**, leurs États **fédérés** et les régions peuvent nouer avec les pays proches géographiquement, culturellement ou économiquement.

Dispositif

Sont considérés comme États européens, dans le cadre de la constitution et de la présente loi fondamentale : L'Åland, l'Albanie, l'Allemagne, Andorre, l'Arménie, l'Autriche, la Belgique, la Biélorussie, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, Chypre, la Croatie, le Danemark, y compris les îles Féroé et le Groenland, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Géorgie, Gibraltar, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Kosovo, le Liechtenstein, la Lituanie, la Lettonie, le Luxembourg, la Macédoine du Nord, Malte, la Moldavie, Monaco, le Monténégro, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République tchèque, la Roumanie, le Royaume-Uni, Saint Marin, la Serbie, la Slovaquie, la Slovénie, la Suède, la Suisse, l'Ukraine et le Vatican.

Le gouvernement juge si la candidature est recevable selon les critères d'adhésion définis par la constitution et la loi fondamentale. L'exécutif de l'État candidat négocie avec le

⁵⁵⁰ Pour une meilleure compréhension, l'extrait du texte de chaque article de la constitution figure en tête de chapitre en caractère normal, le texte de la loi fondamentale suit en *caractère italique*.

gouvernement des **États-Unis d'Europe** les termes d'un accord d'adhésion ; celui-ci règle notamment les modalités de participation et de représentation de cet État. Le Parlement et le Sénat statuent sur cette requête d'adhésion à la majorité des deux tiers des voix, après avoir entendu le rapport du gouvernement des **États-Unis d'Europe** sur ladite requête.

ARTICLE 3. SOUVERAINETE, SUBSIDIARITE ET REPARTITION DES COMPETENCES

La loi fondamentale répartit les compétences et fixe le système d'arbitrage des conflits au sein des **États-Unis d'Europe**, ainsi que les sanctions nécessaires au maintien de l'unité des **États-Unis d'Europe**.

Dispositif⁵⁵¹

Les États-Unis d'Europe ont la compétence législative exclusive⁵⁵² dans :

1. *Les affaires étrangères, la défense, y compris la protection civile, la police des douanes et celle des frontières ;*
2. ***La citoyenneté ;***
3. *La liberté de circulation et d'établissement, le régime des passeports et cartes d'identité, les déclarations de domicile, l'immigration, l'émigration et l'extradition ;*
4. *La monnaie papier, métallique et virtuelle, les poids et mesures ainsi que la définition légale du temps ;*
5. *Les douanes, le commerce, le transport routier et par voie ferrée, la navigation maritime, fluviale, aérienne, spatiale et dans le cyberspace, la libre circulation des biens, les échanges commerciaux et monétaires internationaux, les postes et télécommunications ;*
9. *La concurrence et la protection de la propriété industrielle, droits d'auteur et droits d'édition ;*
- 9a. ***La prévention des dangers du terrorisme international au moyen de l'Office de police criminelle des États-Unis d'Europe, en coopération avec EUROPOL, ainsi que la***

⁵⁵¹ Ces dispositions s'inspirent des articles 70 à 74 de la *Grundgesetz*.

⁵⁵² En tenant compte des compétences transférées par les États membres à l'Union européenne, à l'Union économique et monétaire, au Mécanisme européen de solidarité et à la Banque centrale européenne.

répression internationale de la criminalité lorsqu'il y a danger menaçant plusieurs États fédérés, que la compétence d'une autorité de police de l'État fédéré n'apparaît pas clairement ou qu'une autorité administrative suprême de l'État membre demande la prise en charge par l'État fédéral ;

*10. La coopération entre les **États-Unis d'Europe** et les États fédérés :*

a) en matière de police criminelle,

*b) pour protéger l'ordre constitutionnel libéral et démocratique, l'existence et la sécurité des **États-Unis***

*d'**Europe** ou d'un État fédéré ou d'une région, et*
*c) pour protéger contre des menées sur le territoire des **États-Unis d'Europe** qui, par l'emploi de la force ou des préparatifs en ce sens, mettent en danger les intérêts extérieurs des **États-Unis d'Europe** ;*

*11. Les statistiques à finalité des **États-Unis d'Europe** ;*

12. La législation relative aux armes et aux explosifs, à la production et à l'utilisation de l'énergie nucléaire, à la construction et à l'exploitation d'installations servant à ces fins, à la protection contre les dangers occasionnés par la libération d'énergie nucléaire ou par des radiations ionisantes et à l'élimination des substances radioactives.

18. L'enseignement supérieur, la recherche scientifique et la lutte contre les maladies ;

19. Les mesures contre les maladies humaines et animales constituant un danger public ou à caractère transmissible, admission aux professions médicales et paramédicales et aux activités thérapeutiques à caractère commercial, ainsi que droit de la pharmacie, des médicaments, des remèdes médicaux, des traitements thérapeutiques, des stupéfiants et produits toxiques ;

21. La navigation hauturière, le cabotage, la signalisation maritime, la navigation intérieure, le service météorologique, les voies navigables maritimes et les voies navigables intérieures servant au trafic public ;

22. La circulation routière, véhicules automobiles, construction et entretien de routes pour le trafic à grande distance, la perception et la répartition des taxes ou rémunérations pour l'utilisation de voies publiques par des véhicules ;

23. Les chemins de fer ;
24. La protection de la nature.

Les États fédérés ont une compétence législative exclusive dans :

5a. La protection du patrimoine culturel contre son transfert à l'étranger ;

6a Le transport sur des chemins de fer appartenant en totalité ou en majorité à l'État **fédéré**, construction, entretien et exploitation des voies ferrées des chemins de fer de l'État **fédéré** ainsi que perception de redevances pour l'utilisation de ces voies ferrées ;

8. Le statut des personnels au service de l'État **fédéré** et des collectivités de droit public dépendant directement de l'État **fédéré** ;

10. La coopération entre l'État **fédéré** et les régions,

a) en matière de police criminelle,

b) pour protéger l'ordre constitutionnel libéral et démocratique, l'existence et la sécurité de l'État **fédéré** ou d'une région,

c) pour protéger contre des menées sur le territoire de l'État **fédéré** qui, par l'emploi de la force ou des préparatifs en ce sens, mettent en danger les intérêts extérieurs de l'État **fédéré**, ainsi que création d'un Office de police criminelle et répression internationale de la criminalité ;

11. Les statistiques à finalité de l'État **fédéré** ;

13. Les pensions des mutilés de guerre et des familles de victimes de guerre et l'assistance aux anciens prisonniers de guerre qui sont dues par l'État **fédéré**.

Les États fédérés ont une compétence législative concurrente dans les domaines ci-dessous :

1. Le droit civil, le droit pénal, l'organisation judiciaire, la procédure judiciaire (sauf le droit de la détention provisoire), le barreau, le notariat et l'activité de conseil juridique ;

2. L'état civil ;

3. Le droit des associations ;

4. Le droit de séjour et d'établissement des étrangers ;

5. Les affaires concernant les réfugiés et expulsés ;

6. L'assistance sociale (sauf le droit des hospices) ;

7. Les dommages de guerre et réparations ;
10. Les sépultures de guerre et sépultures des autres victimes de la guerre et victimes de la tyrannie ;
11. Le droit économique (mines, industrie, économie de l'énergie, artisanat, professions industrielles et commerciales, banque et bourse, assurances de droit privé), sauf le droit des horaires de fermeture des magasins, de la restauration, des maisons de jeu, des spectacles de personnes, des foires, des expositions et des marchés ;
12. Le droit du travail, y compris les relations au sein de l'entreprise, la protection des travailleurs et le placement, ainsi que sécurité sociale, y compris l'assurance-chômage ;
13. La réglementation des allocations de formation et promotion de la recherche scientifique ;
14. Le droit de l'expropriation en tant qu'il s'applique aux compétences des **États-Unis d'Europe** aux compétences concurrentes ;
15. Le placement du sol, des ressources naturelles et des moyens de production, sous un régime de propriété collective ou d'autres formes **de** gestion collective ;
16. La prévention des abus de puissance économique ;
17. La promotion de la production agricole et forestière (sauf le droit du remembrement), sécurité du ravitaillement, importation et exportation de produits agricoles et forestiers, pêche hauturière et pêche côtière, et protection des côtes ;
18. Les mutations des biens fonciers urbains, le droit relatif à l'occupation des sols (sauf le droit des redevances de viabilisation), le droit des allocations de logement, et le droit des primes à la construction ;
- 19a. Le financement des hôpitaux et tarification des soins hospitaliers ;
20. Le droit des produits alimentaires y compris des animaux servant à leur obtention, droit des produits d'agrément, des produits d'usage courant, des aliments pour animaux, ainsi que protection des semences et plants agricoles et forestiers lors de leur mise en circulation, protection des plantes contre les maladies et les parasites, ainsi que protection des animaux ;
24. Le traitement des déchets, maintien de la pureté de l'air, lutte contre le bruit (sauf bruit d'origine comportementale) ;

25. La responsabilité de la puissance publique ;
26. La procréation humaine médicalement assistée, relevé et manipulation des informations génétiques ainsi que règles relatives à la transplantation d'organes, de tissus et de cellule ;
27. Les droits et obligations statutaires des fonctionnaires des régions, cantons ou Länder, communes et autres collectivités publiques, ainsi que des juges dans les régions, cantons et Länder, à l'exception des carrières, traitements et pensions ;
28. La chasse ;
29. La protection de la nature et la conservation des sites au sein de la région, **canton ou Land** ;
30. La répartition des terres ;
31. L'aménagement du territoire ;
32. Le régime des eaux ;
33. L'admission aux établissements d'enseignement supérieur.

La compétence législative concurrente de la région

- (1) Dans le domaine de la compétence législative concurrente de l'État **fédéré**, les régions ont le pouvoir de légiférer aussi longtemps et pour autant que l'État **fédéré** n'a pas fait par une loi usage de sa compétence législative.
- (2) L'État **fédéré** a le droit de légiférer, lorsque et pour autant que la réalisation de conditions de vie équivalentes sur le territoire de l'État **fédéré** ou la sauvegarde de l'unité juridique ou économique dans l'intérêt de l'ensemble des **États-Unis d'Europe** ne rendent pas nécessaire une réglementation législative fédérale, dans les domaines du droit civil, du droit pénal, de l'organisation judiciaire, de la procédure judiciaire (sauf le droit de la détention provisoire), de l'organisation du barreau, du notariat et du conseil juridique, de l'état civil, du droit des associations, du droit du travail, y compris les relations au sein de l'entreprise, la protection des travailleurs et le placement, ainsi que la sécurité sociale, y compris l'assurance-chômage ; de la réglementation des allocations de formation et de la promotion de la recherche, des mesures contre les maladies humaines et animales constituant un danger public ou à caractère transmissible, de l'admission aux professions médicales et paramédicales et aux activités thérapeutiques à caractère commercial, ainsi que du droit de la pharmacie, des médicaments, des remèdes médicaux, des traitements thérapeutiques, des stupéfiants et des produits toxiques, du financement

des hôpitaux et de la tarification des soins hospitaliers, du droit des produits alimentaires y compris des animaux servant à leur obtention, du droit des produits d'agrément, des produits d'usage courant, des aliments pour animaux, ainsi que de la protection des semences et plants agricoles et forestiers lors de leur mise en circulation, de la protection des plantes contre les maladies et les parasites, ainsi que la protection des animaux, de la circulation routière, des véhicules automobiles, de la construction et de l'entretien de routes pour le trafic à grande distance, ainsi que de la perception et de la répartition des taxes ou rémunérations pour l'utilisation de voies publiques par des véhicules, de la responsabilité de la puissance publique ; de la procréation humaine médicalement assistée, de la collecte et de la manipulation des informations génétiques ainsi que règles relatives à la transplantation d'organes, de tissus et de cellules.

*(3) Lorsque l'État **fédéré** a fait usage de sa compétence de législation, les régions peuvent adopter des dispositions législatives qui s'en écartent en matière de :*

- *chasse ;*
- *protection de la nature et conservation des sites (sauf les principes généraux du droit de la protection de la nature, le droit de la protection des espèces ou celui des espaces naturels marins) ;*
- *répartition des terres ;*
- *aménagement du territoire ;*
- *régime des eaux (sauf les règles relatives aux substances et aux installations) ;*
- *admission aux établissements d'enseignement supérieur et exigences pour obtenir son diplôme dans ces établissements.*

*(4) Un État **fédéré** peut décider qu'une de ses lois n'est plus nécessaire et peut être remplacée par du droit régional.*

ARTICLE 4. LE CONTRAT SOCIAL

4.1. LA CITOYENNETE, LES DROITS ET LES DEVOIRS

La loi fondamentale fixe :

- les droits des citoyens des **États-Unis d'Europe**, notamment politiques, individuels et de protection diplomatique à

l'étranger, ainsi que leurs devoirs, notamment fiscal, ainsi que le service national éventuel, civil ou militaire ;

- **le cadre légal général dans lequel s'exerce le droit d'association ;**

- le statut et les compétences de médiateur du Défenseur des droits des **États-Unis d'Europe**.

Dispositif

*Tout citoyen est obligé de rendre aux **États-Unis d'Europe**, à l'État fédéré, à la région, ainsi qu'à la commune dans lesquels il réside, des services personnels et de contribuer aux charges publiques, dans la mesure fixée par leur législation respective.*

*Le Défenseur des droits veille au respect des droits et libertés par les administrations des **États-Unis d'Europe**, des États fédérés, des régions, les collectivités territoriales, les établissements publics, ainsi que par tout organisme investi d'une mission de service public, ou à l'égard duquel la loi fondamentale lui attribue des compétences.*

Il peut être saisi, dans les conditions prévues par la loi, par toute personne s'estimant lésée par le fonctionnement d'un service public ou d'un organisme visé ci-avant. Il peut se saisir d'office.

La loi définit les attributions et les modalités d'intervention du Défenseur des droits. Elle détermine les conditions dans lesquelles il peut être assisté par un collège pour l'exercice de certaines de ses attributions.

*Le Défenseur des droits est nommé par le Président des **États-Unis d'Europe** pour un mandat de cinq ans, non renouvelable. Ses fonctions sont incompatibles avec celles de membre du gouvernement, du Parlement ou du Sénat des **États-Unis d'Europe**. Les autres incompatibilités sont fixées par la loi.*

*Le Défenseur des droits rend annuellement compte de son activité au Président, au Parlement et au Sénat des **États-Unis d'Europe**.*

4.3. L'EMPLOI DES LANGUES

La loi fondamentale fixe l'emploi des langues en matière administrative, en justice, pour les soins de santé, dans la diplomatie et à l'armée.

Dispositif

*Les langues officielles de l'UE ainsi que le russe sont utilisées pour les relations avec les citoyens des **États-Unis d'Europe**, notamment pour la publication de la législation et des autres éléments essentiels d'information. Les **États-Unis d'Europe** utilisent en outre l'ukrainien, le géorgien, l'arménien, le turc et l'arabe pour communiquer avec leur voisinage.*

4.4. LA CITOYENNETE ET LA NATURALISATION

La loi fondamentale fixe les conditions de la naturalisation.

Dispositif

*La **citoyenneté des États-Unis d'Europe** acquise par naissance et celle acquise par naturalisation ont le même effet. La **citoyenneté des États-Unis d'Europe** peut se perdre, en vertu de la loi des **États-Unis d'Europe**.*

*Lors de la formation des **États-Unis d'Europe**, tout citoyen d'un État **fédéré** fondateur acquiert la **citoyenneté des États-Unis d'Europe**. Il en ira de même lors des adhésions ultérieures.*

ARTICLE 5. LE POUVOIR EXECUTIF

5.1. LE PRESIDENT

Le Président est élu pour sept ans au suffrage universel direct en deux tours de scrutin parmi les citoyens des **États-Unis d'Europe** éligibles, selon les règles fixées par la loi fondamentale.

La loi fondamentale précise et complète les règles constitutionnelles relatives au Président, notamment par les mesures à prendre en cas de décès, de démission ou d'empêchement du président d'exercer ses fonctions.

Dispositif

Le Président est élu à la majorité absolue des suffrages exprimés. Si celle-ci n'est pas obtenue au premier tour de

scrutin, il est procédé, le quatorzième jour suivant, à un second tour auquel seuls peuvent se présenter les deux candidats ayant recueilli le plus grand nombre de suffrages au premier tour. Le scrutin est ouvert sur convocation du gouvernement. L'élection du Président a lieu vingt jours au moins et trente-cinq jours au plus avant l'expiration des pouvoirs du Président en exercice.

En cas de vacance de la présidence pour quelque cause que ce soit, ou d'empêchement constaté par le gouvernement statuant à la majorité absolue de ses membres, les fonctions du Président, à l'exception de l'organisation d'un referendum et de la dissolution du Parlement, sont provisoirement exercées par le gouvernement. En cas de vacance, ou lorsque l'empêchement est déclaré définitif par le gouvernement, le scrutin pour l'élection du nouveau Président a lieu, sauf cas de force majeure, vingt jours au moins et trente-cinq jours au plus après l'ouverture de la vacance ou la déclaration du caractère définitif de l'empêchement.

Si, dans les sept jours précédant la date limite du dépôt des présentations de candidatures, une des personnes ayant, moins de trente jours avant cette date, annoncé publiquement sa décision d'être candidate décède ou se trouve empêchée, le gouvernement peut décider de reporter l'élection. Si, avant le premier tour, un des candidats décède ou se trouve empêché, le gouvernement prononce le report de l'élection. En cas de décès ou d'empêchement de l'un des deux candidats les plus favorisés au premier tour, le gouvernement déclare qu'il doit être procédé de nouveau à l'ensemble des opérations électorales. Il en va de même en cas de décès ou d'empêchement de l'un des deux candidats restés en présence en vue du second tour. S'il faut reporter l'élection à une date postérieure à l'expiration des pouvoirs du Président en exercice, celui-ci demeure en fonction jusqu'à la proclamation du successeur.

Nul ne peut exercer plus de deux mandats présidentiels consécutifs.

Nul ne peut se présenter aux élections présidentielles s'il n'a demandé et obtenu une habilitation de sécurité du plus haut niveau.

*Le Président est indépendant des États **fédérés** ; il n'exerce aucune autre activité, rémunérée ou non.*

*Le Président préside le gouvernement ; il assure, par son arbitrage, le bon fonctionnement des pouvoirs publics ainsi que la continuité des **États-Unis d'Europe**. Il signe seul les actes relatifs à la nomination et à la révocation du Premier ministre, à l'organisation d'un référendum, à la dissolution du Parlement, à la préservation de l'indépendance des **États-Unis d'Europe**, de l'intégrité de leur territoire ou à l'exécution de leurs engagements internationaux, à la saisine de la Cour suprême, à la nomination des membres de la Cour suprême, ainsi que les messages au Parlement et au Sénat.*

Le Président et le premier ministre nomment et révoquent les ministres ; ils signent conjointement les actes délibérés en conseil des ministres. Le Président, le premier ministre et le ou les ministre(s) responsable(s) signent les actes non délibérés en conseil des ministres.

Le Président promulgue les lois dans les quinze jours qui suivent la transmission au gouvernement de la loi définitivement adoptée. Il peut, avant l'expiration de ce délai, demander au Parlement une nouvelle délibération de la loi ou de certains de ses articles. Cette nouvelle délibération ne peut être refusée.

Comme chef de l'administration, le Président veille à l'exécution des lois.

Le Président communique avec le Parlement et le Sénat par des messages qu'il fait lire et qui ne donnent lieu à aucun débat, ou en prenant la parole devant le Parlement et le Sénat réunis à cet effet, même hors session. Sa déclaration ne donne lieu ni à un débat, ni à un vote.

Il négocie les traités et il les ratifie, après avoir obtenu l'accord des deux tiers des députés et des sénateurs. Il est informé par le ministre des Affaires étrangères de toute négociation tendant à la conclusion d'un accord international non soumis à ratification. Il nomme les consuls, les ministres plénipotentiaires et, avec l'accord du Sénat, les ambassadeurs. Il accrédite les ambassadeurs et les envoyés extraordinaires

auprès des puissances étrangères ; les ambassadeurs et les envoyés extraordinaires étrangers sont accrédités auprès de lui. Il demande à un État étranger le rappel d'un représentant devenu persona non grata. Il demande aux États étrangers l'admission des consuls nommés pour y exercer leurs fonctions. Il admet et il révoque les consuls étrangers.

Les décisions du Président en matière de défense sont prises soit en conseil de défense, qui se tient une ou deux fois par an et porte sur les lois de programmation militaire, fixe les orientations générales et les prévisions budgétaires quinquennales et décide les réformes de la structure des armées ; soit en Conseil restreint de défense et de sécurité, qui, hebdomadairement, a pour objet les opérations envisagées ou en cours, des questions thématiques ou des questions d'actualité. Ces conseils sont présidés par le chef de l'État. Ils rassemblent le premier ministre, les ministres concernés, les responsables du renseignement et le chef d'état-major des armées.

*Le Président nomme et révoque aux emplois civils et militaires déterminés par la loi des **États-Unis d'Europe**. Pour les officiers généraux, les hauts fonctionnaires, les hauts magistrats, son choix est soumis à l'approbation du Sénat. Les fonctions subalternes sont attribuées au mérite par le gouvernement.*

Il informe le Parlement dans les 48 heures du lancement d'une opération militaire, mais le Parlement ne se prononce pas sur son opportunité. Si l'opération se poursuit au-delà de 4 mois, le Parlement vote ou refuse sa prolongation. Le ministre de la Défense informe régulièrement les commissions de la Défense des deux assemblées. Ces commissions ont un pouvoir d'investigation dans tous les domaines, y compris le renseignement.

*Avec l'autorisation du Parlement, il peut engager les troupes des **États-Unis d'Europe** à l'étranger. Si les **États-Unis d'Europe** sont attaqués ou sont sous la menace imminente d'une attaque, il peut engager seul les troupes, mais il doit en informer le Parlement dans les 48 heures. Si l'engagement des*

troupes armées dure plus de 60 jours, l'autorisation formelle du Parlement est nécessaire.

*En temps de guerre, il commande les forces armées des États **fédérés** et il peut, en cas de besoin, ordonner au ministre de la Défense de réquisitionner ou de prendre le contrôle de toute entreprise produisant directement ou indirectement du matériel essentiel à l'effort de défense. Il mobilise les forces armées, il leur donne l'ordre de combattre et il autorise la signature de l'armistice.*

*En cas de tensions graves au sein d'un État **fédéré** ou entre deux ou plusieurs États **fédérés**, il peut intervenir pour y maintenir l'ordre et prendre le commandement des forces armées de cet État **fédéré** ou des États **fédérés** concernés.*

Le Président peut soumettre au référendum tout projet de loi portant sur l'organisation des pouvoirs publics, sur des réformes relatives à la politique économique, sociale ou environnementale et aux services publics qui y concourent, ou tendant à autoriser la ratification d'un traité qui, sans être contraire à la constitution, aurait des incidences sur le fonctionnement des institutions. Si le référendum n'est pas adopté, aucune nouvelle proposition de référendum portant sur le même sujet ne peut être présentée avant l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date du scrutin.

Le Président peut prononcer la dissolution du Parlement. Les élections générales ont lieu vingt jours au moins et quarante jours au plus après la dissolution. Le Parlement se réunit de plein droit le deuxième jeudi qui suit son élection. Si cette réunion a lieu en dehors de la période prévue pour la session ordinaire, une session est ouverte de droit pour une durée de quinze jours. Il ne peut être procédé à une nouvelle dissolution dans l'année qui suit ces élections.

ARTICLE 6. LE POUVOIR LEGISLATIF

La loi fondamentale précise les droits et devoirs des parlementaires et des sénateurs ; elle détermine les commissions parlementaires et sénatoriales, leurs attributions et les droits des groupes constitués au sein des deux assemblées ;

elle fixe les règles de présentation des projets et propositions de loi devant le Parlement ou le Sénat des **États-Unis d'Europe**.

Dispositif

Le président du Parlement et celui du Sénat sont élus pour la durée de la législature. Les séances plénières des deux assemblées sont publiques. Le compte rendu intégral des débats est publié au Journal officiel. Le Parlement et le Sénat ainsi que leurs commissions peuvent siéger en comité secret à la demande du premier ministre ou d'un dixième des membres.

Les projets de loi sont délibérés en Conseil des ministres après avis du Conseil d'État, puis déposés sur le bureau de l'une des deux assemblées.

Les commissions recueillent les éléments d'information pertinents pour effectuer leurs missions de contrôle et d'évaluation.

Dans les conditions prévues par la loi, le président d'une assemblée peut soumettre pour avis au Conseil d'État, avant son examen en commission, une proposition de loi déposée par l'un des membres de cette assemblée.

La discussion des projets et des propositions de loi porte, en séance plénière, en première lecture, sur le texte adopté par la commission compétente, et en seconde lecture sur le texte transmis par l'autre assemblée.

Les membres du Parlement, du Sénat et du gouvernement ont le droit d'amendement. Ce droit s'exerce en séance plénière ou en commission selon les conditions fixées par les règlements des assemblées.

Le gouvernement peut s'opposer à l'examen de tout amendement qui n'a pas été soumis à la commission compétente.

Tout projet ou proposition de loi est examiné successivement dans les deux assemblées.

Le Parlement et le Sénat peuvent voter des résolutions. Sont irrecevables et ne peuvent être inscrites à l'ordre du jour les propositions de résolution dont le gouvernement estime qu'elle

serait de nature à mettre en cause sa responsabilité ou qu'elles contiennent des injonctions à son égard.

*Les commissions parlementaires ont le pouvoir d'enquêter sur le pouvoir exécutif et ses agents, ainsi que sur les activités de tout organe des **États-Unis d'Europe**. La personne entendue en commission témoigne sous serment et en public ; elle doit répondre à toutes les questions sous peine d'être accusée d'outrage au pouvoir législatif et d'encourir une peine d'amende de 10.000 € **au plus** et d'un an de prison **au plus**.*

Aucun député ou sénateur ne peut être poursuivi, recherché, arrêté, détenu ou jugé à l'occasion des opinions ou votes émis par lui dans l'exercice de ses fonctions. Aucun député ou sénateur ne peut faire l'objet, en matière criminelle ou correctionnelle, d'une arrestation ou de toute autre mesure privative ou restrictive de liberté qu'avec l'autorisation du bureau de l'assemblée dont il fait partie. Cette autorisation n'est pas requise en cas de crime ou de flagrant délit ou de condamnation définitive. La détention, les mesures privatives ou restrictives de liberté ou la poursuite d'un député ou sénateur sont suspendues pour la durée de la session si l'assemblée dont il fait partie le requiert. Celle-ci se réunit de plein droit pour permettre de statuer sur une telle requête.

*Le Parlement et le Sénat ainsi que les députés, les sénateurs et leurs familles sont protégés et les commissions sont assistées par un service de police⁵⁵³ qui dispose d'une juridiction exclusive dans les bâtiments du Parlement et du Sénat et qui peut intervenir et investiguer sur l'ensemble du territoire des **États-Unis d'Europe**.*

6.1. LE PARLEMENT

⁵⁵³ La US Capitele Police comprend 1.700 personnes ; elle est chargée de la protection des bâtiments du Parlement et du Sénat américains, des membres et des officiers du pouvoir législatif et de leur famille. Elle dispose d'une juridiction exclusive dans le périmètre du Capitole mais peut également intervenir sur l'ensemble du territoire américain : ses officiers disposent du pouvoir d'investigation d'actes criminels comme les autres agences fédérales de police.

La loi fondamentale organise l'élection du Parlement au suffrage universel direct, par **un scrutin uninominal majoritaire à un tour et, dans le cadre d'élections à circonscriptions transnationales, un scrutin plurinominal proportionnel, avec un seuil électoral de 5 %**. Elle contient les dispositions nécessaires à l'équilibre du budget des dépenses courantes. Elle dote les **États-Unis d'Europe** de ressources propres.

Dispositif

*Le Parlement est composé de citoyens des **États-Unis d'Europe**, éligibles, âgés d'au moins 25 ans et élus tous les cinq ans au suffrage universel direct, obligatoire et secret, à raison d'un député **par région et par million d'habitants (de 1 à 1.000.000 : un député, etc.)** sur base du dernier recensement. Le Parlement est doté des prérogatives d'une chambre populaire : lever l'impôt, voter le budget, fixer le contingent de l'armée, prendre des initiatives législatives. **Les députés au Parlement des États-Unis d'Europe** ne peuvent pas appartenir au pouvoir exécutif, législatif ou judiciaire d'un **fédéré**, ou être membre du pouvoir exécutif ou judiciaire ou du Sénat des **États-Unis d'Europe**.*

*Le Parlement se réunit de plein droit en une session ordinaire qui commence le premier jour ouvrable d'octobre et prend fin le dernier jour ouvrable de juin. Il organise librement ses séances, à la majorité de ses membres, mais le Premier ministre peut décider **de** la tenue de jours supplémentaires de séance. Les jours et les horaires des séances sont déterminés par le règlement de l'assemblée.*

Le Parlement est réuni en session extraordinaire à la demande du Premier ministre ou de la majorité des parlementaires, sur un ordre du jour déterminé. Lorsque la session extraordinaire est tenue à la demande des parlementaires, le décret de clôture intervient dès que le Parlement a épuisé l'ordre du jour pour lequel il a été convoqué et au plus tard douze jours à compter de sa réunion. Le premier ministre peut seul demander une nouvelle session avant l'expiration du mois qui suit le décret de clôture. Hors les cas dans lesquels le Parlement se réunit de

*plein droit, les sessions extraordinaires sont ouvertes et closes par décret du Président des **États-Unis d'Europe**.*

*Les projets de lois portant le budget des recettes, des dépenses et des investissements, ainsi que les projets de lois fixant le contingent des forces armées des **États-Unis d'Europe** sont déposés par le gouvernement au Parlement, qui les discute, les amende éventuellement et les vote puis les transmet au Sénat, qui les discute, les amende éventuellement et les vote. Si le Sénat modifie un texte, il est soumis à une deuxième lecture du Parlement, qui a le dernier mot.*

6.2. LE SENAT

La loi fondamentale fixe le nombre de sénateurs par État **fédéré**.

Dispositif

Il y a 3 possibilités :

- *Chaque État **fédéré** est représenté au Sénat par son chef d'État ou de gouvernement, ou par son mandataire, ministre ou ambassadeur représentant permanent auprès des **États-Unis d'Europe** (cf. le Conseil européen).*
- *Chaque État **fédéré** est représenté au Sénat par un homme et une femme (cf. le Sénat américain + égalité des **sexes**).*
- *La loi fondamentale fixe le nombre de sénateurs élu par chaque État **fédéré** proportionnellement au nombre de ses citoyennes et citoyens (cf. la Grundgesetz).*

6.3. LA VOTATION ET LA PETITION

La loi fondamentale fixe les règles relatives à la votation et aux pétitions.

Dispositif

*Si un quart des États **fédérés** et 2 % des citoyens et citoyennes ayant le droit de vote le demandent, sont soumis au vote du peuple, des régions et des États **fédérés** dans les 100 jours à compter de la publication officielle de l'acte, qui peut être : une loi des **États-Unis d'Europe**, un arrêté du gouvernement des **États-Unis d'Europe**, ou un traité international, qui doit être d'une durée indéterminée, ne soit pas dénonçable, prévoit l'adhésion à une organisation internationale et entraîne une*

*modification de la législation des **États-Unis d'Europe**. L'acte soumis au vote est accepté lorsque la majorité des votants, la majorité des régions et la majorité des **États fédérés** les approuvent.*

Les pétitions sont examinées par la commission des pétitions du Parlement, qui statue sur leur recevabilité et est chargée de leur traitement.

6.5. LES ORGANES CONSULTATIFS

La loi fondamentale fixe les attributions, la composition et les règles de fonctionnement du Conseil des régions ainsi que du Conseil économique, social et environnemental ; elle peut rendre certains de leurs avis contraignants.

Dispositif

Le Conseil économique, social et environnemental donne au gouvernement, au Parlement et au Sénat des avis sur les projets de loi, d'ordonnance ou de décret, ainsi que sur les propositions de lois, qui lui sont soumis. Un membre de ce Conseil peut être désigné par celui-ci pour exposer un avis du Conseil devant le Parlement ou le Sénat, ou l'une de leurs commissions. Le Conseil peut être saisi par voie de pétition dans les conditions fixées par la loi fondamentale. Après examen de la pétition, il fait connaître au gouvernement, au Parlement et au Sénat les suites qu'il propose d'y donner.

ARTICLE 7. LE POUVOIR JUDICIAIRE

La loi fondamentale fixe le droit des personnes physiques et morales, ainsi que des institutions, d'agir devant la Cour suprême ; elle fixe le statut administratif et pécuniaire des magistrats des **États-Unis d'Europe** ; elle peut créer d'autres juridictions ; elle organise le Conseil de la magistrature. Elle organise les cours et les tribunaux fédéraux qui connaissent du contentieux disciplinaire et des recours des personnes liées aux **États-Unis d'Europe** par un rapport de service et de fidélité de droit public et les cours et tribunaux connaissent des crimes et délits en rapport avec la sécurité et la défense des **États-Unis d'Europe**.

Dispositif

Le Conseil de la magistrature comprend une section compétente à l'égard des magistrats du siège et une section compétente à l'égard des magistrats du parquet.

La section compétente à l'égard des magistrats du siège est présidée par le premier président de la Cour de cassation. Elle comprend, en outre, cinq magistrats du siège et un magistrat du parquet, un conseiller d'État désigné par le Conseil d'État, un avocat ainsi que six personnalités qualifiées qui n'appartiennent ni au Parlement, ni à l'ordre judiciaire, ni à l'ordre administratif. Le Président, le président du Parlement et le président du Sénat désignent chacun deux personnalités qualifiées. Cette section fait des propositions pour les nominations des magistrats du siège à la Cour de cassation, pour celles de premier président de Cour d'appel et pour celles de président de Tribunal de première instance. Les autres magistrats du siège sont nommés sur son avis conforme du Sénat. Cette section statue comme conseil de discipline des magistrats du siège. Elle comprend alors, outre les membres précités, le magistrat du siège appartenant à la section compétente à l'égard des magistrats du parquet.

La section compétente à l'égard des magistrats du parquet est présidée par le procureur général près la Cour de cassation. Elle comprend, en outre, cinq magistrats du parquet et un magistrat du siège, ainsi que le conseiller d'État, l'avocat et les six personnalités qualifiées membres de la section compétente à l'égard des magistrats du siège. Elle donne son avis sur les nominations qui concernent les magistrats du parquet. Elle donne son avis sur les sanctions disciplinaires qui les concernent. Elle comprend alors, outre les membres précités, le magistrat du parquet appartenant à la section compétente à l'égard des magistrats du siège.

Le Conseil de la magistrature se réunit en session plénière pour répondre aux demandes d'avis formulées par le Président ou le ministre de la Justice, sur le fonctionnement de la justice, ou pour se prononcer sur les questions relatives à la déontologie des magistrats. La session plénière est présidée par le premier président de la Cour de cassation. Son suppléant est le procureur général près cette cour.

*Le Conseil supérieur de la magistrature peut être saisi par un justiciable dans les conditions fixées par la loi des **États-Unis d'Europe**.*

ARTICLE 8. LES RELATIONS INTERNATIONALES

Les **États-Unis d'Europe** conduisent les relations avec les États étrangers et les organisations internationales en appliquant le principe de subsidiarité, en pratiquant une approche globale et en respectant les principes et objectifs suivants : la démocratie, l'État de droit, l'universalité et l'indivisibilité des droits de l'homme et des libertés fondamentales, le respect de la dignité humaine, l'égalité, la solidarité, ceux de la Charte des Nations unies et du droit international, ainsi que la loi fondamentale.

Dispositif

*Les **États-Unis d'Europe** favorisent une gouvernance mondiale juste et pacifique, qui veille au maintien de la liberté de navigation dans les eaux internationales, dans l'espace et dans le cyberspace, ainsi qu'à la conservation durable des ressources naturelles. La loi des **États-Unis d'Europe** fixe les priorités dans les relations internationales des **États-Unis d'Europe**. Les **États-Unis d'Europe** et leurs États **fédérés** font partie de l'Alliance atlantique, de l'Union européenne, de la zone Schengen, de l'Union monétaire européenne et du Mécanisme européen de stabilité.*

8.1. LES AFFAIRES ETRANGERES

Le Président des **États-Unis d'Europe** détermine, en respectant le principe de subsidiarité, la politique étrangère des **États-Unis d'Europe**, dans tous leurs domaines de compétence. Les États membres et les régions font de même dans leurs domaines de compétence. Le premier ministre et le ministre des Affaires étrangères des **États-Unis d'Europe** veillent, conformément à la loi fondamentale, à la cohérence des relations internationales des **États-Unis d'Europe**, de leurs États **fédérés** et de leurs

régions avec les États, régions, cantons ou *Länder* étrangers, ainsi qu'avec les organisations internationales.⁵⁵⁴

Dispositif

*Les relations avec des pays tiers ou des organisations internationales, concernant les compétences transférées aux **États-Unis d'Europe**, sont du ressort de ceux-ci. Les **États-Unis d'Europe** se substituent aux États fédérés au sein de l'OTAN. Les **États-Unis d'Europe** ont notamment le pouvoir de faire des traités, de déclarer la guerre, de conclure la paix, de participer à des ententes ou d'entrer dans des organisations internationales ayant des buts défensifs. Ils possèdent le droit de légation, actif et passif.*

*Les traités internationaux liant les **États-Unis d'Europe** sont négociés par le ministre des Affaires étrangères **États-Unis d'Europe**. Ils sont soumis à l'approbation du Sénat dans les mêmes conditions que les lois, puis ils sont ratifiés par le Président des **États-Unis d'Europe**.*

*Les États fédérés conservent leurs relations internationales, y compris le droit de légation, actif et passif, pour toutes les matières qui sont de leur compétence. Ils ont le droit de déléguer qualité aux **États-Unis d'Europe** pour conclure, en leur nom, des traités se rapportant à ces matières. Les États fédérés ne pourront signer ou ratifier les traités qui seraient en contradiction avec la politique générale des **États-Unis d'Europe**, si ceux-ci font connaître à l'État fédéré intéressé leur opposition motivée. Les **États-Unis d'Europe** et les États fédérés coordonnent leur participation aux organisations internationales et leurs services diplomatiques. Les traités ou parties de traités conclus entre les États fédérés et des États tiers, concernant les compétences transférées aux **États-Unis d'Europe**, restent en vigueur, conformément au droit international. Toutefois, ils ne pourront pas être renouvelés ou prolongés. Les États fédérés sont tenus de faire connaître à leurs cocontractants leur qualité de membre des **États-Unis***

⁵⁵⁴ Cette répartition des compétences en matière de relations internationales s'inspire de la constitution et de la pratique de la Suisse.

*d'Europe et de leur demander de procéder, de commun accord, à l'abrogation ou à la révision des dits traités. D'autre part, si les **États-Unis d'Europe** font un traité avec un État tiers, dans son domaine de compétence, les États **fédérés** acceptent que tous les traités concernant ces matières, conclus avec cet État, soient automatiquement abrogés.*

*La personnalité internationale des **États-Unis d'Europe**, des États **fédérés** et des régions découle de leur droit à établir ou à entretenir, dans la limite de leurs compétences, des relations avec les États étrangers et les organisations internationales, d'avoir un service diplomatique et consulaire et de recevoir des agents diplomatiques et consulaires étrangers, de conclure, de ratifier les traités, instruments diplomatiques et autres accords internationaux. Toutefois, tous les consuls sont placés sous le contrôle du gouvernement des **États-Unis d'Europe**. Aucun nouveau consulat ne pourra être érigé par les États **fédérés**. Les consuls des **États-Unis d'Europe** exercent au profit de tous les États **fédérés**. Une fois le service consulaire des **États-Unis d'Europe** à même de représenter les intérêts de tous, les consulats des États **fédérés** sont abolis graduellement.*

*Les traités de paix, les traités de commerce, les traités ou accords relatifs à l'organisation internationale, ceux qui engagent les finances publiques des **États-Unis d'Europe**, ceux qui modifient des dispositions de nature législative, ceux qui sont relatifs à l'état des personnes, ceux qui comportent cession, échange ou adjonction de territoire, ne peuvent être ratifiés ou approuvés qu'en vertu d'une loi des **États-Unis d'Europe**. Ils ne prennent effet qu'après avoir été ratifiés et approuvés.*

*Si la Cour suprême **États-Unis d'Europe**, saisie conformément à la loi fondamentale, juge qu'un projet d'engagement international comporte une clause contraire à la constitution, l'approbation ou la ratification de l'engagement international en cause ne peut intervenir, sous peine de nullité, qu'après révision de la constitution ou de ladite clause. Si un tel jugement intervient à propos d'engagement international signé, il ne peut être ratifié. Le gouvernement doit sans délai proposer la révision de la constitution. Il en va de même si un tel jugement intervient à propos d'engagement international ratifié. Dans*

tous les cas, si la révision n'est pas adoptée, le gouvernement doit sans délai soit informer les autres parties au projet de son retrait, soit dénoncer le traité.

8.5. LES MIGRANTS, LES REFUGIES ET LES DEMANDEURS D'ASILE

La loi fondamentale fixe, conformément aux principes humanitaires, l'accueil des réfugiés et des demandeurs d'asile, ainsi que la politique d'immigration.

Dispositif

*Les **États-Unis d'Europe**, les États fédérés, les régions et les communes facilitent l'intégration des demandeurs d'asile et des immigrés dans le respect du principe de subsidiarité. Les États membres peuvent réglementer le séjour et l'établissement des étrangers en fonction des circonstances locales et du respect du principe de l'égalité devant la loi des **États-Unis d'Europe**. Le gouvernement des **États-Unis d'Europe** et ceux des États fédérés peuvent renvoyer du territoire des **États-Unis d'Europe** ou de l'État fédérés concerné les étrangers qui compromettent la sûreté extérieure ou intérieure des **États-Unis d'Europe** ou de cet État fédérés.*

*Les **États-Unis d'Europe** peuvent conclure avec des États européens qui sont liés par des engagements identiques aux siens en matière d'asile et de protection des Droits de l'homme et des libertés fondamentales, des accords déterminant leurs compétences respectives pour l'examen des demandes d'asile qui leur sont présentées.*

*Toutefois, même si la demande n'entre pas dans leur compétence en vertu de ces accords, les autorités diplomatiques, administratives ou militaires des **États-Unis d'Europe** ont le droit de donner asile à tout étranger parce qu'il est en danger de mort ou de traitement inhumain ou parce qu'il est persécuté en raison de son action en faveur de la liberté.*

Le gouvernement peut suspendre ou dénoncer tout accord ou traité qui n'est pas, ou insuffisamment, appliqué par l'autre partie.

ARTICLE 9. LA SECURITE ET LA DEFENSE

9.1. LA SECURITE INTERIEURE

Les **États-Unis d'Europe** veillent à la sécurité personnelle, économique, environnementale, alimentaire, physique, politique, communautaire et dans le cyberspace. À cette fin, les **États-Unis d'Europe** collectent, **et traitent**, conformément à la loi fondamentale, des données et des informations nécessaires à la prévention et la poursuite des crimes et délits.

Dispositif

*Les États **fédérés** partagent leurs informations avec les **États-Unis d'Europe** pour assurer la prévention et la poursuite des crimes tout en respectant les valeurs des **États-Unis d'Europe** et la vie privée.*

*Les **États-Unis d'Europe** et les États **fédérés** fournissent un droit à l'oubli en ligne afin d'assurer sur demande la suppression des données après un certain temps.*

*Les **États-Unis d'Europe** se dotent d'un Service européen de renseignement et d'une Agence européenne de cyber protection. Celle-ci protège les données personnelles des personnes physiques et morales, prévient la publication de fausses informations et protège la démocratie.*

*Les **États-Unis d'Europe** se dotent d'un Service européen de Police. Il est appuyé par le Service européen de renseignement et l'Agence européenne de cyber protection.*

*Les ministres de l'Intérieur des États **fédérés** sont chargés d'appeler les conscrits au service militaire ou civil.*

9.2. LA DEFENSE

La loi fondamentale fixe les missions supplémentaires et complémentaires de l'armée ; elle détermine dans quelles circonstances les forces armées peuvent et doivent agir sur le territoire national ; elle fixe en termes généraux seulement, pour préserver le secret militaire, l'organisation du ministère de la Défense des **États-Unis d'Europe** et de leurs forces armées, dont elle détermine les missions.

Elle autorise la Défense des **États-Unis d'Europe** à posséder et le ministre de la Défense des **États-Unis d'Europe** à acquérir,

à construire et à gérer les infrastructures nécessaires à son département.

Elle organise la coopération entre les forces armées et les autres services de sécurité ; elle autorise l'intervention de l'armée des **États-Unis d'Europe** en soutien à d'autres services des **États-Unis d'Europe**, aux États *fédérés* et aux régions en situation de crise interne ; elle fixe les règles relatives à l'état de guerre, à la situation de crise grave, de tension ou de défense et à la sûreté des forces armées des **États-Unis d'Europe** ; elle fixe les dérogations possibles dans ces cas aux règles ordinaires, notamment en matière législative, judiciaire ou de sécurité intérieure et extérieure ; elle organise l'intervention **des forces armées** en cas de catastrophe particulièrement grave, d'origine naturelle ou causée par l'homme.

Elle organise un service national, militaire ou civil auquel sont éventuellement astreints tous les citoyens **et citoyennes**.

Dans le cadre des conventions internationales applicables, elle règle les questions juridiques, financières, logistiques et administratives découlant de l'envoi temporaire de militaires des **États-Unis d'Europe** à l'étranger ou du séjour temporaire de militaires étrangers dans les **États-Unis d'Europe**, notamment quant à la responsabilité en cas de dommage, sans déroger aux droits des citoyens des **États-Unis d'Europe**.

Elle attribue la compétence en matière de poursuite d'infractions pénales ou disciplinaires.

Elle règle l'importation et l'exportation de matériel et de biens d'équipement militaires, ainsi que de matériels et de consommables essentiels, notamment de vivres, de médicaments, de matériel de santé, de combustibles et de carburants.

Dispositif

La politique de défense comporte la diplomatie de défense, les aspects des affaires étrangères liés à la sécurité et à la défense, la levée des forces armées, la fixation de leur composition et de leur organisation, la définition des capacités militaires nécessaires pour faire faces aux menaces et aux défis, l'administration, le commandement, le ravitaillement et

*l'équipement des forces, la décision de leur mise en état d'alerte et en œuvre, le financement des préparatifs de défense et des opérations armées, l'acquisition des immeubles, des biens meubles, des biens consommables et des services nécessaires à la Défense. Les États **fédérés** participent à la définition de la politique de défense des **États-Unis d'Europe** par la contribution **du** Sénat à l'élaboration de la législation, au vote du budget et du contingent.*

*Les forces armées des **États-Unis d'Europe** comportent les armées de terre, de mer, de l'air, de l'espace et du cyberespace, ainsi que les gardes-frontières, les garde-côtes et la gendarmerie. Chaque armée comporte des troupes de réserve. Aux forces organisées par, et à charge des **États-Unis d'Europe**, s'ajoutent les forces armées organisées éventuellement par les États **fédérés**. Celles-ci sont à charge de l'État **fédéré** qui les organise.*

*Le ministre de la Défense des **États-Unis d'Europe** fixe l'organisation détaillée des forces armées et détermine la mission de chaque organisme ou unité, ainsi que les moyens humains et matériels qui leur sont affectés. Il acquiert ou fait construire ou aménager les infrastructures et les installations de la Défense des **États-Unis d'Europe**, qui comportent notamment des quartiers généraux, des casernes, des ports militaires, des aérodromes, des champs de tir, des arsenaux, des dépôts, des terrains d'exercice. Il recrute, administre, héberge, équipe, arme, approvisionne, forme, instruit et entraîne les militaires d'active et de réserve des **États-Unis d'Europe**. Il fixe les règles relatives à la formation, à l'équipement et à l'intervention des réservistes titulaires d'un port d'arme et spécialement entraînés pour compléter le dispositif sécuritaire qui fait face au terrorisme, pour renforcer la résilience collective en cas de crise, particulièrement en cas d'attentat et pour conforter le lien de confiance entre les **États-Unis d'Europe** et leurs citoyens. Il met en condition et en œuvre les forces armées d'active et de réserve. Il acquiert les équipements et les armements des forces armées des États **fédérés**. Il aligne les normes, les procédures, les processus de formation et autres de ces forces sur celles des **États-Unis d'Europe**. Il contrôle leur mise en condition et leur interopérabilité avec celles des*

États-Unis d'Europe ; si c'est le cas, il peut défrayer en tout ou en partie l'**État fédéré** qui organise des forces armées.

Les services publics, y compris la Défense, se prêtent mutuellement entraide par-delà les limites des attributions de chacun d'entre eux. Il peut s'agir d'une intervention dans le cadre de la lutte contre des incendies, de la mise à disposition de matériel ou d'infrastructures, de cybersécurité, de la surveillance de l'espace aérien, de l'aide dans le cadre de services de secours, du soutien aux autorités civiles confrontées à une crise migratoire, etc. L'entraide n'intervient pas de façon spontanée, mais à la demande d'un autre service. Le service qui a été sollicité est obligé de fournir l'aide sollicitée.

Le monde s'avérant, depuis 2001, de plus en plus incertain et dangereux, les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire des **États-Unis d'Europe** se préparent à toute éventualité, depuis le maintien de l'ordre renforcé jusqu'à l'état de défense. Pendant ces circonstances exceptionnelles, les cours et tribunaux contrôlent prioritairement l'action du gouvernement et des autorités militaires, afin de prononcer leurs décisions le plus rapidement possible, de préférence pendant ces circonstances exceptionnelles et non après.

Au sein des **États-Unis d'Europe** et des **États fédérés**, les forces armées peuvent être mises au service des autorités civiles afin de renforcer le maintien ou le rétablissement de l'ordre public ; elles n'interviennent dans ce cas que lorsque les forces de police ne sont plus suffisantes et lorsque l'autorité civile demande le soutien de l'armée pour, notamment, protéger des personnes et des biens ou aider la population en cas de catastrophe naturelle ou causée par l'homme ; elles apportent leur soutien aux autorités civiles lorsque celles-ci doivent faire face à une grave menace pesant sur la sécurité intérieure ou à d'autres situations d'exception.

L'état de tension vise une période de tension internationale, d'une guerre impliquant les **États-Unis d'Europe**, d'une action terroriste d'envergure, qui peut, avec une grande probabilité, mener à la promulgation de l'état de défense et qui exige des mesures visant à augmenter les capacités de défense.

L'état de crise est le danger extraordinaire, imprévu, urgent et critique engendré par un conflit armé, une catastrophe naturelle ou d'origine humaine, ou encore un risque imminent de telles circonstances, qui menace l'existence ou l'ordre constitutionnel des **États-Unis d'Europe**, d'un État fédéré ou d'une région. Pour y faire face, le gouvernement des **États-Unis d'Europe** peut faire intervenir toutes les forces disponibles, des **États-Unis d'Europe**, des États fédérés et des régions, celles de police et de sécurité en premier lieu, ainsi qu'en dernier ressort les forces armées. Il en informe sans délai le Parlement.

La déclaration d'état de tension ou d'état de crise par le Président des **États-Unis d'Europe** permet au Parlement, sur proposition du Président, de voter une législation d'urgence, qui n'est pas nécessairement fondée sur la constitution et qui n'est pas susceptible d'être soumise à votation. Cette législation n'est applicable que pendant un an.

L'état de défense est déclaré par le président lorsque les **États-Unis d'Europe** font l'objet d'une agression armée d'une certaine importance ou qu'une telle agression est imminente. La déclaration de l'état de défense permet aux forces armées d'intervenir sur **tout le territoire des États-Unis d'Europe**. Elle permet au Président et au gouvernement d'intervenir dans toutes les matières qui sont de la compétence des États fédérés ou des régions, sous le contrôle du Parlement et du pouvoir judiciaire des **États-Unis d'Europe**, pour éviter les atteintes injustifiées aux libertés individuelles, personnelles, civiles et économiques telles que la liberté de circulation, d'opinion, d'expression, de la presse et des organisations politiques et syndicales. Les libertés de commerce, d'industrie et de l'usage de la propriété peuvent être limitées, par le Président en cas d'extrême urgence, ou par le gouvernement, si la nécessité l'impose pour la défense.

Lorsque les institutions des **États-Unis d'Europe**, leur indépendance, l'intégrité de leur territoire ou l'exécution de leurs engagements internationaux sont très gravement menacés, l'état de siège peut être décrété en Conseil des ministres, pour une période de trente jours au plus. Sa prorogation au-delà de trente jours ne peut être autorisée que

par le Parlement. L'état de siège entraîne la remise aux autorités militaires de tous les pouvoirs, à l'exception de celui du Président, du pouvoir de contrôle du Parlement et du pouvoir judiciaire. En particulier, l'armée assure le maintien de l'ordre à la place de la police ou en collaboration avec celle-ci. Elle veille au contrôle des groupes subversifs, susceptibles de perturber l'exécution des missions des forces armées ou de fournir assistance à l'ennemi, et en cas de besoin, met de tels groupes hors d'état de nuire. Elle assure prioritairement sa sécurité et celle des installations de défense ou vitales. Le Parlement se réunit de plein droit dès la proclamation de l'état de siège ; il ne peut être dissout pendant l'état de siège.

Lorsque les institutions des **États-Unis d'Europe**, leur indépendance, l'intégrité de leur territoire ou l'exécution de leurs engagements internationaux sont menacés d'une manière si grave et immédiate que le fonctionnement régulier des pouvoirs publics en est interrompu, le Président proclame l'état de siège pour trente jours. Il prend seul, si nécessaire, les mesures exigées par ces circonstances, il en informe directement les citoyens européens et si possible le Parlement.

Les mesures prises au cours de l'état de siège doivent être inspirées par la volonté de rendre aux pouvoirs publics constitutionnels, dans les moindres délais, les moyens d'accomplir leur mission. Après trente jours d'état de siège, la Cour suprême des **États-Unis d'Europe** peut être saisie par le président du Parlement, le président du Sénat, un quart des députés ou un quart des sénateurs, aux fins d'examiner si les institutions des **États-Unis d'Europe**, leur indépendance, l'intégrité de leur territoire ou l'exécution de leurs engagements internationaux sont toujours menacés d'une manière grave et immédiate et si le fonctionnement régulier des pouvoirs publics constitutionnels reste interrompu. La Cour suprême se prononce dans les délais les plus brefs par un avis public. Elle procède de plein droit à cet examen et se prononce à nouveau dans les mêmes conditions au terme de soixante jours d'état de siège et à tout moment de son choix au-delà de cette durée.

Si les circonstances précitées empêchent la convocation du Parlement, le gouvernement adopte des ordonnances

*nécessaires pour assurer la sauvegarde du pays, même sans fondement constitutionnel ou l'accord du Parlement. Ces ordonnances s'appliquent si les **États-Unis d'Europe** courent un danger tellement grave qu'il serait impossible d'y faire face en respectant les procédures législatives. Dans le cas où le gouvernement ne serait plus en mesure de se réunir, la compétence d'adopter de telles ordonnances revient au Président, et à défaut, aux gouvernements des États **fédérés**. Ces ordonnances prennent fin dès que le fonctionnement normal des institutions et en particulier la procédure législative est rétablie.*

*Dès l'état de tension et au-delà, le gouvernement peut autoriser le ministre de la Défense ou son délégué à mobiliser l'économie, les entreprises et la main d'œuvre, en particulier dans la base industrielle et technologique de défense ; à utiliser ou à réquisitionner ce dont les **États-Unis d'Europe** ont besoin pour être en mesure de faire face à la situation, en ce compris des fonctionnaires d'États **fédérés** et des infrastructures de transport civiles comme les autoroutes, routes, voies ferrées, aéroports, pipe-lines, télécommunications, etc., ainsi qu'à préparer les situations d'état de crise, de tension ou de défense, notamment par la passation de marchés différés. Le gouvernement des **États-Unis d'Europe** protège l'économie de l'inflation ; il peut fixer aussi les prix et les salaires, allouer du personnel, des logements, des matières et du matériel, donner priorité aux commandes du gouvernement et diriger l'économie. Pour reconvertir l'économie après ces circonstances, il peut prendre des mesures de contrôle et d'ajustement économique et pour ce faire réquisitionner des fonctionnaires d'États **fédérés**. Toutes les mesures prises dans le cadre du présent alinéa sont contrôlées par les cours et les tribunaux.*

ARTICLE 10. LES AFFAIRES INTERIEURES, ECONOMIQUES, SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

10.3. LE DROIT DU TRAVAIL, LA SECURITE, LA MOBILITE ET LA CONCERTATION SOCIALES

La loi fondamentale fixe les règles concernant le droit du travail, la sécurité, la mobilité et la concertation sociales.

Dispositif

*Les pouvoirs publics, les associations patronales et les syndicats sont en interaction, du niveau local jusqu'aux **États-Unis d'Europe**. Ceux-ci dans le respect du principe de subsidiarité, garantissent la liberté syndicale, établissent des institutions et des procédures pour régler les conflits de travail, fixer les salaires, les horaires et autres conditions de travail, organiser l'inspection du travail, la conciliation sociale, les procédures d'arbitrage et les tribunaux du travail. Les **États-Unis d'Europe** favorisent la diffusion, la plus large possible, des informations sur les offres et les demandes d'emploi, sur la formation du personnel, sur l'orientation professionnelle. Les services du travail doivent être aussi efficaces que possible. Les assurances sociales couvrent la maladie, les accidents, la vieillesse, les descendants, l'invalidité et le chômage.*

*Les **États-Unis d'Europe** assurent le droit d'accès à des conditions de travail décentes et protègent le droit des travailleurs et des employeurs à s'organiser en unions et en syndicats transnationaux ; ils favorisent les concertations entre eux selon la méthode en usage à l'Organisation internationale du travail. Les **États-Unis d'Europe** promeuvent la mobilité sociale.*

ARTICLE 11. LES FINANCES PUBLIQUES ET LE BUDGET

La loi fondamentale fixe les règles concernant l'assiette, le taux et les modalités de recouvrement des **impôts** de toute nature, ainsi que les règles relatives aux investissements, aux subsides et aux comptes patrimoniaux. Elle fixe les principes budgétaires à respecter, elle contient les dispositions nécessaires à l'équilibre du budget des dépenses courantes, ainsi que les règles relatives à l'exécution et au contrôle du budget. Elle met en place un contrôle administratif et budgétaire au sein des administrations des **États-Unis d'Europe**.

Dispositif

*Le budget des **États-Unis d'Europe** tient compte de la politique économique des **États-Unis d'Europe**. Il doit être à l'équilibre pour les dépenses courantes.*

*Les ressources propres des **États-Unis d'Europe** comportent des recettes fiscales, que les États **fédérés** collectent pour les **États-Unis d'Europe**, et qui se calculent sur la base d'imposition commune des divers impôts des États **fédérés**, tout en évitant la double imposition.*⁵⁵⁵

Les impôts sur la consommation sont prélevés au lieu de consommation. Les impôts sur les revenus du travail et sur la pollution sont prélevés sur le lieu de production. Pour les autres revenus, ils le sont au domicile du contribuable. Les impôts sur le patrimoine immobilier sont prélevés là où se trouve l'immeuble. Les impôts sur le patrimoine mobilier sont prélevés au domicile du contribuable.

*Les **États-Unis d'Europe** peuvent octroyer des subsides pour favoriser la réalisation de leurs buts, notamment à ses États **fédérés**. Les subventions accordées par le gouvernement des **États-Unis d'Europe** aux États **fédérés** peuvent consister en des dons gratuits, en évitant les discriminations entre les divers États **fédérés**, ou en des paiements de services rendus.*

Pour l'examen du budget, le président du Parlement des États-Unis d'Europe peut organiser des « votes par principe », afin de regrouper plusieurs amendements similaires sur un même article, afin de créer un vote unique permettant l'adoption ou le rejet de tous les amendements similaires et individuels en une seule disposition. En première lecture, en séance plénière, les amendements doivent être déposés par un groupe d'au moins 15 députés ou par un groupe de 5 députés portant la signature du porte-parole d'un groupe politique existant au Parlement, ou par un groupe parlementaire. En deuxième lecture, les amendements ne peuvent être déposés que par un groupe d'au moins 40 députés, ou par un groupe parlementaire.

⁵⁵⁵ Éviter la double imposition ne doit pas conduire à une centralisation excessive des pouvoirs, ce qui serait l'antithèse du principe fédéral. Pour éviter le *dumping* fiscal (les États fédérés baissent le taux d'imposition afin d'attirer les contribuables fortunés), le Congrès américain a établi en 1926 une taxation des droits de succession avec un taux plus élevé que ceux des États fédérés, les droits perçus par ceux-ci étant déduits de la taxe fédérale.

Aucun privilège ou exemptions ne peuvent être établis en matière d'impôt sans avoir été précédemment décidé par une loi des États-Unis d'Europe. Le Parlement adopte et amende les projets de loi de finance et de règlement budgétaire, ces textes autorisent les recettes, les dépenses et l'endettement de l'État fédéral, ainsi que les procédures à suivre en matière d'examen des textes budgétaire, conformément aux dispositions suivantes.

Les impôts établis au profit de l'État fédéral sont votés annuellement par le Parlement des États-Unis d'Europe. Les règles qui les établissent n'ont de force que pour un an si elles ne sont renouvelées. L'année comptable et l'année budgétaire correspondent à l'année civile.

Afin d'assurer la bonne information et la transparence lors du vote et de faciliter le suivi budgétaire et le contrôle, le principe de spécialité est observé : il consiste à n'autoriser une dépense qu'en l'affectant à un service ou plusieurs services, en particulier, et dans un but précisément défini. Les membres du gouvernement fédéral ne peuvent pas engager ou liquider, en faveur de leurs services, des dépenses au-delà des crédits ouverts par le budget ou la loi, ou au-delà des autorisations accordées par le Conseil des ministres, même en cas de situation d'urgence.

En vue de garantir la transparence et la lisibilité en matière budgétaire, tous les revenus et toutes les dépenses seront inscrits dans un seul et même document budgétaire. Toutefois, le gouvernement fédéral présentera son budget au Parlement dans deux documents distincts : le budget des voies et moyens et le budget général des dépenses.

Le budget décrit, pour la durée de l'exercice, l'ensemble des dépenses et des recettes, sans que celles-ci soient mises en relations via un système de compensation ou de subordination.

En vue d'affermir l'obligation de transparence et de bonne gestion des deniers publics, le principe de sincérité est observé par l'administration et l'exécutif en fournissant une information pertinente et actuelle sur l'état des finances

publiques et en procurant des prévisions raisonnables sur la pérennité de celle-ci. La dissimulation, la rétention des données et informations concernant le budget, l'habillage budgétaire, la communication sélective, dans le cadre des discussions en matières budgétaires sont autant de potentielles violations de la Constitution, qui peuvent entraîner la mise en responsabilité, voire la destitution d'un membre du gouvernement ou l'engagement de la responsabilité de l'administration compétente.

Des dérogations à ces principes généraux peuvent être organisées au travers d'une loi des États-Unis d'Europe, laquelle sera obligatoirement conditionnée à l'émission d'un avis par la Cour des comptes et à l'examen de celle-ci par la Cour Constitutionnelle, dans les 30 jours avant sa publication.

Procédure budgétaire

L'administration fédérale fournit une présentation précise, correcte et lisible de l'état des finances publiques, qui permet au gouvernement de produire un texte budgétaire traduisant des orientations politiques et mobilisant les moyens nécessaires pour y parvenir.

Chaque ministère fédéral communique, au plus tard le 1^{er} septembre, au Parlement ses orientations budgétaires et ses lignes de conduite. Le gouvernement communique, au plus tard le 3 septembre, l'exposé général du budget afin d'informer les parlementaires de l'état des finances publiques et des orientations générales du futur budget. Tous ces documents doivent refléter l'orientation budgétaire du gouvernement et respecter le principe de sincérité.

L'examen du budget commence au plus tard le 10 septembre en commission des Finances et du budget. Le projet de loi est communiqué au Parlement des États-Unis d'Europe au plus tard le 10 octobre. Le projet de loi peut être amendé en commission comme en séance plénière.

À compter du début de l'examen des textes budgétaires en séance plénière, les députés peuvent déposer leurs amendements dans un délai de 20 jours. Le Parlement dispose de 40 jours à compter de l'examen en séance plénière pour

statuer sur les différents textes budgétaires. Ce délai peut être prorogé par le Parlement par un vote à la majorité absolue, ou par le gouvernement.

Si le texte est adopté, celui-ci est transféré au Sénat, lequel ne peut examiner et proposer des amendements que sur les questions budgétaires concernant les transferts ou prélèvements relatifs aux régions et aux États fédérés. Le Sénat dispose de 15 jours pour ce faire.

Le texte amendé est renvoyé au Parlement, lequel peut adopter le texte dans son intégralité ou le rejeter. En cas de rejet, une commission de conciliation, composée de 30 parlementaires et de 10 sénateurs et assistée par le gouvernement, dispose de 10 jours pour arriver à un accord, lequel fait l'objet d'un vote final au Parlement.

Si le texte est rejeté en première lecture, qu'il n'y a pas d'accord en Commission de conciliation ou que l'accord n'a pas été adopté par le Parlement, le texte fait l'objet d'une deuxième lecture, qui ne peut durer que 20 jours, sauf prorogation par le Parlement, par un vote à la majorité absolue.

Si le texte est adopté en deuxième lecture, celui-ci est transféré au Sénat, lequel ne peut examiner et proposer des amendements que sur les questions budgétaires concernant les transferts ou prélèvements relatifs aux régions et aux États fédérés. Le Sénat dispose de 15 jours pour ce faire.

Le texte amendé est renvoyé au Parlement, lequel peut adopter le texte dans son intégralité ou le rejeter. En cas de rejet, une commission de conciliation, composée de 30 députés et de 10 sénateurs et assistée par le gouvernement, dispose de 10 jours pour arriver à un accord, lequel fait l'objet d'un vote final au Parlement.

Après l'examen en deuxième lecture, en cas de rejet du texte budgétaire, ou de rejet de l'accord de la commission de conciliation ou de désaccord en commission de conciliation, le texte est renvoyé en comité de conciliation budgétaire, composé pour moitié de députés, pour un quart de sénateurs et pour un quart de membres ou représentants du

gouvernement. Ce comité adopte, dès que possible, un budget de l'État fédéral, à la majorité des deux tiers de ses membres, avec neutralisation des abstentions. Si le budget n'est pas promulgué avant le 1 janvier, le dernier budget adopté par le Parlement des États-Unis d'Europe est exécuté par trimestre jusqu'au vote du nouveau budget. Les dépenses urgentes de nature nouvelle doivent être approuvées par le législateur selon la procédure budgétaire ci-dessus.

Dans les cinq jours suivant l'adoption du texte budgétaire par le Parlement ou par le comité de conciliation budgétaire, le Premier ministre, ou le quart des députés, ou le tiers des Sénateurs, peuvent intenter un recours en inconstitutionnalité contre les dispositions de la loi budgétaire devant la Cour constitutionnelle, qui statue dans un délai n'excédant pas les cinq jours qui suivent le recours. Si les dispositions annulées ou partiellement censurées par la Cour ne font pas obstacle à l'exécution du budget dans son ensemble, le budget sera promulgué, à l'exception des mesures visées par la Cour qui devront être corrigées postérieurement par le Parlement.

*Au cours des deux premières législatures, l'équilibre du budget des dépenses courantes des **États-Unis d'Europe** est réalisé en prélevant à la charge des États **fédérés** une contribution, dont le montant varie en fonction de leur capacité contributive et se calcule au prorata des produits intérieur brut de ces États.*

LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES

AED	Agence européenne de défense
AISBL	Association internationale sans but lucratif
ATACAMS	<i>Army Tactical Missile Systems</i>
Athena	Mécanisme commun de financement des opérations militaires de l'UE
BCE	Banque centrale européenne
Benelux	Belgique, Pays-Bas, Luxembourg
BSL4	<i>Biosafety Level 4 laboratory</i>
CARD	Revue annuelle coordonnée de défense
CDP	Plan de développement des capacités de l'UE
CECA	Communauté européenne du charbon et de l'acier
CED	Communauté européenne de Défense
CEE	Communauté économique européenne
CESD	Collège européen de sécurité et défense
CJUE	Cour de Justice de l'UE
CMUE	Comité militaire de l'UE
CoPS	Comité politique et de sécurité
CPE	Communauté politique européenne
CSP	Coopération structurée permanente
EADS	<i>European Aeronautic Defence and Space Company, aujourd'hui Airbus</i>
EDIDP	<i>European defence industrial development programme</i> - programme de développement industriel de la défense européenne
EEE	Espace économique européen
EMOps	État-major opérationnel – <i>Operational Headquarter (OHQ)</i>
EMUE	État-major de l'UE
Euratom	Communauté européenne de l'énergie atomique
€	euro
FEDef	Fonds européen de la défense
FPV	<i>Drone first person view</i>
GNSS	<i>Global Navigation Satellite System</i>

GPS	<i>Global Positioning System</i>
GSM	<i>Global System for Mobile communications</i> , norme de téléphonie mobile initiée par le « Groupe spécial mobile » établi en 1982 par la Conférence européenne des administrations des postes et télécommunications
HIMARS	<i>M142 High Mobility Artillery Rocket System</i>
HR	Haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique européenne de sécurité commune
HUR	Service de renseignement militaire ukrainien
IEI	Initiative européenne d'intervention
IESD	Identité européenne de sécurité et de défense
IESUE	Institut d'études de sécurité, de l'UEO puis de l'UE
IntCen	<i>Intelligence Center EEAS</i> – Centre du renseignement du SEAE
JCPOA	<i>The Joint Comprehensive Plan of Action</i> - L'accord de Vienne de 2015 sur le nucléaire iranien
MAGURA	<i>Maritime Autonomous Guard Unmanned Robotic Apparatus</i>
MES	Mécanisme européen de stabilité
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée Nations unies pour la stabilisation au Mali
MONUC	Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en république démocratique du Congo
MPCC	<i>Military Planning and Conduct Capability</i>
NADGE	<i>NATO Air Defence Ground Environment</i>
NDPP	<i>NATO Defence Planning Process</i> - Processus de planification de la défense de l'OTAN
NNSA	<i>National Nuclear Security Administration</i>
New Start	<i>New Strategic Arms Reduction Treaty</i>
OCCAr	Organisation conjointe de coopération en matière d'armement
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique

OECE	Organisation européenne de coopération économique
OHQ	<i>Operational Headquarter</i> - État-major opérationnel (EMOps)
OMT	<i>Outright Monetary Transactions</i>
ONU	Organisation des Nations Unies
OPCEN	<i>EU Operations Centre</i> - Centre d'opérations de l'UE
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique nord
PESC	Politique étrangère et de sécurité commune
PESD	Politique européenne de sécurité et de défense commune
PIB	Produit intérieur brut
PSDC	Politique de sécurité et de défense commune
SACEUR	<i>Supreme Allied Commander Europe</i> - Commandant suprême allié en Europe
SatCen	<i>Satellite Centre of the EU</i>
SBU	<i>Security Service of Ukraine</i>
SdN	Société des Nations
SEAE	Service européen d'action extérieure – <i>European External Action Service (EEAS)</i>
S€D	Société européenne de défense AISBL
SitCen	Centre de situation
SSM	<i>Single Supervisory Mechanism</i> – Mécanisme de surveillance unique des banques
SWIFT	<i>Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication</i>
TFUE	Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
TUE	Traité sur l'Union européenne
UE	Union européenne
UEBL	Union économique belgo-luxembourgeoise
UED	Union européenne de la défense
UEF	Union européenne des Fédéralistes
UEM	Union économique et monétaire
UEO	Union de l'Europe occidentale
ULB	Université libre de Bruxelles

UNESCO	<i>United Nations Educational, Scientific Cultural Organization</i>
UPE	Union parlementaire européenne

BIBLIOGRAPHIE

Les publications qui touchent de près ou de loin au sujet de l'UE et des États-Unis d'Europe sont tellement nombreuses qu'il n'est plus possible de prétendre à l'exhaustivité. C'est pourquoi seuls sont mentionnés les travaux cités parce qu'ils ont apporté des informations neuves ou fondamentales.

1. Mémoires et pièces archivées

Konrad Adenauer, *Mémoires*, 1956 - 1963, Paris, Hachette, 1969.

Charles de Gaulle, *Mémoires d'espoir*, t. 1, *Le renouveau (1958-1962)*, Paris, Plon, 1970.

Jean Monnet, *Mémoires*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1976.

Richard Coudenhove-Kalergi à Charles de Gaulle, 23/11/1958, Archives cantonales vaudoises PP 1000/33 12 1958, enveloppe n° 12 (lettre du 23 novembre 1958).

Renaud Denuit, « De quelques inconfortables vérités relatives à l'élection du Parlement », janvier 2019, inédit, archives Jean Marsia.

Paul Goldschmidt, *L'Euro n'est pas une monnaie comme les autres !* in archives Jean Marsia, 16/12/2021.

Wolfgang Schäuble, *Speech given by Federal Minister Dr Wolfgang Schäuble on 4 December 2006 at the German Historical Museum in Berlin as part of a lecture series organized in conjunction with the exhibition Holy Roman Empire of the German Nation 962-1806*, Jean Marsia archives.

sn, *Mehr Fortschritt wagen. Bündnis für Freiheit, Gerechtigkeit und Nachhaltigkeit. Koalitionsvertrag 2021 – 2025 zwischen der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands (SPD), BÜNDNIS 90 / DIE GRÜNEN und den Freien Demokraten (FDP)*, 24/11/2021, archives Jean Marsia.

Kai-Uwe von Hassel, *Militärisches Tagebuch*, Bundesarchiv, Freiburg im Breisgau, BW1/105.

2. Ouvrages

Alain, *Éléments d'une doctrine radicale*, Paris, Gallimard, 1925.

Michèle Alliot-Marie, *Le chêne qu'on relève*, Paris, Odile Jacob, 2005.

Gérard Araud, *Passeport diplomatique. 40 ans au Quai d'Orsay*, Paris, Grasset, 2019.

Raymond Aron, *Plaidoyer pour l'Europe décadente*, Paris, Éditions Robert Laffont, 1977.

Robert Aron, Alexandre Marc, *Principes du fédéralisme*, Paris, Le portulan, 1947.

Assemblée de l'UEO, *Les accords « Berlin Plus » UE-OTAN*, Paris, novembre 2009.

Assemblée de l'UEO, *1999-2009, dix ans de politique de sécurité et de défense commune (PSDC)*, Paris, décembre 2009.

Robert Belot, *Henri Frenay. De la Résistance à l'Europe*, Paris, Éditions du Seuil, 2023.

Elsa Bernard, Quentin Loïez, Stéphane Rodrigues (dir.), *L'Union européenne de la défense. Commentaire article par article*, Bruxelles, Bruylant, 2024.

Robert Bichet, *Le drapeau de l'Europe*, Besançon, Jacques et Demontrond, 1985.

Edouard Bonnefous, *L'Europe en face de son destin*, Paris, Presses universitaires de France et Éditions du Grand siècle, 1955.

Sven Biscop, Jo Coelmont, *Europe, Strategy and Armed Forces, The making of a distinctive power*, London and New York, Routledge, 2012.

Henri Bentégeat, *Aimer l'armée, une passion à partager*, Paris, Du Mesnil, 2012

Marie-Thérèse Bitsch, *Histoire de la construction européenne de 1945 à nos jours*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1996, édition 2001 mise à jour .

Henri Brugmans, *Panorama de la pensée fédéraliste*, Paris, La colombe, 1956.

Raymond Cartier, *Les 19 Europes*, Paris, Plon, 1960.

Antonin Cohen, *De Vichy à la Communauté européenne*, Paris, PUF, 2012.

Comité d'étude pour la Constitution européenne, *Projet de statut de la Communauté politique européenne. Travaux préparatoires*. Bruxelles, Mouvement européen, novembre 1952.

Commission des Communauté européennes, *Gouvernance européenne, un livre blanc*, Bruxelles, 2001, COM(2001) 428 final.

Richard Coudenhove-Kalergi, *Pan-Europa*, Verlag, 1923.

Lambros Couloubaritsis, *Histoire de la philosophie ancienne et médiévale*, Paris, Grasset, 1998.

Lambros Couloubaritsis, *La philosophie face à la question de la complexité*, 2 volumes, Bruxelles, Ousia, 2014.

Maurice Couve de Murville, *Le Monde en face*, Paris, Plon, 1989.

Albert Crahay, *Le Roi et la défense du pays de 1831 à nos jours*, Bruxelles, J.-M. Collet, 1987.

Paul Danblon, Lambros Couloubaritsis (dir.), *Humanisme ou barbarie, actes du colloque Europe, Terre d'humanisme*, Bruxelles, Éditions Espace de libertés, 1997.

Charles de Gaulle, *Vers l'armée de métier*, Paris, (Librairie Berger-Levrault, 1934), Plon, 1971.

Charles de Gaulle, *Le Fil de l'épée*, Paris, (Berger-Levrault, 1932), Plon, 1973.

Charles de Gaulle, *Discours et messages, Volume III : Avec le renouveau (1958-1962)*, Paris, Plon, 1970.

Jacqueline de Romilly, *Pourquoi la Grèce ?*, Paris, Le Livre de poche n° 13549, 1994, réédité en 2008.

Denis de Rougemont (dir.), François Saint-Ouen (éd.), *Dictionnaire international du fédéralisme*, Bruxelles, Bruylant, 1994.

Jean De Ruyt, *Le privilège du diplomate*, Presses universitaires de Louvain, 2021.

Hélie de Saint-Marc, *Les sentinelles du soir*, Paris, Les Arènes, 1999.

Lucien de Sainte Lorette, in *L'idée d'union fédérale européenne*, Paris, Librairie Armand Collin, 1955.

Luc De Vos et Jean-Michel Sterkendries, *Les grands problèmes géopolitiques après la Deuxième Guerre Mondiale*, Bruxelles, École royale militaire, cours HI005, sd.

Chantal Delsol, *La fin de la Chrétienté. L'inversion normative et le nouvel âge*, Paris, Les Éditions du Cerf, 2021

Renaud Denuit, *Politique culturelle européenne*, Bruxelles, Bruylant, 2016.

Renaud Denuit, *Capitales européennes de la culture, un rêve de Melina*, Bruxelles, Académie royale de Belgique, 2018.

Renaud Denuit, « De quelques inconfortables vérités relatives à l'élection du Parlement, janvier 2019, inédit, archives Jean Marsia.

André Dumoulin, Éric Remacle, *L'Union de l'Europe occidentale, Phénix de la défense européenne*, Bruxelles, Bruylant, 1998.

André Dumoulin, Nicolas Gros-Verheyde, "La Politique européenne de sécurité et de défense commune », Le Dévoluy, Éditions du Villard, 2017, mis à jour en 2019.

Michel Dumoulin, *Spaak*, 2^{ème} éd., Bruxelles, Racine, 1999.

Samuel B. H. Faure, *L'émergence d'une culture stratégique commune*, Balma, Éditions Athéna, 2015.

Henry Frenay, *La Communauté Européenne de Défense. Réponse au Général de Gaulle*, Paris, Union française des fédéralistes, 1954.

Jérémie Gallon, « Henry Kissinger. L'Européen », Paris, Gallimard, 2021.

Jérémie Gallon, *Georges Pompidou, L'intemporel*, Paris, Gallimard, 2025.

Marcel Gauchet, Marie-Claude Blais, Dominique Ottavi, *Conditions de l'éducation*, Paris, Stock, 2008.

Keir Giles, *Who will defend Europe. An awakened Russia and a sleeping continent*, London, Hurst & Co, 2024.

Walter Hallstein, *Der unvollendeter Bundesstaat*, Düsseldorf, Econ Verlag, 1969, Trad. Pierre Degon, *L'Europe inachevée*, Paris, Ed. Robert Laffont, 1970.

Edmond Jouve, *Le général De Gaulle et la construction de l'Europe 1940-1966*, t. I et II, Paris, R. Pichon & R. Durand-Auzias, 1967.

Pieter M. Judson, *L'Empire des Habsbourg. Une histoire inédite*, Paris, Perrin, 2021.

Henry Kissinger, *La nouvelle puissance américaine*, New York, 2001, trad. Odile Demange, Paris, Arthème Fayard, 2003.

Geir Lundestad, “*Empire*” by Integration. *The United States and European Integration, 1945-1997*, Oxford, Oxford University Press, 1998.

Paul Magnette, *L'Europe, l'État et la démocratie, Le Souverain apprivoisé*, Bruxelles, Éditions Complexe, 2000.

Andrea Marcolongo, *La lingua geniale. 9 ragioni per amare il greco*, Gius, Laterza & Figli, 2016, trad. Béatrice Robert-Boissier, *La langue géniale, 9 bonnes raisons d'aimer le grec*, Paris, Les belles lettres.

Reiner Marcowitz, *Option für Paris ? Unionsparteien, SPD und Charles de Gaulle, 1958 bis 1969*, Munich, Oldenburg, 1996.

André Martel (dir.), Claude Carlier, Jacques Frémeaux, Claude Hesse d'Alzon, Philippe Masson, *Histoire militaire de la France, tome IV – De 1940 à nos jours*, Paris, PUF, 1994.

David McKay, *Designing Europe. Comparative Lessons from the Federal Experience*, Oxford, Oxford University Press, 2001.

Dimitri Minic, *Pensée et culture stratégiques russes. Du contournement de la lutte armée à la guerre en Ukraine*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2023.

Jean Monnet, *Les États-Unis d'Europe ont commencé*, Paris, Robert Laffont, 1955.

Aquilino Morelle, *L'opium des élites. Comment on a défait la France sans faire l'Europe*, Paris, Grasset, 2021.

Tony Mortier, *Het plan Pleven: een geïntegreerd Europees leger*, afstudeerwerk, Brussel, Koninklijke Militaire School, 1987.

Tony Mortier, *De Frans-Brits-Duitse trojka, vooruitgang of stagnatie voor een Europese Defensiegemeenschap*, eindverhandeling, Brussel, Vrije Universiteit Brussel, 1992.

Bino Olivi, Alessandro Giaccone, *L'Europe difficile : histoire politique de la construction européenne*, Paris, Gallimard, 1998, édition 2007 refondue, mise à jour et augmentée.

Benjamin E. Park, *American Nationalisms, Imagining Union in the Age of Revolutions, 1783-1833*, Cambridge, *Cambridge University Press*, 2018.

Jacques-Henri Pirenne, « L'évolution des relations internationales de la Belgique de 1914 à nos jours » in Henri Pirenne, *Histoire de Belgique des origines à nos jours*, t. *, 1914-1970, Bruxelles, La Renaissance du Livre, 1975.

John Rawls, *Libéralisme politique*, trad. Catherine Audard, Paris, PUF, 1995.

Paul Robert, *Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française*, Paris, Société du nouveau Littré, 3^e éd., 1977.

Santi Romano, *L'Ordinamento Giuridico* (1918), *L'Ordre juridique*, trad. Pierre Gothot et Lucien François, Paris, Dalloz, 2002.

Arthur Salter, *The United States of Europe, and other papers*, New York, Reynal and Hitchcock Inc., 1933.

Benedikt Schoenborn, *La mésentente apprivoisée. De Gaulle et les Allemands, 1963-1969*, Paris, PUF, 2007.

Paul-Henri Spaak, *Combats inachevés. De l'espoir aux déceptions*, Fayard, Paris, 1969.

Céline Spector, "No demos ? Souveraineté et démocratie à l'épreuve de l'Europe", Paris, Seuil, 2021.

Altiero Spinelli et Ernesto Rossi, préface d'Eugenio Colorni, *Il Manifesto di Ventotene / Le Manifeste de Ventotene*. Présentation d'Enrico Letta et introductions de Lucio Levi et Pier Virgilio Dastoli, Genoa-Ventotene, 2021.

Jean-Michel Sterkendries, *La Belgique et la sécurité de l'Europe occidentale, 1944-1955*, ULB, thèse de doctorat, 2003.

Fabien Terpan, *La politique étrangère, de sécurité et de défense de l'Union européenne*, Paris, La documentation française, 2010.

Bruno Tertrais, *La guerre des mondes. Le retour de la géopolitique et le choc des empires*, Paris, Éditions de l'Observatoire, 2023

François de Teyssier, Gilles Baudier, *La construction de l'Europe*, Paris, PUF, Que Sais-je ? n° 3535, édition de 2001

UNESCO, *Déclaration de Mexico sur les politiques culturelles*, Mexico City, Conférence mondiale sur les politiques culturelles, 26 juillet - 6 août 1982.

Jean-Pierre Vanden Branden, *Érasme et son temps. Trente essais d'études érasmienne*, Bruxelles, Rotary club Bruxelles Érasme, 2022.

Bertrand Vayssière, *Vers une Europe fédérale ? Les espoirs et les actions fédéralistes au sortir de la Seconde Guerre mondiale*, Bruxelles, Lang, 2007.

Simone Veil, « Une Vie », Paris, Éditions Stock, 2007.

Philippe Vincke, *Discours du Recteur prononcé à l'occasion de la séance de rentrée*, Bruxelles, ULB, 15 septembre 2006.

Norman M. Wade, *The Joint Forces Operations and Doctrine (2nd ed.)*, Lakeland, The Lightning Press, 2009.

3. Articles dans des ouvrages collectifs, des revues ou des journaux

AFP, Reuters, AP, "George Bush donne une leçon de démocratie à Vladimir Poutine" in *Le Monde*, 26/2/2005.

AFP, « La BCE fait un premier pas vers la sortie de son mode de crise » in *AGEFI Luxembourg*, janvier 2022.

Nicolas Barotte, Tristan Quinault-Maupoil, "Catherine Vautrin : « En dix ans, nous aurons doublé le budget des armées »" in *Le Figaro*, 2/7/2026.

Nicolas Barotte, "Défense : inquiétude face à la dépendance européenne" in *Le Figaro*, 2/7/2026.

Henri Bentégeat, « Quelles aspirations pour la défense européenne ? » in Álvaro de Vasconcelos (dir.), *Quelle défense européenne en 2020 ?*, Paris, IESUE, 3^e éd., mars 2010.

Martin Bernier, "Pour Kissinger, il y a un vrai risque de confrontation entre Américains et Chinois" in *Le Figaro*, 1/8/2023.

Sven Biscop, « Old Couple or Dynamic Duo? The EU and Strategy in times of Crisis » in *European Foreign Affairs Review*, 2009, n° 14(3).

Armelle Bonheust, « La Chine encalminée plonge en déflation » in *Le Figaro*, 10/8/2023.

Céline Boulenger, "Les nombreuses faiblesses de l'économie chinoise" in *AGEFI-Luxembourg*, juin 2022

Robert R. Bowie, Carl J. Friedrich, « Introduction » au volume II des *Études sur le fédéralisme*, Bruxelles, Mouvement fédéraliste européen, janvier 1953.

James M. Buchanan, "Introduction" in James M. Buchanan, Karl Otto Pöhl, Victoria Curzon Price, Frank Vibert, *Europe's Constitutional Future*, London, Institute of Economic Affairs, 1990.

Alfred Cahen, "The Western European Union and NATO. Building a European Defence Identity within the Context of Atlantic Solidarity", Brassey's, *Atlantic Commentary* n° 2, London, 1989.

Alfred Cahen, « L'Union de l'Europe occidentale fait partie de la construction européenne » in *La Libre Belgique*, 2/2/1993.

Barbara Cassin, « Discours de réception à l'Académie française, le 17/10/2019 » in *Le Monde*, 19/10/2019.

Claudia Cohen, Lucas Mediavilla, « Les États-Unis intensifient leur « guerre de la tech » contre la Chine » in *Le Figaro*, 14/8/2023.

Florentin Collomp, « Otan : les Alliés regarnissent leurs arsenaux dans l'urgence » in *Le Figaro*, 8/7/2026.

Charles de Gaulle, « Note pour les Affaires étrangères, 13 août 1958 » in *Lettres, Notes et Carnets*, juin 1958-décembre 1960, Paris, Plon, 1985.

Anne de Guigné, "Union des marchés de capitaux : six pays européens accélèrent" in *Le Figaro*, 28/5/2026.

Nathalie de Kaniv, "Kharkiv, République populaire de Donetsk. Un retour sur l'histoire" in *La lettre d'EuroDéfense-France*, No 76 - Avril 2022, p. 12-13.

Jacqueline de Romilly, « Introduction », in Thucydide, Jacqueline de Romilly, Albert Thibaudet, *Histoire de la guerre du Péloponnèse. La Campagne avec Thucydide*, Paris, Robert Laffont, 1990.

Maurice Delarue, « Europe européenne et Europe des États » in *De Gaulle en son siècle, Tome V, L'Europe*, Actes des Journées internationales tenues à l'Unesco Paris les 19-24

novembre 1990 par l'Institut Charles de Gaulle, Paris, La Documentation française – Plon, 1992.

Gabriel Dominguez, « China to field more nuclear weapons that can target the United States, says report » in *Jane's Defence Weekly*, 20/01/2021.

Gabriel Dominguez, « China authorises coast guard's use of firepower against foreign vessels » in *Jane's Defence Weekly*, 25/01/2021.

Gabriel Dominguez, « Type 15 light tank enters service in Xinjiang » in *Jane's Defence Weekly*, 10/02/2021.

Gabriel Dominguez & Dae Young Kim, « North Korea expands number of ballistic missile units, says Seoul » in *Jane's Defence Weekly*, 10/02/2021.

John Foster Dulles, « Peace Without Platitudes » in *Fortune*, vol. XXV, n° 1, janvier 1942.

Carl-J. Friedrich, « Vers le pouvoir constituant du peuple européen » in Mario Albertini, *Qu'est-ce que le fédéralisme ?*, Paris, Société européenne d'études et d'information, 1963.

Jon Grevatt, “China's White Paper urges faster advancement in technology » in *Jane's Defence Weekly*, 30/7/2019.

Anne-Françoise Hivert, « N'oublions pas que la Crimée est toujours occupée » in *Le Monde*, 17-18/11/2019.

Grzegorz Holdanowicz, « Poland to be the sixth pillar of Eurocorps », in *Jane's Defence Weekly*, 21/12/2011.

Wolfgang Ischinger, « Interview » in *Ouest France*, 9 février 2019.

Sylvie Kauffmann, Sandrine Morel et Jean-Pierre Stroobants, "Josep Borrell : « La désunion nous paralyse » in *Le Monde*, 9/11/2019.

Henry Kissinger, « The Illusionist: Why We Misread de Gaulle », *Harper's*, March 1965.

Alain Larcen, « Relations et convergences de Richard Coudenhove-Kalergi et Charles de Gaulle, « deux réalistes

courageux inspirés par des idéaux modernes » » in Alain Larcen, *Coudenhove-Kalergi - de Gaulle. Une certaine idée de l'Europe*, Paris, Cahier n° 6 - 1999 de la Fondation Charles-de-Gaulle.

Wolfgang Ischinger, président de la Conférence de Munich sur la sécurité, « Interview » in *Ouest France*, 9 février 2019.

François Lecointre, chef d'état-major des armées françaises, « Entretien avec Nathalie Guibert », in *Le Monde*, 13 juillet 2019.

Laure Mandeville, "Les Ukrainiens, instruits par trois années de conflit, pressent l'Europe de se préparer à une future guerre des drones" in *Le Figaro*, 6/8/2025.

Jean Marsia, « La spécificité de la fonction militaire », in André Flahaut, Luk Sanders, Hervé Broquet (éd.), *Citoyenneté, Pour devenir citoyen du monde*, Bruxelles, École royale militaire, syllabus LM 199/999–21, 2003.

Emmanuelle Maitre, « Forces aériennes européennes et mission nucléaire de l'OTAN », Paris, *Défense & Industries*, n°13, juin 2019.

R. Mossé, « La démocratie dans l'élaboration des décisions » in *Actes officiels du Congrès international d'études sur la CECA, vol. V, Les Interventions de la Haute Autorité*, Milan, Giuffrè, 1957.

Robert A. Mundell, "A Theory of Optimum Currency Areas" in *American Economic Review*, November 1961.

Robert A. Mundell, "Uncommon Arguments for Common Currencies" in H.G. Johnson and A.K. Swoboda, eds., *The Economics of Common Currencies*, London, Allen&Unwin Ltd, 1973.

François-Xavier Ortoli, « De Gaulle et la construction européenne », in Fondation Charles de Gaulle (dir), *La politique économique et financière du Général de Gaulle, 1958-1969*, Cahiers de la Fondation Charles de Gaulle, Paris, 2005.

Raymond Poidevin, « De Gaulle et l'Europe en 1958 » in *De Gaulle en son siècle, Tome V, L'Europe*, Actes des Journées internationales tenues à l'Unesco Paris les 19-24 novembre 1990 par l'Institut Charles De Gaulle, Paris, La Documentation française – Plon, 1992.

Stanislas Poyet, " Israël limoge plusieurs hauts gradés en raison des défaillances mortelles du 7 Octobre " in *Le Figaro*, 26/11/2025.

Stanislas Poyet, " L'armée israélienne n'a plus les moyens de ses guerres " in *Le Figaro*, 28/3/2026.

Kevin Rudd, « Sur la Chine, les Américains n'ont pas de stratégie » in *Le Monde*, 11-12/8/2019.

Alain Salles, Marc Semo, Hubert Védrine : « Soyons déterminés face aux puissances indifférentes ou hostiles à nos valeurs » in *Le Monde*, 30-31/12/2019.

Irnério Seminatore, « Pour une Europe restaurée » : de la « Constitution » européenne à la *Macht-Politik*. Une relecture de Carl Schmitt » in Irnério Seminatore (éd.), Valéry Giscard d'Estaing, etc., *Constitution européenne et sécurité internationale*, Paris, Economica, 2004.

Pierre Servent, *Le monde de demain*, Paris, Robert Laffont, 2022.

Georges-Henri Soutou, « La politique nucléaire de Pierre Mendès France » in Maurice Vaisse (dir.), *La France et l'atome. Études d'histoire nucléaires*, Bruxelles, Bruylant, 1994.

sn, *Correspondance d'Érasme*, Institut Interuniversitaire pour l'Étude de la Renaissance et de l'Humanisme, Bruxelles, Université Libre de Bruxelles & Vrije Universiteit Brussel, vol IX, L 2366 et 2399.

sn, *Foreign Relations of the United States (FRUS), 1961-1963*, vol. XIII, Western Europe and Canada, Government Printing Office, Washington D.C., 1994, Doc.64, NSC Meeting, 31.1.1963.

sn, « Sur le front de Donetsk avec la 37^e brigade d'infanterie » in *Le Figaro*, 19/7/2023.

Albert Thibaudet, « La Campagne avec Thucydide » in Jacqueline de Romilly, Albert Thibaudet, *Histoire de la guerre du Péloponnèse. La Campagne avec Thucydide*, Paris, Robert Laffont, 1990.

Melchior Wathelet, "Existe-t-il un droit à l'indépendance et à l'autodétermination ? " in *La Libre Belgique*, 17/10/2019.

4. Sites de l'Internet

Rachid Achachi, "«Dahiya» et «Hannibal», les deux doctrines de Tsahal" in *Le Monde*,
https://fr.le360.ma/monde/dahiya-et-hannibal-les-deux-doctrines-de-tsahal_4JD4VVD5SZFH7KJAQ62FPLG3T4/, 23/11/2023.

Aletha Adu, Dan Sabbagh and Kiran Stacey, "UK to expand nuclear deterrent with US fighter jets capable of carrying warheads" in *The Guardian*,
<https://www.theguardian.com/politics/2025/jun/24/uk-to-expand-nuclear-deterrent-with-us-fighter-jets-capable-of-carrying-warheads>, 24/6/2025.

AFP, « Treize ans de présence militaire française en Afghanistan » in *La Libre Belgique*,
<https://www.lalibre.be/dernieres-depeches/afp/treize-ans-de-presence-militaire-francaise-en-afghanistan-5b7801b455324d3f14049019>, 18/8/2018.

AFP, « Lutte anti djihadiste au Sahel : Washington réclame à la région d'en faire plus » in *Le Monde*,
https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/12/17/lutte-antidjihadiste-au-sahel-washington-reclame-a-la-region-d-en-faire-plus_6023144_3212.html, 17/12/2019

AFP, "La marine chinoise met en service son second porte-avions" in *Le Monde*,
https://www.lemonde.fr/international/article/2019/12/17/la-marine-chinoise-met-en-service-son-second-porte-avions_6023173_3210.html, 17/12/2019.

AFP, « Les Etats-Unis envisagent de se retirer militairement d'Afrique de l'Ouest » in *Le Monde*,
https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/12/24/les-etats-unis-envisagent-de-se-retirer-militairement-d-afrique-de-l-ouest_6023985_3212.html, 24/12/2019.

AFP, « Moscou déploie son "arme absolue", le missile hypersonique Avangard » in *La Libre Belgique*,
<https://www.lalibre.be/international/europe/moscou-deploie-son-arme-absolue-le-missile-hypersonique-avangard-5e060bc5d8ad58130d0168b0>, 27/12/2019.

AFP, "L'Ukraine et les séparatistes prorusses ont échangé 200 prisonniers : un événement marquant dans la désescalade du conflit" in *La Libre Belgique*,
<https://www.lalibre.be/international/europe/l-ukraine-et-les-separatistes-prorusses-ont-echange-200-prisonniers-un-evenement-marquant-dans-la-desescalade-du-conflit-5e08bb4bd8ad58130d09733a>, 29/12/2019.

AFP, "L'Ukraine et la Russie finalisent leur accord sur le transit du gaz" in *La Libre Belgique*,
<https://www.lalibre.be/international/europe/l-ukraine-et-la-russie-finalisent-leur-accord-sur-le-transit-du-gaz-5e0aec359978e272f9820dac>, 31/12/2019

AFP, Reuters, « Plombé par les amendes et l'A400M, Airbus annonce une perte nette de 1,36 milliard d'euros en 2019 » in *Ouest France*, <https://www.ouest-france.fr/economie/entreprises/airbus/plombe-par-les-amendes-et-l-a400m-airbus-annonce-une-perte-nette-de-1-36-milliard-d-euros-en-2019-6735109>, 13/2/2020

Agence France-Presse, Press Association, Reuters, "'Things could go crazy quickly,' Biden warns on Ukraine as talks in Berlin fail" in *The Guardian*,
<https://www.theguardian.com/world/2022/feb/11/things-could-go-crazy-quickly-biden-warns-on-ukraine-as-talks-in-berlin-fail>, 11/2/2022.

AFP, "La Chine "n'hésitera pas à déclencher une guerre" pour Taïwan" in *La Libre*,
<https://www.lalibre.be/international/asic/2022/06/10/la->

[chine-nhesitera-pas-a-declencher-une-guerre-pour-taiwan-7QLGNYW7SBCXVAXJ3SAT7VYZYE/](#), 10/6/2022.

AFP, “ La Chine a augmenté son arsenal nucléaire dans un contexte de tensions globales croissantes ” in *Connaissance des énergies*,

[https://www.connaissancedesenergies.org/afp/la-chine-augmente-son-arsenal-nucleaire-dans-un-contexte-de-tensions-globales-croissantes-230612](#), 12/6/2023.

AFP, « En Turquie, l'inflation repart à la hausse, au plus haut depuis décembre 2022 » in *La Tribune*,

[https://www.latribune.fr/economie/international/en-turquie-l-inflation-repart-a-la-hausse-au-plus-haut-depuis-decembre-2022-974789.html#xtor=CS3-33-\[Article\]-\[\]-\[\]](#), 4/9/2023.

AP, AFP, "Roumanie : la Cour constitutionnelle annule le premier tour de l'élection présidentielle du fait de graves manipulations sur TikTok" in *Le Monde*,

[https://www.lemonde.fr/international/article/2024/12/06/roumanie-la-cour-constitutionnelle-annule-le-premier-tour-de-l-election-presidentielle-apres-de-graves-manipulations-sur-tiktok_6433720_3210.html](#), 6/12/2024.

AFP, "L'Arabie saoudite passe sous la protection du parapluie nucléaire du Pakistan" in *Le Monde*,

[https://www.lemonde.fr/international/article/2025/09/22/l-arabie-saoudite-passe-sous-la-protection-du-parapluie-nucleaire-du-pakistan_6642384_3210.html?search-type=classic&ise_click_rank=1](#), 22/9/2025.

AFP, « Emmanuel Macron se rendra le 15 juin au Groenland, territoire autonome du Danemark, convoité par Donald Trump » in *Le Monde*,

[https://www.lemonde.fr/international/article/2025/06/07/emmanuel-macron-se-rendra-le-15-juin-au-groenland-territoire-autonome-du-danemark-convoite-par-donald-trump_6611085_3210.html](#), 7/6/2025.

AFP, "Le Royaume-Uni va se doter d'avions capables de transporter l'arme atomique, renforçant la dissuasion nucléaire de l'OTAN" in *Le Monde*,

https://www.lemonde.fr/international/article/2025/06/25/le-royaume-uni-va-se-doter-d-avions-capables-de-transporter-l-arme-atomique-renforçant-la-dissuasion-nucleaire-de-l-otan_6615692_3210.html, 25/6/2025.

AFP, "La Norvège, dernier pays à se rallier à la « dissuasion nucléaire avancée » instaurée par la France" in *Le Parisien*, <https://www.leparisien.fr/politique/la-norvege-dernier-pays-a-se-rallier-a-la-dissuasion-nucleaire-avancee-instauree-par-la-france-28-05-2026-SJACCRLQHZEHHO2NEFOCIES6PY.php>, 26/5/2026.

AFP/OL, « Trump et l'OTAN: «Ils n'étaient pas là pour nous !» » in *L'Essentiel*, <https://www.lesentiel.lu/fr/story/tensions-trump-et-l-otan-ils-n-etaient-pas-la-pour-nous-103595749>, 3/7/2026.

AFP, « En soutien à Poutine, la Chine sanctionne les Européens » in *Blick*, <https://www.blick.ch/fr/monde/ukraine-en-soutien-a-poutine-la-chine-sanctionne-leurope-id22132310.html>, 24/7/2026.

Guillaume Ancel, « Ukraine : enlisement du front, prolongation de l'offensive et collision avec le Proche-Orient » in *Ne Pas Subir*, <https://nepassubir.fr/2023/11/01/ukraine-enlisement-du-front-prolongation-de-loffensive-et-collision-avec-le-proche-orient/>, 1/11/2023.

Guillaume Ancel, " La « non-stratégie » d'Israël, en matraquant le peuple palestinien, met en danger l'équilibre de nos sociétés " in *Ne pas Subir*, <https://nepassubir.fr/2023/11/04/la-non-strategie-disrael-en-matraquant-le-peuple-palestinien-met-en-danger-lequilibre-de-nos-societes/>, 4/11/2023.

Assemblée de l'UEO, *État-major de l'Union européenne (EMUE)*, Paris, décembre 2009, http://europa.eu/legislation_summaries/foreign_and_security_policy/cfsp_and_esdp_implementation/r00006_fr.htm, 11/12/2011.

Association épiscopale liturgique pour les pays francophones, *Lettre de Paul aux Galates*, <https://www.aelf.org/bible/Ga/3>, consulté le 15/12/2021.

Atlantic Council Experts, « Eleven takeaways from the NATO Summit in Ankara » in *Atlantic Council*, <https://www.atlanticcouncil.org/dispatches/eleven-takeaways-from-the-nato-summit-in-ankara/>, 9/7/2026.

Beat Balzli, Thorsten Jungholt, Christoph Schiltz, Andre Tauber, "Juncker will EU-Armee" in *Welt am Sonntag*, <https://www.welt.de/print/wams/article138170362/Juncker-will-EU-Armee.html>, 8/3/2015.

Benjamin Barthe, « Israël et le Hezbollah, des ennemis de trente ans » in *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2015/12/20/israel-hezbollah-trente-ans-de-guerre-par-intermittence_4835413_3218.html, 20/12/2015.

Peter Beaumont, Julian Borger, "WHO warned of transmission risk in January, despite Trump claims" in *The Guardian*, <https://www.theguardian.com/world/2020/apr/09/who-cited-human-transmission-risk-in-january-despite-trump-claims>, 9/4/2020.

Belga, "La mobilité militaire en Europe toujours "problématique", pointe un rapport" in *La Libre*, https://www.lalibre.be/international/europe/2025/02/05/la-mobilite-militaire-en-europe-toujours-problematique-pointe-un-rapport-NP72NJFCNFEAVJRIJ5OLVGMNQ4/#cxrecs_s, 5/2/2025.

Jean-Michel Bezat, "L'Europe dispose d'une force de frappe industrielle pour répondre aux besoins des armées, mais ne peut la mettre au service d'une stratégie supranationale inexistante" in *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/04/08/l-europe-dispose-d-une-force-de-frappe-industrielle-pour-repondre-aux-besoins-des-armees-mais-ne-peut-la-mettre-au-service-d-une-strategie-supranationale-inexistante_6226558_3232.html, 8/4/2024.

Marc-Olivier Bherer, "Guerre en Ukraine : « Nous avons quitté l'ancien monde dans lequel l'économie a, pendant trente ans, dominé le politique » " in *Le Monde*,
https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/05/02/guerre-en-ukraine-nous-avons-quitte-l-ancien-monde-dans-lequel-l-economie-a-pendant-trente-ans-domine-le-politique_6124404_3232.html, 2/5/2022.

President Biden, "Remarks on America's Place in the World" in *White House*,
<https://www.whitehouse.gov/briefing-room/speeches-remarks/2021/02/04/remarks-by-president-biden-on-americas-place-in-the-world/>, 4/2/2021.

Célian Boulens, « Donald Trump a-t-il compris le « Piège de Thucydide » ? » in *Revue de Défense nationale*,
https://www.defnat.com/e-RDN/affiche_breve.php?cid=949, 18/5/2026.

Nicolas Bourcier, Marina Rafenberg, "Entre la Grèce et la Turquie, les tensions s'accroissent" in *Le Monde*, ,
https://www.lemonde.fr/international/article/2022/11/14/en-tre-la-grece-et-la-turquie-les-tensions-s-accroissent_6149805_3210.html, 14/11/2022.

Nicolas Bourcier, "En Turquie, l'opposition tourne la page Kılıçdaroğlu avec l'élection de Özgür Özel, candidat « au changement »" in *Le Monde*,
https://www.lemonde.fr/international/article/2023/11/05/l-opposition-turque-tourne-la-page-kilicdaroglu-avec-l-election-de-ozgur-ozel-candidat-au-changement_6198367_3210.html, 5/11/2023.

Isabelle Chaperon, « Airbus supprime 2.362 postes dans sa division défense-espace » in *Le Monde*,
https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/02/20/airbus-a-la-peine-dans-la-defense-et-le-spatial-supprime-2-362-postes_6030207_3234.html, 20/2/2020.

Florence Close, *La pensée théologico-politique de Charlemagne*, Université de Liège,
https://culture.uliege.be/jcms/prod_957278/en/la-pensee-theologico-politique-de-charlemagne?part=4, septembre 2012.

Confédération suisse, "Summit on Peace in Ukraine: Joint Communiqué on a Peace Framework",
https://www.eda.admin.ch/eda/en/home/das_eda/aktuell/dossiers/konferenz-zum-frieden-ukraine/Summit-on-Peace-in-ukraine-joint-communique-on-a-peace-framework.html, 16/6/2024.

Alain de Benoist, *Johannes Althusius (1557-1638)*,
<http://www.alaindebenoist.com/pdf/althusius.pdf>, 24/11/2010.

Laurent de Boissieu, *La querelle de la Communauté européenne de défense (C.E.D.)*, Centre d'information sur le Gaullisme, Une certaine idée de l'Europe,
<http://www.gaullisme.net/communaute-europeenne-de-defense.html>, 20/5/2011.

Laurent de Boissieu, *L'Europe des intérêts nationaux : 1958-1969*, Centre d'information sur le Gaullisme, Une certaine idée de l'Europe, <http://www.gaullisme.net/traite-de-rome.html>, 22/5/2011.

Laurent de Boissieu, *Conférence de presse tenue à l'hôtel Continental, 12 novembre 1953*, Centre d'information sur le Gaullisme, Une certaine idée de l'Europe,
<http://www.gaullisme.net/europe-federale.html>, 11/6/2011.

Jean-Louis de Brouwer, « Towards a Preparedness Union Strategy? Show us the money! » in *Journal of the European Court of Auditors*, n° 1/2025,
https://www.eca.europa.eu/ECAPublications/JOURNAL-2025-01/JOURNAL-2025-01_EN.pdf#page=32.

Gabriel Bonnot de Mably (1709-1785), *Des principes des négociations pour servir au Droit public fondé sur les traités*, La Haye, 1757,
<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k93799c.image>.

Bruxelles2, « Carnet 08/11/2019 » in *Bruxelles 2*,
<https://club.bruxelles2.eu/2019/11/carnet-08-11-2019-confidentiels-cops-prets-de-la-bei-a-la-turquie-budget-esdc-operations-missions-onu-darfour-sahara-et-soudan-defense-budget-defense-pays-bas-diplomatie-irak-deplorabl/>, 8/11/2019.

Jason Burke, « Sahel faces surge in violence from terror attacks » in *The Guardian*,
<https://www.theguardian.com/world/2020/jan/22/sahel-faces-surge-in-violence-from-terror-attacks>, 22/1/2020.

Philippe Busquin et Bogdan Adam Klich, « Rapport sur la recherche sur la sécurité – les prochaines étapes », Parlement européen, 2004/2171(INI),
<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+REPORT+A6-2005-0103+0+DOC+XML+V0//FR>.

Daren Butler, "Gulen, the powerful cleric accused of orchestrating a Turkish coup, dies" in *Reuters*,
<https://www.reuters.com/world/us/turkish-us-based-cleric-gulen-has-died-media-says-2024-10-21/>, 21/10/2024.

Michel Cabirol, Fabrice Gliszczynski, "Berlin a torpillé le rapprochement EADS-BAE Systems" in *La Tribune*,
<https://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/aeronautique-defense/20121010trib000724041/berlin-a-torpille-le-rapprochement-eads-bae-systems.html>, 10/12/2012.

Michel Cabirol, « Airbus Group coupe dans ses effectifs de défense et de sécurité » in *La Tribune*,
<https://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/aeronautique-defense/20140127trib000812048/airbus-group-coupe-dans-ses-effectifs-des-activites-de-defense-et-d-espace.html>, 27/1/2014.

Michel Cabirol, « Pourquoi les Etats-Unis sont sortis du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire » in *La Tribune*, <https://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/aeronautique-defense/pourquoi-les-etats-unis-sont-sortis-du-traite-sur-les-forces-nucleaires-a-portee-intermediaire-826048.html>, 23/08/2019.

Michel Cabirol, « Syrie : "Les Américains ont renoncé à assurer la sécurité collective" (Jean-Yves Le Drian) » in *La Tribune*,
<https://www.latribune.fr/economie/international/syrie-les->

[americains-ont-renonce-a-assurer-la-securite-collective-jean-yves-le-drian-831238.html](https://www.les-echos.com/actualites/america/america/america-ont-renonce-a-assurer-la-securite-collective-jean-yves-le-drian-831238.html), 22/10/2019.

Michel Cabirol, "Europe de la défense : les trop nombreux renoncements des pays européens (rapport)" in *La Tribune*, <https://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/aeronautique-defense/europe-de-la-defense-les-trop-nombreux-renoncements-des-pays-europeens-rapport-875569.html>, 1/2/2021.

Alfred Cahen, « L'Union de l'Europe occidentale et la mise en œuvre de la future défense commune de l'Union européenne » in *Revue du Marché commun et de L'Union européenne*, janvier 1996, p. 23-27, <http://www.cvce.eu/viewer/-/content/34ed220e-bc07-49f9-89fd-a287269bd8e6/fr>, 1/9/2012.

Alfred Cahen, « Un rôle nouveau pour l'UEO ? » in *L'Europe en formation*, 1986, p. 53-66, <http://www.ena.lu/> 13/02/2011.

K. M. Cambell et R. Doshi, "The Coronavirus Could Reshape Global Order", *Foreign Affairs*, www.foreignaffairs.com, 18/3/2020.

Peter Carstens, "Kritik am Chef der Münchner Sicherheitskonferenz" in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, <https://www.faz.net/aktuell/politik/inland/nahost-konflikt-kritik-am-chef-der-muenchner-sicherheitskonferenz-19270196.html>, 26/10/2023.

Giacomo Cavanna, « Catapulte elettromagnetiche ed AAG alla Francia per 1,3 miliardi di dollari » in *Ares Osservatorio Difesa*, <https://aresdifesa.it/catapulte-elettromagnetiche-ed-aag-alla-francia-per-13-miliardi-di-dollari/>, 22/12/2021.

Stephen Cecchetti, Kim Schoenholtz, "The euro area in the age of COVID-19" in *VoxEU-CEPR*, <https://voxeu.org/article/euro-area-age-covid-19>, 22 May 2020.

Center for Naval Analyses, « Russian Combat Air Strengths and Limitations: Lessons from Ukraine » in *Defense-aerospace.com*, [https://www.defense-](https://www.defense-aerospace.com)

aerospace.com/lessons-from-ukraine-about-russian-combat-air-strengths-and-limitations/?utm_source=mailpoet&utm_medium=email&utm_campaign=les-newslettertotal-derniers-articles-de-notre-blog-11, 25/4/2023.

Isabelle Chaperon, « Airbus supprime 2 362 postes dans sa division défense-espace » in *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/02/20/airbus-a-la-peine-dans-la-defense-et-le-spatial-supprime-2-362-postes_6030207_3234.html, 20/2/2020.

François Chimits, Jeanne Lebaudy, Énora Morin, Eve Talkowski, « Rapport Draghi : l'Europe au rendez-vous ? » in *Institut Montaigne*, <https://www.institutmontaigne.org/publications/rapport-draghi-leurope-au-rendez-vous>, juin 2026.

Jacques Chirac, Lionel Jospin et Tony Blair, conférence de presse conjointe, XXI^e sommet franco-britannique de Saint-Malo, 4/12/1998, <http://www.diplomatie.gouv.fr/actial/evenements/stmalo.html>, 12/12/2005.

Winston Churchill, "Why not 'The United States of Europe?'" in *The Saturday Evening Post* and in *The News of the World*, 9/5/1938; "A Great Big Idea," in *John Bull*, 9/5/1938, <https://winstonchurchill.org/publications/finest-hour/finest-hour-130/the-united-states-of-europe/>.

Winston Churchill, *Speech delivered at the University of Zurich*, 19/9/1946, <https://rm.coe.int/16806981f3>.

Seán Clarke, "German election opinion polls – who's leading for 2025" in *The Guardian*, <https://www.theguardian.com/world/ng-interactive/2024/dec/12/german-election-opinion-polls-whos-leading-for-2025>, 12/12/2025.

Laetitia Commanay, « Cinq ans après le Brexit, visualisez comment le divorce avec l'UE a changé le Royaume-Uni » in *France Télévisions* <https://www.francetvinfo.fr/monde/europe/la-grande-bretagne-et-l-ue/infographies-cinq-ans-apres-le-brexit->

visualisez-comment-le-divorce-avec-l-ue-a-change-le-royaume-uni_7045133.html, 31/1/2025.

Commission des Communautés européennes, *La Recherche sur la sécurité : les prochaines étapes*, COM(2004) 590, <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2004:0590:FIN:fr:PDF>.

Commission européenne, "Plan de relance pour l'Europe – NextGenerationEU", https://ec.europa.eu/info/strategy/recovery-plan-europe_fr.

Richard Connolly, "Russia's Wartime Economy isn't as Weak as it Looks" in *RUSI*, <https://www.rusi.org/explore-our-research/publications/commentary/russias-wartime-economy-isnt-weak-it-looks>, 22/1/2025.

Conseil européen, *Une Europe sûre dans un monde meilleur, Stratégie européenne de sécurité*, adoptée le 3/12/2003, http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cmsUpload/031208ES_SIIFR.pdf, 13/6/2011.

Conseil européen, *Conclusions du Conseil européen des 13 et 14 décembre 2012*, n° EUCO 205/12 du 14/12/2012, <http://www.european-council.europa.eu/council-meetings/conclusions.aspx?lang=fr>, 22/1/2013.

Conseil européen, *Conclusions*, <http://www.european-council.europa.eu/council-meetings/conclusions.aspx?lang=fr>, 22/12/2013.

Constitution de la République fédérale d'Allemagne, <https://www.bundesregierung.de/resource/blob/998616/388674/8ebe168c59975c69406341a69612f94c/loi-fundamentale-data.pdf?download=1>.

Svante E. Cornell, David J. Smith, S. Frederick Starr, *The August 6 Bombing Incident in Georgia: Implications for the Euro-Atlantic Region*, Central Asia - Caucasus Institute, Silk Road Paper, https://isdp.eu/content/uploads/images/stories/isdp-main-pdf/2007_cornell-smith-starr_the-august-6-bombing-incident-in-georgia.pdf, October 2007.

Helen Davidson, "US Navy to adopt 'more assertive posture' against China and Russia" in *The Guardian*, <https://www.theguardian.com/us-news/2020/dec/18/us-navy-to-adopt-more-assertive-posture-against-china-and-russia>, 18/10/2020.

Peter de Caluwe, directeur de La Monnaie à Bruxelles, in "De Afspraak", *Canvas*, VRT, <https://www.vrt.be/vrtnws/nl/2019/09/16/de-munt-directeur-peter-de-caluwe-europees-commissaris-voor-de/>, 16/9/2019.

Caroline de Gruyter, "Morrelen aan de fundamenten van de Europese Unie" in *De Standaard*, https://www.standaard.be/cnt/dmf20220113_98107654, 14/1/2022.

Peter De Lobel, Jorn Van Thillo, « Opvallende uitkomst Navo-top: Oekraïne mag zelf Amerikaanse Patriot-raketten bouwen » in *De Standaard*, <https://www.standaard.be/buitenland/opvallende-uitkomst-navo-top-oekrane-mag-zelf-amerikaanse-patriot-raketten-bouwen/158442919.html>, 8/7/2026.

Alice de Lyrot, « Pompidou, la « bombe anglaise » et le Brexit » in *The conversation*, <http://theconversation.com/pompidou-la-bombe-anglaise-et-le-brexit-126381>, 22/1/2020.

Auriane de Viry, « 20 juin 1789 : Proclamation du Serment du Jeu de paume » in *Revue des deux mondes*, <https://www.revuedesdeuxmondes.fr/20-juin-1789-proclamation-serment-jeu-de-paume/n>.

Coralie Delaume, *Europe, les États Désunis*, Paris, Michalon, 2014. <http://blogdenico.fr/entretien-avec-coralie-delaume-sur-leurope-de-monnet-a-draghi/>.

Renaud Denuit, « Symboles : rendons ses paroles à l'hymne européen ! » in Agence Europe, *Repères*, <https://agenceurope.eu/fr/bulletin/article/12246/1>, 3/5/2019.

Hannah Devlin, "Has Covid-19 mutated into a more deadly strain? Busting the coronavirus myths" in *The Guardian*, <https://www.theguardian.com/world/2020/mar/05/has-covid->

[19-mutated-into-a-more-deadly-strain-busting-the-coronavirus-myths](#), 13/3/2020.

Direction de l'Information légale et administrative, Vie publique, "Quelles valeurs l'Union européenne défend-elle ?" <http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/union-europeenne/ue-citoyennete/definition/quelles-valeurs-union-europeenne-defend-elle.html>, 19/7/2014.

Gabriel Dominguez, « Growing demands take toll on Afghan Air Force fleet » in *Jane's Defence Weekly*, <https://emagazines.janes.com/webviewer/#janesdefenceweekly11august2021/growing-demands-take-toll-on-afghan-air-force-fleet>, 11/8/2021.

dpa, " Erdogan droht Athen indirekt mit Raketenangriff " in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, <https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/erdogan-droht-athen-indirekt-mit-raketenangriff-18527687.html>, 11/12/2022.

Mario Draghi, "Risk-reducing and risk-sharing in our Monetary Union", Speech at the European University Institute, Florence, 11 May 2018, European Central Bank, <https://www.ecb.europa.eu/press/key/date/2018/html/ecb.sp180511.en.html>.

Admiral Dragone, "The Future of Italy's Armed Forces" in *Center for Strategic and International Studies*, <https://www.csis.org/analysis/future-italys-armed-forces>, 11/5/2022.

Cécile Ducourtieux, « Plus d'Asie et moins d'Europe : Boris Johnson définit la nouvelle stratégie « Global Britain » du Royaume-Uni » in *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/international/article/2021/03/17/plu-d-asie-et-moins-d-europe-boris-johnson-definit-la-nouvelle-strategie-global-britain-du-royaume-uni_6073391_3210.html, 17/3/2021.

André Dumoulin, « Faut-il s'inquiéter de la menace nucléaire russe ? » in *La Libre*, <https://www.lalibre.be/debats/opinions/2022/02/28/faut-il->

[sinquier-de-la-menace-nucleaire-russe-yr7uf57hbzgkxojy3c3vj3qs7q/](https://www.lemonde.fr/sinquier-de-la-menace-nucleaire-russe-yr7uf57hbzgkxojy3c3vj3qs7q/), 28/2/2022.

Marion Dupont, « Cécile Alduy, sémiologue : "La séquence entre Donald Trump et Volodymyr Zelensky n'était pas un dérapage, mais une proclamation»" » in *Le Monde*,
https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/03/04/cecile-alduy-semiologue-la-sequence-entre-donald-trump-et-volodymyr-zelensky-n-etait-pas-un-derapage-mais-une-proclamation_6576155_3232.html, 4/3/2025.

Guy Dutheil et Aline Leclerc, "Pour lutter contre les incendies depuis le ciel, la France ne dispose que de 12 Canadair qui ont « 30 ans de moyenne d'âge »" in *Le Monde*,
https://www.lemonde.fr/economie/article/2025/08/06/pour-lutter-contre-les-incendies-depuis-le-ciel-la-france-ne-dispose-que-de-12-canadair-qui-ont-30-ans-de-moyenne-d-age_6620504_3235.html, 6/8/2025.

Dominique Eddé, « Le "nous contre eux" signe fatalement le début de l'obscurantisme et de la cécité » in *Le Monde*,
https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/10/31/l-ecrivaine-libanaise-dominique-edde-sur-la-guerre-israel-hamas-le-recours-au-nous-contre-eux-signe-fatalement-le-debut-de-l-obscurantisme-et-de-la-cecite_6197490_3232.html,
31/10/2023.

Dwight D. Eisenhower, *Address at The English Speaking Union Dinner At Grosvenor House, Park Lane, London*, 3/7/1951, <http://www.eisenhowermemorial.org/stories/english-speaking-union-speech.htm>, 2/9/2012.

EU Satellite Centre, <https://www.satcen.europa.eu>.

Eurimages, Fonds culturel du Conseil de l'Europe,
<https://www.coe.int/fr/web/eurimages>, 25/2/2020.

Europa, *L'institut d'études de sécurité de l'Union européenne*,
http://europa.eu/agencies/regulatory_agencies_bodies/security_agencies/iss/index_fr.htm, 16/10/2011.

Olivier Faye, Ivanne Trippenbach, « En France, Vladimir Poutine a bénéficié de quinze ans de complaisance politique » in *Le Monde*,

https://www.lemonde.fr/politique/article/2022/03/02/en-france-quinze-ans-de-complaisance-politique-envers-vladimir-poutine_6115762_823448.html, 2/3/2022.

Lee Ferran, "From HIMARS to helos: What the US has given Ukraine" in *Breaking Defense*,

https://breakingdefense.com/2022/10/from-himars-to-helos-what-the-us-has-given-ukraine-graphic/?utm_campaign=BD%20Daily&utm_medium=email&hsmi=228213778&hsenc=p2ANqtz---XDkFVnaLsa6MQuuW2CanEw1WkWS1vwLSe_mhDJV1IypT14YQtP4oJJK2-IqdPP0KnMtjb8S6XxJQIujNViamOrPmEg&utm_content=228213778&utm_source=hs_email, 3/10/2022

Thibault Finet, *De la Haganah à Tsahal, histoire et perspective du terrorisme israélien*, Comité de solidarité de Trois-Rivières, <https://www.cs3r.org/7868-de-la-haganah-a-tsahal-histoire-et-perspective-du-terrorisme-israelien.-copie>, sd.

Michel Goya, « Une analyse de l'engagement militaire français au Sahel » in *La Voie de l'épée*,

<https://lavoiedelepee.blogspot.com>, 16/8/2022.

Nicolas Gros-Verheyde, « PESCO. Les recommandations de l'Assemblée nationale : après la bataille ! (v2) » in *Bruxelles2*,

https://club.bruxelles2.eu/2021/01/pesco-les-recommandations-de-lassemblee-nationale-apres-la-bataille/?utm_source=mailpoet&utm_medium=email&utm_campaign=b2pro-or-newsletter-post-title_2, 28/1/2021.

Jean-Pierre Filiu, "En Israël, les extrémistes juifs de l'Irgoun et du Lehi progressivement réhabilités après les attentats de 1944-1948" in *Le Monde*,

https://www.lemonde.fr/un-si-proche-orient/article/2025/01/12/en-israel-les-extremistes-juifs-de-l-irgoun-et-du-lehi-progressivement-rehabilités-apres-les-attentats-de-1944-1948_6493883_6116995.html, 12/1/2025.

Nicholas Fiorenza, "UK admits to nuclear replacement warhead programme" in *Jane's Defence Weekly*, 27/2/2020.

Daniel Fiott, *The Poison Pill: EU defence on US terms?*, EUISS, <https://www.iss.europa.eu/content/poison-pill-eu-defence-us-terms>, 14/6/2019.

Jon Gambrell, The Associated Press, "Two US Navy pilots shot down over Red Sea in 'friendly fire' incident" in *Military Times*, https://www.militarytimes.com/news/your-military/2024/12/22/two-us-navy-pilots-shot-down-over-red-sea-in-friendly-fire-incident/?utm_source=sailthru&utm_medium=email&utm_campaign=mil-breaking, 22/12/2024.

Robert M. Gates, "The Dysfunctional Superpower. Can a Divided America Deter China and Russia?" in *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/united-states/robert-gates-america-china-russia-dysfunctional-superpower?>, 29/9/2023.

Geneva Centre for Security Policy, European Security and Defence College, *History and Context of the European Security and Defence Policy*, Autonomous Knowledge Unit n° 1, http://adlunap.ro/esdc/ilias.php?baseClass=ilSAHSPresentationGUI&ref_id=841, 13/9/2011.

Gerhard Gnauck, "Deutschland will den Aufbau eines IV. Reiches" in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, <https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/polens-regierung-schlaegt-schaerfere-toene-gegenueber-deutschland-an-17663655.html>, 2/12/2021.

Paul Gogo, « L'inquiétant article de Vladimir Poutine sur l'Ukraine » in *La Libre*, <https://www.lalibre.be/international/europe/2021/07/18/linquietant-article-de-vladimir-poutine-sur-lukraine-HOFONP6JYZCNHBHCZZPRMDE4TQ/>, 16/7/2021.

Paul Goldschmidt, « L'Union européenne », <http://www.paulgoldschmidt.eu/index.php/2019/09/12/lunion-europeenne/?lang=fr>, 12/9/2019.

Joe Gould, "Pentagon sending Excalibur guided artillery, more HIMARS to Ukraine" in *Defense News*, https://www.defensenews.com/pentagon/2022/10/04/pentagon-sending-excalibur-guided-artillery-more-himars-to-ukraine/?utm_source=sailthru&utm_medium=email&utm_campaign=air-dnr, 4/10/2022.

Michel Goya, " Soixante-quatrième jour : état des forces et perspectives " in *Le Grand Continent*, <https://legrandcontinent.eu/fr/2022/04/28/soixante-quatrieme-jour-etat-des-forces-et-perspectives/>, 28/4/2022.

Michel Goya, " Point de situation des opérations en Ukraine 8 mai 2022 " in *La voie de l'épée*, <https://lavoiedelepee.blogspot.com>, 8/5/2022

Michel Goya, "Vers une guerre de corsaires en Ukraine ?" in *La Voie de l'épée*, <https://lavoiedelepee.blogspot.com>, 10/8/2022.

Michel Goya, « L'art opératif à l'épreuve de la guerre en Ukraine – 3. La fabrique des batailles » " in *La Voie de l'Épée*, <https://lavoiedelepee.blogspot.com>, 26/9/2022.

Michel Goya, "Vers une guerre de corsaires en Ukraine ?" in *La Voie de l'épée*, <https://lavoiedelepee.blogspot.com>, 10/8/2022.

Michel Goya, "L'Ukraine et la GRH de guerre" in *La Voie de l'épée*, <https://lavoiedelepee.blogspot.com>, 15/1/2025.

Robbie Gramer, « This interactive Map Shows the High Stakes Missile Stand-Off Between NATO and Russia" in *Foreign Policy*, <https://foreignpolicy.com/2017/01/12/nato-russia-missile-defense-stand-off-deterrence-anti-access-area-denial/>, 12/1/2017.

Nicolas Gros-Verheyde, "Les premières leçons de la 'crise de Kaboul'" in *Bruxelles2*, http://www.bruxelles2.eu/2021/09/les-premieres-lecons-de-la-crise-de-kaboul/?utm_source=mailpoet&utm_medium=email&utm_campaign=les-newsletter-total-derniers-articles-de-notre-blog_2, 1/9/2021.

Nicolas Gros-Verheyde, "La future communauté géopolitique européenne : but, contenu et fonctionnement" in *Bruxelles2*,
https://club.bruxelles2.eu/2022/06/decryptage-la-future-communaute-geo-politique-europeenne-but-contenu-et-fonctionnement/?utm_source=mailpoet&utm_medium=email&utm_campaign=b2pro-or-newsletter-post-title_2, 16/6/2022.

Nicolas Gros-Verheyde, "Il faut définir une attitude plus ferme avec la Chine. Dixit U. von der Leyen" in *Bruxelles2*,
https://club.bruxelles2.eu/2023/03/actualite-il-faut-definir-une-attitude-plus-ferme-avec-la-chine-dixit-u-von-der-leyen/?utm_source=mailpoet&utm_medium=email&utm_campaign=b2pro-notif-article, 30/3/2023.

Nathalie Guibert, « Le but de la Chine est de bouter les Etats-Unis hors du Pacifique » in *Le Monde*,
https://www.lemonde.fr/international/article/2022/06/03/le-but-de-la-chine-est-de-bouter-les-etats-unis-hors-du-pacifique_6128852_3210.html, 3/6/2022.

Thomas Gutschker, "Ohne Amerika wird die Ukraine blind" in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*,
<https://www.faz.net/aktuell/politik/ukraine/was-die-fehlende-militaerhilfe-der-usa-fuer-kiew-bedeutet-110335108.html>, 4/3/2025 .Alexander Hamilton, "Concerning Dangers from Dissensions Between the States" in *The Independent Journal* (Federalist Papers No. 6), al. 2,
http://avalon.law.yale.edu/18th_century/fed06.asp.

Corry Hancké, "Het was allemaal voor niets" in *De Standaard*,
https://www.standaard.be/cnt/dmf20210903_94067963, 3/9/2021.

Corry Hancké, « Erdogan geeft toe: Zweden mag lid worden van de Navo » in *De Standaard*,
https://www.standaard.be/cnt/dmf20230710_96768973, 10/7/2023.

Toby Helm, Robin McKie, James Tapper et Phillip Inman, "“What have we done?": six years on, UK counts the cost of

Brexit” in *The Guardian*,

<https://www.theguardian.com/politics/2022/jun/25/what-have-we-done-six-years-on-uk-counts-the-cost-of-brexit>, 25/6/2022.

Clara Hidalgo, Fig Data, « «Les États-Unis ont rejoint le camp des brigands» : l’alliance «historique» entre les Américains et les Russes à l’ONU aura-t-elle des conséquences ? » in *Le Figaro*,

<https://www.lefigaro.fr/international/les-etats-unis-ont-rejoint-le-camp-des-brigands-l-alliance-historique-entre-les-americains-et-les-russes-a-l-onu-aura-t-elle-des-consequences-20250225>, 25/2/2025.

Jean-Yves Heurtebise, « Pour être sûr que la troisième guerre mondiale n’aura pas lieu, il faut voir qu’elle est en train de commencer et savoir s’y préparer » in *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/07/16/pour-etre-sur-que-la-troisieme-guerre-mondiale-n-aura-pas-lieu-il-faut-voir-qu-elle-est-en-train-de-commencer-et-savoir-s-y-preparer_6088399_3232.html, 16/8/2021.

Drew Hinshaw, Joe Parkinson, “Russian Army Turns Ukraine’s Largest Nuclear Plant into a Military Base” in *The Wall Street Journal*,

<https://www.wsj.com/world/europe/russian-army-turns-ukraines-largest-nuclear-plant-into-a-military-base-11657035694>, 5/7/2022.

François Hollande, *Discours sur la dissuasion nucléaire*, prononcé à Istres le 19 février 2015,

<https://www.dailymotion.com/video/x2hlivt>.

home/dpa, "Russland und Ukraine unterzeichnen Gastransitvertrag für Europa" in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, <https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/gazprom-russland-und-ukraine-unterzeichnen-gastransitvertrag-fuer-europa-16559852.html>, 31/12/2019.

Leonor Hubaut, "Où sont passés les six-milliards promis par l’Europe à la Turquie ? " in *Bruxelles2*,

<https://www.bruxelles2.eu/2020/03/ou-sont-passes-les-six-milliards-promis-par-leurope-a-la->

turquie/?utm_source=mailpoet&utm_medium=email&utm_campaign=les-newsletter-total-derniers-articles-de-notre-blog_2, 17/3/2020.

Victor Hugo, *Discours au Congrès de la paix*, Paris, 21/8/1849, Assemblée nationale, http://www.assemblee-nationale.fr/13/evenements/textes_victor_hugo.asp, 16/2/2020.

Daniel Hurst, "China leading US in technology race in all but a few fields, thinktank finds" in *The Guardian*, <https://www.theguardian.com/world/2023/mar/02/china-leading-us-in-technology-race-in-all-but-a-few-fields-thinktank-finds>, 2/3/2023.

Gareth Jennings, "Germany receives final Eurofighter under current PoR" in *Jane's Defence Weekly*, https://emagazines.janes.com/webviewer/#janesdefenceweekly1january2020/germany_receives_final_eurofighter_under_current_por, 18/12/2019.

Reuben Johnson, Aaron Mehta, "Flimsy numbers and sparks of protest: How Putin's mobilization may end up another miscalculation" in *Breaking Defense*, https://breakingdefense.com/2022/09/flimsy-numbers-and-sparks-of-protest-how-putins-mobilization-may-end-up-another-miscalculation/?_ga=2.73888466.1756889272.1663600488-942942739.1625582143&utm_campaign=BD%20Daily&utm_medium=email&hsmi=226865090&hsenc=p2ANqtz-9mtxghHgNWP1kFRv7QiD5KkY8Z3IeMcdxUfHj1t8HzIUpHqtQk44v-x79BHcCL9Dek8RafsBOmidq1-qsDmQbTY8HP1g&utm_content=226865090&utm_source=hs_email, 21/9/2022.

Robert Jules, « L'Allemagne, le maillon faible de l'Europe » in *La Tribune*, <https://www.latribune.fr/economie/international/l-allemande-le-maillon-faible-de-l-europe-912712.html>, 4/4/2022.

Jean-Claude Juncker, *Un nouvel élan pour l'Europe : mon programme pour l'emploi, la croissance, l'équité et le changement démocratique, orientations politiques pour la*

prochaine Commission européenne, discours au Parlement européen, Strasbourg, 15/7/2014,
https://ec.europa.eu/commission/priorities/docs/pg_fr.pdf,
20/7/2014.

Riad Kahwaji, "Saudi-Pakistan defense pact brings new nuclear player to region" in *Breaking Defense*,
https://breakingdefense.com/2025/09/saudi-pakistan-defense-pact-brings-new-nuclear-player-to-region/?utm_medium=email&hsenc=p2ANqtz-9ADHNX9ZTZes7kLouFgGI4SSTqQX5OPVxKm8ddxk1jVGBdgwP5baYh6E4gsE5YgVjYvjiTXKYvb90C1k35iEcWoJedgg&hsmi=381933049&utm_content=381933049&utm_source=hs_email, 22/9/2025.

Sir Gerald Kaufman, *Speech to the Commons on the war in Gaza in 2009*,
<https://www.youtube.com/watch?v=xEYz00MqCx0>,
21/1/2001.

Sylvie Kauffmann, " Le scénario ukrainien avait été écrit en Géorgie en 2008. Il suffisait de vouloir lire " in *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/02/23/le-scenario-ukrainien-avait-ete-ecrit-en-georgie-en-2008-il-suffisait-de-vouloir-lire_6114865_3232.html, 23/2/2022.

Alexia Kefala, « Le président Erdoğan en ami à Athènes » in *Le Figaro*, 6/12/2023,
<https://www.lefigaro.fr/international/le-president-turc-erdogan-en-ami-a-athenes-20231206>.

Eugene Kiely, Robert Farley, "Timeline of U.S. Withdrawal from Afghanistan" in *FactCheck.org*,
<https://www.factcheck.org/2021/08/timeline-of-u-s-withdrawal-from-afghanistan/>, 17/8/2021.

Christopher Kinsey, Ronald Ti, « Combat Logistics in the Twenty-first Century. Enabling the Mobility, Endurance, and Sustainment of NATO Land Forces in a Future Major Conflict » in Mikael Weissmann (dir), Niklas Nilsson, *Advanced Land Warfare: Tactics and Operations*, Oxford, Oxford University Press, 2024, p. 14,

<https://academic.oup.com/book/45784/ chapter/400597938?login=false>.

Henry Kissinger, *White House Years*, chapter IV, European Journey, The Colossus of de Gaulle, <https://media.oiiipdf.com/pdf/f7f2032a-0f2c-497d-a106-45f3ae0f78b8.pdf>.

Laurent Lagneau, "La commande de trois E-2D Hawkeye destinés à la Marine nationale notifiée à Northrop Grumman par le Pentagone" in *Zone militaire open.360.com*, <http://www.opex360.com/2021/12/23/la-commande-de-trois-e-2d-hawkeye-destines-a-la-marine-nationale-notifiee-a-northrop-grumman-par-le-pentagone/>, 23/12/2021.

Laurent Lagneau, « Le Royaume-Uni va livrer à l'Ukraine des missiles de croisière Storm Shadow / SCALP » in *Zone militaire opex360.com*, <https://www.opex360.com/2023/05/11/le-royaume-uni-va-livrer-a-lukraine-des-missiles-de-croisiere-storm-shadow-scalp/>, 11/5/2023.

Sophie Landrin, "Le dialogue s'enlise entre la Chine et l'Inde sur leur conflit dans l'Himalaya" in *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/international/article/2023/04/29/le-dialogue-s-enlise-entre-la-chine-et-l-inde-sur-leur-conflit-dans-l-himalaya_6171506_3210.html, 29/4/2023.

Ronan Le Gleut, Hélène Conway-Mouret, *Europe de la défense, le défi de l'autonomie stratégique*, Rapport d'information du Sénat de France, <https://www.senat.fr/notice-rapport/2018/r18-626-notice.html>, 3/7/2019.

Samantha Lock, Dan Sabbagh, "Russian warplanes destroyed in Crimea airbase attack, satellite images show" in *The Guardian*, <https://www.theguardian.com/world/2022/aug/11/russian-warplanes-destroyed-in-crimea-saky-airbase-attack-satellite-images-show>, 11/8/2022.

Frédéric Lemaître, « Xi Jinping a de nombreux ennemis parmi les cadres du parti, mais ils n'ont pas réussi à se coaliser » in *Le Monde*,

https://www.lemonde.fr/international/article/2021/09/15/xi-jinping-a-de-nombreux-ennemis-parmi-les-cadres-du-parti-mais-ils-n-ont-pas-reussi-a-se-coaliser_6094758_3210.html, 15/9/2021.

Frédéric Lemaître, « La Chine redéfinit ses frontières avec ses voisins, y compris la Russie » in *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/international/article/2023/09/03/la-chine-redefinit-ses-frontieres-avec-ses-voisins-y-compris-la-russie_6187600_3210.html, 3/9/2023.

Simon Leplâtre, « Coronavirus : le 1^{er} médecin à avoir lancé l'alerte en Chine réhabilité à titre posthume » in *Radio France International*, <http://www.rfi.fr/fr/asie-pacifique/20200320-coronavirus-1er-m%C3%A9decin-avoir-lanc%C3%A9-alerte-chine-r%C3%A9habilit%C3%A9-li-wenliang>, 20/3/2020.

Les évêques de Belgique, « Aux chrétiens catholiques au seuil des élections » in *La Libre Belgique*, <https://www.lalibre.be/debats/opinions/voici-la-lettre-des-eveques-avant-les-elections-5cc2c2c8d8ad586a5ad4322c>, 26/4/2019.

Lockheed Martin, <https://www.lockheedmartin.com/en-us/products/f-35.html>.

Eckart Lohse, "Das verbotene Thema" in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, <https://www.faz.net/aktuell/politik/bundestagswahl/atomkraft-im-wahlkampf-laschet-fordert-die-gruenen-heraus-17538990.html>, 21/09/2021.

Efrem Lukatsky, Derek Gatopoulos, "Ukraine unveils upgraded sea drone it says can strike anywhere in the Black Sea" in *AP News*, <https://apnews.com/article/0719211dd0314f2b9d15422e81ca66e3?>, 22/10/2025.

E. Macron, *Discours inaugural du salon Euro Satory à Villepinte*, <https://www.elysee.fr/front/pdf/elysee-module-19745-fr.pdf>, 13/6/2022.

Nicolas Madelaine, « Le projet d'avion de combat britannique rival de l'ex-SCAF obtient enfin des

financements » in *Les Échos*,
<https://www.lesechos.fr/industrie-services/air-defense/le-projet-davion-de-combat-britannique-rival-de-lex-scaf-obtient-enfin-des-financements-2240827>, 5/7/2026.

George Magnus, "China's recent economic woes suggest there is something seriously amiss" in *The Guardian*,
<https://www.theguardian.com/business/2023/aug/11/china-economic-problems-show-things-are-seriously-amiss>,
11/8/2023.

Leila Marchand, " Plus de la moitié des Français ne se réclament d'aucune religion " in *Le Monde*,
http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2015/05/07/une-grande-majorite-de-francais-ne-se-reclament-d-aucune-religion_4629612_4355770.html, 7/5/2015.

Josh Margolin, James Gordon Meek, "Intelligence report warned of coronavirus crisis as early as November: Sources" in *ABC News*, <https://abcnews.go.com/Politics/intelligence-report-warned-coronavirus-crisis-early-november-sources/story?id=70031273>, 9/4/2020.

Gianfranco Martini, « Fédéralisme et pensée politique d'inspiration chrétienne » in *Le fédéraliste, revue de politique*, XXXe année, 1988, n° 1,
<https://www.thefederalist.eu/site/index.php/fr/notes/1748-federalisme-et-pensee-politique-dinspiration-chretienne>, .

Euheniia Martyniuk, « “I only had one brigade.” Ukrainian General explains why Russians rapidly occupied southern Ukraine early in invasion » in *Euromaidan*,
<https://euromaidanpress.com/2023/09/21/why-russians-rapidly-occupied-southern-ukraine-early-in-invasion/>,
21/09/2023.

Mike Mattis,« Black Sea battle: how Ukraine's drones overpowered the Russian Navy » in *Navy Lookout*,
<https://www.navylookout.com/black-sea-battle-how-ukraines-drones-overpowered-the-russian-navy/>,
22/7/2025.

Kubra Mayda, « Aantal Turken dat in België asiel aanvraagt, is verdrievoudigd » in *De Standaard*, https://www.standaard.be/cnt/dmf20230508_95824900, 09/05/2023.

Leonardo Jacopo Maria Mazzucco, “How Ukraine’s Unmanned Surface Vessels Have Reshaped Modern Naval Warfare in the Black Sea” in *Rabdan Security and Defence Institute*, <https://rsdi.ae/en/publications/how-ukraines-unmanned-surface-vessels-have-reshaped-modern-naval-warfare-in-the-black-sea>, 15/10/2025.

Mitch McConnell, "The Price of American Retreat" in *Foreign Affairs*, January / February 2025, https://www.foreignaffairs.com/united-states/price-american-retreat-trump-mitch-mcconnell?utm_medium=promo_email&utm_source=fa_edit&utm_campaign=pre_release_mcconnell_b&utm_content=20241216&utm_term=ESZZZ004D4, 16/12/2024.

Alfred W. McCoy, "Requiem for an empire" in *Counterpunch*, <https://www.counterpunch.org/2024/11/20/requiem-for-an-empire/>, 20/11/2024.

Hassan Meddah, " EADS-BAE : les raisons d’une fusion ratée " in *L'Usine nouvelle*, <https://www.usinenouvelle.com/article/eads-bae-les-raisons-d-une-fusion-ratee.N183770>, 10/10/2012.

Jean-Dominique Merchet et Yvan Guichaoua, « Au Sahel, les djihadistes imposent leur tempo » in *Secret Défense*, <https://www.lopinion.fr/blog/secret-defense/sahel-djihadistes-imposent-leur-tempo-206519>, 18/12/2019.

Abel Mestre, « Élections législatives 2022 : la recomposition politique se confirme » in *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/politique/article/2022/06/11/elections-legislatives-2022-la-recomposition-politique-se-confirme_6129798_823448.html, 11/6/2022.

Ruth Michaelson, “Turkish president Recep Tayyip Erdoğan announces new cabinet” in *The Guardian*, <https://www.theguardian.com/world/2023/jun/03/turkish->

[president-recep-tayyip-erdogan-announces-new-cabinet,](#)
3/6/2023.

Aaron Mehta, "US completes \$9B B61-12 nuclear warhead upgrade" in *Breaking Defense*,
https://breakingdefense.com/2025/01/us-completes-9b-b61-12-nuclear-warhead-upgrade/?utm_medium=email&hsenc=p2ANqtz-9o-ZCSXk0YmcUqDORJqXI9xf5vH-PWQ_2dVt29BrI5KAe40vRZ9JnZ3V9sp0g3sNQDtvQBHZPL6wEwd3xi9H9aZw2kOQ&hsmi=341538588&utm_content=341538588&utm_source=hs_email, 7/1/2025

Hans Petter Midttun, " Ukraine's Victory Plan Is Not a Call for a Russian Defeat but a Just and Lasting Peace " in *The Kyiv Post*, <https://www.kyivpost.com/opinion/40067>, 5/10/2024.

Armando Mombelli, « Accord-cadre Suisse-UE : où en sommes-nous ? » in *Swissinfo.ch*,
https://www.swissinfo.ch/fre/négociations-entre-berne-et-bruxelles_accord-cadre-suisse-ue--où-en-sommes-nous-/45026344, 12/6/2019.

Carolyn Moser, Steven Blockmans, *The extent of the European Parliament's competence in Common Security and Defence Policy*, Brussels, European Parliament,
[https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2022/702559/EXPO_IDA\(2022\)702559_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2022/702559/EXPO_IDA(2022)702559_EN.pdf), June2022.

Perrine Mouterde, " L'Ukraine a été raccordée en urgence au réseau électrique européen " in *Le Monde*,
https://www.lemonde.fr/planete/article/2022/03/17/l-ukraine-a-ete-raccordee-en-urgence-au-reseau-electrique-europeen_6117879_3244.html, 17/3/2022.

Yves-Henri Nouailhat, « Nixon-de Gaulle : un épisode original des relations américaines », *Revue française d'études américaines*, n° 32, avril 1987, American Potpourri, https://www.persee.fr/doc/rfea_0397-7870_1987_num_32_1_1281.

Illia Novikov, The Associated Press, "Une attaque aérienne russe fait trois morts et cause des pannes de courant en

Ukraine” in *L’actualité*,
<https://lactualite.com/actualites/une-attaque-aerienne-russe-fait-trois-morts-et-cause-des-pannes-de-courant-en-ukraine/>, 23/12/2025.

Joseph Nye, "« Le soft power culturel des Etats-Unis survivra-t-il au déclin de leur soft power politique ? » : les dernières réflexions de Joseph Nye, mort début mai" in *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/05/24/le-soft-power-culturel-des-etats-unis-survivra-t-il-au-declin-de-leur-soft-power-politique-les-dernieres-reflexions-de-joseph-nye-mort-debut-mai_6608179_3232.html, 24/5/2025.

Lisa O’Carroll, “Turkey to send commandos to Kosovo in response to Nato peacekeeping call” in *The Guardian*,
<https://www.theguardian.com/world/2023/jun/03/turkey-send-commandos-kosovo-response-nato-peace-keeping-call-serbia>, 3/6/2023.

Charlotte Oberti, "Turquie : la confrérie Gülen, entre secte et franc-maçonnerie" in *France24*,
<https://www.france24.com/fr/20131227-turquie-confrerie-guelen-entre-secte-franc-maconnerie-erdogan>, 27/12/2013.

Pavlo Odnokoz, « Ukraine to Sell Its Sea Drones Internationally — Why It’s a Good Deal » in *LinkedIn*,
<https://stackedpreference.medium.com/ukraine-to-sell-its-sea-drones-internationally-why-its-a-good-deal-39386282505d>, 11/11/2025.

OTAN, Acte fondateur sur les relations, la coopération et la sécurité mutuelles entre l'OTAN et la Fédération de Russie, signé à Paris,
https://www.nato.int/cps/fr/natolive/official_texts_25468.htm
27/5/1997.

Brice Pedroletti, « Coronavirus : l’urgentiste chinois Ai Fen révèle les pressions subies pour cacher la gravité de l’épidémie » in *Le Monde*,
https://www.lemonde.fr/international/article/2020/03/13/l-urgentiste-ai-fen-revele-les-pressions-subies-pour-cacher-la-gravite-de-l-epidemie_6032920_3210.html, 13/3/2020.

peer/dpa/AFP/Reuters, "Trump stellt Militärhilfe für Ukraine vorerst ein" in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, <https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/trump-stellt-militaerhilfe-fuer-ukraine-vorerst-ein-110333803.html>, 4/3/2025.

Jane Perlez, « Yeltsin ‘Understands’ Polish Bid for a Role in NATO » in *The New York Times*, <https://www.nytimes.com/1993/08/26/world/yeltsin-understands-polish-bid-for-a-role-in-nato.html>, 26/8/1993.

Thomas Petersen, "Mehrheit wünscht sich ein starkes Europa" in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, <https://www.faz.net/aktuell/politik/inland/allensbach-umfrage-zu-ukraine-krieg-wunsch-nach-starkem-europa-18117629.html>, 22/6/2022.

Aimee Picchi, "U.S. interest payments on its debt are set to exceed defense spending. Should we be worried?" in CBS news, <https://www.cbsnews.com/news/federal-debt-interest-payments-defense-medicare-children/?tag=CNM-00-10aac3a>, 1/3/2024.

Cédric Pietralunga, « L’Ukraine prépare sa contre-offensive avec des « wargames » organisés par le Pentagone » in *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/international/article/2023/03/08/l-ukraine-prepare-sa-contre-offensive-avec-des-wargames-organises-par-le-pentagone_6164572_3210.html, 8/3/2023.

Wladimir Putin: Rede auf der Münchner Sicherheitskonferenz 2007, <https://www.youtube.com/watch?v=pbYDJoR6jwc>, 9/2/2007.

Jean-Louis Quermonne, « L’Union européenne en quête d’institutions légitimes et efficaces » in *L’Union européenne dans le temps long*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, <https://www.cairn.info/Union-europeenne-dans-le-temps-long-9782724610765.htm>

Radio Free Europe/Radio Liberty, "NATO Chief Rejects Macron Call to Put French Nukes at Center of European Strategy" in *defense-aerospace*, <https://www.defense->

aerospace.com/article-view/release/209729/nato-chief-rejects-macron-call-to-put-french-nukes-at-center-of-european-strategy.html, 16/2/2020.

Jennifer Rankin, “Ex-Nato head says Putin wanted to join alliance early on in his rule” in *The Guardian*, <https://www.theguardian.com/world/2021/nov/04/ex-nato-head-says-putin-wanted-to-join-alliance-early-on-in-his-rule>, 4/11/2021.

Cindy Régnier, « La pointe avancée de l'OTAN dans les pays baltes : une épine pour Moscou » in *La Tribune*, <https://www.latribune.fr/opinions/tribunes/la-pointe-avancee-de-l-otan-dans-les-pays-baltes-une-epine-pour-moscou-824758.html>, 1/8/2019.

Robert Reich, "Yes, Trump is dominating the primaries. That doesn't mean he'll beat Biden" in *The Guardian*, <https://www.theguardian.com/commentisfree/2024/jan/23/trump-primaries-election-biden-robert-reich>, 23/1/2024.

Reuters, « Israel warns Hizbullah: war would invite destruction » in *Yediot Aharonot*, <https://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-3604893,00.html>, 10/3/2008.

Reuters, "US to put 9,000 South Korea workers on leave as military funding row deepens" in *The Guardian*, <https://www.theguardian.com/world/2020/jan/29/us-to-put-9000-south-korea-workers-on-leave-as-military-funding-row-deepens>, 29/1/2020.

Reuters, « Poetin “hoopt” dat er geen nood is om kernwapen Reuters, “Erdogan signaleert ökonomische Kehrtwende” in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, <https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/neuer-finanzminister-erdogan-signaleert-oekonomische-kehrtwende-18940161.html>, 4/6/2023.

Reuters, "Ukraine carries out air assault on Crimea's port of Feodosia" in *Euractiv*, <https://www.euractiv.com/section/europe-s-east/news/ukraine-carries-out-air-assault-on-crimeas-port-of-feodosia/>, 26/12/2023.

ns in te zetten in Oekraïne » in *De Standaard*,
<https://www.standaard.be/buitenland/poetin-hoopt-dat-er-geen-nood-is-om-kernwapens-in-te-zetten-in-oekraïne-gewonden-bij-nachtelijke-droneaanval-op-kirov/35173633.html>, 4/5/2025.

Tim Ripley, Fenella McGerty, “UK defence secretary wants to end ‘hollow force’ ” in *Jane's Defence Weekly*,
<https://www.janes.com/article/91684/uk-defence-secretary-wants-to-end-hollow-force>, 3/10/2019.

Tim Ripley, “NAO calls for action on UK defence budget ‘black hole’ ” in *Jane's Defence Weekly*, 27/2/2020.

Andrew Roth, "US has suspended all military aid to Ukraine, White House official says, in wake of Trump-Zelenskyy row" in *The Guardian*,
<https://www.theguardian.com/world/2025/mar/04/us-military-aid-ukraine-pause-trump-zelenskyy-updates>, 4/3/2025.

RTL, AFP, "L'UE doit avoir son armée, estime Jean-Claude Juncker" in *RTL France*,
<https://www.rtl.fr/actu/international/l-ue-doit-avoir-son-armee-estime-jean-claude-juncker-7776930411>, 8/3/2015.

Dan Sabbagh, “UK army, navy and RAF all to be cut back, defence review confirms” in *The Guardian*,
<https://www.theguardian.com/uk-news/2021/mar/22/uk-army-navy-and-raf-all-to-be-cut-back-defence-review-confirms>, 22/3/2011.

Dan Sabbagh, "Ukraine crisis: how Putin feeds off anger over Nato's eastward expansion" in *The Guardian*,
<https://www.theguardian.com/world/2021/dec/27/ukraine-crisis-how-putin-feeds-off-anger-over-nato-eastward-expansion>, 27/12/2021.

Dan Sabbagh, Luke Harding, "Ukraine has firepower to fight on without US support – for now" in *The Guardian*,
<https://www.theguardian.com/world/2025/mar/04/ukraine-has-firepower-to-fight-on-without-us-support-for-now>, 4/3/2025.

Pjotr Sauer, Amy Hawkins, “ ‘Good old friend’: Putin offers praise for Xi ahead of first trip to Russia since Ukraine invasion ” in *The Guardian*,
<https://www.theguardian.com/world/2023/mar/20/xi-set-to-visit-russia-in-trip-that-will-reaffirm-ties-with-putin-china>, 20/3/2023.

Erich Schenk, “Interview mit Richard Coudenhove- Kalergi”, Wien, Österreichische Mediathek,
<https://www.mediathek.at/frauenstimmen/suche/detail/atom/15E9DB6C-003-000AC-00000EBC-15E91EC7/pool/BWEB/>, 19/11/1971.

Patrick Schlereth, “Die ukrainischen Truppen haben in der strategisch wichtigen Stadt Lyman im Gebiet Donezk nach eigenen Angaben rund 5000 russische Soldaten eingekesselt” in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*,
<https://www.faz.net/aktuell/politik/ukraine-liveticker-offenbar-5000-russische-soldaten-in-lyman-eingekreist-18134628.html>, 1/10/2022.

Friedrich Schmidt, „Einer unserer wichtigsten Partner“ in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*,
<https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/putin-deutschland-bleibt-einer-der-wichtigsten-partner-17493770.html>, 20/8/2021.

Gilles Sengès, « Biden est prêt à tout pour l’Ukraine, sauf la guerre » in *L’Opinion*,
<https://www.lopinion.fr/international/biden-est-pret-a-tout-pour-lukraine-sauf-la-guerre>, 23/1/2022.

Abhinav Singh, « Explained : China releases distorted ‘standard’ map. What exactly is the controversy?” in WION, <https://www.wionews.com/world/explained-china-releases-distorted-standard-map-what-exactly-is-the-controversy-630264>, 29/8/2023.

Hans-Werner Sinn, "Le fiasco énergétique allemand" in *Project Syndicate*, <https://www.project-syndicate.org/commentary/germany-energy-shambles-dependence-on-russian-gas-by-hans-werner-sinn-2022-03/french>, 28/3/2022.

Tim Shipman, "Ben Wallace Interview: We Can't Rely on US (excerpt)" in *The Sunday Times*,
<https://www.thetimes.co.uk/article/ben-wallace-interview-we-cant-rely-on-us-pmwcgv398>, 12/1/2020.

Aila Sisco, "Donald Trump Holds Responsibility for Afghanistan Withdraw, Ex-Adviser Says" in *Newsweek*,
<https://www.newsweek.com/donald-trump-responsible-afghanistan-withdraw-ex-adviser-1944696>, 26/8/2024.

David Smith, "Trump feels tug of political gravity as economy falters and polls plunge" in *The Guardian*
<https://www.theguardian.com/us-news/2025/may/04/trump-popularity-voters-economy-immigration>, 4/5/2025.

Helena Smith, "Erdoğan hails 'new era' of friendship with Greece on historic visit to Athens" in *The Guardian*,
<https://www.theguardian.com/world/2023/dec/07/erdogan-hails-new-era-of-friendship-with-greece-during-historic-visit-to-athens>, 7/12/2023.

Piotr Smolar, "Donald Trump gèle brutalement l'aide militaire à l'Ukraine pour soumettre Volodymyr Zelensky à sa volonté" in *Le Monde*,
https://www.lemonde.fr/international/article/2025/03/04/donald-trump-gele-brutalement-l-aide-militaire-a-l-ukraine-pour-soumettre-volodymyr-zelensky-a-sa-volonte_6576145_3210.html, 4/3/2025.

sn, 15. Bericht des Bundesministeriums der Verteidigung zu Rüstungsangelegenheiten,
<https://www.bmvg.de/resource/blob/5456944/a2db4dc6bd4c5873113e39ad9292f269/20220629-download-15-bericht-des-bmvg-zu-ruestungsangelegenheiten-data.pdf>, juin 2022.

sn, 17 septembre 1948 : assassinat à Jérusalem par une milice sioniste de Folke Bernadotte, médiateur de l'ONU, et du français André Sérot in Association France Palestine Solidarité, <https://www.france-palestine.org/17-septembre-1948-assassinat-a-Jerusalem-par-une-milice-sioniste-de-Folke>, sd.

sn, « 2023 edition of national map released » in *China Daily*,
<https://www.chinadaily.com.cn/a/202308/28/WS64ec91c2a31035260b81ea5b.html>, 2023/8/23.

sn, « Air Defence in a supersonic age” in *NATO*,
https://www.nato.int/cps/en/natohq/declassified_147357.htm, 2/6/2025.

sn, "America urges Europe to join forces against China" in *The Economist*,
https://www.economist.com/europe/2020/02/16/america-urges-europe-to-join-forces-against-china?utm_campaign=the-economist-today&utm_medium=newsletter&utm_source=salesforce-marketing-cloud&utm_term=2020-02-17&utm_content=article-link-2, 16/2/2020.

sn, « Armed to the teeth » in *Jane's Defense Weekly*,
<https://emagazines.janes.com/webviewer>, 31/01/2023.

sn, « Audition du commissaire désigné Andrius Kubilius » in *Parlement européen*,
<https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20241029IPR25043/audition-du-commissaire-designe-andrius-kubilius>, 6/11/2024.

Isabelle Chaperon, « Airbus supprime 2.362 postes dans sa division défense-espace » in *Le Monde*,
https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/02/20/airbus-a-la-peine-dans-la-defense-et-le-spatial-supprime-2-362-postes_6030207_3234.html, 20/2/2020.

sn, “Charles de Gaulle, "Les Juifs... Un peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur" », INA,
<https://www.ina.fr/ina-eclairer-actu/video/i19073226/charles-de-gaulle-les-juifs-un-peuple-d-elite-sur-de-lui-meme-et-dominateur>, 27/11/1967.

sn, « EN DIRECT - Incendies : le feu en Gironde "stabilisé" mais "pas fixé", Emmanuel Macron se rend sur place cet après-midi » in *TF1Info*,
<https://www.tf1info.fr/environnement-ecologie/en-direct-incendies-plus-de-325-000-refugies-du-feu-en-france-et-en->

[espagne-la-situation-reste-tres-defavorable-en-gironde-les-informations-lundi-27-juillet-2026-2455222.html](https://www.espagne-la-situation-reste-tres-defavorable-en-gironde-les-informations-lundi-27-juillet-2026-2455222.html), 27/7/2026.

sn, « Résolution 242 », in *Nations Unies*, <https://digitallibrary.un.org/record/90717?ln=fr>, 1967.

sn, Audition du commissaire désigné Andrius Kubilius, *Parlement européen*, <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20241029IPR25043/audition-du-commissaire-designe-andrius-kubilius>, 6/11/2024.

sn, *Conclusions European Council meeting 24 & 25 March 2022*, <https://www.consilium.europa.eu/media/55082/2022-03-2425-euco-conclusions-en.pdf>, 25/3/2022.

sn, *Corps européen, une force pour l'Union européenne et l'Alliance atlantique*, https://www.eurocorps.org/home_page/news/news.php?lang_d_efault=FRA&id_news=787, 14/2/2011.

sn, « Crimes de guerre » in *Nations Unies, Définitions*, <https://www.un.org/fr/genocideprevention/index.shtml>, sd.

sn, « Défense : l'Union européenne crée-t-elle une armée européenne ? » in *Parlement européen, Thèmes*, <https://www.europarl.europa.eu/topics/fr/article/20190612/STO54310/defense-l-union-europeenne-cree-t-elle-une-armee-europeenne#:~:text=Les%20dépenses%20de%20défense%20parmi,à%20147%20milliards%20d'euros>, 31/3/2025.

sn, « Dépenses de défense : onze pays ont atteint les 2% du PIB requis par l'OTAN, qui espère que 18 pays atteignent ce palier en 2024 » in *RTBF*, <https://www.rtf.be/article/depenses-de-defense-onze-pays-ont-atteint-les-2-du-pib-requis-par-l-otan-qui-espere-que-18-pays-atteignent-ce-palier-en-2024-11344160>, 14/3/2024.

sn, « Emmanuel Macron à Vladimir Poutine : « Un dialogue sincère n'est pas compatible avec une escalade » » in *BFM TV*, <https://www.bfmtv.com/international/asia/russie/emmanue>

[l-macron-a-vladimir-poutine-un-dialogue-sincere-n-est-pas-compatible-avec-une-escalade VN-202202120217.html](https://www.vn-202202120217.html), 12/2/2022.

sn, « Discours d'Emmanuel Macron à l'hôtel de Brienne : « Faire de la défense une priorité » » in *Ministère des Armées*, <https://www.defense.gouv.fr/actualites/discours-demmanuel-macron-lhotel-brienne-faire-defense-priorite>, 14/7/2025.

sn, « Emmanuel Macron stabilise sa popularité à un bien bas niveau pour son dernier été à l'Élysée » in *Huffington Post*, <https://www.huffingtonpost.fr/politique/article/emmanuel-macron-stabilise-sa-popularite-a-un-bien-bas-niveau-pour-son-dernier-ete-a-l-elysee> 282593.html, 3/7/2026.

sn, « Hoe het zover is kunnen komen: waarom uw gasfactuur zo hoog is » in *De Standaard*, https://www.standaard.be/cnt/dmf20220204_95582473, 10/2/2022.

sn, "House approves \$738bn military bill with money for Trump's Space Force" in *The Guardian*, <https://www.theguardian.com/us-news/2019/dec/11/house-approves-space-force-military-bill>, 12/12/2019.

sn, "In Kharkiv region, Ukraine Army advances 50 km in three days" in *Ukrinform*, <https://www.ukrinform.net/rubric-ato/3567530-in-kharkiv-region-ukraine-army-advances-50-km-in-three-days.html>, 9/9/2022.

sn, "Kiev affirme avoir frappé un sous-marin russe en mer Noire" in *Le Monde*, <https://www.lemonde.fr/international/live/2025/12/15/en-direct-guerre-en-ukraine-apres-sa-reunion-avec-les-negociateurs-americains-volodymyr-zelensky-rencontrera-lundi-des-responsables-europeens> 6657241_3210.html, 15/12/2025.

sn, "La Belt and Road Initiative : une stratégie maritime chinoise" in *Brèves marines*, n° 246,

<https://cesm.marine.defense.gouv.fr/images/breves/BM-246---BRI-2.pdf>, janvier 2022.

sn, *La défense européenne*, Cour des comptes européenne, document d'analyse n° 9, https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/REW19_09/REW_EU-defence_FR.pdf, 12/9/2019.

sn, « La Résistance et l'idée européenne » Luxembourg Centre for Contemporary and digital History, <https://www.cvce.eu/collections/unit-content/-/unit/02bb76df-d066-4c08-a58a-d4686a3e68ff/81649a8e-0558-4721-b443-d609f19dfa24>.

sn, « Le français Nexter vise l'acquisition du grec ELVO pour le remplacement du segment médian de l'Armée de Terre hellénique » in *Meta-Defense.fr*, <https://meta-defense.fr/2023/04/04/le-francais-nexter-vise-lacquisition-du-grec-elvo-pour-le-remplacement-du-segment-median-de-larmee-de-terre-hellenique/>, 4/4/2023.

sn, “Multi-mission airlift/tanker aircraft: The C-390 offers unique advantages” in *Breaking Defense*, <https://breakingdefense.com/2025/06/multi-mission-airlift-tanker-aircraft-the-c-390-offers-unique-advantages/>, 26/6/2025.

sn, « Trump lobt Merz – der Kanzler sei „schwierig“ und „großartig“ » in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, <https://www.faz.net/aktuell/>, 5/6/2025.

sn, « La Résistance et l'idée européenne », Luxembourg Centre for Contemporary and digital History, <https://www.cvce.eu/collections/unit-content/-/unit/02bb76df-d066-4c08-a58a-d4686a3e68ff/81649a8e-0558-4721-b443-d609f19dfa24>, sd.

sn, *Le rapport Davignon*, http://www.cvce.eu/content/publication/1999/4/22/4176efc3-c734-41e5-bb90-d34c4d17bbb5/publishable_fr.pdf, 10/1/2012.

sn, *Les origines de l'idée européenne*,
<http://www.touteurope.eu/fr/histoire/dates-cles/les-origines-de-l-idee-europeenne.html>.

sn, "Les députés demandent à l'UE et à la Turquie de chercher d'autres moyens de coopérer" in *Actualité du parlement européen*,
<https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20230911IPR04914/le-pe-demande-a-l-ue-et-a-la-turquie-de-chercher-d-autres-moyens-de-cooperer>,
11/9/2023.

sn, « Norwegen rückt unter Frankreichs nuklearen Schutzschirm » in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*,
<https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/norwegen-rueckt-unter-frankreichs-nuklearen-schutzschirm-accg-200874325.html>, 28/5/2026.

sn, "Poutine révèle comment la décision d'occuper l'aéroport de Pristina a été prise en 1999" in *Serbin Info*,
<https://srbin.info/fr/politika/putin-otkrio-kako-je-doneta-odluka-o-zauzimanju-pristinskog-aerodroma-1999-godine/?lang=lat>, 14/6/2020.

sn, Press conference by NATO Secretary General Jens Stoltenberg and the Prime Minister of Luxembourg, Xavier Bettel,
https://www.nato.int/cps/ru/natohq/opinions_214221.htm,
27/4/2023.

sn, "Retranslation of Yeltsin letter on NATO expansion" in *National Security Archive, The George Washington University*, <https://nsarchive.gwu.edu/document/16376-document-04-retranslation-yeltsin-letter>, sd.

sn, "Russia deploys first hypersonic missiles" in *The Guardian*,
<https://www.theguardian.com/world/2019/dec/27/russia-deploys-first-hypersonic-missiles-nuclear-capable>,
27/12/2019.

sn, « Russische kabelaanvallen 'dreigen internet wereldwijd af te sluiten' » in *MSN*,
<https://www.msn.com/nl-nl/nieuws/Buitenland/russische->

[kabelaanvallen-dreigen-internet-wereldwijd-af-te-sluiten/ar-AA1CEFch](#), 10/4/2025.

sn, "Secret Pentagon memo on China, homeland has heritage fingerprints" in *The Washington Post* , <https://www.washingtonpost.com/national-security/2025/03/29/secret-pentagon-memo-hegseth-heritage-foundation-china/>, 29/3/2025.

sn, "Secretary General urges continued close NATO-EU cooperation to support Ukraine and face growing threats" in *North Atlantic Treaty Organization*, https://www.nato.int/cps/en/natohq/news_232120.htm, 13/1/2025.

sn, "Special Address by President von der Leyen at the World Economic Forum" in *Commission européenne*, https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/speech_25_285, 21/1/2025.

sn, *Speech by Commissioner Kubilius at the Tocqueville Conversations: "The Future of Europe: From Pax Americana to Pax Europae"*, Brussels, https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/speech_25_1661, 28/6/2025.

sn, « Transcription du discours du Président de la République au Bundestag à Berlin, cérémonie commémorative du 18 novembre 2018 », <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2018/11/18/le-president-de-la-republique-a-berlin-pour-la-commemoration-du-18-novembre>, 19/11/2018.

sn, "U.S. Navy Conducts Interoperability with NATO in the Black Sea", *US Naval Forces Europe-Africa / US Sixth Fleet Public Affairs*, <https://www.c6f.navy.mil/Press-Room/News/News-Display/Article/2479674/us-navy-conducts-interoperability-with-nato-in-the-black-sea/>, 23/1/2021.

sn, "Uitgelekt document: VS zouden Europa beperkt steun bieden bij Russische aanval" in *De Morgen*, Live Oekraïne, 2/4/2025.

sn, *Une boussole stratégique*,

<https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-7371-2022-INIT/fr/pdf>, 21/3/2022

sn, « Vladimir Poutine répond en exclusivité aux questions de RT France », 11/11/2018,

<https://francais.rt.com/international/55305-vladimir-poutine-repond-exclusivite-questions-rt-france-video>.

sn, "Von der Leyen fordert die Vereinigten Staaten von Europa" in *Der Spiegel*,

<https://www.spiegel.de/politik/deutschland/schuldenkrise-von-der-leyen-fordert-die-vereinigten-staaten-von-europa-a-782879.html>, 27/08/2011.

sn, « Washington sollicité pour fournir à Israël des munitions destinées à l'Ukraine » in *Le Monde*,

https://www.lemonde.fr/international/live/2023/10/19/guerre-en-ukraine-en-direct-le-point-sur-la-situation-en-fin-de-journee_6195347_3210.html#:~:text=Facebook-.Washington%20sollicit%C3%A9%20pour%20fournir%20%C3%A0%20Isra%C3%AEl%20des%20munitions%20destin%C3%A9es%20%C3%A0%20le%20site%20d'information%20d'Axiom, 19/10/2023.

H. I. Sutton, "World First: Ukrainian Maritime Drone Shoots Down Russian Flanker Jet" in *Naval News*,

<https://www.navalnews.com/naval-news/2025/05/world-first-ukrainian-maritime-drone-shoots-down-russian-flanker-jet>.

H. I. Sutton, "First Image Of Ukraine's Sidewinder-Armed Magura V7 Surface Drone" in *Naval News*,

<https://www.navalnews.com/naval-news/2025/05/first-image-of-ukraines-sidewinder-armed-magura-v7-surface-drone/>, 4/5/2025.

SV, AFP, « L'Assemblée nationale a adopté une résolution dénonçant le « génocide » des Ouïghours par la Chine » in

BFMTV, https://www.bfmtv.com/politique/l-assemblee-nationale-adopte-une-resolution-denoncant-le-genocide-des-ouighours-par-la-chine_AD-202201200244.html, 20/1/2022.

Alexandre Swoboda, « Robert Mundell et les Fondements Théoriques de l'Union Monétaire Européenne », Fonds monétaire international,
<https://www.imf.org/fr/News/Articles/2015/09/28/04/54/vc121399>, 13/12/1999.

Traité instituant la Communauté européenne de défense,
Paris, 27 mai 1952,
https://www.cvce.eu/obj/traite_instituant_la_communaute_europeenne_de_defense_paris_27_mai_1952-fr-2af9ea94-7798-4434-867a-36c4a256d0af.html.

Boran Tobelem, "Angela Merkel : biographie de l'ancienne chancelière allemande" in *Toute l'Europe*,
<https://www.touteleurope.eu/fonctionnement-de-l-ue/biographie-angela-merkel-chanceliere-allemande/>,
11/1/2022.

Michael Tong, ‘Challenger 3: Third Time Lucky for British Armoured-vehicle Programmes?’, IISS, 21 May 2021, <https://www.iiss.org/online-analysis/military-balance/2021/05/challenger-3-armoured-vehicle-programme/>.

TRT World, <https://www.trtworld.com/video/social-videos/erdogan-to-greece-if-you-go-further-you-will-pay-a-heavy-price/63135d2adfcf4c0017524f83>, sd.

US Department of Defense, " Addressing China Threats Requires Unity of U.S., World Effort, Esper Says " in *defence-aerospace*, <https://www.defense-aerospace.com/article-view/release/209173/pentagon-chief-calls-for-united-us%2C-world-effort-to-address-china-‘threat’ .html>, 24/1/2020.

David Vaidis, Séverine Halimi-Falkowicz, « La théorie de la dissonance cognitive, une théorie âgée d’un demi-siècle » in *Revue électronique de Psychologie Sociale*, 2007, N°1, p. 9-18, <https://psychologiescientifique.org/wp-content/uploads/2018/02/Vaidis-et-Halimi-Falkowicz-2007-La-théorie-de-la-dissonance-cognitive-une-théorie.pdf>.

Jeroen Van Horenbeek, "Stéphane Dutron, hoofd van de militaire geheime dienst: ‘De VS zijn een van de grote winnaars van de oorlog’" in *De Morgen*,

<https://www.demorgen.be/oorlog-in-oekraine/stephane-dutron-hoofd-van-de-militaire-geheime-dienst-de-vs-zijn-een-van-de-grote-winnaars-van-de-oorlog~ba4b56ed/>, 4/4/2025.

Guy Verhofstadt, « Budget européen : pourquoi c'est un échec et comment le réformer » in *L'Opinion*, <https://www.lopinion.fr/edition/international/budget-europeen-pourquoi-c-est-echec-comment-reformer-213454>, 4/3/2020.

Voice of America News, "China Expands Defense Budget 7.2%, Marking Slight Increase" in *Defense-aerospace.com*, https://www.defense-aerospace.com/china-expands-defense-budget-7-2-marking-slight-increase/?utm_source=mailpoet&utm_medium=email&utm_campaign=les-newslettertotal-derniers-articles-de-notre-blog-11, 5/3/2023.

Ursula von der Leyen, „Europa muss auch die Sprache der Macht lernen“ in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, <https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/rede-von-ursula-von-der-leyen-europa-muss-auch-die-sprache-der-macht-lernen-16475803.html>, 8/11/2019.

Jonas Wagner, "Ukraine greift westsibirsche Region Omsk mit Drohnen an" in *Liveblog Frankfurter Allgemeine Zeitung*, <https://www.faz.net/aktuell/politik/ukraine/ukraine-liveticker-buergermeister-moskau-von-mehr-als-400-ukrainischen-drohnen-ins-visier-genommen-faz-110683325.html>, 6/7/2026.

Jack Watling, Nick Reynolds, *Tactical Developments During the Third Year of the Russo- Ukrainian War*, London, Royal United Services Institute for Defence and Security Studies, 2025, p. 17, <https://static.rusi.org/tactical-developments-third-year-russo-ukrainian-war-february-2205.pdf>.

Jack Watling, Si Horne, *Assuring the Tactical Sustainment of Land Forces on the Modern Battlefield*, London, Royal United Services Institute for Defence and Security Studies, <https://www.rusi.org/explore-our->

[research/publications/occasional-papers/assuring-tactical-sustainment-land-forces-modern-battlefield](#), 16/4/2024.

Wehrbeauftragte, *Jahresbericht 2021 (63. Bericht)*,
Deutscher Bundestag, Drucksache 20/900 20,
<https://dserver.bundestag.de/btd/20/009/2000900.pdf>.

Wehrbeauftragte, *Wehrhaft sein!*“, Bundesministerium des
Verteidigung,
<https://www.bmvg.de/de/aktuelles/bundestag-beraet-jahresbericht-2021-der-wehrbeauftragten-5403286>,
29/4/2022.

Nikki Wentling, "Top general recommends US maintain current troop levels in Europe" in *Military Times*,
https://www.militarytimes.com/news/your-military/2025/04/08/top-general-recommends-us-maintain-current-troop-levels-in-europe/?utm_source=sailthru&utm_medium=email&utm_campaign=air-dnr, 8/4/2025.

Thomas Wieder, « L'Allemagne s'interroge sur la responsabilité d'Angela Merkel dans l'escalade agressive de Vladimir Poutine » in *Le Monde*,
https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/03/29/l-allemande-s-interroge-sur-la-responsabilite-d-angela-merkel-dans-l-escalade-agressive-de-vladimir-poutine_6119646_3232.html, 29/3/2022.

Thomas Wieder, "Allemagne : la mue de l'armée, plus lente qu'annoncé" in *Le Monde*,
https://www.lemonde.fr/international/article/2022/12/15/allemande-la-mue-de-la-bundeswehr-plus-lente-qu-annonce_6154601_3210.html, 15/12/2022.

Thomas Wiegold, "Der 15. Rüstungsbericht: Ein detaillierter Blick" in *Augen geradeaus!*,
<https://augengeradeaus.net/2022/07/der-15-ruestungsbericht-ein-detaillierter-blick/>, 4/7/2022.

Tim Willasey-Wilsey, "Why Restraint in Counterterrorism is So Important, Yet So Hard to Achieve" in The Royal United Services Institute for Defence and Security, <https://rusi.org/explore-our->

[research/publications/commentary/why-restraint-counterterrorism-so-important-yet-so-hard-achieve?utm_campaign=Central%2BRUSI%2BNewsletter%2B03-11-23&utm_medium=email](https://www.csbaonline.org/research/publications/commentary/why-restraint-counterterrorism-so-important-yet-so-hard-achieve?utm_campaign=Central%2BRUSI%2BNewsletter%2B03-11-23&utm_medium=email), 31/10/2023.

Patrick Wintour, “Macron sets out 10-year vision for EU with call for more integration ” in *The Guardian*,
<https://www.theguardian.com/world/2020/feb/15/emmanuel-macron-sets-out-10-year-vision-for-eu-with-call-for-more-integration>, 15/2/2020.

Xia H, Huang Y, Ma H, Liu B, Xie W, Song D, et al.,
« Biosafety Level 4 laboratory user training program, China »
in *Emerging Infectious Diseases Journal*, nr 5, May
2019, <https://doi.org/10.3201/eid2505.180220>
ou https://wwwnc.cdc.gov/eid/article/25/5/18-0220_article.

**Toshi Yoshihara, Jack Bianchi, « Seizing on Weakness:
Allied Strategy for Competing With China’s Globalizing
Military »** in *Center for Strategic and Budgetary
Assessment*,
<https://csbaonline.org/research/publications/seizing-on-weakness-allied-strategy-for-competing-with-chinas-globalizing-military>, 4/1/2021.

Fareed Zakaria for CNN on 11/11/2018, *Interview of President
Emmanuel Macron*,
<https://edition.cnn.com/videos/world/2018/11/10/emmanuel-macron-fareed-zakaria-trump-tweet-sot-gps-vpx.cnn>.

Fareed Zakaria for CNN on 11/11/2018 *Interview of President
Donald Trump*,
<https://edition.cnn.com/videos/world/2018/11/10/trump-macron-bilateral-meeting-bts-vpx.cnn/video/playlists/intl-latest-world-videos/>.

Piotr Żochowski, Rafał Sadowski, Marek Menkiszak,
« The Russian military intervention in eastern Ukraine »
in *OSW, Centre for Eastern Studies*,
<https://www.osw.waw.pl/en/publikacje/analyses/2014-09-03/russian-military-intervention-eastern-ukraine>, 3/9/2014.

ILLUSTRATIONS

p. 11, Note 7. Benjamin Franklin, « *Join, or Die* », in *Pennsylvania Gazette*, 9 mai 1754.



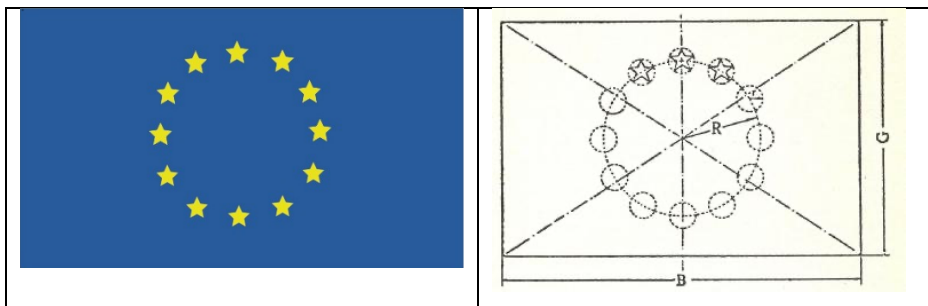
p. 144. A gauche, Joseph Maria Olbrich érigea en 1897/98 pour le groupement artistique *Sécession* fondé par Gustav Klimt ce bâtiment de style Art-Nouveau, voir <https://www.wien.info/fr/art-culture/art-nouveau/secession-357952> et à droite la photo de Barbara Cassin par Frédéric Stucin in *Libération*, https://www.liberation.fr/debats/2019/10/15/barbara-cassin-armee-pour-l-academie-francaise_1757808, 15/10/2019.



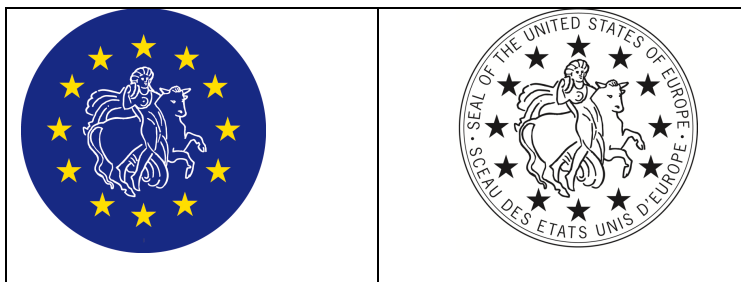
p. 146. Fresque de Pompéi. Voir <https://www.lankaart.org/article-enlèvement-d-europe-pompei-123153105.html>.



p. 147. Le drapeau bleu aux douze étoiles dorées.



p. 148. Les armes et le sceau



p. 149. Les pavillons de beaupré pour les navires

Pour les bâtiments de combat, le fond est jaune, la croix rouge.



Pour la flotte auxiliaire, le fond est bleu, la croix rouge.



Pour la flotte marchande, le fond est rouge, la croix jaune.



La cocarde pour les aéronefs et les militaires sera celle de la Force de l'Union européenne (EUFOR), créée en mai 2003 :



L'organigramme des Etats-Unis d'Europe

